

# LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N°12 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

## Lituanie et Luxembourg: mêmes préoccupations quant au nucléaire



M. Laurent Mosar et Mme Irena Degutienė, Présidente du Parlement lituanien.

L'énergie nucléaire et les énergies renouvelables ont constitué l'essentiel des discussions que la Présidente du Parlement de Lituanie, le Seimas, a menées début mai avec son homologue, M. Laurent Mosar, les membres du Bureau et les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes. La Lituanie se voit actuellement confrontée à deux projets de construction de centrales,

à moins de 30 km de ses frontières. «Les conséquences d'un incident nucléaire affecteraient tous les pays de l'Union européenne», a mis en garde Mme Irena Degutienė. La Présidente du Seimas a exprimé ses craintes que la Biélorussie notamment ne respecte pas les normes internationales en matière de sécurité nucléaire. Elle a demandé l'aide et le soutien du Luxembourg et des instances euro-

péennes. Mme Degutienė et M. Mosar étaient d'accord pour dire que la Conférence des Présidents des Parlements des États membres de l'Union européenne et la Conférence des Organes Spécialisés dans les Affaires Communautaires et Européennes des Parlements de l'Union européenne (COSAC) doivent mettre la question de la sécurité nucléaire à l'ordre du jour de leurs entrevues.

Une demande de coopération en matière d'énergies renouvelables (transfert de statistiques) a de fortes chances d'aboutir à un accord bilatéral entre la Lituanie et le Luxembourg. Face au changement climatique, la recherche de nouvelles ressources a été qualifiée comme espoir pour tous les pays de l'Union par les Présidents des deux assemblées.

La Lituanie souhaite en outre investir dans la diversification de son approvisionnement énergétique, par le biais de la mise en place d'un terminal de gaz naturel liquide sur la côte baltique et l'interconnexion de son réseau avec le marché de l'Europe occidentale.

## Approfondir la collaboration entre petits pays européens



La Présidente du Parlement autrichien s'est entretenue avec des membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

La collaboration entre les petits États membres de l'Union européenne a constitué le principal sujet abordé lors de l'entrevue de la Présidente du Parlement autrichien, Mme Barbara Prammer, avec son homologue luxembourgeois, M. Laurent Mosar. Le rôle des parlements nationaux est devenu plus important depuis la mise en vigueur du Traité de Lisbonne et la procédure de consultation sur les projets d'actes législatifs européens. Les citoyens auraient cependant parfois l'impression que les parlements ne sont pas suffisamment impliqués dans la prise de décisions importantes comme la mise en place des différents instruments européens de stabilité financière.

Les deux présidents ont souligné leur position en matière de politique fiscale européenne et sont convenus d'accroître les contacts entre la Chambre des Députés luxembourgeoise et le Nationalrat autrichien.

La neutralité autrichienne et la politique énergétique après Fukushima

ont été abordées au cours de la réunion avec les députés de la Commission des Affaires étrangères et européennes.

En 1955, l'Autriche avait déclaré sa neutralité. La suppression ou le maintien du service militaire sont actuellement débattus par l'opinion publique. Les avis sur une participation des soldats autrichiens à des missions internationales divergent aussi.

Les citoyennes et citoyens autrichiens sont foncièrement contre l'énergie nucléaire. Mme Prammer a rappelé qu'en 1978 le peuple s'était exprimé contre la centrale nucléaire de Zwentendorf. Selon la Présidente du Nationalrat, l'Autriche mise sur les énergies renouvelables, se prononce en faveur de "stress tests" crédibles des centrales nucléaires et préconise une sortie à terme de l'ère nucléaire.

### DANS CE NUMÉRO

Cinq fusions de communes	p. 436
Stratégies énergétiques	p. 420
Procédure d'asile	p. 430
Sommaire des séances publiques nos 30-32	p. 449
Sommaire des questions parlementaires	p. Q193

30 <sup>e</sup> séance	mardi	3 mai 2011
31 <sup>e</sup> séance	jeudi	5 mai 2011
32 <sup>e</sup> séance	mardi	10 mai 2011

## La Chambre a une nouvelle benjamine



Mme Tessy Scholtes prête serment.

Mme Tessy Scholtes a prêté serment le 3 mai entre les mains du Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar. Mme Scholtes a ainsi repris le mandat de M. Mill Majerus, décédé tragiquement le 1<sup>er</sup> avril dernier des suites d'un accident de la route. Elle est venue renforcer les rangs des membres féminins de la Chambre, devenant ainsi la 14<sup>e</sup> députée de l'hémicycle.

Vice-championne du monde de karaté en 2002, sportive d'élite, disposant d'une maîtrise universitaire en «Sciences et techniques des activités physiques et sportives», Mme Tessy Scholtes a arrêté le karaté en 2009. Habitant à Heisdorf dans la commune de Steinsel, elle fut désignée candidate du CSV pour la circonscription Centre en janvier 2009. Aux élections du 7 juin de la même année, elle avait récolté 15.234 voix.

Mme Scholtes se dit convaincue que davantage de jeunes et de femmes devraient s'engager en politique. Elle a opté pour une participation aux élections et un mandat législatif pour y apporter sa contribution active. La jeune députée estime que chaque enfant et chaque jeune devrait pouvoir trouver sa place dans le système éducatif luxembourgeois. Elle souhaiterait que le sport et l'éducation à la santé occupent une place plus importante dans la formation des jeunes.

La nouvelle parlementaire a été désignée membre de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, de la Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances, de la Commission des Pétitions et de la Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional (CPI).

## Le Président Laurent Mosar en visite au «Kräizbiërg»



En présence du Président de la Fondation Kräizbiërg, M. Lucien Thiel, et du Directeur, M. John Schummer, le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar a visité les différents ateliers et le centre de formation à Dudelange. 102 travailleurs handicapés occupent actuellement un poste rémunéré dans un des quatre départements qui gèrent par exemple la sérigraphie, l'imprimerie, le multimédia, la pote-

rie, le jardinage, la manutention ou le mailing. Créée en 1977, la Ligue pour l'aide aux infirmes moteurs cérébraux (IMC) devint la «Fondation Kräizbiërg» en 1994. Elle a développé ses structures tout au long des années afin de répondre aux besoins des personnes atteintes d'un handicap. À côté de la formation et du travail, la fondation offre également six structures de logement adaptées et un centre de jour.

## Laurent Mosar à la dernière Assemblée de l'UEO

La soixantième session plénière de l'Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO), qui s'est termi-



M. Laurent Mosar lors de son discours.

née le 10 mai 2011 à Paris, aura été la dernière. L'œuvre accomplie par l'Union et son Assemblée a été saluée par plusieurs personnalités au cours d'une séance particulière.

Alors qu'une délégation de parlementaires luxembourgeois, composée de M. Norbert Hauptert (CSV), Mmes Lydie Err (LSAP) et Anne Brasseur (DP), MM. Fernand Boden (CSV), Jean Huss (déi gréng) et Marc Spautz (CSV), s'était déplacée pour l'occasion, deux autres personnalités politiques luxembourgeoises furent invitées à s'exprimer sur l'œuvre accomplie par l'UEO et les défis d'une future politique européenne en matière de sécurité et de défense: le Président de la Chambre, M. Laurent Mosar, et M. Charles Goerens, l'actuel député européen libéral qui avait présidé aux destinées de l'Assemblée entre 1987 et 1990.

S'adressant à l'Assemblée, le Président de la Chambre a rappelé que l'UEO a contribué pendant plus d'un demi-siècle à forger une véritable solidarité européenne. Il s'est exprimé en faveur «d'une poursuite du contrôle d'une défense européenne répondant à des principes démocratiques». Selon M. Mosar, «les parlements nationaux doivent continuer à jouer un rôle important dans le suivi de la PESD (Politique européenne de sécurité et de défense) et de la PSDC (Politique de sécurité et de défense commune), à mener collectivement une réflexion stratégique et à ne tolérer aucun recul des acquis de l'Assemblée de l'UEO.»



Rencontre entre jeunes filles et parlementaires.

## La Chambre participe au Girls' Day 2011

Le Girls' Day - Boys' Day 2011 a permis le 12 mai à douze filles de rencontrer des députés et de se faire une idée de leur travail. La Chambre des Députés a participé pour la 8<sup>e</sup> fois à cette journée spéciale organisée par le Gouvernement. Le Girls' Day - Boys' Day a pour but d'encourager les jeunes à choisir leur profession selon leurs propres intérêts et talents au lieu de se laisser influencer par des idées stéréotypées.

Comme la Chambre se compose d'une majorité d'hommes (46 sur 60 députés), elle a accueilli des filles. Elles ont reçu des explications et une documentation sur l'institution parlementaire, son fonctionnement et la participation des femmes à l'exercice du pouvoir politique. Les jeunes ont également eu une entrevue avec des membres de la Chambre des Députés, à savoir Mme Diane Adehm, MM. Marc Angel et Félix Eischen, Mme Lydie Err et M. Jean-Paul

Schaaf, et ont pu découvrir les tâches incombant aux député(e)s dans une démocratie moderne. Elles ont ensuite visité les équipements techniques (salle de régie, installations pour la retransmission des séances publiques, etc.) et la salle plénière à l'Hôtel de la Chambre des Députés.

Les députés, quant à eux, se sont notamment intéressés à la manière dont les jeunes perçoivent leurs activités et la politique en général.

## «Changement climatique»

La réunion interparlementaire du 19 avril 2011, à laquelle a participé le député M. Fernand Boden, a abordé plusieurs questions clés relatives aux défis du changement climatique.

Mme Connie Hedegaard, Commissaire européenne responsable de l'action pour le climat a dressé un état des lieux sur le système européen d'échange de quotas d'émission (ETS) et a souligné que la Chine avait annoncé, pour 2013, le lancement d'un projet-pilote d'échange de quotas d'émission, qui devrait être étendu à l'ensemble de son territoire en 2015. Des discussions sont actuellement en cours avec la Chine pour tenter d'aligner ces mesures sur les mesures européennes.

M. Bruno Lafont, président de la Table ronde des industriels européens a souligné que l'Union européenne risquerait de rater des objectifs plus larges en se focalisant sur des objectifs de réduction chiffrés, ne représentant d'ailleurs qu'un faible pourcentage des émissions au niveau mondial. Pour l'intervenant, assurer une économie durable en Europe présuppose un cadre réglementaire

prévisible et stable, favorable à l'investissement et à l'innovation dans une économie verte, qui permettra de promouvoir la compétitivité en évitant les distorsions de concurrence. Les défis, certes importants, pourraient ainsi s'avérer devenir des opportunités porteuses pour les pays et entreprises qui seront capables d'y répondre.

Les députés se sont clairement prononcés pour l'utilisation renforcée des ressources énergétiques renouvelables afin de répondre aux défis liés au changement climatique. Le député luxembourgeois M. Fernand Boden s'est néanmoins interrogé sur l'étendue des conséquences écologiques et économiques de l'objectif de 10% de carburant renouvelable dans la consommation finale d'énergie au niveau du secteur des transports, qui joue un rôle important au Luxembourg. Les résultats du sommet de Cancun ont été qualifiés d'encourageants, mais les engagements pris ne rempliraient que 60% des mesures nécessaires pour limiter l'augmentation de la température à deux degrés Celsius et la question sur la suite du protocole de Kyoto reste dans l'impasse.



M. Fernand Boden (CSV).



Le Commissaire européen M. Algirdas Šemeta (4<sup>e</sup> de droite) et des membres de la Commission des Finances et du Budget.

## Fiscalité européenne: de nombreux projets restent en lice

De passage au Luxembourg, M. Algirdas Šemeta, Commissaire européen en charge de la fiscalité et de l'union douanière, de l'audit et de la lutte antifraude, s'est entretenu le 11 mai avec M. Laurent Mosar, Président de la Chambre des Députés, ainsi qu'avec les membres de la Commission des Finances et du Budget.

Lors de ses entrevues, le Commissaire a fait part de son intention d'avancer sur un certain nombre de dossiers fiscaux dans le but d'assurer

- un bon fonctionnement du marché unique;

- une meilleure qualité de recettes fiscales aux États membres de l'Union européenne (UE), pour la plupart en proie à des déficits budgétaires chroniques et un endettement pesant;

- une compétitivité accrue de l'Europe vis-à-vis de ses principaux partenaires commerciaux;

- une lutte plus équitable contre la fraude fiscale et une compétition fiscale plus saine entre les différents États membres.

Pour M. Šemeta, il est clair qu'il faut absolument mener à bien la modification de la directive sur la fiscalité de l'épargne en vue de combler les lacunes existantes dans la législation actuelle et mieux prévenir l'évasion fiscale. À ses yeux, un principe de conditionnalité (clause de bonne gouvernance en matière fiscale) devrait être mis en avant dans la négociation d'accords futurs entre l'UE et les pays tiers afin qu'en matière de fiscalité de l'épargne, tout le monde soit mis sur un pied d'égalité. Face aux inquiétudes des députés luxembourgeois, le Commissaire a répondu qu'il ne voit pas d'un mauvais œil les négociations bilatérales actuelles entre la Suisse et les autorités britanniques et allemandes afin d'aboutir à un accord de taxation di-

recte, étant donné qu'elles respectent les standards de l'OCDE et la législation communautaire.

Le représentant de l'exécutif bruxellois préconise aussi la mise en place dans les meilleurs délais d'une taxe énergétique afin de pénaliser les carburants fossiles et favoriser ainsi un développement plus prompt des énergies renouvelables. Par ailleurs et pour réduire les coûts des petites et moyennes entreprises dans leurs activités transnationales, M. Algirdas Šemeta plaide pour une mise en place rapide d'une assiette commune consolidée pour l'impôt des sociétés.

Une réforme du système actuel de la collecte de la TVA (simplification du système et utilisation plus étendue des nouvelles technologies de l'information et de la communication) ainsi que l'introduction d'une taxe bancaire (taxe de transaction ou d'activités financières) ont clôturé les débats.

## Sécurité nucléaire: une question européenne

La sécurité des centrales nucléaires et la coopération entre parlements nationaux ont constitué deux des sujets abordés par le Président de la Chambre des Députés, M. Laurent Mosar, au cours de son entrevue avec des parlementaires allemands le 5 mai 2011.

Le Luxembourg souhaiterait que les "stress tests" menés sur les centrales nucléaires européennes analysent aussi l'incidence d'un accident d'avion ou d'un acte terroriste. Prochainement, la Commission européenne entend définir les critères pour les tests, mais les propositions luxembourgeoises risquent d'être rejetées.

Les parlementaires sont unanimes pour dire que la sécurité nucléaire constitue un sujet d'importance européenne. Ils ont estimé que l'implication accrue des parlements nationaux dans les procédures européennes devrait avoir des répercussions au niveau de la collaboration entre

les différentes assemblées et au niveau des groupements politiques. Les parlements nationaux devraient s'allier pour mieux faire entendre leur voix, ont estimé les deux délégations.

La discussion sur le nucléaire a été prolongée au cours d'une entrevue des députés allemands avec une importante délégation de la Chambre des Députés présidée par le Président de la Commission des Affaires étrangères et européennes, M. Ben Fayot. Le contrôle parlementaire de la Politique européenne de sécurité et de défense fut un autre sujet abordé au cours de cette entrevue.

Les parlementaires allemands furent également les hôtes des membres de la Commission des Finances et du Budget de la Chambre. L'échange de vues a notamment porté sur la crise financière internationale, la place financière luxembourgeoise et le mécanisme de se-

cours en faveur des pays européens fortement endettés.

Le régime fiscal actuellement appliqué aux frontaliers allemands constitue un obstacle à la libre circulation. Plusieurs centaines de dossiers auraient été ouverts à l'encontre de citoyens allemands travaillant au Luxembourg, leur demandant de déclarer leurs journées de travail pressenties en Allemagne. «Si nous ne voulons pas que les gens disent que l'Europe ne fonctionne pas, il faut qu'une solution soit trouvée en la matière afin d'empêcher une double imposition des frontaliers allemands», ont estimé les délégués.

La délégation allemande accueillie à la Chambre constitue un des «groupes d'amitié» parlementaires existant au Bundestag. Elle comprend 21 députés issus de tous les groupes parlementaires et entretient des relations suivies avec la Belgique et le Luxembourg.



Des parlementaires allemands et luxembourgeois.

## Les Balkans occidentaux: vers une Europe plus intégrée

La rencontre parlementaire d'avril 2011 sur l'intégration européenne des pays des Balkans occidentaux, réunissant des membres du Parlement européen et des parlements nationaux, dont le député luxembourgeois M. Marc Angel, a permis de dresser un état des lieux du processus d'élargissement dans la région des Balkans occidentaux.

Les développements positifs intervenus dans la région ont été soulignés, ainsi que les défis qui restent à relever, plus particulièrement dans les domaines de la réforme judiciaire, la lutte contre le crime, la stabilité politique et la coopération avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie. La consolidation de l'État de droit, le respect des droits de l'Homme et le pluralisme démocratique doivent constituer les priorités majeures des pays des Balkans occidentaux, ont souligné de nombreux intervenants.

L'Union européenne joue, par le biais de sa politique de conditionnalité, un rôle positif qui a donné lieu à de nombreux développements positifs dans la région, a affirmé Mme Sonja Biserko, présidente du Comité Helsinki pour les droits de l'Homme à Belgrade, mais les progrès en termes de consolidation et de démocratisation dans les pays des Balkans occidentaux s'avèrent encore trop

lents. Le Premier Ministre hongrois, dont le pays préside actuellement le Conseil de l'Union européenne, a souligné les avantages significatifs apportés par les pays d'Europe centrale à l'Union européenne, plus particulièrement en termes de compétitivité. L'accession des pays balkaniques occidentaux serait susceptible d'apporter encore davantage à l'UE.

La réunification du continent ne peut être complète sans l'intégration des Balkans occidentaux, a souligné la Commission, qui reste engagée en faveur de la perspective européenne

des pays de la région, en dépit de la «fatigue de l'élargissement» ressentie dans certains États membres.

Le Président du Parlement européen, M. Jerzy Buzek, a réaffirmé le soutien du Parlement en faveur des Balkans occidentaux et de leur perspective européenne telle que définie dans la Déclaration de Thessalonique. En conclusion, il a été souligné que les pays des Balkans occidentaux devaient répondre à tous les critères d'adhésion mais que leur entrée ne devait pas pour autant leur coûter plus cher qu'aux autres pays.



M. Marc Angel (LSAP).



(de gauche à droite) M. Fernand Boden, Mme Anne Brasseur, M. Norbert Haupert, M. Marc Spautz.

Session de printemps de l'APCE

## Droits de l'Homme, réfugiés et dialogue interculturel

Lors de la réunion de printemps de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE), qui s'est tenue du 11 au 15 avril 2011 à Strasbourg, le Premier Ministre de la Turquie, M. Recep Tayyip Erdoğan, est intervenu pour rendre hommage devant les députés à l'action menée par le Conseil de l'Europe contre toute forme de discrimination et en faveur du respect de la dignité humaine.

Il a déploré la montée du racisme, de la discrimination et de l'intolérance en Europe et a souligné que les valeurs universelles de la démocratie, des droits de l'Homme et de l'État de droit restaient toujours valables, y compris au-delà de l'Europe, au Moyen-Orient et en Afrique du Nord. M. Erdoğan a rappelé que la Turquie, qui se trouve à la croisée du monde chrétien et musulman, a l'intention de continuer à œuvrer à un avenir de paix dans la région.

En ce qui concerne les relations entre son pays et l'Europe, M. Erdoğan a indiqué que la Turquie avait besoin de l'Europe, tout autant que l'Europe avait besoin de la Turquie. Répondant aux maintes critiques formulées à l'égard de la situation de la presse en Turquie, le Premier Ministre a invité l'APCE à déléguer un envoyé spécial afin qu'il constate la situation des médias sur place. Le Secrétaire général du Conseil de l'Europe, M. Thorbjørn Jagland, a accepté cette proposition et un envoyé du Conseil de l'Europe sera désigné afin d'évaluer sur place la situation de la liberté de presse en Turquie.

Les récents événements en Méditerranée ont amené l'APCE à modifier l'ordre du jour en dernière minute afin de discuter de l'arrivée massive de migrants sur les rivages du Sud de l'Europe. Dans une résolution adoptée à l'issue du débat d'urgence, l'APCE estime que tous les États européens doivent prendre collectivement leur part de responsabilité face à l'arrivée massive des «boat people». L'Assemblée salue les efforts déployés jusqu'ici par les «États aux avant-postes» pour assurer l'assistance humanitaire prévue par les obligations internationales, et exhorte les autres États européens à «faire preuve de solidarité» à leur égard, en particulier en acceptant de réinstaller les réfugiés et les autres personnes ayant besoin d'une protection internationale. Malte se trouve dans une «situation particulièrement difficile», compte tenu de la petite taille de son territoire, de sa population importante et de ses moyens limités, ont indiqué les par-

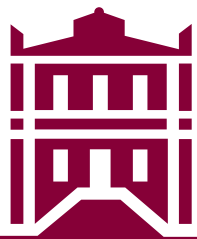
lementaires, mais également l'Italie, et particulièrement l'île de Lampedusa, est touchée.

Si l'afflux actuel de migrants devait se muer en un exode encore plus grand de Libye, en particulier de Libyens fuyant le climat de terreur du régime du colonel Kadhafi ou l'émergence d'une guerre civile de longue durée, l'UE devrait envisager d'appliquer sa directive temporaire de protection.

L'Europe doit également traiter les causes premières de cet afflux, a précisé l'Assemblée, en investissant dans les pays d'Afrique du Nord d'un point de vue économique et en soutenant les réformes démocratiques. «Si l'Europe ne fait pas assez, elle risque d'avoir pour voisins des pays d'Afrique du Nord dont les populations vivent dans les conflits et la pauvreté, dont la jeunesse n'a aucune perspective, et ceci aura des conséquences majeures en termes de migration irrégulière».

Un autre temps fort de la session de l'APCE concernait le débat sur la dimension religieuse du dialogue interculturel. Parmi les personnalités religieuses qui sont intervenues au cours des débats figurent le Patriarche Daniel de Roumanie, le Cardinal Jean-Louis Tauran, Président du Conseil pontifical pour le dialogue interreligieux du Vatican, le Professeur Mehmet Görmez, Président de la Direction des Affaires religieuses de Turquie, le Grand Rabbin Berel Lazar, Grand Rabbin de Russie et le Prêlat Bernhard Felmborg, Représentant plénipotentiaire du Conseil de l'Église protestante en Allemagne auprès de ce pays et de l'UE.

Lors de la présentation en plénière du rapport dont elle a été chargée par la Commission de la culture, de la science et de l'éducation, Mme Anne Brasseur (DP) a souligné le besoin de développer une nouvelle culture de vivre ensemble, en partant de l'affirmation de l'égalité de dignité de toutes les personnes et de l'adhésion sans réserve aux principes démocratiques et aux droits de l'Homme. La liberté de pratiquer sa religion selon ses convictions en respectant les droits d'autrui sont des éléments importants de cette culture de vivre ensemble. Finalement, le rapport propose la création d'une «plate-forme de dialogue», dont le but est de permettre un partenariat pour la démocratie et les droits de l'Homme entre le Conseil de l'Europe, les confessions religieuses et les grandes organisations humanistes et qui pourrait s'étendre aussi à l'Union européenne et à l'Alliance des civilisations.



# NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 12 • SESSION ORDINAIRE 2010-2011

## «Directive services»

### 6022 - Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur

Le présent projet de loi entend transposer la directive 2006/123/CE du Parlement européen et du Conseil du 12 décembre 2006 relative aux services dans le marché intérieur (ci-après «directive services»).

La version initiale de la directive services, datant de janvier 2004, avait rencontré une forte opposition de la part de différentes organisations professionnelles et syndicales. Surtout le «principe du pays d'origine» a été fortement contesté. Les craintes se focalisaient sur un possible phénomène de «dumping social» dans les États ayant instauré un niveau élevé de protection sociale. Après deux années de négociations, le texte final adopté en 2006 par le Parlement européen et le Conseil a beaucoup évolué. Finalement, le «principe du pays d'origine» a été supprimé et remplacé par le principe de libre prestation de services, les droits sociaux ont été renforcés et de nombreux services ont été exclus du champ d'application de la directive, notamment les services non économiques d'intérêt général, les services financiers ou encore les services de soins de santé.

En vue de réaliser un marché intérieur des services, la directive services poursuit les quatre objectifs suivants: 1. Faciliter la liberté d'établissement et la liberté de prestation de services au sein de l'Union européenne; 2. Renforcer les droits des destinataires des services en tant qu'utilisateurs de ces services; 3. Promouvoir la qualité des services; 4. Établir une coopération administrative effective entre les États membres.

La disposition la plus discutée du projet de loi 6022 a été celle introduisant le principe de l'autorisation tacite (article 11). L'article afférent a été amendé à plusieurs reprises. D'abord par un amendement gouvernemental qui a introduit une dérogation au principe de l'autorisation tacite pour les services dans le domaine de la fabrication ou du commerce d'armes ainsi que pour les autorisations relevant la législation portant sur la protection de l'environnement humain et naturel. La directive services permet, en effet, dans le cadre d'une procédure d'autorisation, de prévoir un régime différent de celui de l'autorisation tacite lorsqu'une telle démarche est justifiée par une raison impérieuse d'intérêt général.

Ensuite, la commission parlementaire a structuré davantage les dispositions relatives aux procédures d'autorisation, tout en tenant compte des objections et oppositions formelles de la part du Conseil d'État. Elle a notamment introduit un délai d'instruction général maximal de trois mois et a supprimé le règlement grand-ducal initialement prévu pour la fixation des délais d'instruction. Le texte ne prévoit pas que ce délai général maximal soit un délai unique applicable à toutes les procédures d'autorisation, mais plutôt une sorte de «filet de sécurité» pour ces procédures d'autorisation où un délai spécifique mieux adapté n'a pas (encore) été prévu. La commission a en outre précisé que ce délai commence à courir à partir du moment où tous les documents nécessaires ont été fournis à l'autorité compétente. Par ailleurs, lorsque la complexité du dossier le justifie, l'autorité compétente peut prolonger le délai une seule fois pour une durée limitée.

l'État membre dans lequel la société cotée a son siège social, de participer, notamment grâce à l'aide des technologies modernes de transmission, à l'assemblée générale: «Une proportion notable des actions des sociétés cotées est détenue par les actionnaires qui ne résident pas dans l'État membre dans lequel la société a son siège social. Les actionnaires non résidents devraient pouvoir exercer leurs droits en relation avec l'assemblée générale aussi aisément que les actionnaires résidant dans l'État membre où est situé le siège social de la société. Cela suppose de supprimer les obstacles qui entravent actuellement l'accès des actionnaires non résidents aux informations pertinentes pour l'assemblée générale et l'exercice des droits de vote sans participation physique à l'assemblée générale». Il s'ensuit que: «[L]a suppression de ces obstacles devrait également bénéficier aux actionnaires résidents qui n'assistent pas, ou ne peuvent pas assister, à l'assemblée générale.»

Ainsi la transposition de la Directive en droit luxembourgeois devra aussi contribuer à conforter la confiance du public et en particulier la confiance des investisseurs dans les sociétés cotées et ainsi en général dans le marché financier luxembourgeois.

Il y a lieu de souligner que la transposition de la Directive en droit luxembourgeois n'est pas l'aboutissement de la modernisation du droit des sociétés. Il est rappelé que le projet de loi n°5730 porte sur une réforme plus globale de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés (la «Loi de 1915»). C'est certes un chantier vaste, mais aussi important pour la place financière luxembourgeoise et partant il est souhaitable que ce projet de loi aboutisse dans un futur proche.

La Chambre de Commerce ainsi que le Conseil de l'Ordre auraient préféré de voir insérer le projet de loi dans un chapitre spécial de la Loi de 1915. Les auteurs du projet et la Commis-

sion juridique ont retenu de maintenir le projet de loi dans une loi spéciale tout en précisant à l'article 1 que les sociétés visées par le projet de loi restent soumises à la Loi de 1915 excepté dans la mesure où le projet de loi y déroge, afin d'éviter toute ambiguïté sur le champ d'application du projet de loi et de la Loi de 1915.

La Directive est une directive d'harmonisation minimale. Lors de la discussion du projet de loi, il s'est avéré qu'il y avait lieu d'adapter le projet de loi plus à la réalité du déroulement des assemblées générales d'une société cotée. Ainsi il a été décidé de ne pas appliquer la maxime «[T]oute la directive, mais rien que la directive», sans cependant oublier que la transposition de la Directive doit laisser «une liberté importante aux parties dans le respect du cadre posé par la Directive»<sup>3</sup>.

Dans ce contexte il a été notamment décidé d'augmenter le délai de convocation à l'assemblée générale de 24 jours initialement prévu par le projet de loi (la Directive prévoit un délai minimal de 21 jours) à 30 jours.

Un point important discuté fut celui de la notion d'«actionnaire». Après discussion, au vu des pratiques du marché et dans une optique de protection des investisseurs, la Commission juridique a retenu que l'actionnaire visé par le projet de loi, est l'investisseur final. Partant le projet de loi fut adapté en ce sens.

Finalement il y a lieu de noter que la Directive aurait dû être transposée au plus tard le 3 août 2009. Une procédure d'infraction a été ouverte par la Commission européenne à l'égard du Grand-Duché de Luxembourg et le Grand-Duché de Luxembourg a été condamné par un arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne du 14 avril 2011 pour ne pas avoir transposé la Directive endéans le délai prescrit.

<sup>3</sup> Projet de loi n°6128<sup>3</sup>.

Dépôt par M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 30.03.2009

Rapporteur: M. Alex Bodry

Travaux de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire (Président: M. Alex Bodry):

- 12.04.2010 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi
- 01.07.2010 Examen de l'avis du Conseil d'État (article 4)
- 15.09.2010 Examen d'une première série de propositions d'amendements
- 22.09.2010 Continuation de l'examen des amendements projetés
- 20.01.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 03.02.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État (suite)
- 10.02.2011 Finalisation de l'examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
- 24.03.2011 Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
- 28.04.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.05.2011

Dépôt par M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 22.04.2010

Rapporteur: M. Léon Gloden

Travaux de la Commission juridique (Présidente: Mme Christine Doerner):

- 02.02.2011 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
- 09.02.2011 Continuation de l'examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
- 16.02.2011
- 27.04.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 03.05.2011

## Droits des actionnaires

### 6128 - Projet de loi concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées

Le projet de loi a pour objet de transposer en droit luxembourgeois la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées (la «Directive»).

La Directive s'inscrit dans le plan d'action de la Commission européenne de moderniser le droit des sociétés et de renforcer le gouvernement d'entreprises dans l'Union européenne<sup>1</sup>.

Dans un souci de transparence et d'une meilleure "corporate governance", la Directive prévoit que, tel que rappelé par les auteurs du projet de loi: «un certain nombre de mesures relatives à la convocation des assemblées générales des actionnaires dans les sociétés cotées, que ce soit les modes et délais de convocation, les informations à mettre à la disposition de ces actionnaires, le droit des actionnaires d'inscrire des sujets nouveaux à l'ordre du jour de l'assemblée générale ou de déposer des projets de décision. Est également concernée la participation aux assemblées générales de ces sociétés par les formalités d'admission à l'assemblée générale et la participation à distance à l'assemblée. Des mesures concernant la tenue de l'assemblée générale et les modalités d'exercice du droit de vote, en particulier, en ce qui concerne le vote par procuration et le vote par correspondance, doivent également permettre la réalisation de l'objectif précité.»<sup>2</sup>

Un autre objectif de la Directive est, tel qu'il résulte du considérant (5) de la Directive, de permettre aux actionnaires non résidents dans

<sup>1</sup> Communication au Conseil et au Parlement européen du 21 mai 2003 intitulée «Modernisation du droit des sociétés et renforcement du gouvernement d'entreprises dans l'Union européenne»; Projet de loi n°6128, Exposé des motifs, page 8.

<sup>2</sup> Projet de loi n°6128, Exposé des motifs, page 8.



# www.chd.lu

## Cinq nouvelles communes: «Esch-Sauer»

### 6139 - Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen

La coopération entre les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid a débuté dès l'année 2000, date de la création d'un syndicat intercommunal pour la création, l'entretien et le fonctionnement d'un centre scolaire intercommunal à Heiderscheid. La commune de Neunhausen était elle aussi convaincue de la nécessité de fusionner afin de faire face aux besoins de la population locale. Vu qu'elle était engagée dans une collaboration étroite en ce qui concerne le personnel administratif avec la commune d'Esch-sur-Sûre, et que le résultat d'une consultation populaire organisée à ce sujet en novembre 2007 s'orientait dans ce sens, le conseil communal a choisi de négocier une fusion avec les communes d'Esch-sur-Sûre et de Heiderscheid.

En mars 2009, les conseils communaux des trois communes ont chacun adopté un document de présentation du projet de fusion, qui a été communiqué aux habitants le 17 avril 2009. En présence du Ministre de l'Intérieur, une réunion d'information sur le projet de fusion a eu lieu le 4 mai 2009 à Heiderscheid.

Suite au référendum du 7 juin 2009, les conseils communaux des trois communes se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des trois collectivités locales par leurs délibérations concordantes intervenues respectivement les 15 juillet, 5 août et 30 novembre 2009. La convention relative à la fusion fut par la suite signée par les membres concernés du Gouvernement en date du 16 avril 2010.

Le projet de loi 6139 consacre la volonté de réaliser la fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen en une nouvelle commune dénommée Esch-sur-Sûre, conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.



Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 20.05.2010

Rapporteur: M. Emile Eicher

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

- 01.02.2011 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi  
Examen de l'avis du Conseil d'État
- 05.05.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

### «Aerenzdall»

#### 6197 - Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

Le projet de loi 6197 consacre la volonté de réaliser la fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach en une nouvelle commune appelée „Aerenzdallgemeng“ conformément à l'article 2 de la Constitution et à l'article 2 de la loi communale.

La coopération entre les communes d'Ermsdorf et de Medernach a débuté en 1992, date de la création d'un syndicat intercommunal pour l'enseignement scolaire. Ce syndicat a entrepris la construction d'une école centrale à Medernach. La collaboration pleinement réussie au niveau de l'enseignement primaire a incité les communes regroupées au syndicat intercommunal «École Medernach/Ermsdorf» à envisager une coopération dans d'autres domaines et

à mettre leurs efforts en commun pour réaliser d'autres projets ambitieux, mais difficiles à mettre en œuvre par une seule commune de petite taille.

Les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach ont adopté dans leurs séances respectives des 11 et 12 février 2010 un document de présentation du projet de fusion. Un référendum a été organisé en date du 21 mars 2010 pour permettre à la population de se prononcer sur la fusion des deux communes à la suite des élections communales d'octobre 2011. Le résultat de ce référendum ayant été favorable, les conseils communaux d'Ermsdorf et de Medernach se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales par leurs délibérations respectives du 6 avril 2010. La convention relative à la fusion fut par la suite signée par les membres concernés du Gouvernement.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 28.09.2010

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

- 01.02.2011 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi et examen de l'avis du Conseil d'État
- 07.02.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État (suite)
- 05.05.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

### «Schengen»

#### 6246 - Projet de loi portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein

Le projet de loi 6246 a pour objet la fusion des communes de Burmerange, Schengen et Wellenstein. La nouvelle commune portera le nom de «Commune de Schengen».

Depuis des années, les trois communes en question ont acquis une grande expérience commune en travaillant ensemble sur de nombreux projets. La collaboration a commencé en 2006 par la création d'un syndicat intercommunal appelé «Syndicat intercommunal Am Haff». Ce syndicat avait comme but l'exploitation de structures d'accueil comme une crèche, un foyer de jour, une maison de jeunes et une bibliothèque intercommunale. Cette collaboration a été renforcée au fil du temps et a été étendue aux domaines de l'enseignement mu-

sical, aux structures d'accueil pour enfants et au développement du tourisme.

En janvier 2010, les conseils communaux de Burmerange, Schengen et Wellenstein avaient déclaré leur intention de fusionner. Un document de présentation du projet de fusion a été communiqué aux habitants au mois de septembre 2010. Les conseils communaux de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein ont organisé en date du 10 octobre 2010 un référendum pour permettre à la population de se prononcer sur une fusion des trois communes. Le résultat de ce référendum était positif et les autorités communales des trois communes ont continué les travaux préparatoires à la fusion. Se basant sur le résultat favorable du référendum, les conseils communaux des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des trois collectivités locales par des délibérations concordantes en date des 16 et 21 décembre 2010.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

Rapporteur: M. Raymond Weydert

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

- 03.05.2011 Désignation d'un rapporteur
- 05.05.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

### «Parc Hosingen»

#### 6247 - Projet de loi portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen

Le projet de loi 6247 a pour objet la fusion des communes de Consthum, Hoscheid et Hosingen. La nouvelle commune portera le nom de «Commune du Parc Hosingen».

Depuis l'année 1975, les communes de Consthum et de Hosingen collaborent étroitement au niveau de l'organisation de l'éducation préscolaire. Les communes de Hoscheid et de Hosingen ont créé en 1984 un syndicat intercommunal pour la création et l'exploitation d'un hall sportif au site „Parc Hosingen“. En 1990, elles y furent rejointes par les communes de Consthum et de Putscheid. Trois années plus tard, les quatre communes syndiquées ont pris la décision de créer et d'exploiter un centre scolaire et sportif sur le site „Parc Hosingen“. Aujourd'hui, les communes de Consthum, de Hoscheid, de Hosingen et de Putscheid collaborent étroitement dans le cadre du syndicat intercommunal SISPOLO dans les domaines de l'enseignement fondamental, de l'accueil des enfants, de l'accueil des personnes âgées, de l'organisation d'un service de repas sur roues, dans l'organisation d'une école de musique et dans la gestion du site Parc Hosingen. La collaboration pleinement réussie au niveau du syndicat SISPOLO a incité les communes de

Consthum et de Hosingen à envisager une coopération plus approfondie dans d'autres domaines et à mettre leurs efforts en commun pour réaliser d'autres projets ambitieux, mais difficiles à mettre en œuvre par une seule commune de petite taille.

Depuis l'année 2004, des discussions concrètes ont été menées autour d'une fusion des communes de Consthum et de Hosingen après que le projet de fusion des quatre communes composant le syndicat SISPOLO a dû être abandonné vu les réticences des communes de Hoscheid et de Putscheid à s'engager sur cette voie. Dans la suite des propositions gouvernementales de 2008 pour une nouvelle cartographie communale et dans un contexte financier peu favorable, le conseil communal de Hoscheid s'est résolu à se joindre au projet de fusion entamé par les communes de Consthum et de Hosingen par une délibération du 4 mai 2009. Le 4 juillet 2010, un référendum organisé dans les trois communes a recueilli l'approbation majoritaire de la population quant à leur projet de fusion à la suite des élections communales d'octobre 2011. Suite à cette approbation, les conseils communaux de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des trois collectivités locales par leurs délibérations concordantes intervenues respectivement les 20, 14 et 27 juillet 2010.

La fusion entre les trois communes est censée devenir effective au 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

Rapporteur: M. Jean-Paul Schaaf

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

- 03.05.2011 Désignation d'un rapporteur
- 05.05.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

### «Käerjeng»

#### 6248 - Projet de loi portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency

Le projet de loi 6248 a pour objet de fusionner les communes de Bascharage et de Clemency en une nouvelle commune dénommée «Käerjeng».

Persuadés de la nécessité de procéder à la fusion de leurs communes afin de constituer une commune dotée des ressources humaines et financières indispensables pour faire face au développement futur des missions communales, les conseils communaux des communes de Bascharage et de Clemency ont entamé dès la fin de l'année 2008 des discussions concrètes en vue d'une éventuelle fusion.

Les deux conseils communaux ont déclaré leur intention de fusionner par des délibérations concordantes en date du 18 mai 2010. Ensuite, les communes ont élaboré un programme commun des projets à réaliser à moyen et à long terme. Un référendum a été organisé en date du 5 décembre 2010 pour permettre à la population de se prononcer sur la fusion des deux communes à la suite des élections communales d'octobre 2011. Le résultat de ce référendum ayant été favorable, les conseils communaux de Bascharage et de Clemency se sont prononcés à titre définitif en faveur de la fusion des deux collectivités locales par leurs délibérations concordantes en date du 10 décembre 2010. La fusion est censée devenir effective à la date du 1<sup>er</sup> janvier 2012.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

Rapporteur: M. Gilles Roth

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

- 03.05.2011 Désignation d'un rapporteur
- 05.05.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

### Clervaux

#### 6245 - Projet de loi portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen

L'ajout à l'article 12 de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen vise à résoudre un problème concernant le calcul de l'impôt sur le revenu et le calcul de l'impôt commercial. L'Administration des contributions directes

a attiré l'attention sur le fait que le calcul de ces deux impôts est lié à la commune d'habitation ou de site et ne se prête pas à un changement en cours d'année autre qu'un changement entraîné par le déménagement du contribuable ou la délocalisation de l'entreprise. Il s'avère indispensable de faire coïncider les conséquences fiscales, entraînées par la fusion des communes, avec le début de l'année d'imposition.

Pour éviter la non-conformité aux lois concernant l'impôt foncier et l'impôt commercial qui prévoient que les taux d'impôts doivent être uniformes pour respectivement tous les im-



meubles situés dans la commune et relevant de la même catégorie ou pour toutes les entreprises y situées, la deuxième phrase du projet de loi prévoit qu'à défaut de taux communaux

pour la nouvelle commune, les différents taux les moins élevés arrêtés dans une des communes fusionnées sont applicables à partir de 2012.

## Procédure d'asile

### 6278 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

La loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection prévoit deux procédures relatives à l'examen d'une demande d'asile, une procédure normale (art. 19) et une procédure accélérée (art. 20).

La procédure accélérée peut être utilisée dans 13 cas limitativement énumérés par la loi, notamment lorsque le demandeur ne remplit de toute évidence pas les conditions requises pour prétendre à une protection internationale, en cas de fraude ou de danger pour l'ordre public, et enfin lorsque le demandeur provient d'un pays d'origine sûr.

La loi prévoit actuellement dans son article 20, paragraphe (5) que «la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours». Selon le commentaire des articles du projet de loi n°5437 les raisons d'être de cette disposition étaient les suivantes: «enfin, le paragraphe (5) prévoit que la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours. En effet, la décision en elle-même d'accélérer la procédure d'asile doit rester une décision du seul ministre. Là encore, il s'agit d'éviter des contentieux sur la décision en elle-même d'accélérer la procédure et de limiter les contentieux devant le Tribunal administratif au seul fond de la demande, étant rappelé que le Tribunal administratif dispose d'un véritable pouvoir de réformation».

Les juridictions administratives ont traditionnellement interprété cette disposition en faveur des demandeurs de protection internationale

en décidant que «même sans voie de recours directe contre cette décision préparatoire, une voie de recours effective existe néanmoins par le truchement de la voie d'action ouverte à l'encontre de la décision définitive» (Cour administrative, 16 janvier 2007, 22095C).

En date du 3 février 2010 (affaire n°26396), un revirement à cette jurisprudence a été opéré par le tribunal administratif qui a saisi la Cour de Justice de l'Union européenne d'une question préjudicielle relative à la question de la légalité de l'article 20, paragraphe (5) et de sa compatibilité avec les directives européennes. En attendant l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne, les services en charge de l'instruction des demandes de protection internationale n'ont dès lors plus fait usage de la procédure accélérée.

Actuellement, le Luxembourg est confronté à une croissance massive de demandeurs de protection internationale originaires de pays d'origine sûrs pour lesquels il apparaît clairement qu'ils ne remplissent pas les conditions requises pour prétendre au statut conféré par la protection internationale.

Dans l'attente de l'arrêt de la Cour de Justice de l'Union européenne et afin de pouvoir traiter le plus rapidement possible les cas de demandeurs de protection internationale ne nécessitant pas une protection de l'État luxembourgeois, il est proposé de modifier l'article 20 de la loi modifiée du 5 mai 2006 en abrogeant son paragraphe (5) et en introduisant la possibilité d'un recours contre la décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée.

Le fait de prévoir un recours en annulation par le biais de la même requête contre le fond de la décision permet à la fois de respecter la possibilité d'un recours effectif et de limiter les contentieux devant les tribunaux, tout en gardant l'objectif d'accélérer le traitement de ces demandes clairement infondées.

Dépôt par M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région, le 09.02.2011

Rapporteur: M. Ali Kaes

Travaux de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police (Président: M. Ali Kaes):

03.05.2011 Désignation d'un rapporteur

05.05.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

## «Nei Bréck»

### 6176 - Projet de loi portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg

Le projet de loi 6176 a pour objet d'autoriser le Gouvernement à réaliser les travaux préparatoires nécessaires pour la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg. Ces travaux ne pourront pas dépasser le montant de 23 millions d'euros; ils comprennent la construction d'un

pont provisoire ainsi que la voirie d'approche des chantiers. Le pont provisoire sera aménagé à quelques dizaines de mètres à l'ouest de l'emplacement du pont Adolphe. Cet emplacement respecte le bâti à proximité du pont Adolphe; il tient compte du patrimoine architectural constitué par les vestiges de la forteresse et des contraintes environnementales. Le pont provisoire comportera trois voies de circulation dont deux seront réservées au trafic automobile se déplaçant en direction du plateau Bourbon et une aux transports en commun, ouverte à contre-sens.

Dépôt par M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 18.08.2010

Rapporteur: M. Lucien Clement

Travaux de la Commission du Développement durable (Président: M. Fernand Boden):

22.09.2010 Désignation d'un rapporteur

27.04.2011 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

04.05.2011 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

## Salariés du secteur ferroviaire

### 6179 - Projet de loi portant: 1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire; 2. modification du Code du Travail

Le projet de loi procède à la transposition en droit interne de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire.

L'accord en question fut conclu le 27 janvier 2004, et il a pour but de protéger la santé et la sécurité des salariés concernés dans la perspective de la réalisation du marché intérieur du secteur du transport ferroviaire.

Au Luxembourg, la base de l'accord fut déjà adoptée par règlement grand-ducal du 24 août 2007, qui intégrait les dispositions communautaires dans le statut du personnel des chemins de fer. L'application fut ainsi assurée pour les acteurs intéressés avec priorité.

Le statut en question ne s'applique cependant qu'aux agents des CFL, à l'exclusion des salariés des autres entreprises ferroviaires, dont les conditions de travail dépendent des négociations collectives.

Ce projet prévoit l'intégration du projet dans le Code du Travail, vu qu'il généralise l'application du contenu de la directive à tous les salariés du secteur en cause.

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 20.08.2010

Rapporteur: M. Roger Negri

Travaux de la Commission du Travail et de l'Emploi (Président: M. Lucien Lux):

23.09.2010 Désignation d'un rapporteur  
Présentation du projet de loi

03.03.2011 Examen de l'avis du Conseil d'État

02.05.2011 Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État  
Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 10.05.2011

Dépôt par M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 19.04.2011

Rapporteur: M. Ben Fayot

Travaux de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration (Président: M. Ben Fayot):

27.04.2011 Désignation d'un rapporteur

Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État

03.05.2011 Adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 05.05.2011

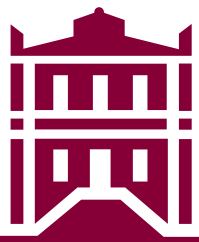
Loi du 19 mai 2011

Mémorial A: 2011, n°102, page 1618

# Chamber aktuell

*Chamber TV vous propose tous les lundis entre 20.00 et 22.00 heures les moments forts de l'actualité parlementaire.*

*L'émission est rediffusée du mardi au vendredi de 20.00 à 22.00 heures, à l'exception des jours de séance.*



## Sommaire

### 1. Communications

- M. le Président

### 2. Ordre du jour

- M. le Président

### 3. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Tessy Scholtes

- M. le Président

- Interruption de la séance publique de 15.08 à 15.18 heures

- M. Paul Helminger

- Rapport de la Commission de vérification: Mme Claudia Dall'Agnol

- Prestation de serment et discours de Mme Tessy Scholtes

### 4. Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

- M. le Président

### 5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Fayot

- M. Ben Fayot

### 6. Heure de questions au Gouvernement

Question n°110 du 3 mai 2011 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Jean-Paul Schaaf - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°111 du 2 mai 2011 de M. Eugène Berger relative à l'information périodique des assurés de la Caisse Nationale de Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- M. Eugène Berger - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°112 du 3 mai 2011 de M. Ben Fayot relative à l'état d'avancement de la nouvelle bibliothèque nationale, annoncée par M. le Premier Ministre dans sa déclaration du 5 mai 2010, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Ben Fayot - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°113 du 3 mai 2011 de M. François Bausch relative à la vente de parts de la société anonyme Cargolux à la compagnie aérienne Qatar Airways, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et

Question n°1416 du 2 mai 2011 de M. André Hoffmann relative à la participation de Qatar Airways dans le capital de Cargolux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- M. François Bausch - M. André Hoffmann - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

Question n°114 du 3 mai 2011 de Mme Nancy Arendt relative à l'application de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

- Mme Nancy Arendt - M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé, Ministre de la Sécurité sociale

Question n°115 du 3 mai 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'une gare au Pfaffenthal et aux répercussions sur les concepts de mobilité intégrés «mobilité.lu» et «mobil 2020», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

Question n°116 du 3 mai 2011 de M. Marc Angel relative à la mise en œuvre des plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- M. Marc Angel - M. Marco Schank, Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures

Question n°117 du 3 mai 2011 de M. Claude Haagen relative aux aides financières aux installations de biogaz liées aux tarifs d'injection, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- M. Claude Haagen - M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

### 7. Question avec débat n°18 de M. Eugène Berger au sujet des dangers et nuisances découlant du trafic de transit de poids lourds lié au tourisme à la pompe au Luxembourg

- M. Eugène Berger - M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

### 8. 6022 - Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur

- Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire: M. Alex Bodry

- Discussion générale: M. Robert Weber, M. André Bauler, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes, M. André Hoffmann

- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 9. 6128 - Projet de loi concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées

- Rapport de la Commission juridique: M. Léon Gloden

- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 10. Heure d'actualité du groupe DP sur la rareté croissante des ressources naturelles non renouvelables et ses répercussions sur l'économie luxembourgeoise

- Exposé: M. André Bauler

- Débat: M. Félix Eischen, M. Roger Negri, M. Henri Kox, M. Jacques-Yves Henckes

- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Mady Delvaux-Stehres, MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

(Début de la séance publique à 15.02 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Une voix.**- Neen, Här President.

► **M. le Président.**- Dat schéngt net de Fall ze sinn.

## 1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1) Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Bureau déposiert.

2) Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposiert: de 4. Abrëll vum Ausseminister de Projet de règlement grand-ducal 6270 iwwert déi lëtzebuergesch Bedelegung un de Wahlobservatiounen an Albanien;

de 7. Abrëll vum Wirtschaftsminister de Projet de loi 6271, eng Ofännerung vum Postgesetz; deeselwechten Dag vum Justizminister de Projet de loi 6272 iwwert d'Afféiere vun der Mediation am Neie Code de la procédure civile; och deeselwechten Dag vum Ausseminister de Projet de loi 6273, eng Ofännerung vun der Konvention iwwert de physische Schutz virun Nuklearmaterial; de Projet de loi 6274, eng Ofännerung vun enger Konvention iwwert d'Loftverschmutzung; de Projet de loi 6275, en Accord mat Spuenien iwwert den Austausch vu

klassifizierten Informatiounen, an de Projet de loi 6276, en Accord tëschent der EU an Norwegen iwwert d'Satellitennavigatioun;

de 14. Abrëll vum Landwirtschaftsminister de Projet de loi 6277, eng Ofännerung vum Hondsgesetz, a schliesslech den 19. Abrëll vum Aarbechtsminister de Projet de loi 6278 iwwert den Droit d'asile.

### Communications du Président - séance publique du 3 mai 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les projets de loi et le projet de règlement grand-ducal suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6270** - Projet de règlement grand-ducal relatif à la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'Organisation pour la Sécurité et la Coopération en Europe des élections locales en Albanie

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 04.04.2011

**6271** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 août 1992 portant création de l'Entreprise des Postes et Télécommunications

Dépôt: M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, le 07.04.2011

**6272** - Projet de loi portant - introduction de la médiation en matière civile et commerciale dans le Nouveau Code de la procédure civile; - transposition de la directive 2008/52/CE du Parlement européen et du Conseil du 21 mai 2008 sur certains aspects de la médiation en matière civile et commerciale; - et modification de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat

Dépôt: M. François Biltgen, Ministre de la Justice, le 07.04.2011

**6273** - Projet de loi portant approbation de l'Amendement à la Convention sur la protection physique des matières nucléaires, adopté à Vienne, le 8 juillet 2005

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011

**6274** - Projet de loi portant approbation d'amendements au texte et aux Annexes I, II, III, IV, VI et VIII du Protocole à la Convention sur la pollution atmosphérique transfrontière à longue distance, relatif aux polluants organiques persistants, signé à Aarhus, le 24 juin 1998, adoptés par les Parties le 18 décembre 2009 par Décisions 2009/1 et 2009/2 à l'occasion de la 27<sup>e</sup> session de l'Organe exécutif, tenue à Genève du 14 au 18 décembre 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011

**6275** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de sécurité entre le Grand-Duché de Luxembourg et le Royaume d'Espagne concernant l'échange et la protection réciproque des Informations classifiées, signé à Luxembourg, le 12 novembre 2009

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011

**6276** - Projet de loi portant approbation de l'Accord de coopération concernant la navigation par satellite entre l'Union européenne et ses États membres et le Royaume de Norvège, fait à Bruxelles, le 22 septembre 2010

Dépôt: M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères, le 07.04.2011

**6277** - Projet de loi modifiant la loi du 9 mai 2008 relative aux chiens

Dépôt: M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, le 14.04.2011

**6278** - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 19.04.2011

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 2. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir dës Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hält fir d'Éischt d'Chamber en neie Member op. Dann hu mer eng Froestonn un d'Regierung. Dann d'Question avec débat N°18 vum Här Eugène Berger iwwert den Transitttrafic vu Camionen duerch den Tanktourismus. Dann de Projet de loi 6022 iwwert d'Servicer am Bannemaart, nom Modell 1; de Projet de loi 6128 iwwert d'Aktionariatsrechter bei Assemblées générales vu cotéierte Gesellschaften, nom Basismodell, an dann eng Aktualitéitsstonn vun der DP iwwert d'Konsequenzen op eis Wirtschaft vun der wuessender Seltenheet vun den natierleche Ressourcen.

Den Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer eng Interpellatioun vun Här Henri Kox iwwert d'Energiestrategie vun eiser Regierung, besonnesch wat d'Nuklearenergie ugeet, nom Modell 1, an duerno hu mer de Projet de loi 6278 iwwert den Droit d'asile, och nom Modell 1.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

### 3. Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Tessy Scholtes

Mir huelen haut en neie Member an eis Chamber op. Den Här Mill Majerus ass den 1. Abrëll gestuerwen. Den Artikel 167 vum Wahlgesetz gesäit Folgendes vir: Déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, sinn dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissiou, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf. Den Artikel 9 vum Chambersreglement hält fest, datt de Chamberspräsident fir d'Successiou vun deem vakanten Deputéiertemandat suergt, nodeems en de Statsminister doriwwer a Kenntnis gesat huet.

A mengem Brëif vum 4. Abrëll 2011 hunn ech mech also un d'Madame Tessy Scholtes vun Heeschdref gewannt, déi als éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet. Ech hunn dann och deeselwechten Dag de Statsminister dovun informéiert.

An hirem Brëif, dee mir den 2. Mee 2011 kritt hunn, huet d'Madame Tessy Scholtes matgedeelt, datt si bereet ass, d'Mandat vum Här Mill Majerus weiderzeféieren.

Am Artikel 3, Paragraphen 1, 4 a 5 vum Chambersreglement steet Folgendes:

«(1) La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.

(4) En cas d'admission d'un membre suppléant, la vérification est faite par une commission de sept membres tirés au sort.

(5) La Chambre se prononce sur les conclusions de la commission, et le Président proclame députés ceux dont les pouvoirs ont été déclarés valides.»

### (Tirage au sort des Députés constituant la Commission de vérification)

Ech géif lech da bieden, d'Kommissioun ze konstituéieren, wéi et am Artikel 3, Paragraph 4 virgesinn ass. Mir lousen elo d'Deputéierten aus, déi an dës Kommissioun kommen: den Här Jacques-Yves Henckes, den Här Félix Eischen, den Här Michel Wolter ass net do, d'Madame Claudia Dall'Agnol,...

► **Plusieurs voix.**- Aaahhh!

► **M. le Président.**- ...d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Paul Helminger,...

► **Une voix.**- Aaahhh!

► **Une autre voix.**- Oh!

► **M. le Président.**- ...den Här Carlo Wagner an d'Madame Sylvie Andrich.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- D'Kommissioun setzt sech also aus folgenden Deputéierten zesammen: den Här Félix Eischen, den Här Jacques-Yves Henckes, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Marie-Josée Frank, den Här Paul Helminger, den Här Carlo Wagner an d'Madame Sylvie Andrich.

Ech géif d'Kommissioun elo bieden, am Sall 4-5 zesummenzekommen, fir d'Resultat vum de Wahlen vum 7. Juni 2009 ze préieren, virun allem, wat d'Madame Tessy Scholtes betrëfft, an der Chamber doriwwer e Rapport virzeleeren.

D'Sitzung ass ennerbrach.

### (Interruption de la séance publique de 15.08 à 15.18 heures)

Déi öffentlech Sitzung geet weider.

D'Wuert huet elo de President vun der Kommissioun, déi mer grad konstituéiert hunn, den honorabelen Här Paul Helminger.

► **M. Paul Helminger (DP).**- Här President, d'Kommissioun, déi duerch d'Lous zesummen-gestallt gouf, setzt sech aus folgenden Deputéierten zesammen: den Här Jacques-Yves Henckes, den Här Félix Eischen, d'Madame Claudia Dall'Agnol, d'Madame Josée Frank, ech selwer, den Här Carlo Wagner an d'Madame Sylvie Andrich. D'Madame Claudia Dall'Agnol gouf zum Rapporteur an ech selwer zum President vun dëser Kommissioun ernannt.

Här President, ech bieden lech deemno, der Madame Rapporteur d'Wuert ze ginn.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här President. An d'Wuert huet elo de Rapporteur, déi honorabel Madame Claudia Dall'Agnol.

### Rapport de la Commission de vérification

► **Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP), rapportrice.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir Dammen an Dir Häre Ministeren, léif Kol-

leeginnen a Kolleegen, am Numm vun der Kommissioun ad hoc géif ech lech dann elo de Rapport hei virzelen.

Den Här Mill Majerus ass den 1. Abrëll gestuerwen. Esou wéi den Artikel 167 vum Wahlgesetz an den Artikel 9 vum Chambersreglement et virgesinn, ginn déi Kandidaten, déi op jiddwer Lëscht no deene kommen, déi als gewielt proklaméiert goufen, dozou opgeruff, d'Mandat vun deenen Deputéierte weiderzeféieren, dat duerch Demissiou, Stierfall oder aus iergendengem anere Grond fräi gouf.

De Chamberspräsident suergt fir d'Successiou vun deem vakanten Deputéiertemandat an informéiert de Statsminister dovun. A sengem Brëif vum 4. Abrëll 2011 huet de Chamberspräsident sech un d'Madame Tessy Scholtes gewannt, déi als nächste Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei aus dem Wahlbezirk Zentrum steet.

Deeselwechten Dag huet de Chamberspräsident och de Premierminister doriwwer informéiert. Am Artikel 118 vum Wahlgesetz a méi speziell am Artikel 3 vum Chambersreglement ass virgesinn: «La Chambre est juge de l'éligibilité de ses membres et de la régularité de leur élection.» Eis Kommissioun hat als Aufgab, déi néideg Verifikatioune virzehuelen.

D'legislativ Wahlen vum 7. Juni 2009 sinn den 8. Juli 2009 vun der Chamber iwwerprüeft a validéiert ginn. Aus de Procès-verbalé vum dëse Wahlen geet ervir, datt d'Madame Tessy Scholtes, wunnhaft zu Heeschdref, effektiv den éischte Suppléant op der Lëscht vun der Chrëschtlech Sozialer Vollekspartei am Wahlbezirk Zentrum ass an dofir dem Här Mill Majerus seng Plaz unhuele kann.

An hirem Brëif, dee mer den 2. Mee kritt hunn, huet d'Madame Tessy Scholtes eise Chamberspräsident informéiert, datt si d'Mandat vum Här Mill Majerus wéilt weiderféieren.

D'Kommissioun stellt eestëmmeg fest, datt näischt géint d'Veereedung vun der Madame Tessy Scholtes schwätzt a wënscht hir vill Gléck bei der Ausübung vun hirem Mandat. Den Dossier, deen der Kommissioun zur Verfügung gestallt gouf, dee gëtt um Bureau déposéiert.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- An ech soen der Rap- portrice, der Madame Claudia Dall'Agnol, Merci.

De Konklusioun vum der Kommissioun no sinn d'Gesetzter an d'Reglementer op dësem Gebitt respektéiert ginn. Deemno kann d'Madame Tessy Scholtes den Här Mill Majerus ersetzen.

Ass d'Chamber mat de Konklusioun vum der Kommissioun averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Ech géif lech da bieden, d'Madame Tessy Scholtes erakommen ze loossen.

### Prestation de serment de Mme Tessy Scholtes

Madame Scholtes, ech bieden lech, den Eed ze leeschten, esou wéi et am Artikel 57 vum eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: «Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État.»

Hieft wann ech gelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: «Je le jure.»

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).**- Je le jure.

► **M. le Président.**- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madame Tessy Scholtes. Madame Scholtes, Dir sidd elo Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Félicitatiounen! An ech ginn lech direkt d'Wuert.

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).**- Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, nom onerwaarten a vill ze fréie Verscheede vum Mill Majerus huelen ech dëst Mandat un. Ech wëll op där heiter Plaz nach eng Kéier un hien erënneren, un e Mann, dee sech virun allem duerch säin aussergewöhnleche sozialen Asaz ervirgehuewen huet. Hien hat sécherlech nach vill Iddien an dësem Beräich, déi hien hei um Krautmaart emsetze wollt.

Et ass mir eng grouss Eier, d'Nofolleg vum Mill unzehuelen, an ech wäert mäin Engagement a sengem Sënn weiderféieren. Als jéngst Deputéiert an der Chamber leie mir d'Interesse vun de jonke Leit virun allem um Häerz. Jugendlecher sollen a mussen op hir Zukunft preparéiert ginn a brauche Perspektiven, souwuel an hirem berufleche wéi och am private Liewen.

Dozou gehéiert dee vill diskutéierte bezuelbare Wunnaum, deen et jonke Leit erméiglecht, sech eng vernünfteg Existenz opzebauen. Sou fannen ech, dass et méi Steit méiglech sollt sinn, eng Famill ze grënnen, an zwar esou, dass sech nees een Elterendeel et leeschte kann, fir

doheem ze bleiwen a selwer d'Kanner ze erzéien.

► **Une voix.**- Très bien!

► **Mme Tessy Scholtes (CSV).**- Natierlech si Structure wéi Maison-relais néideg, awer si kënnen net ëmmer d'Léisung fir alles a jiddweree sinn. Ech denken do virun allem un déi Kanner, déi nach net an d'Schoul ginn.

Och déi aktuell Situatioun um Aarbechtsmaart an de soziale Gruef, dee mir riskéieren, gëtt mir staark ze denken. Stellenofbau an Deelzäitaarbecht maachen et Jonk wéi Al hautdësdags ëmmer méi schwéier, eng Aarbecht ze fannen. Ech sinn der Meenung, dass et un der Politik ass, derfir ze suergen, dass all Kand, egal aus wéi engem sozialen oder integrative Milieu et kënnt, spéiderhin eng Chance an eiser Gesellschaft huet, well Aarbecht geet Hand an Hand mat sozialer Zefriddenheet an enger gesonder Gesellschaft. Dat geet just duerch e Schoulofschloss, deen un d'Ufuerderunge vun der Aarbechtswelt a vun der Gesellschaft ugepasst ass, an duerch eng kontinuéierlech Weiterbildung, déi der Dynamik standhält.

Nieft dem Vermëttele vu Wëssen a Kompetenze schéngt et mir wichteg, dass d'Kanner an de Schoulen ee gesond a virun allem kritesch Denke léieren. Schonn an der Grondschoul muss een d'Hiewelen usetzen, fir de Kanner bewosst ze maachen, dass hir Gesondheet gläich Liewensqualität ass an et dofir derwäert ass, se ze fleegen. Dozou gehéieren eng gesond an équilibréiert Ernährung an de Schoulkantin an natierlech Bewegung, fir deenen typesche Wuelstandskrankheeten an der Obésitéit virzebeugen.

Mir sinn hautdësdags gréisstendeels eng Sëtzgesellschaft. Kanner a Jugendlecher brauche Bewegung. Dofir ass de Sportunterrecht onersetzlech. Virun allem an der Grondschoul ass et a mengen Ae wichteg, nieft gudden Infrastrukture qualifizéiert Personal am Sportunterrecht ze hunn. U motivéierte Leit an dësem Beräich feelt et net.

Als fréier Leeschtungsportlerin setzen ech mech natierlech och fir de Spëtzsport an, mat senge Structure wéi dem Sportslycée um INS an der Sportssektion vun der Armée, déi eisen talentéierte Sportler optimal Bedéngunge bidden an dofir weiderhin ausgebaut mussen ginn.

Ech wëll heimadder ervirsträichen, dass eis Sportler méttlerweil verstäerkt d'Faarwe vun eise klenge Land wäit iwwert d'Grenzen erausdroen an eis de Respekt vun aneren Natione verschafen. An dëse Respekt, Här President, Här Statsminister, Dir Dammen an Dir Hären, soll eis e Beispill sinn a Beräicher wéi Fuerschung, Wirtschaft an awer och an der Politik.

Ech wäert mech fir eng éierlech Politik asetzen, an dobäi wëll ech authentesch bleiwen. Ech wäert mäi gesonde Mënscheverstand gebrauchen a mech hei esou engagéieren, wéi ech dat als Sportlerin op der Matt och gemaach hunn.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen der Madame Tessy Scholtes Merci a wënschen hir bonne Chance.

### 4. Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Mat där neier Zesummesetzung vun der CSV-Fraktioun gëtt et och eng Rei Annerungen an de Kommissiounen an den internationalen Delegatiounen. Et gëtt Folgendes proposéiert:

An der Commission des Pétitions ersetzt d'Madame Tessy Scholtes den Här Mill Majerus; an der Commission de la Culture ersetzt den Här Marc Lies den Här Mill Majerus; an der Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports ersetzt d'Madame Tessy Scholtes den Här Mill Majerus, an an der Commission de la Famille, de la Jeunesse et de l'Égalité des chances ersetzt och d'Madame Tessy Scholtes den Här Mill Majerus.

A schliesslech an der Délégation luxembourgeoise auprès du Conseil Parlementaire Interrégional, CPI, ersetzt och d'Madame Tessy Scholtes den Här Mill Majerus als Membre effectif.

Ass d'Chamber mat deenen Annerungen averstanen?

(Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng...

(Interruption)

Den Här Ben Fayot freet nach d'Wuert.

### 5. Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Fayot

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, ech wollt eng Proposition de loi déposieren, fir d'Mietgesetz vum 21. September 2006 ze änneren, fir de Gemengen d'Mëttele ze ginn, fir ze verhënneren, dass Wunnengen zu Büroen an de Stied transforméiert ginn, an och, fir de Stat a parastaatlech Institutiounen drun ze hënneren, hir Büroen a Wunnengen ze installéieren.

- 6280 - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Ben Fayot.

### 6. Heure de questions au Gouvernement

Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 83 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minutten Zäit, fir drop ze äntwerten. D'Froen kommen ofwiessend vun der Majoritéit an der Oppositioun.

Als éischt hu mer de Mëtteg d'Fro N°110 vum Här Jean-Paul Schaaf un de Gesondheitsminister an un de Minister fir d'Sécurité sociale iwwert déi extern automatesch Défibrillateuren. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

#### - Question n°110 du 3 mai 2011 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV).**- Merci, Här President. Ech wollt dräi Froen stellen am Zesammenhang mat engem Règlement grand-ducal vum 19. November 2008 iwwer, wéi et heescht: «l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques».

Dovunner kann ee sech kaum e Bild maachen, wann een den Numm héiert, mä de Commun des mortels ass awer dozou opgeruff, och opgrond vun deem Règlement, esou een Apparat gegebenfalls am Noutfall, wann eng Person ronderëm wier, déi en Häerzstillstand huet, fir där Person hei liebensrettend kënnen ze hëllefen, ënnert d'Ärm ze gräifen, wéi mer géifen op Lëtzebuerger soen. Duerfir hunn ech dozou e puer Froen.

Dat éischt, dat ass, ob de Minister et net als noutwendeg gesäit, dass een zu dësem Zäitpunkt géif un d'Adress vun de Gemengen a gegebenfalls och vun de Betriber eng Zort Recommandatioun oder Guideline maachen, wou a wéi esou Apparater sollen installéiert ginn, well et sécher Plaze gëtt, wou et méi Sënn mécht, an et Plaze gëtt, wou et manner Sënn mécht. Sinn dat d'Supermarchéen? Sinn dat d'CI PAen? Sinn dat d'Schoulen? Sinn dat d'Sportshalen? Sinn dat d'Kulturzentren? Ass et eventuell och souguer d'Place publique?

Wann ech soen „Place publique“, dann ass et och esou, dass, wann een d'Beispiller aus dem Ausland kuckt, et eng Rei Stied gëtt - nottammend Frankräich huet et gemaach, d'Spue- nier maachen et, amerikanesch Stied hunn et am gréisseren Stil gemaach -, wou se déi Défibrillateuren net méi an de Gebaier, mä op der Place publique installéieren, also am Outdoor-Beräich, fir dass se jiddweringem zougänglech sinn.

Da stellt sech natierlech d'Fro: Ass et indoor, ass et outdoor? Wéi solle mer als Gemengen an och eben als Betriber domadder ëmgoen? Well eben elo um Marché och Leit sinn, déi ufänken, och déi Apparater ze offeréieren, mat eben deem ganze Service, esou wéi en am Règlement virgesinn ass, deen hannendru kënnt.

Déi zweet Fro, dat ass déi vum Gebrauch. D'Défibrillateuren - also Apparater, déi liebensrettend kënnen sinn, fir et nach eng Kéier ze soen, bei Häerzstillstand - kënnen jo net einfach nëmmen eleng als Apparat gebraucht ginn: Den Utilisateur, also mir alleguer, mussen eis och trauen, den Apparat an de Grapp ze huelen. Mir mussen also och eng minimal Kenntnis hu vun deem, wat vun eis do erwaart gëtt. Duerfir meng Fro, ob och do net eng Informatioun oder gegebenfalls souguer d'Offer vun enger Formatioun noutwendeg wier.

An déi drëtt Fro an deem Beräich: ob de Minister och kéint op de Wee goen, fir Logo-grammen, eng eenheetlech Kennzechnung



vun deenen Apparater kënnen an der Zukunft ze maachen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Jean-Paul Schaaf. An d'Wuert kritt elo den Här Gesondheits- a Sozialminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Éischt dem Jean-Paul Schaaf Merci fir d'Fro, déi mer d'Geleeënheet gëtt, fir de Punkt ze maachen. Dir hutt richtig drop higewisen, dass mer d'Utilisatioun vun deenen einfachen handhabbaren Défibrillateuren 2008 geregelt hunn, dass mer an deemselwechte Reglement eng minimal Formatioun virgesinn hunn.

Op seng Fro, wou Défibrillateuren e Sënn erginn an ob een net eng Circulaire wéilt u Gemengen an u gréisser Betriber maachen, wou ee se soll opstellen, kann ech mer et einfach maache mat enger allgemenger Feststellung: D'Défibrillateuren erginn e Sënn iwwerall do, wou vill Leit zirkuléieren.

Wann een dat an d'Adress vun de Gemenge wéilt konkretiséieren, da gëtt dat mat Sécherheet e Sënn iwwerall do, wou Sport bedriwwen gëtt, an iwwerall do, wou vill Leit de Sport kucken kommen. Mä aver och a Centres culturels an an anere Beräicher, wou vill Leit zirkuléieren. Ech wëll net onbedéngt vu Schoule schwätzen, well do normalerweis nach ganz jonk an dynamesch Leit zirkuléieren, déi net esou gefärdert si vun engem Häerzstéllstand, mä ëmmerhin.

Senger Suggestioun kommen ech ganz gär no, dass mer Richtlinnen ausschaffen loosse, wou déi, déi wëllen op deen dote Wee goen, sech kënnen drun orientéieren - Äntwert op déi éischt Fro.

Äntwert op déi zweet Fro: Richtig ass, dass et haut bal jiddwerengem zougängelech ass, mat deenen einfachen Défibrillateuren - fir et emol esou auszedrécken - ëmzegoen, mä dass et awer sénnvoll ass, dass een eng minimal Formatioun huet oder sech domat familiariséiert huet. Do gëtt et eng Rei vu Gemengen, déi maache Gesondheitsdeeg a si weisen hire Leit, déi laanschtkommen, wéi esou eppes fonctionnéiert.

Mä an der Zwëschenzäit gëtt et och eng Rei vun Organisatiounen, déi esou Formatiounen ubidden, wéi zum Beispill d'Croix-Rouge, d'Protex, d'Pompjeeë vun der Stad Lëtzebuerg, de Centre de formation professionnelle Widoong, an, an, an. Duerfir - ganz domat d'accord! -, et sollt een déi dote Formatioun weiderhin ubidden a vläicht doriwwer eraus vulgariséiert Informatiounen gi fir Leit, déi net esou familiär sinn, fir mat deenen einfachen Apparater ëmzegoen.

Piktogrammen: Ech huelen dat mat op de Wee, fir se d'selwecht ze kennzeechnen. Dat ass eng gutt Iddi. Ech wäert menge Servicer dat dote mat op de Wee ginn.

Villmools Merci, Här President, a Merci dem Deputierten.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Gesondheits- a Sozialminister. Mir kommen elo zu der zweeter Fro, der Fro N°111 vum Här Eugène Berger, nach eng Kéier un de Gesondheitsminister, iwwert d'Informatioun vun den Assurée vun der Gesondheitskeess. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°111 du 2 mai 2011 de M. Eugène Berger relative à l'information périodique des assurés de la Caisse Nationale de Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **M. Eugène Berger (DP).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, am Artikel 24 vum Code vun der Sécurité sociale, esou wéi mer en am Gesetz vum 17. Dezember 2010 hei an der Chamber gestëmmt hunn - oder d'Majoritéit e gestëmmt huet -, steet, dass den Assuré „périodiquement“, also regelméisseg oder periodesch, e Relevé soll kréien, wou dann d'Prestatiounen dropstinn, déi den Assuré an Usproch geholl huet.

Dat kann natierlech am Intérêt vum Assuré sinn, deen do eng gewëssen Informatioun kritt, deen do en Iwwerbléck kritt iwwert déi Prestatiounen, déi en an Usproch geholl huet, déi e bezuelt kritt huet. Dat kann och am Intérêt si vun der Transparenz vun de Käschte bei de Krankeversécherungen.

An deem Kontext hätt ech zwou kleng Froen un de Gesondheitsminister. Ech wollt froen, ob en dat kéint preziséieren, deen „périodique-

ment“, wou dee Relevé soll do den Assuréen zugeschéckt ginn. Huet en do schon eng Virstellung, wéi oft dat kéint sinn am Joer? A wéini kéint dat déi éischte Kéier sinn? Sinn do Aarbechten amgang ze lafen? Kann hien eis eventuell soen, wéini mer dann als Assuré déi éischte Kéier esou e Relevé kréien?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Eugène Berger. An d'Wuert huet nach eng Kéier de Gesondheitsminister, den Här Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Merci dem Eugène Berger, fir mer d'Geleeënheet ze ginn, fir de Punkt ze maachen, wou mer an deem dote Beräicher - a vläicht och esou niewebäi an och mat den Doktere sinn, fir den „tiers payant social“ esou séier wéi méiglech kënnen anzeféieren.

Well eng Rei vu Moosnamen, déi an der Gesondheitsreform virgesi waren, déi sinn den 1. Januar a Kraaft getrueden. Bei aneren ass nom 1. Januar direkt d'Preparatiounsaarbecht opgeholl ginn. Dat gëllt fir d'Afëierung vum Vertrauensdokter, wou mer an enger Rei vu Réunioenen zesumme mat den Dokteren am Moment ganz gutt virukommen. Dat gëllt fir den Dossier „partager des soins“, wou mer kuerz virdu stinn, fir d'Agence, déi dat doten en place soll setzen, ze lancéieren. Dat gëllt fir den „tiers payant social“, wou mer a ganz gudden Diskussioun mat der Famille an och mat den Doktere sinn, fir den „tiers payant social“ esou séier wéi méiglech kënnen anzeféieren.

An dat gëllt och fir deen heite Beräich, dee vum Eugène Berger ugeschwat ginn ass: eng besser, eng verlässlech, eng transparent Informatioun un de Patient. Déi Diskussioun sinn direkt entaméiert ginn. Et ass am Moment amgang, gekuckt ze ginn, ob een déi Informatiounen un de Patient soll op eng reng finanziell, finanztechnesch Informatioun limitéieren, oder ob aus deenen Informatiounen och eng Basis, de sougenannten „Dossier de soins“ ka geschaf ginn, fir dass eng Transparenz ass fir de Patient, awer och gegebenfalls fir den Dokter, wann de Patient bei den Dokter geet, dass den Dokter och eppes mat deenen doten Informatiounen kann ufänken.

Nun ass et esou, dass et bei der Gesondheitskeess eng Hällewull vun Informatiounen gëtt, déi de Patient betreffen. A bei eenzelne Patiente gëtt et net nëmme zéng, 20 oder 100 Akten am Joer, mä bis zu e puer Dausend Akten am Joer, sou dass, fir dass een eng sénnvoll Informatioun un de Patient ka virginn, déi net irféiert a wou de Patient vu lauter Beem de Bëschen net méi gesäit, am Moment amgang ass, den Tri gemaach ze gi vun deenen sénnvollen Informatiounen.

Ech ginn dovunner aus, dass mer deen dote System fir d'Éischte Kéier operationell hunn am Laf vum nächste Joer.

Villmools Merci, Här President.

► **M. le Président.**- Merci, Här Minister. A mir kommen elo zu der Fro N°112 vum Här Ben Fayot un den Nohaltegkeetsminister iwwert d'Nationalbibliothék. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°112 du 3 mai 2011 de M. Ben Fayot relative à l'état d'avancement de la nouvelle bibliothèque nationale, annoncée par M. le Premier Ministre dans sa déclaration du 5 mai 2010, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- Här President, mir feieren haut en Anniversaire: Viru bal genee engem Joer, de 5. Mee 2010, huet de Statsminister hei an der Chamber a senger Ried zum Zoustand vum Land prezis annoncéiert, dass am Joer 2014 eng nei Nationalbibliothék gebaut gëtt an dass déi Nationalbibliothék och op e prezisen Terrain um Kierchbierg soll stoe kommen.

Dofir wollt ech deen Datum profitéieren, fir der Regierung e puer Froen dozou ze stellen. Ech hunn déi Fro un den Här Wiseler gestallt, als Minister zoustänneg fir d'Infrastrukturen. Ech hätt se och kënnen un d'Madame Modert stellen. Ech weess, dass si sech och ganz staark fir d'Nationalbibliothék engagéiert. Mä mir sinn nun emol hei beim Här Wiseler, an dofir wollt ech éischters emol froen, wat an deem Joer zwëschen dem 5. Mee 2010 an dem 3. Mee 2011 prezis, faktuell an der Regierung geschitt ass, ob dann och dee Programm fir déi nei Nationalbibliothék schon ofgeschloss ass, an och, ob d'Terrain fro och gekläert ass.

Da wollt ech soen, mir sinn dann elo zweeanenhalleft Joer vum dem Ufank 2011 ewech, an d'Baggere solle jo Ufank 2014 rullen. Zweeanenhalleft Joer fir e grouse Bau sinn net vill fir allegueren déi Viraarbechten, déi musse gemaach ginn, déi Viretüden, Projets de loi, Autorisatiounen, Ausschreiwunge fir d'Aarbechten an esou weider.

An do wollt ech froen, wéi genee den Agenda vun der Regierung ass, fir déi zweeanenhalleft Joer ze profitéieren, fir dass mer effektiv ufanks 2014 kënnen mam Bau ufänken?

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Fayot. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- Merci, Här President. Den Här Fayot stellt iwwert d'Nationalbibliothék a regelméisseg Ofstänn Froen. Ech ginn dann dovunner aus, dass mer den nächste Gebuertsdag nach eng Kéier de Suivi och wäerte maachen iwwert déi do Fro. Ech hunn och kee Problem domat, Här Fayot,...

(**Hilarité**)

► **Une voix.**- En ass net klengzekréien.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.**- ...just fir dat kloer an däitlech ze soen.

Wat ass elo an deem leschte Joer geschitt? Mä, et waren eng ganz Rei Diskussiounen tëschent de Responsable vun der Nationalbibliothék respektiv dem Kulturministère op där enger Säit, de Responsable vu Bâtiments publics a vun dem Departement vun den Travaux publics op där anerer Säit, fir dann de Programm eng Kéier ze iwwerkucken.

Dir wësst, dass mer jo e Programm haten, deen op engem ale Gebai - dem Schuman - residéiert huet, deen awer elo, wann een natierlech alles nei baut, eng Kéier sollt iwwerkuckt ginn. Do si mer eis och elo definitiv eens op déi ronn 24.000 m<sup>2</sup> ouni Parking, déi dat da solle ginn. Déi Aarbechte sinn also an deem Moment ofgeschloss.

Mir sinn eis och eens iwwert den Terrain, de Bricherhaff. Ech mengen, dat ass kloer. Dat hunn ech schonn déi eng oder déi aner Kéier hei gesot. Do soll et esou ginn, dass u sech zwee Drëtter vun deem Terrain geholl ginn, fir deen Neibau ze maachen, a mer och nach fir zukünfteg Perspektiven een Drëtter vun deem Terrain reservéiere fir en eventuellen Ausbau vun enger Bibliothék, wéini en dann och ëmmer noutwendeg ass. Ech mengen, dat wär eng rasonabel Aart a Weis, fir un d'Programmation vun där Bibliothék do erunzegoen.

Deen drëtter Punkt, dat ass, dass d'Bâtiments publics elo op Basis vun deem Programm en Architekt wäerte chargéieren, fir dann an der Planifikatioun weiderzefueren. Dat wäert och den Architekt Bolles+Wilson sinn, deen deen éischte Projet scho gemaach huet do an och de Concours gewonnen huet. Dee wäert dann och chargéiert ginn, fir dese Projet elo ze maachen, soubal déi definitiv Décisioun vun der Regierung geholl ass, op Basis vun deem, wat ech elo gesot hunn, wou d'Kultur a wou d'Travaux publics sech eens sinn.

Dann ass déi nächst Etapp dovunner, dass um APS geschaff gëtt, dee fir Mäerz 2012 - rechne mer an enger normaler Prozedur - ka fäerdeg ginn. Nom APS kënt bekannterweis den APD - ufanks 2013, Februar 2013. Déi ganz Autorisationsprozedur muss tëschent Dezember 2012 - Oktober 2013 och duerchlafen. A mir rechnen esou ongeféier Mäerz 2013 bis dann Enn 2013, bis de Projet de loi dann duerch ass, wat eis erlaabt, dann déi éischt Soumissioun fäerdeg ze maachen an d'Aarbechte Mëtt 2014 an der Praxis och unzefänken.

Esou gesäit de Kalenner aus. Dat ass fir mech e Kalenner, dee faisabel ass, dee réalisabel ass. An op jidde Fall wäerten an deenen nächste Méint d'Aarbechte weidergoen, fir hei virunzecommen.

Merci.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°113 vum Här François Bausch an un déi schrëftlech Fro N°1416 vum Här André Hoffmann un den Nohaltegkeetsminister an un de Wirtschaftsminister iwwert d'Participatioun vun de Qatar Airways bei der Cargolux. Fir d'Éischt kritt elo den Här Bausch d'Wuert.

- **Question n°113 du 3 mai 2011 de M. François Bausch relative à la vente de parts de la société anonyme Cargolux à la compagnie aérienne Qatar Airways, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

- **Question n°1416 du 2 mai 2011 de M. André Hoffmann relative à la participation de Qatar Airways dans le capital de Cargolux, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President. 2008 war jo e Krisejoer an der Luftfahrt. A mir wëssen, dass 2008 d'Swissair

Group a ganz grouse Schwierigkeete war an dat ënner anerem dozou gefouert huet, dass dee Grupp e gudden Deal vu senger Parten, déi en hat bei der Cargolux, nämlech 33,7%, ofgestouss huet. An déi sinn iwwerholl gi vun enger ganzer Rei Lëtzebuerger Acteuren. De Gros dovunner vun der Luxair, mä awer och d'Spouerkeess huet en Deal iwwerholl, d'SNCI huet hiren Deal erhéicht, dee se virun hat. De Lëtzebuerger Stat selwer, dee guer net Aktionär virdu bei der Cargolux war, huet 8% iwwerholl. Dat heescht, am Fong ass, wéi gesot, de Gros dovunner tëschent deene véier Partner plus nach e puer méi Klenger opgedeelt ginn.

Déi éischt Fro, déi sech emol stellt bei deem Deal, deen elo do gemaach gëtt, dat ass, dass et wierklech fir eis wichtig ass... Et gëtt jo deelweis hei Privatsuen, déi engagéiert sinn, do huet d'Chamber als Kontrollorgan jo net vill domadder ze dinn, mä et sinn awer ganz vill öffentlech Gelder, déi deemools engagéiert gi sinn an och duerno, virun allem am Joer 2009, wéi d'Cargolux selwer a schlechten Dicher war, a wëssend, dass haupsächlech déi Partner, déi deemools d'Aktien iwwerholl hu vun der Swissair Group, dass déi och vill Suen 2009 nach eng Kéier an d'Cargolux gestach hunn.

Duerfir ass et wichtig ze wëssen, haupsächlech, wéi gesot, wat déi öffentlech Acteuren ubelaangt, wat herno den Deal wäert sinn, deen hei wäert erauskommen. Net, dass mer hei e Verloschtgeschäft maachen, dass am Fong ënner dem Wäert dat Ganzt verkaf gëtt.

Ech weess zwar, dass et natierlech elo schwéier ass an deem Stadium, wou nach Négotiatiounen lafen, sech doriwwer ze äusseren. Mä mir wäeren awer fro als Gréng - ech wëll dat direkt soen -, dass, wann den Deal bis gelaf ass, dann eng Kéier de Wirtschaftsminister an déi zoustänneg Kommissioun kënt, fir eis opzeklären, zu wat fir enger Valeur wat do verkaf ginn ass.

Dann hunn ech awer nach e puer konkret Froen. Déi éischt ass: Wat fir en Impakt huet dat op d'Strategie vun der Entreprise fir déi nächst Zäit?

Eng zousätzlech Fro, déi ech wëll hannendrunhänken, dat ass: D'Spritpräisser waren deelweis den Hannergrond vun de Schwierigkeeten an der Aviatioun oder, fir net ze soen, bal dee groussen Hannergrond 2008 an 2009. D'Spritpräisser sinn elo erëm bei 126 Dollar de Barrel, Tendenz weider steigend. Wéi een Impakt huet dat am Moment op d'Cargolux?

An dann déi lescht Fro: Wéi gesäit d'Regierung iwwerhaupt d'Zukunft vun där Gesellschaft, respektiv, virun allem och wëssend natierlech, dass de Stat bei der Luxair jo och erëm eng Kéier nach eng Kéier mat dran ass an där Gesellschaft, wéi eng Zukunft gesäit d'Lëtzebuerger Regierung fir déi Gesellschaften insgesamt?

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. An elo kritt d'Wuert den Här André Hoffmann.

► **M. André Hoffmann (déi Léng).**- Ech brauch net all déi Froen ze widerhuelen, déi den Här Bausch scho gestallt huet. Ech hat geséit eng parlamentaresch Ufro eragi mat der Ufro vun der Urgence. D'Urgence ass net uegoholl ginn. D'Kritäre vun där Urgence, déi schéng mir och e bëssen esou ongerëndlech ze sinn, wéi eiser Här seng Weeër - dat emol niewebäi gesot.

Effektiv eng ganz wichtig Fro: Wéi héich soll de Pourcentage ausgesinn, deen d'Qatar Airways bei der Cargolux kritt? Eng fir mech ganz wichtig Fro vun der Aart a Weis, wéi déi Prozedur gelaf sinn: Hunn d'Verwaltungsreit vu Luxair a virun allem vu Cargolux e formell Mandat ginn, fir déi Verhandlungen ze féieren, a wa jo, a wéi eng Richtung? Sinn, esou wéi d'Gesetz et virgesäit, d'Comités mixtes vu Luxair a vu Cargolux am Virfeld consultéiert an informéiert ginn?

Wat de Wäert vun den Aktien ubetrëfft, wär et jo och wichtig, eng Evaluatioun ze maachen, virum Ofschluss vun de Verhandlungen, vum Wäert vun der Entreprise am Moment. Net, dass mer scho vun Ufank un e schlecht Geschäft géife maachen.

A wat menger Meenung no awer och ganz wichtig ass, dass d'Fro, ob herno déi staatlech Gesellschaft, déi quasi staatlech Gesellschaft aus Katar - quasi staatlech Gesellschaft aus Katar, ech kommen an enger kuerzer Fro drop zrëck -, ob déi herno eng Blocageminoritéit huet, esou dass se domadder déi ganz ekonomesch, an ech muss awer och soen, déi sozial Strategie oder déi sozial Ausrichtung vun där Entreprise ka beaflossen.

Interessant wär och nach eng Kéier ze wëssen, wéi vill de Stat eragepompelt huet an d'Cargolux am Joer 2009.

An dann eng Fro, déi mir awer och wichtig schéngt, och opgrond vun deenen Diskussiounen, déi mer hei a leschter Zäit haten iwwert

d'Entwécklungen um internationale Plang: Mengen Informatiounen no gehéiert déi Gesellschaft Qatar Airways zur Halschent dem Stat, also dem Emirat, an zur Halschent dem Emir selwer. Wann ee sech e bëssen informéiert, wat dat fir e Stat ass, da stellt ee fest, dass ee wierklech net ka vun engem Idealfall vun Demokratie respektiv vu Respekt vu Mënscherechter schwätzen. Kuckt lech emol eng Kéier un, wat Amnesty International regelméisseg och iwwer Katar seet, wat do lass ass.

Da muss ee sech jo d'Fro stellen, wéi gesot, och am Hibleck op dat, wat mer a leschter Zäit diskutéiert hunn - a bei anere Länner -, da muss ee sech jo wierklech d'Fro stellen, ob déi Transaktioun do wierklech de Kritären entsprécht vun engem demokratesche Stat wéi eisem rapport zu anere Staten a puncto demokratesch Prinzipien respektiv Respekt vun de Mënscherechter. Oder ob mer net hei erëm eng Kéier eppes maachen, wat mer scho 14 Deeg duerno muss bedauern, well mer dann net méi kënnen verstoppen, wat wierklech am Katar lass ass!

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. An d'Wuert kritt elo den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Fir d'Éischt wëll ech emol ufänken, andeem ech confirméieren, dat effektiv Diskussiounen mat Qatar Airways amgang si fir eng eventuell Participatioun vu Qatar Airways un der Cargolux. An ech wëll datselwecht maachen, wat den Här Bausch virdru gemaach huet: e weíneg zréckblécken, wat alles lass war a vu wou mer kommen.

Dir kënnt lech erënneren, dass mer virun engem Joer, 2010, dee Pak Aktien, dee vun der Swissair, deen d'Swissair hat, dass de Stat, d'Spuerkeess, d'SNCI an d'Luxair dee kaf hu sengerzäit. Swissair war sengerzäit vun engem Liquidateur géréiert, Här Bausch. Dat war d'Realitéit: vun engem Liquidateur géréiert. An dat huet eis sengerzäit op enger ganzer Rei Décisiounen gebremst. Et ass also och decidéiert ginn, dee Pak Aktien - 33% - ze kafen, fir an enger ganzer Rei Décisiounen och kënnen weiterkommen.

Déi Zäit war kloer - an ech war och, mengen ech, déi eng oder aner Kéier, zweemol, hei an der Chamber, fir ze soen -, dass deen Akaf vun deem Pak Aktië vu Swissair als Portage ze considéiere war. Wat heescht dat? Mä dat heescht: als en zäitweilleg Iwwerhuele vun deenen 33% vun also dem Stat, der Spuerkeess, der SNCI an der Luxair. A mir hunn och déi Zäit ganz kloer gesot, dass dee Portage am Fong gemaach gi war, fir d'Méiglechkeet ze ginn, e strategesch Partner ze sichen an ze fannen. Déi Zäit hu mer gesot, mir wëlle kee finanzielle Partner, mir hätte léiwere e strategesch Partner, deen eis am Développement vun der Gesellschaft weiderhëllef.

Dat waren d'Informatiounen, déi mer en long et en large 2010 hei an der Chamber alleguer zesumme mateneen diskutéiert hunn. An et handelt sech haut och haaptsächlech ëm dese Pak vun Aktië vun der Swissair, vun deem mer schwätzen, esou wéi et am Fong sengerzäit anoncéiert war.

Ech wëll dem Här Hoffmann soen, dass d'Swissair och mat deem Pak Aktien eng Minoritéit de blocage hat, mat deenen 33%. An ech wëll soen, dass all déi Froen, déi sech an dësem Kontext stellen, müssen an engem sougenannten „shareholder agreement“ an all Detail geregelt ginn. Mä fir mech ass et ganz kloer, dass dat, wat elo hei geschitt - eventuell geschitt -, sech muss ewidenterweis positiv op de Flughafen an op d'Entwécklung vum Standuert Lëtzebuerg auswirken.

Et ass evident - den Här Bausch huet et gesot -, an dësem Moment ass et net méiglech, schwieereg, fir an den Detail vun den Négociatiounen anzegoen: Dat kann ech net maachen, wëll ech net maachen!

Ech wëll awer nach e puer Saachen derbäisoen: Wat de Mandat vun den Aktionäre fir eng Vente ueget, esou muss ech nach eng Kéier soen: Momentan sinn eréischt Négociatiounen amgang, lafen eréischt d'Prozeduren. An de Fait, fir sengerzäit den Akaf vun den Aktien als Portage ze considéieren, dat heescht jo automatesch - wann een den Akaf vun den Aktien als Portage considéiert -, dass ee sicht no engem aneren Aktionär, fir deem Portage dann iergendeng Kéier e Schluss ze maachen an déi Aktien ze iwwerhuelen. An et ass och momentan nach net esou, dass kann e formellen Ordre de vente oder eng Exécution de vente iwwerhaapt do sinn, well déi Négociatiounen nach amgang sinn a well déi eventuell Konditiounen fir eng definitiv Vente net fixéiert sinn.

Wat de Comité mixte ueget, esou géllt a sech déiselwecht Ausso: Déi ganz Prozedur ass nach

amgang, an et ass evident, dass de Comité mixte am appropriatedéiert Moment muss a wäert informéiert ginn. A souwäit ech informéiert gi sinn, sinn och do Réuniounen an der nächster Woch mat dem Comité mixte virgesinn. Ech wëll och nach, obwuel Der dat net gefrot hutt, derzoufügen, dass den Här Krecké an ech selwer och wäerten där Demande, déi eng Gewerkschaft gemaach huet, fir vun eis zwee empfangen ze ginn, d'nächst Woch nokommen, fir selbstverständlech och mat hinnen ze schwätzen.

Här Hoffmann, Dir hutt och gefrot: „Wat sinn dem Stat seng Engagementer gewiescht?“ Do ass et esou, dass d'lescht Joer d'Regierung 23 Milliounen Euro bezuelt huet, fir dann 8% vun den Aktië vun der Swiss ze kréien an esou mat dee Portage kënnen ze organiséieren. Weiderhin, wëll ech awer och nach soen, fir dat Bild komplett ze maachen, hatten déi aner Aktionäre, ausser de Stat an ee privaten Aktionär, an der Cargolux eng Kapitalaugmentatioun vun 100 Milliounen US-Dollar sengerzäit virgeholl. A schlussendlech muss ech och nach soen, dass de Stat eng staatlech Garantie agaange war vun 100 Milliounen Euro - déi ass elo op 70 Milliounen Euro..., Dollar, pardon, zréckgeschrauft ginn -, déi awer ni gebraucht, ni gezu ginn ass. Fir dat och kloer an däitlech ze soen!

Schlussendlech wëll ech och soen, dass et a mengen Aen evident ass, dass d'Chamber, soubal wéi dës Verhandlungen - grad wéi mer dat bei anere Verhandlungen géife maachen - weider gediehe sinn, am Detail och wäert informéiert ginn, genausou wéi mer dat d'leschte Kéier gemaach hunn, wéi den Achat vun deenen Aktië vum Stat gemaach ginn ass.

A schlussendlech wëll ech soen, dass Katar grouss Investissementer a ganz villen europäesche Länner an deene leschte Jore gemaach huet an och haut eng wichteg Roll am Fräiheitsprozess vun der arabescher Welt spillt.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, kann...

► **M. le Président.** - Ja?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Kann ech ee Wuert bäifügen?

► **M. le Président.** - Jo.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech wollt just de Kollegen a Kolléginne soen, dass de Logistikzentrum, dee mer am Moment développéiert hunn, zréckzeféieren ass op de Succès vun der Cargolux. Ech mengen, ouni Cargolux hätte mir hautdésdags kee Logistikzenter hei. Esou einfach wéi Bonjour!

An et ass evident, dass d'Regierung muss e besonnescht A drop werfen, wat mat der Cargolux a mam Cargo um Flughafen geschitt. Quitte dass mer e Standbee bäisetzen elo um Niveau vun der WSA, wat also méi schinnegebonden ass. Mä et ass evident, dass d'Cargolux einfach den Dréi- an Aangelpunkt ass. All déi Firmen, mat deene mer haut schaffen, wiere wahrenscheinlech net hei, wann et d'Cargolux net géif ginn.

Dofir, mengen ech, ass eng Regierung gutt beroden, dass, wa se ee Partner sicht, se ee sicht, deen eng Zukunft duerstelt fir déi Gesellschaft, an dass mer mat Sécherheet do net spille mat Gedanken, déi se kéinten a Gefor stellen. Well domat géife mer déi ganz Logistikentwécklung bei eis a Fro stellen.

An duerfir, mengen ech, ass et och wichteg, dass ee kuckt, wat fir ee Partner dass een hëlt. Et kann ee kee Partner an Europa huelen, well deen ass direkt Konkurrent. Et muss ee Partner huelen an anere Regiounen, fir Standbeen an anere Regiounen ze kréien. D'Cargolux ass jo keng, déi hei an Europa flitt, déi flitt weltwäit. Also muss een no Partner kucken, déi relativ wäit ewech sinn. Alles, wat an der Géigend ass, ass geféierlech, well déi kéinten héchstens hei de Flughafen eng Kéier zoumaachen a soen: „Mir maachen dat bei eis.“

Wat d'Spiritpräisser ubelaangt, mengen ech, do gétt et a zwee Aspekter.

Deen éischten ass: Wann d'Präisser an d'Luucht ginn, geet dat u sech weltwäit an d'Luucht. Dat heescht: Plus ou moins chacun est logé à la même enseigne. Dat heescht, da fällt ëm 8%... Beispillsweis d'leschte Kéier bei der Kris ass de Welthandel gefall, an automatesch huet all Firma e Problem, déi eng alt emol méi wéi déi aner, well déi eng nëmme Fracht maachen an déi aner d'Fracht nach mat de Passagéier huelen.

Mä wat ëmmer gekuckt ginn ass, dat ass, dass d'Cargolux speziell gutt Relatiounen hätt op

Plazen, wou mer kënnen dervun ausgoen, dass mer e Rabatt kréien, och an den Energiepräisser, fir kënnen konkurrenzell ze sinn. Duerfir, no deem Aspekt muss mer och kucken.

A schlussendlech wëll ech soen, dass mir scho säit Joren a Gesprécher si mat Katar mat ganz anere Projeten. An dee Projet, deen am Moment am wäitste gediehe ass, ass dee mat der Qatar Foundation, wou Kanada, Lëtzebuerg a Katar zesummen e Forschungsprojet iwwer Diabète maachen. Den Diabète ass eng Krankheet, déi an den arabesche Länner ganz staark vortrueden ass. 28% vun de Leit a Katar hunn Diabète, a mir hunn do e Projet mat Kanada zesummen. Deen ass sprochräif.

Nëmme fir ze soen, dass mir mat Katar a mat der Qatar Foundation e ganze Koup Iddien hunn. Dat ass eng ganz dynamesch Fondatioun, déi drop setzt, dass hir Leit... Dat, wat mir an der Lissabon-Strategie am Fong geholl gesicht hunn, déi Wëssensgesellschaft, déi maache si ganz anescht wéi munch aner Länner ronderëm hinnen, do probéiere si ze investéieren.

Gitt eng Kéier dohinner lech dat ukucken. Do gétt a Schoulen, an Universiteiten, a Fuerschungszentren, a Biobanken investéiert. Do gétt wesentlech manner an Immobilien investéiert. An do hu mir Projeten, déi mer mat hinnen diskutéieren. Dat doten ass also nëmme ee Volet dovun.

► **M. le Président.** - Merci och nach dem Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké. An elo komme mer zu der Fro N°114 vun der Madame Nancy Arendt un de Gesondheitsminister an un de Minister fir d'Sécurité sociale iwwert d'Antitubaksgesetz. Madame Arendt, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°114 du 3 mai 2011 de Mme Nancy Arendt relative à l'application de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale**

► **Mme Nancy Arendt (CSV).** - Här President, ech wollt am Kontext vum Antitubaksgesetz, wou jo och ee vun de Gedanken dee war, fir dass déi jonk Leit net sollen ufänken mat Fëmmen, de Minister froen, ob en och der Meinung ass, dass de Positionnement vu verschidde Tubakprodukter a méi kleng Geschäfte oder a verschidde Tankstellen - Zigaretten, Zigarettebliedercher a souguer Déppe mat Tubak vir op den Téike virun de Keesen, direkt nient de Sammelkaarte vum Fussball oder och nach vläicht nient Dëiere-portecleén oder spezifesche Séissegkeeten, déi un d'Kanner gericht sinn -, ob dat net vläicht e bëssen onglécklech ass an och vläicht net grad am Sënn vun deem Gesetz, wat mer elo viru sechs Joer gestëmmt hunn.

Et existéiere souguer sougenannten „Championnats“, déi zu alle Säiten op sinn a wou d'Kanner nëmme brauchen dranzegräifen, fir en Zigarettepak erauszehuelen. An och, wa se dann nach - gutt - duerno duerch d'Keess mussen goen, denken ech awer, dass dat net grad opportun ass.

Gradesou wéilt ech de Minister op e Renouveau vun engem Produkt hiweisen, nämlech dat vun de sougenannten „Knätschzigaretten“, den „chewy sticks“, déi praktesch originalverpaakt an de Geschäfte - oder a verschidde Geschäfte - erëmfanzelen sinn an déi do och op grouesse Succès stoussen. An Dir wësst jo genau, dass dat am Artikel 8 vum Gesetz verbueden ass. Ech froe mech, ob vläicht do verschidde Leit net genuch informéiert gi sinn oder ob Dir do Kontrollen duerchezéit, fir dat doten awer emol heiansdo nozefroen oder d'Geschäftsleit drop opmierksam ze maachen, dass dat awer géint d'Gesetz ass.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci der Madame Arendt. An d'Wuert kritt elo den Här Gesondheitsminister Mars Di Bartolomeo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Madame Kemp-Arendt huet richtig drop higewisen, dass eng vun den Zilsetzunge vum dem Gesetz war, fir ze verhënneren, dass d'Zigarette bagatelliséiert gétt oder souguer als eppes ganz Attraktives duergestallt gétt. Duerfir huet déi zoustänneg Chamberskommissioun sengerzäit och suggéiert, fir déi Séissegkeeten, déi zwar net esou geschmaacht hunn, mä esou ausgesinn hu wéi Zigaretten, aus dem Verkéier ze zéien.

Richtig ass och, dass d'Étalagen an de Geschäfte an an den Tankstelle kloer reglementéiert sinn. Et ass also och eng Antwort op déi Fro, déi d'Madame Kemp-Arendt gestallt huet, dass et net am Sënn vum Gesetz ass, dass een déi kloer Regelunge soll ëmgoen an dass ee soll an der Noperschaft vun anere Produkter Zigaretten oder Tubakprodukter exposéieren.

Mir haten iwwer laang Zäit net esou vill Leit, fir ze kontrolléieren, wéi mer dat haut hunn. Ech muss soen, dass déi Kontrollméiglechkeeten haut wäit aus besser gi sinn, wéi se am Ufank waren. An ech wäert och menge Servicer Instruktiounen ginn, fir éischten no den Étalagen ze kucken an zweetens och no deem neie Produkt ze kucken, wou mer nach mussen analyséieren, ob dat genee esou libelléiert ass am Gesetz, well déi Zäit ware just déi Schockelazigarette viséiert, well et déi eenzeg waren, déi um Maart waren. Mä dat eent an dat anert sinn de Speck an d'Schwéngfleesch oder verstoppte Werbung fir Zigaretten, a mir wäerten där Saach op d'Spur goen.

Ech wëll awer vun deser Geleehheet profitéieren, fir och e kloere Message un d'Tankstellpächter an och un deen een oder anere Commerce ze ginn, deen dat net schéngt ze wësen: Et ass laut Gesetz e Vergehen, wann een Zigaretten an och Alkohol u manner wéi 16-Jähreger hei zu Lëtzebuerg verkeeft.

An ech weess, well ech dat och selwer matkritt hunn, dass „Kuchemännercher“ vläicht net scheien, fir a Grande-surfaces ze goen, obwuel do e bësse méi drop opgepasst gétt, mä dass et awer e Sport ass, fir zu gewëssenen Zäiten an Tankstellen opzedauchen a sech dann entweder Zigaretten oder Alkohol ze verschafen, och wann een de gesetzliche Mindestalter nach net erreicht huet, an der Hoffnung, dass een do vläicht e bësse méi large ass an dass et mam Bensin eigentlech esou kann duerchgoen.

Duerfir wëll ech hei dervu profitéieren, fir deenen, déi dat dote large handelen, ze soen, dass mer an nächster Zukunft méi staark Kontrolle wäerte maachen, an dass et kee Kavaliérsdelikt ass, fir Alkohol, besonnesch och staarken Alkohol, an Tubak u Mannerjähreger, virun allem och oft Kanner, ze verkafen, déi zwar méi al ausgesi wéi 16, mä déi et awer trotzdem net sinn!

Duerfir, Merci fir d'Fro, déi mer d'Geleehheet ginn huet, fir och nach eng Kéier dorop hinzewiesen, dass een do e bësse Fangerspéizegefill soll hunn an dass ee soll oppassen, dass een dat net einfach esou mécht, wat de Gesetzgeber kloer net wollt.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gesondheitsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°115 vum Här Eugène Berger un den Nohaltegkeetsminister iwwert de Projet vun enger Gare am Pafendall an d'Impakter op d'Mobilitéitskonzepter. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

**- Question n°115 du 3 mai 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'une gare au Pfaffenthal et aux répercussions sur les concepts de mobilité intégrés «mobilité.lu» et «mobil 2020», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. An de leschten Deeg konnte mer déi eng oder aner Pläng an der Press gesinn, wou et drëms geet, fir eventuell eng Gare am Pafendall ze maachen, fir dann déi Gare am Pafendall mat dem Kierchbiereg ze verbannen iwwer e Lift oder eng Rolltrap. An deem Kontext wollt ech verschidde Froen un den Nohaltegkeetsminister stellen:

Wann dee Projet géif realiséiert ginn, wat fir Konsequenzen dat dann hätt insgesamt op d'Mobilitéitskonzepter - oder -konzept -, déi mer an de leschte Joren erstallt hunn: „mobilité.lu“, „Mobilitééit 2020“. A méi speziell och: Wat hätt dat fir eng Konsequenz op d'Gare périphérique vum Kierchbiereg? Wéi géif et dann dee Moment och mat der Ubannung vum Findel stoen? Et war jo och emol Rieds vun enger Zuchstreck op de Findel.

An eng lescht Fro wier déi: Si schonn Aarbechten ugaangen an deem Kontext vun Ubannung un de Findel? A wann dat de Fall wier, wat dann domadder géif geschéien.

Ech soe Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Eugène Berger. An elo kritt den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler d'Wuert.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Villes ass dozou ze soen. Ech weess net, wou ech soll richtig ufänken. Ech fänken un, andeem ech soen, dass an deene leschte Budgetsdebatten déi pluriannuel Opstellungen esou waren, dass mer aus finanzielle Grënn eng Rei Projeten éischten präislech réevaluéiert haten, an zweetens hu mer se missen e gutt Stéck no hanne stellen.



Déi Streckeféierung iwwert de Findel op de Kierchberg ass eng vun deenen, déi no hanner gestallt ginn ass, well se 1,2, 1,3 Milliarden Euro kascht hätt, ënnert dem Findel deelweis hätt misse mat Tunnel duerchgoen an an dësem Moment sécherlech net bezuelbar gewiescht wär.

Eng vun Äre leschte Froen ass: Wéi ass et da mat der Gare Kierchberg? Mä, wa keen Zuch dohinner geet, brauch ech och keng Gare um Kierchberg! Duerfir, fir d'Äntwert relativ einfach a schnell ze ginn, ass dat evident.

Elo ass dann d'Fro: Ass dat definitiv zréckgestallt? Ech soe ganz kloer, datt ech wëll an all deene Planificatiounen, déi mer maachen, et esou gesinn, datt den Zuch op de Findel op jidde Fall ëmmer nach ka gebaut ginn, well ech weess net, wat an deenen nächste Jore geschitt. An eng Ubannung vun der Schinn op de Findel ass notament aus Fret-Grënn eppes, wat duerchaus logesch ass a wat een duerchaus egal wéi och sech muss als Méiglechkeet oprechterhalen.

Déi Iddi vun der Haltestell - keng Gare, Haltestell - ënnert der Rouder Bréck huet eng ganz Rei Avantagen - an déi sinn net nëmme finanzieller Natur -, well se zu engem Präis ka gemaach ginn, dee wäit ënnert deem vun enger Kierchberger Streck ass. Mä se huet haupsächlech deen Avantage, datt mer déi ganz Nordstreck am Front vun de Kierchberg direkt ubannen an déi Leit net brauchen op d'Gare ze huelen.

Si huet d'Méiglechkeet, fir all déi Zich, déi aus Frankräich kommen, respektiv déi Zich, déi aus der Belsch kommen, och iwwert d'Zentralgare weider kënnen ze leeden ënnert d'Rout Bréck. D'CFL huet do eng ganz Rechnung gemaach, wéi vill Zich dat kënnen sinn: Dat sinn der sechs d'Stonn, déi kënnen esou gefouert ginn, an all Richtung.

Dat gëtt eis d'Méiglechkeet, fir d'Zentralgare wesentlech ze entlaaschten - fir all déi Leit, déi op de Kierchberg, op de Lampertsberg musse goen -, also d'Nei Avenue respektiv de Boulevard Royal enoerm ze entlaaschten. An et gëtt e ganz aneren Équilibre vun engem eventuellen Tram, deen dohinner kënn an dee mer brauchen, fir d'Feinverdeelung ze maachen.

Elo war do eng Diskussioun iwwer Rolltrappen oder net. Ech mengen, dat war fir mech souwiso just eng Niewediskussioun. Et geet drëm: Wéi kréien ech d'Leit vum Zuch méi ënnen op den Tram oder de Bus méi uewen dirigéiert?

Also soen ech, dat hei ass fir mech en eminent wichtege Projet, deen eis am Mobilitéitskonzept, net nëmme vun der Stad Lëtzebuerg, mä am Mobilitéitskonzept vun all deenen Transfrontalieren a Leit, déi all Dag an d'Stad erakommen, fir ze schaffen, vill Erlichterung ka bréngen.

Dir hutt gefrot: Si schonns Dépensë gemaach gi fir déi Streck um Kierchberg? Dir wësst, datt mat dem Flughafen d'Méiglechkeet, fir mat engem Zuch ënnert dem Flughafen ze halen, schonns gebaut ginn ass. Dat ass richtig. Déi Méiglechkeet ass och gutt, datt se gebaut ginn ass, well, hätte mer se elo net gebaut, da géif se ni méi gebaut ginn! An et ass awer evident, datt, wann en Zuch oder en Tram - wat och geet - dohinner fiert, kann en déi Haltestellen do benotzen, soubal een da mat de Schinnen dohinner kënn.

Ech mengen, elo hätt ech all Är Froe beäntwert. Nach eng Kéier am Résumé: Fir mech ass dat do e Projet, dee fir eng Zomm, déi zwar héich ass, eis awer am Verglach zu aneren Investissemter, déi mer soss hätte misse maachen, wesentlech am Mobilitéitskonzept weiderhëllef.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohaltegkeetsminister. Mir kommen elo zu der Fro N°116 vum Här Marc Angel, nach eng Kéier un den Nohaltegkeetsminister, iwwert d'Aktionspläng géint de Kaméidi. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°116 du 3 mai 2011 de M. Marc Angel relative à la mise en œuvre des plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures**

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, am Juli 2006 hu mer hei am Haus eist Kaméidisgesetz vun 1976 moderniséiert, mir hunn et der Zäit ugepasst a mir hunn domadder och d'Direktiv iwwert d'Evaluatioun an iwwert d'Gestioun vum Kaméidi ëmgéist.

Säithier gouf och am Ministère fläisseg an der Emsetzung vum Gesetz geschafft, d'Aktions-

pläng sinn do, d'Kartographië sinn do, et waren öffentliche Versammlungen, well d'Consultation publique ass e Punkt, deen an där Direktiv an an deem Gesetz ganz wichteg war.

Zënter Mee 2010 hu mer also elo déi verschiden Aktionspläng fir d'Lutte géint de Kaméidi virleien, an enner anerem och deen iwwert de Kaméidi ronderëm de Findel. Do wollt ech lech elo folgend Froe stellen:

Ech wollt wëssen, ob déi Pläng méttlerweil vu Bréissel aviséiert gi sinn, a wa jo: Wéi goufen déi Pläng vun der EU-Kommissioun ugeholl an ageschat? Wéi gesäit et mat der konkreter Emsetzung vun deene Pläng aus?

An ech mengen, fir d'Leit dobaussen - déi interesséiere sech virun allem fir de Volet vun de Bähillefen, déi se eventuell fir d'Insonorisatioun vun hirem Haus kënnen kréien: Ab wéini kënnen do konkret Hëllef ugefrot gi vun deene Leit, déi am meeschte vum Kaméidi be-  
traff sinn, deen, deen um Findel generéiert gëtt oder dee vu besonnesch staark befuereeren Zuchstrecken an Autobunnen ausheet?

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel, an d'Wuert kritt elo den delegierten Nohaltegkeetsminister, den Här Marco Schank.

► **M. Marco Schank, Ministère délégué au Développement durable et aux Infrastructures.** - Här President, fir d'Éischt ee Saz zu deenen Aktionspläng. Mir hunn dräi verschidder - et ass schonns vum honorabelen Här Angel gesot ginn -, engersäits Aktionspläng géint de Kaméidi op der Strooss, géint de Kaméidi vun der Eisebunn an och géint de Kaméidi um a ronderëm de Flughaf.

Et ass esou, datt effektiv den 28. Mee de Regierungrot säin Accord de principe ginn huet fir déi dräi Pläng. Dann nach spezifesch fir deen Aktionspläng, deen elo ugeschwat ginn ass, nämlech deen am Kontext mat dem Flughafen, datt do gesot ginn ass: „Dee muss nach eng Kéier bei d'Commission consultative.“ Dat ass geschitt am Oktober 2010, an de 26. November datselwecht Joer ass deen definitiv vum Regierungrot akzeptéiert ginn.

Ee Saz zu dem Plan de travail vun dësem Joer: Do gëtt jo dann d'Kartographie vu bestehenden Infrastrukturen, wou Kaméidi ass, à jour gesat, engersäits d'Autobunnen, d'A1, d'A3, d'A4, d'A6 an d'A13, mat Ausnahm vun der Nordstrooss, dann d'Eisebunnstreck Lëtzebuerg-Esch/Uelzecht, an de Flughaf, de Findel.

Vläicht just ee Saz zum Stroossekaméidi: Do gesäit de Plan d'action vir, datt den Assainnement vu gewisse Siten natierlech am Kader vun neien, grouse Projeten, Infrastrukturprojete passéiert.

Beim Eisebunnkaméidi si ganz vill Efforte gemaach ginn an der Vergaangenheet a ginn nach gemaach, wat d'Qualité acoustique vun dem Zuchmaterial ubelaangt - dat ass elo fir de Persouneverkéier. Deen eenzege Problem, dee besteet, datt ass, wat de Fret ubelaangt, well de Fret jo en Deel ass vum internationalen Trafic, deen op eisem Réseau passéiert. Do ass ganz dacks eben déi Qualité acoustique dépasséiert, an do muss mer mir eng europäeschen Niveau aktiv ginn, fir do eng Verbesserung erbäizeféieren.

Ech wëlt awer soen, datt op der Axe ferroviaire Lëtzebuerg-Esch zwee Projete verbessert goufen: de Projet vun dem Réaménagement vun der Gare vun Nierzeng-Huncherange, wou e Mur antibruit mat an de Projet erageholl ginn ass, a bei dem Aménagement vum Viaduc vun Esch/Uelzecht, e Point noir, wou engersäits déi Fixatiounen eliminéiert ginn an och eng Mauer opgeriicht gëtt, fir géint de Kaméidi ze wieren.

Dann zum Flughafen: Do gëtt déi akutesch Qualitéit vun der Flott, déi um Flughafen operéiert, stänneg verbessert, notament um Niveau och vun de Fluchgesellschaften Luxair a Cargolux. An Dir wësst, datt d'Cargolux op den neien Avion waart, déi éischt Boeing 747, déi eng sensibel Reduktioun wäert bréngen, wat de Kaméidi ubelaangt.

Dann och dat, wat den honorabelen Marc Angel ugeschwat huet am Kontext mat dem Gesetz vun 2009: Do sinn och an der Tëschenzäit Sanktiounen virgesi ginn, wa géint d'Virschreife vum Kaméidi um Flughafen verstouss gëtt. An do ass en Avant-projet de règlement grand-ducal an Aarbecht fir déi Trajectoiren an der Approche an am Décollage, fir deenen ze entsprechen.

Dann zum Schluss: Den Aktionspläng gesäit effektiv an zwou Zone vir, datt d'Programmes d'aides sech u Leit adresséieren, déi am direkten Émfeld vum Flughafen wunnen. Do ass et esou, datt déi Kritären, „critères d'éligibilité“, wäerte virun der grousser Vakanz ausgeschafft sinn, an datt mer dovunner ausginn, datt et bis

2012 dauert, bis dann déi éischt Demandé kënn gemaach ginn.

Déi Fro, déi de Marc Angel nach gestallt huet, am Kontext mat der Notifizéierung un d'Kommissioun: Dat hu mer am Juni 2010 gemaach. Bis ewell hu mer do nach keng Reaktioun, mir waarden also do nach drop.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Schank. Mir kommen elo zu der leschter Fro fir de Mëtteg, nämlech d'Fro N°117 vum Här Claude Haagen un de Wirtschaftsminister iwwert déi staatlech Hëllef bei Biogasinstallatiounen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n°117 du 3 mai 2011 de M. Claude Haagen relative aux aides financières aux installations de biogaz liées aux tarifs d'injection, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur**

► **M. Claude Haagen (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Thema vun den erneierbaren Energien ass momentan an aller Mond. An deem Kontext spillen d'Biogasanlagen, wéi zum Beispill déi zu Kielen, déi als Pilotprojet direkt an d'Gasnetz aspeist, eng interessant Virreideroll hei am Land.

Nodeems d'Aspeisungstariffen an déi staatlech Subventionéierung, déi dem Wirtschaftsminister ënnertläit, a verschidde Kommissiounen an och bei der Visite vun der Biogasanlag zu Kielen ugesprach gi sinn, géif ech dem Wirtschaftsminister gären déi folgend Froe stellen:

Éischtens: Wat sinn déi verschidde Kritären a Konditiounen, no deenen de Ministère de l'Économie d'Subventionéierung an d'Heicht vun der staatlecher Förderung beim Biogas festleet?

De Wirtschaftsminister huet an der Finanzkommissioun gesot, datt den zoustännege Ministère nach op eng Äntwert vun der Notificatioun vu Bréissel waart. Dofir wëll ech froen - zweites: Wéi vill ass de Montant vun der Subvention vum Aspeise vum Biogas?

Déi drëtt Fro: Besteet an deem Kontext schonns e Règlement grand-ducal?

An déi lescht Fro: Steet den zoustännege Minister, an domat d'Regierung, enger méi favorabel - also méi héier - Subventionéierung vun där Politik favorabel géigeniwwer?

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Haagen. D'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministère de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig, dass d'Biogasanlagen e wichtege Rôle spillen, wa mer wëllen Efforten am Beräich vun den erneierbaren Energië maachen.

Déi éischt Fro geet iwwert d'Kritären an d'Konditiounen, no deene mir déi Berechnung vum Aspeisungstariff maache fir déi, déi Gas an de Circuit eraginn. Et gëtt berechent u sech: éischtens nom Kapital, wat investéiert ass. Dat Zweet ass: Et gëtt berechent no de Käschten, déi déi ganz Entreprise brauch, ob dat Strom ass, Ënnerhalt oder esou eppes. Dat Drëtt ass d'Substrat, de Präis vum Substrat, dat heescht, wat alles drakënn.

Déi dräi Saachen zesumme gi gekuckt net fir ee Projet, mä an dësem Fall ginn der zwee geholl, well et muss een eng Mëschung maachen zwësche verschidde Installatiounen. Et kann een dat net op enger eenzege Installatioun ausrichten. Mir hunn der elo zwee geholl: Mir hunn dräi Projeten, déi am Moment wäit fortgeschritt sinn, a mir hunn der zwee dovunner geholl a mir hunn do dat, wat een nennt den „weighted average cost of capital“ berechent, dat heescht, d'Moyenne gekuckt vun deenen zwee Projeten, a mir hunn eng - wéi soll ech soen? - Prénotificatioun op Bréissel geschéckt. Well dat doten ass eng Aide d'État.

Ech hunn eng Diskussioun vu fënnef Joer hannerer mer iwwer Aides d'État, iwwert de Fonds de compensation. Dat hei ass net Fonds de compensation, mä et ass awer eng Aide d'État, an doduerch muss et prénotifiéiert ginn an duerno notifiéiert ginn. Just fir lech ze soen, wéi vill Zäit dass dat anhëlt: D'Prénotificatioun ass vum 22. Juli 2010! Do hu mer ugefaangen, mat der Kommissioun ze verhandelen.

Mir gi beroden an där doter Fro vum finanzwëssenschaftleche Forschungsinstitut zu Köln a vum däitsche Biomasseforschungszentrum a vun enger Gesellschaft, déi heescht „Schwarz“, déi Consultants bei eis sinn. Dat sinn also keng Saachen, déi mir just erfannen, mä mir baséieren eis do op dräi Consultants, déi alleguerten aus Däitschland kommen.

Déi Präisser, déi mer elo virgesinn hu fir den Aspeisungstariff, hu mer missen erfesetzen, well et muss een déi Hëllefstellung, déi beim Invest

iwwert de Landwirtschaftsminister kënn, mat erarechnen. A wa mir dat op Bréissel ginn, da muss mir sécherstellen, dass et net zu enger Surcompensatioun kënn. Bréissel berechent dat. Dat heescht, déi kucken, ob dat, wat mir eraginn, keng Surcompensatioun, dat heescht keng Iwwerkompenséierung, bréngt vun deem, wat se produzéieren, an da gi si eis eréischt d'Autorisatioun.

Fir dat ze maachen, hu mir elo op 65 Euro pro Megawattstonn den Tarif 2010 festgesat. Dat ass och deen, dee fir Kielen géif applizéiert ginn, an dann och fir Izeg. Duerno, an deene Joren duerno, 2012 beispillsweis, gi mer erof op 62,5. Well et muss ee wëssen: Bei 65 Euro ass de Maartpräis am Moment 15 Euro ongeféier. 15 Euro - zu 65! Mir ginn erof op 62, well de Maartpräis wäert an deenen nächste Joren eropgoen, a mir rechne mat 25 Euro pro Megawattstonn 2012.

An dat geet dann 2013, 2014 weider. Mir wollten do - dat hu mer zu Bréissel notifiéiert - op 60 Euro pro Megawattstonn goen. Wéi gesot, dat ëmmer am Aklang mat deem, wat an Däitschland herrscht. Dat Finanzinstitut huet eis gesot - ech mengen, ech hunn dat schonn e puermol gesot -, dass eis Käschte wesentlech méi héich si wéi déi, déi se an Däitschland hunn an ähnlechen Anlagen.

Bon, dat huet och seng Grënn. Dat huet seng Grënn, mä dat dierf een awer net iwwerkompenséieren. Et dierf een also net muer maachen, wat ee wëllt an där doter Fro. A just, fir lech en Ausmooss ze ginn: Fir 2013 rechne mir, dass dat de Budget - well dat kënn direkt aus dem Budget, vun do gëtt dat bezuelt - 7,1 Milliounen wäert kaschten. Op där anerer Säit: Duerch de Maartpräis komme jo och erëm Suen eran, dat heescht, et gëtt eng Recette am Budget, wou mer rechne ronn véier Milliounen, 3,9 bis véier Milliounen.

Dat sinn déi Chifferen, déi mir elo an deene leschte Jore probéiert hunn opzestellen, fir emol iwwert déi nächst Joren ze kucken.

Dir frot mech, ob et e Règlement grand-ducal gëtt. Jo, mir hunn e Règlement grand-ducal eragereecht den 29. Juli 2009. Mir kruten den Avis vum Conseil d'État den 23. März 2010. Mir hunn Amendemente gemaach a mir hunn eng Äntwert dorop den 28. Oktober 2010 kritt. Elo muss mer waarden, bis Bréissel eis eng Autorisatioun gëtt, an da muss mer dat nach eng Kéier korrigéieren opgrond vun deem, wat si eis soen.

Dat heescht, de Règlement grand-ducal gëtt nach eng Kéier amendéiert opgrond vun deem, wat Bréissel seet. Ech hoffen, dass ech dann net esou laang muss op d'Äntwert waarden, wéi bei där, déi ech lech elo gewisen hunn: Vun 2009 si mer also amgaange vum Juli aus un!

Déi lescht Fro, déi Der mer gestallt hutt, ass déi zum ILR, an ob ech do kann dérogiéieren. Den ILR huet an dëser Fro eng reng administrativ Roll ze spillen. Si féieren de Regëster vun de Biogasanlagen, d'Producteure mussen hinnen e ganze Koup Informatiounen liwweren. Si soe mir just, ob dat, wat berechent ginn ass, an der Rei ass.

Méi hu si u sech net anzewierken, an ech kann och herno als Minister net dérogiéieren zu deem, wat am Règlement grand-ducal als Präis ass. Ech muss dee Präis als Tarif ginn, deen am Règlement grand-ducal ass, net méi a net manner. Ech hunn also guer kee Sputt, an den ILR selbstverständlech och net.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wäer mer um Enn vun eiser Froestonn, a mir kommen elo zu der Question avec débat N°18 vum Här Eugène Berger iwwert den Transittrafic vu Camionen duerch den Tanktourismus.

Den Auteur vun der Fro huet fënnf Minutten Zäit, fir seng Hauptfro an no der Äntwert vum Minister seng Zousatzfro virzedroen. Der Regierung stinn zoug Minutten zou. Här Berger, Dir hutt d'Wuert.

**7. Question avec débat n°18 de M. Eugène Berger au sujet des dangers et nuisances découlant du trafic de transit de poids lourds lié au tourisme à la pompe au Luxembourg**

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Här President. Fir d'Lescht den 1. Februar dëst Joer gouf et zu Mamer e relativ schrot Accident, wou e Camion am Transit vun der Autobunn erofgefuert ass an do mat engem Schülerbus kollidéiert war. Bon, trotz enger Rei Blesséierter kann ee soen, datt nach Chance am Spill war, well et hätt kënn méi schlëmm ausgoen.

Et war och dee Moment, wéi ech dës Question avec débat gestallt hunn, well mer eigentlech feststellen: Hei an dësem Fall hätt dee Camion guer net dierfe vun der A6 eroffueren. Et ass

einfach eng Situatioun, déi mer praktesch all Dag zefach op verschiddene Sortië vun eiser Autobunn hunn an déi eben doduerjer bedéngt ass, datt ganz vill Transitverkéier respektiv, datt dat duerch den Transitverkéier vu Camion verursaacht ass, sief dat bei der Sortie Mamer-Capellen, an dann och ganz besonnesch bei der Sortie Beetebuerg-Léiweng.

Ech kenne besonnesch gutt déi lescht Sortie. Ech fueren do praktesch all Dag och erof oder erop. An ech muss soen: Ech fuere praktesch net eng Kéier, zu egal wat fir enger Auerzäit, vun der Autobunn do erof, wou net do och e Camion just viru mer ass, deen erausfiert an dann op där anerer Säit - ënnert der Bréck erduerchfiert - erëm op d'Autobunn déi aner Richtung eropfiert.

Ech hunn do och esouguer Fotoen, déi een op dem Internetsite vu [www.roeser.dp.lu](http://www.roeser.dp.lu) kann no-kucken, wou dat och mat Biller ënnermoolt ass. Da kann ee sech och eng Kéier dee Site ukuken, dat ass e ganz interessante Site.

Och an der Sortie Léiweng si schon eng Rei Accidenter dowéinst geschitt, well do d'Camionen erausfueren. Glécklecherweis waren och bis elo do nach keng Doudeger, mä eben duerch déi permanent Sortië vun de Camionen och do op där Plaz - wéi op anere Plazen - sinn da Geforesituatiounen, déi entstinn.

Eng aner geféierlech Gewunnecht vun den Transitcamionen ass déi, fir am Gaasperecher Kräiz vun enger Autobunn op déi aner ze wieselen, trotz duebelem duerchgezunnene Stréch. Do ass dat méiglech, fir vun där enger Autobunn, vun der Areler Autobunn, op déi Metzger Autobunn, oder Diddelenger Autobunn, ze wiesselen. An och do kann ee praktesch all Dag oder regelméisseg, ech fuere jo net all Dag iwwert déi Streck do, mä all zweet Kéier, wann ech do fueren, gesinn ech iergende Camion, deen dann do vun enger Autobunn op déi aner wiesselt, obwuel dat do strikt verbueden ass. An natierlech entstinn doduerjer och ëmmer erëm Geforemomenter.

Wann een dann deem Spillchen nokuckt, da kann een eigentlech ganz schnell verstoen, datt se virun allem esou eng Boucle fueren zwéischen der Sortie Beetebuerg an dem Gaasperecher Kräiz respektiv och eventuell dem Rondpoint Gluck, datt se eigentlech do dann natierlech zousätzlechen Trafic och verursaachen, datt deen Tronçon eigentlech an zwou Richtungen dann duebel duerch d'Camion belastaucht gëtt an eben, datt se sech do permanent och dann net un d'Regelen halen.

Bon, et schéngt esou ze sinn, datt se eigentlech do dann erausfueren oder déi Boucle maachen, datt dann eben d'Camionen eng ganz prezis Tankstell uviséieren, datt se also net déi Tankstell huelen, déi eventuell op hirem Wee läit, an hirer Richtung läit, mä datt se geziilt déi eng oder aner Tankstell op der Autobunn - emol net ausserhalb vun der Autobunn, mä op der Autobunn - dann uviséieren, well se do eng Präferenz hunn, oder wat och ëmmer se do da sichen.

En anere Problem vu Sécherheet, dee sech regelméisseg stellt, ass dee vun de Camionen am Transit, déi dann an den Opfahrten oder an der Sortië vun den Tankstellen op der Autobunn komplett stoe bleiwen, well se do ebe waarden, well d'Tankstell iwwerfëllt ass. Da bleiwe se carément praktesch op der Autobunn do stoen.

Besonnesch ass dat och erëm bei der Tankstell zu Bierchem, wou een dat ka beobachten. Do sinn och an der Lescht - jo, muss ee soen - leider eng Rei déidlech Accidenter gewiescht, wou d'Camionen op der Autobunn stoungen, gewaart hu fir op d'Tankstell eran, an datt dann Autoe voll do dropgefuert sinn, well se net realiséiert oder net gesinn hunn, datt do e Camion mëtten op der Autobunn praktesch stoung.

Et gouf eng zousätzlech Spur mëttlerweil do gebaut vun der Entrée Beetebuerg erop, mä dat huet net onbedéngt eng Verbesserung bruecht. Au contraire, elo mengen d'Camionneuren, dat wier eigentlech eng Parkpist, déi se do kéinten hunn, an et ass eigentlech eng Opfahrt vun enger Autobunn. Do huet een Deeg, besonnesch zum Beispill mëttwochs, wou da wierklech déi ganz Opfahrt vu Léiweng erop bis bei d'Tankstell 20, 30, 40, 50 Camionen einfach do stinn.

Et ass scho bal banal, wann een dann elo liest de leschte Weekend an den Zeitungen, datt do e Camionneur iergendwou op enger Pannespur stoe bliwwen ass, fir an d'Stad iessen ze goen an dann herno nees zréck a säi Camion a weiderzefueren. Dat stoung effektiv ënner Faits divers an der Zeitung.

Ech muss och soen, als lescht Illustratioun - ech kéint elo hei nach honnert Beispiller soen: Virun e puer Wochen - dräi, véier Wochen - stoung e Camion an der Sortie vun der Tankstell Bierchem Richtung Stad, awer wierklech schonn aus der Opfahrt praktesch op der Autobunn. Dat war owes géint zéng Auer. En huet seng Ri-

deauen zougezunn. En ass also - huelen ech un - schlofe gaangen, awer hallef op der Autobunn. Moies, wéi ech op d'Aarbecht a wéi ech an d'Stad gefuere si géint hallwer aacht, stoung en nach ëmmer do ze schlofen an huet den Trafic ganz ferme...

► **Une voix.** - En hat sech verschlof, dat ass et.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...behënnert.

En hat sech verschlof, gëtt hei gesot. Jo, glécklecherweis huet dat keen Accident provoziert.

Ech mengen, Här President, jiddwerengem läit d'Verkéierssécherheet um Häerz, an och den Nohaltegekeetsminister huet jo nach grad geschter eng nei Campagne an deem Sënn lancéiert.

Ech hunn heimadder de Minister nach eng Kéier opmierksam gemaach op déi quasi permanent Geforen duerch Transitverkéier vun de Camionneuren,...

► **M. le Président.** - Dir musst awer esou lues zum Schluss kommen, Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...duerch déi ganz spezifesch Manœuvren, an duerfir meng Froen, Här President.

Wat fir eng réglementaire Dispositiounen gëtt et am Zesummenhang mat dem Transitverkéier, insbesonnesch, wat d'Sortië vun de Poids-lourdë vun den Autobunnen ubelaangt?

Datselwecht wollt ech froe fir d'Stoenhale vun de Camionen an den Op- an Offahrten. Denkt de Minister drun, eventuell nei Dispositiounen am Sënn vu méi Verkéierssécherheet en rapport mat dem Transitverkéier respektiv deem Érop-, Eroffueren ze huele respektiv do méi streng virzegoen?

Wéi regelméisseg gëtt dee ganzen Trafic vun de Poids-lourdë kontrolléiert? Leie Statistike vir? Respektiv, wäert de Minister intervenéieren, fir datt do méi Kontrolle gemaach ginn?

Eng aner Fro ass déi: Firwat gëtt am Gaasperecher Kräiz net eng materiell Trennung gemaach zwéischen deenen zwou Autobunnen A3 an A6, fir datt do d'Camionen net méi kënne wiesselen vun där enger Bunn op déi aner?

A wat fir eng aner Initiative gedenkt de Minister eventuell ze huele fir méi Verkéierssécherheet op eisen Autobunnen, respektiv fir déi Manœuvren, déi do vun den Transitcamionen gemaach ginn, méi decisiv ze ënnerbannen.

Ech soen Iech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Berger. D'Wuert kritt elo den Här Nohaltegekeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Wéi laang hunn ech, Här President? Zéng Minutten?

► **M. le Président.** - Jo, mä vu datt den Här Berger méi wéi iwwerzunn huet, kritt Dir dann och e bësselche méi, Här Minister.

(Interruption)

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Ech probéieren, kuerz ze sinn.

Ech wëll soen, déi Beschreibungen, déi den Här Berger gemaach huet, selbsterständlech sinn déi besuergnisserregend a suerge mech evidentereis och.

Ech wëll awer ufänken, andeem ech soen, datt d'Fro esou gestallt war iwwert den «transit de poids lourds lié au tourisme à la pompe»: am Fong eng Suggestioun, wéi wann all déi Camionen, déi elo hei duerch Lëtzebuerg fueren, hei géifen derduerchfueren, fir hei ze tanken, wéinst dem Tanktourismus.

Ech wëll just trotzdem eng Kéier soen, ier ech dann op Är prezis Problematik zréckkommen, datt mer e groussen Deel vun deem Transitverkéier, dee mer elo zu Lëtzebuerg hunn, och wann d'Camionen net géifen zu Lëtzebuerg tanke goen, awer souwiso hunn, well mer eng zentral Achs sinn tëschent dem Norden an dem Süden. Wann Der aus der Belsch kommt, vu Bréssel, Antwerpen, deelweis och Rotterdam, da gëtt et am Fong guer keng aner Alternativ, wann Der wëllt an de Süde fueren - Südfrankreich, Italien -, wéi deen dote Wee ze huelen, fir iwwert d'A3 an d'A6 ze fueren.

A wann Der kuckt och, wéi d'Schulvakanze sinn, wat jo dann en aneren Transitverkéier ass, an Dir gesitt do, wéi hollännesch a belsch Autoen, déi an de Süde vu Frankreich wëlle fueren, op eisen Autobunnen fueren, well se keen anere Wee hunn, beweist dat am Fong am allerbeschten, wat ech do soen.

D'ailleurs huet och den Här Ewringmann, dee jo fir eis eng ganz Rei Etüde mécht, och eng Kéier opgeschriwwen, wat d'Zil-, d'Quell-Zil-Verkéiere sinn. All déi Leit, déi vun Antwerpen op Basel, Lyon, Metz, Stroossbuerg fueren, fueren duerch Lëtzebuerg. All déi, déi vun Amster-

dam op Lyon, Metz, Stroossbuerg fueren, fueren duerch Lëtzebuerg. All déi vu Basel, Antwerpen, Bréssel, Lille, Rotterdam; déi vu Bréssel op Basel, Innsbruck, Karlsruhe; déi vun Hamburg, Lyon, Metz fueren; déi Innsbruck, Bréssel, Lille fueren; déi Karlsruhe, Lille, Bréssel fueren a Rotterdam, Basel, Lyon, Metz, Stroossbuerg; och vu Stuttgart op Bréssel oder op Lille - ech ka se alleguer opzielen, et ass eng hallef Säit voll, einfach d'Zildestinatiounen, wou ëmmer alles, wann ee wëllt deen nooste Wee huelen, duerch Lëtzebuerg fiert.

Dat ännert näischt un där richteger Beschreibung, déi Der gemaach hutt, mä et mécht eis awer eng Séparatioun tëschent op där enger Säit deem, wat een den Tanktourismus - ech nennen et elo d'„Transittanken“ - nennt, an de Causen, déi mer hunn. E groussen Deel vun de Causen hätte mer souwiso, och, wa mer deen „Tanktourismus“ - tëschent Gänsfeisercher - net hätten.

Den Här Ewringmann schléisst a senge Studien of, andeem e seet: „Insgesamt spricht jedoch vieles dafür, dass im Bereich des Güterverkehrs bei deutlicher Verringerung der Preisdifferenz überwiegend Verlagerungen eintreten.“ Dat heescht, datt se an aner Länner tanke ginn. „Der echte Einspareffekt von CO<sub>2</sub> dürfte gering sein.“ Dat ass och engem Spezialist seng Konklusioun.

Dat awer gesot - well ech am Ufank geduecht hunn, Dir wëllt iwwer CO<sub>2</sub> schwätzen, an ech dat virbereet hat, duerfir déi doten Äntwert -, kommen ech awer zu Äre Froen zréck, déi, déi hei sinn.

Mir hunn en enormen Trafic op eisen Autobunnen momentan. Wann een einfach zu Gaasperech kuckt, da gesäit een, datt mer haut 75.000 Autoen a 14.300 Camionen den Dag do fueren hunn. 1985 - also nach net esou laang hier - waren et der 13.270 am Ganzen. Elo si mer bei 75.000 plus 14.000. Just, fir Iech ze soen, wat fir eng Augmentatioun déi Autobunn huet misse matmaachen. Zu Beetebuerg si mer vun 13.000 op 60.000 gestiegen - 50.000 Autoen, 13.000 Camionen, déi haapt-sächlech am Transitverkéier derbäi sinn.

Elo ass d'Fro: Wat hu mer gemaach? Wat fir eng Reglementatiounen sinn hei gemaach ginn? Déi éischt Reglementatioun, wat fir mech déi allerwichtigst ass, dat ass, datt u sech den Transitverkéier, de Camion muss d'Autobunn huelen - Punkt Nummer eent. Zweetens, en därfer d'Autobunn net verlossen; an drëtts, wann en an d'Land erakënnt op enger Strooss, déi keng Autobunn ass, da muss en déi éischt Entrée vun der Autobunn huelen, fir den Transit weiderzeféieren.

Do ass eis Reglementatioun relativ kloer. Ech gesinn net, wann ech awer elo just vum Reglementareschen aus kucken - duerno muss een e puer Wuert iwwert d'Kontrolle soen -, mä, wann ech just dat Reglementarescht kucken, da gesinn ech awer net, wat mer elo méi kënne maachen, well eis Reglementatioun ass kloer an däitlech.

Eng Reglementatioun ass och kierzlech geholl ginn, fir ze soen, well mer eng Rei Problemer hunn - en huet et gesot, d'Leit schlofen -, mir hunn eng Rei Camionen op der Säit vun der Strooss stoen, well se den Tank eidel hunn, well se net méi bis op eng Tankstell komm sinn.

Mir hunn och d'Strofen an deem Sënn verstärkt, datt all Camion muss esou vill Bensin bei sech hunn, datt et ouni Problem méiglech ass, op déi nächst Tankstell ze kommen. Och do hu mer d'Reglementatioun kloer gemaach. Mir hu ronderëm d'Stad aus Sécherheetsgrënn en Iwwerhuelverbuert fir d'Camion gemaach, déi also alleguer mussen op der rietser Pist fueren. A schlussendlech dären d'Camionen respektiv d'Autobussen net méi wéi 90 km an der Stonn op den Autobunnen respektiv 75 km an der Stonn op den normale Stroosse fueren.

Dat zu Ärer Fro vun der Reglementatioun. Da kommen ech weider, well et sinn eng Rei Problemer, déi mer hei hunn. Deen éischte Problem, dee mer hunn, dat ass réellement dee vun den Tankstellen, well do sinn awer zwou Froen, déi sech stellen. Déi éischt Fro, dat ass, datt effektiv eng ganz grouss Zuel vu Camionen tanke ginn.

Déi zweet Fro, déi sech stellt, déi awer mindestens gradesou problematesch ass, dat ass, datt natierlech déi Chauffeure logescherweis mussen hir Raschztäiten anhalen. A wa se d'Raschztäiten anhalen, si se obligéiert, während x Stonnen op enger Haltestell - an eis Haltestelle si schéi gemaach - stoen ze bleiwen an do ze schlofen. Si däreffe guer net - reglementaresch - weiderfueren, an ech fannen dat och richtig esou.

An dat ass heiansdo e grouse Problem, well einfach eis Parkplaze voll sinn, notament wann an deem engen oder anere Land, duerch een oder dat aner Fest, dann och nach Fuerverboter sinn. Da bleiwe se souguer méi wéi e

puer Stonne stoen, da bleiwe se heiansdo 24 Stonne stoen, bis d'Fuerverbot dann eriwwer ass.

Wann een elo kuckt, do, wou mer dee gréisste Problem hunn, dat ass zweemol zu Bierchem, zweemol zu Capellen, dat heescht A3, A6, op där Autobunn. Dir wësst, datt zu Capellen schonn déi Afuerspuren effektiv verbreedert gi sinn. Dat ass u sech gemaach ginn, wann eng Kéier e Réckstau ass, datt awer Plaz genuch do ass, datt een awer e Minimum u Sécherheetsméiglechkeeten huet, wann en Auto muss op där Spur parken.

Ech mengen, datt e puer Saachen do nach méiglech sinn, fir ze maachen. Dat éischt, wat momentan d'Ponts & Chaussées amgaang sinn ze kucken, dat ass e sougenannt „dynamische Parksystem“. Wat heescht dat?

Mä haut gesitt Der, wann Der op de Parking gitt, datt d'Camionen sech - net egal wéi, mä - ouni Logik parken. Den „dynamische Parksystem“ gëtt eis d'Méiglechkeet, fir de Camionneur, wann en erakënnt, ze froen: „Wéi laang wëlls du bleiwen?“, an dann ze kucken, a wat fir eng Spur, a wat fir eng File e sech ka stellen, sou datt d'Organisatioun vum Parking wesentlech méi Capacitéit kritt, well mer se ëmmer op déi File stellen, wou dann d'Camionen alleguer an darselwechter Zäit fortfueren, a mer d'Espacen tëschent zwee Camionen dee Moment spueren a vill méi Plaz hunn. Dat ass dat éischt.

Dat Zweet, wat gekuckt gëtt, datt ass, ob mer net d'Méiglechkeet hunn, fir verschidentlech et och esou ze maachen, datt mer nach aner Tankstellen-Méiglechkeete schafen, fir... Also, pardon, ...op anere Parkinge Méiglechkeete schafen, mat engem dynamische System, fir dat unzeweisen, datt, wann eng Tankstell voll ass, et zum Beispill zu Zoufftert oder op anere Plazen direkt kann annonciéiert ginn an d'Leit do gebremst ginn, wa se wëllen op d'Tankstell erakommen, datt se déi Wartezeiten op enger anerer Parkplaz verbréngen, wéi dat haut de Fall ass. Dat heescht, eng Zort „parking tampon“ anzeféieren, wär eng Méiglechkeet. Do si se amgaang ze kucken, wéi dat geet, souwuel un dem „dynamische Parksystem“ wéi un där dote Propositioun.

Dann, mengen ech, ass et fir mech och evident, datt bei der Aire de Berchem - déi kennt Der jo am beschten - eng ganz Rei Saache musse gemaach ginn. Wa mer déi Dräispuregkeet maachen, déi virgesinn ass, och am Budget, tëschent der Aire de Berchem an der Croix de Gasperich, dann ass et och kloer, datt, fir a Frankräich ze fueren, op där Säit déi Entrée muss anescht gestalt ginn, an datt mer eis do musse méi eng laang Afädelungspist, a méi breet och, loosse, fir deene Sécherheetsstandard gerecht ze ginn.

Datselwecht ass zu Léiweng, wou déi Dräispuregkeet jo och soll hikommen, wat zwou Saachen da mat sech bréngt: Éischens, wa mer deen Échangeur transforméieren - ob dann elo oder ob net dee Projet Stadion an esou kënn, do wëll ech net driwwer diskutéieren -, mä wann den Échangeur changéiert gëtt, ass et och evident, datt déi Entrée an déi Tankstell muss anescht gemaach ginn.

A souwiso, an der Dräispuregkeet op deem kleng Stéck ass et virgesinn, datt d'Sortie vun der Tankstell - wou et jo hannendrun am Fong op där enger Säit vun dräi Spuren op zwou Spuren elo zréckgeet, an zur selwechter Zäit hutt Der eng Afädelungsspur, déi aus der Tankstell erauskënnt, wat wierklech eng Geforenzon ass -, datt déi muss duerch déi dote baulech Moosnamen absolut an noutgedrongenerweis entschäerft ginn, dat schéngt mer eng wesentlech Saach ze sinn.

Nach eng Kéier wëll ech da soen: Et ass mer och kloer, datt eng ganz Rei Échangeure mussen nach anescht traitéiert ginn. Zum Beispill Helfent, zum Beispill den Échangeur Stroossen, den Échangeur Léiweng sinn eben Échangeuren, déi mussen eng Kéier iwwerkuckt ginn.

An da soen ech hannendrun: Déi Problemer, déi Der beschriwwen hutt vu Camionen, déi eroffuere vun der Autobunn, fir tanken ze goen, déi sinn natierlech do. Reglementaresch hu mer all Reglement geholl, wat ee kann huelen, fir et ze verbidden! Si dären et net!

An elo muss ech soen: Ech kann net den Échangeur zoumaachen. Ech kann awer och net - an ech wëll och net - higoen, fir en dann nach méi breet ze maachen, fir dat do besser kënnen ze maachen. Well da maachen ech jo just de Contraire vun deem, wat ech wëll maachen. Also musse méi Kontrolle gemaach ginn. An dat ass och sécherlech dat, wat ech nach



zousätzlech wäert froen, datt op deem do Punkt méi Kontrolle gemaach ginn, fir dat Erfroeren, wat net erlaabt ass, dann och besser an de Grëff ze kréien.

Schlussendlech wëll ech nach soen, datt ech déi Fro mam Gaasperecher Kräiz a mat dem Iwwerfuere vun der Pist elo net beantworte kann, well ech deen Detail elo net am Kapp hunn. Dat kucken ech awer gär mat de Ponts & Chaussées no, fir ze kucken, firwat dat esou ass a wat do ze maachen ass.

Merci!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohal-tegkeetsminister. Als nächste Punkt hu mer de Projet de loi 6022 iwwert d'Servicer am Banne-maart. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 fest-geluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Häre Weber, Bauler, Kox, Henckes an Hoff-mann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

## 8. 6022 - Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur

*Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire*

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, bei dem Gesetzessprojet dréit et sech ëm déi all-gemeng Ëmsetzung vun där berühmte-berühmteger Déngschtleeschungsdirektiv, méi be-kannt am Ufank vun hirer Gestatioun ënnert dem Numm vun dem zoustännegen euro-päische Kommissär, dem Frits Bolkestein. Eng Bolkestein-Direktiv an enger neier, an enger ofgeschwächter Form, wéi se 2006 no laangem Hin an Hier och tëscht der Kommissioun, dem Ministerrot an dem Europaparlament festge-hale ginn ass an elo, iwwert deen heiten Text, als Kadergesetz an nationaalt Lëtzebuurger Recht ëmgesat gi soll.

Als Kommissioun proposéiere mir, fir dësen Text hei ze stëmmen, well et en Text ass, deen, mengen ech, méi ausgewogen ass wéi déi éischt Versiounen, déi an der Diskussioun wa-ren. En Text, dee probéiert, op där enger Säit, den Déngschtleeschungsbannemaart méi reell ze maachen an Europa, also och d'Déngschtleeschungen, d'Prestatiounen iwwert d'Grenz vun engem EU-Stat an deen aneren ze ver-einfachen, op där anerer Säit awer genuch Gar-de-fouen hei agebaut huet, fir ze verhënneren, dass et kéint zu engem Sozial- oder Ëmwelt-dumping am Déngschtleeschungsberäich um Niveau vun der Europäescher Unioun kommen.

Dësen Text huet also relativ wéineg mat deem urspréngleche Bolkestein-Text, deen alt emol als „Frankenstein-Direktiv“...

### (Hilarité)

...bezeechent ginn ass, ze dinn. Mir hunn et also net méi hei mat Blutsëffer ze dinn, mä mat engem Text, dee probéiert, eng Rei vu Grondiddien, wat d'europäesch Wirtschaftspo-litik ugeet, ëmzesetzen.

D'Regierung huet sech och - dat muss een er-virsträchen - eent zu eent eigentlech un den Text vun der Direktiv gehalen. Si huet dat ëmgesat, wat obligatorescherweis muss ëmge-sat ginn. Si ass net dozou iwwergaangen, wat d'Direktiv och theoretesch méiglech mécht, fir den Uwendungsberäich vun der Direktiv méi breet ze maachen, fir also nach méi Fräizügg-keet an aner Déngschtleeschungsberäicher eranzekréien, wéi dat de Kärtext vun där Enddi-riktiv hei virgesäit.

Dësen Text gesäit den Ursprungslandprinzip net méi als Hauptprinzip vir. En ass ersat ginn duerch de Prinzip vun der fräier Déngschtleeschung an Europa.

D'ursprénglech Zilsetzung bleift allerdéngs erhalen. Et ass de Versuch, administrativ a re-glementaresch Barriären, wat den europäische Bannemaart am Beräich Servicer ugeet, ze eli-minéieren. Dozou just eng Zuel, fir déi aktuell Situatioun ze veranschaulichen. Et ass esou, dass momentan an Europa zwee Drëttel vun de wirtschaftlechen Aktivitéiten op d'Servicer opgebaut sinn, dass awer, wat déi grenziwwer-schreidend Wirtschaftskontakter ugeet, d'Servi-ker nëmmen 20% ausmaachen.

Et gesäit een also, dass e gudden Deel vun de Servicer an den EU-State prestéiert gëtt, an dass deen Ausgläich, dee sech um Niveau vun de Gidder mécht, dee sech um Niveau vun der Produktioun mécht, sech méi liicht grenziwwer-schreidend entwéckelt huet, wéi dat bei den Déngschtleeschungen de Fall ass, wou et

selbstverständlech och eng ganz Rëtsch vun objektiven Ursache gëtt, firwat do net d'Bar-riären, eigentlech d'national Grenze méi laang bestoe bliwwen sinn.

D'Iddi hannendru war et sengerzäit, fir also och hei dee ganze Marché vun den Déngschtleeschungen der Konkurrenz opzemaachen, well déi gängeg Meenung ass, dass doduerjer also och géife kënnen méi Aktivitéite generéiert ginn, méi Aktivitéiten, déi erëm eng Kéier zu méi Aarbechtsplaze géife féieren, wann een de Gesamtbilan zitt.

Mir hunn et, dat ass ganz kloer, mam ursprün-glechen Text mat enger Ëmsetzung vun enger klassesch neoliberaler Bannemaartsapproche ze dinn.

Deen ursprénglechen Direktivtext ass da sen-gerzäit och an déi legislativ Prozedur an Europa agefouert ginn an ass sengerzäit, mengen ech, zu engem ganz wesentlechen Diskussionsfac-teur ginn, och am Zesammenhang mat de Re-ferende ronderëm déi nei europäesch Verträge. Erënnert lech drun: d'Referenden a Frankräich, an Holland an och zu Lëtzebuerg.

An all deene Fäll war déi deemoleg Bolkestein-Direktiv an hirer Urfassung e wichtege Diskus-sionspunkt ronderëm d'Ausrichtung ei-gentlech vun der europäescher Politik insges-amt, an awer och iwwert d'Zukunft vun tradi-tionellen europäische Sozialmodell. Eng Fro, déi méi enk mat deem anere verbonnen ass an déi an där Diskussioun do och zum Droe komm ass.

### (Mme Anne Brasseur prend la présidence.)

Ech mengen, et war eng legitim Angscht, déi gespuert ginn ass an déi och ausgedréckt ginn ass, besonnesch vun de Gewerkschaften, mä net nëmme vun hinnen, wat d'Auswierkunge vun enger kompletter Liberaliséierung am Déngschtleeschungsberäich wieren op déi be-stehend méi streng national Aarbechts-, Sozial-an Ëmweltnormen.

Et war ganz kloer d'Gefor ronderëm e méigle-che Sozial- an Ëmweltdumping, déi derzou ge-fouert huet, dass et och zu engem Ëmdenke komm ass, och op politischem Plang, wat déi dote Fro ugeet. An déi doten Diskussioun ei-gentlech ronderëm d'Gefor vun engem Sozial-an Ëmweltdumping ass verbonne gi vun anere Kreesser - dat muss een allerdéngs och soen - mat enger Diskussioun ronderëm awéiwäit och auslännesch Aarbechtskräfte kéinten an e Land schaffe kommen. Och déi Fro ass diskutéiert ginn.

Erënnert lech, besonnesch a Frankräich, mä net nëmmen do, d'Diskussioun ronderëm déi berühmt-berüchtigt Plombiers polonais, déi sengerzäit haaptsächlech vun nationalistes-chen a vu rietsextreme Bewegungen an de Vierdergrond gestallt si ginn.

Et ass diskutéiert ginn, et ass mobiliséiert ginn, a schlussendlech ass et, wéi gesot, am Fréijoer 2006 zu engem neien Text komm, zu engem Kompromësstext komm, wou sech haapt-sächlech och, mengen ech, d'Europaparlament ganz staark involvéiert hat am Kader vun der Codécisionsprozedur fir esou Texter.

Ech hunn et scho gesot, d'Fräiheet vun den Déngschtleeschungen an der EU, dat ass ewell de Prinzip, de Prinzip, deen also déi ursprün-glech Iddi vun dem Pays d'origine ersat huet. Et ass och kloergemaach ginn, och nach bei deenen Debatten am Europaparlament, dass iwwert deen heiten Text, iwwert déi iwwer-schafften Direktiv souwuel d'Aarbechts- wéi och d'Stroferecht vun de Memberstaten net géif tanguéiert ginn.

An ech perséinlech fannen et richtege, dass mer hei awer un engem traditionelle Prinzip festhal-len, deen et éiweg och hei zu Lëtzebuerg wéi a villen anere Länner ginn huet, dass d'Aar-bechtsrecht wéi och d'Sozialrecht eng Loi d'ordre ass. An d'Lois d'ordre sinn d'application territoriale. Also, fir jiddwereen, deen esou eng Aktivitéit hei zu Lëtzebuerg mécht, ass et nor-mal, dass eigentlech och dann déi Lëtzebuurger Gesetzgebung ze spillen huet.

Dee Prinzip ass eigentlech hei iwwert déi Dire-ktiv erëm eng Kéier confirméiert ginn. Et ass also net an der ursprénglecher Linn weiderdisku-téiert ginn, wéi dat d'Auteurs vun der Direktiv 2004 wëllen haten.

Mat deem heiten Text erreche mer keng honnertprozenteg Ëmsetzung vun der Déngschtleeschungsdirektiv. Et ass en allge-menge Kader. Et ass eng transversal Ëmsetzung, déi mer hei maachen. Fir dass mer awer eng honnertprozenteg, eng propper Ëmsetzung hätten, müssen nach an eenzelne sektoriellen Texter Nobesserunge kommen.

D'Regierung huet jo och a leschter Zäit eng ganz Rëtsch vun esou Initiative geholl, fir och a gewëssene sektorielle Gesetzestexter déi néideg Upassungen ze maachen.

Ech wëll drun erënnere, dass mer schonn am Kader vum ILNAS déi speziell Bestëmmung, déi mer hei zu Lëtzebuerg haten, wat d'Autorisa-tioun ugeet, fir kënnen um öffentlechen Elektri-zitätsnetz ze schaffen, dass mer déi speziell Prüfung, déi mer hei zu Lëtzebuerg hunn, schonn ofgeschaaft hunn iwwer eng Gesetzes-initiativ vun der Regierung.

Et müssen allerdéngs nach Ofstëmmungen hei kommen iwwer eng Reform vum Nidderloos-sungsrecht. Och dee Projet de loi ass jo entre-temps an der legislativer Prozedur mat dran. Et geet ëm de Cabaretage, wou mer och de Prin-zip vun de Lizenze müssen ofschafen. Et geet och ëm punktuell Reformen am ASFT-Beräich, déi och deelweis hei mat be Traffé sinn duerch déi nei Déngschtleeschungsdirektiv.

Ech hu mer och opgeschriwwen, dass senger-zäit gesot ginn ass, dass och, wat d'Tariffer vun den Autoschoulen ugeet, do musse Modifika-tiounen kommen, fir dass mer konform sinn zum europäesche Recht.

Well d'Regierung gemierkt huet, dass dat heiten en Text ass, dee wäit iwwert d'Zoustän-negkeet vun engem Ministère an engem Minis-ter erausgeet, an dass eng ganz Partie Servicer a Ministère a Regierungsmemberen zou-stänneg sinn, huet si och en interministeriellen Aarbechtsgrupp an d'Liewe geruff, fir all déi dote Froen ze kucken. An deen heiten Text ass eigentlech jo och zum Deel d'Resultat vun deenen Aarbechten, déi an deem Aarbechts-grupp vun der Regierung do gemaach si ginn.

Ech verstopen et net, dass et sécherlech vun enger legislativer Aarbecht besser gewiescht wier, mir hätten all déi Texter haut virleien. Dat ass ganz kloer, dat wier sécherlech besser. Elo hu mer een allgemengen Text vum Wirtschafts-minister, mä et feelen eis awer nach déi aner Texter, déi zum Thema gehéieren. An eng gutt a propper legislativ Aarbecht ass a mengen Aen nëmme méiglech, wann een zur selwechter Zäit sämtlech Texter kéint kucken.

Da kann een och besser präiwen, ob net even-tuell Kontradiktionen nach weider bestoe bleiwen tëscht deenen engen oder aneren Tex-ter. Mä d'Perfektioun schéngt net vun dëser Welt ze sinn. An duerfir musse mer eis also och als Chamber mat där heiter Aart a Weis, fir vir-zegoen, offannen.

Wichtig ass et awer och, och wéinst europä-eschen Délairen, wou mer Schwieregkeeten hunn, déi och an deem heite Fall ze respektéieren, dass mer elo déi allgemeng Regeln an engem Text kënnen ëmsetzen an dass mer do also en éischte wichtege Schratt - dee wich-teregste Schratt - vun der Ëmsetzung an natio-naalt Recht vun där Déngschtleeschungsdirek-tiv haut de Mëtteg kënnen virhuelen.

Wat den Uwendungsberäich, also de Champ d'application vun deem Gesetz ugeet, hunn ech schonn ervirgestrach, dass dee bei Wäitem net sämtlech Servicer begräift, mä dass do an der definitiver Versioun vun där Direktiv eng ganz Rëtsch vu Secteuren eigentlech ausgekla-mert gi si vum Uwendungsberäich vun där heiter Déngschtleeschungsdirektiv, wou et also speziell europäesch Texter kënnen ginn, déi déi dote Secteuren elo schonn, respektiv an Zu-kunft, kënnen regelen.

Zum Beispill sinn ausgeschloss aus där Direktiv, also och aus dem Lëtzebuurger Gesetz, wat mer haut diskutéieren: sämtlech net wirt-schaftlech Déngschtleeschung vum allgemeng-tem Intéret, d'Finansservicer, den Transport, den Travail intérimaire, d'Gesondheetsfleeg, d'audiovisuell Servicer, verschidde Sozialservi-ker wéi d'Kannerbetreuer oder soziale Wun-nengsbau, mä awer och d'Post, d'Telekom, Gas a Stroum, déi speziell europäesch Législatiounen kennen.

Véier Zilsetzunge verfollegt déi Direktiv an hirer leschter Mouture.

Éischtens emol müssen d'EU-Staten de fräien Zougank vun den Déngschtleeschung garan-téieren, an och d'Ausübung vun där Déngschtleeschung muss fräi kënnen stattfannen. Autori-satiounen müssen eigentlech d'Ausnahm bleiwen. A wann Autorisatiounen gi gi sinn, müssen déi Autorisatiounen no gewëssene Re-gelen nëmme kënnen gi gi vun deenen eenzelne Memberstaten.

Et ass virgesinn ënner anerem och, dass Gui-chet-uniquen anzeféiere sinn. Déi besti schonn hei zu Lëtzebuerg, souwuel där physescher wéi och där sougenannter virtueller Guichet-uni-quen. Et ass virgesinn, dass kënnen och a Zu-kunft bei Déngschtleeschungen, déi hei ënnert déi Direktiv falen, national Exigenzen impo-séiert ginn, mä: Si dierfen net diskriminato-resch sinn, si musse verhältnisméisseg sinn, si müssen duerch Sécherheets-, Gesondheets-oder Ëmweltiwwerleueunge begrennt sinn.

D'Direktiv gesäit dann awer och nach eng ganz Rëtsch vun aneren Ausnahmen zu deem dote Prinzip vir, besonnesch och wat de Service d'in-téret économique général betrëfft.

Déi zweet Zilsetzung ass d'Verstärkung vun de Rechter och vun den Destinairé vun deenen eenzelne Servicer, vun de Clienten also vun den Déngschtleeschungen.

Drëtt Zilsetzung: d'Promotioun vun der Quali-téit vun de Servicer, wou dann op déi méi fräiwëlleg Instrumenter vu Kontroll zréckgegraff gëtt wéi d'Certificatiounen, wéi déi fräiwëlleg Evaluatiounen, wéi d'Code-de-conduiten oder fräiwëlleg Charten.

A véiertens, lescht Zilsetzung: d'Aféierung vun enger effektiver Verwaltungszesummenaar-becht tëscht den EU-Staten, wou also en Netz-wierk ausgeschafft gëtt a wou en automa-tisches Austausch vun Informatiounen iwwer Elektronik stattfënn. Dat ass och noutwendeg, fir eng effikass Kontroll vun deenen Déngschtleeschung kënnen ausféieren. Do brauch een en organiséierten, grenziwwerschreiden-den Austausch vun Informatiounen.

Wat elo d'Aarbechte vun der Kommissioun ugeet, wëll ech net an den Detail goen. Déi hu sech praktesch iwwer e ganz Joer higezunn, mat enger Analys vun deenen eenzelnen Avisen, déi virleichen. En Avis haaptsächlech och vum Statsrot, deen eng ganz Rëtsch vu kri-tische Bemierkunge gemaach huet, deen eng Rei vun Opposition-formell formuléiert huet, wou mer et awer fäerdeg bruecht hunn, mat der Hëllef vun de Mataarbechter och vun der Regierung, fir eng ganz Rëtsch vun deenen Op-position-formellen ze entkräften, ouni dass mer hu missen nei Texter formuléieren, respektiv op anere Plaze konnte mer duerch nei Textformu-latiounen de Kritik vum Statsrot begéinen.

Mir sinn och dozou iwwergaangen a mir hunn dat ganz Kapitel iwwert den Droit d'établis-sement, dat am Ufank net sollt an deem Kader-gesetz iwwerholl ginn, schlussendlech awer an den Text iwwerholl. Esou dass mer also och hei eng Rei vun transversale Bestëmmungen dran hunn, déi den Droit d'établissement betreffen, déi also och vun haut un da kënnen applizéiert ginn.

Besonnesch laang hu mer eis mat der Neifor-muléierung vum Text ofginn, wat déi souge-nannten „Autorisation tacite“ ugeet, also eng stillschweigend Autorisatioun. Dir wësst, dass mer iwwert déi heiten Direktiv - et ass jo eng Fro, déi och schonn an der Vergaangenheet hei zu Lëtzebuerg am Kader vun der Simplification administrative diskutéiert ginn ass - an e Sys-tem vun enger Autorisation tacite erakommen.

Dat heescht, mir kommen eigentlech vum tradi-tionelle Prinzip aus eisem Verwaltungsrecht, dee seet: «Le silence de l'administration pendant trois mois vaut refus», an de System eran, wou mer elo soen: «Le silence vaut accepta-tion». Mä allerdéngs an engem Champ d'appli-cation, engem Uwendungsberäich, deen nach méi restriktiv ass wéi den Uwendungsberäich vun dëser Direktiv, an och nach eng Kéier mat Nuancen dran, well déi europäesch Direktiv och an där doter Fro eigentlech méi Nuancen dran huet, wéi vill Leit dat mengen, déi iwwert déi dote Fro dobaussen diskutéieren, well och do kloer erkannt ginn ass, dass esou e Prinzip vun enger stillschweigender Autorisatioun, wann d'Verwaltung während engem ge-wëssenen Délai näscht seet, awer och eng ganz Rei vu Risiko mat sech zitt fir Drëttpersou-nen.

Déi Drëttpersounen, déi kënnen touchéiert sinn duerch eng Aktivitéit, déi ze autoriséieren ass, zum Beispill Nopere vun enger Installatioun, déi domadder eigentlech hir Rechtsmëttelen ewechgeholl kréien an déi domadder ei-gentlech och ongeschützt bleiwen, well eng Verwaltung vläicht en Dossier net an engem gewëssenen Délai behandelt huet.

Duerfir gesäit och d'Direktiv selwer - an d'Re-gierung iwwerhëlt dat an hirem Text, an d'Chamber iwwerhëlt dat och - vir, dass natier-lech och elo d'Méiglechkeet weider besteet a Fäll, wou den allgemengen Intéret muss vertei-degt ginn, an a Fäll, wou et ka sinn, dass legi-tim Interesse vun Drëttpersounen touchéiert sinn, dass dee Prinzip also vun der Autorisation tacite net ze spille brauch.

Dat hu mer och probéiert, an enger Textformu-latioun ermëtzuhuelen, déi natierlech elo awer muss an deenen eenzelne sektorielle Gesetzes-texter och nach eng Kéier prezisiéiert ginn. Mir konnten hei nëmmen allgemeng Regeln op-stellen, konform zum Text vun der Direktiv. Nach ass et elo awer, fir derfir ze surgen, an anere Spezialtexter dat dann och ëmzedäit-schen, wat mer als allgemeng Prinzipien hei festgehalten hunn.

Wéi gesäit an Zukunft bei deene Servicer, déi ënnert de Champ d'application vun dëser Di-riktiv falen, den Autorisationsregime aus?

Éischtens emol muss am Prinzip en Accusé de réception virleien, wou den Délai dran évo-quéiert gëtt, wou d'Recoursrechter dra men-tionnéiert ginn a wou och, wa se spillt, d'Regel vun der Autorisation tacite ausdrécklech erwähnt gëtt.



Am Prinzip huet eng Verwaltung 15 Deeg, fir ze präwien, ob den Dossier komplett ass. En Dossier muss dann an engem verstännegen Délai behandelt ginn. Deen däerf net méi wéi dräi Méint ausmaachen. Et sief, et kann een en eng kéier verlängeren, mä déi Décisioun muss awer motivéiert sinn, an deen Délai vun der Verlängerung muss een dann och ausdrécklech an déi Décisioun mat incorporéieren.

Spezialgesetzter - ech hunn dat scho gesot - kënne bei engem zwingenden allgemengen Interessi, awer och fir legitim Interesse vun Dréttpersonen ze schützen, dës System deelweis ausser Kraaft setzen.

Mir waren eis och eens an deem heite Fall, dass mer eng Rei vun Texter géifen à ce stade aus deem Handlungsbereich vun der Autorisation tacite eraushalen. An dat sinn Texter ronderëm d'Waffeproduktioun an de Waffenhandel an et sinn d'Autorisatiounen, déi zesammenhänke mat der Ëmweltgesetzgebung, dat heescht, eis klassesch Hauptgesetzgebung, ob dat elo d'Loftverschmutzung ass, ob dat den Offall ass, ob dat de Waasserschutz ass respektiv ob dat d'Établissements classés oder den Naturschutz sinn.

Dat alles sinn also ausdrécklech Texter, déi mer aus dem Champ d'application vun där spezieller Regelung hei vun der Autorisation tacite erausgeholl hunn, well dat och meeschtens Texter sinn, wou d'Interesse vun Dréttpersonen eigentlech ze schützen sinn a wou een also net ka liichtfankeg iwwer esou allgemeng Regeln déi dote Situatioun richteg behandelen.

Wat net oninteressant ass, dat ass, dass mer och gären en Amendement vun der Regierung hei iwwerholl hunn, fir och eng Action en cessation hei virzugesinn. D'Associatiounen kënnen dovunner profitéieren, wann d'Kollektivinteresse vun de Konsumente beträff. Wann et sech also ëm e Verstouss géint dës Déngschtleeschungsdirektiv handelt, dann ass eng Action en cessation beim President vum Bezirksgeriicht virgesinn, deen als Référénsrichter hei kann aktiv ginn an deen also ka schnell eigentlech handeln, wann dat gefrot gëtt.

Ech wëll net am Detail op de Rescht vun deem Gesetzesprojet agoen. Dir hutt den Text virun lech leien. Do ginn eng ganz Rétsch vu Regele festgehale, wat d'Autorisatiounen am Allgemengen ueget. Do wëll ech nach eng kéier betounen, dass d'Fräiheet do deen neie Prinzip ass, mä wou, wéi gesot, kënne Konditiounen festgeluecht gi vun den Nationalstaaten, déi awer net zu Diskriminatiounen däerfe féieren, wou och hei Regele festgeluecht ginn, wat d'Dauer vun deene Genehmigungen ueget, wat de Selektionsmechanismus ueget, wat d'Formalitäten ueget - zum Beispill kann een an Zukunft net méi froen, dass d'Traditione vun Dokumenter mussen certifiéiert sinn -, an awer och, wat de System vun enger Evaluatioun ueget.

Alles dat sinn ewell Prinzipien, déi fest geregelt ginn a wou déi eenzel EU-State sech an Zukunft mussen drun halen. Ech wëll nach eng kéier betounen, dass d'Kontroll iwwer d'Anhalung vun deenen heite Prinzipien den nationalen Autoritéiten ennerläit, wou de Service schlussendlech prestéiert gëtt. Duerfir d'Noutwendegkeet vun enger enker Zesummenaarbecht a vun engem Informatiounsustausch tëscht all deenen Autoritéiten.

Ech betounen nach eng kéier, dass mer et hei mat engem Text ze dinn hunn, deen e Komproméssstext ass no laangen Diskussiounen op europäeschem Niveau, dee sécherlech net perfekt ass, deen deelweis och e bësse schwéier lesbar ass. Et wier duerfir och wichteg, dass d'Regierung géif Efforté maachen, fir u sech d'Haaptregele vun där heiter Direktiv och dobause bekannt ze maachen, derfir ze suergen also, dass gewosst ass, wat eigentlech d'Rechts-situatioun elo wäert ginn duerch deen heiten Text.

Et ass awer sécherlech och en Text, deen a senger Ausaarbechtung gewisen huet, dass et u sech net einfach ass, op där enger Säit de Wunsch no engem europäesche Bannemaart - wéinst dem internationaler Konkurrenz a wéinst dem wirtschaftleche Schwong, deen esou eppes ka mat sech bréngen - an Aklang ze bréngen mat deene Regeln, wéi mer se zënter laange Jorzéngte kennen.

Déi heiten Diskussioun huet och méi wéi vill anerer nieft dem politesche Clivage awer och e Clivage ganz kloer gewisen - ech war deemools ronderëm bei där enger oder anerer Diskussioun ronderëm deen Direktivtext hei och tëscht de Vertrieber vun den Nationalparlamentar zu Bréssel derbäi - tëscht den alen europäesche Länner zu engem gudden Deel an deenen neie Memberstate vun der EU, wou d'Interesselag natierlech eng ganz aner ass.

Et huet sech praktesch gesech duerch all politesch Familljen och kloergemaach, dass et also och do e Clivage ginn ass an där heiter Diskus-

sion ronderëm déi nei Memberstaten, déi gären eng Öffnung gehat hätten, fir hinnen d'Méiglechkeet ze ginn, an dat aalt Europa och mat hire Servicer kënnen hinzekommen, a ronderëm déi al europäesch Staten, déi éischer d'Tendenz haten, fir ze soen, et sollt plus ou moins esou bleiwen, wéi et ass - loosse mer an där doter Fro net ze wäit goen -, well do gefaart ginn ass enner anerem och, dass déi nei Konkurrenz, déi kéint kommen, och kéint negativ Effeten op hir national Wirtschaften an op hir national Sozialstandarder hunn.

Also e ganz kontroversen Text a sengem Ursprung. En Text, deen, och wann en net eestëmmege uegholl ginn ass am Europaparlament, dach awer op engem breede Konsensus opgebaut war an och am europäesche Ministerrot - hunn ech nogelies - just bei zwou Ent-haltungen, dat waren d'Belch a Litauen, och vum Ministerrot schlussendlech a senger Komproméssversioun uegholl ginn ass.

Ech muss och soen, dass mer roueg Diskussiounen bei eis an der Kommissioun zu deem dote Punkt haten. An ech géif lech dann och am Numm vun der Kommissioun bieden, deen heiten Text esou ze stëmmen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Rapporteur Merci. An da kéim den éischer Riederer op d'Tribün, dat ass den Här Weber. Ech ginn dem Här Weber d'Wuert.

**Discussion générale**

► **M. Robert Weber (CSV).** - Madame Présidente, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif fir d'Éischt gären dem Rapporteur Merci soe fir säi Rapport. Ech géif him awer och gäre e spezielle Merci soe fir dat Stëmmungsfeld, wat hie kuerz beschriwwen huet, wat um Niveau vun deenen zwou politeschen Direktiounen e wéineg virgeherrscht huet, op där enger Säit déi absolut Liberaliséierung an Europa an op där anerer Säit: Wéi kréien ech eigentlech d'Ekonomie sozial corrigéiert?

Dann awer och dat ganz Stëmmungsfeld - wat sécherlech matgespillt huet - ronderëm déi nationalstaatlech Diskussiounen, d'Referenden an den eenzelne Länner. A last but not least, wat hien ugeschnidden huet, wat absolut richteg ass, dat ass dat Ost-West-Gefälle, wat een an Europa hat an och nach haut huet. Et ass awer haut net méi esou staark, wéi et zu där Zäit war.

Mä ech hu méi um gewerkschaftlechen Niveau d'Diskussiounen matkritt - a se sinn do sécherlech net aneschtens gelaf wéi um politeschen an och um ekonomeschen Niveau -, dass déi osteuropäesch Länner e ganz staarke Protektionismus hei gemaach hunn a mat alle Mëttele, déi se zur Verfügung haten, natierlech och alles, wat vu Virdeel fir si war, dann och verteidegt hunn.

Haut wär eigentlech e wichtegen Dag, misst ee soen, well mer déi Direktiv „Services“ an dat nationaalt Recht aféieren. Ech muss just soen, dass dat haut kaum nach ee vum Stull hieft, well et éischerhaut eng schwéier Gesetzgebung gëtt, eng schwéier Reglementéierung gëtt, a se haut manner mat Schlagwierder gefouert gëtt, wéi se zu där Zäit awer gefouert ginn ass. Ech kommen awer ganz gären och nach e wéineg op den Historique zréck.

Dës Direktiv suivéiert véier Objektiv. Dat ass éischer d'Fräiheet, sech an der ganzer Europäescher Unioon ze etabléieren, an och d'Fräiheet an der EU, fir Servicer unzebidden. Zweetens, d'Rechter vun deenen ze stärke, déi dës Servicer benotzen. Dat sinn dann d'Utilisateuren. Drëttes, natierlech d'Qualitéit vun de Servicer ze förderen, a véiertens, eng administrativ Zesummenaarbecht tëscht den europäesche Staten op d'Been ze stellen.

Lëtzebuerg transposéiert mat deemem Projet de loi dat, wat ëmgesat muss ginn, a mir ginn net méi wäit. Ier ech elo op deen een oder deen anere Punkt awer nach gäre speziell wéilt agoen, mengen ech, wär et scho wichteg, wann een awer nach e wéineg Vergaangensheftsbewältigung wéilt maachen.

Den 13. Januar 2004 huet d'Europäesch Kommissioun eng Proposition de directive iwwer d'Servicer vum Marché intérieur virgestallt. Ech wëll drun erënneren, dass dës Direktiv, an der Rapporteur huet et och gesot, eigentlech den Numm - am Volleksmond - „Direktiv Bolkestein“ dréit, no dem deemolegen hollännesche Kommissär fir de Bannemaart an der Europäescher Unioon, dem Frits Bolkestein.

Den Hauptproblem vun initialen Text vun där Direktiv, dat war sécherlech de Prinzip vum Pays d'origine. Den éischer Text huet heftegst Polemiken a Kritik provoziert. Am Mëttelpunkt vun alle Kritik stoung déi absolut liberal Orientéierung vun esou enger europäescher Reglementatioun.

De Prinzip vum Pays d'origine huet am Ufank bedeit, dass, wann e Prestataire de service sech an engem Land fest etabléiert, da muss e sech den administrativen a juristeschen Ufuerderunge vun deem Land ënnerwerfen. Dat ass och esou wäit esou gutt, géif ech soen. Mä, wann e Prestataire awer nëmme punktuell an engem Land ass, da bräicht en och nëmme d'Bestëmmunge vu sengem Wunnland ze respektéieren.

Den Hauptproblem huet virun allem d'Kontroll vun den aarbechtsrechtleche Bestëmmungen aus dem Wunnland - dat ass dann de Pays d'origine, fir et emol einfach ze iwwersetzen - an dem Pays d'accueil beträff. Hei louch ganz däitlech d'Gefor vun engem sozialen Dumping. An d'Fro och iwwregens vun de Kontrollen: wéi dat eigentlech sollt op béide Säiten, a béide Länner, da kontrolléiert ginn, haauptsächlech an deem Land, wou d'Aktivitéit dann duerchgefouert gëtt.

Dës Proposition, fir d'Servicer absolut ze liberaliséieren, huet schnell eng hefteg Opposition kannt vun de Gewerkschaften, vun de Patronatsorganisationen an och vu verschiddene Regierungen. Den Europäesche Gewerkschaftsbond huet ganz fréi schon en neien Text verlaangt a seng Opposition géint deen éischer Text dann awer och kloer zum Ausdrock bruecht.

Am Mäerz 2004 huet den Exekutivcomité vum Europäesche Gewerkschaftsbond eng Resolucioun uegholl, wou en e méi effikasst Funktionéiere vum Bannemaart begréisst huet a wou en och déi fräi Zirkulatioun vun de Servicer begréisst huet. Ech wëll einfach drop opmierksam maachen, well soss d'Gewerkschaften jo ëmmer virgeworf kréien, si géife géint alles virgoe respektiv nee soen.

Hei ennersträicht ee ganz däitlech awer, dass versicht ginn ass, nieft der fräier Zirkulatioun vu Mënschen a Wueren awer och d'Servicer ze reglementéieren, beschtméiglech Konditiounen dann awer och festzesetzen, fir dass den Dumping kann ennerbonne ginn.

Den Europäesche Gewerkschaftsbond kritiséiert awer, dass verschidde Moossnamen d'Aarbechtsrecht an d'Aarbechtskonditiounen géifen a Fro stellen an dass domadder och sécherlech d'Qualitéit vun de Servicer beträff wär.

Am November 2004 hunn den Europäesche Gewerkschaftsbond an de „Centre européen des entreprises à participation publique“ eng gemeinsam Deklaratioun un de Conseil „compétitivité“ vun der Europäescher Unioon gericht. An hei gëtt méi eng équilibréiert Approche verlaangt, wat de Schutz vun den öffentliche Servicer ubelaangt, an och betreffend déi sozial Sécherheet.

Am Januar 2004 huet dat Europäescht Parlament e juristesche Kader fir d'«services d'intérêt général» verlaangt. Am Mäerz 2004 huet den Europäesche Rot d'Wichtigkeet vun de Servicer an der europäescher Wirtschaft ennerstrach, éischer, fir d'Produktivitéit ze ennerstëtzen, an zweetens, fir Aarbechtsplazen ze schafen. Och sollt een dat Gesetz am Kader vun den Objektiv vun der Lissabon-Strategie gesinn. Och huet de Conseil européen deen Aspekt vun der Kompetitivitéit nach eng kéier däitlech ennerstrach.

Den 1. November 2004 ass d'Kommissioun Prodi vun der Kommissioun Barroso dann ofgewieselt ginn, an de Charlie McCreevy huet als neien europäesche Kommissär dunn de Frits Bolkestein ersat. An déi, déi d'Hoffnung haten, dass Grondleeëndes sech géif änneren, déi sinn enges Bessere beléiert ginn: Den Inhalt vun der Bolkestein-Direktiv ass net geännert ginn!

De 25. November 2004 huet den Europäesche Rot dësse Projet de directive nach eng kéier op d'Lee geholl. D'Memberlänner hu sech positiv zum Prinzip vum Pays d'origine ausgedréckt: Dat wär een, wéi si sech ausdrécken, „élément essentiel“ vun dëser Direktivpropositioun. Aner Punkte sollten awer nach méi genau ënnersicht ginn.

Ufank 2005 ass dunn déi däitsch Europadeputéiert Evelyn Gebhardt chargéiert ginn, fir e Rapport fir d'Europaparlament ze erstellen an e Komproméss tëscht deene verschiddene Positionen ze sichen. Hire Rapport proposéiert - a si huet effektiv do versicht, eng gutt Komproméssaarbecht awer ze maachen - éischer, zween Prinzipien, déi d'Direktiv staark géife beschränken: a) déi communautaire Législatioun géif déi Direktiv „Services“ priméieren; an zweetens, dës Direktiv touchéiert net déi communautaire Instrumenter wéi Rome 1 an 2 - dat sinn déi kontraktlech an net kontraktlech Obligatiounen - an och den Détachement vun den Arbeitnehmer, d'Televisioun ouni Grenzen, d'Unerkennung vun de beruffleche Qualifikatiounen.

An hirem Rapport proposéiert si, zweetens, d'Portée vum Prinzip vum Pays d'origine anzeschränken, andeems dass een tëscht dem

Accès zu engem Maart an der Ausübung vun enger Aktivitéit misst ënnerscheeden. Wat den Accès ubelaangt, esou misst jiddwieren, deen a sengem Land eng Aktivitéit ausübt, dat och an allen aneren europäesche Länner maache kënnen. Wat d'Ausübung vun der Aktivitéit ubelaangt, esou wär déi lokal - wéi se dat genannt hunn - Reglementéierung, also déi national Reglementéierung, dann unzewennen.

An drëttes proposéiert si an hirem Rapport, fir d'«services d'intérêt général» an d'«services d'intérêt économique général» aus dem Champ d'application vun der Direktiv erauszehuelen.

Dës Rapport Gebhardt ass doropshin an der Kommissioun vum Europaparlament diskutéiert ginn. Den 30. November 2005 huet d'Kommissioun IMCO - dat ass déi intern Kommissioun «du marché intérieur et de la protection des consommateurs» vum Europaparlament - e Vote ofginn, dee gewisen huet, dass et nach ëmmer zu deem Zäitpunkt eng Majoritéit fir de Prinzip vum Pays d'origine gouf an dass een d'«services d'intérêt économique général» an der Direktivpropositioun misst loosse, awer net méi d'«services d'intérêt général».

De Komproméss vun der Madame Gebhardt ass och leschten Enns ofgeleht ginn. D'europäesche Gewerkschaften hunn doropshi schäerfsten protestéiert. Den 28. Februar 2005 hunn déi zwou lëtzebuergesch Gewerkschaften LCGB an OGB-L e gemeinsam Dokument als Positionspabeier erausginn an hunn domat hirer gréisster Beonrouegung Ausdrock ginn an déi och domat vermëttelt.

Ech benotzen et, well dat wierklech e fundéiert Dokument ass, wat zu deem Moment 2005 erauskoum, an ech erlabe mer duerfir och, hei e puer Argumenter vun LCGB an OGB-L ze zitieren:

«Son champ d'application est très vaste et trop peu nuancé. Il ne permet pas, en dépit de précautions oratoires, de lever les doutes qui pesaient, eu égard à l'emprise du projet sur les services dits d'intérêt général, autrement dit les services publics.

Ces services, que sont par exemple les services sociaux et de santé, ne peuvent évidemment pas être considérés comme des services réguliers ou comme une activité économique ordinaire. Ceux-ci relèvent des droits fondamentaux des citoyens et ne peuvent être l'objet d'une quelconque marchandisation ou d'un jeu de marchandages. Partant, ils doivent être exclus du champ d'application de cette directive.

Les services d'intérêt général n'ont pas trouvé de définition communautaire consensuelle. Dont acte.

C'est pourquoi le LCGB et l'OGB-L, en l'absence d'une telle définition, revendiquent l'introduction d'une définition de la notion de „raison impérieuse d'intérêt général“ dans le corps de la directive, sans laquelle le projet n'est pas recevable.

Cette notion doit garantir à chaque État membre la possibilité d'écarter du champ d'application des services et des réglementations qu'il juge fondamentaux et intouchables en vertu de son modèle social.

Pourtant, conformément à l'article 43 du Traité, les États membres doivent pouvoir maintenir leurs régimes d'autorisation ainsi que les exigences à évaluer visés par la proposition de directive. La procédure d'évaluation mutuelle prévue risque de mener au démantèlement des normes garantissant un niveau de qualité de services élevé.

Quant au principe du pays d'origine, pièce maîtresse de la proposition de directive „Bolkestein“, les auteurs de la présente note rejettent ce principe dans le cadre de la mise en œuvre de „Bolkestein“, à moins qu'il ne concerne des domaines où il existe une harmonisation des normes solides de protection de la partie économiquement la plus faible, c'est-à-dire des travailleurs et des destinataires.

Il convient plutôt d'appliquer „le principe du pays de destination“ afin d'éviter tout nivellement vers le bas faisant suite à une compétition pour offrir aux prestataires la législation la moins entravée par des „obstacles“ (et protégeant le moins les travailleurs?). La réalisation coûte que coûte du marché intérieur, même au prix d'une harmonisation à minima, ne constitue pas un objectif valable et digne d'intérêt.

La protection des droits des citoyens, partant des travailleurs, constitue une valeur supérieure à la réalisation sans compromis du marché intérieur.

Pour cette raison, la directive relative au détachement des travailleurs doit rester pleinement



applicable afin de permettre aux États membres d'assurer le respect de leurs convictions et législations sociales.

Par conséquent, aux yeux du LCGB et de l'OGB-L, ce projet de législation européenne en matière de services ne peut être accepté par les autorités publiques luxembourgeoises et mis en œuvre que sous réserve des changements préconisés dans le présent document.» Enn vun der Citatioun.

Doropshin huet eng konzertéiert gewerkschaftlech Aktioun a ganz Europa stattfonnt, an den 19. Mäerz 2005 hunn zu Bréssel ëm déi honnertausend Gewerkschaftler géint dës Direktiv „Bolkestein“ manifestéiert. Den Europäesche Sommet zu Bréssel den 22. Mäerz 2005 huet dann d'Europäesch Kommissioun opgefuerdert, dësen Direktivvorschlag frësch ze schreiwen, ënner anerem de Prinzip vum Pays d'origine ze iwwerdenken.

Nodeems dass dunn de Prinzip vum Pays d'origine fale gelooss ginn ass, hunn déi zwee haapt parlamentaresch Gruppen am Europaparlament ugekënnegt, si hätte sech op e Kompromëss geeenegt, fir dës Prinzip vum Pays d'origine och falen ze loossen.

De 16. Februar 2006 ass deen neien Text, also ouni Pays d'origine, ouni «services d'intérêt général» an ouni verschidden «services d'intérêt économique général» am Europaparlament zur Ofstëmmung komm, nodeems dass méi wéi honnert Amendementer diskutéiert an ugeholl goufen. 394 Stëmme ware fir deen Text, 215 Neen an 33 Enthaltungen, woubäi bei den „Neen“ eng Partie „Neen“ derbäi waren, deenen eigentlech déi sozial Komponent vun deem Projet net wäit genouch gong. An et kéint een déi praktesch och nach bei déi Stëmmen awer derbäiziele, déi am Endeffekt déi Direktiv oder déi Proposition de directive da gestëmmt hunn.

Den Europäesche Gewerkschaftsbond huet dës Kompromëss och akzeptéiert.

De Sommet vun den europäesche Stats- a Regierungschefe vum 23. a 24. Mäerz 2006 huet dës Vote vun Europaparlament begrësst an huet festgehalen, dass de Bannemaart vun den Déningschtleeschungen an Europa misst voll operationell ginn, andeems dass den europäesche Sozialmodell och misst respektéiert ginn.

De 4. Abrëll 2006 huet d'Kommissioun en neie Vorschlag vun Direktiv op den Dësch geluecht, dee 95% vun den Ännerunge vum Europaparlament Rechnung dréit. An den 29. Mee 2006 huet dunn och den Europäesche Ministerrat dës Proposition vum Parlament a vun der Kommissioun akzeptéiert.

Den Text vun der Direktiv ass vum Europaparlament an der zweeter Lecture de 15. November 2006 ugeholl ginn. D'Direktiv selwer - 2006/123/CE - gouf den 12. Dezember 2006 ugeholl, a si ass de 27. Dezember 2006 am Journal officiel vun der Europäescher Unioun publizéiert ginn.

Ech verstopen net, dass d'Gewerkschaften och duerno nach net ganz zefridde mat deem Text awer waren. Si hätte gäre supplementär Garantie gehat, wéi méi e kloze Besuch op d'Aarbechtsrecht an dass et nämlech net kann ënnergruwe ginn, an och méi eng staark Referenz op déi sozial Grondrechter. Dëst hätt virun allem och hei zu Lëtzebuerg eis einheimesch Betriber absolut besser geschützt, an all sozial Dumping wär ënnerbonne ginn. Et géif awer och déi auslännesch Arbeitnehmer schützen, déi dann net kéinten - an deem Land, wou se da schaffe ginn oder zäitweilg schaffe ginn - regelrecht ausgebeut ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Prinzip vum Pays d'origine ass schlussendlech aus der Direktiv erausgeholl ginn. Och muss, no der fräier Zirkulatioun vun de Mënschen an der Europäescher Unioun a vun de Wueren am Bannemaart vun der Europäescher Unioun, eng fräi Leeschtung vun den Déningschter garantéiert kënne ginn. D'Memberstate mussen also derfir surgen, dass dës Fräiheeden och garantéiert sinn an och kënnen ausgeübt ginn.

Mir maachen dat, wat d'Servicer ubelaangt, also mat deem Gesetzesprojekt. Dës Gesetzesprojekt ass eng Loi cadre a muss compléiert ginn duerch aner Gesetzesprojeten. Zum Beispill gëtt den Accès fir bestëmmte Beruffer an engem anere Gesetzesprojekt geregelt, an nach eng Partie kommen der derbäi.

Mat deem Projet de loi, an dat wëll ech explizit hei ervirhiewen, gëtt och e wichtige a richtege Schrëtt a Richtung vun administrativer Vereinfachung gemaach. Am Artikel 4 gëtt bei den Dokumenter, déi e Prestataire oder en Des-

tinataire muss bei den Autoritéiten areechen, keng zertifizéiert Iwwersetzung méi verlaangt, mä eng einfach Iwwersetzung geet duer. Am Artikel 5 an am Artikel 6 ginn een oder méi Guichets unageschafft, wou d'Déngschtleeschter all Prozeduren a Formalitéiten erfëlle kënnen an all Informatiounen och kënne kréien.

A last but not least gëtt am Artikel 11 en Novum ageschafft, dee vläicht als Vorbild fir aner administrativ Weeër gëlle kann: Éischtens ginn de Verwaltungsgänge ganz limitéiert a serréiert Délaie gesat am Fall vun enger Demande d'autorisation; an zweetens, de Prinzip vum «silence administratif vaut autorisation» gëtt ageschafft, mat Ausnahm vum der Fabrikatioun an dem Handel mat Waffen a bei allem, wat eng Auswierkung op Ëmwelt an Natur huet.

Dat heiten ass also e grouse Schrëtt a Richtung administrativer Vereinfachung, deen net vu jiddwerengem an och net vun all Verwaltung mat Begeeschtung ugeholl gëtt. Mä dës Majoritéit huet dës Zilsetzung an hirem Programm a setzt hei och e konkrete Fall ëm.

De Fait, dass och schon zënter Längere an der Praxis funktionéieren, an och an aneren Domäne wéi deem Gesetzesprojekt hei, ënnersträicht de resolute Wëllen, do administrativer Vereinfachung ze maachen, wou et och leschten Enns méiglech ass.

Ech erlabe mer awer hei bei dem Thema „Guichets unageschafft“, op eng Kritik an Demande vun der Chambre des Salariés hinzewiesen, déi wëllt, grad wéi d'Patronatschamberen, an déi Politik vun de Guichets unageschafft mat agebonne ginn. Ech weisen drop hin, dass d'Ausübung vun enger Déningschtleeschung och bal ëmmer mat Mënschen ze dinn huet. Och déi hu Rechte a si hunn net nëmme Flichten. Hei dierft et eigentlech keng Differenz tëschent Patronats- a Salariatschamberen ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zum Schluss géif ech nach gären den Accord vun der CSV-Fraktioun zu deemem Projet de loi lech matdeelen. An ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeit.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Merci dem Här Weber. Och wann e sech un den Här President gewannt huet, seet dann d'Madame President elo villmools Merci.

### (Interruptions diverses)

An domat géif ech dann deem nächste Riedner, dem Här Bauler, d'Wuert ginn.

► **M. Ben Fayot (LSAP).** - Dir musst e Spigel dohinnersetzen, fir wann de President ännert, da gesäit een dat. De Riedner gesäit jo net, wat hannert sengem Réck geschitt.

► **Mme le Président.** - Ech wëll dem Här Fayot just soen - an dat och fir den Här Weber -, dass ech d'Présidence schon iwwerholl hunn, während de Rapporteur geschwat huet. Mä dat anert, dat ass just eng Gewunnecht, a selbstverständlech sinn ech iwwerhaupt och net nodroend.

### (Hilarité)

Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Bauler (DP).** - Also, Merci, Madame Presidentin!

► **Une voix.** - Ah!

### (Hilarité)

► **M. André Bauler (DP).** - Dir Dammen an Dir Hären, wa mer dëst Gesetz haut stëmme, dann ass dat e Schrëtt hin zu enger méi zäitgeméisser Léiglatioun am Beräich vun den Déningschtleeschungen. D'Transpositioun vun der Direktiv „Services“ - am Wesentleche jo nom Copy-paste-Modell - ass esou ugeluecht, dat mer eis net ze wäit aus der Fëster erausleeën, dat mer also bestëmmte Servicer a méi sensibele Beräicher - ech denken do zum Beispill un d'Soins de santé oder un d'Sécherheets-servicer - erausgeholl hunn.

D'Gesetz leet Wäert op Sécherheet an op Qualitéit, awer och op administrativer Zesummenaarbecht tëschent den EU-Memberstaten an op d'Fräiheet, souwuel d'Fräiheet, sech ze etabléieren, wéi d'Fräiheet, Servicer am Bannemaart, do, wou een et fir opportuon fënnt, unzubeiden.

Ech wëll mech op dräi Punkten a menger Interventioun konzentréieren.

Dat Éischt ass déi sozial Komponent, déi mat der Ëmsetzung vun der Déningschtleeschungsdirektiv ze dinn huet. Si ass vu menger Virriedner en long et en large ugeschwat ginn. Et muss effektiv de prime abord rappéléiert ginn, dat dëst Gesetz zu kengem sozialen Dumping, wéi dat vun 2004 u berechteterweis gefaart gouf, féiert.

2006 gouf, no enger Rei vun Diskussiounen, en Text vum Europäesche Parlament a vum Conseil

ugeholl, deen déi sozial Rechter an Errungenschaften stärker. Déi arbechtsrechtlech Bedéngungen, déi hei zu Lëtzebuerg gëllen, souwuel déi legal wéi déi konventionell, sinn also d'application op eisem nationalen Territoire, egal ëm wat fir ee Prestataire de services et sech handelt. Sou konnt verhënnert ginn, dat eng europäesch Direktiv um Ufank vu sozialem Ofbau gestanen hätt, deen heiheem zu méigleche Failliten oder zu engem Uklamme vum Chômage gefouert hätt.

En zweete Punkt, deen eis als DP wichteg ass, dat ass dee vun der ugestriiften administrativer Vereinfachung. Mä Virriedner huet et och virdrun ënnerstrach: D'Direktiv „Services“ huet jo als Zilsetzung, fir op prozeduralem Plang ze vereinfachen.

### (M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

Dat ganz prozeduraalt Ëmfeld, wat jo dacks eng vun de wesentlechen Ursaachen ass - a war -, fir Konkurrente vu baussen ewechzehalen, soll vereinfacht ginn. Dëst kann ënner anerem och duerch d'Guichets physiques oder de Guichet électronique respektiv virtuell geschéien. Zënter e puer Joer funktionéiere schon esou physesch Guichete bei der Handels- respektiv der Handwierkerkummer, déi jo och eis Betriber beroden an hinnen entgéintkommen, wa si am noen a wäiten Ausland Fouss faasse wëllen. Dës Guichete mussen en „single point of contact“ sinn, dat heescht, e Guichet, dee sech zwar net onbedéngt ëm alles këmmere muss, mä deen den eenzeggen Uspriechpartner vum Demandeur soll sinn. Dat ass dat, wat gewënscht ass.

An deem Kontext ass d'Fro menger Meinung no berechtigt, ob een net soll eng eenzeg materiell Struktur schafen, déi, ähnlech wéi am Finanzberäich, all Servicer iwwerhëlt. Dat ass och d'Iddi vu Bréssel gewiescht, an dat gëtt et och schon an anere Länner. Et gëtt Länner, déi en matière de procédures extrem vereinfacht hunn. Dat erlaabt et hinnen, villes ouni Ëmweeër iwwer e Guichet électronique lafen ze loosse.

Trotz alle Garde-fouen, déi een heiheem, virun allem am Ëmweltberäich, respektéiere muss an déi et net ëmmer erlaben, iwwer en elektronesch Wee ze fueren, misst et duerchaus méiglech sinn, à moyen terme en eenzege Guichet ze schafen, wou ee sech bien entendu och physesch déplacéiere kann an a kuerzer Zäit déi wichtegst Hürden huele kann.

Et sief awer bemierkt, dat et dacks fir en auslännesche Betrib net méiglech ass, fir direkt iwwer e Guichet électronique ze fueren, well e sech net op elektronesch Plang identifzéiere kann. Dat ass hautdésdags de Chamberen hir Aufgab, déi sech zum Mëttelsmann tëschent dem auslännesche Client an dem Guichet virtuel vum Stat musse maachen, well si an der Kommunikatioun mat dem auslännesche Client de Choix hunn, fir eng Identifikatioun, elektronesch oder anesch, ze verlaangen.

Hei stelle sech also nach eng Rei net nëmme vu praktesche Froen, wat d'Sécherheet am Beräich vun der elektronischer Iwwermëttlung vun den Daten an Dokumenter ugeet, mä och Froe vu prinzipieller Natur, wat d'Accessibilitéit vum Guichet virtuel aus dem Ausland am Kader vum Démarrage vun administrativer Prozeduren ubelaangt.

D'Direktiv „Services“ verflucht d'Staten also dozou, fir der prozeduraler Vereinfachung gerecht ze ginn. Mir wëssen et aus eegener Erfahrung: Eis kleng- a mëttelgrouss Betriber konnt an der Zäit net ëmmer an alle Fäll vum groussen europäesche Bannemaart profitéieren, well se dacks am Ausland a besonnesch an der Groussregion mat enger Hällewull vu juristesche Risiken, mat verwaltungstechnesche Käschten an engem munchmol iwwerdriwwene Formalismus konfrontéiert goufen.

D'Déningschtleeschungsdirektiv erlaabt et awer och weiderhin, dat en État membre, an deem sech e Prestataire de services etabléiert oder déplacéiert, de Respekt vu gewëssenen Exigence verlaange kann, soulaang dës net diskriminéierend an disproportionéiert sinn. Geet et awer ëm de Schutz vun de Salariéen, ëm de Respekt vu berufleche Qualifikatiounen oder ëm Servicer, déi en Intérêt économique général hunn, da sinn Ausnahm méiglech. Hei kënnen d'Staten also méi streng Regele verlaangen, besonnesch am Intéress vun de Konsumenten an de Lounempfänger.

Konkurrenz jo, mä awer net ëm all Präis. Hei spillt och nees de Prinzip, dat d'Qualitéit vun der Konkurrenz priméiere soll an dat dës méi wichteg an entscheidend soll si wéi d'Quantitéit vun de Konkurrenten.

An deem Kontext wollt ech drop hiweisen, dat d'Chambre des Salariés et bedauert huet, dat si net weider an d'Schafung vun esou engem Informatiounsguichet agebonne gouf, grad well esou ee Guichet de Betriber och Informatiounen iwwert d'Rechter vun de Salariéer liwwere soll. An och d'Chambres patronales

wiere frou, wann d'Regierung sech, soubal dat heite Kadegesetz a Kraaft ass, mat hinnen zesummesetze géif, fir genee ze kucken, wat fir Formalitéiten iwwert d'Demandes en autorisation d'établissement eras iwwer hir respektiv Guichete lafe sollen.

Et ass och extrem wichteg, dat de Betriber, déi sech etabléieren, awer och den auslännesche Prestataire de services vu virera bekannt ass, wat fir prezis Kritäre gëllen, fir dat en Dossier als komplett kann ugesi ginn a soumat den Délai vun dräi Méint ulafe kann. An et muss ee sech och froen, ob e Prestataire de services, dee vun Tréier eriwuer schaffe kënnt an dann och Personal matbréngt, also détachéiert, ob dee Prestataire dat net och misst iwwer ee vun deene Guichets unageschafft kënne, oder ob e weider iwwert d'ITM fuere muss.

Et sinn dëst d'Froen, déi et nach ze kläre gëllt, virun allem, well jo d'Zil muss sinn, fir de Betriber hir Aarbecht ze erliichteren. Do läit also nach Aarbecht virun der Regierung an de Chamberen. Zemoos, well et jo drëms geet, fir Transparenz a Kohärenz an allen Démarchen ze kréien.

D'administrativer Vereinfachung ass e luewenswäert Zil, mä fir datt si Realitéit ka ginn, heescht et, sech d'Mëttel vu sengen Ambitiounen ze ginn. Dat ass engersäits e kloze reglementaresche Carcan, an anersäits sinn et déi néideg mënschlech Ressourcen, déi erfuert sinn, fir dat esou e Guichet och wierksam funktionéiere kann.

Lëtzebuerg muss an noer Zukunft nees de Champion vun de kuerze Weeër ginn. Et muss de Champion vun der Vereinfachung, vun der Verständlechkeet an der Novollzéibarkeet vu Regele ginn. Et dierf een net vergiessen, dat all déi Betriber, déi aus dem Ausland kommen, fir heiheem an ënnerschiddleche wirtschaftleche Beräicher ze operéieren, materiell Wäerter an, fir déi, déi sech nidderloossen, Aarbechtsplaze schafen, déi hiren Nidderschlag an eise Statsreccettë fannen. Dofir nach eng Kéier: Lëtzebuerg muss an der Simplificatioun an an der Novollzéibarkeet vu Prozeduren excelléieren. Dat muss eis Visitékaart no bausse ginn. Dat erhält d'Attraktivitéit vun eisem Standuert, dat schafft Aarbechtsplazen a garantéiert de soziale Fridden.

En drëtten a leschte Punkt, op deen ech kuerz agoe wollt, ass dee vun der Autorisation tacite a bestëmmte Fäll. A bal 100% vun de Fäll kréien all déi Leit a Betriber, déi am Commerce tätig wëlle sinn, bannent kuerzer Zäit eng Genehmegung vun de Classes moyennes, ëmsou méi, wann d'Reform vum Droit d'établissement, an där jo geschafft gëtt, wäert duerch sinn. Dorunner wäert dëst Gesetz näischt änneren, also näischt méi bréngen.

D'Autorisation tacite ass a priori eng gutt Saach. Si féiert dozou, dat eenzel Verwaltungen sech besser opstellen, sech méi effizient organiséieren mussen,...

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. André Bauler (DP).** - ...fir innerhalb vu spéitstens dräi bis véier Méint d'Dossieren, déi komplett sinn, behandelt an evaküiert ze hunn. Et dierf een awer och net aus den Ae verléieren, dat d'Autorisation tacite och zu Abuse féiere kann. Sou kéint ee Beamten ënner Ëmstänn e kompletten Dossier schleefen oder einfach leie loosse, an dann ass dës no spéitstens dräi Méint autoriséiert. Dee Risiko besteet also. Entweder, well de Beamten dat aus iergendwelleche Grënn absichtlech géif maachen, oder well en einfach iwwerfuert ass an net dozou kënnt, fir den Dossier ze traitéieren.

De Stat muss sech also och hei d'Mëttel an eng wierksam Method ginn, fir datt an alle Fäll d'Dossiere behandelt kënne ginn. Dat kann och dozou féieren, dat et ënner Ëmstänn zu personellen Ëmschichtunge kënnt an eenzel Servicer méi Leit kréien, déi eventuell an deem engen oder an deem anere Service, deen ënnerfuert wier, ofgezu ginn.

Egal, wéi de Stat sech organiséiere wäert, eent steet fest: D'Autorisation tacite huet prinzipiell als Effekt, dat de Stat sech selwer ënner Drock setzt an do, wou et noutwendig ass, méi effizient am Intéress vun de Betriber, virun allem de klengen a mëttlere Betriber, ze funktionéiere versicht.

Ofschlëssend erlaben ech mer, ze widderhuelen, dat dëst Kadegesetz iwwert d'Servicer e bescheidenen Ufank ass. Mir als Demokratesch Partei si frou, dat d'Direktiv endlech, wann och mat Verspéidung, zumindest wat d'Grondprinzipien ubelaangt, ëmgesat gëtt. Mir sinn awer nach wäit ewech vun enger zefridde steller Situation. Et heescht also an nächster Zäit, de Screening vun de Nomenclaturen, souwuel wat den Accès wéi och wat den Exercice vun enger Activité entrepreneuriale ubelaangt, weiderzedreien, fir ze kucken, wou mer de Betriber durablement d'Liewe vereinfache kënnen.



Sou kann et zum Beispill net sinn, dass am Beräich vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur schwéierfällg Autorisatiounen verlaangt ginn, fir an engem Coiffeurssalon zum Beispill honnert Kilo Kosmetikartikelen ze stockéieren, nëmme well de ganz hypotheetesche Risiko besteet, dass dës Artikelen eventuell an den Égout kéinten auslafen. Hei muss de kloer Mënscheverstand gëllen. Mat der néideger Opklärung kann ee Risiken ënnerbannen an onnéideg Formalitéiten aus dem Wee raumen.

Transparenz an der Informatioun, sozial Gerechtheek, Verständlechkeet an Novollzëbarkeet vu prozedurale Regele souwéi administrativ Vereinfachung duerch eenheetlech Usprichpartner, spréchen en zentrale Guichet, Qualitéit vun de Services a Stärkung vun de Rechter vun de Verbraucher, dat sinn d'Schlësselwierder bei der Ëmsetzung vun der Direktiv „Services“. Dorunner gëtt dës Transposition gemooss. Dorunner soll och de wirtschaftlechen a soziale Fortschritt bei dësem Kaderegesetz leien. Duvunner hänke letztlech Erfolleg oder Mësserfolg vun dësem Kaderegesetz of.

Mir als Demokratesch Partei sinn iwwerzeugt, dass dës Gesetz e Schrëtt, awer och nëmme e Schrëtt, an déi richteg Richtung ass, a mir hoffen, dass all Upassungen a Verbesserungen, déi d'Zäit esou mat sech bréngen wäert an erfuerdert, am Intérêt vum Konsument, vun de Betriber an de Salariéien och an d'Praxis wäerten ëmgesat ginn.

Ofschlëssend wëll ech dem Rapporteur, dem honorablen Här Alex Bodry, en härezeche Merci soe fir säin detailléierten Bericht an him félicitéieren fir déi vill Aarbecht, déi hie geleescht huet. Ähnlech wéi am Beräich vum Code à la consommation huet en och do ganz vill Gedold missen opbréngen. An da wëllt ech och heimat den Accord vu menger Fraktioun ginn.

Ech soen Iech Merci.

**► Plusieurs voix.** - Très bien!

**► M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. Als nächste Riedner ass den Här Henri Kox agedroen. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

**► M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech halen do op (veuillez lire: fänken do un), wou den Här Bauler opgehalen huet, nämlech fir dem Rapporteur Merci ze soe fir de Rapport. En ass och an der mëndlecher Ausféierung hei am Detail op dat Gesetz agaangen an huet och d'Geschicht e bësse retracéiert, wou et hierkënn, dës Gesetz, och mat deenen einzelnen Etappen, déi durchgeholl gi sinn.

Och den Här Weber hat dat ausféierlech hei gemaach. An ech sinn och frou doriwwer, dass dat gemaach ginn ass, well et awer aus Zäite staamt, wou Neoliberalismus an Europa ganz héichgehal gouf. Ech denken, dass de Prinzip vum Pays d'origine wichteg war, deen ze kippen. Dat ass och zréckzeféieren op d'Mobilisierung op der Strooss.

Ech ka mech och ganz gutt erënnere, wéi mer duerch d'Land gezu sinn an den europäesche Verfassungsvertrag wollten erklären, dass ganz oft a ganz vill iwwert dës Prinzip diskutéiert - an och hefteg diskutéiert - gouf. Sou dass et u sech och richteg war, dass net doduerch d'Handerier opgemaach gouf, fir e Sozialdumping, a wéi enger Aart och ëmmer, oder och nach am Ëmweltberäich Saachen do eranzusetzen.

Esou wäit vläicht zu dem Prinzip vun dësem Gesetz, wou eben doduerch, dass d'Europäesch Parlament sech och ganz staark an där ganzer Prozedur erabruecht huet, och d'Wichtegkeet gewise ginn ass, dass et en Europäesch Parlament gëtt, fir och emol e Parallelismus oder e gemeinsam Gesetz kënnen op déi richteg Säit ze bréngen.

Et si jo och eng ganz Rei Saachen ausgeklammert ginn, insbesondere wat d'Aarbeitsrecht ubelaangt respektiv d'Finanzen, déi an enger spezieller Gesetzgebung dann ofgehandelt ginn.

Ech wëll dann och nach eng Käier ganz kuerz op déi véier grouss Prinzipien agoen, déi elo dës Gesetz, d'Ëmsetzung vun der libre Prestation de services an der nationaler Gesetzgebung mat sech bréngt. Dat ass éischters d'Fräiheet, fir sech niderzeloossen an engem europäesche Land, insbesondere wat d'Services ubelaangt; dass d'Barriären ofgebaut ginn; dass et d'Méiglechkeet gëtt mat deem Guichet unique, hu mer virdrun héieren, dass do och eng besser Koordinatioun ofleefft. Dat ass alles schéin a gutt a gëtt och vun eis mat verteidegt.

Dat Zweet ass natierlech: Wann een engersäits de Betriber d'Fräiheet gëtt, sech einfach niderzeloossen, da muss awer och de Konsument an iergendenger Aart zefridde gestallt ginn, dass och d'Qualitéit vun deene Services garantéiert ass an dass och d'Rechter vum Verbraucher an där ganzer Aktioun vun dësem méi laberen Ëmgoe mat de Services garantéiert sinn.

Dat drëtt grousst Element vun dem Gesetz ass, d'Qualitéit vun de Services ze promovéieren.

Do ass éischer op méi eng fräiwëlleg Aart a Weis gesat ginn, sou dass eng fräiwëlleg Evaluatioun gemaach sollt ginn, dass Labelen ausgeschafft sollte ginn, dass Chartaen ausgeschafft sollte ginn.

Do wëllt ech awer just de Parallelismus vläicht mat Cattenom zéien oder mat de Stresstester, well déi si jo de Moment och éischer op méi enger fräiwëlleger Aart a Weis, wou déi sollten duerchgezu ginn. An do hunn ech awer meng Zweifelen, do hu mir eis Zweifelen, ob dat dee richteg Wee ass, dee vu renger Fräiwëllegkeet. Do sollt awer zumindest gekuckt ginn, dass objektiv Kriterien, novollzëbar Kriterien och an esou eng Evaluatioun missten afléissen, an dass et och vun engem Drëtte kann novollzu ginn.

De véierte Punkt ass natierlech, op europäeschem Niveau, dass eng besser an effektiv Kooperations-teschent den Administratiounen soll gemaach ginn. Ech mengen, do kënnen mer och nëmme derfir sinn.

Wou mer awer e Problem hunn, an dat wäert och eis Begrënnung sinn, firwat mer eis bei dësem Gesetz enthalen, dat ass de Paradigmewissel e bësse bei der Autorisation tacite, nämlech net méi, dass «le silence vaut refus», mä dass u sech «le silence de l'administration vaut accord».

Et ass virdru scho vu verschiddene Virriedner explizéiert ginn, dass et wichteg wär, dass d'Verwaltungen och d'Méiglechkeet hätten oder sollte kréien, dass se besser sollte funktionéieren, dass méi en Drock sollt ausgeübt ginn. Ech mengen, et ass awer virdrun och scho vun de méigleche Problemer geschwat ginn. Den Här Bauler hat gesot, wann e Gesetz einfach emol net méi gekuckt gëtt oder eng Autorisation net méi gekuckt gëtt aus iergendenger Aart, kann ee sech hannert dëser Autorisation tacite verstoppen: „Ech si jo net derzou komm. Ech hat esou vill Aarbecht.“ Ech weess net, wéi eng Argumenter nach alles kënnen...

**► Une voix.** - Liddereg!

**► M. Henri Kox (déi gréng).** - ...opgefouert ginn. Liddereg, ech wëll net...

Ech mengen, et sinn zwee Constaten: Engersäits ass d'Verwaltung dann net gutt organisiert. Ech mengen, déi, déi an der Gemeng tätig sinn, wëssen dat. Da muss een dann dorunner schaffen, dass dat besser gëtt. Dat ass och net ëmmer esou einfach, awer do ass den Hiewel unzesetzen. Da si mer vläicht falsch organisiert, oder eis Disziplinarverfahre si schlecht, fir ebe kënnen anzewierken, wann et net gutt geet.

Oder awer, wat och ganz oft de Fall ass, dat ass, dass d'Verwaltungen ënnerbesat sinn, dass eben eng ganz Rei vun Ënnerbesetzungen stattfannen. An ech wëll nëmme ee Beispill ervühelen, dat ass dat vun de Subventionen zum Beispill am Ëmweltberäich, wou ee bis annerhaleft Joer muss waarden, bis eng Subvention ausbezuel gëtt, well éischters eng ganz Rei vun Dossiere virleien an zweetens net genuch Leit do sinn, fir dat an enger adequater Zäit kënnen durchzeféieren. Da misste mer do och dee Prinzip aféieren. Wa mer e schonn op där enger Säit aféieren, da misste mer en och op där anerer Säit aféieren.

Ech denken och drun, virdrun an der Froeston, do ass eng Fro gestallt ginn iwwert déi Subvention, net d'Subvention, mä den Aspreisungstarif vun dem Biogas, Leit, déi nach ëmmer waarden op den Accord. Den Här Minister huet virdrun an der Froeston drop geantwortet, dass hien net eleng dorunner schold ass, oder praktesch guer net, mä et ass éischer d'Europäesch Gemeinschaft, déi nach esou vill Mol muss nofroen. A wou dës Accord jo hierkënn, ass jo nach aus der liberalisierter Phas. A bei darselwechter Aktioun wéi bei der Biogasaktioun di se sech immens schwéier, fir den Accord innerhal vun enger kierzter Zäit fräizeginn oder zumindest en Avis ofzeginn, sou dass d'Leit iwwer länger Zäit müssen op eng Äntwert vun der Verwaltung waarden.

Mir mengen, dass et de falsche Wee wär. Vläch soll een an déi Richtung vun enger Straf, vun enger Amende éischer goen. Dat kenne mer jo u sech. Dat kenne mer an der Steierverwaltung. Dir wësst alleguerten, wa Retardé vun der Steierverwaltung a beim Steierbezuelen do sinn, da muss een Zëse bezuelen, da muss e Betrag x iwwerwise ginn. Ech mengen, deen Drock, deen do op d'Administratioun géif ausgeübt ginn, wann en Dossier ze vill laang an enger Verwaltung schleeft, wa mat Sanktiounen dat esou gehandhaabt géif ginn, mengen ech, hätte mer éischer eppes bewierkt, wann hei d'Gefor richteg läit, dass en Dossier u sech einfach leie gelooss gëtt.

Bon, dat war eis Haaptkritik an dësem Gesetz. Virdrun ass jo des Laangen an des Breeden iwwert déi eenzel geschichtlech Aspekter dovunner Rieds gaangen.

Mir fannen, dass eng Rei vu wichtige Elementer hei mat erakommen. Mir sinn eben net d'accord, dass déi Autorisation tacite mat hei erafléisst. „Wehret den Anfängen!“ - well do si mer jo nach net fäerdeg. Dat gëtt deklinéiert erof bis an aner Beräicher, a mir mengen, dass mer do net déi richteg Äntwert domadder maachen.

Souwäit zu menge Bemierkungen, an ech ginn net den Accord an och net den Désaccord, mä d'Enthaltung vun eiser Fraktioun.

Merci.

**► M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

**► M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Merci, Här President. Ech wëll och fir d'Éischt dem Rapporteur, dem Här Alex Bodry, President och vun der Kommissioun, Merci soe fir säi Rapport. Et ass keen einfacht Gesetz gewiescht, d'autant plus, dass mer dat hunn nees erëm missen an Urgence stëmme. Woufir? Ma, well mer eng Direktiv „Services“ hu vum 6. Dezember 2006, déi transposéiert sollt gi fir den 28. Dezember 2009, a wou de Projet de loi awer eréischt am Joer 2009 den 30. März déposéiert ginn ass. Jo, et ass jo och verständlech, dass een deen Ablack muss am Drock handelen, well d'Regierung dee Projet de loi ze spéit déposéiert huet.

An ech hätt gär - well mir kréien datselwecht elo an deem nächste Projet de loi, dee mer diskutéieren -, dass an Zukunft d'Regierung hire Leit seet, dass se innerhalb vu sechs Méint, nodeems eng Direktiv ugeholl ginn ass, da sollen de Projet de loi diskutéieren, also virebereeden, dass dee kann innerhalb vu sechs Méint déposéiert ginn. Well dat erlaabt deen Ablack den Institutionen, de Berufschamberen, dem Conseil d'État an och der Chamber, eng gutt Aarbecht ze leeschten an net müssen, wéi et hei bei dësem Gesetz wor, op verschiddene Amendementer ze verzichten, well soss d'Délai nach méi grouss gi wieren. Ech mengen, dat soll e Prinzip sinn, deen ech hei wollt allgemeng soen, well mir gesinn, dass ganz vill Négligence bei der Ëmsetzung vun Direktive sinn, dass mer vill ze vill laang Zäit brauchen.

Déi zweet Saach, déi ee muss soen - déi ass hei vu bal alle Virriedner ervirgestrach ginn -, dat ass, dass déi berühmten Direktiv „Bolkestein“ Protester ervirgeruff hat vun de Gewerkschaften, mä och vum Patronat, mä awer och bei den Debatten iwwert den Traité constitutionnel a Frankräich an hei zu Lëtzebuerg ganz vill derzou bägedroen huet, dass et vill Nee-Stëmme ginn ass.

Duerfir ass et och gutt, dass notament op Initiative hi vu Frankräich déi Initiative Bolkestein-Direktiv, déi esou vill kritiséiert ginn ass, mä déi awer deemools vun der deemoleger Regierung 2004 akzeptéiert gi wor, schlussendlech 2006 ëmgeännert ginn ass an dass een haut muss feststellen, dass de Prinzip vum Pays d'origine nach gëllt, mat zwou Ausnahmen, dass heescht, dass d'Sécurité sociale an d'Aarbeitsrecht vun deem Land muss respektéiert ginn, wou de Betriber schafft. Mä och dat nach mat verschiddenen Nuancen, déi sech erginn aus der Direktiv „Détachement“ an och aus verschiddene Jurisprudenz vum Europäesche Geriichtshaff.

Mä prinzipiell sinn awer elo déi Gefore vum Dumping social um Aarbeitsrecht an um Sozialrecht ewech. Sou brauch - fir e Beispill unzeginn, wat ganz konkret ass - e Lëtzebuerger Architekt, dee wëllt an Däitschland schaffen goen als Architekt, fir do e Bau ze maachen, sech net méi un déi Honorairé vun der Association vun den däitschen Architekten ze halen. E ka seng eegen Honorairen, esou wéi hien et fir richteg fënn, festhalen.

Dann ass ee Prinzip, deen hei ganz vill diskutéiert ginn ass, dass dee vun der Autorisation tacite. Ech mengen, et ass e gudd Prinzip. An ech muss soen, dass dat eng vun deene wichtige Konditiounen och wor, dass mer absolut op dee Wee sollte goen, fir dat mir als ADR dësem Projet de loi zoustëmme. Well d'Autorisation tacite ass fir de Betriber, dee wëllt am Auslandschaffen, dat heescht, och fir d'Lëtzebuerger Betriber, déi an d'Ausland ginn, eng wichtige Komponent, dass een do net déi ganzen Zäit mat Schwierigkeeten konfrontéiert gëtt.

Dat hei gëllt awer elo am Kader vun der Direktiv „Services“ nure fir d'auslännesch Betriber, grad wéi de Guichet unique, dee gëllt elo nure fir d'auslännesch Betriber. An duerfir hoffen ech, dass mer bei deem anere Gesetz, wou mer nach eng Direktiv a Verspéidung müssen ëmsetzen, wat déi national Betriber ugeet, och do nees de Prinzip vun der Autorisation tacite zréckbehalen, sou wéi d'Kommissioun dat och festgehalten huet, an dass mer also och fir déi national Betriber...

**► Une voix.** - Très bien!

**► M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - ...de Prinzip vun der Autorisation tacite duerchzéien

an dass mer also dat Gesetz elo zimlech séier müssen an der Chamber diskutéieren, net dass déi auslännesch Betriber privilegiéiert si vis-à-vis vun deenen nationale Betriber. Ech hoffen, dass mer also nach an dësem Mount an der zoustänneger Mëttelstandskommissioun iwwert d'Ronne kommen.

Woufir ass de Prinzip vun der Autorisation tacite ons esou wichteg? Ma, well mer alleguerten e Verglach kënnen zéie mat engem Bauer, mat enger Person, déi eng schwéier Schubkar muss féieren iwwer en naassen Terrain. An et kann dach net sinn, dass deen Ablack, wou esou e Betriber esou Schwierigkeeten huet, dann d'Administratioun hikënn an all puer Meter nach e Kibb Waasser virdrun op den Terrain gehät.

Dat dierf et net sinn, an duerfir ass dat heiten eng ganz positiv Evolutioun, déi elo hei gemaach gëtt, an ech hoffen och, Här Minister, dass Der Iech duerchsetze kënn. Ech weess, Dir kämpft do staark derfir, dass awer och am Environnement, do wou et och esou soll goen, do wou traditionell keng Drëtter kënnen Récksprouch aleen, dass ass jo evident, dass déi Rechter muss respektéiert ginn. Mä och bei aneren Autorisatiounen muss et méi séier goen. Et kann net esou sinn, dass a verschiddene Fäll dat méintelaang dauert, dass all méiglech zousätzlech Schikanen a Froen erauskommen an dass herno d'Faarf... (veuillez lire: net gefält.)

Ech wëll nuren ee Beispill ugin, wat ech oft zitéiert hunn, dass ass, dass mer sollen am Logement virkommen. A wat gesi mer? Da gëtt e PAP fir 500 Wunnengen zu Dummeldeng gestëmmt. E gëtt an éischer Instanz am Gemengerot duerchgesat; et gëtt an zweeter Instanz am Gemengerot duerchgesat. A wann dann alles fäerdeg ass, no fënnef Joer, da fënn d'Verwaltung vum Environnement eraus, dass eng Heck do ass an dass mer müssen d'ganze Prozedur nees erëm vu vir ufänken, an dat Ganzt ass blockéiert, well se während sechs Joer kee Fanger geréiert huet an där ganzer Affär.

**(Interruption)**

Do ass zwar elo eng Jurisprudenz. D'Administratioun an och de Minister vum Intérieur hu mer gesot, dass se dat géifen an Zukunft verbidden, an och de Minister vum Environnement huet an enger Question parlementaire dat... (veuillez lire: mir dat confirméiert.)

Mä dat illustriert, wéi et net dierf sinn a wat hei an onsem Land net rechtens dierf sinn. Duerfir muss een elo hoffen, dass mer och an anere Gesetzgebunge méi Prezisioun kréie wéi dat, wat mer elo hunn, an dass mer de Prinzip vun der Autorisation tacite queesch duerch ons Législatioun duerchzéien, sauf bien entendu do, wou et Rechter vun Drëtter gëtt, fir Asproch géint eppes zu hunn a fir hir Meinung derzou ze soen - bei PAPPen oder bei anere Saachen.

Dat gesot, wëll ech nach eng Käier dem Rapporteur Merci soen an och soen, dass mer déi Direktiv, esou wéi se elo vun der zoustänneger Kommissioun aus virgeluecht ginn ass, wäerten als Grupp stëmme.

**► Une voix.** - Très bien!

**► M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

**► M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, Kolleginnen a Kollegen, mengt Dir wierklech, d'Leit dobauss géife verstoen, wat mir haut hei elo decidéieren?

**(Hilarité et interruption)**

A wéi solle mer dat dann elo nennen? Bolkestein revisited? Bolkestein light?

Déi éischt Versioun vun der Déngschtleeschungsdirektiv - dat ass schonn e puermol gesot ginn, ech wëll et awer nach eng Käier betounen - hätt duerch dat berühmteg Prinzip vum Herkunftsland zu massivem Loun-Dumping an zur Ënnerhielegung vum Aarbeitsrecht gefouert. Dës Direktiv gouf gestoppt. Manner duerch d'Asiicht vun eise verantwortleche Politiker wéi duerch de massiven Drock virun allem vun den europäesche Gewerkschaften, deen dann allerdéngs och säin Nidderschlag fonnt huet an den Diskussiounen am Europaparlament, wat eng Rei vun Amendementer ugeholl huet, déi allerdéngs och net alleguerten - dat muss een awer och nach eng Käier soen -, an der definitiver Versioun bliwwe sinn.

Déi nei Direktiv ass awer nach ëmmer geprägt ganz staark vun deem Prinzip vun der fräier Konkurrenz, déi zu enger positiver ekonomescher a sozialer Entwécklung géif féieren.





D'Realiteit schwätzt manifestement eng aner Sprooch.

An et bleiven eng ganz Rei vu Froen an Onkloerheeten. Den Haaptprinzip vun der Direktiv ass jo deen: Ee Land däerf am Prinzip enger Entreprise aus engem anere Land hir Aktivitéit net behënneren oder aschränken, ausser... - un deem „Ausser“ hänken awer eng ganz Rei vu Problemer. Sou Aschränkunge mussen zum Beispill begrënnert ginn duerch eng Nécessitéit, an zu där Nécessitéit gehéiert den Ordre public.

Wat awer den Ordre public ass, dat ass eng Fro vun Interpretatioun. An déi gëtt am Straätfall entscheed vum Europäesche Geriichtshaff. Deen awer huet mat e puer Uerteeler aus der leschter Zäit, och a Bezuch op Lëtzebuerg, deen Ordre public héchst restriktiv ausgeluecht, an dem Prinzip vun der fräier Konkurrenz Prioritéit ginn. Dat ass an engem Fall souguer gaange bis zur Afroststellung vum Streikrecht.

Dat wär wuel nëmmen ze änneren, wann een am europäesche Vertrag selwer net déi fräi Konkurrenz, mä déi sozial Rechter géif als éischte Prioritéit aschreiwen.

Eng aner Fro ass déi, op wat fir eng Servicer déi Direktiv dann elo applicabel ass a wat fir eng ausgeschloss sinn. Déi ganz Froe vun de soziale Servicer, de Gesondheetsservicer, de Services d'intérêt général, domadder also dee ganze Beräich vun de Services publics am wäide Sënn vun Wuert, déi bleiven zum Deel flou an den Definitiounen, oder déi Secteure sinn oder gi souwiesou duerch aner Direktive liberaliséiert, wéi zum Beispill den Transport oder wéi wahrscheinlech an der Zukunft och d'Gesondheetswiesen.

E kohärent Konzept vun engem sozialen Europa ass an dëser Direktiv, an also natierlech och an dësem Gesetz, net erkennbar; ech kann et also duerfir net stëmmen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. An elo kritt d'Wuert de Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, et ass effektiv eng aner Atmosphär wéi déi, déi mer kann hunn, wéi mer diskutéiert hunn an där Period, déi de Robert Weber e bësse geschichtlech skizzéiert huet. Et ass eng aner Atmosphär hautdésdags, dat mierkt een. Mir hu mat Ausnahm vun de gréng Kolleegen an dem Änder Hoffmann scho bal eng Bewegung, déi seet: „Okay, dat do ass an der Rei, dat kënne mer esou stëmmen.“ Dat huet net nëmmen eppes domadder ze dinn, dass mer hei ze dinn hu mat enger Direktiv, déi wesentlech ansicht ass wéi déi, déi de Bolkestein eraginn huet, an duerfir: Et ass u sech egal, wéi een et nennt.

Ech mengen, et huet och vill domadder ze dinn, mam President a Rapporteur, dee wousst, dat do op déi richteg Aart a Weis unzepaken, an dee vill Verständnis gewisen huet - mengen ech och - a Gefill, fir déi Ëmsetzung esou ze maachen, dass se der Direktiv entsprecht, ouni dass hei enzel Sensibilitäten ze vill maltraitéiert ginn.

Den Änder Hoffmann huet elo just gesot, dass géint oder ouni d'Asiicht vun de Politiker dat do geschitt ass. Dat ass net ganz richteg.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Manner, sot ech! Manner!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, et ass net ganz richteg. Mä firwat hunn och enzel Leit extrem opgepasst, an notamment a Lëtzebuerg?

Mir sinn doudsécher am Beräich vun de Services d'intérêt général, ob se économique sinn oder net, op där Säit vun deenen, déi déi verteidegen. Dat war ganz kloer de Fall. Mä mir sinn à l'extrême op där anerer Säit déi, déi am meeschte geraibert hunn, wat de Pays d'origine ubelaangt. Il ne faut pas l'oublier!

Mir sinn zum Deel grouss ginn, well enzel Saachen, déi berouen um Pays d'origine. Duerfir war et schwéier - an et war ee Balanceakt fir Lëtzebuerg -, fir derfir ze suergen, dass eng ganz Rei Saachen net sollte geschéien, an op där anerer Säit awer och net de Pays d'origine total a Fro ze stellen.

Elo kann ee soen, ob dat richteg ass. Ech denken un d'Kommunikatioun; ech denken un den Internethandel; ech denken u Radiodiffusioun; ech denken u vill Saachen, wou Lëtzebuerg de Pays d'origine gebraucht huet, fir sech auszebreden, well mer ze kleng waren, hei kee Marché hunn a frou waren, dass mer dat konnte maachen. Mir waren zu deem Zäitpunkt éisch-

ter déi, déi de Pays d'origine gebraucht hunn, ier anerer et gemaach hunn.

An duerfir war dee Balanceakt fir Lëtzebuerg noutwendeg zwëschen deem, wat mir als Service public gesinn, wou mer eng ganz staark, mengen ech, Verankerung hunn, an deem, wou mer awer och e bëssen de Raiber gespillt hunn a vum Pays d'origine profitéiert hunn hei zu Lëtzebuerg. Dat ass de Grond, firwat dass déi Asiicht vun enzelne Politiker - an Dir mengt mech wahrscheinlech och domadder - vläicht net esou total war, well een huet missen oppassen an net soen, alles ze verdäiwelen am Pays d'origine. Well mir en Deel dovunner profitéiert hunn, huet ee missen oppassen domadder.

An ech mengen, deen Text, dee mer awer haut virleien hunn, deen hätt Der kennen, mengen ech, Här Hoffmann, mat ënnerschreiwen. Dir hutt et richteg ënnerstrach.

Et ass och gefeiert gi vun Eenzelnen, dass Saachen erausgeholl gi sinn. Dat ass eng ganz geféierlech Operatioun. Firwat? Wann net handendrun eng spezifesch Direktiv da kënnt, da sinn et en absence déi allgemeng Regele vum Vertrag, déi spillen an déi eng relativ liberal Connotatioun hunn.

Dat gëllt beispillsweis fir de Santéberäich. Et muss een oppassen. Dat gëllt fir enzel Sozialberäicher. Dat gëllt... Ech huelen d'Beispill vun de Lotterien, an esou weider. Do ware mer beispillsweis op engem Punkt, wou ech der Meinung war, mir misste se draloossen. Firwat? Ma da wier et wéinstens geregelt. Elo si mer amgaangen, un enger Direktiv ze schaffen, mä vill Punkten, déi mer erausgeholl hunn, do ass nach keng nei Direktiv do.

Et en absence, wann ee kloer geet, sinn et déi allgemeng Prinzipië vum Vertrag, déi spillen. An déi sinn extrem liberal. Dat gestinn ech gären zou.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dat hutt Der eis awer net an der Diskussioun iwwert de Verfassungsvertrag gesot, dat do.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, dach.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Dass en immens liberal wär.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Dat hutt Dir eis jo gesot. A mir hunn lech net widdersprach. Loosse mer et dann esou soen.

#### (Hilarité et interruptions)

Et ass evident - ech mengen, dat wësst Dir och -, dass dann allgemeng Prinzipië spillen, an d'Cour, déi huet d'Tendenz, d'Jurisprudenz dann esou auszeriichten,...

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Jo.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...dass et an eng Richtung geet, déi mir net onbedéngt wëllen.

Ech muss och soen, d'Patronat war op eemol mat de Gewerkschaften op enger Säit d'accord. Spéitstens da muss een ëmmer opmierksam ginn. Ech mengen, dat war bei de Krankeessen '92 schonn eng Kéier de Fall, wou ee ganz gutt huet missen oppassen. A mir hunn och gesinn, wat do entstanen ass.

Mä hei och, well hei war et op eemol... Op där enger Säit ware mir jo déi, déi wollten opmaachen an ëmmer Marchéen..., ob dat de Stolmarché, also och vun de Produkter ass, mir wëlle jo ëmmer iwwert d'Grenze goen. A wann dann op eemol e Patronat Bedenken domadder huet, da fänken ech un, hellhöreg ze ginn, well dann ass liichte Protektionismus hannendrun. Dat dierf een net vergiessen.

An ech mengen och, dass ee muss gutt oppassen beim Classe-moyennes-Gesetz, wat mer elo schonn duerch d'Regierung bruecht hunn, wou Dir amgaange sidd, drop ze schaffen, dass ee muss kucken, dass dann awer och wierklech déi Oppenheet do ass. Well do gëtt ëmmer erëm probéiert, Saachen eranzedixen, déi ech nach als Protektionismus gesinn.

Et kann een net op där enger Säit soen: „Mir gi gären iwwerall hin“, an dann op där anerer Säit baue mer duerch Hannerdieren esou Klammeren an. Ech mengen, da muss een dat och anstänneg vis-à-vis vun deenen anere maachen.

An déi Geschicht vum Polaque, deen hei zu Lëtzebuerg géif alles onméiglech maachen, dat ass awer och e Bild gewiescht, wat eng Karikatur war, an et ass ni agezueden. Dat wësst Der. Déi Gefor, déi mer do gesinn hunn, ass u sech an deem Mooss ni...

► **M. Xavier Bettel (DP).** - De polnesche Statsbierger, net de Polaque!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, mä en ass deemools esou genannt ginn. Oh ben. Also, Äre Sproochgebrauch ass och net ëmmer esou raffinéiert, hunn ech festgestallt, Här Bettel,...

#### (Hilarité)

...dass Dir lech elo op eemol hei kënnt érigéieren zu deem, dee mech korrigéiert, fir dat nëmmen dozou ze soen.

#### (Interruption)

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Füllt Der lech blesséiert?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen. Gesinn ech aus, wéi wann ech mech blesséiert géif fillen? Net fir zwee Sou.

► **Une voix.** - Blesséiert, frustréiert.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech wëll nach op ee Prinzip opmierksam maachen. De Service d'intérêt général, do ass och vun eise Gewerkschaften ganz oft gefuerdert ginn, dass mer deen endlech sollen an Europa regelen. Ech war ëmmer ganz skeptesch. Ech soen lech firwat.

Wann Der kuckt, an de Robert Weber huet dat nach eng Kéier ernimmt, déi zéng nei Länner, oder zwielef hautdésdags - deemools war dat jo nach net esou -, déi hunn eng ganz aner Approche zum Service public. Déi hunn e Service public gehat, dee se gehaast hunn. A si wollten op eemol alles opmaachen.

An haut kéim et zu enger Ofstëmmung, wou mir eis nëmme mat deem engen oder deem anere géifen erëmfannen - mat de Fransousen, vläicht mat de Belsch oder esou -, an all déi aner hunn déi Iddi - d'Schweden an esou weider - guer net méi vum Service public.

Duerfir muss een oppassen! Wann een déi Barrière eng Kéier opmécht an et wëllt een dat reglementéieren, muss ee ganz gutt oppassen, dass et net „la boîte de Pandore“ ass. Duerfir war ech ëmmer ganz skeptesch, fir an de Services d'intérêt général wëllen an Europa ze regelen. Ech soen lech, also, ech ginn lech dat - wéi seet een et op Lëtzebuergeresch? - op eng Saltut: Passt op, wann Der dat doten opmaacht, do kann eppes erauskommen, wat mir net wollten. Wat mir net wollten!

Well mir kéinten do largement iwwerstëmmt ginn, well an deene Conseilen, do mierkt ee jo, wéi d'Meenung vun de Leit ass. An op eemol seet ee sech: „Dat do ass net evident, fir hei eng propper Regelung do duerchzekréien.“ D'Majoritéit sinn haut net méi an déi do Richtung. Ech soen dat haut, well et gëtt jo dann notéiert. An verra ça à l'autopsie.

Den Här Kox huet net den Accord vun der grénger Partei bruecht, en huet sech enthalen. Also, et ass jo awer net esou, dass mir elo en absence vun enger Äntwert op eemol an allem Accord ginn. Dat ass net de Fall. Den Alex Bodry als Rapporteur huet, mengen ech, awer am Detail gesot, wou et applizéiert gëtt a wou et net applizéiert gëtt.

Ech mengen do, wou mir et elo applizéieren, do stinn ech awer derzou, dat ass richteg an dat ass och gutt esou, an deen Droock soll och weider bleiven op der Administratioun. Et soll een eng Approche client hunn. An do, wou eppes muss définéiert ginn, do gëtt et haut net gemaach. Dat Enzegt, wat mer froen, dat ass, dass elo kloer Délaien agesat ginn an dass ee sech un déi Délaie soll halen.

An der Biogasgeschichte hutt Der gesinn..., an dat hunn ech elo am leschte Conseil nach eng Kéier gesot! Ech sot: „Ech kann dat Wuert «better regulation» - et gëtt och elo net méi gebraucht, mä et ass während fënnef Joer gebraucht ginn - „net méi héieren do zu Bréssel!“ Well si hunn dauernd drop getippt. Si hunn dauernd drop getippt! A si hunn hei an dësem Beispill bewisen, dass si d'Saachen ophalen an der Kommissioun, wou si eis soen, wat mir solle maachen. Et ass lächerlech!

Ech hunn lech gesot, wéini dass mer ugefaangen hunn. Mir hu mat der Biogasgeschichte am Juli 2010 ugefaangen. Mir hunn haut nach keng Äntwert! Dat ass jo eng Frechheet, wann een dann deenen aneren eng Direktiv zoumutt, wou ee seet, en absence vun enger Äntwert, dann huet een en Accord!

Ech mengen zwar, dass een ebe muss oppassen, dass déi Durée, déi Délaien agehale ginn. Ech hätt à la limite nach näischt dergéint, wa Suen am Spill sinn, dass een op där anerer Säit och d'Zësen emol eng Kéier géif spille loosse, mä et dierf ee sech awer keng Illusioun maachen. Et ass awer net de Beamten, deen déi bezilt. An duerfir géif de Beamte mat Sécherheet net, wann en dann eppes wëllt verschleefen, mat Sécherheet géif...

#### (Interruption)

Jo, also ech... Do maachen ech mer keng Illusiounen. Ech menge schonn, dass et besser ass, dass ee sech kloer Regele gëtt an dass een dat mat den Zësen net mécht.

Wat den Här Henckes do gefrot huet, nämlech dass eng Administratioun op eemol esou vill Méint oder Jore duerno kënnt an op eemol seet: „Elo hätt ech gären eng weider Etüd“, dat ass den „scoping“, dee gemaach gëtt. Dat ass: Am Ufank kommen d'Administratiounen op engem Projet zesammen, an da soll jiddweree soen: Wat brauch ech? Ech brauch iwwert d'Geräischer, an ech brauch vläicht iwwert d'Emissiounen, an esou weider.

A wat mer awer elo kloergestallt hunn, dat ass, dass wann eng Administratioun net kënnt, oder si kënnt a si seet näischt, si fret näischt, dass se dat dann net Jore duerno ka maachen. Dat geet elo net méi. Déi Réunioun nennt een den „scoping“.

Iwwregens ass jo och elo de Guichet unique „Urbanisme“ an „Environnement“ duerch d'Regierung gaangen. An ech hoffen, dass mer do och da weiderkommen, well vu Bréssel kréie mir nach ëmmer Saachen, déi fir mech absurd sinn! Mir hunn elo erëm eng Kéier bei den Déchetes gesinn: Wann do en Usträcher mat senger Faarf op d'Plaz fiert, dat dierf en, wann en zréckkënn, dann huet en en Déchet mam Rescht vu senger Faarf!

Also, iergendwou klappt dat bei deene Brésseler net. Déi mudden eis Saachen zou a wëllen eis Lektioune ginn, a ginn dann esou Topereien an d'Welt setzen. Duerfir mengen ech, do wier nach munches ze maachen. Fir de Rescht, mengen ech, ass et richteg, wat den Änder Hoffmann gesot huet: Et ass eng komplizéiert Matière. Mä ech mengen, hei komme mer awer e Schrëtt weider.

Et muss een de Leit dat do just explizéieren. Mä ech mengen, meng Mamm ass net schrecklech beträff heivunner, mä ech mengen déi, déi betraff sinn, déi wäerte sech schonn derfir interesséieren an den Detail matkréien. Mir probéiere selbstverständlech och, dat do an enger vulgarisierter Form e bëssen ënnert d'Leit ze bréngen. Fir de Rescht soen ech der Kommissioun villmools Merci, déi eng exzellent Aarbecht hei gemaach huet. Dat muss ech scho soen!

Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Wirtschaftsminister. A mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. Ech wollt lech drop opmierksam maachen, dass am Artikel 2, Alinea h) eng Erreur matérielle ass. Et ass zum Schluss vum Abschnitt ze liesen - ech zitieren: «les normes issues de conventions collectives négociées par les partenaires sociaux ne sont pas en tant que telles, considérées comme des exigences au sens de la présente loi».

Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État des Ännerung schrëftlech matdeelen.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6022 ass ugehall mat 52 JoStëmmen, 1 Nee-Stëmm a 7 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt (par M. Lucien Clement), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Raymond Weydert), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Fernand Boden), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Alex Bodry), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen, Paul Helmingier (par M. Fernand Etgen), Claude Meisch (par M. Xavier Bettel), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. François Bausch).

Wëllt ee seng Enthaltung begrënnen?

#### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.



Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6128 iwwert d'Actionariatsrecht bei Assemblée-généralë vu cotéierte Gesellschaften. Hei ass d'Riedezäit nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech just verschidde Kollegen ageschriwwen pour accord. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Léon Gloden. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

**9.6128 - Projet de loi concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées**

**Rapport de la Commission juridique**

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mam Projet de loi N°6128 transposéiere mer eng Direktiv vum 11. Juli 2007 «concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées» an d'Lëtzebuurger Recht.

De Projet de loi ass déposéiert ginn hei bei der Chamber den 22. Abrëll 2010. D'Chambre de Commerce huet hiren Avis den 18. November 2010 ofginn. De Statsrot huet säin éischten Avis den 23. November 2010 ofginn. De Barreau vu Lëtzebuerg huet den Avis den 18. Februar 2011 ofginn. D'Commission juridique huet hir Modifikatiounen dem Statsrot den 18. Februar matgedeelt, an de Statsrot huet en Avis complémentaire den 8. Abrëll ofginn.

Loosse mer et direkt soen: D'Direktiv hätt misse bis den 3. August 2009 an d'Lëtzebuergesch Recht transposéiert ginn. Déi schlecht Noricht ass, dass Lëtzebuerg duerch en Arrêt vun der Cour de justice vum 14. Abrëll 2011 condamnéiert ginn ass, well d'Direktiv net am Délai émgéset ginn ass.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Schon nees!

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.**- Här Bettel, déi gutt Noricht ass, dass dat elo kuerz no deem Arrêt geschitt.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Très bien.

► **M. Léon Gloden (CSV), rapporteur.**- Wat ass eng cotéiert Gesellschaft? Dëst ass eng Gesellschaft, där hir Aktien op engem reglementéierte Marché, also op enger Bourse, gehandelt ginn. Dat neit Gesetz applizéiert sech op d'Lëtzebuergesch Gesellschaften, déi op enger Bourse an der EU cotéiert sinn. Dëst Gesetz ka sech och op Gesellschaften, där hir Aktien op enger Bourse ausserhalb vun der Europäescher Unioun gehandelt ginn, applizéieren, wann et esou an de Statute vun der Gesellschaft festgeluecht gëtt.

Verschiede Kategoriën vun OPCen a Gesellschaften, déi ënnert der Gesellschaftsform vum enger Coopérative bestinn, falen net an de Champ d'application vun deem neie Gesetz.

Ech ënnersträichen och, dass dëst Gesetz eng sougenannte Loi particulière ass. Dat heescht, dass cotéiert Gesellschaften weiderhin dem allgemenge Gesellschaftsrecht ënnerleien, ausser et ass anescht an deem neie Gesetz virgesinn. Dëst ass och besonnesch vum Conseil de l'ordre a vun der Chambre de Commerce ervirgstrach ginn. Doropshin hu mer am Artikel 1 prezisiéiert, dass déi cotéiert Gesellschaften weider dem Gesellschaftsrecht vun 1915 ënnerleien, ausser et gëtt expressis verbis duerch dëst Gesetz dérogéiert.

Doduerch, dass enger Gesellschaft hir Aktien op engem reglementéierte Marché gehandelt ginn, kann am Prinzip jiddwereen, also och een, deen iergendwou an Europa oder soss an der Welt wunnt, Aktiën vum esou enger Gesellschaft kafen. Esou wunne ganz oft d'Aktionäre vun enger cotéierter Gesellschaft an engem anere Land wéi dat, an deem d'Gesellschaft hire Sätz huet.

D'Direktiv - a soumat och dese Projet de loi - verfollegt e puer Ziler: d'Protektioun vum Investisseur final, d'Transparenz vis-à-vis vum Aktionär, an duerch d'Utilisatioun vun den neien Technologien dem Aktionär et ze erlaben, un der Assemblée deelzehuelen, ouni dass dese physisch muss präsent sinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer, kuerz dës dräi Punkten ze illustréieren.

Den éischte Punkt, d'Protektioun vum Investisseur final: Am Artikel 1 vum Projet de loi stoung folgend Definitioun vum Aktionär: «Toute personne physique ou morale qui est propriétaire des actions est actionnaire.» Bei cotéierte Gesellschaften ass et ganz oft, dass en Investisseur senger Bank seet: „Kaf mir Aktien an der cotéierter Gesellschaft XY.“ D'Bank keeft dann d'Aktien an enger cotéierter Gesellschaft fir de Client, mä et ass d'Bank an hirer Qualitéit als Dépositaire vun den Aktien oder de Korrespondent vun der Bank, deen am Aktieregister steet, an net den eigentlechen Aktionär. Mä dobäi wëllt d'Direktiv grad dem Investisseur final seng Rechter renforcéieren.

Am Gesetz vum 1. August 2001 «concernant la circulation de titres et d'autres instruments fongibles» steet och, dass den Déposant, also deen, deen d'Aktië keeft, déiselwecht Rechter huet wéi den Dépositaire, a mengem Beispill d'Bank. Hätte mer déi initial Definitioun am Artikel 1 stoe gelooss, dann hätt ee kéinten argumentéieren, dass den Investisseur final net als Aktionär ugesi gëtt a soumat och net un der Assemblée deelhuele kann. Aus dese Grënn hu mer déi zitéiert Definitioun vum Aktionär einfach aus dem Text gestrach.

Den zweete Punkt betrëfft d'Transparenz vis-à-vis vum Aktionär. D'Convocatioun vun enger Assemblée générale muss op d'mannst 30 Deeg virun dem Datum vun dieser Assemblée am Memorial, an enger Lëtzebuurger Dageszeitung souwéi an engem anere Medium, wéi zum Beispill dem Internet, diffuséiert ginn. D'Convocatioun muss och eng Rëtsch Informatiounen beinhalten.

Betreffend den Délai vun 30 Deeg weisen ech drop hin, dass d'Direktiv e minimalen Délai vun 21 Deeg virgesäit. De Projet de loi hat 24 Deeg virgesinn. Mir hunn den Délai minimum vun 30 Deeg aus dem belschen Text iwwerholl, well mer wéi d'Chambre de Commerce der Meinung sinn, dass en Délai minimum vun 30 Deeg appropriéiert ass. De Conseil d'État huet an deem Kontext ervirgstrach, dass mer hei vun der Maxime «toute la directive, mais rien que la directive» ofwäichen.

Vum Dag u vun der Publikatioun vun der Convocatioun bis zum Dag vun der Assemblée générale muss d'Gesellschaft och verschidden Informatiounen an Dokumenter op hirem Internetsite publizéieren. All eenzelnen Aktionär oder Aktionären, déi zesumme 5% vum Kapital halen, hunn d'Recht, e Punkt op den Ordre du jour vun der Assemblée générale setzen ze loosser oder e Projet de résolution betreffend d'Punkten, déi um Ordre du jour stinn, ze déposéieren. Dës Demande muss schrëftlech späitstens den 22. Dag virun der Assemblée bei der Gesellschaft eragereecht gi sinn.

En Aktionär kann och natierlech Froen zu de Punkten vum Ordre du jour vun der Assemblée während der Assemblée oder schonns virdu stellen. En Aktionär ka sech och duerch eng aner Persoun vertrieed loosser. Dese Mandataire muss vum Dag un, wou en um Vote deelgeholl huet, während engem Joer déi schrëftlech Instruktiounen, déi e kritt huet, halen a sur demande beleeden, dass e sech un dës Instruktiounen gehalen huet.

D'Statute kënnen och virgesinn, dass een Aktionär iwwer e Vote à distance un der Assemblée deelhält, entweder dass en am Virus e Formulaire oder e Bulletin de vote ofgëtt.

Komme mer zum drëtten Punkt, zur Participatioun vum Aktionär un der Assemblée iwwer Voie électronique. D'Statute vun enger Gesellschaft kënnen virgesinn, dass den Aktionär un enger Assemblée participéiere ka par voie électronique ënner folgende Konditiounen: Den Aktionär muss en temps réel d'Retransmissioun vun der Assemblée kënnen verfollegen. Hie muss héieren, wat am Sall geschwat gëtt an hie muss och kënnen mam Sall kommuniquéieren. An hie muss och kënnen effektiv um Vote deelhuele, ouni dass en duerch e Mandataire am Sall representéiert ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, och wann dëst en technesche Projet ass, ass et awer e wichtige Projet, deen derzou bäidréit, dass den Investisseuren hir Confiance an déi cotéiert Gesellschaften confortéiert gëtt. Doriwwer eraus dréit et och zum positiven Image vun eiser Finanzplatz bäi. Mat deem Projet de loi ass och e wichtige Schrëtt fir d'Moderniséierung vum Gesellschaftsrecht geschitt.

Et ass awer och ze wënschen, dass de Projet de loi N°5730 iwwert déi grouss Reform vun eiser Gesellschaftsrecht esou schnell wéi méiglech virukënn.

Zum Schluss soen ech nach dem Ministère de la Justice Merci fir déi gutt Zesummenaarbecht a ginn den Accord vu menger Fraktioun.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Léon Gloden, deen, ech mengen,

esou komplett war, dass net méi onbedéngt nach misst eng Interventioun kommen, ausser et ass e Kolleg, deen onbedéngt drop hält. Ech mengen och, dass d'Regierung net méi onbedéngt nach eppes derbäizefügen hätt.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.**- Dir hutt Recht, Här President. D'Regierung huet deem näischt bäizefügen.

► **M. le Président.**- Wonnerbar, Här Minister. Da kënnen mer also direkt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi kommen.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6128 ass ugeholl mat 60 Joestëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aedem, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Marcel Oberweis), MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Lucien Clement), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank (par M. Félix Eischen), MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Jean-Paul Schaaf), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Lucien Thiel);*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Ben Fayot), Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur, MM. Fernand Etgen (par M. Xavier Bettel), Paul Helminger (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser;*

*M. André Hoffmann.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Punkt vun eiser Ordre du jour vun de Mëtteg, nämlech enger Aktualitéitsstonn, déi vun der DP-Fraktioun ugefont ginn ass, iwwert d'Konsequenzen op eis Wirtschaft vun der wuessender Seltenheet vun den natierleche Ressourcen.

D'Riedezäit ass hei am Artikel 84, zweeten Alinea vum Chambersreglement festgehalen a gesäit Folgendes vir: Där Fraktioun, déi d'Aktualitéitsstonn ugefont huet, stinn zéng Minutten zou, deenen anere Fraktiounen jee weils fënnf Minutten, de Sensibilités politiques zwou Minutten an der Regierung eng Véirelstonn. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Negri, Kox, Henckes an Hoffmann.

D'Wuert huet elo den honorabelen Här André Bauler als Vertrieeder vun der DP-Fraktioun.

**10. Heure d'actualité du groupe DP sur la rareté croissante des ressources naturelles non renouvelables et ses répercussions sur l'économie luxembourgeoise**

**Exposé**

► **M. André Bauler (DP).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, zënter enger Rei Méint stelle mer op den internationale Mäert besuergniserregend Präisentwäcklung fest, zumools am Beräich vun de Liwensmëttel, wou Weess, Räs a Mais bal em 40% bannent engem Joer geklomme sinn. D'Fleesch- a Mëllechprodukter sinn em méi wéi 25% geklommen. Beim Kaffi läit d'Präissteigerung bei iwwer 110%, beim Kotteng souguer iwwer 130%. Och eenzel Metaller hu spierbar zougeleuecht, wéi zum Beispill de Koffer, mat enger Croissance vu 60% zënter Juni 2010, oder d'Sëlwer mat 70%.

Dës appréciable Deierecht huet och e staarkt spekulatiivt Element, well niddreg Zënsen, bis ewell niddreg Zënsen an onsécher Perspektiven op den Aktiëmäert dozou féieren, dass d'Spekulante sech op d'Rohstoff konzentréieren. D'Spekulatioun op de Rohstoff ass awer net

de primäre Grond fir déi Präisentwäcklung. Dee Facteur, deen déi gesamte Präisspiral undreift, ass déi weltwäit Knappheet vu wichtige Rohstoffen an eng gläichzäitig steigend Demande.

Duerch de Wirtschaftswuesstum an de Pays émergents, wéi Indien a China, ginn d'Mäert ëmmer méi enk. De rasante Wuesstum vun der Weltbevölkerung dréit Säint derzou bäi. Haut liewe siwe Milliarde Mënschen um Globus. An deenen nächste 40 Joer soll d'Bevölkerung dagdeeglech em 150.000 Mënschen klammen. Iwwer néng Milliarde Mënschen am Joer 2050! Dat bedeit, dass mer eis Agrarproduktioun em 70% steigern missten. An 20 Joer soll d'Welt méi wéi 50% méi Energie verbrauche wéi elo. D'Konsequenzen dovunner brauch ech kengem vun lech auszemolen.

Dat am meeschten diskutéiert Beispill vu Ressourcëknappheet ass de Pétrol. Duerch déi weltwäit Rezessioun an der Folleg vun der Finanz- a Wirtschaftskris hat de Pétrolspräis nëmmen eng kleng Otempaus ageluecht. De Wee ass awer kloer virgezechent. D'Präisser vum Pétrol wäerten an Zukunft onweigerlech an d'Luucht goen.

Mir kéinte wuel laang doriwwer diskutéieren, ob mer de sougenannten „Ölpeak“ weltwäit schonn erreecht hunn oder zu wéi engem Zäitpunkt en an der Zukunft wäert antrieden. Fakt ass awer, dass wuel kaum een heibanne wäert bezweiwelen, dass d'Uelechreserven an d'Förderquantitéiten a relativ noer Zukunft wäerte spierbar zréckgoen.

De Fall vum Pétrol verdäitlecht, dass mer an engem Welt vu raré Ressourcen liewen, dass mer also Ressourcë spueren mussen. Mir liewen awer an engem Welt, déi ëmmer méi Ressourcë verbraucht. Dat ass bal eppes wéi d'Quadrat vum Krees. Engersäits verbrauchen déi opsteigend Wirtschaften, wéi déi vu China oder Indien, méi a méi fossil Energien. Anersäits engagéiere sech déi grouss industriell Staten nëmme ganz zaghaft, wann et drëms geet, mat den CO<sub>2</sub>-Emissiounen erofzefueren an d'Wierksamkeet vun hirer Energienutzung eropzesetzen.

Mir wëssen awer alleguer, dass de postfossilen Zäitalter scho laang hätt missen agelaut ginn. An deem Kontext muss ee sech froen, firwat d'Regierung d'Pétrolreserve plangt auszebauen an engem Mooss, deen iwwerdimensionéiert ass par rapport zu den aktuelle Besoine vun eiser Économie. Dëst reflétéiert kengeweegs de politesche Wëllen, den Ausstieg aus de fossile Brennstoffe unzegoen!

Mä et gëtt och nach aner Ressourcen, vun deene manner geschwat gëtt, mä déi fir eis Zukunftstechnologie wäitass méi wichteg si wéi de Pétrol. Ech schwätze vu sougenannten Héichtechnologiemetaller, déi an Handyen, Smartphones, Energiespuerluuchten, Akkuen, Computer etc. verschafft ginn. An dese Beräicher kontrolléiert China quasi 100% vu seelene Rohstoffen. Domat hänkt d'Hightechwirtschaft vun den EU-Länner, Japan an Amerika praktesch eenzeg an eleng vun engem Stat of! Datt d'Chineesen dës strategesch Schwächt ausnotze wëllen, läit op der Hand.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, des global Entwécklungen hunn awer och ganz konkret Effekter op eis Lëtzebuurger Économie a se drécke sech virun allem an der wuessender Inflatoun aus. Zënter enger Rei Méint entwéckelt sech eng Inflatounsdynamik hei zu Lëtzebuerg, déi eis méi a méi Suerge mécht. Dës Dynamik ass méi staark wéi am EU-Duerchschnitt an an eisen Nopeschlänner. D'EU-Moyenne läit aktuell bei ongeféier 2,4%, 2,5%. Heiheim leie mer awer méttlerweil bei 3,7%. Dat war am März. D'Tendenz weist weider no uewen. Dat dréit net zur Attraktivitéit vun eiser Wirtschaft bäi. Déi héich Inflatoun an de Chômage kommen eis deier ze stoen!

D'Hausse vun der Inflatoun huet net nëmmen d'Pétrolspräisser als Ursach, och de Wuesstum bei de Präisser vun den lesswueren heizt d'Inflatoun un. D'Hausse vun den administrative Präisser dréit hirersäits derzou bäi, dass mir hei zu Lëtzebuerg riskéieren, an eng regelrecht Inflatounsspiral ze geroden, déi eis Attraktivitéit, eis Kompetitivitéit reduzéiert.

Ressourcëknappheet féiert deemno zu Inflatoun. Inflatoun féiert hirersäits zu Kafkraaftverloschter, a successiv Kafkraaftverloschter stellen de soziale Fridden a Gefor.

Här President, d'Ressourcëknappheet ass eng Erausforderung, déi awer och eng duebel ekonomesch Chance duerstellt. Duerch effizient Produktionsprozesser kënnen d'Dépensé fir natierlech Ressourcë gedréckt ginn. Dëst kann am internationale Kontext e Kompetitivitéits-

virsprong fir eis Betriber ausmaachen. An och d'Entwécklung vun neien Technologien, déi méi eng effizienten Ëmgank mat natierleche Ressourcen erlaben, wäert e wichtege Marché an Zukunft sinn.

Et ass och aus deem Grond, wou d'Demokratesch Partei säit joren net midd gëtt, e grouss ugeluechte Sanéierungsprogramm fir eeler Gebaier zu Lëtzebuerg ze fuerderen. Fir d'DP hätt Lëtzebuerg e „first mover“ am Beräich vun der energetescher Sanéierung vu Gebaier solle sinn, fir de Leit a Betriber ze hëlfe, Energie ze spueren, awer och aus wirtschaftleche Grënn, fir eng Demande ze generéieren, déi auslännesch Investoren a Firmen op Lëtzebuerg gezunn hätt. A fir en handwierklechen Know-how bei eise mëttelstännege Betriber opzebauen, déi domadder nei Marchéen an der Grenzregioun an doriwwer eraus erschléisse kéinten. A schliesselech, fir Partner fir d'Universitéit an d'CRPen ze fannen, fir an deem Beräich d'Fuerschung an d'Innovation weiderzedreien.

Mir fäerten, datt de „Plan d'action écotecnologies“, deen d'Regierung 2009 virgestallt huet, net wäert duergoen, fir hei eng nei Dynamik auszeléisen. D'Albausanéierung ass dofir e gutt Beispill, wéi duerch d'Ressourcëknappheet nei wirtschaftlech Chancen entstinn.

2018 wäerten nei Haiser müssen den „near zero energy“-Standard erfëllen. Dann zwéngt d'Europäesch Unioen eis dozou. Wa mir eis dann erëischt op de Wee maachen, wann all déi aner och schonn ugefaangen hunn, wäerte mer d'Chancen, déi an deem Beräich leien, net kënnen notzen. Da wäerte mer just bezuelen, amplaz och dobäi ze gewannen!

Gëtt ee sech der Problematik vun der Ressourcëknappheet net nënnen aus ekologescher, mä virun allem aus wirtschaftlecher a sozialer Sichtsicht bewosst, muss ee folgend Froen un d'Regierung stellen:

Wat fir Auswierkungen hunn déi rezent Haussé bei wichtege Produiten op d'Lëtzebuergescher Industrie? Ech denken do u grouss Hiersteller wéi Goodyear, déi momentan ënnert der Präisentwicklung vun Kautschuk leiden. Oder un ArcelorMittal. Kritt d'Regierung do e konkrete Feedback?

Wéi gesäit et mat der Ofhängegkeet vun der Lëtzebuergescher Wirtschaft vun Hightechmetaller aus? Wat fir eng Strategie verfollegt Lëtzebuerg an Europa, fir seng Versuergung mat dese Rohstoffe ofzesécheren? Kritiker soen, d'EU-Kommissioun hätt d'Entwécklung verschlof a sech an eng ze grouss Ofhängegkeet vun Drëttlänner beginn, besonnesch vu China. Stëmmt dat? Verfügt d'Regierung do iwwer méi Informatiounen?

Wéi entwéckele sech d'Ekotechnologien zu Lëtzebuerg? Wéi eng Ziler huet d'Regierung sech an deem Kontext gesat? Gëtt et Bestriewungen, fir am Kader vun eiser nationaler Fuerschung verstärkt op Projete ze setzen, déi nei Recyclingmethoden erméiglechen oder déi e méi spuersamen Asaz vu rarë Rohstoffe erlaben?

Wat fir Efforte ginn op europäeschem Plang a bei der FAO gemaach, fir d'Spekulatioun bei den Agrarprodukten anzedämmen? Gëtt et do wierklech concertéiert Aktiounen? Froen also, deene mer als klengt Land, dat total vun der internationaler Konjunktur ofhängeg ass, net indifferent géintiwuer stoen däerfen.

D'Ressourcëknappheet an d'Inflation si Problemer, mat deenen Europa konfrontéiert ass a bleiwe wäert. Europa ass effektiv mat allen erdenleche Raritëite konfrontéiert. Dës Situatioun spierbar ze verbesseren ass déi eigentlech wirtschaftlech a sozial Erausforderung vum 21. Jorhonnert.

Den Direkter vun der internationaler Energieagentur, den Här Nobuo Tanaka, sot viru Kuerzem op enger Konferenz hei zu Lëtzebuerg, datt den Zäitalter vun der bëlleger Energie definitiv eriwuer ass. An de Jean-Hervé Lorenzi vum franséische Cercle des économistes huet et viru e puer Joer folgendermoossen op de Punkt bruecht: «La rareté est une grille d'analyse stimulante pour imaginer ce que sera le monde demain.»

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Bauler. An als éischte Riedner ass den honorabelen Här Félix Eischen agedroen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

## Débat

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kontext vun där heiteger Aktualitéitsstoun bréngen ech am Numm vun eiser Fraktioun e puer Iwwerleeunge vir, déi eis elo haut net nei an de Kapp komm sinn, allerdéngs eng logesch Suite si vu Gedanken, déi ee sech an der momentaner Situatioun sollt maachen. Et sollen awer Ustéiss sinn, fir elo net einfach virun de Won ze lafen an erauszegoen an e radikalt Ëmdenke vun haut op muer ze fuerderen.

### (Mme Lydie Polfer prend la présidence.)

Der CSV widderstrief dat Radikaalt a si plädéiert éischer fir eng beduechten, gutt iwwerleuchten an awer zilorientéiert Politik. Mä wou fänkt eng zilorientéiert Politik un? Ganz sécher emol doduerch, dass een driwwer schwätzt. Et ass och gutt, dass mer dat hei maachen.

Et ass wichtig ze widderhuelen, ëmmer erëm, dass déi traditionell Energiequellen, wéi mir se bis dato kannt hunn, endlech sinn. De Kolleg André Bauler huet dat elo grad ernimmt. De „peak“ vun deem, wat verbraucht gëtt, a wat op där anerer Säit nach do ass u Reserven, u geschatene Reserven, ass iwwerschritt. Dat hu schonn etlech Analystë méi laang gesot. Dat weess een och.

Mir wëssen och scho méi laang, dass den CO<sub>2</sub>-Ausstouss mat de Verursaacher vum Klimawandel a senge katastrophale Suiten ass. De Mënsch brauch awer, wéi et schéngt, leider ëmmer erëm e puer Katastrophen, fir sech dees bewosst ze ginn, ier en da reagéiert an ëmdenkt. Et wier jo u sech méi einfach, vum zweeten Träpple erofzespringen, wann ee weess, dass d'Trap néierens hiféiert, wéi ze waarden, bis dass een um zéngten Träpple ass an eroffält. Well dann deet ee sech wéi!

Och elo si mer erëm an esou enger Situatioun. D'Welt klot viru sech hier mat schreckleche Biller virun Aen. De Mënsch fänkt erëm un ze diskutéieren. Et ass u sech schued, dass et esou laang muss daueren. Et ass och näischt Neies. Fréier hu se och scho gesot: Am Krich sinn d'Kierche voll! Mir fannen also allegueren, dass et elo Zäit ass. U sech si mer jo all am Prinzip darselwechter Meinung, just iwwer d'Manéier, wéi mer dohinner kommen, do gëtt et dann awer Diskussiounen.

Erneierbar Energien ass d'Stéchwuert. D'Ofhängegkeet (veuillez lire: Onofhängegkeet) vun de fossile Brennstoffe gëtt gefuerdert, derbäi och d'Ofhängegkeet vun den Energiemultië beklot. Mir victimiséieren eis global. Mä d'Fro ass déi: Agéiere mir hei genuch lokal?

An der Strategie „2020“ sinn d'Zilsetzung kloer ëmress. 11% vun eise Verbrauch sollen hir Quell an den erneierbaren Energien hunn. Den Ament si mer bei 4%, wat de Strom ueget, 1% beim globalen Energieverbrauch. Also et bleift nach Handlungsbedarf. Wuel gemierkt, dat ass de Stand vun der erneierbarer Energie, déi hei am Land produzéiert gëtt. An anere Wieder: 99% ginn importéiert!

Vu Säite vun der Politik ginn d'Jalone gesat, déi novollzéibar an och gutt sinn. Ech denken och do ënner anerem un dem Minister Marco Schank seng Pläng am Logementspak mat enger méi strenger Wärmeschutzveruerdnung, oder d'Subventiounen, déi un d'Energieeffizienz gebonne sinn.

Mä wichtig ass awer och, dass des Zilsetzung sech an der Mentalitéit, an de Käpp vun de Leit an am beschten och vun der nächster Generatioun erabrennt. Eng effizient Energiepolitik geet an der schoulescher Erzéiung an natierlech och bei där doheim un an huet ganz sécher och eppes mat Respekt ze dinn. Eng effizient Energiepolitik soll hiren Néierschlag an eise Alldag hunn, duerfir sollen déi nei Avantagen an Ureizer och geschaf ginn a gewosst sinn dobaussen.

D'Betriber an och speziell de ganze Mëtzelstand sollen a müssen duerch steierlech Avantagen encouragéiert ginn an een aktiven Ëmwelt- a Klimaschutz liewen, mä ëmmer erëm am Kontext vun enger sécherer a stabiler Energieversuergung.

Eng effizient Energiepolitik geschitt just am Dialog mat allen Acteuren. Et geet sécher net drëms, ouni Planung vun haut op muer alles op d'Kopp ze stellen. Mir kënnen soen, dass mir vun haut op muer keen Atomstrom méi wëllen. Mat enger zweeter Twinerg bräichte mer deen dann och net méi. Mä da joe mer nach eng Kéier eng Millioun Tonnen CO<sub>2</sub> d'Luucht aus!

Souzeoen, iwwert de Klimaschutz muss een och diskutéieren an en eventuell nei bewäerten an och hannerfroen. Duerfir heescht et, d'Konsequenze ganz duerchzediskutéieren. Dat heescht awer elo net, se doutdiskutéieren an an de sougenannten Nimby-Effekt oder d'Nimby-Mentalitéit verfallen, déi do heescht: „Not in my backyard!“ - Ech sinn op fir alles, awer net

bei mir, wann ech gelift! Eng Wandmillen ass gutt, mä wäit ewech. Si ass schéin, mä si mécht Kaméidi a se geheit Schiet.

Ze bemierke bleift, dass bei déi 38 Millen, déi mir hei am Land hunn, a leschter Zäit keng derbäikom ass. D'Elektrizitéit ka jo och beim Noper gemaach ginn. Am beschten, mir féieren de Knascht dann och direkt dohinner.

Ech vermësse méi Projete an Pläng ronderëm de Bau vu Wandenergie- a Biomassanlagen hei zu Lëtzebuerg. An dobäi gëtt et Leit - mir hunn haut de Mëtteg schonn e puermol driwwer geschwat - et gëtt Leit, déi sech Gedanke maachen, déi aktiv a mat engem nohaltege Gedanken un d'Wierk gaange sinn. Et heescht, esou Initiativen ënnerstetzen.

Déi lescht Woch ware mer mat zwou concernéierte Kommissiounen bei d'Biogasanlag op Kielen. Si ass, wéi gesot, schonn zitéiert ginn haut de Mëtteg. En imposante Bau, deen no villen Etüden an no villen Oplage ganz vill Geld kascht huet, wou Privatleit, iwwer 30 Bauere selwer mat bezuelt hunn. Hinne gouf en cours de route vun de Planungen eng Hëllef zur Rentabilitéit versprach. Mä mat deene vum Minister virdrun ugeschwatene 60 Cent, 65 Cent ass déi Rentabilitéit awer schwéier ze erreechen a kann net garantéiert ginn. D'Acteure soen, bei där Präisstruktur kéinte se direkt zoumaachen.

Mä och am Offallgesetz ass nach Loft no uewen, wann et heescht, esou Anlagen aspeisen a se rentabel ze maachen, fir dass se hiren Deel an der nohalteger, erneierbarer Energieleschtung kënnen bréngen. Et ass och sécher wëschenswäert, dass e grouse Stroumubidder - ech wëll en elo hei net zitieren - sech an e grouse Wandpark an Däitschland mat akaaft huet, an zwar mat 30 Megawatt, mä fiktiv awer emol nach, well et ass nach net gewosst, wéi dee Stroum soll op Lëtzebuerg kommen!

Här President, d'Politik soll a muss vill maachen, kreatiiv an innovatiiv Denken ass gefuerdert, souwuel um nationale wéi och um kommunalen Niveau. Do gëtt et Acteuren, déi flott Iddien hunn.

Mä, wéi schonn uganks gesot, et geet nëmmen, wa jiddweree matschafft, wann ee bei sech selwer ufänkt a sech selwer fret: Wat ass mäi bescheidenen, awer wichtege Bäitrag an deser Diskussioun? A wat hunn ech haut gemaach, fir der nächster Generatioun eppes méi Propperes dozeloossen, wéi dat, wat mer de Moment hunn? An esou komesch et kléngt: Et geet scho beim Spueren un!

Ech soen lech Merci.

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Eischen och Merci. An ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Negri d'Wuert ginn.

► **M. Roger Negri (LSAP).** - Merci, Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, et geet net ganz daitlech aus der Ufro fir d'Heure d'actualité ervir, mä ech ginn dovun aus, dass bei der «rareté des ressources non renouvelables» virun allem d'Pétrolsprodukt viséiert sinn, zumools wou déi politesch Situatioun an den nordafrikanesche Länner eis d'Ofhängegkeet an deem Beräich erëm virun Ae gefouert huet.

Et ass laang bekannt, dass d'fossil Energieträger net endlos zur Verfügung stinn an domat no an no méi rare a méi deier, jo, ganz deier wäerte ginn. Op d'Kompetitivitéit vun eiser Economie, déi jo och ëmmer erëm an der Diskussioun steet, huet dat net direkt en Afloss, well déi Situatioun jo weltwäit en Impakt huet an eis net méi benodeelegt wéi aner Länner och.

En Impakt huet allerdéngs, dass eis Industriebetriber modern sinn a kontinuierlech an d'Energieeffizienz investéieren. Wann d'Energie - an dat betrëfft net nëmmen déi erneierbar, mä gradesou gutt déi net erneierbar - méi deier gëtt, dreift dat natierlech d'Inflation un, sou dass d'Kafkraaft erfogee an domat och d'Nofro, wat sech erëm negativ op d'Economie auswierkt. Mä och dat ass kee spezifesch Lëtzebuergescher Problem!

Et géif mech elo reizen, an deem Kontext natierlech eppes iwwer - oder besser géint - d'Atomenergie an iwwer - oder besser fir - den Ausbau vun erneierbaren Energiequellen ze soen. Mä déi Debatt steet jo fir iwwermuer um Ordre du jour.

Méi laangfristeg gekuckt, ass et méi wéi warscheinlech, dass d'Transportkäschten daitlech usteigen, wat sécher staark Verännerunge fir de Welthandel mat sech bréngen wäert. Allerdéngs ass am Moment net ofzegesinn, wéi a virun allem wéi séier sech alternativ Energieforme wäerten duersetzen.

Wann et ëm d'Disponibilitéit vu Ressourcë geet, ass eis Economie aktuell mat Problemer konfrontéiert, déi manner mat der Raritéit vun dese Ressourcen ze dinn hunn, mä méi mat kuerzfristeger Präischwankungen, déi natierlech op d'Finanzspekulatioun zrëckzeféiere sinn. Dat ass

e Phenomeen, deen awer och erneierbar Energie betrëfft, a besonnesch batter ass an där ganzer Biosdiskussioun, wann duerch de Gebrauch vun zum Beispill Mais vun den Agrarfelder fir an Autostanken oder fir a Biogasanlagen dést zu staarke Präishaussé bei de Liewensmëtzel féiert.

Zu deem Thema wär sécher vill ze soen, mä déi Lëtzebuergescher Economie a mir alleguerleiden ënnert dese Schwankunge manner wéi vill aner Länner, wou d'Leit um Existenzminimum liewen an eng extrem Präisdeierrecht bei de Liewensmëtzel, den Honger d'Leit op d'Strooss dreift a politesch Ëmstänn an Opstänn ausléise kann an och weider ausléise wäert.

Madame Presidentin, et gëtt allerdéngs Ressourcen, déi hei am Land méi knapp a méi deier si wéi an eisen Nopeschlänner an déi, wa mer weider esou wuessen, ëmmer méi rare ginn. Et handelt sech net am eigentleche Sënn ëm eng Ressource non renouvelable, mä ëm d'Terrainspräisser hei zu Lëtzebuerg an d'Schwieregkeet, souwuel eng Bauplaz zu moderate Präisser ze fanne wéi och e géegente Standuert fir en neien Industriebetrieb ze fannen. Dëst huet sécher och en Impakt op eis Economie an dat wäert an Zukunft och en negativen Afloss op eis Kompetitivitéit hunn.

Eng aner wichtig Ressource, déi zwar deelweis renouvelabel ass an dach net onbegrenzt zur Verfügung steet, ass d'Verfügarkeet vun Dréckwaasser. Dat wäert ëmmer méi e wichtege Punkt ginn, zumools wann eis Bevölkerung esou weider wiisst. Och zu deem Thema ass jo nach eng Debatt hei an der Chamber virgesinn.

Madame Presidentin, zesummefassend sief gesot, dass d'Relatioun tëschent der Verknappung vun net erneierbare Ressourcen an der Lëtzebuergescher Economie vill Aspekter huet, iwwert déi et derwäert ass, ze diskutéieren an déi sécher an deene kommende Joren ëmmer aktuell bleiwe wäerten. Et wär deemno wëschenswäert, bei der Ufro vun enger Heure d'actualité e bësse méi prezis ze definéieren, wat eigentlech soll beschwat ginn, well een an esou kuerzer Zäit eigentlech just e kloer agegrenzte Problem op eng sënnvoll Manéier diskutéiere kann an och soll.

### (Interruption)

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

### (Brouhaha)

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Negri och Merci an ech géif als nächstem Spriecher dem honorabelen Här Kox d'Wuert ginn.

► **M. Henri Kox (déi gréng).** - Merci, Madame Presidentin. Och mir war et e bëssen net ganz direkt kloer, wat dermat gemengt wär, awer ech mengen, mir wäerten eis schonn derduerchkréien an och déi richteg Konklusiounen dann hei zéien.

### (Interruption)

Éischtens, d'Fro stellt sech richteg: Wat maachen d'Verknappunge vun de Ressourcen? Wéi een Impakt hu se op eis Economie? Elo stellt ee sech d'Fro: Wat fir Impakter? Ass et dee finanziellen Impakt? Heescht dat, dass eis Profiter hei a Lëtzebuerg net méi esou grouss sinn? Heescht dat, dass mir eis dat net méi esou leeschte kënnen?

Ech mengen, et ass dat, wat u sech d'Fro duerstellt. An da gesäit een, wat hei a Lëtzebuerg oft de Fall ass, dass „Leiden op sehr hohem Niveau“ gemaach gëtt, dass mer awer par rapport zu ganz villen aneren nach ëmmer gutt do opgestallt sinn.

D'Fro ass awer richteg gestallt: Wat ass lass an eise weltwäiten Economien? Well mer op endlech Ressourcen dat Ganz opgebaut hunn. Ech hunn do fënnf Punkte vläicht vun Analysen erausgeschleert, déi u sech nach ëmmer do waren.

Éischtens, et ass keen neie Constat, dee gouf et schonn ëmmer. An ech mengen, an der Geschicht si mer eis Ressourcen do siche gaangen, wou se ze fanne waren. Mir hunn eis expandéiert iwwert d'Grenze vun de Länner ewech. Et si praktesch all Ressourcen dermat betraff. Dës Woch wäerte mer nach méi genau iwwert d'Energie kënnen hei debattéieren. Mä et sinn déi selte Stoffe, déi „seltenen Erden“, wéi dat esou genannt gëtt op däitschem Terrain, wéi d'Chinesen dat elo de Moment e bësse méi dominéieren.

Et ass och d'fruchtbaart Bauland, d'fruchtbaart, also landwirtschaftlech Lännereien, „terres arables“, géif ech soen, déi dramatesch zrëckginn. Schon eleng an engem Joer hëlt esou vill fruchtbar Buedem of, wéi Australien u sech zur Verfügung huet. An dat geet rasant weider.

D'Ressourcen naturelles, déi net erneierbar sinn, waren nach ëmmer de Punkt vun dem Konflikt. An dofir ass déi westlech Welt säit 500 Joer, wou mir eis expandéiert hunn, u sech e bëssen



higaangen an huet och d'Ausbeutung gemaach iwwer eis Grenzen eraus, iwwert d'europäesch Grenzen eraus. Mir hunn eis Afrika esou iwwer Joren Enn 18. Jorhonnert, ufanks 19., neen, Enn 19. Jorhonnert, ufanks 20. Jorhonnert opgedeelt, wéi mer et gäre wëllen hunn, awer no eise Bedierfnesser vu Ressourcen.

An dann zum Schluss kënn dat, wat e Fakt ass. Ech mengen d'Europäesch Unioun, hunn ech nogekuckt: 7% vun der Populatioun. Wann een eng gerecht Welt wëllt ustriewen, misste mer theoretisch 7% och nëmme vun de Ressourcen verbrauchen. Dat ass awer net de Fall. Eleng Lëtzebuerg - an Dir wësst dat, dat ass dee sougenannte Foussofrock, de Footprint -, mir verbrauche fënnemol, sechsamol méi, wéi mer u Ressourcen hei am Land u sech generéieren. Wa mer dat héichspillen op d'Weltbevölkerung, dat geet net op! Et geet am Endeffekt net op.

Eise Modell vu Lëtzebuerg kënnen mer net iwwerdreien op d'Weltbevölkerung. Et geet net duer. Et geet einfach net duer. Mir brauche just..., wéi gesot, den Donneschdeg komme mer nach eng Keier méi explizit op den Energieverbrauch hei zu Lëtzebuerg zréck, deen ass net iwwerdreierbar op déi aner Länner.

Och an der Landwirtschaft! Dir wësst alleguer, dass déi landwirtschaftlech Produkter oder eis Ernährung ëmmer méi op déi tieresch Eewäisser eriwuergeet. Et ass méi de Problem bei der Produktioun vu Fudderemittel, déi mer u sech den Déiere verfideren, statt dass mir se als organesch Material oder organesch Matière och selwer këinten essen, wéi elo dee vun der Bioenergie. Well d'Bioenergie ass nëmme 10% u sech de Problem, et ass méi déi aner Landwirtschaft, déi och muss ëmdeiken.

Wéi eng Strategie gëtt et? Ech hunn dräi Punkten erausgeschéit. Dat Éischt ass: Wat passéiert, wat mécht de Moment eis Lëtzebuerg Industrie? Oder déi europäesch? Et geet fir mech awer an déi falsch Richtung. Et geet net op d'Ressourcenschonung hin, et geet éischter a Richtung vun nach e bëssen Dumping. D'Kompetitivitéit gëtt no vir gemaach. Mir wëssen, dass d'Chinesen e bësse besser sinn neiendéngs wéi mir, also probéieren mer, nach méi ofzebauen. Mir wëlle méi e schlanke Stat. An dat ass net onbedéngt déi richteg Richtung, déi mer sollten aschloen. D'Europäesch Unioun huet sech am Januar, mengen ech, e Strategie-pabeier och ginn, wéi se dorauer sollten erauskommen zesummen.

An dat Drëtt, eng Solutioun fir eis ass ganz kloer en „green new deal“, dat heescht, anescht mat de Ressourcen ëmgoen, méi effizient mat de Ressourcen ëmgoen.

Dat ass fir eis d'Suffizienz. Éischters emol nëmme, wat een net verbraucht, brauch een net hierzustellen, an ze kucken, mat deem, wat mer hunn, ob mer net aner Prozesser..., méi zefridde mat manner sinn.

Dann natierlech d'Effizienz, ganz wichteg: Wann een et scho benotzt, dann esou gutt wéi méiglech et anzusetzen!

An en drëtten Punkt an der Energie wäeren d'erneuerbar Energien. An der Matière première ass dat selbstverständlech de Recycling. Net den „down recycling“, wat gär dermat gemaach gëtt, mä en héichwäerteg Recycling, dass ee kuckt, schon am Ufank - keng „end of pipe“-Mentalitéit -, mä schon am Ufank vun der Produktiounschäin kuckt: Wat kënnen mer domadder nach herno verbrauchen?

Merci. Ech si fäerdeg.

► **Mme le Président.** - Ech soen lech villmools Merci, Här Kox. Sou, an da géif ech als leschtem ageschriwwenem Riedner fir haut dem Här Henckes d'Wuert ginn.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Madame Presidentin, zu dësem wichtige Sujet wier et nawell gutt gewiescht, wann d'Conférence des Présidents derfir gesuergt hätt, datt de Sujet e bësselche méi kloer an der Debatt wier. Well dat, wat mer hei iwwert d'Matières premières diskutéieren, do hu mer gesinn, dat geet vum Bau iwwert d'Pétroliumsressourcen, de Gas, den Uran, jee, et ass quoesch duerch de Gaart hei gaangen. An duerfir, mengen ech, wier et gutt, wann een dat e bësselche méi kéint zentraliséieren an e bësselche méi prezisiéiert hätt.

Ech mengen, et ass kloer, datt, wat d'Matières premières ugeet, et e regelrechte Kampf gëtt, fir un déi Matière première ze kommen. Et gesäit een zum Beispill u China, datt déi an Afrika ganz Territoiren opkafen, wou si dann d'Matières premières do opkafen a produzéieren, déi si fir hiert Land brauchen an esou. Dat si ganz Territoiren, a Kilometercarré méi grouss wéi Lëtzebuerg a souguer wéi d'Beisch, déi do opkaaft ginn, fir justement esou Produiten ze maachen.

Et gesäit een, datt Frankräich an d'franséisch Entrepreneuren am Niger de ganzen Uran do opkaaft hunn, wou se iwwert d'Jore kënnen eng Produktioun an Atomwierker, fir hir Atomwierker uechtert d'Welt garantéieren. Do läit also

en Défi dran, deem mer musse begéien.

Mir mengen perséinlech awer och, datt hei zu Lëtzebuerg muss eng Strategie entwéckelt a geplangt ginn, wat fir eng Matière première mer brauchen, ons Entrepreneuren. Bien entendu kënnen se dat net isoléiert gesinn, si mussen dat an hirem Grupp vun den Entrepreneuren gesinn.

Et geet natierlech doriwwer eraus, datt mer bei deene Matière premières, déi mer hunn, do mussen en Deel Recycling maachen. An ech mengen, do mussen mer, do kënnen mer och nach méi Efforte maache beim Recycling, nottamment am Bau, well do déi Énnerscheeder an de Präisser net grouss genuch sinn, fir de Recycling ze encouragéieren. Bei den Dépôts nottamment, do ass et méi liicht haut, lauter Wuere alleguer op en Tipp ze geheien, statt en Démontage an e Recycling ze maachen. Dat schéngt ons eng vun de wesentleche Fuorderungen ze sinn, déi ee kann diskutéieren.

Déi aner schéngt mer, datt d'Regierung sollt op dee Wee goen, dee scho verschidde gréisser Stied an och Länner gaange sinn. Dat ass fir ze kucken, wou een Energie ka spueren. An am Ausland gëtt et ganz oft praktizéiert, dat sinn „des analyses thermographiques aériennes“, wou während dem Wanter, wann et ganz kal ass, Etüde gemaach ginn, fir ze kucken, wat fir eng Gebailechkeeten ze vill Energie verbrauchen. Dat ass meeschtens beim Stat, wou een dat fënnt, oder bei den öffentlechen Instanzen, mä et ass awer och bei Betriber oder Privatleit. An do sollen deen Ablack déi Betriber an déi Leit an déi Administratiounen dorop opmierksam gemaach ginn, datt do eppes ze geschéien huet.

Dat woren déi puer Bemerkungen, déi ech konnt an deenen dräi Minutten, déi mer zur Verfügung stinn, zu esou enger wichtiger Debatt soen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen lech Merci, Här Henckes, fir déi Prezisioun. An ech géif dann der Regierung, dem Minister Krecké, d'Wuert ginn.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Madame Presidentin, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif am Fong geholl net gären op d'Energie weider agoen. Mir kréie Geleeënheet, den Donneschdeg dat ze maachen. An ech géif probéieren, esou gutt wéi et geet, vläicht déi puer Punkten aus Regierungssäit ze beliichten.

Ech mengen, dat Éischt ass d'Modestie. Mir mussen eis eng aner Aart a Weis uwinne ze liewen, de Verbrauch vun de Gidder, mir mussen méi modeste ginn an eisen Ambitiounen. Mir mussen einfach manner verbrauchen. Firwat? Ma well mer net ganz vill Ressourcen an Europa, an zu Lëtzebuerg am Besonneschen, hunn. Ech mengen, duerfir ass ugesot d'Spue-ren, méi Effizienz, méi recycléieren, vläicht och d'Fuerschung mat abannen, ebe just fir et ze erlaben, dass mer méi effizient ginn, well mir hunn net vill Méiglechkeeten.

Ech ginn lech just e puer Beispiller. Déi sougenannten „terres rares“, do sinn 90% a China. Do kënnen mir näischt änneren, dat ass do. Mir mussen just kucken, vläicht diplomatesch ze erreechen, dass dat opgeet. Ech kommen herno, wat d'EU ubelaangt, dodrop. 9% dovun sinn a Russland. Domat huet et sech. Dat heescht, 1% geet fir de Rescht vun der Welt, mat Ausnahme vun deenen doten zwee Länner.

Nach e Beispill vum Tungstène, do ass 76% a Russland, 7% a Bolivien, an Europa bal näischt. Magnesium: 82% a China, 9% an Israel, mir all brauchen es. Et ass also regroupéiert an eenzelen Länner. Mä derbäi kënn, dass et och geopolitesch net einfach ass, wou et meeschtendeels ugesiedelt ass.

Bei eenzelen Metaller stellt ee fest - mir si jo net ëmmer frou mat der Bourse -, mä do, wou eng Bourse ass, ass zumindest méi Transparenz, wat d'Gestaltung ubelaangt. Et ass wuel Spekulatioun hannendrun, mä et ass manner schlëmm wéi do, wou keng Bourse ass. Wann Dir kuckt, den Aluminium, de Koffer, de Plomb, dee gëtt zu London gehandelt, do gëtt et eng Form vun Transparenz. Do weess ee weinstens, wou een drun ass. Während de Rescht, dat geet meeschtendeels „over the counter“. Dat heescht, dat gëtt einfach esou gemaach an do ass null Transparenz.

Ech denken do un eng Rei Saachen, déi mir awer och brauchen, wéi de Kobalt, de Gallium an aner Saachen. Do besteet dat scho guet net. Do ass déi Transparenz bei der Bourse net riseg, mä si ass awer scho méi grouss.

Duerfir hu mir nëmme eng Chance, wa mir et fäerdeg bréngen, manner ze verbrauchen. Dat heescht awer och, dass eis Industrie - an dat war jo Är Fro e bëssen - e kompetitiven Nodeel huet doduerch, dass se zu Lëtzebuerg ass an net a China. An esou Froen ass et evident, dass

dat de Fall ass, reng ressourcéméisseg gekuckt.

Et sinn och Firmen, déi sech anescht opgestallt hunn. Dir hutt ArcelorMittal gefrot. ArcelorMittal bezitt mëttlerweile iwwer 60% vun deem, wat se brauch als Virspan, aus hiren eegene Minnen. Et ginn och dauernd nach Minnen opkaaft. Elo viru Kuerzem ass Baffin Island derbäikomm. Et ass elo nach eng derbäikomm, mengen ech, an der Mongolei. Dat heescht, et gi Minnen opkaaft. Et ass zwar net d'Solutioun, mä et ass awer déi eenzeg Reaktioun, déi s de am Moment kanns hunn.

D'Goodyear huet den Nodeel, dass se de Gummi muss wierklech vu relativ wäit bréngen. Dat huet net nëmme Auswierkungen op d'Goodyear, fir eng Firma, mä dat huet Auswierkungen op alles hannendrun. D'CFL-Logistik zum Beispill bekëmmert sech ëm d'Belüftung, mä awer och de Prétraitement vum Kautschuk beispillsweis, deen d'Goodyear brauch. Huet d'Goodyear eng Keier e Problem domadder, huet och d'CFL-Logistik direkt e riseg Problem.

Dat heescht, mir mussen wëssen, dass dat net ëmmer eng Firma ass, mä dass dat en Enchaînement gëtt. Ech wëll domat net den Däiwel un d'Wand molen, mä mir mussen einfach wëssen, dass méi Bescheidenheet misst ugesot si bei der Aart a Weis, wéi mer liewen, a bei eisen Ambitiounen. Mir hunn eng Rei Ressourcen net. Ech schwätzen emol guet net vun der Energie, wou mer ganz wéineg Méiglechkeeten hunn - dat wäerte mer jo den Donneschdeg diskutéieren -, a wou anerer der méi hunn. An et wäert och doduerch eng Verlagerung kommen a Richtungen, déi eis vläicht net genehm sinn, mä déi sech awer am Moment scho weisen.

D'Kommissioun huet - ech weess net: geschlof, net geschlof? -, mä huet zumindest d'Saach verfollegt. Ech muss soen, säit 2008 diskutéiere mer dat - deemools nach ënner dem Günther Verheugen -, diskutéiere mer dat do awer am Conseil de compétitivitéit. Ech war mat engem Aarbechtsgrupp, deen dorobber geschafft huet, wéi se déi 14 „métaux rares“ op eemol dénichéiert hunn, déi am Fong geholl eis alleguer feelen. Dat ass Kobalt, Magnesium, Tungstène an esou weider. Dat si 14 Stéck, déi se festgehalten hunn haut schon, wou mer e riseg Problem kréien.

Mä d'Reaktioun dorop ass net einfach. Et kann ee kengem de Krich erklären. Wat ee ka maachen, dat ass, dass een hiegeet an dat, wat een nennt „raw materials diplomacy“ spille loossen. Dat heescht, dass ee seet, a Verhandlungen: „Lauschtet, mir brauchen en «level playing field»“, dat heescht, mir mussen kucken, dass jiddwereen en Accès dozou huet. Awer dat ass donnant donnant! Dat heescht, déi Diplomatie do bréngt mat sech, dass een dann deene Länner och eppes muss ubidden, wann ee gär hätt, dass si dat do och eis zougänglech maache loossen. Duerfir, dat ass net esou einfach. Dat gesäit ee mat Südkorea beispillsweis, am „free trade agreement“, wat fir eng Problemer dat mat sech bréngt.

Bon, da kënn nach derbäi, dass mir och Kritären uwenen, wou een un déi Ressourcen rares do kënn: D'Aart a Weis, wéi déi gewonne ginn heiansdo, a wat fir engen Zonen dat sech ofspilt, wéi et sech ofspilt an esou weider, do huet d'Kommissioun sech eng Rei Regeln haut ginn. Mä dat heescht, dat engt nach zousätzlech fir d'Industrie an, wat kënn.

An dann, ech mengen, dat, wat haut ënner „urban mining“ verstane gëtt, nämlech de Recycling: Alles, wierklech elo alles, erauszezéien a keen Handy méi einfach iergendwou hiwerfen, deen net traitéiert gëtt, mä do all Metaller erauszehuelen. Wat dran ass, dat gëtt och eng Méiglechkeet fir eng ganz Recyclingökonomie, déi vläicht haut net effizient genuch konnt schaffen, mä muer, mat de Präisser, déi gefrot gi fir déi Metaller, déi mir am Fong geholl fréier ewechgeworf hunn, kéint et zu engem ganz neie wirtschaftlechen Opschwung an deem doten, wuel beschränkte Mooss kommen. Mä dat „urban mining“ ass mat dat Eenzegt, wat ee ka maachen. Well d'Spekulatioun kann een anengen.

Wat ass de Problem? Dir hutt déi Produits dérivés op der Bourse. Dat sinn net ëmmer déi, déi se wëlle gebrauchen, déi déi Produkter och kafen oder zumindest den „trading“ dovunner maachen, mä déi maachen dat just, wéi se iergenden anere Produkt oder Service géife quasi op der Bourse handeln. An duerfir ass dat ee vun de groussen Problemer, déi och d'Volatilitéit mat sech bréngt. Mä ech fäerten, dass mer net schrecklech vill Méiglechkeeten hunn, fir dat ze maachen.

Wat évoquéiert ginn ass, dat ass dat, wat d'Chinesen haut maachen an och aner Länner: „stockpiling“. Dat heescht, dorëmmer opkafe goen an Ät da bei sech stockéieren. Or, dat huet effektiv dozou gefouert, dass, wann Der haut an Afrika an eenzelen Länner gitt - ech war

am Angola -, do si ganz Zonen, do sinn d'Pan-neue souguer chinesesch. Dat heescht, fir de Wee ze weisen, an den Numm vun der Zon ass chinesesch do. Mä firwat? Déi hu sech do niddergeloos a sinn amgaangen, iwwerall do déi Ressourcen ze kafen. Dat war och de Grond, firwat dass ech dohinne war.

Et ware jo Leit, déi hu sech d'Fro gestallt: Wat maache mir an Angola? Mä dat ass ganz evident. Et gëtt e puer Länner an Afrika, déi hunn déi Ressourcen do nach, déi hunn nach där ganz spezieller Méiglechkeeten, an da geet een hin. Mir hu guet kee Kontakt do, mir hu jo keng Ambassade néierens donidden.

Mir si wuel aktiv an der Kooperatioun, an duerfir ass et och wichteg, dass dat, wat mer an der Kooperatioun gemaach hunn, eis och heiansdo hëlleft, fir dass mer Fouss faassen, fir dass dat Wuert Lëtzebuerg als sympathesch do emfonnt gëtt, wann ech do erofkommen, dass dat als sympathesch emfonnt gëtt, well mer eppes gelescht hunn, an eventuell eis Entrepreneuren, déi esou Saache brauchen, an d'Gespräch kommen.

Méi kënnen mer net maachen. Also mir als Lëtzebuerg Regierung kënnen do just esou e Vermittler-Rôle spillen, kënnen eenzel - wéi soll ech soen? - Sympathien, déi fir Lëtzebuerg bestinn, sief et duerch d'Kooperatioun oder duerch aner Saachen, probéieren ze spillen, mä vill méi wäit geet dat net.

Wat ech feststellen: Mir hu keng genau Statistik iwwert dat, wat mir hei zu Lëtzebuerg hunn, aus deem ganz einfache Grond, well mir ganz vill prétraitéiert a Semi-produiten erabréngen, wou net méi nozevollzéien ass: Wat ass d'Basisprodukt a wéi vill ass daärs dran? Dat heescht, dat ass statistesch bal net ze erfassen.

Mä wat mer feststellen: Et ass keng dramatesch Situatioun, déi entstanen ass. Si ass net anescht wéi an aneren europäesche Länner, mä et ass visibel, dass mer lues a lues a Schwieeregkeeten kommen, wat einfach den Accès un déi Ressourcen naturelles am Allgemengen, Energie besonnesch natierlech, mä awer och aner Métaux rares haut ueget.

Duerfir sinn heiansdo esou vläicht méi exotescher vu menge Missionen oder Démarchen awer och zum Deel domadder ze erklären, dass een da muss och an exotesch Géigende kommen. Ech hunn lech gesot: geopolitesch schwierig Géigende vläicht a priori...

(**Interruption**)

Här Bettel, ech hunn lech jo héiere schwätzen déi Zäit...

► **Mme le Président.** - Här Minister, erlaabt Der...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...wou mer iwwert dat do geschwat hunn, do hunn ech dat Wuert vum polnesche Statsbiurger aus Ärem Mond ni héieren. Fänt also elo net un, eppes ze gebrauchen, wat Dir viru fënnef Joer och net gebraucht hutt. Haalt op domadder!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - ...eng Fro stellen.

► **Mme le Président.** - Här Minister, erlaabt Der, dass den Här Kartheiser lech eng Fro stellt?

(**Interruptions**)

Här Kartheiser.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Madame President, villmools Merci. Ech wollt den Här Minister bidden, e Punkt ze konkretiséieren, deen en elo a sengem Discours gebraucht huet, an dat ass den eventuellen ekonomeschen Avantage vun der Entwécklungshëllef. Den Här Minister huet gesot, dass en op verschiddene Plaze war, wou e mengt, dass eng gewisse Sympathie bestanen huet. Am Kader Angola, mengen ech, wat net zu eise Pays cibles gehéiert...

► **Une voix.** - Neen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - ...do wäerte mer och wahrscheinlech näischt maachen. Mä kann den Här Minister konkret Beispiller nennen, wou wierklech en Avantage gewiescht wier fir eis Économie, nottamment am Beräich vun de Ressourcen naturelles, wou eis Entwécklungshëllef wierklech en direkten Impakt gehat hätt?

Villmools Merci.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Also, ech mengen, mir sinn eréischt um Ufank vun där Prospektioun, déi mer amgaange sinn ze maachen, fir ze kucken: Wou sinn dann elo Länner?



Mir hunn elo déi leschte Kéier iwwert de Cap-Vert geschwat mat der Kooperatiounsministesch, well mer lues a lues do eraus wëllen, dass dat nach en Zilland ass, a lues a lues erauskommen. Do ass den Tourismus an esou weider éischer d'Issue, manner, mengen ech, d'Ressources naturelles. Mir hunn do op alle Fall näischt festgestallt. Mir sinn eréischt amgaangen, Land fir Land ze kucken, do, wou mir an deenen zéng oder zwielef - wéi vill Länner sinn et, déi mir als Zillänner haten? - do Méiglechkeeten hunn, eppes ze maachen.

Tunesien ass ganz kloer. Do si mer jo, dat war en Zilland, an duerfir wollte mer och deemools dohinnegeen, fir ze kucken: Wat sinn d'Méiglechkeeten, wou mir ebe just... Mä do sinn et

awer doudsicher net d'Ressources naturelles, do sinn aner Elementer, déi spillen.

Dat nächst Land, wou mer elo higinn an der Statsvisite, ass de Vietnam. Am Vietnam muss een einfach elo kucken. Dat war en Zilland, do gi mer elo lues a lues eraus. A wéi kann een den Iwwergank plangen zwëschen deem, wat mer an der Kooperatioun gemaach hunn, an deem, wat mer muer kënne maachen?

Do ass net alles méiglech, am Vietnam, mä d'Visite, déi ech eng Kéier do gemaach hunn, war, fir do emol auszeloten: Wat ass d'Méiglechkeet do? Do ware Méiglechkeete fir Paul Wurth dran; do ware Méiglechkeete fir d'SES; do ware Méiglechkeete fir ArcelorMittal. Do hu mer nach aner Saachen am Tube, iwwert déi

ech elo net ka schwätzen. Mä dat ass e gutt Beispill.

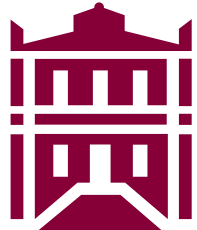
Mä an Afrika beispillsweis hu mir nach bis elo - mir hunn eréischt ugefaangen - net kënne feststellen, wou mer den Iwwergank kéinte plangen, do wou och Ressourcen rares sinn. Dat hu mer nach net. Et ass eréischt den Ufank, mä ech mengen, et si vill Leit, déi komesch gekuckt hunn, wéi ech gesot hunn, ech ginn an Afrika. Dat ass ee vun de Grënn. Ech si mat d'accord, dass Angola keen Zilland war, mä Angola ass wahrscheinlech dat Land, wat eng gewësse Stabilitéit huet, wéi dee Regime och ëmmer ausgesäit, mä eng gewësse Stabilitéit huet a virun allem ganz räich u Ressourcen naturelles ass - ganz räich!

Bon, Madame Presidentin, ech mengen, dat sinn déi puer Remarquen, déi ech heizou ze maachen hat. Ech mengen, et ass keng Motioun a keng Resolutioun gefrot ginn, esou dass ech net brauch dorobber ze äntwerten. Ech hoffen, dass ech dem Här Bauler awer eng Rei vu senge Froe konnt beäntwerten.

► **Mme le Président.**- Här Minister, ech soen lech Merci. Mir hunn dee Punkt domadder ofgeschloss an eisen Ordre du jour fir haut och erschöpft. Ech soen lech Merci an ech ginn lech Rendez-vous, oder ech ginn ons Rendez-vous den nächsten Donneschdeg um hallwer dräi.

Merci an e schéinen Owend.

(Fin de la séance publique à 19.13 heures)



## SÉANCE 31

JEUDI,  
5 MAI 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • Mme Lydie Polfer, Vice-Président

## Sommaire

1. Interpellation de M. Henri Kox au sujet de la stratégie énergétique du Gouvernement à court et à long terme, y compris le rôle de l'énergie nucléaire  
- Exposé: M. Henri Kox
2. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Irena Degutienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie  
- M. le Président
3. Interpellation de M. Henri Kox au sujet de la stratégie énergétique du Gouvernement à court et à long terme, y compris le rôle de l'énergie nucléaire (suite)  
- Exposé (suite): M. Henri Kox  
- Débat: M. Marc Spautz (dépôt d'une motion), M. Eugène Berger, M. Alex Bodry, M. Jean Colombero, M. André Hoffmann  
- M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur, M. Eugène Berger, M. Jeannot Krecké, M. Fernand Kartheiser, M. Jeannot Krecké  
- Motion 1: M. Henri Kox, M. André Hoffmann  
- Vote sur la motion 1 (adoptée)
4. 6278 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection  
- Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration: M. Ben Fayot  
- Discussion générale: M. Norbert Hauptert, M. Xavier Bettel (dépôt d'une motion), M. Félix Braz, M. Fernand Kartheiser, M. André Hoffmann  
- M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, M. Xavier Bettel, M. Nicolas Schmit  
- M. Xavier Bettel (fait personnel)  
- M. Félix Braz, M. André Hoffmann, M. Nicolas Schmit  
- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel  
- Vote sur la motion 1 (rejetée)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jeannot Krecké, Mars Di Bartolomeo, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Marco Schank et Romain Schneider, Ministres.

(Début de la séance publique à 14.34 heures)

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer eng Interpellatioun vum Här Henri Kox iwwert d'Energiestrategie vun eiser Regierung, dat ganz besonnesch, wat d'Nuklearenergie ugeet. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: den Här Spautz, den Här Berger, den Här Bodry, den Här Colombero an den Här Hoffmann. D'Wuert huet elo den Auteur vun der Interpellatioun, den honorabelen Här Henri Kox. Här Kox, Dir hutt d'Wuert.

### 1. Interpellation de M. Henri Kox au sujet de la stratégie énergétique du Gouvernement à court et à long terme, y compris le rôle de l'énergie nucléaire

Exposé

► **M. Henri Kox** (déi gréng), interpellateur.- Merci, Här President. Här Ministeren, Dir Dammen an Hären, Dir Häre Ministeren, den 11. März 2011 um 14.46 Auer wäert als Wendepunkt an der internationaler Energiepolitik - hoffentlich! - an d'Geschicht agoen. Haut virun net grad zwee Méint huet sech eng schrecklech Naturkatastroph a Japan ofgespillt, wou bis haut nach net all Leed a Misär bekannt ass. Dës Naturkatastroph, ausgeléist duerch eent vun de stärksten Äerdbiewen, déi jee gemooss gi sinn, vun iwwer 9 op der Riichterskala, huet bis haut iwwer 30.000 Mënschen d'Liewe kascht, a vun deenen haut nach iwwer 20.000 vermësst sinn.

Den Tsunami, deen duerch déi onermoosslech Naturkraaft ausgeléist gouf, huet dobäi wäit an d'Land eran alles zerstiéiert, wat him am Wee stoung, an eng héich industriell Gesellschaft

mat hire Wunnhaiser, Fabriken, Stroossen, Schinnen, Autoen, Landprodukter a wat net nach alles dem Aerdbuedem gläichgemaach. D'Géigend ronderëm huet eng schrecklech Katastroph misse materliewen. D'Welt huet den Otem ugehalen an huet sech bis haut nach net vum Schock erholl.

Dat, wat net hätt dierfe passéieren a wat all wëssenschaftlech Etüden eis ëmmer nees virgerechent hunn, an déi och all grouss Experten a Politiker eis ëmmer nees wollte kloermaachen, ass trotz all de Virkéierungen, déi do waren, agetrueden: de GAU, net wäit ewech vum Super-GAU, also de gréissten anzunehmenden Onfall, esou seng Bezeichnung, an engem Atomreakter.

Duerch d'Naturkatastroph an eng Ureierung vu Pannen an der Atomzentral zu Fukushima koum et zur onkontrollierter Kärschmelzung mat der deelweiser Fräisetzung vun deem wuel geféierlechste Material op der Welt, nämlech dem Plutonium. Plutonium, wësst Der, deen eng Halbwäertszäit huet vu 24.000 Joer. Also eng Verseuchung, déi op mindestens 24.000 Joer higestreet ass.

D'Bléck 1 bis 4 vun der Atomzentral vu Fukushima sinn deemools duerch eng Rei vun Explosiounen staark beschiedegt ginn, liewenswichtig Noutkillsystemer sinn ausgefall an hunn eng Deelkärschmelzung ausgeléist. Nach geschter gouf vun der Bedriewerfirma matgedeelt, dass et op d'mannst bis Enn dëst Joer dauert, bis se vläicht d'Reakteren e bëssen erëm enner Kontroll hunn.

Verseuchung duerch radioaktiv Stoffen an der direkter Émgéigend souwéi dem Grondbuedem mécht d'Géigend ronderëm de Reakter op Jorzéngten, wann net nach vill méi laang onbewunnbar. No Tschernobyl, wou mer nach virun e puer Deeg un de 25. Joresdag vun der Atomzentral-Explosioun erënnert hunn - méi genau de 26. Oktober 1986 -, déi zweete Kéier, wou en Atomreakter-Onfall op déi héchste Stuf vun engem Atomfall aklasséiert gouf. D'Gebitt ronderëm Tschernobyl ass haut nach ëmmer staark kontaminéiert an nach ëmmer als Spärzon deklaréiert a wäert och fir vill nofolgend Generatiounen musse gespaart bleiwen.

D'Folgewierkung fir d'Bevölkerung, a besonnesch fir déi ronn 800.000 Hëllefskräfte während der Katastroph, déi sougenannten „Liquidatoren“, sinn nach ëmmer net ofzeschätzen. Haut leiden a stierwen nach ëmmer Zéngdäusend vu Kranker un de Konsequenze vun der Strahlung. Gouf nach '86 vu munnech Politiker argumentéiert, dass et sech bei der Tschernobyl-Katastroph jo em onausgeräifte Sowjet-Technik handelt an eis westlech Atommeiler selbstverständlech sécher sinn, si mer elo enges Bessere beléiert ginn.

D'Atomkatastroph vu Fukushima ass op d'ärselwechter Stuf wéi d'Atomkatastroph vun Tschernobyl klasséiert ginn. En traurege Rekord, e Rekord, op dee mir gären hätte verzichte kënne! D'Wierklechkeet huet déi kängsten Horrorzeenarien, déi de Mënsch sech konnt erdenken, erëmgeholl. Den Dram vum Mënsch, wat 1954 mat dem Bau vun éischte kommerziellen Atomreakter ugaangen ass a bis viru Kuerzem op 443 Reakterbléck op der ganzer Welt ugewuess ass, Stroum ouni Risiko fir

d'Welt kënnen ze produzéieren, ass den 11. März zu engem Albtraum ginn.

E Risiko, deen aus menger Siicht d'Mënschheet net hätt dierfen an och net wäert dierfen agoen! Et gëtt also just eng Konklusioun dozou: Schluss an aus! Atomkraaftwierker waren nach ni sécher, sinn et net a wäerten et och ni ginn. Et gëtt also just eng Léisung, dat ass ofschalten.

(Interruption)

Derbäi kënnt dann, dass et bis haut op der ganzer Welt nach kee seriöt Endlager fir radioaktiv Offäll gëtt. Leider héiert een awer och erëm haut déiselwech Stëmme wéi deemools no der Katastroph vun Tschernobyl, déi eis wëlle kloermaachen, dass d'Atomenergie trotzdeem eng beherrschbar Technik wier. Fir mech eng Ligen: D'Atomenergie ass eng geféierlech an dreckeg Technologie, déi am Endeffekt net beherrschbar ass, well se kee Feeler verzeit.

Was nun? - kann ee sech froen.

Här President, Dir Dammen an Hären, mir brauchen en Émdenken an der Energiepolitik. Mir waren nach ëmmer géint d'zivil Atomnotzung. Mir hunn nach ëmmer virun den onberechenbare Risiko gewarnt. Mir dierfen eise Kanner a Kandskanner net deen héich radioaktive Wuelstandsmüll iwwreg loosse. Mir mussen esou séier wéi méiglech Alternativen ausschaffen, fir eng zukünfteg Energieversuerung opzebauen, ouni d'Zukunft ze hypothéquéieren.

Dëst sinn Aussoen, déi een haut vu ville Säiten hei zu Lëtzebuerg héiert. Aussoen, déi een haut vu sämtleche Parteien heibannen, Gewerkschaften, Émweltschutzorganisationen, kierchleche wéi net kierchlechen Organisationen héiert. Mëttlerweil ass de Lëtzeburger Aktiounscomitée géint Atomenergie hei zu Lëtzebuerg op iwwer 30 Organisationen a Parteien ugewuess. Scho bal onheemlech!

Dernieft, wat awer gradesou erstaunlech ass, hu sech mëttlerweil bal 80 Gemengen dësem Bündnis ugeschloss. Bal all hunn eng proposéiert Resolutioun eestëmmege uegeholl, fir den direkte Stopp vu Cattenom ze fuerderen. Net nëmmen de Stopp vu Cattenom, mä och vu sämtlechen Atomreakteren, déi ronderëm eist Land stinn, an dat sinn der, wéi Der wësst, och nach e puer an der Belsch, dat ass Tihange an Doel, dat ass a Frankräich derniewent och nach Chooz a Fessenheim enner Stroosbuerg an an Däitschland Biblis a Philippsburg, wou déi jo mëttlerweil scho vum Netz geholl gi vun der däitscher Regierung.

Firwat fokusséiere mer eis deels méi op Cattenom? Firwat ass Cattenom an dem Aktiounscomitée respektiv och vun de Buergermeeschtere méi an de Vierdergrond gestrach ginn? Well Cattenom dobäi als Symbol steet, als Symbol vun deem, wat ech lech virdrun alles iwwert d'Onberechenbarkeet vun der Atomenergie gesot hunn.

► **M. le Président.**- Entschëllegt, Här Kox,...

► **M. Henri Kox** (déi gréng), interpellateur.- Jo.

► **M. le Président.**- ...ech muss ee Moment d'Sitzung ennerbriechen.

## 2. Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Irena Degutienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie

Chers collègues, je me permets d'attirer votre attention sur la présence à la tribune de Son Excellence Madame Irena Degutienė, la Présidente du Parlement lituanien, qui est en visite officielle au Luxembourg avec une délégation parlementaire.

Chers collègues, la Lituanie et le Luxembourg sont des partenaires depuis maintenant plus de 20 ans et notre coopération s'est particulièrement intensifiée au cours des dernières années. C'est partant pour moi un grand honneur et un privilège de vous accueillir ainsi que votre délégation à cette séance plénière à la Chambre des Députés. Je vous souhaite encore un très bon séjour à Luxembourg!

### (Applaudissements)

► **M. Henri Kox** (déi gréng), interpellateur.- Bonjour, Madame!

► **M. le Président.**- Fuert Dir virun, Här Kox!

## 3. Interpellation de M. Henri Kox au sujet de la stratégie énergétique du Gouvernement à court et à long terme, y compris le rôle de l'énergie nucléaire (suite)

### Exposé (suite)

► **M. Henri Kox** (déi gréng), interpellateur.- Merci, Här President.

Elo war... Wou war ech? A jo! Firwat steet Cattenom esou am Vierdergrond vun eisen Aktiounen, besonnesch wat d'Demonstrationen ubelaangt huet? Well Cattenom wierklech als Symbol dosteet, als Symbol vun deem, wat u sech d'Onberechenbarkeet vun der Atomenergie ausstrahlt.

D'Katastroph vu Fukushima an déi vun Tschernobyl hunn eis gewisen, dass den Émkrees vun 20, 30, souguer 40 km muss evakuéiert ginn an iwwer Generationen net méi betrietbar gëtt. Dat heescht fir Lëtzebuerg wat, bei Cattenom, bei engem Onfall? Schluss, aus, das wars! „Habe fertig“, huet emol ee gesot. Wir haben fertig dann hei zu Lëtzebuerg, wann et esou wäit kënn!

Et war deemools nämlech eng regelrecht Frecheit, vu Frankräich knapps dräi Méint no der Katastroph vun Tschernobyl, trotz de massive Protester aus Lëtzebuerg, eng vun de gréissten Atomzentralen an Europa op d'Nues gesat ze kréien! Dofir ass et eis Pflicht, alles Erdenkleches ze maachen, fir dës Atomzentral léiwer haut wéi muer zouzekréien.

Zumindest hei zu Lëtzebuerg hu mer jo elo e grouse Schulterschluss fäerdeg bruecht. Ech hoffen zumindest emol dat, dass mir hei zu Lëtzebuerg alles ënnerhuelen, keen Atomstrom méi ze notzen an ze ënnerstëtzen an natierlech do, wou mir international oprieden, och alles Erdenkleches ze maachen, dëst ëmmer nees och anzefuerderen, aus der Atomenergie erauszuklammern. Well soss war d'Zeremonie op der Clairefontaines-Plaz, wou mir all heibannen - jo, all heibannen! - opergeruff haten, soss war dat fir d'Galerie.

Et war och net ëmmer esou. Ech kommen och hei net derlaanscht, kuerz awer e kleng Réckbléck op d'Geschicht vun der Atomenergie hei zu Lëtzebuerg ze maache respektiv déi vu Rëmerschen. Ech wëll och elo net ze vill nach eng Kéier dra wulle goen, mä déi eng oder aner Remarque wëllt ech awer hei lassginn. An dofir wëllt ech gären de Laurent Zeimet zitieren, a sengem Leitartikel vom 28.4.2011. Erlaabt mer, dass ech déi puer Zeilen hei dann zitieren:

„Heute sind alle gegen die Atomkraft. In den siebziger Jahren war das noch anders. Damals wollten CSV, DP und LSAP ein Kernkraftwerk in Remerschen errichten. «Luxemburg braucht ein eigenes Kernkraftwerk. Ein Kernkraftwerk in Remerschen», warb die DP/LSAP-Regierung. „Ohne Atomzentrale gehen 1980 die Lichter aus», warnte DP-Minister Marcel Mart. Gegen das Remerschen-Projekt machte sich die Mutter von Henri Kox, ...“ - also vu mir - „...die damalige CSV-Politikerin Elisabeth Kox-Risch, stark. In ihrer Partei fand sie aber kaum Zuspruch und trat aus.“

An do muss ech schonns aus menger eegener Erfahrung e bëssen zielen; erlaabt mer, Här President, et war nämlech deemools Àre Papp mat dem Statsminister Werner, deen extra op Réimech komm ass, fir meng Mamm dann deemools ofzebréngen, weider sech aktiv géint d'Atomenergie vu Rëmerschen anzusetzen, a gebieden huet, vun där Lëscht erfrozt, well si war nominéiert op der Lëscht fir 1974. An ech weess, dass den Här Boden deemools erakomm ass op d'Lëscht als Jonken,...

### (Interruption)

...well eng zweet Fra op eemol aus dem Hutt gezaubert ginn ass a gesot ginn ass: „Damit ist das schwache Geschlecht repräsentiert.“

► **M. Fernand Boden** (CSV).- Ech sinn awer keng Fra!

### (Hilarité et brouhaha)

► **M. Henri Kox** (déi gréng), interpellateur.- Neen, Dir waart keng Fra, mä Dir hat den Nimbus vun dem Jonken, vun dem jonke Student. Esou wäit zur Geschicht.

### (Hilarité et brouhaha)

► **Une voix.**- Deemools. Deemools, jo.

### (Hilarité)

► **M. Henri Kox** (déi gréng), interpellateur.- Deemools huet ee vill sech missen unhéieren, an och deemools ass vill Engagement net ëmmer ganz glécklech a grouse Parteien ukomm. „Auch in der LSAP...“, esou weider am Leitartikel vun Laurent Zeimet, „...regte sich Widerstand gegen das Kernkraftwerk. Am Ende verschwand die Atomzentrale in der Schublade.“

Et muss ee soen, duerch e Kongress mat zwou Stëmmen...

► **Plusieurs voix.**- Dräi Stëmmen!

► **M. Henri Kox** (déi gréng), interpellateur.- Mat dräi Stëmmen. Jo, deemools war och eng...

### (Brouhaha)

Den Här Huss war jo deemools och an der LSAP bei de Jonken täteg, sou dass e matgehollt huet, fir dat ze verhënnere.

### (Interruptions)

Et steet weider hei am Artikel: „Übrig blieben die Grünen.“ Esou wäit zum Artikel.

Vläicht ee Saz nach derbäigefügt: „Dürfen die anderen Parteien nach über dreißig Jahren ihren Standpunkt ändern?“ An hei steet ganz kloer: „Ja, das dürfen sie.“ An dat ass och gutt esou, dass een Erkenntneser kritt, fir ze wieselen.

Wat awer och hei am Leitartikel steet, an dat soll een awer och zur Kenntnes huelen: „Man sollte eben nur die ganze Geschichte erzählen“, an net vläicht wéi de Communiqué bei der CSV: „Wir waren, wir waren...“

### (Brouhaha)

Dir kënn jo nach drop zrëckkommen. „Wir waren und sind“...

### (Brouhaha et hilarité)

...a mir wäerten an Zukunft ëmmer nach géint Atomenergie sinn. Ech si frou, lech awer dann an dem Club zrëckzefannen, dass mer gemeinsam hei a Lëtzebuerg versichen, eng Energiepolitik opzebauen, déi ouni Atomenergie auskënn.

Här President, Dir Dammen an Hären, jo, mir brauchen eng aner Energiepolitik. Jo, no Fukushima kënnen mer net méi einfach esou op d'Dagesuerdnung eriwergoen. De Klimawandel an d'atomar Katastrophe verlaange vun eis, dass mir eis müssen änneren. Et gëtt keen „Weider esou!“.

Aus der Kenntnes vun der Endlechkeet vun de Ressourcen, an net nëmme déi vun Pétrol - ech wëll drun erënnere, dass den Här Bauler nach virun zwee Deeg eng Heure d'actualité hei gefrot hat, fir iwwer d'Endlechkeet vun de Ressourcen ze diskutieren -, ass et eng verdammte Pflicht, fir dass mer eise Liewenswandel a Fro stellen an eis müssen änneren.

Mir gesinn esou eng Energiepolitik, déi op dräi Piliere muss fousse.

Dat Éischt ass eng Energiesuffizienz, also alles dat, wat mer aspuere kënnen. Dat, wat mer net brauchen, brauche mer net hierzestellen.

Zweete Piliere: ganz kloer d'Energieeffizienz, also optimal Prozesser, Isolierung an esou weider.

An drëttens natierlech d'Produktion vun erneierbaren Energien.

Ech wäert op déi eenzel nach méi spéit zrëckkommen.

Ech muss awer hei nach eppes Zousätzliches bemerken, an dat war vu gëschter. Gëschter war ech méi wéi enttäuscht, souguer rosen iwwer eenzel Reaktiounen an der gemeinsamer Kommissioun, wou mir iwwer den Import vun den Agrarkraftstoff geschwat hunn. Deels sinn ech jo bal, bon, e bësse belächelt oder ausgelacht ginn iwwer meng verschidden Aussoen. Ech muss nëmme soen, dass et mir net méi esou ass: Mir ass jiddefalls d'Laache vergaangen! No Fukushima brauche mer net méi iwwer Energiepolitik ze laachen. An do ass all Input méi wéi wichteg.

Et ass mir net egal, dass mir eise Kanner a Kandskanner eng radioaktiv verseuchte Welt

hannerloosen, hinnen déi lescht Dréps Uelech verbrennen an e mënschegemaachte Klimawandel hannerloosen. Eisen Energiekonsum ass net op d'Welt iwwerdrobar. Eisen ökologische Foussofrock vu Lëtzebuerg läit haut schonns bei iwwer sechs. Also, mir verbrauche sechsmol méi wéi mer iwwerhaapt hei am Lëtzebuerg Land kënnen hierstellen.

Mir kënnen jo vläicht nach esou weiderfuere a maachen, als géif et kee Klimawandel ginn. Dass mer esou weiderfuere mam Tanktourismus. Et spruddelt jo nach e puer Joer weider, vläicht fënnf, vläicht och nach zéng. Mä dann ass eng Kéier Schluss. Dann hu mir ausgespillt.

Den Här Krecké huet mir gëschter gesot, e wär gespaant iwwer eis Aussoen haut a géif gäre wëssen, wéi mir zum Beispill d'Recetten aus dem Tanktourismus wëlle kompenséieren. Mä, Här Krecké, mir hunn dat schonns oft hei an der Chamber gemaach. Mir hu schonns oft genuch hei gesot, mir sollten net alles direkt ausginn, wat mer an dem Statsbudget erauréien.

Mir hunn zum Beispill 2011 (veuillez lire: 2001) net d'Steierreform matgestëmmt, déi deemools den Apel fir den Duuscht schonns verdeelt huet. Mir hu schonns des Öfteren hei déi eenzel Problematiken opgewisen. Ech stinn och nach haut net hei, fir „déi“ Léisung vun der Lëtzebuerg Energieversuergung ze liwweren. Och déi gréng hu schlussendlech nach net déi Léisung bis an de leschten Detail. Mir hunn awer den Usproch, wëlle matzediskutéieren, ze kritiséieren, ze hannerfroen an ze reforméieren.

Dëst ass fir mech - fir eis - den Ufank, den Ufank vun engem laange Prozess, den Ufank vun engem Prozess mat konkreten Ausstiegszeenarien, fir d'Atomenergienutzung hei zu Lëtzebuerg souguer direkt ze stoppen an d'Onofhängegkeet vu fossilen Energieträger opzebauen.

Wat mir brauchen, sinn an alle Secteure Beschleunigungsgesetze. Eier ech awer op déi eenzel Secteure wëll agoen, nach e puer Bemerkungen zur Atomenergie.

Jo, mir wëllen eis staark opstellen, fir der Atomenergie d'Rout Kaart ze verdeelen. Konkret heescht dat, dass mir do, wou mir an der Verantwortung sinn, emol direkt op Atomstrom sollten oder mussen verzichten. Do gëtt et just eng Léisung: de Wiessel op gréng Stroum. D'Gemengen, d'öffentlech Verwaltung, iwwerall do, wou de Stat Afloss huet, muss de gréng Stroum promovéieren an och genotzt ginn. Dofir hu mer jo och eng Motioun hei an der Chamber dese 7. Abrëll eestëmme ugeholl.

Vill Gemenge sinn där Obligatioun schonns nokomm. Nach net all. Mä dofir hu sech jo och awer bis elo 80 Gemengen am Aktionsbündnis verpflichtet, do matzemaachen, bei der Enovos, deemno ass et och un der Regierung, dat esou ze maachen. Dofir muss d'Regierung hiren Afloss spille loosse, d'Regierung muss hir Politik vis-à-vis vun der Enovos änneren an Enovos op en Antiatomkurs hëllefen ze steieren. Schliesslech huet Enovos nach iwwer 11% Atomstrom an hirem Stroummix respektiv 30 undefiniert fossil Energieträger.

Sinn d'Regierung an Enovos gewëllt, esou virzegoen?

ArcelorMittal - a wéi ass et mat der ArcelorMittal? Och do hu mir e Regierungvertreider dran. Kritt deen dann och den Auftrag, säin Afloss geltend ze maachen, fir den Atomstrom net méi ze kafen?

D'Politik vun Arcelor an domat och d'Politik vun der Sotel geet awer fir eis an eng aner Richtung. Wéi wëlle mir eis zu Paräis glafwierdeg verkafen an de Stopp vun der Atomzentral vu Cattenom fuerderen, wa mir zouloossen, dass eng direkt Leitung vun den Arcelor-Wierker hei a Lëtzebuerg op Cattenom verluecht gëtt, an e Regierungvertreider mat um Entscheidungsdesch vun der Firma sëtzelt?

Ech weess, mir sinn an engem liberaliséierte Marché. Ech hunn awer och nach keng Etüd gesinn, dass déi Leitung onbedéngt muss do gebaut ginn. Och weinst der Versuergungssecherheet net.

D'Connexioun vun de Réseae Creos elo a Sotel ass keen Thema méi. Derbäi kënn, dass Creos och nach en eidelt Rouer an de Buedem geluecht huet, fir och eng spéider Connexioun ze erreechen. Trotz Liberalisierung baue mer parallel Netzer op deeneselwechte Strecken.

Dofir e puer Wuert zu der Twinerg. D'Twinerg, dat héich effizient Gas- an Dampkraftwierk zu Esch, gouf mat enger Leeschtung vun 350 MW deemools gebaut.

Firwat ass se deemools mat 350 MW gebaut ginn? Si ass op Ufro vun der Arcelor deemools op 350 Megawatt gebaut ginn. Mir haten aner Léisungen. Grad Arcelor huet eis gesot, mir missten dat Kraftwierk bauen, fir kompetitive Stroum ze maachen. Dofir kënnen mer net haut erëm higoen, d'Arcelor, d'GuD op d'Säit schie-

ben an eng nei Leitung a Frankräich leeë fir den Uschloss, den direkten Uschloss op Cattenom.

Dat mécht kee Sënn an dat kënnen mer net akzeptéieren. Dofir muss mer all Afloss nach eng Kéier geltend maachen, fir dat ze verhënnere, och wann de liberaliséierte Marché dat zouléisst. Och wann et haut um Konsument ass, fir ze versichen, och de Wiessel ze maachen. Arcelor ass e grouse Konsument, an do kënnen mir och en Deel vläicht mat ubréngen, wëssend, dass dat net ëmmer esou op de richtege Buedem fällt.

De Stresstest - e puer Wuert dozou. Mir wëssen alleguerten, dass déi Stresstester mëttlerweil zur Farce ginn. Ech mengen, gëschter stoung an der „Süddeutsche Zeitung“ en Artikel - wou och eng Question urgente haut schonns oder gëschter Owend vun Här Spautz gestallt gouf -, deen drop hiweist, dass et schlussendlech op eng Alibifunktioun erausleef a fir grad eng Iwwerzeugung ze kréien, dass et ka weidergoe mat der Atomenergie.

Besonnesch Frankräich spillt hei kee proppert Spill, fir net ze soen, bal en dreckegt. Si verhënnere alles, fir dass Cattenom oder och nach aner franséisch Atomkraftwierker op en décke Fligercrash zum Beispill ënnersicht ginn. Eng grouss Schwaachstell vu Cattenom ass nämlech, dass seng ausgebrannte Brennstief net direkt am Reakter selwer opbewahrt ginn, mä baussent de Sécherheitszone vu Cattenom, also duerchaus ganz verletzlech, wann eppes erfällt.

Nom Nine-eleven 2001 wäert jo mir kee méi kloer maachen, dass en Atomreakter net an d'Luucht wäert goen, wann ee Crash vun engem décke Jumbo sech doranner ereegent. Also ass et net richtig, dass déi Stresstester net dorobber gepréift ginn. An ech hunn de Statsminister net verstanen, dass en eng Einzelaktioun gemaach huet, eleng op Paräis gefuer ass, nodeems um Sommet vun der Regioun d'Regiounen zesummen um Dësch souzen, fir eng gemeinsam Linn ze fannen, gemeinsam géint d'Atomenergie a Frankräich virzegoen.

Dofir ass et fir mech vläicht och eng Berouegungsspill vun Sarkozy, de Lëtzebuerg zougestanen ze hunn, dann en Expert ze entsenden. Ech weess awer elo net, ob den Här Majerus dat och onbedéngt wëllt maachen an och habilitéiert ass. Ech hoffen, dass mer hei vläicht de Mëtteg nach eng Antwort kréien, wat schlussendlech mat där onofhängeger - soen ech emol - Iwwerprüfung vun engem Atomreakter de Fall ass.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wéi gesi mir dann do déi zukünfteg Energiepolitik? Éische Punkt, wéi gesot, ass fir déi gréng d'Energiesuffizienz, also déi Politik, déi hëlleft, eppes ze verhënnere, eppes net ze verbrauchen. Eppes, wat net verbraucht gëtt, brauch och entsprechend net hiergestallt ze ginn, weder vun engem Kuelekraftwierk nach vun engem Atomkraftwierk. Dat, wat nämlech net verbraucht gëtt, kann eben net hiergestallt ginn.

Ech hunn et haut scho gesot, eisen Energiekonsum, dee vu Lëtzebuerg, deen ass net op d'Welt iwwerdrobar. D'Welten hu geännert. Wann d'Chineesen, d'Indier oder och nach aner ënnerentwéckelt Länner, där et der nach genuch gëtt, deeselwechten Energiekonsum, deeselwechte Ressourcenverbrauch wéi mir hei wëllt maachen, da geet et net op. Dat wësse mer alleguerten. Mir wëssen alleguerten, dass dat net iwwerdrobar ass op d'Welt an dass d'Endlechkeet vun der Welt net duergeet fir siwen, fir aacht spréich fir néng Milliarde Mënschen.

D'Politik muss hei nei Akzente setzen. Well soss dankt si of. Déi Däitsch géifen do vun Ordnungspolitik schwätzen, Lenkungspolitik bedriewen. E Beispill ass eng ökologesche Steuerpolitik, fir u sech d'Energie méi deier ze maachen an ze versichen doruwwer, iwwer de Wee, manner Energie ze verbrauchen; an der Mobilitéit eng aner Mobilitéit ze förderen, d'Mobilitéit douce méi an de Vierdergrond ze stellen, Vélosprojeten erauszemaachen, och wann et nach esou schwéier ass, dat hei a Lëtzebuerg duerchzesetzen. Mir kënnen awer net bei deem éische klengste Widerstand ofbauen. Parkraummanagement, dass mer wierklech den Auto aus de grouse Stied erausdrängen an da mam öffentlechen Transport d'Leit dohinner transportéieren. Dat si Saachen, wou mer e groussen Defizit hunn an nach vill müssen nohuelen.

Ech hunn dozou eng rezent Studië, déi ass kuerz nom Reakteronfall vu Fukushima publizéiert ginn, nämlech vum Wuppertaler Institut, iwwer d'„Politik der Energiesuffizienz“. Ech

wëll lech just e puer Sätz dorauer zitieren, well et awer wichteg ass, well mer do alleguere gefuerdert ginn, well et och net esou einfach ass, do unzepakten, well jiddwereen eppes hei muss bäisteieren. Hei steet zum Beispill: „Was dabei an Lenkungsmaßnahmen, an oberirdischer und unterirdischer Raumordnung notwendig wird, erfordert von allen Beteiligten eine Bereitschaft zu tief greifenden Veränderungen: von Staaten, von Unternehmen, Bürgerinnen und Bürgern.“

Also, mir sinn alleguerten opgefuerdert a mir kënnen net de Konsument zum Beispill opfuerderen, e géif net genuch grénge Stroum förderen. Mir sinn alleguerten an darselwechter Verantwortung, vu ganz uewe bis ganz ënnen.

A wa mer dann och dat alles gemaach hunn, och wa mer haut Effizienzstudie maachen, Effizienzgeräte, Effizienzautoen, Effizienzwohnungen, da kënn de Reboundeffekt, wat wichteg ass, wat besonnesch fir Lëtzebuerg ganz zoutreff. An ech wëll lech dee Saz och hei soen, wat dat heescht, de Reboundeffekt, obscho mer gutt isoléieren, obscho mer eng Wärmeschutzveruerdung hunn: Wat ass d'Konsequenz?

Autoe mat geréngem Verbrauch ginn awer méi grouss a méi schwéier, an et gëtt der méi. Dat heescht, dat, wat mer un der Effizienz agepuert hunn, kréie mer duerch Netsuffizienz erëm agehall. Dat heescht, mir gi méi aarm.

Dat, wat mer un der Heizung aspueren, an der Isolatioun och duerch e gudde Wäert maachen, schlucke mer erëm ewech, andeem mer ëmmer méi grouss Wunnenge bauen. Mir hunn Etüde vun deem Wiener Büro, deen eis seet, dass eis Wunnenge bis 2020 total iwuerdimensionéiert sinn. Och wa se effizient sinn, si mer duerch d'Suffizienz, well mer ze vill iwuerdreiwen, nach ëmmer net an eisem Energiekonsum erfokkmen.

An dat ass nämlech déi gréissten Erausforderung besonnesch fir d'Lëtzebuerg Land, an der Suffizienzpolitik méi kënnen erauszehuelen a méi kënnen och vis-à-vis vun de Bierger virzeweisen - dat ass de Rôle vum Stat! -, a virzeweise vun de Gemengen um ënneschten Niveau. Och si sinn an der Verantwortung. Och si hunn nach e grouse Wee viru sech! Och dat wäert net esou einfach ginn. Do sëtze mer alleguerten an deemselwechte Boot an do huet keen déi richteg Léisung direkt parat. Mä do kënnen mer nëmmen zesumme versichen, eppes ze maachen.

Dofir och meng Froen un d'Regierung, ob d'Regierung sech däre bewusst ass. Ech weess vun deene Reien Aussoen an ënnerschiddleche Kommissiounen oder och hei schonns op der Tribün, dass et och vun der Regierung en Uleies gëtt, an déi Richtung ze goen. Ech denken, dass mer wierklech och an deem Beräich eis mussen zesummesetzen.

Dat huet och ze di mat dem Pensionsregime, dee spéiderhi muss ausbezuelen oder net ausbezuel ginn. Dat huet eppes mat dem héijen Niveau hei a Lëtzebuerg ze dinn. Dat huet mat deem ze dinn, wat mer deels hei hunn, dem „Leiden auf hohem Niveau“. Dat huet dermat ze dinn, dass mer eng ganz grouss individuell Mobilitéit a Lëtzebuerg hunn. Dat huet mat fräileienden Eefamiljenhaiser ze dinn, wou jiddwerengem zougestane gëtt, dass en dat ustrief, a jiddwereen och dat wëllt ustriefen, wat awer contraire zu deem ass, wat mer virdu wollten errechen an och wollte schlussendlech ëmsetzen. Et bleift also fir mech an deem Beräich nach e groussen Deel ze dinn.

En zweete Punkt, wa mer dann et sollte packen, wa mer dann och eng Dynamik erakréie vun der Suffizienz - well mir mussen virleeën -, kënn tu sech den zweete Beräich, dat ass dee vun der Effizienz. Wat heescht Effizienz?

Effizienz heescht soss näischt, wéi d'Energie besser anzusetzen, d'Ressourcé besser ze notzen an déi méiglechst mat effizientester Technik schaffen ze doen. Ech mengen, och do huet Lëtzebuerg nach Nachholbedarf. Besonnesch och am Wunnensberäich kënnen mer nach vill notässelen.

Ech muss awer do och positiv kënnen vis-à-vis vun der Regierung soen, dass munches awer scho passéiert ass. Et geschitt och eppes. D'Regierung wëllt jo bis 2018 op Null-, souguer vläicht Plus-Energiehaiser eriwergoen an eben Haiser, Lotissementen bauen, déi méi Energie an hirem Deel produzieren, wéi se deels och verbrauche wëllen. Mä do brauche mer awer och d'Zesummespill vun de Gemengen.

Ech mengen, de Minister Schank ass jo och de Mëtteg do, deen och ugekënnegt huet, an deem Beräich eppes ze maachen. Et ass rich-

teg, dass mer an dee Beräich ginn, well net eleng d'Bebauung ass wichteg, mä och d'Orientatioun vun der Bebauung, d'Dicht vun der Bebauung. Soss kréie mer déi Suffizienz, déi mer virdrun ugeschwat hunn, soss kréie mer deen Zréck vum Verbrauch net an de Grëff.

Dofir brauche mer och - den Innenminister ass de Mëtteg net hei - méi Fräiheet fir d'Gemengen: Fräiheeten, déi se am Beräich vun der Energiepolitik kënnen spille loosse. Hei schéngt mer, dass de Widerstand éischter nach bei der CSV läit, déi do d'Gefor gesinn, dass ënnerschiddlech Energiekonzepter op eemol entstinn. Ech fanne vum Klengen, vum „bottom up“ un déi Modeller, déi mer haut schonns hunn, ganz wichteg; sief et Biekerech vläicht - mä et si ganz vill aner Gemengen, déi net vun engem grénge Buergermeeschter virgestane ginn, eng ganz aner Rei vun och CSV-Buergermeeschteren, vun DP-Buergermeeschteren, LSAP-Buergermeeschteren, déi eng ganz positiv Approche zu dem Energieverbrauch, zu der Suffizienz an och zu der Effizienz hunn -, sief et bei der Konstruktioon vun neie Gebaier.

Ech weess net mat der Zäit - wéi laang hunn ech?

**M. le Président.** - Dir hutt nach zwou Minutten. Zwou Minutten, Här Kox.

**M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Zwou Minutten? Ech hunn dach 37 Minutten.

**M. le Président.** - Ma neen, Dir sidd elo scho bei deem zweeten Deel vun Ärer Zäit, där vun der grénger Fraktioun.

**M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Ma, da gitt mer nach e puer Minutten, ech war do e bëssen...

**M. le Président.** - Fuert emol virun.

**M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Da komme mer zum Schluss bei d'erneierbar Energien. Do schéngt mer, et ass ganz kloer, dass mer nach net genuch maachen. Mir sinn der Iwwerzeegung, dass mer do kënnen nach méi maachen. Ech sinn och bei enger aner Kap, vun Eurosolar, wat eng wichteg Associatioun ass, eng kleng Associatioun - déi huet sech aus Profren an Exschüler zesummedoen, d'Vezepresidentin ass zum Beispill d'Professorin Susanne Siebentritt vun der Uni -, déi sech vill dermat ausenanersetzt. Ech mengen, wa mir soen 20% fir 2020, heescht dat 20% am elektriches Strom. A mir mengen, mir kënnen déi errechen. Mir hunn de Moment 9% oder 11% - jee nodeem, wéi een et liest -, dat gëtt virgesi fir 2020. Mir mengen, an der Fotovoltaik ass méi dran. Bis 4%, vläicht 5%. An de Wandmillen ass och méi dran. Ech weess, dass et do Widerstand gëtt. Ech weess, dass et do ënnerschiddlech Interpretatiounen gëtt. Ech weess och, dass et net esou einfach gëtt, dat um Terrain ëmzebauen.

Mä ech weess awer och, wa mer déi Kaarten iwuereneeleeën, wa mer Creos, den Netzbedreier neierdénks och ausbauen, do wou erneierbar Energie kann higestallt ginn, dann ass et méiglech. Ëm 1910 bis 1930 si mer mat der Elektrifizierung duerch d'Land gefuer, fir jiddwer Bauer, fir jiddwereen unzeschleissen. Haut mussen mer et ëmdreien.

Mir müssen et ëmdreien: Jiddwer Produzent, jiddwer kleng Bauer muss d'Méiglechkeet hu fir an d'Netz, an net esou, dass hien d'Netzkäschte muss bezuelen. Déi mussen sozialiséiert ginn, sou wéi dat och fréier war bei der Elektrifizierung. Da kënnen mer all eenzelne Bierger, all eenzelne Konsument zum Produzent maachen. Et ass dat, wat mer müssen eriwerginn. Et muss een net mat Zuele spillen. Déi Zuele spiller kënnen mir widerleeën a soen, dat ass awer elo nach net esou vill. Mir müssen eng Opbrochstëmmung maachen.

No Fukushima, no Tschernobyl ass eng aner Zäitspann ugaangen. An déi mussen mer haut notzen, an et ass dat, wat muss gemaach ginn.

Den Energiemix seet eis haut scho vum elektriches Strom, dass mer 20% erneierbar Energien hunn. Déi kafe mer deels an. Den ILR huet der 4,22 - dat ass nozeliesen. A mir soen, et ass méiglech, bis 2020 op 20% erneierbar Energie ze kommen, am Elektrischen - am Elektriches wuelgemierkt! Dann hu mer déi Atomenergie net méi, déi mer haut nach an eisem Netz hunn. Mir mussen weisen, dass et geet. An dann denken ech, dass mer et och kënnen maachen.

Vläicht nach zwee Wieder zu der Biomass. Ech zitieren just ee Saz. Ech mengen, dat gëtt dat awer erëm vun der Regierung, dat ass aus dem „Paperjam“ vum Etienne Schneider: «Nous avons une contrainte européenne d'intégrer 10% de biocarburants dans l'essence et le diesel automobiles. Ce sera donc bénéfique...» - bénéfique! - «...compte tenu du poids qu'ils représentent dans notre consommation nationale.»

Hei steet et schwaarz op wäiss, dass eben duerch, dass mer en héije Konsum u Pétrol

hunn, mer duerch d'Bäimischungsflicht e Virdeel eraushuelen. Dat ass och gëschter an der Kommissioun gesot ginn, dass mer doduerch - bei 10% bei engem Undeel vu 50%, deen d'Kraaftstoff hei a Lëtzebuerg ausmaachen -, dass mer doduerch automatesch 5% un erneierbaren Energien duerch den Import vu Biokraaftstoff kréien, oder Agrarkraaftstoff.

Dat ass nach net esou falsch. Dat ass nach net esou verwerflich, wann d'Kritären - an dofir, Här Krecké, wëll ech lech dat och nach eng Kéier soen, ech hunn d'Motioun erausgeholl, déi ech 2008 hei déposiert hunn, wou mer se eestëmmeg ugeholl hunn. Et goung deemools dorëm, dass mer net d'accord sinn, wann net Kritären opgestallt ginn. Deemools ass gesot ginn, et mécht kee Sënn, wa mer Biokraaftstoff, Agrarkraaftstoff importéieren, ouni dass den ökologeschen Nohaltegekeetsprinzip duerchgekuckt gëtt. Dat steet an enger eestëmmeger Motioun vun deemools.

**M. le Président.** - Här Kox, Dir misst awer elo esou lues zum Schluss kommen.

**M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Elo just nach ee Wuert an dann halen ech op.

Wa mer vu Biokraaftstoff soen - an dat wollt ech gëschter an der Kommissioun och nach eng Kéier kloermaachen, also soen ech dat och hei: Et ass net nëmmen e Problem vun de Biokraaftstoff, vun den Agrarkraaftstoff. Et ass e Problem och vun der Landwirtschaft! An der Landwirtschaft hu mer nämlech nach keng Kritären opgestallt vun enger Nohaltegekeet, well vill vun deene Liewensmëttel, déi produzéiert ginn, ginn net un de mënschleche Verzier, mä si ginn un d'Déiereverfiderung.

Mir sinn an der Nahrungschäine op dem Holzwee. Och dat kënnen mer net iwuerdroen op d'Welt, well och dat ass net méiglech, mat deem héije Fleeschkonsum. Dee Rendement, wëll ech lech nach eng Kéier soen: 170 kcal, déi eraginn, a 500 kcal, déi erauskommen. Ech mengen, do si mer um Holzwee.

Dräi Saachen also zum Schluss nach eng Kéier: Suffizienz, do si mer all gefuerdert; Effizienz, do si mer un gudder Wee, mä net schnell genuch; an erneierbar Energien, dat geet bei Wäitem net duer, do mussen mer eng Schëpp mat uleeën.

Atomkraaftwierk - sou wéi et hei steet: Cattenom neen! Atomkraaftwierker ausschalten! Gréng Energie grad elo!

Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien!

**M. le Président.** - Merci dem Här Kox. Als éischte Riedner ass den Här Marc Spautz agebroen. Här Spautz, Dir hutt d'Wuert.

**Débat**

**M. Marc Spautz (CSV).** - „Atomkraaft, nee Merci“ - e Slogan mat Héichkonjunktur!

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, no deem verheerende Reakteronfall no den Aerd-biewen a Japan zu Fukushima, bei deem en Héichtechnologieland wéi Japan bewise kritt huet, dass d'Sécherheetsmoosnamen onzouräichend waren an dass d'Folge vun deenen Zweschefäll onbeherrschbar sinn, stellt sech eemol méi d'Fro vun der Sécherheet vun der Atomenergie: net nëmmen déi vun Atomüll an den Atomendlageren, mä déi vun der Kärsplaltung.

Wat a Japan geschitt ass, kann dat och op anere Plaze geschéien? Dozou e kloert „Jo!“. Vläicht net duerch en Aerd-biewen, awer duerch den Afloss vun anere Saachen: e mënschleche Fehler an aner Geschichten. Dofir ass et wichteg, dass mer Stresstester maachen, a Stresstester vun enger grousser Valeur a vun enger grousser Sécherheet, fir dann och ze weisen, dass déi Wierker sécher sinn.

Ech hat gëschter - den Här Kox hat et scho gesot -, ech hat zitéiert, eng Question d'urgence ze stellen, mä do hunn ech awer matgedeelt kritt, dass dat net geet.

**Une voix.** - Ah sou?

**M. Marc Spautz (CSV).** - An dofir, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, déposieren ech elo eng Motioun hei, déi ech eleng ënnerschriwwen hunn, fir all deenen anere Parteien d'Méiglechkeet ze ginn, se ze ënnerschriwwen, fir dass mer hei dann déi Stresstester op en aneren Niveau kréien, nämlech esou, wéi dat ofgemaach ginn ass de 24. a 25. Mäerz zu Brüssel, an och net probéiert gëtt, déi Stresstester erëm méi einfach ze maachen.

Dofir, Här President, hei eng Motioun, wou ech déi aner Parteien da géif opfuerderen, se mat ze ënnerschriwwen, fir dass mer dann déi Stresstester kréien an där Valeur, wéi et noutwendeg ass, dass déi Stresstester och an deenen eenzelnen Atomkraaftwierker gemaach ginn.

### **Motion**

*La Chambre des Députés, considérant*

*- que depuis la catastrophe de la centrale nucléaire de Fukushima, la question de la sûreté et de la sécurité du parc nucléaire européen est une priorité essentielle au sein de l'Union européenne;*

*- que lors du sommet des 24 et 25 mars 2011 à Bruxelles, les 27 chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union européenne se sont mis d'accord afin de contrôler la sûreté et la sécurité des installations nucléaires européennes dans le cadre d'une évaluation des risques sur la base de tests de résistance («stresstests»);*

*- que la Commission européenne a été chargée de déterminer les modalités des futurs tests de résistance des centrales nucléaires;*

*- que celle-ci doit rendre son papier le 12 mai prochain afin que les tests puissent être terminés d'ici la fin de l'année;*

*- que selon plusieurs articles publiés hier, notamment dans le quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung», les ministres de l'Énergie européens auraient débattu ce mardi d'une proposition de la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe, proposition selon laquelle les scénarios impliquant la chute d'un avion ou des erreurs de manipulation humaines seraient exclus des critères de résistance auxquels les centrales nucléaires européennes doivent répondre;*

*- que d'après le quotidien précité, qui cite une source proche du commissaire européen de l'énergie, il semblerait que la France et la Grande-Bretagne, les deux pays qui disposent du plus vaste parc nucléaire en Europe, méneraient bataille en faveur de l'assouplissement des critères des tests de résistance;*

*- qu'il semblerait, à en croire les différents articles publiés et rumeurs qui circulent depuis plusieurs jours notamment dans les enceintes européennes, que les hypothèses de cyberattaques ou de crashes d'avions ne devraient finalement pas être retenues par la Commission européenne;*

*- qu'un crash d'avion ou une manipulation informatique constituent pourtant des hypothèses bien réelles pouvant menacer la sûreté et la sécurité d'une centrale nucléaire et être à l'origine d'une catastrophe nucléaire;*

*- que ces hypothèses sont par ailleurs plus probables dans nos latitudes qu'un séisme et un tsunami de l'ampleur que vient de connaître le Japon;*

*considérant encore*

*- que le Gouvernement luxembourgeois a adressé en date du 21 mars 2011 une lettre à la France lui demandant de procéder à une analyse critique de la sûreté de la centrale de Cattenom en incluant une analyse de l'hypothèse d'un crash d'avion;*

*- que Monsieur le Premier Ministre a encore affirmé lors de sa déclaration sur l'état de la nation début avril 2011 que «(...) hu mir zum Beispill e Recht drop, bewisen ze kréien, datt ee vollgetankte Jumbo, deen op d'Atomzentral vu Cattenom fällt, keng radioaktiv Katastroph ausléise kann. Gëtt dese Beweis net geliwwert, da muss Cattenom ofgeschalt ginn. Mir si souwisou der Meenung, datt et zu kenger Verlängerung vun de Lafzäite vu Cattenom dierf kommen a mir maachen der franséischer Regierung dat och daitlech.»;*

*invite le Gouvernement*

*- à prendre position par rapport aux informations du quotidien allemand «Süddeutsche Zeitung», tant celles ayant trait à la proposition de la Fédération des autorités de surveillance du nucléaire d'Europe que celles relatives au rôle de la France et de la Grande-Bretagne dans ce dossier;*

*- à réitérer, le cas échéant, ses démarches auprès des autorités françaises afin que l'analyse de la sûreté et de la sécurité de la centrale nucléaire de Cattenom porte également sur l'hypothèse d'un crash d'avion et d'une manipulation informatique;*

*- à entreprendre voire réitérer d'analogues démarches auprès des Gouvernements belge et allemand pour toutes les centrales nucléaires proches de nos frontières;*

*- à informer la Chambre des Députés des éventuelles démarches faites ou que le Gouvernement entend entreprendre en l'espèce, et que ce soit auprès de la Commission européenne ou d'autres instances, ou auprès de nos pays voisins ou d'autres pays.*

*(s.) Marc Spautz.*

*(La motion n'ayant porté qu'une seule signature lors du dépôt, elle a par la suite été cosignée par MM. Eugène Berger, Fernand Boden, Alex Bodry, Félix Braz, Lucien Clement et Jean Colombara.)*

Lëtzebuerg war an ass e Land, wat ofhängeg ass vun der Energie, déi et aus dem Ausland



kritt. Ech sinn zwar néierens an engem Conseil d'administration, mä ech hunn awer emol an der Zäit bei der Cegedel geschafft, an do hunn ech - et ass scho laang hier -,...

### (Interruption et hilarité)

...erkläert kritt, wou mer d'Énergie akafen, wou mer d'Énergie hierkritt hunn, dass mer selwer weider keng Energie haten, dass deemools de Gros erakomm ass vun der RWE. Et ass och e bëssen erakomm iwwert d'Sotel déi Zäit. Ech hat och d'Chance oder de Pech, et war en tragischt Accident, fir d'Stad Lëtzebuerg, wéi deemools déi Leitunge gesprengt gi sinn, dunn hunn ech... Also, ech hat se net gesprengt, mä ech war awer déi Zäit...

### (Hilarité)

Ech war awer déi Zäit scho bei der Cegedel.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Sech verteidigen an där Saach, dat ass scho suspekt.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- An ech hunn deemools misse mat an den Asaz an den Nuechten, wéi déi Reparature gemaach gi sinn.

### (Interruptions)

An dofir weess een...

► **Une voix**.- Et war dramatesch. Et war dramatesch.

### (Hilarité)

► **M. le Président**.- Ech bieden Iech, dem Här Spautz nozelauschteren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Ma et ass dramatesch, dat doten, Här President.

► **Une voix**.- Dat do ass eng ganz nei...

### (Hilarité)

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Et ass eng Chance, dat materlief ze hunn.

### (Interruption)

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- An dofir wollt ech och soen, dass et ebe wichteg ass, dass mer wëssen, dass Lëtzebuerg eleng keng Energiestrategie ka maachen, mä dass et just wichteg ass, dass mer eng europäesch Energiestrategie hunn an och nëmme gemeinsam kënnen eng Atomausstiegstrategie maachen.

Mir hu keen Atomkraftwierk hei zu Lëtzebuerg, also kënnen mir selwer keent ofschafen. An do wollt ech op eng Remarque zrëckkommen, déi déi lescht Deeg gemaach ginn ass. De fréieren CSV-Fraktionschef, de François Colling, huet mer Dokumenter zoukomme gelooss vun 1973,...

### (Interruptions diverses)

...1977, 1978 an 1979.

► **M. le Président**.- Ech bieden Iech, dem Här Spautz nozelauschteren.

► **M. Gast Gibéryen (ADR)**.- Huet en Iech och dat vun der Madame Lulling zoukomme gelooss?

### (Hilarité)

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- ...e Lexikon erausginn huet iwwer alles, wat Atomkraft ass. D'CSV huet den 1978 erausginn. En ass och haut nach an engem Lëtzebuurger Verlag ze kréien. Ech wëll keen Numm nennen, mä do kennt Der dat dann alles noliesen, wat d'CSV zu der Atomkraft gesot huet. Do sinn och...

### (Interruption)

Mä wann ech dat hei alles virliesen, dann hunn ech net Minutte genuch.

► **Une voix**.- Am Résumé! Am Résumé!

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Ma, dass d'CSV gesot huet, dass et schwierig ass, dass een Atom net ka beherrschen. Dass et wichteg ass, fir Energieproblemer ze léisen, dass de Centre d'études, de formation et d'information geschafe misst ginn, fir all déi Analysen eng Kéier ze féieren, dass et d'Motivatioun misst ginn, fir méi op d'Veianener Pompspäicherwierk ze setzen, dass et méi wichteg wier, fir eppes ze maachen och a Wandenergie. Alles dat steet am Dokumentum vun Här Colling vun 19...

► **M. Henri Kox (déi gréng)**, *interpellateur*.- An en attendant kann d'Cegedel maachen, wat se wëllt.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Här Kox, ech weess net, wat Der... Ech sinn elo eréischt déi lescht 15 Joer derbäi. Ech war déi Zäit och nach net derbäi. Mä just awer fir Iech ze soen...

### (Interruptions diverses)

► **Une voix**.- Ech war awer kleng, ech war awer derbäi.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Esou wäit dozou.

Et gëllt an Europa, léif Kolleeginnen a Kollegen, weltwäit Deadlines ze setzen, bis weini d'Meiler sollen ofgeschalt gi respektiv bis weini mer en neit Konzept hunn. Gläichzäitig gëllt et

awer, Alternativen opzezeichnen, wou déi Energie hierkënt, déi bis elo vun den Atommeiler produziéiert ginn ass. Et bréngt net vill, erëm Kuelekraftwierker unzegeheien, well da kënnen mer awer d'CO<sub>2</sub>-Emissiounen vergiessen.

Bei dëser neier Energiestrategie müssen d'Länner all zesummeschaffen. Et bréngt näischt, wa jiddweree seng eegen Zopp kacht. Datselwecht gëllt iwwerens och hei am Land. Mir brauchen e Konzept national, a keng 116 oder, besser gesot, fir d'Zukunft 107 kommunal Energiekonzepter.

Wat d'Atomkraft ubelaangt, ass eng kloer Ausstiegsstrategie noutwendeg, awer d'Alternative müssen opgewise ginn. Mir brauchen eng nohalteg Energiepolitik. Ech hunn dat - fir den Här Berger, dee war déi Zäit net hei, an den Här Etgen och net - am Dezember 2006 am Numm vun der CSV op dëser Plaz gesot: „(...) rasant steigend Energiepräisser, zréckzeféieren enner anerem op weltwäit Konflikter an Naturkatastrophen; Stromausfall a ganzen Deeler vun Europa; Versuerungsempfänger a verschidene Länner souwéi de russesch-ukraineschen Erdgasstrait hunn an deene leschte Wochen a Méint d'Thema d'Energiepolitik ëmmer erëm an den Zentrum vun dem öffentliche Interesse geréckelt. An dat zu Recht, well eng sécher, wirtschaftlech, präisstabil an ëmweltverträglech Energieversuerung d'Härzstéck vun enger nohalteger Wirtschaftspolitik ass.

D'Énergieonfro klëmmt weltwäit, net nëmme eleng an den Industriestaten, well déi méi grouss Demandeure sinn, mä et sinn och nei Demandeuren opgetaucht, wéi enner anerem Indien a China, déi och amgaange sinn, ganz grouss ze konsuméieren. Et gëtt deemno héich Zäit, dass mir iwwert d'Problemer an d'Erausfuerderunge vun enger sécherer a laangfristeger an nohalteger Energieversuerung och hei bei eis am Land nodenken, diskutéieren an och handele respektiv eis Iddien upassen.“

Dat, fin de citation, hunn ech dierfen am Numm vun der CSV soen - 2006! Well Der virdrun déi Remarque gemaach hutt.

### (Interruption)

Majo, ech wollt Iech just soen, Här Berger, Dir waart déi Zäit net hei. Aus wat fir engen Ursachen, dat musst Der d'Leit froen. Mä Dir waart deemools net hei, dofir...

### (Interruption)

...macht och elo net déi Froen.

### (Interruption)

Do hu mer deemools festgehalen - an et war deeslewechten Energieminister wéi haut -, dass mer missten e Wäissbuch maachen, dass mer missten eng Strategie ausleeën. An do ass d'Wäissbuch an Optrag gi ginn. An dat Wäissbuch ass am Februar 2009 erauskomm, wou och en Energiekonzept soi-disant virliet.

Mä et muss een d'Fro stellen, awéiwäit och duerno nach un deem Energiekonzept geschafft ginn ass. Et ginn och Analyse betreffend d' Holz, wou mer och eng Kéier gesot hunn, wat mer alles kënnen erwirtschaften am Holz. Mä och do ass et wichteg, dass mer déi Etüden net nëmme maachen, mä dass mer och weider un deenen Etüde schaffen.

De weltwäiten Energieverbrauch läit haut bal duebel esou héich wéi ufanks de 70er Joren. An e soll bis 2030 nach eng Kéier ëm knapp d'Halbschent klammen. Dat wieren am Schnëtt 1,6% pro Joer. Iwwer 70% vum zousätzlechen Energieverbrauch wäert awer an deene Länner wéi China an Indien gebraucht ginn.

Déi wichteg Energieträger sinn haut Uelech, Kuel a Gas. Déi erneierbar Energie souwéi d'Atomenergie maachen nëmme 14% respektiv 7% vum globalen Energieverbrauch aus. No Schätzung vum der internationaler Energieagentur wäert bis d'Joer 2030 och weiderhin déi fossil Brennstoffe déi wichtegst Energiequelle bleiwen.

An dass dës Energiequellen net onendlech sinn, ass gewosst. Esou gëtt geschat, dass mir nach fir gutt 40 Joer Äerduechreserven, fir 70 Joer Äerdgas a fir 95 Joer Kuel hunn. Dëst schéngt deem enge laang, fir déi awer, déi awer e bësse méi wäit kucken, ass dëst schonns muer.

Hei muss een dann awer fairerweis präziséieren, dass et sech bei dësen Zuelen ëm bekannten a schonns erschlossen Energiequellen handelt, also ëm weltwäit Reserven. Et geet een awer dovunner aus, dass een nach ëmmer kann nei Ressourcen fannen, déi et haut net wirtschaftlech interessant ass ze sichen, respektiv déi aus techneschen Ursachen net méiglech sinn, erschloss ze ginn. Dofir erwaart déi internationaler Energieagentur bis 2030 och keng grondleeënd Engpäss. Mä et ass wichteg, dass gehandelt gëtt.

Héich Energiepräisser si Gëft fir d'Kompetitivitéit vun enger Wirtschaft. Här President, als ee vun deene weltgréissten Importateure vun

Ärduelech, Äerdgas a Kuel ass d'Europäesch Union e wichtege Acteur un internationale Weltenergiemaart. Och wann déi eenzel Memberlänner eleng fir hir Energiepolitik responsabel sinn, esou kritt d'Energiepolitik bedéngt duerch d'Evenementer vun de leschte Méint an der EU ëmmer méi e grouse Stellwäert.

Derbäi kënn, dass d'Uelech- an d'Gasfelder an der Nord- an Ostsee no an no eidel sinn, wouduerch sech déi europäesch Ofhängegkeet vun Drëttlänner vergréssert. Europa muss deemno a Saachen Energie eng gemeinsam Sprooch schwätzen.

Et kann net méi sinn, dass mir an Zukunft nach ëmmer 28 - ech soen, déi Memberlänner plus d'EU u sech - ënnerschiddlech Usiichten an der Energiepolitik hunn. Ech mengen, dass d'Problematik, déi sech stellt, mëttlerweil bekannt misst sinn. Schonns 2005 gouf enner englescher Présidence fir déi éischte Kéier driwwer diskutéiert, an et sinn och Ziler kloer formuliert ginn. Geschitt ass awer leider séier wéinég! Mir müssen awer an engem internationale Kader bestoe kënnen, well dovunner hânt et jo bekanntlech of: Ofsécherung vun uerdentleche Präisser.

Elo zu eiser nationaler Situatioun: Wat fir een Energiemix huet Lëtzebuerg? Kuel, Äerdgas, Kernenergie, Wandkraaft, Wasserkraaft, erneierbar Energien: Alles dat sinn Energien, déi hei zu Lëtzebuerg zur Uwendung kommen. Eise Strommix besteet aus: 23,4% Atomenergie, 26,5% fossiler Energie, 0,5% Blockheizkraaftwierker, 2,6% Wand, 11,9% Waasserenergie, 0,3% Sonnenenergie, 1,4% Bioenergie, 5,1% erneierbar Energien aus anere Quellen, 2,3% Steekuel, 3,1% Braunkuel an 20,2% Naturgas. Dat ass de Stromverbrauch an der Grafik vun 2009, esou wéi en deemools duergestallt ginn ass.

Wa mer dann also kucken, eraus aus dem Atomstrom an eraus aus de fossile Brennstoffe, heescht dat, dass mer 49% vum aktuelle Strombedarf missten ofdecken.

49% vum dem aktuelle Strombedarf - just fir eng Kéier e Beispill ze ginn, well et heiansdo schwierig ass, wa mer vu Prozenter schwätzen a vu Stonne schwätzen, ouni eng Kéier e Beispill ze ginn -, dat géif bedeuten: 230 Quadratmeter Solaranlagen, wa mer soen, ee Quadratmeter mécht 130 Kilowatt d'Stonn. Dat géif bedeuten 2.500 Wandmiller, wann eng Wandmille 5.000 Megawatt d'Stonn produziéiert; dat géif bedeuten 3,3-mol Veianen fir als Pompspäicherwierk; dat géif bedeuten 1,6-mol d'Anlage vun der Twinerg. Awer dann, Dir Dammen an Dir Hären, léif Frënn, brauche mer iwwert d'CO<sub>2</sub>-Bilanz net méi ze diskutéieren.

Och hei zu Lëtzebuerg kritt d'Energiepolitik eng ëmmer méi grouss Bedeitung, eng Tatsaach, op déi ech schonns méi wéi eemol higewisen hunn. D'Kompetitivitéit vun eiser Wirtschaft ass ouni rasonabel Energiepräisser a Fro gestallt. Mir brauche stabil a bezuelbar Energiepräisser aus wirtschaftleche Grënn. D'Energie muss méi intelligent a méi effizient genotzt ginn, fir doduerch de Verbrauch ze reduzéieren.

D'Strategie ewech vun der Ofhängegkeet vum Pétrol muss dozou féieren, dass déi erneierbar Energien an engem méi grouse Mooss zur Hierstellung vu Strom, Wäermt a Mobilitéit kënnen genotzt ginn. D'Fuerschung an dës nei Form vun Energienotzung muss gefördert ginn, fir innovativ Produkter op de Maart ze bréngen.

Energiepolitik ass Wirtschaftspolitik. Energiepolitik muss dem Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg entgéintkommen. Si soll eis Wirtschaft net beblaaschten a paralyséieren.

D'Energiepolitik ass awer och Aarbechtsmaartpolitik. Eischstens sinn Aarbechtsplazen an Energiebetreiber selwer. Et ginn awer och nach Aarbechtsplazen an deene Betreiber, déi grouss Konsumente sinn an der Energie. Dofir ass et och wichteg, dass een ni vergësst, dass Energiepolitik Aarbechtsmaartpolitik ass.

D'Energiepolitik ass och Sozialpolitik, well d'Leit, d'Privathaushalter, d'Stéit - an d'Aarmut -, och si sinn et, d'Leit, déi all Dag akafen. An do spillt dat och eng grouss Wichtegkeet an der Präispolitik, wat déi privat Ménagë fir Beblaaschtunge kréien.

An d'Energiepolitik ass och Ëmweltpolitik, well mir brauchen eng Natur a mir iwwerloossen eise Kanner dës Welt jo och gären enner propere Zoustänn. Dofir ass Energiepolitik och Ëmweltpolitik.

Energiepolitesch Alleingäng an engem globale Maart si fir e klengt Land wéi Lëtzebuerg onméiglech. Lëtzebuerg brauch den europäeschen Energiemaart, fir och an Zukunft en attraktiven a kompetitive Wirtschaftsstanduert ze bleiwen.

Här President, Kolleeginnen a Kollegen, fir d'CSV-Fraktioun sinn déi energiepolitesch Ziler

esou zesammenzefaassen: Versuerungssécherheet, Wirtschaftlechkeet, Wettbewerbsfäegkeet, Ëmweltgerechtegkeet. Dës Ziler muss gläichrangig verfollegt ginn. Dat gëllt am nationale wéi am europäesche Kontext. Mir brauchen e breeden Energiemix aus Uelech, Gas, Strom a virun allem erneierbaren Energien.

Här President, Kolleeginnen a Kollegen, mir müssen erneierbar Energien nach méi ennerstetzen. Mir müssen awer gläichzäitig d'Energieeffizienz an Evidenz setzen an Energie aspieren, also eng rational Notzung vun der Energie weider propagéieren an ennerstetzen.

D'Aspuepotenzialer an dësem Beräich sinn enorm, wann ee bedenkt, dass haut bis zu engem Fënneftel vun der gebrauchter Energie einfach verbëztt gëtt. Einfach Gesten am Stot, wéi zum Beispill d'komplett Ausmaache vun de Luuchten, Computeren, Fernseher, also kee Stand-by vun den elektreschen Apparater, oder kleng Investitiounen a beispillsweis Energiespueerluuchten, d'Isoléieren oder Thermostater wierke sech mat Sécherheet positiv op d'Energiefro aus.

Ausserdeem erméiglechen d'Energiespueermoossname finanziell Aspueunge bei Privatleit an Entreprisen, schafen Aarbechtsplazen an neien energieeffizienten Technologie- an Dëngschtleeschungssecteuren. An zu gudder Lescht hu se och nach e positiven Effet op d'Ëmwelt duerch de Réckgang vun den CO<sub>2</sub>-Emissiounen.

Et ass wichteg, dass mir eise Kanner e Virbild sinn, andeems mir net fir all Meter den Auto huelen. Dëst ass souwuel kontraproduktiv fir eis Ëmwelt wéi och fir d'Gesondheet vun eise Kanner. Mir brauchen zousätzlech Moossname fir d'Stabiliséierung vum Uelechverbrauch. Hei gëllt et, am Verkéiersberäich d'Alternativen ze sichen an anzusetzen, zum Beispill Biokraftstoff a Äerdgas.

Wéi wäit een do ka goen, obwuel ech dat hei Beispill, wann ech et och elo zitieren... Ech wëll just weisen, dass et geet, ob dat zwar eng ideal Léisung ass, ass eng aner Fro. Nom éischte Pétrolschock am Joer 1975 huet dat südamerikanesch Land Brasilien decidéiert, op Bioethanol ëmzeklappen, fir d'energiatesch Ofhängegkeet vum Pétrol ze reduzéieren. An dass dës Entscheidung fir si Friichte gedroen huet, bewisen d'Zuelen: 2005 war Brasilien dee weltgréissten Ethanolproduzent mat ronn 20 Milliounen Tonnen. Ob dat awer dee richtige Wee ass, sief dohigestallt.

Mä en anert Land, wat net esou wäit ewech ass, wat vill méi no ass, huet et fäerdeg bruecht och nom Pétrolschock vu '75, dass dat ganz Land nach ëmmer deeslewechten insgesamten Energieverbrauch huet wéi haut. Dat ass Dänemark.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**, *interpellateur*.- Jo. A mir?

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Jo, Dänemark huet et fäerdeg bruecht. Dat si fënnef Milliounen Awunner. Et ass zwar nach ëmmer méi grouss wéi Lëtzebuerg, mä et huet awer näischt mat Brasilien ze dinn. Et ass net iwwert dem Mier, mä et ass awer relativ no. Déi hunn et fäerdeg bruecht...

► **M. Henri Kox (déi gréng)**, *interpellateur*.- Eng eegestänneg Energiepolitik also.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Jo, Här Kox. Wann ech Iech jo da gefale mat deem, wat ech soen, dann ennerbriecht mech net.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**, *interpellateur*.- Jo, entschëllegt.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Merci, Här Kox.

► **M. Henri Kox (déi gréng)**, *interpellateur*.- Mä et ass eegestänneg.

► **M. Marc Spautz (CSV)**.- Mä zënter 1975 huet Dänemark nach ëmmer deeslewechten Energieverbrauch wéi haut. An dat beweist, dass et méiglech ass, och Energie ze spueren an nei Weeër an der Energiepolitik ze goen.

Wann een an deem Zesammenhang awer vun Innovatioun schwätzt, dann dierf ee virun allem d'Automobilindustrie net vergiessen. Et ass schonns komesch, dass mer a bal allen Technikberäicher virukomm sinn, wéi an der Elektronik, der Kommunikatioun, der Medezin, an an engem grouse Beräich awer bis haut nach net: Dat ass nämlech an der Automobilindustrie.

Mir furen haut nach mat deem gudden ale Prinzip vum Ottomotor, dee schonns iwwer honnert Joer al ass. Mir hunn et zwar fäerdeg bruecht, d'Verbrauchswäerter ze senken, mä soss ass awer an deem Fall, Dir Dammen an Dir



Hären, nach weider net vill geschitt. An do kann ee sech jo awer d'Fro stellen, ob dat net och e bësse gewollt ass vu verschiddene Länner a verschiddene Bedreiwter, dass déi net wëllen, dass do iergendeppes geschitt, well dat awer fir si och e rentabelt Geschäft ass. Dofir mengen ech, dass do op alle Fall nach vill ze maachen ass.

Här President, d'Energiesécherheet ass eng grouss Erausforderung fir eist Land, well mir jo selwer net vill Ressourcen hunn. Eis prioritär genotzen Energieträger si Pétrol, Äerdgas, Strom an alternativ Energien. Ech ginn dann emol kuerz op déi eenzel Energien an.

De Pétrol: Hei hu mir betreffend d'Präispolitik iwwerhaupt keen Afloss. De Präis mécht sech do, wou e gefördert a gehandelt gëtt, an dat ass jo effektiv net hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen awer derfir suergen, dass eis national Reserven ausgebaut ginn. Mat all deenen Tankreservoirern, déi et haut hei am Land gëtt, gëtt et net einfach, fir déi Oplag kënnen ze erfëllen.

Den Energieminister Jeannot Krecké an den Nohaltekeetsminister Claude Wiseler hunn an deene leschte Méint nei Standuerten virgeschloen a virgestallt, wou déi zousätzlech Capacitéit sollten hikommen, an d'Begeeschtung war alles aneschtens wéi grouss bei deenen eenzelne Leit. Mä et ass awer wichtig, dass mer Reserve kréien. An et ass awer och wichtig, dass déi Reserven do leien, wou uerdentlech Transportweeër sinn, Transportweeër iwwer Waasser, Strooss a Schinn.

Wat elo den Äerdgas ubelaangt, do ass et net vill aneschtens wéi beim Pétrol. Do kënn awer nach derbäi, beim Äerdgas, dass och nach eng Gasleitungsgebühr muss bezuelt ginn. Dat heescht, dass och nach déi Leitung muss bezuelt ginn, wou de Gas hierkënn, dass dat och wichtig ass.

Wat de Strom ubelaangt, de Strompräis setzt sech zesummen aus der Energiebeschaffung, aus dem Netzgeld, aus der Stromsteuer, der TVA an der Konzessioun. Wat de Strommarkt national ubelaangt, huet d'CSV den Ausbau vun der SEO zu Veianen, fir net nëmmen an d'Ausland ze liwweren, ëmmer ënnerstëtzt. Och den Invest an d'Kogeneratiounen, mat Gas oder Holz bedriwwen, an d'Biomass fënn voll a ganz d'Zoustëmmung vun der CSV.

Grénge Strom muss et sinn. Dat ass jo de Moment de Credo. D'Leit wëlle keen Atomstrom méi. Obwuel et och do wichtig ass, de Leit eng Kéier ze erklären, dass aus der Steckdous bei deem, dee grénge Strom huet, nach ëmmer deeselwechten erauskënn wéi beim Noper, dee kee grénge Strom huet, mä dass den nationale Konzern verflucht ass, déi Suen, déi dofir extra bezuelt ginn, an déi gréng Energien ze investéieren.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Alternativ Energien: Wéi schonn ufanks ënnerstrach, ass et fir eist Land wichtig, nach méi ze investéieren. Mir mussen den Undeel vun den erneierbaren Energien onbedéngt ausbauen. An dat ass richtig souwuel fir d'Biomass wéi de Biofuel, de Wand, d'Waasser, d'Sonn an d'Holz. Do hu mir nach vill Potenzial, dat et ze notze gëllt. Erneierbar Energie spillt hei zu Lëtzebuerg leider bal keng Roll.

► **M. le Président.** - Ech bieden lech, e bësse méi opmierksam nozelauschteren, et ass eng wichteg Debatt!

► **M. Marc Spautz (CSV).** - Merci, Här President. Erneierbar Energie spillt hei zu Lëtzebuerg bal keng Roll: 1% laut Eurostat, a mir solle bis 2020 op 20% sinn.

Mir mussen an erneierbar Energien investéieren. Mir brauchen erneierbar Energie fir d'Stroumerzeugung, fir d'Wärmt, fir Kraaftstoff. Net méi spéit wéi geschicht hu mir an dräi Kommissiounen a Präsenz vu véier Ministere iwwert d'Biokraftstoff geschwat. War dat effikass oder effizient? Dat wäert d'Zukunft weisen.

Här President, wat bitt sech fir eis als erneierbar Energien un? Sonnenenergie, Waasserenergie, Wand a Biogas. Dofir besteet hei zu Lëtzebuerg e Potenzial. D'Solarenergie hält hei zu Lëtzebuerg mat rasante Schrëtt zou. Dëst gëllt et weider auszubauen. Wandenergie: Direkt hei zu Lëtzebuerg ass e Potenzial op verschiddene Plazen, an déi gëllt et auszubauen respektiv bestehend Anlagen ze moderniséieren. Vill méi bréngt de Wand awer um Mier. Enorm Wandparke sinn do opgestallt ginn respektiv sinn amgaang opgestallt ze ginn.

Normal Kraaftwierker liwwere Strom gläichméisseg an d'Netz, bei den erneierbaren Energien gëtt et do en Op an Of. Et gëtt Schwankungen, well de Wand ënnerschiddlech bléist an d'Sonn ënnerschiddlech schéngt. Dat stellt nei Ufuerderungen un eis Leitungsnetzer an och un d'Spächertechnologien.

National, awer virun allem international mussen eis Stromnetzer ausgebaut ginn. Fir den Ausbau vun den erneierbaren Energien ass et wichtig, dass nei zousätzlech Aspeisungspunkte virgesi ginn. Stromnetzer gëtt et a verschiddene Spannungen: Héchstspannungsnetzer vun 220 oder 380 kV fir d'lwewerdroe vum Strom op Haaptschaltzentralen. Et gëtt Héichspannungsnetzer vu 50 bis 150 kV, fir eng graff Verdeelung ze maachen. Et gëtt Mëttele Spannung, déi verdeelt de Strom an Transformationsstationen a Nidderspannungsnetzer, an zu gudder Lescht Nidderspannungsnetzer vun 230 bis 400 V, déi dann zoustänneg si fir d'Feinverteilung a Privatstéit a klengen Industrien.

An ëmmer erëm, wa nei Leitunge kommen, ass d'Diskussioun: „Jo“ zu der Leitung, awer net bei mir, mä léiwier beim Noper! Dat ass eppes, wou mer och e Mentalitéitswiessel bei eis brauchen.

En anere Punkt ass den Ausbau vun Energiespächere. Den Ausbau vun Energiespächere, fir Stromschwankungen duerch erneierbar Energien entgéintzekommen, ass enorm wichtig. Et kann een net iwwerall Pompspächere bauen. Gutt spächerbar wier awer och de Biogas, wou et och hei Bedarf gëtt, well de Biofall kann ee stockéieren, an dee kéint een och dann, wann e Manque op anere Plazen ass, massiv asetzen.

Mäi Kollege Félix Eischen huet et schonns en Dëschdeg gesot, a mir waren zu e puer Kommissiounen net méi spéit wéi viru 14 Deeg d'Biogasanlag kucken. Do ginn de Moment 4.000 Tonne Biomüll verschafft. Déi Capacitéit ass 25.000 Tonnen.

Et kéint een nach méi där Biogasanlage vläicht hei am Land bauen, mä och do huelen ech un, wäert et genauou si wéi mat de Leitungen a mat de Stroossen a mat de Schinnen, dass nawell den Intérêt, fir op déi Plazen déi Anlagen ze bauen, zwar an der Theorie gutt kléngt, mä wa se an der Praxis mussen ëmgesat ginn, dass do net gradesou vill Begeeschtung do ass.

Et kann een och bei deene Biogasanlagen driwwer nodenken - dee Biomüll, dee mer hei am Land maachen -, wat do nach alles kéint esou drakommen. Wéi ass et mat all deenen anere Liewensmëtteleffall, wéi ass et mat verpaakten an onverpaakte Produkter, wéi ass et mat Tubak, also mam Tubak deen iergendwou ugesammelt gëtt; ob et net och do méiglech wier, déi Saache mat ze notzen?

Da kéinte mer zwou Saache beienee maachen: Mir kéinten, éischters, Energie herstellen an, zweetens, géife mer et och fäerdeg bréngen, dat Material ze verbrennen. Mä do gëtt et jo awer och nach Schwierigkeete mat der Hygiene-Veruerdung 2002 vun der Europäescher Union, an do wier et och wichtig, dass mer do verschidde Saache géifen änneren.

Wa mer vun der Spächertechnologie schwätzen, sou ass theoretisch och haut schonns viles méiglech, awer nach net alldagstauglech. D'Erfindersche vun neie Spächertechnologien, Drockloft, Waasserstoff an esou weider an esou fort, kéint och interessant si fir de Forschungsstanduert Lëtzebuerg.

Ech wëll drun erënneren, schonns virun iwwer 100 Joer ass hei zu Lëtzebuerg u Stromspächertechnologie geschaff ginn. Ronn - ech soen emol - 40 km vun hei, zu Rospert, huet den Tudor sech schonns virun iwwer 100 Joer domat beschäftegt, fir an der Spächertechnologie eppes ze maachen. Am Allgemengen an am Alldagsgebrauch si mer awer nach net ganz vill méi wäit virukomm wéi virun 100 Joer, an dofir wier dat och vläicht eng Erausforderung fir den Entwécklungsstanduert Lëtzebuerg.

Mir mussen eis Ziler setzen am ganze Land. Et bréngt näischt, wann elo all Gemeng wëll eege Projekter maachen. D'Gemenge mussen an dat Energiekonzept, wat national soll erstallt ginn, mat agebonne ginn. Nëmme esou mécht dat Ganzt Sënn.

Bei all deem, wat mir wëlle maachen, därefer mir déi international Ufuerderunge betreffend de Klima- an Ëmweltschutz net vergiessen a mussen dësem Rechnung droen. Mir mussen grouss Wäert op eng mëi spuersam Nutzung vun der Energie leeën. Spueren ass eppes, wat jiddweree versteet. Eisen Energiespuerpotenzial ass nach laang net erreecht, an et gëtt nach viles, wat gemaach ka ginn. Dat gëllt souwuel fir d'Privatstéit wéi och fir d'Betriber, de Stat an d'Gemengen.

Energieeffizienz kann a muss gesteigert ginn, an zwar an alle Beräicher. Dat gëllt fir déi een-

zel Gebaier, dat gëllt fir den Dëngschtleeschungsberäich, dat gëllt am Transportberäich an an der Industrie. Wat d'Gebaier ugeet, do ass d'Wärmeschutzveruerdung de richtige Wee. All déi Moosnamen, déi de Minister Schank am Paquet logement betreffend Niddregenergiehaiser ugestallt huet, dat ass dee séchere Wee!

**(Hilarité)**

Bei der Albausanieerung gëtt et och nach massiv Aspuerméiglechkeeten, an déi gëllt et ze notzen. Do sinn et virun allem de Stat an d'Gemengen, déi do mussen mat guddem Beispill virgoen.

Eng uerdentlech Versuerungssécherheet mat rasonabelen Energiepräisser ass wichtig fir de Wirtschaftsstanduert Lëtzebuerg, si ass wichtig fir eng Aarbechtsmaartpolitik, si ass wichtig fir eng gutt Familjepolitik, si ass wichtig fir eis all.

Eng Beschleunigung a Richtung erneierbar Energien an Energieeffizienz, woubäi een awer d'Versuerungssécherheet net därefer aus den Ae verléieren, bréngt och wirtschaftlech Chancen an innovativ Technologie fir eist Land. Investitiounen an erneierbar Energien, Klima- an Ëmweltschutz, d'Schoune vun eise Ressourcen an Energieeffizienz wäerte sech laangfristeg rentéieren.

Wéi ass dat Ganzt awer ze finanzéieren? Och do muss ee jo awer och de Courage hunn, eppes ze soen. An do ass et wichtig, dass mer och vläicht iwwert de Kyoto-Cent nodenken. Musse mer do net nach vläicht méi maachen? An eppes, iwwert dat ni diskutéiert ginn ass: Wat huet bis elo och an der Energiefro d'Entsuerung vum Atommüll kascht?

Et ass jo komesch, dass grad ëmmer an der internationaler Statistik do steet „Kernkraftwerke CO<sub>2</sub>-Ausstoß 5 g - 33 g“, a bei Wand- oder Sonnenenergie steet do tëschent 78 an 200 g. An dat, wat bei der Hierstellung richtig ass, wann Der dann awer emol zu Le Havre nofrot - do ass e klenge Betrib uewen op der Küst -, wat do awer vun CO<sub>2</sub> ausgestouss gëtt! Deen ass net an der Berechnung fir d'Atomkraftwierker dran, mä dat ass awer do, wou déi Atomaufbereitungsanlage sinn, an dat ass do, wou de Müll stockéiert gëtt. Dofir därefer een dann, wa mer dovu schwätzen, wat de Käschtpunkt ass, och net vergiessen, wat mer géife spueren, wa mer déi Atommüllsanierung net brächten ze maachen.

Zum Schluss nach eng Kéier kuerz zesummegefaasst: Mir wëllen den Ausstieg aus der Atomkraft, mat klaren Deadlinen a klare Strategien. D'CSV wëllt uerdentlech Stresstester fir sämtlech Atommeiler, an déi, déi et net packen, mussen direkt ausgeschalt ginn. Lëtzebuerg brauch e gesonden Energiemix. Lëtzebuerg brauch wettbewerbsfähige Energiepräisser, fir de Standuert Lëtzebuerg attraktiv ze halen. Nëmme da kréie mir och den Aarbechtsmaart an de Grëff. Erneierbar Energie muss weider ausgebaut ginn. D'Energieeffizienz muss gesteigert ginn. Mir mussen d'Leit sensibiliséieren an dozou bréngen, méi verantwortungsbewusst mat der Energie ëmzuegoen.

Här President, Kolleginnen a Kollegeen, Wuelstand huet méi Dimensiounen a beschränkt sech net eleng op de materielle Wuelstand. Et gëllt des eis zur Verfügung stehend Ressourcen an Energien esou anzusetzen, dass mir eis Liewensgrundlag erhale kënnen a gläichzäitig och eng intakt Ëmwelt ustriewen, dat och am Interessi vun de künftige Generatiounen. All dat ass eng Grondvoraussetzung fir Sécherheet a Wuelstand an eisem Land.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Häre Spautz. Als nächste Riedner ass den Häre Eugène Berger agetroen. Häre Berger, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci, Häre President. Wéi vill Zäit hunn ech?

► **M. le Président.** - Dir hutt 19 Minuten.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Merci. Léif Kolleginnen a Kollegeen, säit den dramateschen Evenementer a Japan, zu Fukushima, misst och dem leschte Frënd vun der Atomenergie kloer sinn, dat Atomkraft keng sécher Energie ass, och ni eng wäert sinn. Bei deser Technologie bleiwen ëmmer ze vill Risiken an e GAU oder e Super-GAU kann ni ausgeschloss ginn, sief dat duerch eng Naturkatastroph, wéi mer dat elo erliewen, sief dat zum Beispill duerch eng terroristesch Attack, déi jo an eisen Zäiten och net ganz auszuschléisse wier, sief et duerch e Fligersaccident, sief et duerch eng technesche Feeler, sief et duerch déi schlecht Gestioune vun enger Anlag.

An et muss ee jo och soen, elo a Japan, engem héich technologiséierte Land, muss ee jo feststellen, datt och do awer verschidde Problemer domadder ze dinn hunn, an där Anlag, well d'Gestioune net optimal war. Sief et d'Alters-

schwächt vun esou Installatiounen, sief et och déi ganz Problematik vun den Offäll.

Mir mussen duerfir ewech vun der Atomenergie kommen, a mir begrëssen, dat et hei zu Lëtzebuerg zu engem groussen Konsens an deser Fro komm ass an all d'Partei sech mëttlerweil kloer géint d'Atomkraft ausschwätzen. Ech mengen, et ass wichtig, dat mer op dee Punkt komm sinn, an et ass och net fir ze polemiséieren, wat déi eng oder déi aner virun 20, 30, 40 oder 50 Joer eventuell gesot hunn.

Fir mäin Deel muss ech just soen, datt ech deemools mat mengem Papp, deen zu Wëntreng Wéngerten hat, och mat an der Manif war, mä net an der éischer Rei, mä e bësse méi hanen.

Här President, Cattenom, eng vun deene gréissten Zentralen an Europa, läit virun der Hausdier, an et ass kaum auszudenken, wat et géif fir eist ganz Land bedeuten, wann hei e gréiseren Accident, e GAU oder e Super-GAU géif passéieren. Duerfir muss et jo och fir eis Regierung eng Prioritéit sinn, dat mer wierklech mat alle Moyenen, mat alle verfügbare Mëttele dorobber awierken, datt déi Zentral esou schnell wéi méiglech zougemaach gëtt - hir Lafzäit ass jo och geschwënn eriwuer -, datt op alle Fall keng Verlängerung vun där Lafzäit a Fro kënn.

Dat ass souwuel fir Cattenom wéi och fir aner Atomzentralen, déi an der Groussregioun existéieren: Fessenheim, Biblis, ech ziele se net allequerten op. Och fir déi, oder och net fir do muss d'Regierung sech asetzen op europäeschem Plang, fir datt déi vereelsten oder pannenufällg Zentralen esou schnell wéi méiglech sollen zougemaach ginn.

D'Regierung muss duerfir resolut um europäesche Parquet awierken, datt mer definitiv an Europa aus der Atomkraft erausklammen. Si huet duerfir och e klaren Optrag, net nëmme hei vun der Chamber, mä ech mengen, wann een dobausse kuckt, iwwert d'Petitiounen, iwwert d'Stëmmung bei de Bierger, dann ass et wierklech, kéint ee soen, do brauche mer kee Referendum! Et ass wierklech e klaren Optrag un des Regierung, fir eben dann an Europa an deem Sënn ze handelen.

De Moment geet jo ganz vill Rieds vun deene Stresstester. Domadder kënnen mir och d'accord sinn, mä et muss een awer kucken, datt dat och wierklech seriö Stresstester sinn. Et muss wierklech all Inzidenze gepréift ginn. Elo geet jo scho Rieds - wann ee kuckt d'Artikelen am „Spiegel“ oder soss op de Noriichtenagencen, wat do Rieds ass -, datt do nëmme méi sollen Naturkatastrophe considéréiert ginn. Dat kann et wierklech net sinn; et muss wierklech all Inzidenze gekuckt ginn!

A virun allem och muss een herno déi néideg Konkluusiounen zéien, wann do bis Défaillancé sech da bemierkbar maachen. Et dierf also wierklech keen Exercice de style sinn, déi Saachen, dat muss wierklech seriö ugaange ginn.

Här President, an der Energiefro lauert awer nach een anere GAU respektiv e Super-GAU op eis, nämlech dee vun de fossile Brennstoffe. Zum engen, well de Pétrol a seng massiv Benotzung a Verbrennung mat groussen Ëmweltbelaaschtunge verbonne sinn. D'Stéchwuert ass hei de Klimawandel. Et muss ee jo wëssen, datt déi Fro vum Klimawandel an d'Energiefro ganz enk matenee verbonne sinn.

Wa mer also wëllen, datt d'Ärderwärmung stabiliséiert gëtt respektiv datt mer déi solle stoppen, mussen mer resolut op aner Forme vun Energie ëmklammen. An et si jo och éischt Pläng vun der EU - mir kruten déi gëschter an der Kommissioun virgestallt -, e Livre blanc, wou och d'Kommissioun do ganz kloer Pisten opweist, wou d'Rees higee.

Zum anere lauert och hei eng enorm Fal op eis, an ech géif soen, dat ass einfach d'Energiepräisfal, déi och hei op eis lauert, wa mer net aus deene klasesche fossile Brennstoffe, aus deenen Energien erausklammen. Well, wa mer weider op fossil Energie setzen, da muss ee wëssen, datt, nieft all de Problemer par rapport zur Ëmwelt, eben och déi Ressource lues awer sécher wäert zu Enn goen. A wa se méi knapp gëtt, wäert se och sécher méi deier ginn.

An da kann ee jo och kucken: Mëttlerweil hu mer schon, wann een de Marché kuckt, Präisser beim Äerduelech, wou de Barrel iwwer 100 Dollar ass. Et war eng Zäit, virun zwee, dräi, véier Joer, wou en nach vill méi héich war. An och elo ass déi Tendenz ze bemierken, datt de Präis vun Äerduelech an d'Luucht geet. Dat huet dann natierlech och direkt Konsequenzen op d'Präisevolutioun, zum Beispill vum Mazout, wat een da wäert spieren.

Kuckt - fir dat Beispill vum Mazout ze huelen - d'Präisser vum Mazout: Säit 2009 hunn déi sech hei zu Lëtzebuerg erëm verduebelt. Dir hutt zum Beispill, huele mer 1.500 Liter Ma-

zout, duerfir huet een 2009, oder virun 2009, 516 € bezuelt, haut muss een 1.146 € duerfir bezuelen. Dat kann elo variéieren. Ech hat hei virun e puer Deeg de Präis vum Barrel am Mazout geholl. Bon, dat ka ganz schnell fir eng Famill heeschen, datt do am Joer ronn 2.000 € Méikäschen da kënnen kommen, eleng nëmme wéinst dem Mazout. Dat heescht also, datt een do méi Dépensé fir d'Energie huet, dat heescht, datt ee manner Suen an der Täscht huet, manner Kafkraaft huet, fir se anescht ersatzeginn.

Et ass jo esou, datt déi Spirale, déi Präisspirale vum Aerduelech och nach net um Enn ukommt ass, datt also weiderhin eng grouss Demande do ass, datt och zum Deel bedéngt duerch regional Konflikter, sief dat Irak, Libyen an esou weider, datt dat och en Afloss op de Präis vum där Zort vun Energie huet; sief et eben och, wéi ech scho gesot hunn, datt Pétrol als Ressource ëmmer méi rar gëtt. Do gëtt et jo verschidde Prognosen, datt spëitstens 2050 déi meeschte Reserven oder déi meeschte Lager opgebraucht wieren.

Här President, nëmme fir ze soen, den nächste Super-GAU an der Energie wäert also dee sinn, wou d'Energiepräisfälsch wäert zouschnappen. Dat wäerte mer da spieren, ebe bei dem Präis vum der Mobilitéit och, well dat géif jo och - dat wäert dann och - bedeuten, datt de Bensin an Diesel méi deier ginn, an datt dat also och méi deier gëtt. Dat wäerte mer besonnesch bei den Heizkäsche spieren, wann déi Evolutioun esou weidergeet, an dat wäert jo och natierlech da Konsequenzen hu fir eng ganz Rei - ech soen emol - sozial mannbemëttelt Mënschen, déi dann zum Beispill Krämpes kréien, fir hire Brennes ze bezuelen.

Mä och d'Betriber - dat muss jo och den Energieminister, deen och Energieminister ass, dann interesséieren -, och d'Betriber wäerten dann ëmmer méi héich Energiekäschen hunn, ebe mat de Konsequenzen, déi dat dann op d'Ekonomie, op den Aarbechtsmarché kann hunn.

Déi grouss Erausforderung also, déi sech hei zu Lëtzebuerg stellt, ass net nëmme déi, fir en Ersatz ze fanne fir 23% Atomstrom, déi mer de Moment nach hunn, mä mer mussen och de Wee aus der Ofhängegkeet vun de fossile Brennstoffen fannen, an duerfir muss mer also och d'Kéier an der Energie hei zu Lëtzebuerg kréien.

Fir d'Demokratesch Partei ass dat keng nei Fro. Mir hu fir d'Lescht virun dräi Joer - viru Fukushima an dem leschten Uklamme vum Präis vum Aerduelech - iwwerschafften, konkret Proposen op den Dësch geluecht. 2008 hu mer e Pabeier virgeluecht ënner dem Titel „Ëmweltpolitik, déi Zukunft huet“ - ech hunn hei och een Exemplar -, ebe mat eise konkrete Proposen, wéi Lëtzebuerg kann déi Energiewend kréien.

An da wéilt ech awer dem Här Spautz och hei kuerz eppes soen, well e viru gefrot huet, wou ech dann 2006 gewiescht wier, wéi si sech grouss Froe gestallt hunn. Ech kéint jo den Här Spautz och froen, wou e 1994 war, wou e 1999 war, firwat en ni an enger Regierung war.

Här Spautz, ech wéilt lech just soen, déi Zäit, wéi ech an der Regierung war, hunn ech déi éischt Initiative geholl hei zu Lëtzebuerg, fir de Leit ze hëllef bei all deem, wat erneierbar Energie sinn; dat, wat Projete waren um Niveau vun de Gemengen, fir do Energie ze spueren; wat Initiative waren, fir wann d'Leit Haiser bauen, fir do hinnen ze hëllef. Ech brauch also vun lech wierklech keng Lektionen an deem Dossier ze kréien!

#### (Interruption)

Här President, mir hunn hei an deem Pabeier eng Rei detailléiert Konzepter, do gëtt d'Energiewend mat konkrete Mesuren ausformuléiert, déi just drop waarden, ëmgesat ze ginn. Dobäi setze mer op zwee grouss Äkzenter: zum enge op d'Entwécklung vun erneierbaren Energien, an zum aneren op d'Energiespueren. Dat sinn also déi zwee grouss Domänen, wou mer wierklech hei zu Lëtzebuerg mussen usetzen.

A wat stelle mer fest, wat muss mer kritiséieren? Datt d'Regierung an deenen do zwee Domäne bis haut kee kloert Energiekonzept virgeluecht huet, keng wäitsichteg, nohalteg Energiestrategie virgeluecht huet! Dat sinn net nëmme mir eleng, déi dat soen, dat seet och déi Plattform géint d'Atomkraft, wou och iwweregens all Parteien dra vertruete sinn, och d'LSAP an och d'CSV! Déi Plattform seet a fuerdert, datt d'Regierung endlech eng nohalteg Energiestrategie hei zu Lëtzebuerg soll op den Dësch leeën.

Bon, et sinn an der Vergaangenheet eng Rei Etüde gemaach ginn, zum Beispill déi vum Potenzial vun den erneierbaren Energien hei zu Lëtzebuerg, mä do komme keng konkret Suiten. Schéin a gutt, wann een esou Etüde mécht - do stinn eng Rei Saachen dran, déi interessant sinn -, mä et geet jo och drëms, fir se

herno dann ëmzesetzen, fir ze kucken, se esou wäit wéi méiglech ëmzesetzen.

Ech ginn net weider op dee Potenzial an. Den Henri Kox hat viru drun do eng Rei Zuele genannt, mä et ass kloer, datt mer hei zu Lëtzebuerg op alle Fall de Maximum nach laang net ausgereizt hunn.

Wat hu mer gemaach an den erneierbaren Energien? D'lescht Joer huet d'Regierung en Aktionsplang op Bréissel geschéckt, deen hu mer praktesch eréischt nodréiglech hei an der Chamber deemools diskutéiert gehat, well op Ufro vun der DP hate mer hei eng kuerz Aktualitéitsstonn an der Chamber. A wat gesäit een an deem Plang do, fir d'Ziler ebe vun erneierbaren Energien ze errechen? Datt do virun allem massiv op den Akaf vu Biosprit zréckgegraff gëtt, ebe fir bei eisem Undeel un erneierbaren Energien do op déi 11% ze kommen.

Ech muss nach eng Kéier widderhuelen: Dat ass an eisen Ae keng nohalteg Energieform! Et ass scho bal e bëssen absurd, fir an deem Beräich vun erneierbaren Energien ze schwätzen, well jo ganz vill CO<sub>2</sub> gebraucht gëtt, fir en iwwerhaapt hierzustellen! An et ass, well jo ganz vill Biosprit an Drëttweltlänner produzéiert gëtt, mat ganz ville soziale Problemer verbonden: déi ganz Konflikter mat der Agrikultur - et ass schonn haut de Mëtteg hei gesot ginn.

Virun allem och ass et jo dat - an dat ass och schonn haut de Mëtteg gesot ginn -, datt een dann duerch den Akaf vu Biosprit virun allem doduerjer weider am Fong geholl net nëmme indirekt, mä direkt op den Tanktourismus setzt, well een dann dee Sprit jo awer ebe kann am Endeffekt op den Tankstelle verkafen. An doduerjer gëtt awer och eis CO<sub>2</sub>-Bilanz net besser. Well mir si jo och gefuerdert, fir de Wee aus dem Tanktourismus eraus ze fannen, fir eis CO<sub>2</sub>-Bilanz ze verbesseren an eise Budget manner ofhängeg dovunner ze maachen.

Gëschter an der Kommissioun huet - bon, dat ass de bonne guerre - den Energieminister dann den Däiwel un d'Wand gemoolt a gesot: „Jo, mä wat maache mer dann, wa mer awer net méi déi Recetten aus dem Tanktourismus hunn?“ Mä souwisou muss mer eis bewosst sinn, datt um europäesche Plang eng Kéier d'Harmonisatioun vun den Akzise kënn, wat also och d'Präisevolutioun souwisou an eng Richtung dréckt, wou dat keen Atout méi wäert sinn.

An da muss ee sech och d'Fro stellen: Wat bréngt den Tanktourismus reell hei zu Lëtzebuerg, am Sënn vun den Dépensen a Recetten? Et gëtt eng Motioun, déi hei scho jorelaang läit, déi och, mengen ech, jiddwereen ënnerstëtzt huet, fir eng Kéier kloer ze kucken: Wat ass da wierklech de Benefiss? Wat ass d'Plus-value vum Tanktourismus hei zu Lëtzebuerg?

Bis haut leien do keng kloer Chifferen um Dësch. Da muss ee jo dat mat verrechnen: Wat muss mer op der Géigesäit als Strofe bezuelen am Kyoto-Protokoll? Wat kascht et alles vun Ënnerhalt? Wat kascht et - dat wéilt ech emol net soen - vun deenen Doudegen, déi eventuell duerch dee ganzen Tanktourismus, Transitverkéier schonn an deene leschten zéng oder 20 Joer eben och provoziert gi sinn? An esou virun an esou fort.

Egal wéi, mir mussen also kucken, aus ekologeschen an och aus ekonomesche Grënn, fir aus deem Tanktourismus eng Strategie eraus ze fannen. An hei sinn d'Politiker ebe gefuerdert, fir Solutiounen ze fannen. An et ass jo grad d'Chance vun engem klengen Land, dat do eben duerch seng kleng Dimensioun kéint ganz vill Chancen notzen an do kéint Virreider sinn. Mir sinn an der EU net Champion, wann et soll e bësselche sinn, fir kreativ ze sinn an deenen dote Froen. Do kann ech och nëmme soen, de Minister sollt säin eegene Sproch vun „Trau doch!“ och emol fir sech an Usproch huelen oder fir sech als Usporn huelen, fir och an dëser Fro Solutiounen op den Dësch ze leeën.

Mir als Demokratesch Partei hunn och an eise Pabeier do eng Pist virgeschloen. Mir hu gesot, mir sollen e virtuellen Ausstieg aus dem Tanktourismus goen. Dat heescht: schonn elo en Deel vun deene Recetten, déi mer do kënnen genau identifizéieren, kucken ze neutraliséieren, fir eventuell herno dann och ze wëssen, wéi ee ka mat engem Budget ouni déi Recetté fueren, respektiv déi fir de Klimaschutz benotzen.

Sécher muss een och soen, datt een net alles ka bewierken hei zu Lëtzebuerg mat der Produktioun vun erneierbaren Energien. Dee Potenzial ass esou oder esou begrenzt. Mä et sinn emol keng richteg Usätz do vun dëser Regierung, fir eben dat hei maximal auszereizen.

Bon, an hiren Zeenarien, déi d'Regierung op Bréissel schéckt, do geet och net Rieds vun Energieverbrauch erfrozesen. Dat ass en anere Punkt, deen ee muss kritiséieren. Wa mer scho beschränkt sinn an der Produktioun vun er-

neierbaren Energien, dat ass natierlech en Challenge, mä da muss mer kucken, einfach insgesamt den Energieverbrauch erfrozesen. Da gëtt och dat Zil vun 11% méi einfach.

Gëschter hate mer esou e skurrilen Débat an der Kommissioun, wou vun „vases communicants“ geschwat ginn ass: „Mä wa mer manner Biosprit, da muss mer awer méi Wandmillen oder... (veuillez lire: oder Biogasanlage bauen)“, an esou virun an esou fort. Ma neen! Déi kruzial Fro ass net gestallt ginn. Kommt, mir verbräuche manner Energie!

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Dat ass dat, wat eigentlech déi Haaptfro ass.

Beim Energiespueren - dat ass also deen zweete Punkt, op deen ech wéll agoen -, do kann een och keng seriö Usätz gesinn, wéi mer do wierklech konsequent un dee Sujet eruginn. Au contraire! Am Plang, deen d'Regierung eben op Bréissel geschéckt huet, eben deen d'lescht Joer, do steet dran, datt nach den Energieverbrauch géif bis 2020 hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht goen. An et ass eben awer grad do, wou ee misst massiv usetzen a wou do wierklech och en enorme Potenzial hei zu Lëtzebuerg ass, besonnesch am Beräich vum Wunnengsbau. Experte schwätzen hei vun engem Potenzial vun iwwer 30%, deen ee kann hei spueren un CO<sub>2</sub>.

Mä wat heescht dat am Endeffekt och un Energie? An d'DP, déi gëtt jo net midd, déi gëtt net midd, fir ze soen, mir sollen endlech e konsequente Programm fir Albausanieerung an d'Wee leeden!

(**Mme Lydie Polfer prend la présidence.**)

Firwat zécke vill Leit? Jo, well et awer eppes kascht, wann ee wéllt Albausanieerung maachen. Dat ass gewosst. An et ass jo esou, datt déi aktuell Hëllef kee grouss genuchen Ureiz sinn, ob dat elo déi Primé sinn, déi een eventuell kritt, déi Subsidien, déi ee kritt, guer net emol dovunner ze schwätzen, datt een heiansdo muss dräi, véier Joer waarden, bis ee se erëmbezuelt kritt, oder méi.

An dann och déi aner Modeller, wou gesot gëtt, jo, et sinn déi eng oder aner Banken, déi awer e Prêt ginn, wou d'Zësen net esou héich sinn. Dat sinn och keng Ureizer. Dat ass eng Hemmschwel bei de Leit eben do, well se sech dat net kënnen direkt leeschten. Well dat kënnen awer, wann een esou e Beispill hëlt, ganz schnell 20.000 Euro ginn, fir esou eppes ze finanzéieren.

Wat proposéiere mir? Mir soen, fir déi Hemmschwel ze iwwerwanne bei de Leit, fir hinnen ze hëllef, datt se hiert Haus assainéieren, kommt, mir hëllef hinnen, andeem mer hinnen d'Aarbechte virfinanzéieren mat enger Klimabank, mat engem Prêt, zënslös, eventuell ee ganz klengen Zën, jee nodeem vum soziale Stand, fir eben de Leit ze hëllef, datt se déi Aarbechte maachen! An herno, mat deene Suen, déi se spueren bei der Energie, domadder bezuele se zréck.

Fir e Beispill ze soen: Ech hat elo gesot, dat kascht ganz schnell 15.000, 20.000 Euro, fir en Haus ze sanéieren. Dat sinn e ganze Koup Suen. Bon, bei den aktuelle Mazoutspräisser, wann een also d'Haus assainéiert hätt, kéint ee bei den aktuelle Mazoutspräisser 1.500 bis 2.000 Euro d'Joer spueren. Maja, da mat deene Suen, déi ee spuert, kéint ee jo no zéng bis 15 Joer da mat deem Gespuerten de Prêt un d'Klimabank zréckbezuelen. An duerno, wann een dee Prêt - dee vun der Klimabank - zréckbezuel huet, spuert ee jo weiderhin oder et gewënn ee weiderhin eben un deem, wat een dann alles un Energie spuert.

Dat hei war elo e Beispill bei den aktuelle Präisser vum Pétrol. Mä wann deen nach an d'Luucht geet, wäerten d'Leit an Zukunft vill méi do spueren. A bei deem Modell do gëtt et nëmme Gewënn. D'Leit spueren Suen, well se manner Brennes muss bezuelen. Mir schützen d'Klima. De Stat huet manner CO<sub>2</sub>-Strofen an erreecht éischer seng erneierbar Energieziler. An de Stat kritt jo souguer seng Suen erëm, well d'Leit de Prêt jo zréckbezuelen. A virun allem: D'Betriber kréien nei Opträg. D'Ekonomie, dat schaaft an der Ekonomie nei Aarbechtsplazen. Et gi Créneue fir d'Recherche eventuell gemaach.

Ähnlech verhält et sech jo mam Energiespuercontracting, deen op darselwechter Iddi baséiert. Dat ass eng Aart Leasing, e Modell, deen een da besonnesch bei Appartementshaiser kann uwenden. Well ee sech da ganz schnell freet: Wéi maacht Der et da bei den Appartementshaiser? Dat kéint ee Modell sinn, deen een da bei den Appartementshaiser kéint uwenen, wou méi Propriétaire sinn.

An, ech mengen, dee Modell vu Klimabank oder Energiecontracting ass jo eppes, wat jiddwerengem misst alichten. Ech muss awer och do éierlechtehalber soen, mir begrësse ganz

staark, datt och elo d'Regierung sech awer wéllt mat eise Virschlag beschäftegen. Mir hate jo eng diesbezügliche Motioun beim État de la nation, déi ass uegheoll ginn hei vun der Majoritéit. Ech hoffen, datt dann awer och wierklech schnell elo eppes Konkretes mat där Motioun gemaach gëtt.

Ech wéll nëmme soen, Madame Presidentin, d'DP ass prett, fir wierklech der Regierung do eng Hand unzepaken, fir der Regierung ze hëllef, fir datt mer an deem Dossier vun der Klimabank virukommen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Wou mer awer guer net domat averstane sinn, Madame Presidentin, dat ass, datt elo de Moment an deem Beräich zum Beispill den Nohaltegkeetsminister am Kader vum CO<sub>2</sub>-Quotenhandel elo 30 Milliounen an d'Albausanieerung an Estland investéiert. Mengt Der iwwer, déi Lëtzebuerger Betriber wiere frou doriwwer? Kommt, mir huelen déi 30 Milliounen a mir maachen eppes hei zu Lëtzebuerg, fir d'Haiser ze assainéieren! Kommt, mir maachen dat mat der Klimabank oder mat Energiecontracting!

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Eugène Berger (DP).** - Och de Stat muss hei d'Virreiderroll spillen an deem Dossier. Huet de Stat all seng Gebaier assainéiert? Firwat mécht en dat net? Wéi vill Sue ginn do zur Fënster erausgehait all Dag bei de staatleche Gebaier, well se net energetesch assainéiert sinn? Wéi vill kéint een do am Statsbudget spueren?

Datselwech gëllt och fir den Akaf vu gréngem Strom. Den Energieminister hat jo um Fernese dobaussen de Bierger e bësselchen de béise Fanger gemaach a gesot, jo, et wiere jo awer nëmme 4.000 Leit hei zu Lëtzebuerg, déi dat géife benotzen. Wat iwweregens, Klammer op, falsch ass, well wann ee Sudstrom, EIDA an alles bäirechent, sinn et der vill méi. Mä duerfir meng Géigeform dann: Wat mécht dann d'Regierung, wat mécht den Energieminister, dee soll senger Regierung soen, datt déi och soll grénge Strom kafen? Datt ee soll kucken, datt all Gebai, all Verwaltung, all Service grénge Strom benotzt an der Regierung!

Dann ass et natierlech noutwendeg, datt een och muss de Bierger adequat informéieren, an datt do wierklech och muss Campagné lancéiert ginn. Bis elo hate mer dat net...

► **Mme le Président.** - Här Berger, Dir misst esou lues zum Schluss kommen. Dat heescht, d'Zäit ass schonn am Fong...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Madame Presidentin, ech kucken hei. Ech bräicht nach annerhalff Minutt. Wann Der mer déi nach kéint accordéieren? Ech mengen, d'Virspriecher waren och...

► **Mme le Président.** - Dir misst et vläicht e bësse méi kuerz maachen.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Ech maachen et e bësse méi kuerz. Gutt, Här President, ech wollt nach e lescht Wuert soen, wat den Hausbau ubelaangt, datt do nach aner Méiglechte sinn,...

► **Mme le Président.** - Presidentin!

► **M. Eugène Berger (DP).** - ...net nëmme beim Assainissement, mä och bei den Neibauten. Mir haten zum Beispill an eise Pabeier gesot, mir solle bis 2013 kucken, datt all Haiser, déi nei gebaut ginn, déi kéint ee bauen ouni fossile Brennstoffe. Dat ass bis elo net gemaach ginn. Et gëtt op 2020 verträischt.

Do ass och gesot ginn an der Kommissioun oder hei an der Chamber viru Kuerzem: „Jo, d'Betriber sinn net prett.“ Och do muss ech soen: Dat ass net wouer! Mir haten eng Table ronde - mir hunn esou Tables rondes zesommen: „Lëtzebuerg zesumme gestalten“ -, wou mer Experten haten. Déi hu gesot: „De Secteur ass prett.“ Mir kënnen domadder ufänken, wa mer wëllen, wann de politesche Wëllen do ass.

Voilà, Madame Presidentin, ech kommen dann op meng lescht Remarque, fir nach eng Kéier ze soen, mir brauchen also eng Energiewend hei zu Lëtzebuerg. Mir mussen net nëmme ewechkomme vum Atomstrom, mir mussen och ewechkomme vun der fossiler Energie, vun där Präisfälsch. Mir hunn eng Rei Proposen op den Dësch geluecht, fir eben dem Bierger beim Energiespuere konsequent ze hëllef, duerch eis Modeller Klimabank an Energiespuercontracting.

Dat bréngt net nëmme der Welt eppes - dat ass elo wierklech mäi leschte Saz -, der Ëmwelt

eppes, mä dat ass och am Endeffekt e Gewënn fir d'Bierger an d'Ekonomie. Mir mussen endlech gesinn, datt eng Energiewend net eng Plo ass, mä eng Chance fir Lëtzebuerg.

Merci!

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **Mme le Président.**- Merci, Här Berger. Ech géif dann als nächstem Riedner dem Här Bodry d'Wuert ginn. Dem honorablen Här Bodry!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Merci, Madame Presidentin! Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, et ass net déi éischte Kéier, wou mer iwwer Energiepolitik hei an dësem Haus diskutieren. Mir hunn et nach viru Kuerzem gemaach, fir d'Lescht, wéi mer iwwer eise Lëtzebuenger nationale Reformplang am Kader vun der Strategie „Europa 2020“ diskutiert hunn, wou jo och d'Energiepolitik ee vun den Hauptpillieren duerstellt.

Duerfir wëll ech hei vläicht rappeléieren, wat déi Ziler sinn, déi mer als Lëtzebuenger Regierung festgehalen hunn, fir 2020 ze realisieren am Energieberäich. Et sinn Ofwandlungen zu deenen 20/20/20-Zilsetzungen, déi op europäeschem Plang bestinn an déi mer probéiert hunn, opgrond vun de konkreten Analysen, wat och d'Potenzialer sinn hei zu Lëtzebuerg, op déi Lëtzebuenger Situatioun ze deklinieren.

Mir hu festgehalen, dass den Undeel vun den erneierbaren Energien 2020 soll 11% ausmaachen. Dat géif - dat muss ee sech awer trotzdeem och virun Aen halen, fir déi Leit, déi vläicht fannen, dat doten Zil wier net ambitiéis genuch - bedeuten, dass mer par rapport zur Situatioun vun 2005 eisen Undeel un erneierbaren Energie mat eelef géife multiplizéieren an engem relativ kuerzen Zäitraum. D'CO<sub>2</sub>-Emissionen, do ass eist Zil minus 20%. A bei der Energieeffizienz ass et, dass mer déi wëllen ëm 13% bis 2020 eropsetzen.

Den Energieminister, den Här Krecké, huet och virgerechent an der Presentatioun vun dem nationalen Aktionsplang fir d'erneierbar Energien, déi am leschte Joer am Juli presentéiert ginn ass, dass eleng déi doten Efforten an den erneierbaren Energien e Gesamtkäschtpunkt hätte vun 830 Milliounen Euro. Dat, fir och emol eng Kéier um Käschtpunkt an dëser Diskussioun ze schwätzen, an net nëmme vun Zilsetzungen. Mir mussen et fäerdeg bréngen, déi zwou Säite beieneenzeféieren.

Et muss ee sech och bewusst sinn, dass d'Lëtzebuenger Energiepolitik haut méi wéi jee e Bestanddeel ass vun enger europäescher Energie- a Klimaschutzpolitik, an dat wäert sech och an Zukunft net änneren. Et ass also wichtig, dass mer eis intern Strategie agebett kréien an eng international Bewegung, déi sech mécht. Dat géllt beim Atomstrom, dat géllt awer och bei enger Émkéierung vun der Energiepolitik ewech vun de fossilen Energieträger a méi staark hin op erneierbar Energien.

Ech ka mer net virstellen, dass mer am Alleingang hei zu Lëtzebuerg esou eng radikal Wend fäerdeg bréngen. Mir brauchen eng allgemeng Bewegung an Europa an déi dote Richtung. Do kann - ech sinn emol net esou sécher - d'Katastroph vu Fukushima hëllefen, déi Wend an der Energiepolitik ze kréien, méi ambitiéis Ziler sech nach ze setzen, wat eng nei Energiepolitik ugeet, wierklech progressiv aus der Atomenergie an Europa erauszekommen.

Mä och do dierf ee sech näischt virmaachen. Wien e bësse präsent war a leschter Zäit och an europäeschen Diskussiounen, deen huet matkritik, wéi gespléckt Europa an der Energiefro ass. Loosse mer eis do näischt virmaachen! All dat, wat mer vu Reaktiounen kréien an Däitschland, iwwert d'däitsch Medien, iwwert d'däitsch Öffentlechkeet, iwwer och d'Reaktiounen hei zu Lëtzebuerg, dat deckt sech net mat der majoritärer Meinung a Frankräich. Dat deckt sech net mat der majoritärer Meinung an anere Länner, wat traditionell Atomstromlänner sinn, wou selbstverständlech eng aner Grondhaltung an der Regel virläit, wéi dat a Länner ass, déi traditionell eigentlech selwer keen Atomstrom produzieren.

Dat geet also queesch duerch d'Länner, dat geet och queesch duerch vill politesch Familljen op europäeschem Niveau, wat d'Haltung zur Atomenergie ass, an dat ass eng ganz schwieereg Diskussioun, déi ze féiere bleift.

Ech wëll, nodeem all Mënsch hei sech selwer op d'Schëller geklappt huet fir ze soen, wéi da scho virun 20, 30 Joer d'Haltung vu senger Partei zur Atomenergie war... - déi gréng kënnen dat e bësse schlecht maachen, well si eréischt e bësse méi spéit, um parlamentareschen Niveau zumindest, entstane sinn.

Ech mengen, d'Tatsaache sinn déi, déi et sinn. Ech mengen, den Atomreaktersprojet Rëmerschen ass preparéiert ginn an enger CSV/DP-Regierung. E sollt weidergefouert ginn an emgesat ginn an enger DP/LSAP-Regierung. En ass schlussendlech, opgrond vun Protest dobussen an opgrond vun engem ganz kontroverse Kongress op dräi Stëmmen, jo,...

(*Interruptions et hilarité*)

...et war mäin éischte Kongress, wou ech derbäi war, duerfir kann ech mech nach relativ gutt un deen erënneren. Ech war awer deemools net stëmmberechtigt, well do war esou e Kampf, fir un d'Delegiertekarten ze kommen,...

(*Hilarité*)

...mat internen Ofstëmmungen an alle Sektioenen, wien dierft seng Sektioenen do vertrieeden, sou dass et ganz haart war, do als ganz jonke Mënsch,...

► **Une voix.**- Jo, et war ganz haart, allerdéngs.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...als ganz jonke Mënsch mat kënnen do ze entscheeden. Mä et bleift, dass et, mengen ech, eng richtig Entscheedung war.

Ech si frou, dat feststellen, well déi ass jo deemools vill kritiséiert ginn, déi Entscheedung!

► **Une voix.**- Jo!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Et ass jo net, dass do sech all Parteien gesot hunn: Ma wonnerbar, d'Sozialisten hunn elo déi doten Entscheedung geholl! D'Sozialiste si vill kritiséiert ginn an der parlamentarescher Welt iwwert déi doten Entscheedung. Mä et war eigentlech déi richtig Entscheedung, déi mer geholl hunn. An et bleift, mengen ech, dass, wat fir Rëmerschen gegollt huet, och muss fir Cattenom gëllen an allgemeng muss fir d'Atomenergie gëllen.

► **Une voix.**- Très bien!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Fir eis Partei ass d'Atomenergie en Auslafmodell. Et ass keng Energie vun der Zukunft. An et ass och an deem Sënn, wou mer net nëmme hei zu Lëtzebuerg, net nëmme par rapport zu Cattenom, obwuel dass dat natierlech ënnert den Neel brennt, mä och europawäit eis mussen staark maachen, dass mer déi stäerken, déi Länner stäerken - dat ass eng Minoritéit! -, déi kritesch, wann net oflehnend zur Atomenergie stinn, fir dass mer och international Bewegung am positive Sënn an déi ganz Energiediskussioun kréien.

D'Zil misst et sinn, europawäit spéitstens 2030, wann net éischter, aus der Atomenergieproduktion erauszekommen. Dat ass, mengen ech, dat politesch Zil, wat mer och sollen als Lëtzebuenger Parlament ënnerstëtzen.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- D'nächst Joer hu mer... dee wichtege Stresstest a Frankräich. Dee gétt ganz wichtig! Den nächsten Abrëll.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- De Stresstest a Frankräich gétt immens wichtig.

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- De politesch Stresstest!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat selbstverständlech och. An ech weess, wéi schwieereg et déi politesch Parteien do hunn, fir do sech konkret festzeleeën, wéi se sollen un déi dote Fro erugeen.

(*Interruption*)

Ech muss jo éierlech soen, mir hu jo och relativ liicht schwätzen an där doter Fro.

(*Interruptions*)

Loosse mer elo awer emol... Hand op d'Häerz! Mir kënnen hei de moralesche Fanger weisen. Mir hunn awer relativ liicht schwätzen, wéi och aner Länner, déi selwer keen Atomstrom produzieren, awer Atomstrom importieren!

► **Une voix.**- Da kommt, mir maachen dat net méi!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Déi kënnen liicht driwwer schwätzen.

► **Une autre voix.**- Da kommt, mir schwätzen doriwwer!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Selbstverständlech, ma dozou wollt ech kommen, mä den Här Huss war esou léif, mech schonn hei mat de franséische Wahlen ze iwwerraschen a mengem Diskurs...

(*Interruptions diverses*)

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- Mat de franséische Sozialiste virun allem.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Mat de franséische Wahlen. Ech si frou, dass en op e Wahlsieg vun de franséische Sozialiste rechent.

► **Mme le Président.**- Loosst elo dem Här Bodry eleng d'Wuert!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Den Här Hulot, wat jo wahrscheinlech de Presidentschaftskandidat vun deene Grénge gétt, ass jo bekannt derfir, dass en net ëmmer eng kritesch Haltung zum franséischen Atomstrom hat. Duerfir muss een also och kucken,...

► **M. Jean Huss (déi gréng).**- En huet awer eng!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...wéi déi Diskussioun do weidergeet.

Datselwecht, wat him passéiert, ka vläicht och de franséische Sozialiste passéieren an hirem Kandidat.

► **Plusieurs voix.**- Ah! Voilà!

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Zumindest hu se jo an hirem Programm fir d'Wahl festgeluecht effektiv, dass den Atomstrom och fir si keng Energie vun der Zukunft wier. Si hunn allerdéngs sech net kënnen eenegen, dat ass mer nach a Gesprécher confirméiert ginn, fir e festen Datum an hire Wahlprogramm eranzesetzen. Mä zumindest, mengen ech, ass et eng besser Haltung wéi déi vun aktueller franséischer President a senger Majoritéit,...

► **Plusieurs voix.**- Jo, jo.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- ...dee jo am Zusammenhang mat der Angscht vun de Leit vun „müttelalterleche Reaktiounen“ geschwat huet par rapport zur Atomenergie. Abee, wann den Här Sarkozy de Fortschritt bedeit, da sinn ech ganz gäre fir e puer Zäiten nach am Mëttelalter zrëckblivwen, wat déi dote Fro ugeet!

(*Interruption*)

Et ass, mengen ech, och wichtig, wa mer iwwer Atomstrom diskutieren, dass mer och eis mat Cattenom beschäftegen. Ech mengen, Protester si vu Lëtzebuenger Säit gemaach: Si si gemaach um Niveau vun de Gemengen, si si gemaach um Niveau vun de politeschen, gewerkschaftlechen an de Kräften aus der Zivilgesellschaft.

D'Regierung huet och eng ganz kritesch Haltung offiziell ageholl, net nëmme hei am Parlament, mä och a Kontakter, déi se mat der franséischer Regierung hat. An et ass wichtig, dass déi doten Haltung och weider duerchgefouert gétt, dass d'Regierung drop insistéiert, dass déi Engagementer, déi geholl gi sinn, respektéiert gi vun der franséischer Regierung, dass komplett Stresstest duerchgefouert gi mat sämtleche franséischen Atomreakteren, nottament och mat Cattenom.

A fir eis ass et, mengen ech, och kloer, egal wéi, dass Cattenom en Atommeiler ass, deen um Enn vu senger Betriebsgenehmegung ukomm ass, an dass et net dierf zu enger Erweiterung, Verlängerung vun där Betriebsgenehmegung fir den Atommeiler vu Cattenom kommen.

Duerfir wier et och wichtig, dass elo schonn am Virfeld - op eemol kënnen esou Décisiounen ganz schnell op franséischer Säit geholl ginn - de Lëtzebuenger Stat sech och géif d'Expertise vu bausen huelen, souwuel wëssenschaftlech Expertise wéi och juristesch Expertise, fir kënnen géint eng eventuell franséisch Décisioun vun enger Verlängerung vun der Betriebsgenehmegung vu Cattenom virzegoen. Dat schéngt mer eng wichtig Précaution ze sinn, fir sech do also mat alle Mëttele auszestafféieren, fir mat alle legale Mëttele géint esou eng eventuell franséisch Décisioun kënnen virzegoen.

Wichtig schéngt et mer och ze sinn, dass mer virukommen an der Fro vun Atomstrom, dee mer selwer dann hei zu Lëtzebuerg verbrauchen. Dat ass natierlech a priori eng Décisioun, déi vun dem eenzelne Verbraucher ze huelen ass, sief et e Grossverbraucher, sief et de Klengverbraucher.

Eng Fro, déi ech mer just stellen - ech wëll se hei an d'Debatt werfen -, ass, ob een, anstatt dass een - nottament eisen Haaptliwwerant hei, eisen Distributeur vu Strom hei zu Lëtzebuerg - de Leit un éischer Plaz e Mëschstrom ubitt an dann eigentlech se freet, wa se deen net gären hätten, fir dann eventuell kënnen och sougenannte grénge Strom ze huelen, ob een net kéint d'Regel émkéieren. Ob net d'Regel kéint déi sinn, dass een als éischt grénge Strom ubitt,...

(*Interruption*)

...an dann déi Leit, déi deen net wëllen, Démarchen da maachen, fir dann en aneren Energiemix ze kréien. Eleng, mengen ech, dee Wiesel do kéint an der Praxis scho munches bewegen. An ech stelle mer d'Fro, ob et net méiglech wier, dass do kéint d'Regierung och hiren Afloss geltend maachen, fir op eng aner Regelung eigentlech ze kommen, wat de Prinzip a wat d'Ausnahm zu deem Prinzip ugeet. Dat kéint vläicht an der Praxis munches bewegen.

Ech si frou, dass entgéint deem, wat soss op aneren Tribüne gesot ginn ass, hei net d'Forderung erhuewe ginn ass, fir ze soen, d'Regie-

rung sollt eng Autorisatioun fir d'Sotel zrëckzéien. Dat ass an engem Rechtsstat net méiglech. Déi Autorisatioun, déi d'Regierung ginn huet, déi huet se ginn opgrond vun de bestehende Gesetzgebungen hei zu Lëtzebuerg.

Et schéngt jo och, wéi wann d'Gerichter der Meinung wieren, dass d'Regierung do u sech näischt Illegalen gemaach hätt, mä eigentlech sech un d'Gesetz gehalen hätt, wat se och muss maachen. Et kann net an de Kompetenzberäich vun enger Regierung kommen, wann et hir elo an de Kapp kënt, bestehend Autorisatiounen einfach zrëckzéien. Dat geet net. Mir hunn hei an dësem Land Regeln, déi ze respektéieren sinn, wat den Émgank mat de Verwaltungsdécisionen ugeet. An d'Verwaltungsdecisiounen, déi definitiv sinn, déi sinn definitiv! Och wann eng Regierung wëllt, ka se esou eng Autorisatioun net zrëckzéien.

Et muss een dat awer eng Kéier kloer och dobause soen, och wa vill Leit sécherlech aus dem Häerz gären eppes aneschtens géifen héieren. Mä hei ass eng gesetzlech ofgestëmten Décisioun geholl ginn - politesch opportun oder net, dat sief dohigestalt. Déi ass geholl ginn. Déi géllt an déi kann ee vun haut op muer net als null an nichteg erklären. Och do gétt et an engem Rechtsstat Regeln, déi ze respektéieren sinn.

Haut sollt jo eigentlech och iwwert d'Energiestrategie diskutiert ginn. An ech denken, dass de Minister dat wäert maachen. Wat ee muss soen, dat ass, dass eigentlech zënter den 90er Joren iwwert déi successiv Regierungen sech eng Rumm gi ginn ass hei zu Lëtzebuerg, déi eigentlech eng fortschrëttlech Energiepolitik méiglech mécht, eng fortschrëttlech Energiepolitik eigentlech definéiert huet.

Ech wëll - dat ass deen eenzegen Ausfluss, deen ech a meng Vergaangenheet wëllt maachen - awer hiweisen op d'Gesetz vun 1993, dat Gesetz vun 1993, wat dat éischt Energiegesetz hei zu Lëtzebuerg war an dat den Titel dréit iwwert d'rationell Notzung vun der Energie. An deem Gesetz sinn eigentlech d'Zilsetzunge vun der Energiepolitik festgehal ginn, an déi hu sech eigentlech par rapport zu haut net am Wesentleche geännert. Déi kéint een eigentlech haut nach ëmmer esou weiderschreien.

Et geet natierlech drëm, wann ee vun Energiepolitik schwätzt, dass ee muss d'Ofsicherung vun der Energieversuergung garantéieren; déi soll sécher, diversifizéiert a wirtschaftlech zefridde stellend sinn. Et ass d'Promotioun vun Energiespueren an der rationeller Energienotzung a sämtliche Beräicher. Et ass d'Reduzierung vun der Ofhängegkeet vun de klaszeschen, de fossilen Energien duerch d'Förderung vun den erneierbaren Energien, der Kogeneratioun an der autonomer Produktioun vu primärer a sekundärer Energie an da schlussendlech d'Reduzierung vun den CO<sub>2</sub>-Emissionen.

Dat sinn d'Zilsetzungen, déi 1993 an d'Energiegesetz hei zu Lëtzebuerg ageschriwwen gi sinn. An dat Energiegesetz ass haut nach d'Basiss fir d'Subventionéierung an d'Promotioun vun den einzelnen Aktiounen, sief et vu Privathaushalter, sief et vu Betriber am Beräich vun der rationeller Energienotzung an den erneierbaren Energien. Et gétt geschwat do vun Energiekonzepter fir d'Betriber; et gétt geschwat vu kommunalen Energiekonzepter: alles Iddien eigentlech, déi haut nach ëmmer richtig sinn a wou et weider drëm geet, fir déi och konsequent ëmzesetzen.

Fir eis als sozialistesche Partei ass eng aner Iwwerleung immens wichtig, an déi ass eigentlech nëmme zum Deel bis elo an den Debatten zu Dag komm. Mä et ass ganz kloer, wann ee vun Energiepolitik schwätzt, da beweegt ee sech an engem Beräich, an enger Schnëttstell praktesch vun Émweltpolitik, vu Wirtschaftspolitik, awer och vu Sozialpolitik.

Et ass also selbstverständlech, dass, wa mer vun enger neier Definitioun vun der Energiepolitik schwätzen - a mir sollten duerchaus eis bisheereg Zilsetzung nach eng Kéier kritesch hannerfroen -, da kann een dat awer net lassgeléist maache vun deem sozialen a vun deem wirtschaftlechen Aspekt. Déi dräi Aspekter, déi jo eigentlech och d'Kärbegreffer vun der Nohaltegkeet ausmaachen, déi sinn ze berücksichtigen, wann een iwwert d'Definitioun vun enger Energiepolitik schwätzt.

Fir eis als LSAP ass immens wichtig, dass et bei alle Froer ronderëm d'Neiausrichtung vun der Energiepolitik muss kloer sinn, dass mer et net zu méi groussen Differenzen kommen dierfe loosse am soziale Beräich tëscht Aarm a Räich, tëscht deenen engen, déi duerch de Fait, dass se méi Suen hunn, e fräien Accès zu alle Formen vun Energien hunn an zu Energieverbrauch hunn, an deenen aneren, deenen deen Accès do verwiert géif bliwen.

Duerfir muss also och garantéiert si bei alle Modellen, déi mer mussen diskutéieren an där doter Fro, dass u sech awer déi sozial Clivagen, déi sozial Ennerscheeder net därefer méi grouss ginn duerch eng nei Energiepolitik. Also, dee sozialen Aspekt bleift an där ganzer Fro fir eis Partei och e wesentlechen Aspekt, dee mer op kee Fall därefer aus den Ae verléieren.

Wéi mer och selbstverständlech mussen aschätzen, wat de Käschtepunkt vun der Energiepolitik ass, de Käschtepunkt direkt an de Käschtepunkt insgesamt, wann een dat iwwer méi eng laang Period kuckt. An d'Problematik wäert jo sécherlech doranner bestoen, wéi mer deen Invest, dee mer direkt musse maachen, deen also direkt muss och iwwer öffentlech Budgeten ofgewéckelt ginn, wéi mer dee verkraaft kréien, obwuel mer wëssen, dass mer laangfristeg wäerte spueren.

Mä wéi kréie mer de momentanen direkten Impakt, dee mer kréien, wa mer méi Investissemente an deem dote Beräich maachen, wéi kréie mer dee verkraaft an enger Zäit, wou mer jo awer mat Statsdefiziter hei ze dinn hunn a wou all Parteien, bal all Parteien soen, dat ass e reelle Problem a mer mussen déi Defiziter nach méi kleng maachen?

Mir wëssen awer, dass méi Investissemente och am Energieberäich - och, wa besonnesch de Stat an d'Gemenge wëllen, an dat musse se, eng Virreiderroll besonnesch och an der Sanéierung vun den Albauten nach méi staark iwwerhuelen -, dass dat fir d'Eischt emol mat méi Käschte verbonnen ass, ier ee laangfristeg natierlech wëllt bei esou enger Operatioun.

Wéi kréie mer dat budgetär hin? Wéi kënne mer esou eng Politik an Aklang bréngen mat der Noutwendegkeet, fir eise Statsdefizit am Grëff ze behalen an net eng iwwerméisseg Verscheldung vum Lëtzebuurger Land an deenen nächste Joren ze kréien?

Alles dat, mengen ech, sinn och Aspekter, déi ee muss hei op den Dësch bréngen. Hei sollen all Fakte kënnen diskutéiert ginn; all Fakten, déi et eis erméiglechen, schlussendlech eng Décisioun ze huelen. Well all déi dote Froe sinn net konfliktrai. Souguer am Ëmweltberäich gëtt et Konflikter - déi ze léise sinn, mä déi een awer och net därefer verheemlechen.

Wandmillen iwwert den Éisleker Kopp: Wéi ass et mam Landschaftsschutz? Hu mer net e sektorielle Plang, dee sech mat all deene Froen, notament vum Landschaftsschutz a Landschaftsbildschutz eigentlech och, ze beschäftegen huet? „Der Zweck heiligt die Mittel“, heescht et oft. Et därefer ee sech awer trotzdeem d'Fro stellen: Ass d'Energiefro esou prioritär, dass all déi aner Punkten no hanne geréckelt ginn?

Hei gëtt gesot, mir mussen d'Prozeduren accélérieren. Sinn et net grad awer och eng Rei vun Ëmweltiwwerleungen, déi derzou gefouert hunn - zum Deel mat Recht, soen ech -, dass eng Rei vu Präiwunge musse gemaach ginn, wat den Impakt vun eenzelne Projeten op d'Ëmwelt ass? Soll dat bei deenen dote Projeten net gëllen? Bei all deenen anere Projete gëllt et.

Mir hunn also e Konflikt hei - Naturschutz an Ëmweltschutz -, dee sech wäert zouspëtzen, wat mer méi an deem Beräich vun der Energie a besonnesch och vun den erneierbaren Energie maachen. Mir hunn de Konflikt zum Deel: Energiepolitik an Agrarpolitik. Jee, mir hunn also eng ganz Partie vu Froen, déi sech stellen, och notament - ech mengen en anert Beispill, et ass net nëmme d'Wandenergie - déi besser Nutzung vun der Waasserkraaft, déi zum Deel mat Staue verbonnen ass. Well mer klenger oder gréisser esou Stauen hei zu Lëtzebuerg nach oppriichten, gëtt et x Etüden zu deem dote Punkt, wou awer och ëmmer ëmweltpolitesch gréisser Bedenke gi sinn, op deen dote Wee ze goen.

Also, alles dat si Froen, déi nach op sinn an déi sécherlech net eng Barrière därefer duerstellen, fir weider iwwert déi doten Diskussioun virunzekomme, mä déi een awer, mengen ech, och net därefer ennerschätzen, wann een all déi dote Punkte matenee berücksichtegt.

Voilà, ech wëll net weider op eenzel Punkten agoen. Ech wëll awer just soen - well den Här Kox virdrun déi Bemierkung gemaach huet, also den Androck ginn huet, de Minister hätt an enger Sitzung, déi mer mat der Wirtschaftskommissioun mat anere Kommissiounen viru Kuerzem haten, gelaacht, gelächelt, wéi iwwer Atomenergie diskutéiert ginn ass: Ech mengen, dat war sécherlech net de Fall.

De Minister huet seng Politik verteidegt an och op eng Rei vu Widerspréich higewise vun aneren an där doter Fro. Mä ech mengen, dass d'Regierung, besonnesch och den Energieminister, déi Fro vun der Atomenergie ganz seriö hëlt, an ech zweifele kee Moment drun, dass des Regierung dee feste Wëllen huet, och an där doter Fro Neel mat Käpp ze maachen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **Mme le Président.** - Ech soen dem Här Bodry och Merci, besonnesch och fir seng Pünktlichkeit, genau op d'Minuten. Ech géif dann als nächstem Riedner dem honorablen Här Colombero d'Wuert ginn.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Madame Présidente, d'Energiepolitik léisst sech ganz einfach résuméieren: Den Energieverbrauch ass direkt proportionell zum PIB. Wa mir de PIB zrëckfueren, da spueren mir Energie. Wa mir de PIB an d'Luucht schrauwen, da spueren mir keng Energie. Wa mir elo de PIB net no ënnen änneren wëllen, da bleift nëmme déi Solutioun vun den erneierbaren Energien. Awer et mussen Energie sinn, déi fir all Schicht an der Gesellschaft finanziell ze droe sinn.

Ech wëllt gär op ee Punkt hiweisen, deen hei vläicht vergiess ginn ass. D'Energiepolitik ass a ville politesche Kreesser ganz enk mat der CO<sub>2</sub>-Problematik gekoppelt ginn, an zwar op eng Manéier, wou mir eis an Zukunft ganz schwéier wäerten dinn, fir eng gewëssen Aktionsfähigkeit ze behalen. Den CO<sub>2</sub> gëtt als Gespenst ugesinn, als Klimakiller, an all Mesure dréit ronderëm dese Begrëff. A mir spieren: All eis Aktiounen ginn ëmmer méi schwéierfällig.

Ech mengen, et ass einfach néideg, de Begrëff CO<sub>2</sub> ze relativéieren. Wa mir eis op den CO<sub>2</sub> behaupten, da kréie mer e Rateschwanz vun negativen Effekter. Zum Beispill, amplaz e Bilan opzebesseren, kann ee wuel proposéieren, dee sougenannten Tanktourismus ze ënnerbannen, mä da stellt sech d'Fro: Wou kréie mer dann déi 1,2 Milliarde Recetten, déi eis Economie brauch, hier? A souwisou ginn d'Leit dann déi aner Säit vun der Grenz tanken.

Et kann ee proposéieren, fir d'TGVs-Zentral einfach esou zouzemaachen. Ma da kréie mer de Strom ebe vun Ausland. Dat ännert guer näischt am CO<sub>2</sub>-Bilan vun der Natur. Fir eise Bilan opzebesseren, musse mir 30 Milliounen an Estland iwwerweisen, mä déi Sue wäeren hei besser ubruecht, fir méi eng effikass Energiepolitik ze bedriewen.

Wa mir vun CO<sub>2</sub> schwätzen, da brauche mir eis net ze wonneren, wann eisen Noper, de franséische President, op eng triumphal Aart a Weis seet, d'Atomenergie ass eng CO<sub>2</sub>-frëndlech Energie an duerfir besteet eng Prioritéit, fir an d'Atomindustrie ze investéieren. De facto kënne mir alleguerten deen Aktionismus, dee mer elo bewisen hunn, vergiessen. An och déi Stresstester, déi kënne mer vergiessen. Et ass alles Makulatur. Mir ënnerstëtzen dem Marc Spautz seng Motioun. Mä mir si guer net mam Häerz dobäi, well mer wëssen, dass dat net wäert vill bréngen.

An da seet de franséische President, deejénigen, dee géint d'Atomindustrie, d'Atomenergie ass, dee leeft am Mëtallalter, dat ass eng irrationnel Angscht, an et soll een, wann ech gelift, de Fransousen, de franséische Bierger soen, wéi se dann dee Präis, dee véiermol méi deier gëtt, solle bezuelen. An elo si mer beim zweete Problem: Hei wëllt keen da méi bezuelen, an duerfir ass dat Thema héchstwahrscheinlech da vum Dësch.

Duerfir, Madame Présidente, mir mussen eis vun deser CO<sub>2</sub>-Obsessioun einfach befreien. Sécher ass den CO<sub>2</sub> zum Deel fir eng Klimaerwärmung zoustänneg. Mä et gëtt nach weider 40 aner Dreifgasen - ech wëll gär dorunner erënneren -, wéi zum Beispill de Waasserdamp, den Ozon, de Methan, den CFC, den N<sub>2</sub>O. Wa mir Ackerland düngen, dann entsteet och Treibhausgas. Wa mir Räis upflanzen, entsteet och Treibhausgas. Wa mir organesch Offäll faule loosse, dann entsteet och eng Biomass mat Treibhausgas. Sou hu mer dann honnert Beispiller, déi mer kënnen zitieren. Mir mussen och wëssen, dass dann déi grouss Ozeaner och ee ganz grouss Reservoir an CO<sub>2</sub> hunn, déi bei kaler Temperatur den CO<sub>2</sub> späicheren, bei waarmer Temperatur den CO<sub>2</sub> fräiginn.

Wa mir eppes wëlle fir den CO<sub>2</sub> maachen, musse mer kucken, fir Gréngzonen an eis Stied ze kréien. Da musse mer kucken, dass mer déi Bëscher, déi grouss Bëscher net ofholzen. An dann hu mer schon ee gudden Deel vum Problem geléist.

A fir den CO<sub>2</sub>-Dossier ze kompléetieren, wëllt ech soen, dass d'wëssenschaftlech Meinungen och dann ausenanerginn. De Carl Sagan sot zwar 1970 - d'Theorie vun den Treibhausgasen, en huet déi lancéiert - den CO<sub>2</sub> wär responsabel fir d'Ärdererwärmung. Doropshin huet den Al Gore sech als Klimapopst profiliert. Mä op där anerer Säit gëtt et awer e serbesche Matematiker, de Milutin Milanković, dee seet, dass den CO<sub>2</sub> net d'Ursach, mä d'Konsequenz vun der Klimaerwärmung ass. Dräi Wëssenschaftler, den John Imbrie, den James Hays an den Nicholas Shackleton prognostizéieren an deenen nächsten Dekaden eng méi kal Period an der Nordhemisphär vum Globus mat eventuell enger Landflucht vum Norden no Süden.

Mä bon, ofgesi vun deser CO<sub>2</sub>-Debat, Madame Présidente, déi hei vläicht vu politesche Kreesser, wëssenschaftlechen oder pseudowëssenschaftleche Kreesser gefouert gëtt, weess jiddwereen heibannen, dass et net gutt ass, fir vun iergendenger Energieform ofhängeg ze sinn. An duerfir ass et noutwendeg, d'Palett vun den erneierbaren Energien auszebauen.

Fakt ass, dass no Fukushima jiddweree verstanen huet, wat bei enger Nuklearkatastroph geschéie kann. Onverständlech ass, dass nach iwwer 50% vun de Japaner trotz Hiroshima, trotz Nagasaki, trotz Fukushima nach fir Atomenergie sinn. Onverständlech ass, dass nach d'Majoritéit vun de Fransouse fir d'Atomenergie sinn. Fakt ass, dass duerch Autoofgase méi Krankheeten optauchen, wéi Allergien, Ëmweltvergiftungen a Kriibs. Fakt ass, dass, wa jiddwereen op der Welt esou vill wéi d'Lëtzebuurger Moyenne géif consomméieren, da bräichte mir sechs Planéiten. Ech weess net, wéi vill dass d'Saudis brauchen, mä ech weess, dass déi aarm Länner an Afrika nëmme eng Spillwiss bräichten, well déi hunn nach ni e Vëlo vun no gesinn.

Fakt ass, dass mir fir 2020 11% vun erneierbaren Energie consomméieren mussen, an d'Euro-solar A.s.b.l. behaupt, dass mir bis 2020 bis 20% erneierbare Strom kéinte kréien, wann d'Regierung aktiv géif matschaffe mat Subventionen, a bis 2050 wär mat 100% erneierbarem Strom ze rechnen unni Subventionen. Mir sinn der Meinung, dass mir mat engem gemeinsamen Effort den Atomstrom, dat heescht 25%, ganz kéinten aspieren.

Fakt ass, dass hei am Land een d'Impressioun huet, d'Regierung géif mat zwee Féiss op der Brems stoen. Schwéier ze verstoen ass, dass ee keng Biomass aus dem Ausland därefer importéieren. De Pétrol därefer ee vu wäit komme loosse, d'Biomass vum noen Ausland net. Schwéier ze verstoen ass, wann d'Regierung vun deem Joer 2011 un net méi 16 hydroelektrisch Zentrale subventionéiert, fir esou 30.000 Euro ze spueren. Schwéier ze verstoen ass, wann d'Steiergelder an d'Ausland fléissen, fir Emissionsrechter opzekafen. Schwéier ze verstoen ass, dass d'EU manner Fuerschungsgelder fir erneierbare Energien ausgëtt wéi fir Atomfuerschung. Schwéier ze verstoen ass, wann ee 15 Milliarden Euro fir den ITER zur Verfügung stellt, fir ee relativ klengen Output ze kréien.

(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)

An der EU gëtt et 143 Atomkraaftwierker, déi mat der Hëllef vun der öffentlecher Hand finanziert ginn. Nach net berechent sinn d'Entsuerungskäschte vum Atommüll. Fakt ass, dass all déi Milliarden, déi hei fir Atomzwecker ausbezuelte ginn, besser an nohalteg Projekter investéiert wäeren, déi no engem Zäitraum zum Erfolleg géife féieren an d'EU méi schnell vun hirem héijen Energieimport géife befreien.

Natierlech sinn d'Käschte fir eng Ëmstellung ganz grouss. Et mussen Investitionsbähëllef, garantéiert Aspekstariffer a Steiererlichterungen zur Verfügung gestallt ginn. D'Stroumnetz an den Ausbau vun der Späichertechnologie sinn och mat Käschte verbonnen. D'Energieeffizienz, wou de Stat och investéieren an eng Virreiderroll spille muss, ass och mat Investitiounen verbonnen.

Mä dat ass alles näischt par rapport zu de Folge vun enger Atompolitik, well hei d'Risiko sozialiséiert ginn. D'Bedriewer missten normalerweis hir Atomkraaftwierker richtig assuréieren. Wat se jo net maachen! De Stat iwwerhëlt d'Folgekäschten. Wat jo eng verstoppte Subvention ass. A wann d'Atomkraaftwierker richtig assuréiert wäeren, da wär d'Atomkraaft net méi rentabel.

Hei hunn ech nach net iwwert d'Folgekäschte vun der Gesondheet geschwat, wou jo gewosst ass, dass an engem grouss Radius ronderëm d'Atomzentralen d'Leit méi ufällig fir Kriibs ginn. Also, de Chagement wäert vill kaschten, awer en ass verbonne mat der Schafung vun neien Aarbechtsplazen, wat sech positiv am ekonomesche Bilan wäert auszeechnen.

Eis Fuerderunge sinn:

- d'Ëmstellung op grénge Strom ënnert der Viraussetzung, dass et och wierklech ausschliesslech grénge Strom ass;

- d'Senkung vun Energieverbrauch. Hei läit dat gréisste Potenzial. Ech erënneren un eng Analyse thermographique aérienne - do géife mer feststellen, wou d'Fuité sinn -, Energiespuesmoosname wéi Wärmedämmung, Effizienzsteigerung vun den Heizsystemer. Den Austausch vu weineg effizienten Apparater muss ënnerstëtzt ginn.

Ech weisen och hin op Logementer, déi ongesond sinn; aarm Leit, déi an Appartementen wunnen, wou se musse ganz vill Sue bezuelen, wou d'Fenster emol net isoléiert sinn. Mir proposéieren, dass d'Gemenge méi Subven-

tiounen kréien. D'Neibaute mussen de Kritäre vun dem Energiespuesen entsprechen. D'Limite awer ass ëmmer: abordabel Präisser vun der neier Energie.

Zensfräi Kreditter fir Investitiounen musse garantéiert ginn. An da muss och d'Diskussioun vun den Zertifikater nei gefouert ginn. Et ka jo net sinn, dass een d'Zertifikat B kritt an da gëtt herno, wann d'Haus fäerdeg ass, net méi kontrolléiert! An och, wann ee vun D op C geet, do muss een och eng Subvention kréien.

- Ausbau vun der Wandkraaft. D'Genehmigungsprozedure musse vereinfacht a verkierzt ginn;

- eng zentral Hygieniséierungsanlag fir all Aart vun organeschem Offall muss geschafe ginn. An ee wichtige Punkt ass d'Holzverwärtung;

- d'Erriichtung vun thermesche Solaranlage muss gefördert ginn;

- d'Fuerschung muss weidergedriwwen ginn. A puncto „spuersam“: Autoe mat elektreschem Antrieb musse gefördert ginn;

- den öffentlechen Transport soll Prioritéit kréien. An den Nulltarif muss agefuert ginn;

- mir ënnerstëtzen och de Bau vun dezentrale Wärmedämmungsanlagen;

- mir sollen iwwerpräiwene, ob mer eis Energie och am Ausland kënne produzéieren. Mir maache jo vill Aarbechtsplazen hei. Mir kéinte vläicht mat eisen Noperen iergendwéi en Austausch kréie mat der Energie;

- mir mussen d'Entwécklungslänner mat moderner Energie ënnerstëtzen, fir den Astieg an d'erneierbare Energien ze fördern. Esou kënne mer vermeiden, dass do deeselwechte Feeler gemaach gëtt wéi hei;

- a mir mussen ophalen, am Ausland Emissionsrechter opzekafen.

Här President, wa mir eis Zukunft weiderhin op Atomstrom opbaue wëllen, an dat ass virausichtlich jo déi gréisst Probabilitéit - ech wëll drop hiweisen, dass Frankräich am Niger dee ganze verfügbare Uran opkaaft huet; ech wëll drop hiweisen, dass nei Uranquellen a Finnland fonnt gi sinn -, da musse mir an Europa derfir suergen, dass weltwäit déi gréisst Sécherheitsmoosname garantéiert sinn.

Et geet jo net, dass an enger geféierlecher Zon no bei engem Mier, wou Tsunamigefor besteet, och an enger äerdbiewegefährdeter Zon een Atomwierker gebaut gëtt. Et geet jo awer och net, dass verschidde Länner no bei de Grenzen hir Atommeiler bauen an d'Noperen a Gefor bréngen. A wann hei a Lëtzebuerg eng Nuklearkatastroph géif passéieren, da misst souguer eise Centre d'intervention zu Senneng fortgoen. An dat ass een Hummer!

► **M. le Président.** - Här Colombero, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jean Colombero (ADR).** - Jo, ech si fäerdeg, Här President. Här President, Dir Dammen, Dir Hären, wéi eng Lobby sech schlussendlech duerchsetze wäert, hântk vun eise Konsumverhalten a vum eise Prioritéiten. Fukushima wäert an e puer Méint vun der Aktualitéit verschwonnen sinn. Mir hoffen net, dass ee Rappel mat engem weidere Super-GAU noutwendeg muss ginn, fir ze handelen. D'Regierung soll endlech déi richteg Richtung virginn an deem entsprechend agieren.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Colombero. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, Dir hutt jo alleguerten, léif Kolleeginnen a Kolleegen, Är Haiser verséichert, gell? Géint Brand. A wann Der Locataire sidd, da sidd Der souguer verflücht, se ze verséieren. Ass Cattenno verséichert?

► **Plusieurs voix.** - Neen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Et geet keng Verséierungsgesellschaft drun.

► **Une voix.** - Richteg!

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Et gleeft keng Verséierungsgesellschaft engem mathematesche Modell, wat iergendwéi géif beweiisen, dass eng Verséierung op iergendeng Aart a Weis kéint rentabel sinn, well einfach keng Verhältnisméissegkeet besteet téschent deene Wahrscheinlechkeetsrechnung vun engem Risiko oder sougenannte Reschtrisiko, normalerweis minimiséiert, op där enger Säit, an op där

anerer Sait deenen desaströse Konsequenzen, déi bei engem Accident entstinn.

Elong dee Fait misst eis eigentlech zur Schlussfolgerung bréngen, dass dat do eng Technologie ass, déi mer eigentlech missten oppginn. An - une fois n'est pas coutume - do géif ech de Versécherungsgesellschaften dann awer emol eng Kéier Glawe schenken. Dat ass deen ee Punkt.

Deen anere Punkt: Et ass onvereinbar mat dem Begrëff vun der Nohaltegkeet, dee mer jo awer esou oft gebrauchen - net nëmmen hei zu Lëtzebuerg, och am Ausland -, dass mir Honnerte vu Generatiounen oder nach méi déi radioaktiv Déchete leie loossen, vun deene mer och wësen, dass se net definitiv gesécherst sinn, a wou mer och ahnen, wat fir eng katastrophal Resultater dass et kann hunn, wann eng Kéier déi Lagerung do net méi esou funktionéiert, wéi se geplangt war, wat mer net kënne genau virausséissen.

Mir brauchen mengen ech, an der Energiepolitik quasi eng kopernikanesch Revolutioun, déi awer wäit iwwert d'Fro vun der Energiepolitik erausgeet. Ech mengen, dass mir eis wierklech mussen ausenansetzen mat eisem Wuesstumsmodell, dass mer dee ganz seriö mussen hannefroen.

An et ass kloer, dass an där Diskussioun iwwert dee Wuesstumsmodell dräi Froe mussen stoen. Engersäits: Wéi brénge mer et fäerdeg, fir net erneierbare Ressourcen net méi ofzebauen, also iwwerhaapt net méi ofzebauen an ofsehbarer Zäit? Wéi brénge mer et fäerdeg, dat net ze ersetzen duerch Technologien, déi méi Gefore mat sech brénge wéi Avantagen? An eng Fro, déi net oft genuch gestallt gëtt: Wéi brénge mer et fäerdeg, dass mer e méiglechst gläichen Zougank zu deene rare Ressourcë respektiv zu deenen net erneierbare Ressourcen - gläichen Zougank weltwäit - assureieren?

Ech mengen, mir mussen an där Fro vun der Energiepolitik an an deem, wat dermat zesummenhängt, vun eiser Regierung net e blannen Aktionismus an d'Ignoréiere vu Konflikter, Här Bodry, verlaangen, awer e vernünftigen, staarke Voluntarismus, dee bis elo nach feelt, an zweetens - awer och wesentlech - méi politesch Kohärenz. Also, mir däreifen dann awer och Atomkraftwierker net finanzéieren, wéi mer dat mat dem Fonds de compensation gemaach hunn, a mer dierften eigentlech och keen Atomstrom importéieren.

Zum Schluss dann also un d'Regierung an un d'Majoritéitsparteien: Lasst den Worten endlich Taten folgen!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. An d'Wuert kritt elo den Här Wirtschaftsminister Jeannot Krecké.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, Dir sidd mer net béis, wann ech drop hiweisen, wat u sech den Objet vun der Interpellatioun ass, well ech hat mat Momenter d'Impressioun, wéi wann dat Ganz e bëssen op d'Kopp géif gestallt ginn. Also, et war «au sujet de la stratégie énergétique du Gouvernement à court et à long terme», an dann handendru mat engem Komma: «y compris» selbstverständlech «le rôle de l'énergie nucléaire».

Ech wäert mech also selbstverständlech net distanzéieren vun deem, wat alles gesot ginn ass, och vum Här Kox, iwwert déi Émstänn, dass mer am Fong geholl deen Débat hei elo permanent féieren iwwer Energie. Dat ass, well mer e laang vergiess haten. Ech si säit 2004 Energieminister. Mat Ausnahm vun zwee, dräi Stéck hu mer net oft matenaner iwwer Energie geschwat - neen, neen, ech schwätze vun zwee, dräi Stéck, Persounen als solches -, hu mer net oft d'Geleechenheit gehat, fir driwwer ze schwätzen.

Firwat? D'Energie war ëmmer bëlleger an et war der genuch do. An nach no de 70er Joren, wou mer ee Moment souguer de Leit verbueden hunn, sonndes Auto ze fueren, war schnell alles a Vergiessenheit geroden, wéi de Pétrolspräis an eemol bei aacht an zéng Dollar war. An et ass erëm duerch esou Evenementer, wou mer waakreg gerëstelt ginn, an dat ass schued, well dat si schrecklech Evenementer, déi mer am Fong geholl net hätte brauchen ofzewarten.

Ech muss och soen, ech fänken da mam «y compris (...) énergie nucléaire» un. Ech brauch näischt ze änneren un der Positioun, déi d'Regierung ageholl huet. D'Regierung huet sech bis elo ëmmer kritesch vis-à-vis vun der Atomenergie geäussert. D'Lëtzebuurger Regierung war net an ni en faveur vum Développement vun der Atomenergie, weder hei zu Lëtzebuerg

nach soss enzwoosch, a wäert et och net an Zukunft sinn.

Mir waren net bei deenen, déi gesot hunn: „Et gëtt eng Renaissance vum Nucléaire.“ Dir fannt néierens Aussoen an där Aart, weder vu mir nach vu soss engem. A mir hunn och gläich plädéiert fir eng seriö Duerchféierung vun deene Stresstester, déi gefrot sinn. Och am Detail hu mer eis net verstoppt a wëllen, dass dat seriö gemaach gëtt. Duerfir komme mer jo herno op déi Motioun och zrëck.

Ech wollt dat soen, well 2004, wat ech virfonnt hunn, war weder e Ministère, et war emol keen Departement. Et war bal näischt. An am Fong geholl, eng Reglementatioun, déi ural war, déi an d'20er Joren zrëckgaangen ass, dat ass dat, wat ech virfonnt hunn. Quasi keng Leit an Aktioun, e ganz klenge Staff nëmmen. Deen ass méttlerweil ausgebaut ginn. Dee muss nach ausgebaut ginn, well mir kommen net no mat der Aarbecht.

D'Energiepolitik ass méttlerweil eng extrem wichteg Politik ginn am Allgemengen, mä awer och an der Wirtschaftspolitik. An duerfir mussen mer kucken, wa mer de Standuert Lëtzebuerg wëllen als Wirtschaftsstanduert ofsécheren, muss eis Energiepolitik och stëmmen. An duerfir brauche mer Leit.

Am Gassecteur war eng ähnlech Situatioun wéi am Stroumsecteur. Am Pétrolssecteur, wéi ech lech soen, huet kee vu Bartreng geschwat. Jiddweree wousst awer, dass Bartreng iergendwann um Enn wier an dass doduerch e Problem géif kommen. Et huet awer keen et ugepaakt an all där Zäit.

An den erneierbaren Energien hunn ech eng Situatioun virfonnt vu mengem Virgänger am Environnement, wann een esou wëllt, deen d'Solarenergie déck gepusht huet mat Honnerte Milliounen.

Mä leider, Här Berger, 18 Gigawatt ass dat, wat Dir ronnbuecht hutt an all där Zäit mat Honnerte Milliounen. 18 Gigawatt, dat sinn 3,8% vun de gesamten Énergies renouvelables. An dat ass vun der - Här Kox, an dat wësst Dir, wa mer Europa schwätzen, da schwätze mer ëmmer Consommation finale! Dir hutt lech am Fong geholl e bëssen erofgehoos doduerch, dass Der iergendwou gesot hutt, ech géif falschspillen, mir hätten haut scho 4% an den Énergies renouvelables.

Dir wësst ganz genau, wann ech vu 4% schwätzen...

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Neen, neen, Stroum. Stroum!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Lauschtert, Här Kox. Dir wësst ganz genau, wann ech vu 4% schwätzen... Dir hutt mir wëlle soen, ech wësst net, vu wat ech géif schwätzen. Wann ech vu 4% schwätzen, schwätzen ech vun der Consommation finale.

Firwat? Dat ass déi eenzeg, déi zu Bréissel zielt. Dat ass déi, déi mer eraginn. Dat ass déi, wa mer vun 20% schwätzen, dann huet dat mat der Consommation finale ze dinn, an näischt mam Stroum ze dinn. An Dir wësst dat! An Dir gitt dann awer esou Saache soen! Ech fannen dat net korrekt vun lech. Dat hunn ech missen iergendwa lassginn.

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Neen, ech fannen et och net korrekt vun lech.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et ass net korrekt, ech muss lech soen...

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Et ass vum Stroum.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech weess dat, mä Dir wësst ganz genau: 2020 ass net Stroum d'Zil, et ass d'Consommation finale en énergies. An Dir wësst dat. Dir wësst dat pertinentement bien, mä Dir hutt awer eppes anescht missen dobaussen erzielen.

► **M. le Président.** - Här Minister, den Här Kox stellt lech gären eng Fro, wann ech dat richtig gesinn.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Oh, den Här Kox, deen hat duebel esou vill Zäit wéi ech. Wann e mir déi Zäit net... En hat duebel esou vill Zäit wéi ech.

► **Une voix.** - Fiert Der dann d'Froen?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen, ech fäerten net.

► **M. le Président.** - Här Kox, da stellt Är Fro.

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Ech wéilt lech just nach eng Kéier froen, ob Der effektiv an där Fernsehsendung, déi dann, ech weess den Datum net méi ganz genau... Do hutt Der nämlech op de „Stroum“ geäntwert,

an op de Stroum geäntwert, dass mer 4 Komma esou vill... Et geet em de Stroum. Hutt Der dat gesot oder net? Et ass net de Gesamtwäert...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech schwätze vu 4% vun Énergies renouvelables an der Consommation finale.

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - A mir schwätze vu 4% Stroum.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech hunn déi aner Prozent nach ni ernimmt. Firwat? Déi si guer net relevant fir Bréissel. An Dir wësst dat och. Dir wësst dat och, mä Dir spillt mat deenen Zuelen do. Ech loosse lech. Ech wollt just dem Här Berger an Erënnerung ruffen, nodeem dass en hei déi Priedegt gemaach huet, wat een alles hätt missen ennerhuelen an den Erneierbaren: Här Berger, Dir sidd op 0,036% vun der Consommation finale komm. D'Zil, wat Der jo ustriift...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et war en Ufank.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - 0,036% mat Honnerte Milliounen. Ech wëll dat just eng Kéier soen, fir dass et lech an Erënnerung ass, well Dir schéngt bei deem Spadséiergank, deen Der maacht duerch déi ganz Energielandschaft, heiansdo ze vergiessen...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et war net nëmme Fotovoltaik. Et war och: Wandmillen, et war Biomass, a vill aneres.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - ...wat Dir an der Fotovoltaik...

► **M. Eugène Berger (DP).** - An et war en Ufank, fir deen ech mech net schummen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Hei ass Fotovoltaik, Här Berger.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Et muss en alles nennen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et muss een ëmmer oppassen, wann ee selwer Verantwortung hat an et mécht een e Spadséiergank duerch seng Geschicht, et muss een oppassen, wat een erzielt. Ech hunn 2004 net emol 1% erneierbar Energië virfonnt.

► **M. Eugène Berger (DP).** - Well mer eréischt ugefaangen haten.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Wéi gesot, 0,36% (veuillez lire: 0,036%) Solarenergie, déi lech esou...

► **M. Eugène Berger (DP).** - Stellt lech vir, mir wieren nach an deem Rhythmus weidergefuehert. Wou wiere mer dann haut schon?

► **M. le Président.** - Här Berger, loosst elo wann ech gelift den Här Krecké viruschwätzen. Dir kënnt em eng Fro stellen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Wa mer an deem Rhythmus weidergefuehert wieren, da wiere mer elo ganz genau bei 0,072. Dat ass alles, wou mer da wieren.

(Interruptions diverses)

► **M. Eugène Berger (DP).** - A virdrun? Wéi vill war et virdrun, virun '99? Sot eis dat och nach.

► **Une voix.** - Dunn hate mer null.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Sou! Dat dozou, Här President, mä ech hoffen...

► **M. le Président.** - Här Krecké, fuert elo virun.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ech wollt just soen, wat mer - a kuerze Wieder - awer dono gemaach hunn. Ech ka mech jo net erënneren, dass de Stroum - an de Gassecteur revidéiert gi wiere vu mengem Virgänger. Mir hunn 2007 missen eng Reorganisatioun vun der Stroumléigatioun huelen - ech maachen et nëmmen am Telegrammstil -, datselwech an Gassecteur; Reorganisatioun vun de Gesellschaften, déi hei zu Lëtzebuerg schaffen am Beräich vun der Energie; Pompspäicherwierk-Ausbau vu Veianen.

Ech ka mech net erënneren, dass eppes vun lech deemetspriedend gesot gi wier. Dobäi ass d'Pompspäicherwierk vu Veianen essenziell, wann een Énergies renouvelables wëllt iwwerhaapt dévelloppéieren. Stroumétiqueage, nämlech dass ee gesäit, wat een u sech vu Stroummix huet. Do kann ech mech och net erënneren, dass iergendee virdrun dovunner geschwat huet.

Mir hunn d'Interconnexioun am Stroum an am Gas gemaach, déi noutwendeg war an déi inexistente war zu deem Zäitpunkt. Mir hunn am Pétrolssecteur emol endlech déi Infrastrukturproblemer ugeschwat, déi dann zu Bartreng an op anere Plaze sinn. Vun enger Agence de stockage an der Responsabilitéit vum Stat guer net ze schwätzen.

Mir hunn op europäeschem Plang en éischten Dialog agefouert mat der OPEC. Dat war enner Lëtzebuurger Présidence. Dat ass et während Jorzéngten do net ginn. Mir hunn an den erneierbaren Energien - Dir hutt jo gemengt, mir hätte guer näischt do ennerholl - eng Etüd, eng „Potenzialstudie“ gemaach. An et ass ebe ganz genau d'Potenzialstudie, déi am Fong geholl de ganze Plan d'action, dee mer gemaach hu fir 2007... 2007 ass nämlech den éischte Plan d'action vun erneierbaren Energien iwwerhaapt emol gemaach ginn. Virdrun hat nach keen e Plan d'action gemaach.

Et ass d'Potenzialstudie, déi LuxRes-Etüd, déi u sech d'Basis ass vun deem Plan d'action. An dee Plan d'action gesäit ebe vir, dass mer sollen op 4% vun der Gesamtenergie an den Erneierbaren goen. Dat ass d'Potenzialstudie, déi dat hiergëtt. Mir sinn haut bei 1,7%. A mir wëlle laut där Studie, déi eng onofhängeg Studie vun engem unerkannten Institut ass, vun 1,7 op 4% goen.

Ech weess, et si Leit do, déi soen: „Mir kënnen eppes anescht maachen.“ An ech wäert nach dorop zrëckkommen.

An der Energieeffizienz hunn ech Wärmeschutzveruerdnunge virfonnt, déi aus den 90er Jore waren, déi sech reng op d'Fassade beschränkt hunn, an net beispillsweis op d'Technik. Mir hunn déi fundamental Reform vun engem Energiepass zu deem Zäitpunkt net virfonnt. Déi hu mir duerchgesat. Déi war net populär. Mir hunn et op fonctionnel Gebaier ausgebaut.

A mir hunn, wat d'Wunngebaier ubelaangt, nei Regeln erausginn. A viru Kuerzem huet den Här Schank am Numm vun der Regierung gesot, wat fir eng Hëllefstellung mer bei der Renovatioun géife ginn.

D'Industrie, do hu mer en Ofkommes gemaach. An et ass vill vun Energieeffizienz Rieds gaangen, mä null war do 2004. Deen éischten Energieeffizienz-Aktionsplang hu mir 2007 gemaach. Virdrun huet nach ni een dovunner geschwat.

(Interruption)

Et wonnert ee sech firwat.

„myenergy“ ass reforméiert ginn. „myenergy“ war eng Agence, déi schonn eng Zäit bestanen huet, mä déi huet misse reforméiert ginn. An dat hu mer gemaach. Doduerch sinn Hotlines entstanden, mir sinn op Foire présent, Infopoints, „myenergy days“. Alles Saachen, déi d'Sensibiliséierung an Informatioun duerstellen.

Mir hunn d'Statistik, déi inexistente war an der Energie, emol iwwerhaapt op d'Bee gesat. Also, wann Der elo sot, an all deene fënnef Joer wier näischt geschitt, da froen ech mech am Verglach zu deem, wat déi fënnef Joer virdrun war, wat dann do anescht war.

Dir hutt och gemaach, wéi wa keng Strategie a kee Wäissbuch do war. Dobäi huet den Här Spautz lech et gesot, da brauch ech et net ze soen. Et ass am Joer 2009 e Wäissbuch ausgeschafft ginn iwwert d'Strategie. Ech ka mech net erënneren, dass Leit sech an där Wahlcampagne, déi dunn 2009 komm ass - well dat do war am Februar, wou ech gesot hunn: „Ech maachen et virun der Wahlcampagne“, fir dass nämlech just en Débat stattfënnit iwwert d'Energie -, ech ka mech net erënneren, dass Leit sech domadder ausenangeresat hunn.

Dobäi hate mer zesumme mam deemolegen Émweltminister Lucien Lux d'Kreeser zesumme gefrot, fir ze diskutéieren, wéi mer eis Strategie géife gestalten. Et war kee Bestanddeel, losse mer eierlech sinn, vun der politescher Diskussioun. Mir hate vläicht aner Suergen. Mä et ass null diskutéiert ginn iwwert dat Wäissbuch do!

Ech menge ganz, wa mer eis e bëssen éischter domadder ausenangeresat hätten... An ech sinn och bereet, nach eng Kéier dat erauszehuelen, well déi Strategie, déi ech verfolge, déi baséiert ebe genau op deem Wäissbuch do. An ech si gär bereet, eng méi einfach Kopie da virzeleeen an Zukunft.

Ech muss och soen, ech hunn hei, wat déi Ausrichtung vun der Zukunft ubelaangt, viles héieren, mä viles waren Allgemeinplätze. Mir hunn hei souguer vum Vélo geschwat, Parkraum, Pensiounen, Familljenhaiser, mä mir hunn d'Zuele vermësst. Déi eigentlech Froen, do hu mer derlaanscht geschwat.

Et ass Rieds gaangen: D'Energie muss méi deier ginn. Wien huet da gesot, wéi vill dass e mengt, dass dann elo de Präis vum Bënsin misst sinn oder wéi vill dass dann elo de Präis vum Elek-



tresche misst sinn? Do schwätze mer derlaanscht.

Da kommt, mir soen, wat mir mengen, wat ugemooß wier! Et ass richtig: Wa se méi deier ass, d'Energie, da gëtt der manner verbraucht. Mä da kommt, mir soen emol, wat mer eis dann esou virstellen. Ech hunn näischt dorivwer héieren.

Ech hunn och net héieren, wat een da mengt, wat et géif kaschten, wa mer elo higinn a mir maachen am Zertifikat, am Energiepass ganz aner Standarden. Ech soen lech et, wat et kascht. Dat kann zwëschen 30.000 a 50.000 Euro an deenen nächste Jore pro Haus méi kaschten. Dat ass eng Realitéit. Da kommt, mir huelen déi emol an de Mond a mir zécken net emol ze soen, wat dann déi ganz ëmgeänert Energiepolitik, déi mer dann alleguerte wëllen zesumme maachen, wat déi da wierklech an Zukunft wäert kaschten!

Et ass gesot ginn - elo nach vum Här Colombara -, et ass iwverhaapt näischt geschitt an den erneierbaren Energien a mir hunn och näischt wëllen. Dat ass also e bëssen dat, wat Der jo gesot hutt. Mir hu wëllen, et mat zwielef ze multiplizéieren bis 2020. Dir kënnt mer natierlech soen, dass dat näischt ass. Mir hu wëllen, alles, wat Elektrizitéit a Wäermt an den Erneierbaren ass, mat fënnef ze multiplizéieren. Mat fënnef!

Ech weess net, ob Dir lech bewosst sidd, wat dat heescht? Ech soen lech dann an Zuelen, wat et kascht. Et kascht - déi ganz Operatioun, fir déi Prozenter vun eelef ze errechen, wou mer haut bei 1,7 sinn - 830 Milliounen ongeféier. Dat kann een natierlech net op den Euro près maachen. Mä ongeféier ass et dat, wat mir do ausgerechent hunn.

Elo weess een nach net u sech, wat dat do alles heescht. Ech wëll lech emol net soen, wat ech spueren. Ech wëll lech emol...

► **Une voix.** - Wéi vill CO<sub>2</sub>?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Gelif? Wësst Der, déi ganz Solarenergie spuert an der Kyoto-Bilanz... Déi 0,036 vum Här Berger, déi hunn nämlech net ee Centime do agespuert! Firwat? Si ass an der Kyoto-Bilanz net relevant. Duerfir, alles wat Kyoto-Bilanz ass, do ass nëmmen d'Wäermt relevant, an net dat do.

Et muss een och soen, dass déi Kyoto-Bilanz an hirer Berechnung och eng Rei Saachen huet: Beispillsweis, wa Kielen elo aspeist, da kréie mer dat guttgehalen. A wa mer se dann an d'Twinerg ginn, da kënnt erëm Elektresch dobäi eraus, während, wa mer de Gas esou huelen, da kréie mer en net guttgehalen. Also, an deene Berechnungen, do ass och munches nach kromm.

Mä ech wollt emol eng Kéier soen - an ech mengen, et wier emol wichteg, dass mer de Leit dobausse jo emol soen -, wat dat heescht: 4%, vun 1,7 op 4% eropgoen. Ech mengen, déi meescht vun lech hu jo gesot, mir mussen méi maachen. Dir, Här Kox, hutt jo mat deem Veräin, wou Der déi Pressekonferenz gemaach hutt, gesot, mir mussen am Stroumverbrauch op 20 goen. Mir ginn am Stroumverbrauch op eelef. Dat heescht, Dir sidd duebel esou wäit wéi mir! De Stroumverbrauch ass bei eis zwëschen néng an eelef, et hänt dovun of. Dir sidd duebel esou vill wéi mir!

Wa mer elo vun 1,7 op 4 wëlle goen, heescht dat, an ech wier frou, wann Der emol vläicht géift eng Kéier nolauschten, wat dat heescht. Wësst Der firwat? Mir errechen nämlech...

► **M. le Président.** - Här Minister, den Här Kartheiser wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen, neen, ech fueren elo hei weider. Herno kann hien eng Fro stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Merci.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Hien dierf roueg herno eng Fro stellen. Herno soll en déi roueg stellen.

Ech wëll just einfach emol eng Kéier soen, wa mir wëlle wierklech eng Energiewend hei zu Lëtzebuerg hunn, da muss mer zesummeschaffen. Da geet et net duer, dass mer hei just Allgemaines erzielen an dass mer ee géint deen anere politesch ausspillen. Domat hu mer nach guer näischt gewonnen! Da muss mer zesummeschaffen hei, d'Parlament an d'Regierung. Fir wat ze maachen? Dat heescht kumulativ, net eenzell!

Dat heescht 20.000 mëttelgrouss Fotovoltaikanlage bis 2020. Dat heescht 30.000 thermesch Solarkollektoranlagen. Kumulativ! Net dat eent oder dat anert. Dat heescht 50 grous nei Wandmillen. Mir hunn am Moment am Atlas der 70 erausfonnt. Et leie Projete fir 47 do. Eng Rei si scho verworf gi vun deene 47 - elo viru Kuerzem Keel/Téiteng -, et sinn der siwe verworf ginn. Mä dat heescht 50 grous Wandmillen.

Dat heescht mindestens nach ee Waasserkraftwierk an der Gréisstenuerdnung vu Rouspert. Dat heescht 15 kleng Waasserkraftwierker. Ëmmer kumulativ. Dat heescht 100 nei Biogasanlagen. 100 nei Biogasanlagen! Dat heescht mindestens aacht Biogasanlage vun der Gréisstenuerdnung vu Kielen zousätzlech. Dat heescht 5.000 kleng a mëttel Pelletsheizungen. Dat heescht 10.000 Wärmekopplungen.

Elo sot Der mer: Jo, ass dat vill? Mir hunn am Moment 200 Wärmekopplungen, Pompelen. Mir brauchen der 10.000. Mir hunn am Moment, wat d'Solarthermie ubelaangt, 3.000 hu mer, a mir brauchen der 30.000. Dat ass dat, wat mer wëllen errechen. Dat ass do, wou mer mussen hischaffen. An dat ass dat, wat d'Regierung wëllt maachen.

Mä stellt lech dat do bildlech vir, Här Kox. An dat, wat Dir frot, ass duebel esou vill! Dat heescht, net 100 nei Biogasanlagen, mä 200 nei Biogasanlagen. Ech iwverloossen et de Leit dobaussen...

**(Interruption)**

► **M. le Président.** - Den Här Kox huet...

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Neen, ech schwätzen elo ee Moment weider. Ech loosse mech net dauernd ënnerbriechen.

► **M. le Président.** - Loosst den Här Minister seng Ausféierungen op en Enn bréngen an da stellt Der duerno Är Fro.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ganz genau! Ech iwverloossen et de Leit dobaussen ze jugéieren, ob dat, wat d'Regierung virschléit, éischens näischt ass, ob et realistesch ass, ob mer dat do hikréien an ob d'Fuerderungen, déi gestallt ginn, fir vill méi ze maachen, realistesch sinn.

Ech wollt dat do eng Kéier esou opzielen, wéi mir et ausgerechent hunn. Well dat ass nämlech de Plang, dee mir gemaach hunn, emol eng Kéier ëmgesat an Infrastrukturen, well et huet kee Wäert, dass mer a Prozenter schwätzen, a Gigawattstonnen, domat ka keen eppes ufänken. Hei kann een eppes domat ufänken. An dat hei ass keen Abrëllswitz, wann ech soen, esou vill Wandmille mussen dat sinn. Dat ass reell dat, wat mer mussen maachen. Dat ass dat, wat mer wëlle maachen.

Mä Dir sidd lech bewosst, dat do gëtt e risen Hochstand, wa mer dat do wëlle maachen. Ech soen dat haut: «On verra ça en 2020.»

Mä dat erreche mer nëmmen, wa mer zesummeschaffen, och mat de Gemengen. Dat erreche mer net, wa mer hei Spillereie maachen, wou mer een deem aneren de Schwarze Péiter wëllen duerleeën. Dann erreche mer et net - dat soen ech, esou sécher wéi den Amen am Gebiet -, da packe mer et net! An et ass vill méi schwéier, an der Realitéit Saachen duerchzesetzen.

Enovos huet den Optrag kritt, vu mir, an erneierbar Energien ze investéieren, grad wéi d'SEO och. Souwisou, wann d'SEO net investéiert, dann... Huet emol eng Kéier d'Zuel vun deem, wat vun der SEO investéiert ass, an da rechent Der de Rescht of: Da bleift bal näischt méi iwweg, einfach a Prozenter vun der Consommation finale. Den Haaptdeel ass nämlech Hydroenergie, an den Haaptdeel gëtt vun der SEO gemaach.

An och haut: An de Wandmillen ass d'SEO déi, déi all déi Projete quasi mécht. A firwat mécht d'SEO dat? Ma, well de Stat do mat 40% vertrauden ass a well ech den Optrag ginn hunn, si sollen e Maximum eraushuelen aus all deene Méiglechkeeten, déi sech bidden. An duerfir huet d'SEO deen Optrag, duerfir huet d'Enovos deen Optrag.

Enovos huet den Optrag, an ass awer higaangen an huet sech elo emol an e Parc éolien zu Borkum an Däitschland mat akaf; e Fotovoltaikwierk zu Kenn hei vir an Däitschland; eng Biogasanlag „Trelde Berg“ an Däitschland; eng Biogasanlag „Bioenergie Merzig“ an Däitschland. Si mussen och hei maachen, mä si kommen net schnell genuch virum am Moment, an duerfir hu se probéiert - an dat ass jo dee Mécanisme de coopération, dee mer hunn - och op anere Plaze sech eranzemaachen.

Ech ginn eenzelne Riedner och Recht, wa se soen, mir mussen oppassen, well dat do huet jo als Konsequenz, dass jo iergendeen dat muss bezuelen - an dat bezuele muss de Konsument - an dass, wa mer net oppassen, mer wierklech e Problem kréien, wat d'Energiearmut ubelaangt. Dat ass e reelle Problem, un dee mer mussen denken. An d'Energie ass eppes, wou jiddweree muss kënnen Zougrëff drop hunn.

Energie - et muss net den Auto sinn - mä et muss awer d'Hëtze sinn. Et muss awer dee Confort sinn, dee jiddweree sech hei an deem Land nach muss kënnen leeschten. An dat ass net evident, wa mer net oppassen a wa mer

net probéieren, do, wou dee meeschte Potenzial ass, nämlech d'Aspuerungsméiglechkeeten, dat wierklech voll auszetzen.

D'Suffisance - ech sinn direkt domat d'accord - ech selwer hu gesot, mir brauche Bescheidenheet. Dat hunn ech de leschten Dënschdeg hei gesot. Mir brauche Bescheidenheet, well mir hu keng Ressources naturelles a mir hunn och keng Energiequellen. Mir brauche Bescheidenheet an der Aart a Weis, wéi mer eis opstellen. Mir brauche manner wéi dat, wat mer haut maachen, soss packe mer et net.

Mir brauche fir d'Betribler nach ëmmer och Präisser, déi hinnen et erlaben, muer hei nach eng Industrie ze bedriewen. Wat hu mer dovun, wa mer d'Industrie aus dem Land erausdrängen duerch iwverhëtzen an iwverhéichte Präisser? Wat hu mer dovun, wa mer keng Industrie méi hei zu Lëtzebuerg hunn? A mir brauchen awer déi Produkter, déi déi Industrie mécht.

Ech war och gefrot ginn, ob ech bei Enovos eppes géif ënnerhuelen? Ech hunn Enovos gesot, si sollen elo - sou wéi den Här Bodry et proposéiert huet, wéi Dir et och proposéiert hutt - higoen a si sollen dem Privatconsommateur einfach als Éischt emol Stroum ouni Atomenergie bidden. Net deen anere Wee. An dat maache se. Dat maache se! Firwat maache se et? Ma well mer et fäerdeg bruecht hunn, do eng Firma op d'Bee ze stellen, déi éischens zolid genuch ass, fir warscheinlech ze bestoen - ech hoffen et zumindest -, a well de Stat do esou staark dran ass, dass en och nach eppes ka soen. A mir notzen dat och aus.

Ech soen awer gradesou däitlech, net nëmmen aus juristesche Grënn, dass déi Linn a Frankräich noutwendeg ass. Ech hunn eng Notiz gesi vun engem däitsche Mann, deen no beim Régulateur ass. An Däitschland leeft jo eng Diskussioun, an den Här Bodry huet e bëssen drop higewisen, op déi Hypokrisie, déi mir hei un den Dag leeën, wa mir soen: „Op kee Fall eppes mat Atomenergie ze dinn!“ a verlaangen och, dass déi Däitsch zoumaachen.

Wann déi Däitsch hir Atomkraftwierker relativ schnell zoumaachen, an hire Régulateur huet sech däers jo emol ugeholl, dann, huet e festgestallt, geet dat. Et gëtt deier, et gëtt schwieereg. Mä et geet esou, dass se awer da quasi Importateur ginn, an net méi Exportateur.

Am Däitsche Bundestag gëtt et ganz vill Stëmmen, déi soen, mir maachen dat do, mä da kucke mir no eis, da gëtt déi elektresch Energie, déi mir mat deiere Sue subventionéiert hunn, och an Däitschland verbraucht an net enzweusch anescht. An da géif ech emol eng Kéier gär gesinn, wat dann hei zu Lëtzebuerg lass ass! Fir deen, deen net méi weess, wat 2004 war bei engem Blackout vun 32 Minuten: Dat war hei eng riseg Katastroph! Da kënnt nach méi wéi ee Blackout, da wësse mer iwverhaapt net, ob deen däitschen Uschloss, un dee jo jiddweree mech gedrängelt huet...

Ech sinn der Meenung, mir misste mat der Belsch eisen Uschloss veränneren. Mir hunn do een, deen ass vereelt. Dat ass nach eng Kéier 150 Kilovolt. Mir brauchen do eng vun 220, och fir den Normalkonsument an net nëmme fir d'Industrie. A mir brauchen dee mat Frankräich. Mir mussen deen Uschloss hunn, fir dass mer Méiglechkeeten hunn, un Elektresch nach ze kommen.

Mir wäerten net méi wéi 50% vun eise Stroum hei zu Lëtzebuerg selwer produzéieren. Mir wäerten also ugewise sinn, egal wéi mer eis uleeën, 50% nach eng laang Zäit ze importéieren. 50% nach eng laang Zäit ze importéieren! Mä wéi importéiere mer se dann? Ma iwver eng Leitung. Wann dat eent Land muer lech eng Kéier seet, dass mer vläicht vun hinnen näischt méi kréien, oder net méi esou vill kréien, an dass se fir d'Éischt no sech kucken, wat jo duerch méiglech a legitim ass, da kann et emol sinn, dass mer Schwieeregkeeten hunn.

Mir mussen also déi Ubannung op déi dräi Säiten hunn, op déi dräi Länner. A laang ier mer déi Problemer haten, iwwert déi mer haut schwätzen, hu mir als Lëtzebuerger eis engagéiert an deem pentalaterale Forum, wou nämlech déi fënnef Länner präsent sinn, fir déi Connexion besser ze maachen.

► **M. le Président.** - Här Minister, Dir misst elo lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma, ech wäert lues zum Schluss kommen.

**(Hilarité)**

Ech follegen lech.

**(Interruptions et hilarité)**

Majo, ech follegen. En huet gesot lues! Also, ech wäert lues zum Schluss kommen.

Mir hunn an deem pentalaterale Forum déi Zesummenaarbecht mat deene Länner ronderëm - d'Beneluxländer, Däitschland, Frankräich - ugestriegt. Dat war och d'Plattform, déi eis et erlaabt huet, op eemol an enger Initiativ an der Nordsee derbäi ze sinn. Ech brauch mer net soen ze loosse, dass mir elo eréischt ufänken. Dat hu mir 2006 gemaach, an do war Lëtzebuerg am Ufank vun där Initiativ.

A firwat si mir an der Nordseeinitiativ derbäi? Ma, well mir vun Ufank un derbäi waren a mir d'dreiwend Kraaft an deem Element waren! Soss wier et dach kengem an de Kapp komm, Lëtzebuerg ze froen, wat emol keen Accès un d'Nordsee huet. Wéi soen ech ëmmer? Op alle Fall am Moment nach net! Da wier et jo kengem an d'Gedanke komm, fir eis ze froen, do matzemaachen. Mir sinn nëmme gefrot ginn, well mer am Ufank vun där Initiativ sinn. A mir wäerten och do wiederfuere. Duerfir, déi Interconnexion ass noutwendeg.

An ech wëll dann haut einfach d'Fro stellen: Wa mer wierklech wëllen autark ginn a wëssen, wat dat heescht, bis op 4% kommen - a mettons dann, wann den Här Kox mengt, bis op 8% Consommation finale kommen; da muss Der just alles, wat ech als Zuele ginn hunn, verduebelen, fir e Beispill ze hunn -, da muss mer eis d'Fro stellen, ob mer net Intérêt hätten, eng Twinerg II ze bauen? Ah jo, ech weess, dass ass keng Freed, esou eng Propos. Mä ech soen lech...

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Wat kënnt no 2012?

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Gelif?

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - No 2012 ass et am europäesche Kader.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, wann do en anere Berechnungsmechanismus ass, gëtt se sénnvoll. Si ass och wesentlech méi sénnvoll ginn, no deem dass mer d'Sudcl ugeschloss hunn, no deem dass mer déi Hëtzt, déi do entsteet, och anescht gebrauchen. Doduerch ass se och wesentlech méi interessant.

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Jo, dat war jo d'Bedéngung.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Jo, et war net eng Bedéngung. Dat do hu mer gemaach, Här Kox. Dat do huet des Regierung gemaach...

**(Interruption diverses)**

Jo, mat de Gemengen.

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Ah voilà!

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Et ass an der Rei.

► **M. Henri Kox (déi gréng), interpellateur.** - Jo, jo.

**(Interruptions)**

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Här Braz, Dir wësst et, et ass eng Initiativ vun der Regierung gewiescht. Mir hu se mat de Gemengen zesumme gemaach. Ech stinn dozou.

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Oh, souguer d'Initiativ war gedeelt.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Mä d'Fro ass wierklech déi...

► **M. le Président.** - Här Minister, elo misst Der awer méi schnell zum Schluss kommen. Dir hutt elo scho sechs Minuten iwwerzunn.

**(Hilarité)**

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Ma Dir hat virdru gesot, ech soll lues zum Schluss kommen.

► **M. le Président.** - Majo, duerfir mussst Der elo méi schnell zum Schluss kommen.

► **M. Jeannot Krecké, Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur.** - Da maachen ech elo méi schnell.

Ech stellen einfach an de Raum, ech hunn och keng Äntwert nach dorop, ob mer net besser hätten - an den Här Turmes ass deen Éischten, deen nämlech gesot huet, mir missten am Fong geholl op erneierbar Energien an op Gas higoen, fir Elektresch ze produzéieren -, d'Fro ass déi vun der Twinerg. Firwat? Well och herno d'CO<sub>2</sub>-Emissionen aneschtters verrechent ginn ab 2012.

Dir gesitt, mir si ganz oft enger Meenung. Mir brauche just ze kucken, dass mer zesummeschaffen, fir dass mer dat errechen, wat Dir lech virstellt.



► **M. Henri Kox** (*déi gréng*), *interpellateur*.- Mir schaffen ëmmer zesummen.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Wann Der da wëllt, da maachen ech mäi Schluss mat engem Zitat - wat net oft mäi Genre ass, scho guer net, dass ech bliederen ënnert de Philosophen - mä: „Der Mensch ist das einzige Wesen, das Verantwortung haben kann. Indem...“, an dat gëllt fir eis alleguerten och hei, „Indem er sie haben kann, hat er sie.“

Merci.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Minister. Sou, den Här Berger freet nach eng Kéier d'Wuert. Här Berger, firwat frot Dir nach eng Kéier d'Wuert? D'Diskussioun ass awer eriwuer. Mir fänken awer elo net erëm vu vir un.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Huet et dann ënnert dem Label Motioun, well et huet effektiv mat enger Motioun ze dinn, déi mer net dës Kéier als Demokratesch Fraktioun eraginn haten, mä beim Débat iwwert den État de la nation. Et ass dee Punkt vun der Albausanéierung. Virdrun huet de Minister gesot, dat géif tëschent 30.000 a 50.000 Euro kaschte pro Haus. Eis Informatioun sinn déi, datt een dat awer och méi bëlleg ka kréien - mir hu mat Experte geschwat -, well een net ëmmer muss de ganze Programm maachen.

Et wier, fir einfach nach eng Kéier ze froen - d'Regierung, de Premier hat jo déi Motioun ugeholl -, datt mer eis da konkret, amplat datt déi eng an déi aner Chifferen do am Raum leien, datt mer eis konkret mat där Iddi Klimabank an Energiespuecontracting beschäftegen.

Déi Motioun ass ugeholl ginn, duerfir wollt ech froen: Wéi ginn déi Aarbechten elo virun an der Regierung, ganz konkret mat eiser Propositioun?

Ech wollt awer och nach eng Kéier rappeléieren, datt mir als Demokratesch Partei prett sinn, fir do eng Hand mat unzepaken.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Här President, ech freeë mech, dorobber kënnen ze äntwerten. Éischtens huet den Här Schank eng ganz Ribambelle vu Mesur virgeluecht, déi d'Albausanéierung ubelaangen. Dat huet en elo virgeluecht.

**(Interruption)**

Jo, dat ass geschitt. Den Här Schank huet mech gefrot, dat fir hien ze maachen. Hien huet esou vill Vertrauen a mech.

Här Berger, wat huet de Premierminister lech gefrot? Mir huelen Är Klimabank, déi Iddi un, mä gitt Der eis vläicht Är Iddien op Pabeier eran? Well den Datum war de 6. Abrëll, a bis elo ass nach näischt ukomm!

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Neen, esou war dat...

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Jo, et ass nach näischt ukomm!

► **M. le Président**.- Här Minister, den Här Kartheiser hat och nach eng Fro.

**(Interruptions diverses)**

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Här President, domadder kann ech net d'accord sinn. De Premier huet gesot, datt een eng gewëssen Zäit dofir brauch an datt e frou wier fir all Iddien, déi een do kéint erabrëngen, an datt ee sech géif zesummesetzen, fir dat ze diskutieren. Esou war et gesot ginn.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Dir sollt dat op Pabeier eraginn, Här Berger, an Dir hutt jo gesot.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Eise Pabeier, deen ass schonn hei. Deen hu mer schonn.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Hutt Der dem Premier...? Da schéckt dem Premier et. Ech hunn hien nämlech gefrot an hien huet en nach net. De Premier huet en nach net.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Dann déposieren ech en elo, da kënt Der dorobber...

► **M. le Président**.- Här Berger, déposiert Äre Pabeier elo hei, an da kritt elo nach ganz zum Schluss nach eng Kéier den Här Kartheiser d'Wuert, fir och nach seng Fro ze stellen.

► **M. Eugène Berger** (*DP*).- Da ruffe mer de Premier nach eng Kéier, fir ze froen, wat hien denkt iwwert déi Motioun.

► **Plusieurs voix**.- Oh, ohhh!

► **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*).- Villmools Merci, Här President. Eng ganz konkret Fro, Här Minister, wann Der erlaabt. Mir haten zejoert am August eng Diskussioun iwwert den Akaf an Estland vun CO<sub>2</sub>-Rechter an der Héicht vun 30 Milliounen Euro. Dir wësst, dat huet fir Debatte gesuergt, och heibannen.

Elo hate mer dës Woch Besuch vun enger Delegation aus Litauen, an en marge vun där Visite si mer gewuer ginn, datt ähnlech Gesprächer elo och mat Litauen lafen.

Duerfir wollt ech lech froen: Denkt d'Regierung drun, esou e Schrëtt nach eng Kéier ze widderhuelen an nach eng Kéier am Ausland esou Emissiounsrechter ze kafen? An, wa jo, a wéi enger Héicht?

Villmools Merci.

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Déi Emissiounsrechter si kaaft ginn am Kader vun Kyoto-Fong, déi vun Estland. Si sinn am Kader vun Kyoto-Fong kaaft ginn, well mer woussten, dass mer der misste kafen. An den zoustännege Minister huet se kaaft zu engem Zäitpunkt, wou se méi bëlleg waren. Wann Dir awer gär hätt, dass mer nach e bësse waarden, bis se méi deier ginn, da soen ech him dat, e soll dat an Zukunft maachen. Estland huet nämlech eppes mam Kyoto-Fong ze dinn. Litauen huet eppes mam Mécanisme de coopération ze dinn. Dat sinn déi 2%, déi ech proposieren, am Ausland ze maachen, sief et an der Nordsee, wou mer jo schonn amgaange sinn, sief et mat Länner wéi Litauen.

A mir hu wëlles, dat ze maachen. Firwat wëlle mer dat maachen? Majo, déi 4% hunn ech lech jo skizzéiert. Dir kënt jo elo déi Zuelen, déi ech lech ginn hunn, multiplizéiere mat zwee, wann Der sot, mir solle mat deene Saachen do ophalen. Mä da muss mer duebel esou vill Saachen hei maachen, wéi dat, wat ech elo gesot hunn. Wann Dir dat gär maacht, maacht mer déi Propos a sot, mir missten elo 100 Wandmille maachen, missten 200 Biogasanlage maachen.

► **Une voix**.- D'Albausanéierung!

► **M. Jeannot Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*.- Da loosse mer d'Leit selwer... Ma, mat der Albausanéierung kommt Der net op deen dote Chiffer! Haalt dach nëmmen op!

**(Interruption)**

An den Énergies renouvelables si mer gefrot ginn, dat ze maachen. Albausanéierung ass Energieeffizienz, an do ass d'Zil, wat gesat ginn ass, en anert. Do ass et nämlech elo 10%. Dir mësch déi zwou Saachen. Bei den Énergies renouvelables muss mir op 11% kommen. Dat huet näischt mat Albausanéierung ze dinn. Nach eng Kéier!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Wirtschaftsminister. Domadder wäre mer um Enn vun der Diskussioun a mir kéimen elo zum Vote iwwer eng Motioun, déi vun Här Spautz eragereecht ginn ass, déi entre-temps vu sechs anere Kolleegen och nach ënnerschriwwe ginn ass. Den Här Kox freet awer dozou nach d'Wuert.

**Motion 1**

► **M. Henri Kox** (*déi gréng*), *interpellateur*.- Bon, ech wollt just eng kuerz Erklärung dozou ginn. Inhaltlech, wat elo déi Stresstester ugeet, si mer net ganz dermat d'accord. Mir misste vill méi wäit goen. Eis Forderung ass nach ëmmer, dass d'Zil muss sinn, dass d'Atomenergie opgehale gëtt. Mä hei geet et jo effektiv drëms, dass mer eng Allianz géint Frankräich a Groussbritannien maachen, net dass déi pronuklear Länner sech duerchsetzen. An duerfir kënnen mer dës Motioun da vun der CSV mat ënnerstëtzen.

► **M. le Président**.- Den Här Hoffmann huet d'Wuert.

► **Une voix**.- Schätzeg, soss kënt den Här Hoffmann net op de Fernseh!

**(Hilarité)**

► **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*).- Eng éischt Remarque, firwat dass ech mech herno bei der Motioun enthalen, wa se net ëmgeännert gëtt, dat ass déi, dass fir mech déi Stresstester do net gläwiederdeg sinn. Ech hu kee Glawen an déi Stresstester, egal wat mer an der Motioun schreiwen.

Ech wëll vläicht einfach emol nach eng Kéier drun erënneren, dass dat Accident zu Harrisburg, wat bal zu enger Katastroph geféiert hat, also wou d'Kärschmelz ugefangan huet, dass dat weder duerch en Äerdbeiwien nach duerch e Crash vun engem Fliger nach duerch eng informatesch Manipulatioun ausgeléist ginn ass, sondern doduerch, dass ganz schlicht an einfach eng Liichtchen net esou funktionéiert huet, wéi se hätt misse funktionéieren.

Dat heescht, et gëtt also eng ganz Rei vu méiglechen Ursachen, wou ech net weess, wéi een et fäerdeg bréngt, fir all déi och mat Stresstester kënnen definitiv ze testen, fir dass ee Sécherheet hätt.

Dat Zweet: Wann een déi Motioun hei stëmmt, ouni dass drasteet, dass mir bleiwe bei der Forderung zum Ausstieg aus der Atomenergie, dass dann déi Motioun implizit kann interpretéiert ginn: Jee nodeem, wéi déi Stresstester verlafen, da schalte mer déi Onsécherst of, esou wéi et dann aus dem Stresstest sech ergëtt, an déi aner loosse mer weiderlafen. Dat heescht also, et kann een an d'Motioun eraninterpretieren, dass mer eigentlech um Enn vun deene Stresstester nach ëmmer mat dem Weiderfuere vun der Atomenergie d'accord sinn.

Ech weess net, ob den Auteur oder d'Auteure vun der Motioun kéinten d'accord sinn, eng Ännerung an deem Sënn dranzesetzen. Wann net, dann enthalen ech mech bei der Motioun.

► **M. le Président**.- Nach eng Wuertmeldung zur Motioun?

**(Négation)**

Wann dat net de Fall ass, géif ech proposieren, datt mer géifen driwwer ofstëmmen. Vu datt ech awer eng grouss Majoritéit mengen ze spieren, wat déi Motioun betrëfft, géif ech proposieren, datt mer par vote à main levée géifen ofstëmmen.

**Vote sur la motion 1**

Wien ass mat där Motioun d'accord?

Wien ass dergéint?

Wien enthält sech?

**(La motion 1 de M. Marc Spautz est adoptée par main levée avec une abstention de M. André Hoffmann.)**

Ech mengen, den Här Hoffmann huet seng Enthaltung begrënn.

Domadder wäre mer dann um Enn vun dëser Diskussioun a mir kommen elo zum Projet de loi 6278 iwwert d'Asylrecht. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Hauptert, Bettel, Braz, Kartheiser an Hoffmann. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Loi, den honorabelen Här Ben Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

**4. 6278 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection**

**Rapport de la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration**

► **M. Ben Fayot** (*LSAP*), *rapporteur*.- Här President, Enn 2010 ass d'Visaflicht, fir an de Schengenraum ze kommen, fir verschidde Länner aus dem Westbalkan ofgeschaaft ginn. Et waren dat bekanntlech Albanien, Mazedonien, Montenegro a Serbien. Dëst war als e Geste vun der Ouverture vun der Europäescher Union fir déi Länner geduecht, déi sech der Europäescher Union unnähere wëllen an doduerch et endlech an hirer Géigend Stabilitéit a Friden assurieren.

Duerch dës positiv Mesure, déi eben de Leit an deene Länner Loft ginn huet, fir no baussen ze goen, sinn natierlech, wéi dat jo och gewünscht war, méi Leit an de Schengenraum erakomm. Eng etlech vun hinnen awer bleiwe méi laang wéi déi dräi erlaabte Méint a froen dann, fir de Statut vun Réfugié politique ze kréien. Doduerch ass ufanks 2011 e plötzlechen a staarken Zouwuess vun Demandeurs d'asile och zu Lëtzebuerg entstanen. Och an anere Länner.

Just déi hei Zuelen - ech huelen un, dass den Här Minister nach vläicht méi am Detail op déi Zuelen ageet: Déi véier éischt Méint vun 2011, also vu Januar bis Abrëll, waren et aus de Länner Serbien a Mazedonien 458 Demandeurs d'asile. Wann een dat vergläicht mam Virjoer, dat heescht mam Joer 2010, do waren et der insgesamt aus deenen zwee Länner 176. Dat ass also eppes, wat do geschitt ass.

Nu wësse mer, dass déi Länner zu de sougenannte séchere Länner gehéieren, an deenen eigentlech keng Ursach fir d'Awunner besteet, an engem anere Land politesche Schutz ze sichen. Et si Länner, déi am Conseil de l'Europe sinn, an och Länner, déi an d'Europäesch Union wëllen a sech dofir engagieren, déi europäesch Standarde vu Respekt vun de Mënscherechter unzërkennen.

Et ass net esou, dass d'Leit aus deene Länner nu keen Antrag op Asyl kënnen stellen, mä deen Antrag gëtt dann iwwer eng sougenannt Procédure accélérée behandelt. Dat Schnellverfahren, wann een dat emol esou kann op Lëtzebuergesch soen, war 2006 am Gesetz agefouert ginn, nodeem dass festgestallt gouf, dass Leit

jorelaang gewaart hunn, bis hir Verfahren ofgeschloss waren.

Et sollt an deem Gesetz net verhënnert ginn, dass de Schutz vu Flüchtlingen accordéiert oder d'Demandes d'asile seriö ënnersicht géifen; et sollt awer verhënnert ginn, dass Leit sech hei installieren an aliewen an dann, no Jore vu Prozeduren, bei engem Refus vun Asyl erëm heem mussen goen, mat all deenen tragesche Konsequenzen an Aspekter, déi dëst ëmmer erëm mat sech bruecht huet, wat jo och genügend dobaussen an der Opinion publique bedauert ginn ass.

Déi Procédure accélérée, déi am Artikel 20 vum Asylgesetz virgesinn ass, kann ugewannt ginn, wa vu vireran an och au cas par cas gepréift de Verdacht staark ass, dass déi Persoun d'Konditiounen net erfëllt, fir de Statut vun dem internationale Schutz ze kréien. An an deem Artikel 20 sinn 13 Fäll virgesinn, an deenen de Minister op d'Schnellverfahren zrëckgräife kann, ënner anerem och, wann den Antragsteller aus engem Hierkunftsland kënt, dat mir als e sécher Land considéieren.

Géint d'Uwendung vun deem Schnellverfahren war laut Artikel 20, Paragraph 5 kee Recours méiglech. De Statsrot hat sengerzäit 2006, wéi mer dat Gesetz hei ofgehandelt hunn, eng Opposition formelle ageluecht. Mir sinn awer als Kommissioun doriwwer ewechgaangen, sou dass d'Gesetz eréischt an zweeter Lesung gestëmmt gouf. A vun 2006 bis 2010 war domat bei de Verwaltungsgerichter kee Problem, well, wéi d'Cour administrative de 16. Januar 2007 sot, wann och keen direkte Recours bestoe géif, eng Rekursméiglechkeet iwwert de Wee vum Recours géint déi definitiv Décisioun bestoe géif.

Nu huet den Tribunal administratif den 3. Februar 2010 den Europäesche Gerichtshaff mat enger Question préjudicielle befaasst, fir d'Legalitéit an d'Kompatibilitéit vum Artikel 20, Paragraph 5 mat den europäeschen Direktive präwien ze loossen. An dorobberhin hunn déi zoustännege Servicer vun der Immigration d'Schnellverfahren net méi ugewannt.

Nu gouf der zoustännege Kommissioun, also onserer Kommissioun, de 27. Abrëll vun der Regierung gesot, dass déi éischt véier Méint insgesamt, ech hunn d'Zuel scho genannt, 647 Leit an d'Land komm sinn, déi eng Demande d'asile stellen. 647, déi Zuel muss een dann och vergläiche mat deenen insgesamt 786 Demandeure vun 2010.

Also déi véier éischt Méint 647, déi zwielf Méint vun 2010 786, dat ass also eng nei Situatioun gewiescht, an natierlech, bis dem Europäesche Gerichtshaff säin Arrêt virläit, wäert wuel nach eng Zäit vergoen. Sou dass d'Regierung net esou laang wollt waarden op deen Arrêt a si wollt déi Procédure accélérée an där Situatioun, an där eben déi Flux de migration, wéi se sech haut stellen, esou sinn, mat deene groussen Zuelen, déi ech genannt hunn. Si huet dofir proposéiert, an deem Projet de loi den ëmstrittenen Artikel 20, Paragraph 5 ëmzënnern, an zwar esou, dass och e Recours géint d'Schnellverfahren agereecht ka ginn.

De Projet 6278, iwwert dee mer haut befannen, ass also den 11. Abrëll 2011 déposiert ginn. E gëtt also kompléiert doduerch, dass e Recours en annulation géint d'Procédure accélérée ageluecht ka ginn, niewent dem Recours en réformation géint de Refus vun der Demande d'asile an dem Recours en annulation géint den Ordre de quitter le territoire. Déi zwee lescht Recoursen, déi si jo schonn am Gesetz. Et kënt also nach en drëtten Recours derbäi, an déi dräi Recours müssen an enger Requète virbruecht ginn, an zwar innerhalb vu 14 Deeg - „15 jours“ steet am Franséschen natierlech - no der Décisioun.

De Statsrot hat zu deem Projet schonn den 11. Abrëll e positiven Avis ofginn. En Zousaz-Avis ass noutwendeg ginn, well duerch e Feeler, deen duerch d'Profondeur vun de Secrete vun der Informatik entstanen ass, de bestehende Saz vum Délai verluer gaange war, deen awer net sollt verschwannen, an d'Kommissioun huet deen duerch en Amendement rétabléiert, an de Conseil d'État huet den 3. Mee deen Amendement approuvéiert.

Wa mer also dëst Gesetz haut unhuelen, kann d'Regierung erëm d'Procédure accélérée uwenen a brauch net ze fäerten, vum Europäesche Gerichtshaff désavouéiert ze ginn.

Dat gesot, Här President, géif ech d'Chamber bidden, dee Projet de loi an där Fassung, wéi e virläit, unzuhuelen, an ech géif zugläich och den Accord vun der LSAP bréngen.

Merci!

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Rapporteur Ben Fayot. Als éischte Riedner ass den Här Norbert Hauptert agedroen. Här Hauptert, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale

► **M. Norbert Hauptert**, (CSV).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeinnen a Kolleegeen, ech wëllt direkt zum Ufank vu menger Interventioun dem Kolleege Ben Fayot villmools Merci soe fir säin ausféierleche schrëftlechen a mëndleche Rapport. Dofir ass och inhaltlech zu deem Projet weider näischt bäizefügen.

Eigentlech géif ech mech bei esou engem Projet mat engem Artikel heimat zefridde ginn, fir ledeglech den Accord vun eiser Fraktioun ze bréngen. Et handelt sech awer hei ëm den Asyl, dat heescht, e Sujet vun enger brisanter Aktualitéit an enger héijer Sensibilitéit, wat mech dozou beweegt huet, fir e puer allgemeng Bemerkungen zu dëser Problematik ze maachen.

De Sujet ass vun enger brisanter Aktualitéit - an den Här Fayot huet et schon ervirbruecht - wéinst deem grouse Stroum vun Asylbewerber aus dem Balkan, awer och wéinst de rezente politesche Bouleversementer an Nordafrika an a verschidde Länner aus dem arabesche Milieu.

Dës Evenementer hu bewierkt, dass verschidde Inseln am Mëttelmier vu Flüchtlinge regelrecht iwwerschwemmt gi sinn, wat zu kontroversen Diskussiounen an der Europäescher Unioun gefouert huet, notament wat de fräizüege Persounverkéier am Schengenraum ubelaangt. Hei ass d'Solidaritéit vu sämtlechen europäesche Länner gefuerdert, well mer Lampedusa a Malta net kënnen an deem Flüchtlingsstrom erëstrecke loosse.

Och bei eis am Land ginn d'Gemenge gefuerdert, eng gewësse Solidaritéit ze weisen, wann et heescht, de Flüchtlingsstrom opzefänken, well se jo net all an darselwechter Gemeng kënnen ënnerbruecht ginn.

De Sujet ass vun enger héijer Sensibilitéit, well et sech ëm Leit, ëm Mënschen dréit. Engersäits Mënschen, déi am Leed sinn a Misär hunn, an deene mir eis Generosität am Fong geholl sollen, awer och missten erweisen. Mënschen, déi gréisstendeels hir Heemecht hu misse verlossen, well se do verfollegt ginn a sech net méi a Sécherheet an hirem eegene Land spieren. Anerersäits awer och d'Leit, déi bei eis wunnen a bereet sinn, deene frieme Leit ze hëllefen, déi am Leed an am Misär sinn an déi verfollegt sinn, awer net jiddwerengem Openthalt ze gewähren, deen op eng illegal Manéier an eist Land wëllt kommen.

Eis Gesetzgebung muss also de Spagat tëschent mënschlecher Generosität a gesellschaftlecher Akzeptanz maachen a sech dobäi am Kader vun den europäeschen Direktiven an de Prinzipie vun engem Rechtsstat bewegen. Déi accélériert Prozedur, esou wéi se am Asylgesetz vun 2006 enthalen ass, stellt eiser Meenung no esou eng Prozedur duer.

Déi Ännerungen, déi mer haut hei stëmme - stëmme sollen -, bréngen méi Rechtssécherheet fir den Demandeur d'asile, ouni de Sënn vun der Prozedur ze verwässeren, nämlech Leit, déi keng Aussicht hunn op Asyl bei eis am Land, onnëtz laang (veuillez lire: net onnëtz laang) hei bei eis am Land ze halen. Dofir wäert eis Fraktioun och dësse Projet stëmme, an ech bréngen heimat den Accord vun eiser Fraktioun.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. le Président**. - Merci dem Här Hauptert. Als nächste Riedner ass den Här Bettel agedroen. Här Bettel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel**, (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech mengen, de Rapporteur, den Här Hauptert, huet schon eng Rëtsch vun Zuelen zitëiert.

### (Interruptions diverses)

Wat hunn ech gesot? Den Här Angel?

### (Interruption)

Den Här Hauptert an den Här Fayot, also de Rapporteur. Ech wëll och direkt dann dem Här Fayot Merci soe fir säi Rapport. Hien huet schon hei eng Rëtsch vun Zuelen zitëiert, fir ze soen, wéi d'Situatioun am Moment ass.

Et gëtt keng 100.000 Mëglechkeeten, a mir gesinn hei, dass de Minister Schmit dunn am Fong dem Här Braz a mir selwer wëllt Recht ginn, well esou, wéi mir beim Text deemools schon den Amendement 5 proposéiert haten - fir dee Paragraph, de Punkt 5 ënnert dem Artikel 20, ze strächen, dat war eisen Amendement, deemools wor dat net gutt -, mécht de Minister haut e Projet de loi, fir am Fong dem Här Braz a mir selwer Recht ze ginn. Dat deet gutt, och wann dat laang gedauert huet. Et wier besser gewiescht, mir hätten direkt gemaach.

Ech hunn och d'Riede gelies vun der Madame Err a vum Minister deemools, déi gesot hunn, jo, mä d'Leit kéinte jo e Recours maachen beim Fong, da kéint och direkt gekuckt ginn, ob dat kéint stattfannen oder net. Dat ass eng Zäitche

gaangen, haut geet et net méi. Haut soen d'Gerichter, an hunn et och zu Stroossbuerg, also hunn elo nogekuckt, ob dat konform ass zum internationale Recht.

Wann een iwwer internationaalt Recht schwätzt, Här President, kënnt een och net derlaanscht, fir déi Décisioun, déi europäesch Décisioun, déi an deene leschten Deeg getraff gouf, déi gefall ass an déi och gëschter presentéiert ginn ass, déi awer Froen opwerft iwwer iwwerhaupt d'Gesetz, déi mer hei stëmme, ze iwwerkucken. Mir sinn amgaangen, an der Commission juridique och iwwer déi..., an der Commission des Affaires étrangères, pardon, iwwer déi nei Dispositiounen ze schwätzen.

Am Moment gesäit nämlech eise Code pénal nach ëmmer vir, dass eng déboutéiert Persoun, déi och expulséiert ginn ass, déi zréckkënn, eng Prisongstrof duerno ka kréien. Ech hu gelies, dat wier nach net applizéiert ginn. Ech mengen awer schon, dass d'Chambre du Conseil dowéinst Leit nees lafe gelooss huet, mä dass se awer am Ufank souguer agesat gi sinn, op Demande vun Ministère. Dowéinst misst een och, wann een A seet, B soen a kucken, wéi déi Décisioun falen.

Wa mer och d'Zuel am Moment kucke vun de Réfugiéen, wier et och net onwichtig..., an net méi spéit wéi gëschter hunn ech den Här Biltgen och an der Commission juridique gefrot iwwer d'Zuel vun de Magistraten um Tribunal administratif, well, wa vill Recours kommen, ass och vill Aarbecht. A mir wäerten d'nächst Woch ënnert der Responsabilitéit vum Rapporteur Meyers en Text stëmme, wou ee Riichter bäikënn op den Tribunal administratif.

Mä den Här Biltgen huet eis gesot, dass e vläicht déi nächst Deeg am Regierungrot wäert e Projet presentéieren, fir dass Auxiliaire-de-justicien och kënnen um Administratif engagéiert ginn. Ech muss lech soen, dat wier luewenswäert, fir kënnen do op esou eng Main d'œuvre zréckzegräifen, well et ass doudsécher Aarbecht do.

Här President, et kann ee sech heiansdo Froe stellen, well ech ka mer virstellen, wann een ëmmer esou Texter iwwer Immigratioun huet, wann dat net den Här Schmit wär, dann hätt ëmmer d'Lëtzebuerger Sozialistes Aarbechterpartei gejaunt, dass dat net korrekt wär vis-à-vis vum Flüchtling a vis-à-vis vun de Leit, déi esou schwaach wäeren. Wann haut Projets de loi erakomme vun engem Minister vun hirem Filgel, ass dat vill manner schwéier.

Ech erënnere mech och nach, Här President, dass den Här Thiel op där enger Säit seet, dass mer vum Point de vue Immigratioun hei déi „high-net-worth individuals“ missten heihinner zéien. Dat sinn déi Immigréiert, déi vill Suen hunn. Déi géife mer gäre kréien.

Ech ka mech erënnere un den Här Angel, deen duerch d'Groussaass gelaf ass an dee reprochéiert huet, dass d'Monaco-DP hei zu Lëtzebuerg géif komme mat deene Bloen, fir déi räich Leit unzezéien.

### (Interruptions diverses)

Ech hoffen, dass dem Här Angel haut bewosst ass, dass dat déi Politik ass, déi dës Regierung och mécht, dass verschidde Leit an hir Sue méi wëllkomm sinn hei an deem Land wéi Leit mat manner Suen. Ech weess net, ob den Här Angel nach déi Affiche huet. Mä wann e se nach huet, da géif ech se awer zerstëieren, well haut ass se net méi repräsentativ zu deem, wat seng Partei deemools gefuerdert huet.

Här President, mir hunn e kleng Problem mam Text. Mir hunn e kleng Problem, wéi gesot, et ass en Dilemma. Stëmmt een dofir? Stëmmt een dergéint? Enthält ee sech?

Firwat? Hei ass eng Demande, déi mir selwer gemaach hu virun e puer Joren, fir ze froen, dass déi Suppressioun vun deem Punkt 5 sollt kommen. Dat heescht, wa mer haut géifen dergéint stëmme, da géife mer am Fong géint eppes stëmme, wat mir selwer gefrot hunn. Hei ass jo e Progrès, dee gemaach gëtt. Dee Recours gëtt jo virgesinn.

Op där anerer Säit hunn ech awer Schwierigkeeten, dass e Recours, deen am Fong geholl iwwer d'Form kuckt vun deem ganze Recours, eréischt beim Fong analyséiert gëtt. Dat heescht, dass fir d'Éischt gekuckt gëtt... Normalerweise an engem Prozess kuckt een, ob genuch Elementer do sinn, fir eng Affär ze renvoyéieren. A wann eng Chambre du Conseil esou e Renvoi sprécht, da kënnt eng Affär och an eng Sitzung. Hei gëtt dat alles ganz zum Schluss gekuckt. A wat geschitt, wann den Tribunal duerno seet: „Jo, tatsächlech, den Här XYZ hätt net sollen ënner enger Procédure accélérée jugéiert ginn.“? Geet dann déi ganz Prozedur nees vun null un? Dat si Froen, déi ee sech stellt.

Wéi ech virdru gesot hunn, Här President, stellt sech dann d'Fro, ob ee sech enthält oder derfir stëmmt. Mir hunn d'Zuelen elo vum Här Fayot

gesot kritt vun den Demanden, déi do sinn. Mir si bei deem méi wéi Duebele wéi d'lescht Joer, wa mer fäerdeg sinn dést Joer.

An et ass wichtig, och an engem Cadre humanitaire, dass d'Leit net ze laang hei bleiwe mat der Hoffnung, dass se kënnen bleiwen, wa mer schon dem Här Statsminister seng Ried zur Lag vun der Natioun gehéiert hunn, dee gesot huet, dass fir Réfugiés politiques Plaz hei ass - fir e Réfugié, dee Motiver huet „de guerre“, hei Plaz ass -, mä dass d'Immigration économique an nëmme d'Raison économique kee Kritär dierft sinn, fir eng ganz Immigratioun a Leit ze regulariséieren. Dat sinn d'Wierder op jidde Fall, déi de Statsminister jo hei och benotzt hat.

Dowéinst, Här President, hu mer zesummen, nees déiselwecht Auteurs wéi viru fënnf Joer - den Här Braz an ech selwer, an ech sinn iwwerzeegt, dass mer haut da vläicht méi Satisfaktioun hei an deem Plenum kréien -, eng Motion gemaach, wou mer schreiwen, dass mer approuvéieren d'Introduktioun vun enger Possibilitéit vun engem Recours géint d'Décisioun vum Minister, wat wichteg ass, an «considérant que ce recours en annulation devra être introduit simultanément avec le recours en réformation et le recours en annulation de quitter le pays, après notification de la décision du ministre; soucieuse cependant de garantir les droits fondamentaux des demandeurs d'asile».

Dofir invitéiere mir d'Regierung an eiser Motion: «procéder à une évaluation détaillée de la nouvelle procédure accélérée endéans les six mois après sa mise en vigueur;» an «soumettre pour avis à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération (...) les résultats de cette étude.»

Firwat? Well mer gäre kucken, ob elo mat där doter Prozedur, wa mer déi stëmme, et Fäll gëtt, wou duerno d'Gericht seet, de Minister huet sech géiert, de Minister huet eng Procédure accélérée décidéiert an déi war net do; wat duerno dann d'Délaie waren, fir déi Affär ze evakuéieren, an ob dat dann net méi kontra-produktiv war.

### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

*- approuvant l'introduction d'une possibilité de recours contre la décision du ministre statuant sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée;*

*- considérant que ce recours en annulation devra être introduit simultanément avec le recours en réformation et le recours en annulation de quitter le pays, après notification de la décision du ministre;*

*- soucieuse de garantir les droits fondamentaux des demandeurs d'asile par des procédures juridiques transparentes et justes;*

*invite le Gouvernement à*

*- procéder à une évaluation détaillée de la nouvelle procédure accélérée endéans les six mois après sa mise en vigueur;*

*- soumettre pour avis à la Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Défense, de la Coopération et de l'Immigration de la Chambre des Députés les résultats de cette étude.*

(s.) *Xavier Bettel, Claude Adam, Eugène Berger, Félix Braz, Fernand Etgen.*

Wann dat heiten en Accord hei an der Chamber fënnt, dass d'Parteien eens sinn, dass mer soen: „Okay, mir hunn elo eng Situation urgente, mir stëmme och deen doten Text“... Ech hätt och kënnen en Amendement proposéieren, mä da wier de Risiko gewiescht, dass mer den Text nach dräi, véier Méint geschleeft hätten. An ech mengen, et ass wichteg, dass en duerchkënn. Dofir hunn ech keng Amendement proposéiert.

Ech froen net méi, wéi dass mer an deenen nächste sechs Méint eng Kéier vum Här Minister d'Jurisprudenz presentéiert kréie vum Tribunal administratif an deem dote Fall, a wann et esou Fäll ginn ass, wou d'Procédures accélérées net fir applikabel gesprach gi sinn, wéi dann d'Situatioun war a wéi déi Dossieren analyséiert gi sinn.

Wann déi Motioun gestëmmt gëtt, stëmme mir den Text. Wann dës Motioun net gestëmmt gëtt, wäerte mer eis beim Text awer mussen enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien!

► **M. le Président**. - Merci dem Här Bettel, an dann als nächste Riedner ass den Här Félix Braz agedroen. Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Félix Braz** (déi gréng). - Merci, Här President. Ech wëll och fir déi gréng Fraktioun als Éischt dem Här Fayot Merci soe fir säi kompletten a detaillierte Rapport - och, wa mer fanen, dass een dee ganze Sachverhalt méi ein-

fach och hätt kënnen duerstellen. Ech sot dat och schon an der Kommissioun esou.

Mir léisen haut e Problem, dee mer net gehat hätten, wann d'Regierung 2006 op all déi Leit gelauschert hätt, déi hir gesot hunn, dass hiren Text op deem dote Punkt, dem Artikel 20 Absatz 5, net gutt wär. Net nëmme d'Kolleege vun der DP a mir hunn en Amendement gemaach, och de Statsrot huet der Regierung dat dote probéiert ze erklären. En huet souguer d'Dispens vum zweete Vote net ginn, wat jo awer éischer rar ass.

Trotzdem huet d'Regierung op hirem Standpunkt beharrt, mam Resultat, dass se elo in vorseilem Gehorsam handelt, an Erwaardung vun engem Uerteel, wat se dann offensichtlech schéngt ze befäerten, dass et esou ausgeet, wéi et haut am Text eben duergestallt gëtt.

Dir rëselt de Kapp, Här Schmit. Mä et ass awer dat. Mir änneren haut e Gesetz op engem Punkt, wou en Amendement virlooch vun der DP a vun deene Gréngen, wou de Statsrot lech gesot huet, Dir leit falsch. An Dir hutt dat net wëllen héieren, mat enger Rei vun Argumenter, déi sech nodréiglech dann awer als falsch erweisen.

### (Interruption)

Et ass esou. Dir kënnt awer elo net soen, dass dat faktesch net géif stëmme, och wann Der domadder net zefridde wäert. Den Drock vun Tribunal administratif iwwer d'Question préjudicielle féiert dann eben elo zu deem Amendement.

An et ass am Fong wéi esou oft an dëser Matière, dass d'Fortschreiter net vu Lëtzebuerg ausgaange sinn. An dëser Matière hu mer vun ufanks den 90er Joren un, wou Lëtzebuerg déi éischte Kéier mat enger méi héijer Zuel vun Demandeurs d'asile konfrontéiert ginn ass, mir hu vun '92 un eng Rei Verbesserung kannt an der Situatioun hei zu Lëtzebuerg. D'Wourecht ass awer - ech schwätzen elo vu legale Verbesserungen, vun den administrative Verbesserungen -, d'Wourecht ass awer, dass déi esou gutt wéi ni vu Lëtzebuerg ausgaange sinn. Et ass iwwer den Émwee vun Direktiven, wou mer Verbesserungen an der Lëtzebuerger Gesetzgebung gemaach hunn.

An anere Matièreen, déi awer net esou wäit ewech leien, ass et och emol schon iwwer Uerteeler vum Europäesche Gerichtshaff, wou mer Verbesserung kritt hunn. Ganz seelen, fir net ze soen ni, war et eng national Initiative, déi probéiert huet, an enger méi kohärenter Approche d'Émstänn ze verbessern.

Dat kann ee bedauern. Dat soll ee bedauern! An et soll ee virun allem probéieren, dass et an Zukunft vläicht e bësse méi voluntaristesch gemaach gëtt.

Ee Wuert och zu der Aschätzung vun der Zuel vun den Demandeurs d'asile, déi an deene leschte Méint aus Serbien a Mazedonien komm sinn. Dat war ee Moment esou eng Duerstellung an der Öffentlechkeet, wéi wa mer do mat engem Phänomeen elo konfrontéiert wäeren, dee mer nach net kannt hunn. Sécher sinn dat der natierlech méi, wéi mer dat an deem Joer virdrun oder an deenen zwee Joer virdrun kannt hunn. Et sinn der wahrscheinlech och ze vill par rapport zu deenen Infrastrukturen, déi mer prett hunn oder déi mer parat hunn. Dozou kommen ech herno nach, well ech mengen, dass mer do den Dossier net richtig upaken.

Mä vun der Zuel hier, den Här Fayot huet se genannt, et waren der elo 458 a véier Méint - si ass elo schon erëm zolidd zréckgaangen -, do komme mer, wann een dat héichrechent, wann ee bei deem Rhythmus bliwwer wär, wat jo elo schon net méi de Fall ass, do wäer mer op eppes iwwer 1.300 Leit komm. Mir waren an deene Jore virdrun alt emol schon op 3.000 Leit, déi an engem Joer op Lëtzebuerg komm sinn.

Ech wëll net soen, dass dat eis viru guer kee Problem stellt, mä deen Androck, dee vermëttelt ginn ass, war, wéi wann et „du jamais vu“ wär. Dat ass net de Fall. Dat muss een awer dierfe soen. Mir sinn hei natierlech mat enger dee Moment steigender Zuel konfrontéiert ginn, mä si läit méi wéi 50% ënnert deem, wat mer alt emol schon haten. A mir haten net nëmme e Joer am Beräich vun 3.000. Mir haten e puer Joer mat ëm 2.500 oder iwwer 2.000. Et ass also net e Phänomeen, dee mer zënter 1992, 1993 nach ni gehat hätten.

Mir sinn an engem Zeenario mat steigenden Zuelen - wat eng Reaktioun natierlech noutwendeg mécht -, a mir sinn net an engem Zeenario, wéi Lëtzebuerg en nach net kannt hätt oder deen eis komplett géif dépasséieren. A wéi



gesot, déi Zuele si schonn nees ganz, ganz zollid réckleefeg. Dat ass also dat, wouriwwer mer diskutéieren am Moment, an net iwwer manner, awer sécher och net iwwer méi! Dat muss eng Kéier kënne gesot ginn.

Déi meescht vun deene Leit - déi Zuele bezéie sech op Leit aus Serbien a Mazedonien, déi bei eis op der Lëscht vun de Pays sûrs figuréieren. Den Här Schmit huet haut am „Lëtzebuurger Wort“ an engem ganzsäitegen Interview zu deem Thema gesot, hien hätt nach ëmmer Problemer mat deem Prinzip vun der Lëscht vu Pays sûrs.

Ech kann dem Här Schmit do nëmme Recht ginn. Déi Lëscht vu Pays sûrs ass alles anescht wéi eng objektiv Gréisst. Dee beschte Bewäis, ass d'ufängelech jo geduecht war, eng europäesch Lëscht vu Pays sûrs ze maachen. A wann et am Kader vun der europäescher gemeinsamer Politik..., a wann dat alles objektiv begrënnbar wär, firwat dass e Land als Pays sûr géllt oder net als Pays sûr géllt, dann hätt et och net dierfen eng Schwierigkeet sinn, mat lauter objektive Grënn zu enger europäescher Lëscht vu Pays sûrs ze kommen. Dat hu mer awer net fäerdeg bruecht.

Mir hunn also elo eng Rei Länner, déi national Lëschten hu vu Pays sûrs. An déi Divergenz vu Lëschten vu Pays sûrs beweist natierlech, dass d'Opstellung vun der Lëscht vun de Pays sûrs näischt ass, wat zu honnert Prozent objektive Kritäre gerecht gétt. Et bleift eng diskutabel Lëscht; et bleift eng diskutabel Notioun; an et bleift eppes, wou een awer dierf mat enger gewëssener Skepsis drun erugeen.

Dat misst een dann och derzou bréngen, bei deenen Elementer vun der Prozedur, déi ee ka steieren, besonnesch virsichteg ze sinn an am Zweifelsfall net restriktiv ze sinn, mä mam Fouss op där anerer Säit ze stoen, zum Beispill bei der Zuel vu Recoursen - dat, wat haut den Objet ass vum Projet de loi. Och 2006 hätt mer scho kënne soen, do wou en Zweifel besteet, si mer da léiwer op där Säit, déi am Zweifelsfall kee Recht mat Féiss trëppelt. Dat hu mer awer net gemaach 2006 op deem heite Punkt, an dat bréngt eis eben haut dozou, eis nach eng Kéier mat dëser Fro ze beschäftegen.

Egal wéi, bleift et jo awer nach ëmmer en individuell Recht. Et ass an et bleift en individuell Recht; och dat soll een de Leit, déi sech fir dës Matière interesséieren, soen. Och am Kader vun der Prozedur muss ee fairerweis soen, dass et och do nach ëmmer individuell Décisioun sinn, och wa se no anere Regelen oflafen, iwwert déi ee kann diskutéieren, mä et gétt och do keen Zuch oder kee Fliger, wou just d'Diere géifen opgemaach ginn a Leit géifen ouni Nuance drageschéckt ginn. Et bleift nach ëmmer, dass jiddwereen individuell säi Recht ka verteidegen. Dat hale mer och fir noutwendeg a fir richtig, an dofir wëlle mer et och gesot hunn.

Ech hat virdru scho gesot, dass mer zënter '92 zu Lëtzebuerg eis awer e Stéckelche virunentwéckelt hunn. D'Wourecht ass, dass 1992, 1993, wou déi éischte Kéier Demandeurs d'asile an enger héijer Zuel wéinst dem Krich an Ex-Jugoslawien op Lëtzebuerg komm sinn, wann een éierlech ass, mir net wierklech preparéiert waren. Mir haten eng relativ rudimentär Législation. D'Verwaltungsmoyenen, d'Leit, déi disponibel waren, fir d'Demanden ze traitéieren an déi Leit och während hirem Séjour zu Lëtzebuerg ze betreiien, déi Leit waren zueleméisseg relativ geréng - fir net méi ze soen.

Natierlech hu mer eis an deene leschte Jore lues a lues op deenen dote Punkte verbessert; bei der Législation, wéi gesot, ënnert dem Impuls haaptsächlech vun Europa. Bei den administrative Moyenen hu mer eis, dat ass eng national Décisioun, verbessert, verstärkt, besser équipéiert, vläicht nach ëmmer net genuch. Mä mir hunn et awer gemaach.

Op engem drëtten Punkt par contre hu mir nach ëmmer d'Gefill, dass mer net wierklech weiderkomm sinn: Dat ass op deem vun de Plazen, déi et am Land géif ginn, fir déi Leit ennerbréngen. Do hu mir nach ëmmer d'Gefill, dass sech dofir interesséiert gétt zum falschen Zäitpunkt, nämlech ëmmer dann, wann d'Zuel vun Demandeurs d'asile erëm an d'Luucht geet. A mir wëssen iwwert déi lescht méttlerweil bal 20 Joer, dass dat esou emol erop- an dann erëm erofgeet, da geet et emol erëm erop, da geet et emol erëm erof, op ënnerschiddlechen Niveauen.

Richtig wär an eisen Aen, wann ee sech mat där Fro géif beschäftegen, dee Moment, wou d'Zuele réckleefeg sinn, wann also den Drock e bësse méi geréng ass, wann also eis administrativ Capacitéite méi Spillraum hunn, fir sech domadder ofzeginn.

Da misst een och endlech dat, wat déi gréng zënter Jore proposéieren, ustriewen, nämlech dass wierklech sämtlech Gemengen am Land un deem dote Effort participéieren, well et keng gutt Léisung ass, grouss Strukturen zréckzebehalen, besonnesch net fir déi Leit, déi et betrëfft. Déi Leit, déi an deene grouss Strukturen mussen ennerbruecht ginn, sinn an deene manner zefridde mat Sécherheet, an dat ass notament e Problem, soubal Familjen a Kanner, kleng Kanner, mat am Spill sinn.

Dofir hätt mir definitiv léiwer eng Solutioun, déi wierklech sämtlech Gemengen am Land an deem Effort do mat eranhält, fir dass et net un zéng oder zwielef oder fofzéng Gemengen eleng ass, deen Effort do ze stäipen. An awer och natierlech, wa mer wëllen d'Gemengen iwwerzeegen, un deem Effort do matzemaachen an eng Répartition nationale ze maachen, da mussen natierlech och d'Konditiounen an d'Kritäre stëmmen.

Och dorunner stéiere sech haut nach ëmmer eng Rei Gemengen, déi bereet sinn, Efforten ze maachen, déi awer net bereet sinn, e Foyer vun 120 Leit opzehuelen, wou als eezegen Encadrement eng privat Sécuritétsfirma géif virun der Dier stoen. Vill Gemenge stelle sech do éischer eng Arméi vu Sozialarbechter vir, déi an engem relativ héije Ratio disponibel wären, fir e richtige Suivi vun deene Leit ze maachen, soulaang se hei am Land sinn.

Wann déi Konditiounen gi wären - e seriöse Suivi social, e seriösen Encadrement a villen, awer dofir kleng Strukturen -, da wären an eisen Aen d'Konditiounen geschafene, fir se och iwwert d'Land kënne ze verdeelen. Dann hätt mer déi Diskussiounen do alleguerent net, dann hätt mer en Effort de solidarité gelescht als Lëtzebuurger Land mat deene Leit, déi jo alleguerte méi schlecht dru si wéi déi, déi zu Lëtzebuerg sinn. Do ass Solidaritéit gefuerdert!

Lëtzebuerg ass jo och bereet, do e Stéck Solidaritéit ze bidden. Mir huele jo och déi Leit op, mä da kommt, mir ginn eis och elo op deem drëtten a leschte Punkt, wou mer eis misste verbesseren, och nach eng Kéier Méi, fir och do zesumme mam Syvicol... Dee Frang ass jo endlech gefall, oder deen Euro, fir mat der Währung vun haut ze schwätzen, deen ass jo gefall, dass mer de Syvicol agebonnen hunn!

Wa mer eis elo nach kéinten eens ginn op der Qualitéit vun den Infrastrukturen an op der Qualitéit vun dem Encadrement, da mengen ech, kéinte mer et fäerdeg bréngen, Konditiounen beienanerkreien, déi et erlaben, dass et wierklech eng national Repartitioun an en nationale Solidaritéitseffort vun de Gemenge kéint ginn, an net just en Effort vun e puer Gemengen, en Effort d'urgence, deen ëmmer dann erëm op d'Tapéit kënnt, wann d'Zuel erëm eng Kéier e bëssen eropgeet. Dat kann et net sinn, dat ass einfach eng falsch Approche!

Et geet och anescht, a mir hoffen ab elo op Gespréicher vun der Regierung mam Syvicol a mat all deene Gemengen, déi bereet sinn, dat ze maachen, déi bereet sinn, déi awer och Uspréck stellen, well et ass dat, wouren et haut oft scheitert. Soubal een Uspréck stellt, da gétt ee komesch gekuckt, da kritt ee bal virgeworf, et wéilt een a Wierklechkeet keng, just well ee sech getraut huet ze soen: „Ass et erlaabt, iwwert d'Qualitéit vun der Ennerbréngung ze diskutéieren? Ass et erlaabt, iwwert d'Qualitéit vun dem Encadrement ze diskutéieren?“ An dat, mengen ech, kann et net sinn, an do muss och d'Regierung eng Dier opmaachen. Dann, mengen ech, ass vill méi dran.

A wann déi nächst Kéier erëm iergendee Konflikt ass, dee Répercussionen hätt bis op Lëtzebuerg..., well d'Leit komme jo net op Lëtzebuerg wéinst eise Gesetzter, mä si kommen op Lëtzebuerg, well se do, wou se fortginn, e Problem hunn. Et ass nach ëmmer dat, an der Haaptsaach, wat d'Demandeurs d'asile an d'Welt bréngt.

Och eng zweet Remarque wëll ech do nach maachen, well och ëmmer duergestallt gétt, wéi wann Europa dee gréissten Effort géif maachen an där doter Matière, oder wéi wa Lëtzebuerg bannent Europa dee gréissten Effort géif maachen an där doter Matière. Esou ass et net grad. Wann ee kuckt, wou Flüchtlingsstréim entstinn, wat d'Ausléiser dovunner sinn, wéi eng Krisen, da stellt ee fest, dass praktesch ëmmer d'Nopeschlänner, déi ganz oft an enger knapps besserer Situatioun dru sinn, den Haapt-effort iwwerhuele vum Ophuele vun deenen Demandeurs d'asile. Dat ass oft de Fall notament an Afrika, mä dat hu mer och schonn op anere Plaze gesinn. De Gros vum Effort leeschte Länner, déi et eigentlech net kënne leeschten, déi et eigentlech net kënne packen.

Dee klengsten Deel kënnt bis an Europa, dat muss een och eng Kéier dierfe soen, fir net e falsche Bléck op déi Problematik ze geheien. Dat embënnert eis vun näischt bei deem Effort, dee mir maachen, mä et sollt ee rappeléieren, dass dat awer räicht Europa an där doter Pro-

blematik net - et de loin net! - déi meeschten Effort muss stemmen. Och wann eis déi Biller, déi mer an deene leschte Méint op der Television heiansdo gesinn hunn, vläicht eppes aneschters suggéieren, dat entsprécht net ganz der Realitéit. Mä trotzdem muss ee mat deenen Erausforderungen do richtig ëmgoen. A mir mengen, dass een do nach wierklech, och zu Lëtzebuerg, Saache ka verbesseren.

Zum Projet selwer: Mir si selbsterständlech domat d'accord, dass deen drëtten Recours elo méiglech gétt géint d'Prinzipien-Décisioun vum Minister, fir d'Procédure accélérée ze applizéieren, also mat der Sträichung vun deem Artikel 20, Alinea 5 vum Gesetz.

Mir hunn awer och eise Problem domadder, dass dat soll an engem eenzege Recours regroupéiert ginn. Dat misst net sinn. Och do hätt ee kënne dat auseemehalen. Dofir wäerte mir eis och beim Projet enthalten. Mä mir sinn awer bien entendu dermat d'accord, dass deen Alinea gestrichelt géint an dass domadder och e Recours ka gemaach gi géint d'Décision de principe vum Minister. Wéi gesot, e Projet de loi, dee mer eis eigentlech hätt kënne spueren.

Ech soen lech Merci.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Braz. Als nächste Riedner ass den Här Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mat deem Gesetz, dat mir elo virun eis leien hunn, wëllt d'Regierung d'Kéier an enger Situatioun kréien, fir déi si selwer verantwortlech ass. Den Här Rapporteur huet eis gesot, wourëm et an deem Text geet, an dofir soe mir him Merci.

Mä d'Regierung reagiert spéit, vill ze vill spéit an enger Situatioun, déi fir eist Land scho laang net méi tolerabel ass. A si mécht et net aus Iwwerzeegung, mä just, well si huet missen agesinn, dat dee massive Mëssbrauch vum Asylrecht endlech muss gestoppt ginn.

D'Leit maachen deen inakzeptabele Laxismus vun dëser Regierung an der Asylpolitik net méi mat. Et ass de Verdéngscht vun de Leit zu Bolendorf-Bréck, dat dës Regierung endlech aktiv gétt. An et ass de Verdéngscht vun deene Gemengen, déi der Regierung gesot hunn, dass si selwer an der Verantwortung steet. Déi Leit, déi mir an der Regierung hunn, wäere vu sech aus net staark genuch gewiescht, fir dës Situatioun ze léisen. Si hunn d'Entwécklung emol net gesi kommen a falsch geschat.

Eis Ministere gi vun eis alleguer bezuelt, vun de Lëtzebuurger, fir d'Interesse vun hinnen a vun eisem Land ze vertrieden. Mir froen eis: Maa- che si dat? Zum Beispill d'Madame Jacobs: Si hätt nach léiwer eis Gemenge weider enner Drock gesat, fir méi vun deene Wirtschaftsflüchtlings opzehuelen, als dass si géint d'Wuerzel vum Problem ugaange wär.

Well dorëm geet et jo hei exklusiv oder vläicht och bal nëmme exklusiv, mä et geet em e massive Mëssbrauch vum Asylrecht. All Parteien heibanne si sech eens, dat Leit, déi aus politeschen oder reliöse Grënn verfollegt ginn, oder aus anere Grënn, déi novollzéibar sinn an déi mir am internationale Recht verankert fannen, e Recht op Asyl hunn. An d'ADR ass déi éischt Partei, déi géif dofir plädéieren, dass eist Land seng Diere grouss opmécht fir Leit, déi esou an Nout sinn.

Mä mir sinn awer och déi Partei, déi de Courage huet, fir kloer ze soen, dass mer déi eng vun deenen anere mussen ennerscheeden, déi, déi eis Hëllef brauchen a si verdéngen, anescht muss behandelte wéi déi, déi kommen, fir vun eiser Generositéit ze profitéieren.

Wa mir haut dat Gesetz hei stëmmen an enger Prozedur, där hir Vitesse rekordverdächtig ass, well einfach kee weideren Zäitverloscht kann erlaabt sinn, dann ass dat, well d'Regierung an dëser Fro wéi an aneren hir Inkompetenz dokumentéiert huet.

Den Här Ausseminister Asselborn ass responsabel, well hien domat d'accord war, dass d'Visafräiheet mat Serbien agefouert gouf, ouni dass dat Land virdrun op d'Lëscht vun de sécheren Drëttsate gesat gi wär. Dat wär eng Prozedur, déi hätt nëmme e puer Deeg gedauert. Si ass awer net gemaach ginn. Mir kënne dozou soen: Dat weist, dass d'Regierung net koordinéiert, jo och vläicht mat engem gewëssenen Amateurismus Aussepolitik bedreift.

Den Här Halsdorf an Dir, Här Schmit, als Schengen- an als Integrationsministeren, Dir sidd Schold, well eis serbesch a mazedonesch Asylmëssbrauchstouriste jo iergendwou iwwer eng Baussegrenz vun der Unioun erakomm sinn a fir d'Éischt duerch aner sécher Länner gefuer sinn, ier si iwwerhaupt bis op Lëtzebuerg koumen. Et ass un deene Baussegrenze vun der Unioun, wou net genuch kontrolléiert gouf. An et ass net zoulässeg, dass eng Asyldemande

dann eréischt hei zu Lëtzebuerg gemaach gétt, well nom zweeten Ofkommen vun Dublin déi Demande jo hätt missen an deem Schengen-Land gemaach ginn, an dat déi betrafte Person als Éischt eragereest ass.

Eis Regierung huet et awer net fir néideg fonnt, fir um europäesche Plang a bei deene betrafene Länner ze intervenéieren. Si weess, dass Mëssbrauch op eis Käschte geschitt. Si kuckt no, wa Mëssbrauch op eis Käschte geschitt. A si mécht näischt, wa Mëssbrauch op eis Käschte geschitt! Dat ass de Résumé vun der Europapolitik vun CSV an LSAP.

Serbien a Mazedonien sinn EU-Bäitrittskandidaten. Den Här Asselborn hätt deene Länner misse soen, dass si hiren Obligatiounen am Beräich vun de Mënscherechter, besonnesch wat d'Integratioun vun de Roma an deene Länner ugeet, mussen nokommen. Et geet net, dass si einfach hir national Minoritéiten exportéieren, mä si mussen bei hinnen doheem géint eventuell Diskriminatiounen virgoen.

Här President, eis Regierung hätt kënne an hätt missen am Interessi vun eisem Ordre public Grenzkontrolle maachen, fir déi Pseudoré- fugiéen esou séier wéi méiglech ofzefänken. Eis Regierung hätt kënne an hätt missen mat polizeilechen a juristesche Mëttele géint déi Schleiserbande virgoen, déi den Asyltourismus op Lëtzebuerg organiséieren a finanziell dovun profitéieren.

Eis Regierung hätt kënne an hätt missen déi finanziell Avantagé fir eis Asyltouristen drastesch erofsetzen, esou wéi d'Schwäiz et gemaach huet, fir engem ähnleche Problem Meeschter ze ginn. An déi huet dat mat Erfolleg gemaach. Hei ass et net gemaach ginn.

Eis Regierung hätt kënne an hätt misse fréizäitig agräifen, fir eis Logementscapacitéiten net ze iwwerforderen. Dat besonnesch och, fir eis Tourismusindustrie net a Gefor ze bréngen.

Eis Regierung hätt kënne a si hätt misse géint den Asylmëssbrauch virgoen, well d'Scolarisation vun deene Kanner eise Schoulssystem einfach vill ze vill belaauscht.

Eis Regierung hätt kënne an hätt missen eisen administrative juridictionellen Instanze méi Personal a méi Mëttele zur Verfügung stellen. Mir héieren, dass et soll anscheinend eppes geschéien. Dat kënnt vill ze spéit a sécher net genuch.

An eis Regierung hätt kënne a misse schonn am Februar 2010, wou d'Question préjudicielle un den Europäesche Gerichtshaff gestallt gouf, eng nei Prozedur aféieren, fir e Recours géint eng Décisioun an där méi séierer Asylprozedur ze erméiglechen. Dat Gesetz, wat mer haut hunn, kënnt also ee Joer a véier Méint ze vill spéit.

An eis Regierung hätt kënne an hätt missen an deem zoustännege Ministère méi Leit engagéieren - an Arem Ministère, Här Minister -, amplat déi puer Beamten, déi do sinn, ze zwéngen, bis wäit iwwert d'Grenze vun hirer Belaaschtbarkeit mussen ze schaffen.

Alles dat ass net gemaach ginn. Dat ass e ganz, ganz schlechte Bilan fir d'Asylpolitik vun dëser Regierung!

Här President, vun hei aus wëlle mer et awer och net verpassen, fir nach eng Kéier der Madame Viviane Reding Merci ze soen, déi vu Bréssel aus mat esou vill Eloquenz déi Leit, déi d'Asylmëssbrauchsstréim an Europa organiséieren, op Lëtzebuerg opmierksam gemaach huet. A si huet et fäerdeg bruecht, am selwechten Zuch och nach eis bilateral Relatiounen mat Frankräich onnéideg ze belaauchten.

Den Här Juncker hat scho virun engem gudden Joer an enger Pressekonferenz e Statsbesuch vum Här Sarkozy hei zu Lëtzebuerg fir de leschte Summer ugekënnegt. Mir hu bis elo nach näischt dovun gesinn. Dat verwonnert eis als ADR net, well eise Premier an aner Ministere si jo ëmmer direkt do, wann et drëm geet, fir eis franséisch Noperen an hire President öffentlech ze kritiséieren. Mä den Här Sarkozy zesumme mam Här Berlusconi sinn am Schengen-Dossier wéinstens aktiv ginn. An dat ass nun emol eppes, wat eis Regierung bis elo net fäerdeg bruecht huet.

Elo soll also am Schengen-Ofkommen Verschiedenes geännert ginn, an zu deem Thema hu mir als ADR och kloer Positionen. De früe Personeverkéier fir éierlech Bierger muss natierlech bestoe bleiwen. Fir eis ass awer gläichzäitig kloer, dass eleng déi souverän Nationalstater dierfen decidéieren, wie sech op hirem Territoire ophalen dierf, wéi laang an enner wéi enge Konditiounen, an net ieren déi Europäesch Kommissioun oder soss e Veräin. Länner wéi Dänemark an anerer weisen eis do de Wee.

D'souverän Staten dierfen och all Zäit Grenzkontrollen hunn, ouni dass an deem Beräich iergendeng europäesch Instanz dierf e Mat-sproochrecht hunn.



Fir eis ass et kloer, datt de Contrôle un de Bausgrenze vun der Unioin muss verstäerkt ginn. Wa Frontex soll méi Mëttele kréien, da si mir am Prinzip domadder d'accord, mä ëmmer nëmme esou wäit, wéi déi souverän Rechter vun de Memberstaaten net beréiert ginn.

Wann et en europäesche Corps vu Grenzpolizei soll ginn, da si mir net géint eng Lëtzebuurger Participatioun, mä awer nëmme dann, wann déi Entwécklung net op Käschte vun der Lëtzebuurger Douane oder der Lëtzebuurger Police geet, weder wat hirt Personal ugeet, nach wat hir Kompetenzen ueegt.

Här President, anscheinend ass et och ewell esou, datt mir Lëtzebuurger Projete fir d'Roma a Serbien bezuelen. Domadder kéinte mer d'accord sinn, awer mir mengen, datt Serbien selwer och Sue genuch huet, fir esou Projeten ze finanzéieren. Ëmmerhin huet Serbien jo och Sue genuch, fir de Kosovo ze destabiliséieren, do eng parallell Administratioun ze ënnerhalen an och weider eng militäresch Menace duerzestellen.

Wéinst der serbescher Baussepolitik muss mir Lëtzebuurger Zaldoten am Kosovo hunn. Och dat kascht eis Geld. Et wär also fir eis interessant, wa Serbien emol seng Politik och géigeniwwer dem Kosovo géif änneren, ier mir higin a bilateral Hëllef ginn. Da bezuele mer op zwou Plazen. Anescht kéinte mer déi Sue spueren.

Jiddefalls, Här President, ass dat Gesetz vun haut an eisen Aen e modesten Ufank vun enger méi realitéitsnoer Asylpolitik vun der Lëtzebuurger Regierung. Dofir kënne mer et och nëmme ënnerstëtzen, d'Regierung encouragéieren, op deem Wee weiderzemaachen, a mir stëmmen dat Gesetz mat.

Mä mir froen eis, ob et schon domadder geden ass.

### (Interruption)

Mussen net nach aner Moosname geholl ginn? Um finanzielle Plang, fir d'Aidë fir déi Wirtschaftsflichtlingen ze reduzéieren? Um polizeileche Plang, fir géint d'Schleiserbande virzegoen, an och um Niveau vun de Grenzkontrollen? A muss mir net och drun denken, fir d'Assistance judiciaire ze reforméieren, déi jo och doranner besteet, datt déi Persounen, déi bei eis Asyl froen, vum Stat hiren Affekot bezuelt kréien?

Et gëtt vill Prozeduren, déi iwwerhaupt keng Aussicht op Erfolleg hunn an déi nëmme geféiert ginn, fir den Openhalt bei eis am Land vu scho gerichtlech ofgewisenen Asylanten nach méi an d'Längt ze zéien. An am Fall vun engem offensichtleche Mëssbrauch soll de Stat d'Käschte fir en Affekot net iwwerhuelen.

Här President, d'ADR hätt gär, datt richtig Asylante mat oppenen Äerm hei am Land opgeholl ginn. Fir dat Zil ze erreechen, muss mir elo ganz séier dem Mëssbrauch vum Asylrecht en Ënn maachen. An d'ADR hätt gär, datt d'EU-Memberlänner nees vill méi national Kompetenzen hunn, och am Beräich vum Asyl.

Dofir setze mir eis an, a mir soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. An als leschte Riedner ass den Här André Hoffmann agedroen. Här Hoffmann, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Dat ass schwéier an där Partei do. Et ass net einfach.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Här Bettel, Dir wësst, vu wat datt Der schwätzt!

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Eieieil!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - Mir sinn ons awer all eens: Et wier e gutt Gesetz.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Eieieil! Awer mir net fir déiselwecht Ursache wéi Dir.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, wann et fäerdeg ass, stëmmt Dir et och mat. Gleefft mer et.

### (Interruption)

► **M. le Président.** - Sou! Den Här Hoffmann huet d'Wuert, wann ech gelift.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Här President, et muss een et awer nach eng Keier widderhuelen: Am Joer 2006 huet hei d'Majoritéit vun der Chamber sech ewechgesat iwwer eng formal Opposition vum Statsrot - wat jo e relativ rare Virgang ass -, dee verlaangt hat, dass och e Recours iwwer d'beschleunegt Prozedur selwer misst an d'Gesetz ageschriwwen ginn.

Dat ass net geschitt, mat dem Argument - dat kann een unhuelen oder net -, doduerch géifen d'Prozeduren ze laang ginn an dat wär net am Intérêt vun de Leit, déi hei Asyl géifen ufroen.

Ech sinn der Meenung - an ech hätt et deemools jo wahrscheinlech dann och gesot -,

wann d'Prozeduren ze laang daueren, da muss een derfir suergen, dass se méi schnell ginn, mä et däerf een et net zum Ulass huelen, fir juristisch Protektioun, also d'Protektioun vun de Rechter vun de Leit, erfzesetzen, mat deem Argument, et géif ze laang daueren.

Elo maache mer dann awer eppes Kuriéise: Mir féieren zwar dee Recours géint d'Prozedur selwer, deen deemools de Statsrot verlaangt huet, an, awer mer bannen en dann un de Recours iwwer de Fong; also iwwer de Fong, dat heescht, iwwer de Refus vum Antrag respektiv iwwer den Uerder, Recours géint den Uerder, d'Land ze verloossen.

Ech sinn net Affekot, mä mir schéngt et awer bedenklech ze sinn, wann een e Recours, an domadder also och eng Décisioun iwwer eng Prozedur eréischt da kritt, wann iwwer de Fong entscheet gëtt. Dat schéngt mir bedenklech ze sinn an entsprécht eigentlech net menger Virstellung vu rechtsstaatleche Garantien.

Dat Zweet, wat ech bedenklech fannen, dat ass d'Begrënnung vun där Ännerung. Et ass also esou, dass mir ënnert dem Androck vun engem grouse Stroum, heescht et, vun Asylbewerber dann elo e Gesetz änneren. Iwwregens: méi Recours. Ech weess net, ob den Här Kartheiser wierklech verstanen huet, wat am Gesetz steet. Et ass eigentlech méi Recours. Meng Kritik ass net, dass mer de Recours aféieren, sondern dass mer e bannen un de Recours vum Fong. Mä ech fannen et bedenklech, wann een ënnert dem Drock vun der Aktualitéit juristisch Regele festschreift, déi da weider Bestand hunn.

„Grouse Stroum“ well ech awer och relativéieren. „Grouse Stroum“: Also wann ee vergläicht, wéi d'Migratiounsstréim, d'Flüchtingsstréim an der Welt a Wierklechkeet verlafen, da muss ee soen, dat, wat hei an Europa respektiv zu Lëtzebuerg geschitt, dat ass eigentlech wierklech net dee grouse Stroum am weltwäite Verglach.

Ech däerf och nach vläicht eng Keier drop hiweisen, fir déi, déi net an där aussepolitischer Kommissioun derbäi gewiescht wären, wou d'Madame Bresseur eis aus dem Conseil de l'Europe bericht huet: Si war an Tunesien am Optrag vum Conseil de l'Europe a si huet eis gesot - well jo och de Mëtteg hei vun den nordafrikanesche Länner geschwat ginn ass -, dass d'Leit an Tunesien awer daitlech enttäuscht sinn iwwer déi Haltung vun Europa, déi sech méi Suege mécht em déi puer Flüchtlingen, déi elo aus Tunesien wëllen an Europa kommen, iwwregens aus verständleche Grënn, wéi se sech géif freeën an et géif ënnerstëtzen, wat an deene Länner do vun demokratesche Bewegung geeschitt.

An dann ee ganz heikle Punkt. An da sinn ech scho wäit iwwer meng Zäit, Här President.

► **M. le Président.** - Majo, Här Hoffmann. Ech mengen et haut gutt mat lech, duerfir misst Der elo geschwënn zum Schluss kommen.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).** - Lues a sécher. Eh, sécher!

### (Hilarité)

Déi Geschicht, deen heikelste Punkt an där ganzer Fro vun der beschleunegter Prozedur, dat ass dee vum séchere Land: „pays d'origine sûr“. Tunesien war e séchert Land. Wësst Der dat nach? Tunesien war e séchert Land, a mir hunn een hei ausgewisen, vun deem mer dann herno gewuer gi sinn, dass en an Tunesien enger schrecklecher Repressioun ausgesat war.

Ech hat mech ausenanergesat mat enger parlamentarescher Ufro vun Asylbewerber aus dem Kongo, déi selwer Mënscherechtsaktiviste wären, déi erëm an de Kongo..., also déi den Asylantrag ofgewise kruten een oder zwee Méint nodeem an deemselwechte Kongo ee Mënscherechtsaktivist ermuert ginn ass.

Also, dat alles par rapport zu deem „séchere Land“, wou ech mengen, dass mer ganz oft falsch leien. D'Migratioun ass e komplexe Problem, dat weess ech och, awer mat esou einfache Léisungen, och wéi déi hei, gi mer dem Problem net gerecht.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Hoffmann. Elo kritt den Här Immigrationminister Nicolas Schmit d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Här President, erlaabt mer, och dem Här Fayot Merci ze soe fir säi Rapport. Ech mengen, en huet eis eng Rei Elementer an Zuele ginn, op déi ech elo net brauch zréckzekommen.

Ech hunn och festgestallt, datt mer hei zu Lëtzebuerg elo do ukomm sinn, wou anerer schonn ukomm sinn. Dat heescht, Immigration gëtt och e politesche Fonds de commerce, an et gëtt probéiert, domat seng kleng Zopp, seng politesch Zopp ze kachen.

### (Interruption)

Jo. An ech mengen, datt dat net onbedéngt gutt fir onst Land ass an onsem Land a senge gudden Traditionen zu Recht steet.

► **Une voix.** - Verschidde Meenungen.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - De Punkt ass deen, datt mer hei ee Gesetz stëmmen, fir eng Situatioun ze etabléieren, déi eigentlech, no onsemer Verständnis, ëmmer etabléiert war. Et ass net esou - wann hei gesot gëtt -, datt virdrun d'Leit net d'Recht gehat hätten, de Fait, datt se an eng Procédure accélérée komm sinn, dee Fait, déi Décisioun a Fro ze stellen.

Mä et ass awer gradesou kloer, datt, wann een natierlech en extra Recours mécht, fir déi Décisioun als Eischt ze attackéieren, da muss ee sech dach froen, wat vun der Procédure accélérée bleift. Well dann ass et eng normal Prozedur, wou ee fir d'Eischt e Recours op d'Form mécht an dann herno e Recours op der Substanz, um Fong, an eventuell, ma da kënne mer och nach en drëtte Recours ginn, wou een de Recours géint deen éischten huet.

Also, ech mengen, fir onst Verständnis - an dat huet jo och laang fonctionnéiert - war et kloer, a fir d'Cour administrative war et och ëmmer kloer, datt natierlech an deem uniqué Recours, deen een huet, een och déi Fro kéint opwerfen, ob et gerechtfaerdigt war. A schlussendlech hu mer jo limitativ Fäll opgezielt am Gesetz, op déi sech nëmme - an nëmme op déi! - eng Procédure accélérée kann applizéieren. Et war also kloer, datt een dat kann an deem eenzege Recours do opwerfen.

Bon, dat huet fonctionnéiert, bis dann den Tribunal administratif op eemol enger anerer Meenung war - a mir mussen jo unerkennen, ons Gerichter sinn helleg - an eng Question préjudicielle gestallt huet, ob déi dote Praxis absolut konform wier mat Direktive respektiv och mat der Mënscherechtskonventioun.

Nun ass et awer net esou, datt mir gefaart hunn, mir kriteen elo de Fanger gewise vun der Cour européenne de justice, an duerfir séier, schnell dat Gesetz hei abruecht hunn. Neen, ech ka souguer mat rouegem Gewësse scho kucken, wat d'Cour de justice ons wäert soen.

Well mir hu scho Konklusione vum Avocat général. Mat allem Respekt fir déi grouse Juristen, déi mer hei am Haus hunn, déi ons Leçonnen hei dauernd ginn als Juristen, kann ech jo dovun ausgoen, datt den Avocat général jo och - ech mengen -, datt den Avocat général vun der Cour européenne de justice jo och e Jurist ass, dee säin Handwerk mindestens esou gutt versteet! An an deene Konklusioneen ass et kloer festgehalten, datt déi Interpretatioun, déi mir ëmmer deem Gesetz ginn hunn, där Dispositioun an dem Gesetz ginn hunn, datt déi och fir den Avocat général vun der Cour de justice européenne déi richtig ass an och esou vum Avocat général approuvéiert gëtt.

Duerfir maache mer elo net hei eppes, well mer alles virdru falsch gemaach hunn. Mir maache just eppes, fir eng Situatioun vläicht méi kloer ze maachen. Mä mir kënne se awer net méi kloer maachen, andeem mer géife praktesch erëm de Contraire maachen!

Wann ech dem Här Braz nolauschten, an ech mengen, och dem Här Bettel - wann ech dat esou richtig verstanen hunn, wat en do gesot huet oder och a senger Motioun do schreift -, da géife mer eigentlech op eng Situatioun kommen, wou mer ganz einfach kéinte soen: Ma et gëtt keng Procédure accélérée, mir fuere fir jiddwereen deen nämlechte Regime.

Nun ass et also kloer, datt mat deem heite Gesetz jiddweree kann ënner anerem och déi Décisioun, wat d'Procédure accélérée, wat d'Applikatioun vun der Procédure accélérée ubelaangt, an deem Recours a Fro stellen. An ech mengen, vu datt jo den Tribunal hei en Droit de réformation huet - dat heescht, et kann net nëmme déi Décisioun casséieren, et kann och amplaz vun där Décisioun eng aner huelen - sinn also d'Rechter vun deem Jeeweilegen absolut garantéiert, a mir sinn absolut net op engem Wee, datt mer den Demandeurs d'asile hei hir Rechter géifen a Fro stellen.

Nu muss ee jo awer wëssen, éischstens, datt d'Procédure accélérée net eng „procédure d'asile au rabais“ ass. Hei ginn am Fong all d'Aspekter gekuckt, déi och an enger normaler Prozedur gekuckt ginn. Mä dat, wat et a villen anere Länner gëtt, wou et effektiv verschidden Aarte vu Prozedure gëtt a wou et och souguer heiansdo Methode gëtt, wéi eng Question préalable ze stellen, do hu mir hei eng Saach wou, wann ee vun deenen 13 Kritären, déi am Gesetz explizit virgesi sinn, sech applizéiert, datt da kann decidéiert ginn, fir eng Procédure accélérée ze applizéieren.

Nun, wat ech dobäi soen iwwer déi Fro vum Logement - déi elo net hei zur Debatt steet, mä déi natierlech en Relatioun ass mat där aktueller

Situatioun, wou Honnerte Leit aus Serbien op Lëtzebuerg, an zum Deel och aus Mazedonien op Lëtzebuerg komm sinn -, datt keng Gemeng empéchéiert war, Här Schäffe vun Esch, et war keng Gemeng empéchéiert, eng Proposition ze maachen, fir ze soen, ma mir hunn eng Iddi, fir kleng Unitéiten ze etabléieren an onser Gemeng, a mir si bereet, fir zéng, 20 oder 30 - wéi vill dann och ëmmer - bei ons den Accueil vun deene Leit ze maachen. Keng Gemeng wier do op en daaft Ouer bei menger Kolleegin Jacobs gefall. Do sinn ech sécher!

► **M. Félix Braz (déi gréng).** - Et sinn der zu Esch.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ech hu wéineg där Propositionen héieren, besonnesch och net aus Ärer Gemeng.

### (Interruptions)

Ech mengen, datt dat heiten e seriöse Punkt ass, en Débat, dee mer natierlech mussen féieren.

► **Une voix.** - ...bei engem sozialistesche Minister zu Esch.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Bei engem sozialistesche Minister zu Esch?

► **Une voix.** - Bei engem sozialistesche Buergermeeschter zu Esch.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Ah, bon!

► **Une voix.** - Ma zu Esch sinn der. Wat soll dat do?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Supplémentaire! Hei ass et jo drëm gaangen: Mir hunn a kuerzer Zäit 500, 600 Leit méi, déi mer hu missen natierlech logéieren ënner schwierege Konditiounen. An dat ass jo...

► **Une voix.** - Schwätzt mat alle Gemengen!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.** - Wier déi do Situatioun net agetratt, wiere mer net esou ënnert deen Drock komm, deen natierlech net virussehbar war, deen zwar an anere Länner sech och erëmfonnt huet - a Schweden, an der Belsch zum Beispill, wou effektiv och aus där nämlecher Geographie eng ganz Rei Leit komm sinn -, dann hätte mer net dru geduecht, lech dat heiten ze proposéieren. Dann hätte mer...

### (Interruptions)

Dann hätte mer ganz schéin op den Avis vun der Cour de justice, an ech muss soen, ganz roueg op den Avis vun der Cour de justice européenne gewaart, deen ons wahrscheinlech Recht gëtt. An da wier déi Affär an der Rei gewiescht. Et ass eben aus där Situatioun, aus där spezifescher Situatioun, wou dat geschitt ass.

Bon, elo soen ech dat heiten: Mir sinn absolut bereet, à tout moment, ëmmer Rapport ze maachen iwwer d'Applikatioun, net nëmme vun der Procédure accélérée, mä vun alle Prozeduren a vun der Manéier, wéi mer déi Prozeduren applizéieren. À tout moment! Der Kommissioun, der Plénière, jiddwerengem. Mir stinn do an der voller Transparenz.

Ech kann net akzeptéieren, wann hei steet: «aprouvant l'introduction d'une possibilité de recours...», well fir ons war déi Possibilitéit ginn. Si ass just an der Natur vun dem Tribunal a Fro gestallt ginn, an duerfir ass déi Question préjudicielle zustane komm. Fir ons war d'Interpretatioun ëmmer eng kloer. Dat war déi, datt jiddwereen déi Possibilitéit hätt am Rahme vun deem Recours unique, dee jo och ëmmer nach e Recours unique bleift. Voilà.

Merci.

► **M. le Président.** - Merci. Den Här Minister huet hei verschidde Kolleegen erausgefuerdert, fir d'Eischt den Här Bettel, an duerno den Här Braz.

► **M. Xavier Bettel (DP).** - Här President, ech hunn e Problem, wann den Här Minister seet, dass et déi Possibilitéit de recours souwisou gi war. Ech erënnere, Här President, de Minister drun, dass mer eng Opposition formelle vum Statsrot kritt hunn, well déi Possibilitéit de recours net virgesi war, dass se expressis verbis duerch den Text net virgesi war!

Dir hutt eis - ech hunn och Är Ried gekuckt, och der Madame Err hir Ried vun deemools -, Dir hutt gesot, ce qui n'est pas dit, bon, et ass egal souwisou, pro forma kéint een et och duerno maachen. Mä am Text selwer steet, le recours..., dass et kee Recours gëtt géint d'Décisioun vum Minister.



Dat ass jo dee Punkt fënnef. Dofir si mer haut hei. Dofir kann den Här Minister awer net soen, dass deemools schonn e Recours virgesi war, well och wann et net do steet, da kéint een et maachen. Dat ass net de Fall, soss hätte mer elo och keng Question préjudicielle a soss wiere mer och net hei...

► **M. le Président.**- Här Bettel, wou ass Är Fro?

► **M. Xavier Bettel (DP).**- ...mat engem Text. Parole après ministre! An elo kënn och nach eng Fro! Dat Éischt ass, also dat heescht, den Här Minister seet eis, e wier bereet, ëmmer eis an der Chamber ze informéieren. Dann huelle ech dat zur Kenntnis.

**(Interruption)**

Jo, mä ech froen net, dass den Här Minister an d'Chamber kënn, fir eis ze informéieren. Ech hu just gefrot, dass en an déi Kommissioun kënn, déi d'Immigratioun an d'Affaires étrangères huet!

Ech mengen, dat heiten ass jo bestëmmt keng polemisch Saach. Et ass ebe just „du principe“ am Droit. Well, stellt lech emol vir, Här Minister, an dat ass och nach eng Fro: Wat geschitt, wann den Tribunal zur Konkusioun kënn, dass Är Décisioun berechtigt ass, fir där Persoun keen Asyl ze ginn, mä dass awer d'Procédure accélérée net berechtigt war? Wat geschitt dann?

**(Interruption)**

Wat geschitt dann?

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech soen lech, datt den Tribunal e Pouvoir de réformation huet.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Do si mer eis ganz eens.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Bon!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Mä da seet...

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Ech mengen, Här Bettel, elo lauschtert Der no. Dir hutt eng Fro gestallt, elo loosst Der de Minister äntweren.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- ...wat e mat onser Décisioun mécht. Dat misst Dir awer als Jurist vläicht wëssen. Ech si kee Jurist, mä dat hunn ech alt scho matkritt.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, de Fong, wann de Fong...

► **M. le Président.**- Neen, Här Bettel, neen, esou geet et awer net! Mir hunn hei keen Dialog tëschent lech an dem Minister. Dir hutt eng Fro gestallt...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma neen, Här President, wann...

► **M. le Président.**- Dir hutt eng Fro gestallt an de Minister huet drop geäntwert.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma neen, Här President, ech hätt gär... Just eng Fro: Wann ee Gericht seet, dass e Fong richtig ass, mä eng Form falsch ass, dann ass dat e Formfeeler, Här President! Ech géif just gare wëssen, wann et e Formfeeler ass - Dir misst dach selwer wëssen als Affekot, wat dat heescht.

► **M. le Président.**- Här Bettel.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Et ass kee Formfeeler. Et ass falsch, wat Der sot.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Oh, Här Henckes!

**(Interruptions diverses)**

► **M. le Président.**- Elo hätt ech gär, datt Der emol allegueren nach eng Kéier dem Minister nolauschtert. Hien äntwert elo nach eng Kéier ganz kuerz op déi Zousazfro vum Här Bettel, an da kritt den Här Braz d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Et ass kloer, vu datt den Tribunal hei e Pouvoir de réformation huet, wann den Tribunal der Meenung wier, datt duerch de Fait, datt mer eng Procédure accélérée zrëckbehalen hunn, datt dofir un Fong eigentlech d'Saache schlecht décidéiert gi wieren - well vläicht net alles esou gekuckt gi wier, oder well een e Préjugé gehat hätt, well mer jo kloer soen, firwat een an eng Procédure accélérée kënn -, dann ass et fräi fir den Tribunal ze soen: „Jo, déi Décisioun do, eleng schonns duerch de Fait, datt déi dote Persoun an eng Procédure accélérée eragesat ginn ass, sinn ech der Meenung, datt déi Décisioun fir deem net e Statut ze ginn, datt déi net gutt ass, datt déi falsch ass, an ech casséieren dat. Oder ech soe souguer: Ech, Tribunal, ginn deem de Statut.“

► **M. Xavier Bettel (DP).**- An da fänkt d'Prozedur nees un!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat ass also méiglech. Dat misst Dir eigentlech wëssen, Här Bettel!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- An da fänkt d'Prozedur nees un!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Wann den Tribunal seet: „Du hues de Statut“, dann huet en en, an dann ass d'Prozedur fäerdeg! Dat misst Dir wëssen. Dann huet en en. Dat steet haut am Gesetz. Duerfir hutt Dir och...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President...

► **M. le Président.**- Här Bettel, ech mengen...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat steet haut am Gesetz. Dat ass also de Fong. Do ass also net de Punkt.

► **M. le Président.**- Sou, elo kritt den Här Braz d'Wuert.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Datt ech lech misst Cours de droit ginn, dat hätt ech mer eigentlech menger Liefdag net dreeme gelooss!

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Très bien!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President...

► **M. le Président.**- Neen, Här Bettel, neen!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dat doten ass e Fait personnel, dat doten akzeptéieren ech net, Här President. Den Här Schmit gëtt mir hei gär Cours de droit. Ech hu just ee Prinzip: Wann d'Tribunal seet - si hunn e Pouvoir de réformation, hu se, selbstverständlech! - wann d'Tribunal seet: „Dat doten ass net korrekt gemaach ginn, dofir annulléiere mer déi Prozedur“, da geet eng ganz nei Prozedur un, an dat huet de Minister nach ëmmer net verstanen, an dat fannen ech traureg!

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Sou, elo...

► **Une voix.**- Si mussen net reforméieren...

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Sou, Här Bettel, elo kritt...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Wa se et annulléieren, da fänke mer frësch un!

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ah, mä voilà! Endlech! Dat ass dat, wat ech elo zéng Minutte gesot hunn.

► **Une voix.**- Oh Mamm, oh Mamm!

► **M. le Président.**- Här Braz, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Also, den Zirkus ass eriwwer!

**(Interruptions diverses)**

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dir waart op eng Äntwert, déi d'Évidence même ass! Ech froe mech, wat dat fir e Sënn huet!

► **Une voix.**- Sot Är Meenung!

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo, ech wollt och, Här President, d'Parole après ministre, well den Här Schmit jo déi Escher Situatioun mam Numm genannt huet. Bon, seng Parteikollegin, d'Madame Spautz, déi dofir zoustänneg ass, ass leider net hei, dofir äntweren ech an hirer Plaz, well ech mat hir solidaresch sinn.

**(Hilarité)**

An ech soen dat ënnert der Kontroll vum Här Hoffmann, dee vun 2000 bis 2005 mat am Schäfferot war, an ech soen dat ënnert der Kontroll vum Här Huss, dee scho ganz laang am Escher Gemengerot ass.

Et gëtt net vill Gemengen hei am Land, déi Demandeurs d'asile ophuelen. Mir hunn 116 Gemengen, an Dir wësst, dass d'Zuel vu Gemengen, déi der ophuelen, dass...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Et gëtt eng, déi der vill héit.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Jo, jo, mä et gëtt der..., fir déi Gemengen ze zielen, brauch ee knapps zwou Hänn. Net vill méi! D'Stad Esch zielt dozou. Ier Der also ofschätzeg Remarque maacht...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech hunn déi net ofschätzeg gemaach.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Ech fanne se ofschätzeg! Ech fannen Är Remarquen iwwert

d'Stad Esch ofschätzeg, Här Schmit! An ier Der déi maacht, vergiesst net, dass d'Stad Esch zu deene gehéiert, déi sech un deem Effort de solidarité bedeelegen, an zwar vun Ufank un. Zweet Remarque...

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Dat apprécieiere mer jo och.

► **M. Félix Braz (déi gréng).**- Dat huet vir drun net esou geklongen! Zweet Remarque: D'Regierung huet an deene leschten zwielef Joer dräimol an deem Dossier d'Gemengen entdeckt. Et ass wahrscheinlech Zoufall, mä et ass ëmmer viru Wahlen: 2004, am éischten Hallefjoer, 2009, am éischten Hallefjoer, an 2011, do si Gemengewahlen, entdeckt d'Regierung op eemol, dass d'Gemengen e Rôle ze spillen hunn.

Zënter Jore gëtt et Leit, déi lech soen, wéi een deen Dialog mat de Gemenge soll strukturéieren an ugoen. Et ass bis haut net ukomm, ofgesi vun de leschten zwou, dräi Wochen. Ëmmer dann entdeckt Der d'Gemengen, wa Wahlen ustinn. Esou vill zu der politescher Zopp! Ech weess net, ob nëmme een oder eng Gruppéierung an deene leschten zwielef Joer e bësse matgekacht huet un der Zopp. Ech weess dat net. Ech weess dat net!

Lescht Remarque, Här Schmit. D'Stad Esch, déi Der genannt hutt, ass eng vun deene ganz wéinigen, déi 2004 direkt schrëftlech un d'Regierung geäntwert huet: „Mir si bereet, deen Effort ze steigere.“

Mä mir hunn awer och gesot, dass mer eng bestëmmte Vue hunn, wéi een dat misst maachen, dass mir keen Terrain zur Verfügung hu fir e Kanéngercherstall fir Leit zesummenzupferchen, mat Group4S ronderëm - den Här Hoffmann war deemools nach am Schäfferot -, mir hu gesot: „Mir si selbstverständlech bereet, deen Effort ze maachen“, dee maache mer jo och, mä mir hunn awer e puer Uspréchl!

Mat deenen Uspréchl si mer bei der Regierung awer op daf Ouere gestouss. Fir dat Konzept, wat eis virgeschwieft huet, war bei der Regierung leider deemools keen Uklang. Ech wollt lech dat just gesot hunn, Här Schmit, an dann ass déi Saach fir mech domadder riichtgestallt.

► **M. le Président.**- Dat war, mengen ech, eng Richtegstellung. Elo kritt dann den Här Hoffmann d'Wuert.

► **M. André Hoffmann (déi Lénk).**- Jo, fir dass mer tatsächlech wëssen, vu wat mer schwätzen: Mir kruten deemools proposéiert vun dem zoustänneg Ministère, net vun der Ministerin selwer, mä vun dem zoustänneg Ministère, vun engem Beamte krute mir déi folgend Proposition gemaach: Gitt eis op enger Friche en Terrain zur Verfügung, an da setze mir e Container dohi fir 100 Asylbewerber. An dat hu mer natierlech ofgelehnt, wéinst den Asylbewerber, ganz einfach! A mir hu gesot, wa mer gären eppes hätten, dann hätte mer dat gären a) dezentral, a b) mat där noutwendeger Begleitung a Betreierung.

Mir haten deemools an Esch eng relativ grouss Struktur - matten am Zentrum vun Esch -, eng relativ grouss Struktur vun Asylbewerber an enger fréierer Propriétéit vun enger Kongregatioun. Do mussen 30, 40, 50 Leit gewiescht sinn, also an där Gréisstenuerdnung, ech weess et net méi genau. Et war och deemools d'Stad Esch, déi sech gekëmmert huet drëm, dass d'Konditiounen, ënnert deenen déi Leit hébergéiert waren, d'Begleitung, d'Informatioun iwwert d'Stadlieden an esou weider an esou fort, dass do eppes geschitt ass, fir dass eng minimal Integratioun iwwerhaapt méiglech wär.

Ech hunn de Minister nach ëmmer net verstanen, wat seng Interpretatioun vum Gesetz ubetrëfft, duerfir hätt ech nach eng Kéier... Also, d'Parole après ministre misst zwar esou sinn - duerno huet de Minister d'Wuert net méi. Dat heescht, da wär et...

**(Hilarité)**

Am Gesetz vun 2006 steet, Artikel 5, nach eng Kéier: «La décision du ministre de statuer sur le bien-fondé de la demande de protection internationale dans le cadre d'une procédure accélérée n'est susceptible d'aucun recours.»

Duerfir hunn ech nach ëmmer net verstanen, wéisou de Minister ka soen, dat wär an deene leschte Joren d'Praxis gewiescht. Dat kann net sinn, well da wär et net gewiescht entsprechech zu deem Gesetz, wat d'Majoritéit vun der Chamber am Joer 2006 gestëmmt huet.

Här President, ech zécken tëschent Enthalung an Neen. Ech tendéieren zum Neen, well ech wierklech déi Konstruktiv vum deenen dräi Recours simultanément, well ech déi wierklech net..., well déi sech net deckt mat de Virstellungen, menge Virstellung vum rechtsstaatleche Garantien.

**(Interruptions)**

► **M. le Président.**- Här Minister, ganz kuerz, an da schlësse mer déi Diskussioun of, well ech mengen, mir ginn eis haut net eens.

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- Ech wëll hei nach eemol kloer soen: Wa mer et net explizit elo - wat mer jo elo maachen, wat vir drun net gemaach ginn ass -, explizit an deen ee Recours aschléissen, da wier et ganz einfach esou gewiescht, datt dee Moment, wou eng Persoun, déi Asyl hei zu Lëtzebuerg freet, gesot kritt: „Ma du kriss elo d'Procédure accélérée applizéiert“, préalablement, ier eigentlech déi ganz Prozedur ufänkt, den Affekot vun där Persoun gesot hätt: „Ma ech stellen elo Är Décisioun, fir mä Client an eng Procédure accélérée ze setzen, a Fro an ech maachen dogéint e Recours.“

An dann hätte mer dräi bis véier Méint emol verluer, an deene mer diskutéiert hätten, ob et gerechtfäerdeg ass, fir deen an eng Procédure accélérée ze setzen oder net. Da muss ech lech jo froen: Wat mécht dat dann nach fir e Sënn, fir eng Procédure accélérée ze hunn, wa mer emol fir d'Éischt véier Méint diskutéieren?

An ech kann lech d'Garantie ginn, dat wier jo bei all Fall komm, dat wier jo normal, all Affekot wier jo drop gesprongen - gell Dir, Här Bettel -, fir emol fir d'Éischt ze soen, ma elo schwätze mer emol, ob et richtig ass, fir mä Client hei an eng Procédure accélérée ze setzen.

**(Interruption)**

Also véier Méint doriwwer diskutéieren!

► **Une voix.**- Oh! Oh!

► **M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration.**- A wa mer doriwwer véier Méint diskutéiert gehat hätten, an d'Tribunal hätt gesot: „Jo, dat do correspondéiert engem vun deenen 13 Punkte vum Artikel 20 aus dem Gesetz“, da wiere mer un de Fong gaangen. Sot mer, wat do nach vun „accélére“ Rescht bliwwer wier.

Iwwregens, eng Remarque iwwert de Pays sùr. De Pays sùr heescht net, wann ech een zrëckschécken, dat heescht net automatesch, datt dat Land e Pays sùr ass. Dat heescht, datt déi Persoun jugéiert gëtt, net an enger Situatioun ze sinn, datt se e Recht huet op eng Protection internationale hei zu Lëtzebuerg no den Terme vun der Convention de Genève.

E Pays sùr, deen op enger Lëscht ass, sou wéi mer dat elo hunn am Reglement, dat heescht, datt am Prinzip - am Prinzip - jugéiert gëtt, datt et an deem Land keng Persécutioun gëtt, datt keng Leit wéinst hire reliéisen, politeschen oder aneren Iwwerzeegungen an de Prisong agepaart gi respektiv hir Sécherheet (veuillez lire: net) a Fro gestallt gëtt. Dat ass de Fall fir Serbien.

Mä trotz dem Fait, datt een op enger Lëscht vu Pays sùrs ass, huet een d'Recht, Asyl ze froen, an et kritt een och eng voll Prozedur am Sënn, datt engem säi Fall vun A bis Z gekuckt gëtt. Mä et huet een nëmme ee Recours, wou all déi aner zwee Recours hunn.

► **M. le Président.**- Sou, elo ass d'Diskussioun definitiv ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi. D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Här President, mir hu gesot, eise Vote géif vun der Motioun ofhänken. Dat heescht, wa mer elo...

► **M. le Président.**- Jo, Här Bettel, normalerweis gëtt fir d'Éischt e Gesetz gestëmmt...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, ma da maache mer dat!

► **M. le Président.**- ...an duerno gëtt eng Motioun gestëmmt.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Jo, well normalerweis de Minister...

► **M. le Président.**- Jo, Här Bettel, dann hätt Dir lech dat misse vir drun iwwerleeën. Mir hunn hei eng Prozedur, déi gesäit vir, datt mer fir d'Éischt...

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Ma, dann enthalte mer eis. Den Här Minister kann eis jo awer soen, wéi d'Positioun vun der Regierung ass.

**(Interruptions)**

► **M. Ben Fayot (LSAP).**- De Minister huet gesot, dass en zu all Moment alles, wat mat där Jurisprudenz do ze dinn huet, virun d'Kommissioun ka soe kommen. Dat ass ganz kloer gesot ginn.

► **M. le Président.**- Mir stëmme iwwert d'Gesetz of.

► **Une voix.**- Dir waart net heibannen, Här Bettel!



## Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

► **M. le Président.**- Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen.

### (Interruptions)

► **Une voix.**- Se si fort.

► **M. le Président.**- De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi N°6278 ass ugeholl mat 42 Jo-Stëmme géint 1 Nee-Stëmm a 16 Enthaltungen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par M. Lucien Clement), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par Mme Nancy Arendt), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Raymond Weydert), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Paul-Henri Meyers);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol),

Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Roger Negri), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Alex Bodry), Lucien Lux, Mme Lydie Mutsch (par M. Claude Haagen), MM. Roger Negri et Ben Scheuer (par M. Ben Fayot);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

A voté non: M. André Hoffmann.

Se sont abstenus: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Eugène Berger), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Félix Braz), Félix Braz, Camille Gira (par M. Claude Adam), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox).

Wëllt ee seng Abstentioun begrënnen?

### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

## Motion 1

An elo komme mer zu dem Här Bettel senger Motioun. Ech ginn net dovunner aus, datt nach ee wëllt d'Wuert ergräifen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Vote électronique!

► **M. le Président.**- De Vote électronique gëtt verlaangt.

### Vote sur la motion

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

D'Motioun vum Här Bettel ass verworf mat 36 Nee-Stëmme géint 20 Jo-Stëmmen an 1 Enthaltung.

Ont voté oui: MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch (par M. Carlo Wagner), Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par M. Claude Adam), Félix Braz, Camille Gira (par M. Félix Braz), Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter (par M. Henri Kox);

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Ont voté non: Mmes Diane Adehm, Sylvie An-

driech-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen (par Mme Nancy Arendt), Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Raymond Weydert), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber (par M. Marcel Oberweis), Lucien Weiler (par M. Lucien Clement), Raymond Weydert et Michel Wolter (par M. Marc Spautz);

MM. Marc Angel (par Mme Claudia Dall'Agnol), Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par M. Claude Haagen), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Ben Fayot), Lucien Lux et Roger Negri.

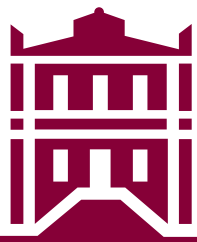
S'est abstenu: M. André Hoffmann.

Ech ginn net dovunner aus, datt een déi Enthaltung wëllt begrënnen.

Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn domadder um Enn vun eiser Sitzung vun haut ukomm. Déi nächst Sitzung si virgesi fir den 10., 11. an 12. Mee.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 18.36 heures)**



# SÉANCE 32

MARDI,  
10 MAI 2011

Présidence: M. Laurent Mosar, Président • M. Michel Wolter, Vice-Président

## Sommaire

### 1. Communications

- M. le Président

### 2. Ordre du jour

- M. le Président

### 3. Dépôt d'une motion par M. Camille Gira

- M. Camille Gira

### 4. 6139 - Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen;

6197 - Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach;

6245 - Projet de loi portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen;

6246 - Projet de loi portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein;

6247 - Projet de loi portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen

6248 - Projet de loi portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency

- Rapports de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police concernant les projets de loi

6139: M. Emile Eicher,

6197 et 6245: M. Ali Kaes,

6246: M. Raymond Weydert,

6247: M. Jean-Paul Schaaf, et

6248: M. Gilles Roth

- Discussion générale commune: M. Félix Eischen, M. Fernand Etgen, M. Claude Haagen, M. Camille Gira, M. Gast Gibéryen

- M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région

- Votes sur les projets de loi et dispenses du second vote constitutionnel

### 5. 6176 - Projet de loi portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg

- Rapport de la Commission du Développement durable: M. Lucien Clement

- Discussion générale: M. Paul Helming, M. Marc Angel, M. François Bausch, M. Jacques-Yves Henckes

- M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

### 6. 6179 - Projet de loi portant:

1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire;

2. modification du Code du Travail

- Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi: M. Roger Negri

- Discussion générale: Mme Diane Adehm

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Jean-Marie Halsdorf, Claude Wiseler, Nicolas Schmit, Mme Octavie Modert et M. Marco Schank, Ministres.

**(Début de la séance publique à 15.01 heures)**

► **M. le Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

### (Négation)

Dat schéngt net de Fall ze sinn.

## 1. Communications

Par contre hunn ech folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Fir d'Éischt ass d'Lëscht vun deenen neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten um Büro déposéiert.

Da goufe folgend Projeten an der Administration parlementaire déposéiert: den 3. Mee vum Aarbechtsminister de Projet de règlement grand-ducal 6279 iwwert de Schutz vun den Aarbechter géint chemesch Risiken; deeselwechten Dag vum Här Ben Fayot d'Proposi-

tion de loi 6280 iwwert de Bail à usage d'habitation; och deeselwechten Dag vum Statsminister de Projet de règlement grand-ducal 6281 iwwer eng Direktiv iwwert d'Infrastructures critiques européennes; de 6. Mee vum Nohaltegkeetsminister de Projet de loi 6282 iwwert d'Sécherheet am Schinneberäich.

Den zweeten Deel vun der Sessioun vun 2011 vun der Assemblée vum Conseil de l'Europe huet vum 11. bis de 15. Abrëll zu Stroosbuerg stattfonnt. D'Chamber war vertruueden duerch d'Madame Anne Brasseur an déi Häre Fernand Boden, Norbert Hauptert, Jean Huss a Marc Spautz.

### Communications du Président - séance publique du 10 mai 2011

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Le projet de loi, la proposition de loi et les projets de règlements grand-ducaux suivants ont été déposés à l'Administration parlementaire:

**6279** - Projet de règlement grand-ducal modifiant le règlement grand-ducal modifié du 30 juillet 2002 concernant la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs contre les risques liés à des agents chimiques sur le lieu de travail

Dépôt: M. Nicolas Schmit, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration, le 03.05.2011

**6280** - Proposition de loi modifiant la loi du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation

Dépôt: M. Ben Fayot, Député, le 03.05.2011

**6281** - Projet de règlement grand-ducal portant application de la directive 2008/114/CE du Conseil du 8 décembre 2008 concernant le recensement et la désignation des infrastructures critiques européennes ainsi que l'évaluation de la nécessité d'améliorer leur protection

Dépôt: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'État, le 03.05.2011

### 6282 - Projet de loi ayant pour objet

A) la transposition en droit national de la directive 2008/110/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 décembre 2008 modifiant la directive 2004/49/CE concernant la sécurité des chemins de fer communautaires (Directive sur la sécurité des chemins de fer);

B) de modifier la loi du 22 juillet 2009 sur la sécurité ferroviaire;

C) de modifier la loi modifiée du 11 juin 1999 relative à l'accès à l'infrastructure ferroviaire et à son utilisation

Dépôt: M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures, le 06.05.2011

3) Du 11 au 15 avril 2011 s'est tenue à Strasbourg la 2<sup>e</sup> partie de la session ordinaire de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe. Y ont assisté le vice-président de la délégation luxembourgeoise, M. Norbert Hauptert, et les membres effectif et suppléants Mme Anne Brasseur et MM. Jean Huss, Fernand Boden et Marc Spautz, Madame Lydie Err s'étant excusée.

L'ordre du jour de la session avec le relevé des textes adoptés (douze résolutions et dix recommandations) ont été distribués.

Parmi les points à l'ordre du jour il y a lieu de relever entre autres:

- La communication de M. Thorbjørn Jagland, Secrétaire général du Conseil de l'Europe

- Le surendettement des États: un danger pour la démocratie et les droits de l'Homme

- La dimension religieuse du dialogue interculturel, dont Mme Anne Brasseur était le rapporteur de la Commission de la culture, de la science et de l'éducation

- Combattre la pauvreté

- Le respect des obligations et engagements de la Géorgie

- Le rapport annuel de M. Thomas Hammarberg, Commissaire aux droits de l'Homme du Conseil de l'Europe

- La nécessité d'un bilan des progrès accomplis dans l'application de la Convention de Berne

- Éducation contre la violence à l'école

- La protection des enfants et des jeunes contre l'obésité et le diabète de type 2

- Les femmes en milieu rural en Europe

- La peine de mort dans les États membres et observateurs du Conseil de l'Europe - une violation des droits de l'Homme

- Renforcer les mécanismes de prévention de la torture en Europe

- L'eau - une source de conflits

- Problèmes liés à l'arrivée, au séjour et au retour d'enfants non accompagnés en Europe

- La protection des femmes immigrées sur le marché du travail

Il s'est tenu lors de la susdite session un seul débat d'urgence, à savoir sur l'arrivée massive de migrants en situation irrégulière, de demandeurs d'asile et de réfugiés sur les rivages du sud de l'Europe.

Il faut aussi souligner le discours de M. Recep Tayyip Erdoğan, Premier Ministre de la Turquie.

La 3<sup>e</sup> partie de session de 2011 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe se tiendra à Strasbourg du 20 au 24 juin 2011.

(Tous les documents peuvent être consultés à l'Administration parlementaire.)

## 2. Ordre du jour

D'Presidentekonferenz huet fir des Woch folgenden Ordre du jour virgeschloen:

Haut de Mëtteg hu mer fir d'Éischt d'Projet-de-loien 6139, 6197, 6245, 6246, 6247 an 6248, sechs Fusionsprojeten, déi mer zesummen an enger Diskussioun wäerte behandelen, dat Ganzt nom Modell 1. Dann hu mer de Projet de loi 6176 iwwert de Bau vun enger provisoirescher Bréck am Kader vun der Rehabilitatioun vum Pont Adolphe, och nom Modell 1. Dann hu mer de Projet de loi 6179 iwwert déi mobil Aarbechter am Schinneberäich, och nom Basismodell.

Muer de Mëtteg hu mer fir d'Éischt eng Aktualitéitsstonn iwwert de Plan sectoriel «Stations de base - communications mobiles», dann eng Question avec débat N°19 vum Här Jean Colomera iwwert d'Gefaangener weinst Sexualdelikter, an dann de Projet de loi 6254 iwwert d'Organisatioun vun den administrative Juridictionen, nom Modell 1.

En Donneschdeg de Mëtteg um hallwer dräi hu mer fir d'Éischt de Projet de loi 5888, d'Juegdgesetz, nom Modell 2; dann de Projet de loi 6164, eng Direktiv iwwert d'elektronesch Geld, nom Basismodell; an dann de Projet de loi 6212 iwwert déi dezentraliséiert Entzollung, nom Basismodell.

Ass d'Chamber domadder averstanen?

### (Assentiment)

Dann ass dat esou décidéiert.

Den Här Camille Gira freet d'Wuert, fir eng Motioun ze déposéieren.

## 3. Dépôt d'une motion par M. Camille Gira

► **M. Camille Gira** (*déi gréng*).- Merci, Här President. Ech wollt vun der Geleeënheet profitéieren, fir eng Motioun ze déposéieren. An där Motioun geet et ëm d'Geheimhaltungsklausel am Kontext vum Kaf vun Emissiounsrechter am Kyoto-Protokoll. Ech wier frou, wa mer déi an enger vun deenen nächste Sitzunge kéinten hei diskutéieren an ofstëmmen.

### Motion

La Chambre des Députés,

- vu l'obligation de la Chambre des Députés de débattre et de vérifier le bien-fondé des dépenses publiques du Gouvernement;

- vu que la politique climatique n'appartient pas à un domaine justifiant des restrictions au droit à l'information du citoyen;

- vu que le bon fonctionnement d'un marché européen des droits d'émissions nécessite la transparence au niveau des transactions;

- jugeant inacceptable la clause de confidentialité négociée par le Gouvernement estonien dans un récent accord gouvernemental avec le Gouvernement du Luxembourg;

invite le Gouvernement

à refuser toute clause de confidentialité portant sur les prix, les quantités, les échéances et les qualités des droits d'émission négociés dans le cadre du Protocole de Kyoto et de son éventuel successeur.

(s.) Camille Gira, François Bausch, Félix Braz, Jean Huss, Henri Kox.

► **M. le Président**.- Merci dem Här Camille Gira.

Als éischte Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut hu mer d'Projet-de-loien 6139, 6197, 6245, 6246, 6247 an 6248, sechs Fusionsprojeten, déi mer zesummen an enger Diskussioun wäerte behandelen. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eischen, Etgen, Haagen a Gira. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum éischte Projet de loi, dem 6139, den honorabelen Här Emile Eicher. Här Eicher, Dir hutt d'Wuert.

## 4. 6139 - Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen;

### 6197 - Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach;

### 6245 - Projet de loi portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen;

### 6246 - Projet de loi portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein;

### 6247 - Projet de loi portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen

### 6248 - Projet de loi portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police concernant le projet de loi 6139 portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen**

► **M. Emile Eicher** (CSV), rapporteur.- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, haut de Mëtteg befanne mir iwwert de Projet de loi 6139, deen d'Fusioun vun de Gemengen Esch-Sauer, Heischent an Nénsgen betrëft. Deen heite Projet ass den 20. Mee 2010 vum Innenminister an der Chamber déposéiert ginn. Den 23. November 2010 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. An d'Intérieureskommissioun hat mech zum Rapporteur genannt an hirer Sitzung vum 1. Februar dëst Joer. Duerno hat si den Avis vum Statsrot ënnersicht. Zweek Deeg spéider gouf de Statsrot mat engem Amendement befaasst, deen de provisoiresche Siège vun där neier Gemeng op Esch-Sauer festhält, bis den Embau vum Gemengenhaus zu Eschduerf fäerdeg ass. Dësen Amendement hat de Statsrot schonn de leschte Mäerz aviséiert. Eis Kommissioun huet dësen Avis complémentäire de 5. Mee approvüiert.

D'Gemengen Esch-Sauer, Heischent an Nénsgen hu besonnesch an deene leschte Jorzéngten eng Rei positiv Erfahrungs matenee gemaach. Niewent hirer Bedeelegung an interkommunale Syndikater wéi der DEA, dem SIDEC, dem SIDEN an dem Naturpark Uewersauer huet virun allem déi intensiv Zesummenaarbecht am interkommunale Schoulsyndikat d'Leit aus de Gemengen Esch-Sauer an Heischent beienegefuert. De Syndikat fir d'Schaffen, den Entretien an de Fonctionnement vum Centre scolaire zu Heischent ass am Joer 2000 an d'Liewe geruff ginn, wou d'Kanner net nëmmen an d'Grondschoul ginn, mä och vun enger professioneller Kannerbetreuung profitéiere souwéi um Enseignement musical deelhuele kënnen.

Déi enk Zesummenaarbecht tëschent de Gemengen Esch-Sauer an Nénsgen am Beräich vun der Gemengeverwaltung an am Ennerhalt vun touristeschen Infrastrukturen huet d'Vetrauen tëschent hinne gestärkt a vill Käschte gespuert.

Dës Coopération renforcée huet dozou gefouert, datt den 20. Februar 2006 d'Schäfferéit vun Esch-Sauer an Heischent sech fir d'Éischt getraff haten, fir iwwert d'Fusioun vun hire Gemengen ze diskutéieren. Genau ee Joer méi spéit goufen déi éischt Gespräicher mat der Gemeng Nénsgen gefouert. Well nun awer d'Gemeng Nénsgen hir Kanner op Kietscht an d'Schoul schéckt, well se mat där Gemeng eng Konventioun iwwer 20 Joer ofgeschloss huet, wollt d'Gemeng vun hire Bierger an enger Ém-fro wëssen, ob si léiwer mat Wal, Rammerech oder Esch-Sauer an Eschduerf fusionéiere sollt. No engem kloren Optrag fir d'Fusioun mat Esch-Sauer an Eschduerf hunn déi dräi Schäfferéit an net manner wéi 16 Aarbechtssitzunge sech ënnereneen eens gemaach an en Accord mat den zoustännege Ministère fonnt.

An der öffentlecher Informatiounssitzung vum 4. Mee 2009 haten déi dräi Gemengeréit a Präsenz an enger Matwierkung vum Innenminister der Populatioun Ried an Äntwert iwwert déi geplangte Fusioun gestanen an eng intensiv Aarbecht und gelescht, fir eng Informatiounsbroschür auszedeelen.

Sou wéi déi Europäesch Charta an hirem Artikel 5 iwwert déi lokal Autonomie dat virgesäit, ass de 7. Juni 2009 e Referendum erfollegt, wou sech d'Populatioun mat grousser Majoritéit fir d'Zesummeleë vun deenen dräi Gemengen ausgeschwat huet. Doropshin hunn déi dräi Gemengeréit d'Fusioun duerch hir jeeeweileg Délibératioun festgehalten an de Wee fräigemaach, fir eng Konventioun mat de concernéierte Regierungsmemberen ofzeschleissen, wat dann och de 16. Abrëll 2010 esou geschitt ass.

Ouni elo wëllen an den Detail vu mengem schrëftleche Rapport anzegoen, wëll ech awer op e puer spezifesch Punkten hiweisen. An där neier Gemeng Esch-Sauer mat Sëtz zu Eschduerf kommen an Tëschenzäit knapp 2.300 Awunner zesummen. An enger Iwwergangszäit bis 2017 setzt sech de Gemengerot aus 13 Conseillereen zesummen, aus deenen de Buergermeeschter an dräi Schäfte ervirginn. Bei de Wahlen vum 9. Oktober dëst Joer gëllt déi nei Gemeng als eng Circonscription. Aus deenen dräi fréiere Gemenge ginn elo dräi Sektioneen, woubäi Heischent siwe Conseillereen, Esch-Sauer an Nénsgen jeeeweils dräi Conseillereen stellen. No dëser éischter Mandatsperiod gëtt hir Zuel dem Gesetz no entsprechend der Bevëlkerung erëm ugepasst.

Esou wéi d'Regierungserklärung vum 2004 dat virgesinn huet, ënnerstëtz de Stat déi nei Gemeng mat enger Hëllef vun 2.500 Euro op de Kapp, mat där eng Rei vu gréisseren Infrastrukturprojete kofinanzéiert ginn. Dëst gëtt an Tranchen iwwer zéng Joer jee no Realisatioun vun de Projeten ausbezuelt. Folgend Projete gi prioritär finanzéiert: den Embau an den Ausbau vun der Gemeng an dem Fest- a Musekssall zu Eschduerf; Infrastrukturearbechten an Astandsetzung vu Stroosse souwéi de Bau vum Sëtzenter zu Ensber, deen en eenzegaartege Kulturzentrum mat direkter Vue op de Séi bitt, mat Restauratioun, Sanitär- an Emkleederaim fir Taucher a Schwëmmer a weider Versammlungsraumlechkeete souwéi jo och den öffentlechen iwwerdeekte Parking zu Esch-Sauer. Dës zweek lescht Projete wäerten ee bedeidenden touristeschen Impakt iwwert d'Grenze vun där neier Gemeng eraus kréien, besonnesch dat am Naturpark Uewersauer, mä awer och am ganzen Éislek. Et bitt sech do eng flott Attraktioun un, déi et bis elo nach net gouf.

Et bleift nach ze soen, datt dës Fusioun a Kraaft trëtt mat der Nominatioun an der Vereedegung vum neie Schäfferot an der Vereedegung vun der Majoritéit vun de Gemengeréit, déi aus deenen nächste Wahlen erausginn, spéitstens awer den 1. Januar 2012.

Am Numm vun eiser Kommissioun wëll ech deenen dräi Gemenge Gléck wënschen, an lech

bieden ech, léif Kolleeginnen a Kolleegen, dës Projete ze stëmmen.

Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix**.- Très bien!

► **M. le Président**.- Merci dem Här Emile Eicher. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi 6197, den honorabelen Här Ali Kaes. Här Kaes, Dir hutt d'Wuert.

## Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police concernant le projet de loi 6197 portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach

► **M. Ali Kaes** (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech si frou, datt ech lech haut de Rapport vum der Fusioun vun de Gemengen lersmdref a Miedernach presentéieren dierf. Wéi Der jo alleguete wësst, sinn ech selwer Awunner a Buergermeeschter vun der Fusiounsgemeng Tandel,...

► **Plusieurs voix**.- Aaahhh!

► **D'autres voix**.- Ouh?!

► **M. Ali Kaes** (CSV), rapporteur.- ...déi et säit...

### (Brouhaha général)

...dem 1. Januar 2006 gëtt.

### (Interruptions)

Ech hat deemools déi grouss Chance an Éier, hei an der Chamber meng éischt Ried zu dëser Fusioun ze halen.

### (Brouhaha)

An haut, méi wéi fennef Joer no der Fusioun, kann ech lech versécheren, datt dës Fusioun fir meng Gemeng dat Richtegt war an datt se e gutt Beispill derfir ass, datt d'Fusiounne funktionéieren an dozou bäidroen, datt méi kleng Gemenge sech besser kënnen organiséieren an och besser kënnen deenen heitegen Aufgaben an Ufuerderunge gerecht ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, de virleiende Projet ass den 28. September 2010 vum Innenminister an der Chamber déposéiert ginn. Den 23. November 2010 huet de Statsrot säin Avis dozou ofginn. Den 1. Februar sinn ech dunn zum Rapporteur genannt ginn. Zweek Deeg duerno ass de Statsrot mat engem Amendement befaasst ginn, deen hien den 8. Mäerz aviséiert huet. De 5. Mee hu mir an der Intérieureskommissioun dësen Avis complémentäire analyséiert an de virleiende Rapport ugehol.

Mat dësem Projet solle mer déi jëtzege Gemengen lersmdref a Miedernach fusionéieren. D'Zesummenaarbecht vun deenen zwou Gemengen huet ugefaangen u sech mat engem interkommunale Schoulsyndikat am Joer 1992, wou dunn d'Zentralschoul zu Miedernach gebaut ginn ass. Dës Zesummenaarbecht huet ganz gutt geklappt an doduerch hunn déi zwou Gemenge weider Kooperatiounen ugestriift, fir verschidden ambitiéis Projeten ze realiséieren, déi fir eng kleng Gemeng eleng net méiglech gewiescht wieren.

2007 goufen éischt Kontakter en vue vun enger eventueller Fusioun geholl. Duerno hunn déi jeeeweileg Gemenge sech am Detail mat dësem Dossier beschäftegt an och de Bierger de Projet vun der Fusioun presentéiert. Den 21. Mäerz 2010 dunn huet u sech e Referendum stattfonnt, an deem d'Bierger vun deenen zwou Gemenge sech fir eng Fusioun ausgeschwat hunn. Mä déi Bierger hu sech ganz héich fir dës Fusioun ausgeschwat, nämlech quasi identesch war an deenen zwou Gemengen d'Resultat mat ronn 84%.

Déi nei Gemeng mat Sëtz zu Miedernach vum Numm „Aerenzdallgemeng“ droen. An d'Fusioun trëtt u sech den 1. Januar 2012 a Kraaft.

Esou wéi et an der Regierungserklärung vum 2004 virgesinn ass, kritt déi nei Gemeng 2.500 Euro pro Awunner. Bon, bei ronn 2.100 Bierger, wéi et am Projet stoung oder steet, mécht dat gutt 5,3 Milliounen Euro aus, déi d'Gemeng tranchéweis iwwer zéng Joer ausbezuelt kritt. Laut den Informatiounen, déi awer den lersmdref Buergermeeschter mer net méi spéit wéi de Moie ginn huet, ass déi Zuel schonn extrem evoluéiert, an d'Populatioun ass méttlerweil bei 2.400 Bierger, sou datt dat da géife ronn sechs Milliounen Euro ausmaachen, wann ech elo richtig gerechent hunn.

Bon, folgend Projete sollen heimat da prioritär finanzéiert ginn: de Bau vun enger Maison relais, d'Moderniséierung vun de Sportsinfrastrukturen an da schlussendlech de Bau vun engem neie Gemengenhaus zu Miedernach.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, wat d'Gemengeréit ueegt, sou gëtt et eng Iwwergangbestëmmung bis 2023.

### (Hilarité)

Bis dohi setzt sech de Schäfferot aus engem Buergermeeschter an dräi Schäfte zesummen.

Duerno sinn et just nach zwee Schaffen. De Gemengerot huet no der Fusioun eefel Conseilieren. Dës Zuel gëtt dann 2023 un d'Wahlgesetz ugepasst.

► **Une voix.**- Très bien!

(Interruption)

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.**- E klengen Amendement war ausgeschafft ginn, well u sech dës Iwwergangsbestëmmung am ursprénglechen Text vergiess gi war.

Wat déi parlamentaresch Aarbechten ugeet, sou ware souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun selbstverständlech vun der Noutwendegkeet an der Plus-value vun dëser Fusioun iwwerzeegt. An an deem Sënn bidden ech lech, dësen Text ze stëmmen.

Ech wëll dann awer nach zum Schluss deene Verantwortleche vun deenen zwou Gemenge fir hire Courage an hir Wäitsicht gratuléieren. Ech wënschen där neier Aerezdallgemeng vill Erfolleg a sinn iwwerzeegt, datt d'Bierger dës Entscheedung positiv wäerte spieren. Selbstverständlech ginn dës Gléckwënsch och un all déi aner Gemengeresponsabel vun all deene Fusionsprojeten, déi mer haut de Mëtteg nach hei behandelen.

Ech soen lech an deem Sënn Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Ali Kaes. A well en dat esou gutt gemaach huet, kann en direkt virufueren, andeem en eis de Projet de loi 6245 rapportéiert. Här Kaes, Dir hutt nach eng Kéier d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police concernant le projet de loi 6245 portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen**

► **M. Ali Kaes (CSV), rapporteur.**- Ma, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech maachen et hei ganz kuerz. Mat dësem Text gëtt dem Gemengefusionsgesetz vun 2009 vun de Gemenge Clief, Hengescht a Munzen beim Artikel 12 eppes bäigefléckt, wat e Problem an der Berechnung vun dem Impôt financier an dem Impôt commercial soll léisen.

D'Steierverwaltung huet drop opmierksam gemaach, datt d'Berechnung vun dësen zwou Steieren u sech un d'Gemengen oder un d'Gemeng gebonnen ass, an där ee wunnt oder de Standuert vum Commerce ass, an datt et net méiglech ass, hei e Changement virzehuelen, mat Ausnahm datt ee plënnert oder d'Entreprise d'Gemeng verléisst. Et ass also indispensable, datt dës steierlech Konsequenzen, déi d'Gemengefusioun mat sech bruecht huet, och mam Ufank vum Steuerjoer an Aklang bruecht ginn.

Fir hei also eng Netkonformitéit mat de Gesetzter vum Impôt financier an dem Impôt commercial, déi ebe virgesinn, datt an darselwechter Gemeng d'Taxe mussen uniform sinn, ze vermeiden, gëtt am Text festgehale, datt ab 2012 an de verschiddene Kategorien ëmmer deen niddregsten Taux aus enger vun de Fusionsgemengen applikabel ass.

Ech kann awer hei scho soen, datt ee vun de Buergermeeschteren, den Här Eicher Emile, mer gesot huet, datt u sech dat hei schon alles geschitt ass, datt déi dräi Gemenge schon hir Tauxen harmoniséiert hunn, an domadder nach dat hei am Gesetz nogedroe gëtt, awer u sech et schon, et kann ee bal soen, superfétatoire ass. An deem Sënn brauche mer net weider drop anzegoen.

Souwuel de Statsrot wéi och d'Membere vun der Kommissioun sinn d'accord mam Projet, an an deem Sënn bidden ech lech, och dëse Projet ze stëmmen, a soen lech nach eng Kéier Merci fir d'Nolauschteren.

► **Une voix.**- Et ass gär geschitt.

► **M. le Président.**- Merci nach eng Kéier dem Här Rapporteur Ali Kaes. Elo kritt d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi 6246, den honorabelen Här Raymond Weydert. Här Weydert, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police concernant le projet de loi 6246 portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein**

► **M. Raymond Weydert (CSV), rapporteur.**- Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech erspuere mir elo de formellen Deel mat den Antécédents. Dee kënn Der all a mengem schrëftleche Rapport noliesen. Ech wëll op dëser Plaz och net weider op d'Noutwendegkeet vu Fusiounen agoen nach op d'Démarché vun der Regierung, fir d'Fusiounen virunzedeieren. Dat ass elo scho vill a laang diskutéiert ginn. A wann ee kuckt, wéi vill Fusiounen mir eleng de Mëtteg hei um Ordre du

jour hunn, da géif ech soen, mir sinn um richtige Wee. Nach e puer esou gefëllte Sënn mat Gemengefusiounen, dann hätt den Innenminister déi Gemenglandschaft erreecht, déi hie sech virstellt.

Mat dem virleiende Projet solle mir déi dräi jëtze Gemenge Biermereng, Schengen a Wellenstein fusionéieren. Déi dräi Gemenge schaffe scho säit Joren an enger Rei Projeten zesummen. Ugefaangen huet d'Zesummenaarbecht mam interkommunale Gemengesyndikat Am Haff, deen d'Zil huet, Structures d'accueil wéi eng Crèche, e Foyer de jour, e Jugendhaus, eng Bibliothék ze exploitéieren. Am Laf vun deene leschte Joren ass d'Zusammenaarbecht ëmmer méi ausgebaut ginn, zum Beispill an de Beräicher vum Museksunterrecht oder vum Tourismus. An am Januar 2010 hunn déi jeeweileg Gemengeréit hir Intention matgedeelt, fir ze fusionéieren, an hunn hire jeeweileg Schafferéit e Mandat ginn, fir déi entspreche Verhandlungen opzehuelen.

Wéi bei deenen anere Fusiounen och, ass d'Entscheidung ginn, d'Fro vun der Fusioun engem Referendum ze ënnerbreeden. D'Bierger sinn duerch déi néideg Dokumentatioun iwwer d'Fusioun informéiert ginn. Den 10. Oktober 2010 huet de Referendum stattfonnt, an deem d'Majoritéit vun de Leit sech fir d'Fusioun ausgeswat huet.

An den Délibérations vum 16. an 21. Dezember 2010 hunn déi dräi Gemengeréit sech definitiv fir d'Fusioun ausgeswat. Déi nei Gemeng wäert den Numm „Schengen“ droen. De Siege vun der Gemeng ass zu Rémerschen, an d'Fusioun trëtt den 1. Januar 2012 a Kraaft.

Esou wéi et an der Regierungserklärung vun 2004 virgesinn ass, kritt déi nei Gemeng 2.500 Euro pro Awunner. Bei ronn 4.000 Awunner mécht dat ronn zéng Milliounen Euro, déi déi nei Gemeng tranchéweis iwwer zéng Joer ausbezult kritt.

Mat dëse Sue gi virrangeg eng Rei vu wichtege Projekte finanziert: den Assainissement vun der Kanalisatioun an den Drénkwasserleitungen an allen Dierfer vun där neier Gemeng; d'Verbesserung vun der Drénkwasserversuergung; d'Renovatioun an d'Erneuerung vun de Gemengegebaier an aneren Infrastrukturen, ënner anere och, fir dës behënnertegerecht ze maachen; den Ausbau vun Opfangstrukture fir d'Kanner, al Leit souwéi vun der schoulescher Offer; d'Entwécklung vun engem Mobilitéitskonzept mat enger besserer Ubannung un den nationale Réseau; den Ausbau vun den touristeschen, sportlechen a kulturellen Infrastrukturen; d'Schafe vun Instrumenter, déi der Promotioun an der Entwécklung vun der Gemeng Schengen déngen; d'Promotioun an den Développement vu lokalen a regionale wirtschaftlechen Aktivitéiten.

Erlaabt mir zu dësen dräi leschte Punkten e puer Iwwerleeungen. Den Numm „Schengen“ verbënnt villes: Kultur, Geschicht - ech denken do un d'Schengener Schlass, un d'Kochhaus, 1792 war de Johann Wolfgang von Goethe do, 1871 de Victor Hugo. Da verbënnt den Numm „Schengen“ awer och Europa. Do verweisen ech besonnesch op den Dräilännereck a virun allem op den Traité vu Schengen, deen 1985 ënnerschriwwen ginn ass.

Da fanne mir awer och den Tourismus, de Jumelage mat Ischgl aus Tirol an, net ze vergiessen, de Wäibau. Dir wësst all, datt ech der Musel an dem Wäibau ganz verbonne war an haut och nach sinn.

► **Une voix.**- Ah! Da bleift et!

(Hilarité)

► **M. Raymond Weydert (CSV), rapporteur.**- An och nach bleiwen! An ech ka just soen, datt dës Fusioun eng grouss Chance ass, déi gutt Wäiner aus där neier Gemeng Schengen nach méi europa-, jo weltwäit bekannt ze maachen, wéi se dat schon elo sinn.

Dëst héicht Haus huet schon den 13. Juli 2006 säin Accord ginn, fir déi deemoleg Gemeng Rémerschen an d'Gemeng Schengen ëmzebennen. Dat war fir mech deemools och eng richtig Entscheidung.

Duerch d'Fusioun vun deenen dräi Gemengen ënner dem Numm Schengen ass et och vum touristesche Standpunkt hier ganz gutt, datt d'Gemeng Schengen wiisst a méi grouss gëtt. Duerch den Accord vu Schengen an de sougenannte Schengenvisa ass déi nei Gemeng op der ganzer Welt ee Begrëff an huet heiduerch eng Chance, déi an de leschte Jore scho gutt genotzt gouf an déi duerch d'Fusioun nach eemol en zousätzlechen Opdriff ka kréien.

Här President, léif Kolleegen a Kolleegen, wat d'Gemengeréit ugeet, esou gëtt et eng Iwwergangszäit bis 2017. Bis dohi gëtt et ee Buergermeeschter an dräi Schaffen. No 2017 bleift de Buergermeeschter an nach zwee Schaffen. De Gemengerot huet no der Fusioun 14 Conseillere, also eng gerued Zuel, mä dës

Zuel gëtt och no 2017 geméiss dem Wahlgesetz ugepasst.

Wat déi parlamentaresch Aarbecht ugeet, sou ware souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun vun der Noutwendegkeet an der Plus-value vun dëser Fusioun iwwerzeegt, sou datt ech lech bidden, den Text unzehuelen. An ech wënschen där neier Gemeng Schengen vill Erfolleg fir d'Zukunft a soe Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Rapporteur Raymond Weydert. D'Wuert kritt elo de Rapporteur vum Projet de loi 6247, den honorabelen Här Jean-Paul Schaaf. Här Schaaf, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police concernant le projet de loi 6247 portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen**

► **M. Jean-Paul Schaaf (CSV), rapporteur.**- Sou, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de fënnefte Gesetzesprojet, dee mer haut de Mëtteg virleien hunn, respektiv de véierten, dee mer kënnen stëmmen iwwer eng weider Gemengefusioun, dee betrëfft d'Zesummeleë vun deenen dräi Gemenge Konsthem, Houschent an Housen an der neier Fusionsgemeng „Park Housen“.

De virleiende Projet ass den 9. Februar vun Innenminister an der Chamber déposéiert ginn. E gudd Mount drop, den 22. März, ass e vum Statsrot aviséiert ginn. Den 3. Mee sinn ech zum Rapporteur genannt ginn. De 5. Mee hu mer an der Intérieurskommissioun de Rapport ugeholl an dem Statsrot och op dräi Punkte Rechnung gedroen, an haut, den 10. Mee, kann dës Fusioun gestëmmt ginn, fir dann den 1. Januar 2012 a Kraaft ze trieden.

Déi parlamentaresch Aarbecht an der Chamberskommissioun war also eng kuerz, an dofir ass de Bléck ëmsou méi op déi räich Virgeschicht vun dëser Fusioun ze riichten. Déi wierklech politesch Aarbecht um Terrain, déi intensiv Viraarbecht vun de lokale Kräften, déi geet awer wäit zréck.

D'Zusammenaarbecht vu Konsthem an Houschent huet ugefaangen am Joer 1975 mat der gemeinsamer Schoulorganisatioun am Préscolaire. 1984 hunn Housen an Houschent den interkommunale Syndikat SISPOLO fir d'Schafen an d'Exploitéiere vun enger gemeinsamer Sportshal zu Housen an d'Liewe geruff. Zu där Zäit huet dann och den Housener Wäldpark seng Dieren zougemaach. Déi Terrainen huet de Stat 1985 opkaaft an 1989 en Établissement public gegrënnt, fir d'Schafe vu regionalen an nationale Sporturen an de Beräicher Ekologie, Jugend, Schoul, Sport an och Tourismus.

1990 si Konsthem a Pëtscht dem Syndikat SISPOLO bäigetritt. Dräi Joer méi spéit hunn déi véier Gemengen d'Entscheidung, e Schoul- a Sportszentrum um Site vum Park Housen ze schafen. Den Terrain ass iwwert den Droit de superficie vum Stat zur Verfügung gestallt ginn.

An haut schaffen dës Gemengen am SISPOLO ganz enk zesummen an enger ganzer Rei vu Beräicher, notament an de Beräicher Grondschoul, Accueil vun de Kanner an den eelere Leit, am Service vu Repas sur roues, vu Museksunterrecht an och vun der Gestiou vum Site Park Housen, deen nieft deene kommunalen oder interkommunalen och nach national a regional Infrastrukture vum Stat opgeholl huet.

Dës Zesammenaarbecht huet gutt geklappt, an doduerjer hunn déi zwou Gemenge Konsthem an Housen weider Kooperatiounen ugestriift, fir verschidden ambitiéis Projeten ze realiséieren, Projeten, déi fir eng kleng Gemeng eleng net méiglech sinn. Déi zwee Gemengeréit, also vu Konsthem an Housen, hunn dann och am Dezember 2004 respektiv am Januar 2005 hir Intention, ze fusionéieren, ausgedréckt, dëst awer mam ausdréckleche Wonsch, dass Houschent a Pëtscht mat géifen op deen Zuch opsprangen.

Nodeems dës Fusionsbestriewung vun de véier SISPOLO-Gemengen awer weinst de Retenzenze vun deenen zwou Gemengen Houschent a Pëtscht hu missen zréckgestallt ginn, huet et gedauert bis de 4. Mee 2009. D'Wuert déi drëtt Gemeng, Houschent, sech am Gemengerot och fir eng Fusioun entscheed. Déi véiert SISPOLO-Gemeng, d'Gemeng Pëtscht, huet awer Ofstand zur Fusioun gehalen a bleift domadder eng eegestännege Landgemeng vu ronn 1.000 Awunner.

De 4. Juli 2010 huet an deenen dräi Gemengen e Referendum stattfonnt, an deem d'Bierger vun dëse Gemenge sech fir d'Fusioun ausgeswat hunn. Am Schnëtt hunn d'Awunner aus den dräi Fusionsgemenge mat 76,84% genau Jo gesot zur Fusioun: 65% zu Houschent, 74% zu Konsthem an 81% zu Housen.

Ech hunn et scho gesot, déi nei Gemeng mat Sëtz zu Housen wäert den Numm „Park Housen“ droen, an d'Fusioun trëtt den 1. Januar 2012 a Kraaft. Esou wéi et an der Regierungserklärung vun 2004 virgesinn ass, kritt déi nei Gemeng jo dann och, wéi all déi aner Gemengen, déi fusionéieren, 2.500 Euro pro Awunner fir Projeten, déi am Kader vun dëser Fusioun geplangt ginn. Dem Projet de loi läit eng Fiche financière bäi, déi vu ronn 2.870 Bierger ausgeet. Dat mécht da ronn 7,2 Milliounen Euro aus, déi d'Gemeng, déi nei Gemeng tranchéweis mam Realiséiere vun enger Rei vu Projeten iwwer zéng Joer ausbezult kritt.

Fir awer den aktuelle Stand eng Kéier hei festzehalen: Haut huet Housen 1.881 Awunner, Konsthem 504 an Houschent 648. Wier se haut Wierklechkeet, dann hätt d'Gemeng Park Housen also 3.033 Awunner.

Folgend aacht Projekte solle mat staatlecher Hëllef zousätzlech zu de gewéinleche Subside finanziert ginn: den Ausbau vun der Maison relais an d'Bedelegung um Bau vun neie Klassehall am Park Housen; zweetens, d'Bedelegung um Bau vun enger Piscine am selwechte Site; drëttens, de Bau vun engem Waasserbaseng fir d'Dierfer Konsthem, Holztem an Houschter-Déck mat dem dozougehéierende Leitungsnetz; véiertens, de Bau vun engem Waasserbaseng zu Wuelessen; fënneftens, de Bau vun engem Scoutschalet am Housener Park; sechstens, de Bau vun enger Crèche op dësem Site; siwentens, d'Schafe vun engem touristeschen Unzéiungspunkt beim Waasserschlass oder Waassertuerm zu Housen, a schliesslech och nach zur gudder Lescht de Réaménagement vun der zentraler Plaz zu Houschent.

Här President, wat d'Gemengeréit ugeet, sou gëtt et am Géigesaz zu anere Fusiounen vun de Mëtteg eng Iwwergangszäit bis zum Joer 2023. Bis dohinner gëtt et ee Buergermeeschter an dräi Schaffen. No 2023 sinn et der nach zwee. De Gemengerot huet no der Fusioun, also no de Wahlen vom Oktober dëst Joer, 15 Conseilieren. Ab 2017 sinn et der nach 13 an ab 2023 gëtt dës Zuel geméiss dem Wahlgesetz ugepasst. Bis dohinner gëtt och an dräi Sektione gewielt.

Wat déi parlamentaresch Aarbecht ugeet, sou ware souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun vun der Noutwendegkeet a virun allem vun der Plus-value vun dëser Fusioun... vun dëser Fusioun, pardon, iwwerzeegt. Wa mer dann dës Bestriewung am Kontext vun de Beméiung vun der Réforme territoriale a vun der Regierungserklärung kucken, a wa mer och bedenken, dass d'Erwaardung vun de Bierger an eis Gemengen net ofhuelen, an dass mer hei dräi vun eise Gemengen eng nei Perspektiv ginn am Intérêt vun hiren Awunner, da kann ech lech nëmme bidden, et ze maache wéi d'CSV-Fraktioun an dësem Text zouzestëmme.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Jean-Paul Schaaf. Schliesslech kritt dann elo nach d'Wuert de Rapporteur vum Projet de loi 6248, den honorabelen Här Gilles Roth. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

**Rapport de la Commission des Affaires intérieures, de la Grande Région et de la Police concernant le projet de loi 6248 portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency**

► **M. Gilles Roth (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären: „Lëschtgeg ass et ze gesinn, wann déi Fräschen an dat Waasser ginn.“ Esou kléngt et an dem „Kéinzege Fräschelid“. A lëschtgeg ass et och ze gesinn, wann elo Kéizeg a Käerjeng zesumme ginn.

Déi Hellecht tëschent deenen zwou Gemengen ass nawell schnell iwwert d'Bühn gaangen. Enn 2008, ufanks 2009 hu se sech fir éischt Gespréicher gesinn. Viru bal genau engem Joer, den 18. Mee 2010, gouf et schon an de jeeweilege Gemengeréit d'Vespriechen, zesummenzuegoen. D'Bestietnis oder de Fusionsakt gouf den 13. Juli 2010 an de Gemengeréit vu Kéizeg a Käerjeng guttgeheescht. An dat Ganz war mat engem positive Referendum an deenen zwou Gemengen de 5. Dezember d'lescht Joer perfekt, sou dass et haut nach um Sege vun der Chamber hänkt.

Här President, de Vote vun der Chamber ass bedéngt duerch den Artikel 2 vun eiser Verfassung, dee seet, dass all Gemengegrenz nëmme duerch e Gesetz ka verréckelt ginn. D'Charte vun der lokaler Autonomie, wat eng

international Konventioun vum Conseil de l'Europe ass, déi zënter 1987 bei eis am Land a Kraaft ass, verlaangt, dass d'Bierger iwwer all Emännerung vu Gemengegrenz an deemno och iwwer eng Fusioun virdrun duerch e Referendum gefrot ginn. Geleentlech Zwëscheriff, fir iwwer e Gesetz vun uewen erof d'Gemengefusioun am Land ze diktéieren, ass deemno rechtlich guer net méiglech. Mat engem positive Vote vun de Fusiounsgesetzer vun haut wäerte mir ab dem 1. Januar 2012 dann nach 106 Gemengen am Land hunn.

Här President, kuerz e puer Bemierkungen, déi speziell d'Fusioun tëschent Nidderkäerjeng a Kéizeg betreffen. Et ass bevölkerungsméisseg déi bis elo gréisste Gemengefusioun am Land. Et ass och fir d'Éischt, dass eng Proporzgemeng mat enger Majorzgemeng zesummegeet. Déi nei Gemeng heescht „Käerjeng“. Et gëtt si effektiv eréischt ab dem 1. Januar 2012. De Sëtz vun der neier Gemeng ass zu Nidderkäerjeng. D'Fusiounsgemeng zielt och weiderhin zum Kanton Capellen, an d'Friddensgeriicht vun Esch bleift fir déi Affären, déi an hire Ressort falen, zoustänneg fir déi nei Gemeng.

Déi nei Fusiounsgemeng wäert ab dem 1. Januar 2012 op ronn 10.000 Awunner kommen. Op de leschte Freideg hat d'Gemeng Nidderkäerjeng 7.600 Awunner an d'Gemeng Kéizeg 2.220 Awunner.

Gewielt gëtt bei de Gemengewahlen den 9. Oktober an deenen zwou Gemengen no dem Proporzsystem. Den neie Gemengerot huet ab dem 1. Januar 2012 17 Memberen. Dat zielt awer nëmme bis d'Joer 2017. Duerno gëtt d'Zuel vun de Conseillere no den normale gesetzleche Bestëmmunge festgeluecht.

Zwielef Gemengeconseillere ginn zu Nidderkäerjeng gewielt, fënnef der zu Kéizeg. Mä, wéi gesot, och zu Kéizeg gëtt no dem Proporzsystem gewielt, obschonn zu Kéizeg de Moment keng 3.000 Leit wunnen. Sollt et virun Oktober 2017 nei oder Komplementarwahlen ginn, gëtt weiderhin an zwou getrennte Wahlsektiounen gewielt; déi eng ëmgréift an deem Fall déi fréier Gemeng Käerjeng, déi aner dee Moment déi fréier Gemeng Kéizeg. Domadder ass sécher gestallt, dass bis Oktober 2017 fënnef Kéizeger an dem neie Käerjenger Gemengerot setzen.

Den neie Gemengerot vun der Gemeng Käerjeng trëtt eréischt den 1. Januar 2012 an Amt. Bis dohi regéiert op deene jeeweilige Gemengen déi jëtze Gemengemajoritéit. Dëst ass deemno anescht wéi bei deenen aneren net fusionierte Gemengen am Land, wou déi nei Gemengerot no de Gemengewahlen vum Oktober an Amt trieden, soubal eng nei Majoritéit sech ergëtt.

Här President, eng zolidd Finanzsprëtzt fir déi nei Fusiounsgemeng gëtt et och. D'Regele sinn hei awer déiselwecht wéi bei deenen aneren Fusiounen. Et zielt de Beschluss vum Regierungsrat vum 20. September 2002, an dat sinn 2.500 Euro pro Awunner vun der neier Fusiounsgemeng, gezielt op den 1. Januar 2012. Bei ronn 10.000 Leit géif dat da 25 Milliounen Euro ausmaachen.

Mä opgepasst! Dat ass kee Chèque en blanc. D'Gesetz gesäit kloer vir, dass dës speziell Zouwendung zweckgebonden ass an eng Rei Investissementer, déi d'Fusiounsgemeng muss maachen. Wéi d'Gesetz et seet, gëtt déi Zouwendung iwwer de Laf vun zéng Joer bezuelt, an dat au fur et à mesure vun der Realisatioun vu folgende prioritäre Projeten: de Bau vum enger Schoul mat Maison relais fir de Précoce an d'Spillschoul zu Käerjeng; de Réaménagement vun dem Boulevard Kennedy zu Käerjeng; de Bau vun der Maison relais zu Kéizeg; erneiert Vestiaire fir de Kéizeger Fussballsterrain; d'Astandsetzung vu verschiddene Stroossen a Waasserleitungen zu Kéizeg.

Déi speziell Fusiounszouwendung spillt niewent den übleche Statssubsiden. Sollten d'Fusiounsuen nach net mat dese prioritäre Projeten opgebraucht sinn, da kënnen dës Sue fir d'Zréckbezuelt vu Scholde benotzt ginn oder fir aner Projeten, wéi e Kulturzenter, d'Astandsetzung vum Käerjenger Gemenghaus oder engem neien Interventiounszenter fir Pompejeen a Protex.

Dann d'Grundsteuer an den Taux vun der Gewerbesteier fir d'Joer 2012, dee wäert deen niddregste sinn, wéi en an de jeeweilige Gemenge Kéizeg oder Käerjeng nach dëst Joer festgeluecht gëtt. Dann de steierlechen Eenheitswäert vun de landwirtschaftlech genotzte Flächen an de Bëscher, dee gëtt fir déi nei Gemeng nei festgeluecht.

Opgepasst muss ginn - dat steet net am Gesetzesprojekt, hu mer awer an der Intérieurs-

kommissioun opgeworf -, dass no de Gemengewahlen vum Oktober dëst Joer a virun dem 1. Januar 2012 d'Statute vu verschiddene Gemengesyndikater ëmgeännert ginn, fir der neier Fusiounsgemeng Rechnung ze droen. Dat zielt speziell fir de Syvicol, de SIDOR an den SES, well hei d'Gemeng Kéizeg wuel Member ass, mä net en eegene Vertrieeder an dem Comité huet.

Här President, dat sinn déi Haaptpunkten aus deem Fusiounsgesetz vun der neier Gemeng Käerjeng. Dann nach an der siwenter Strof vun dem „Kéizeger Fräschelidd“, do heescht et: „Déi Fräschen, déi Fräschen, déi hunn och kee Verdross. Si liewe frou zesammen, well si kenne keen Divorce.“ Et wier dat, wat mir Kéizeg an Nidderkäerjeng wënschen!

Här President, mä Gequaaks, dat ass och elo eriwuer, an ech soen lech Merci fir d'Nolaushteren.

### (Brouhaha et hilarité)

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gilles Roth. An elo kéim als éischte Riedner den honorabelen Här Félix Eischen. Här Eischen, Dir hutt d'Wuert.

### Discussion générale commune

► **M. Félix Eischen (CSV).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, haut de Mëtteg sinn d'Rapporten iwwer fënnef Projets de loi portant fusion des communes respektiv iwwer eng llicht Modifikatioun fir d'Fusiounsgemeng vu Clief virgeluecht ginn. Mir befannen de Mëtteg iwwer d'Fusioun vu verschiddene Gemengen aus ënnerschiddleche Regiounen a Géigenden. Gemenge mat eenzegartege Charakteren, mat speziellen Atouten, allerdéngs och mat ënnerschiddleche Stärkten a Schwächen.

Op den éischte Bléck kéint ee soen, dass dës Gemenge wéineg Gemeinsamkeiten hunn, ausser dass se Nopere sinn. Haut kann ee soen, dass se zumindest eng Gemeinsamkeit hunn, a wann et nëmme ass, dass mer haut de Mëtteg zesammen doriwwer schwätzen. Mä dat eleng geet natierlech net duer.

Et ass villes méi, wat dës quasi nei Gemenge matenee verbënt. Si gi matenee fusionéiert, dat ass richtig, awer do hannendru läit allerdéngs dat Wesentlech, dat Eigentlech, wat d'Fusioun ausmécht, wat wichteg ass a wat de primären an eigentlechen Hannergrond vun der Fusioun duerstellt.

Et ass dat, firwat d'CSV zu Fusiounen vu Gemenge steet. D'Fusioun si jo kee Selbstzweck, si hu villméi zum Zil, eng Gemengelandchaft ze erméiglechen an opzebauen, déi am Endeffekt eng méi staark, eng méi leeschtungsfäeg Gemeng mat performante Servicer am Interessi vum Bierger garantéiert.

Nach eppes, wat net ze vergiessen ass: De Prinzip vun der kommunaler Autonomie bleift garantéiert. Déi nei Gemenge schaffe sech doriwwer eras nei Perspektiven an dem Bierger och esou nei Chancen. Dat Ganzt baséiert jo op den Iwwerleunge vun der territorialer Reform mat allen domadder verbundene Konsequenzen, déi jo bekanntlech am Juli 2008 hei an der Chamber an enger breeder Diskussioun kommentéiert an hannerfrot goufen.

D'Fusioun ass een Element dovunner. An ech sinn iwwerzeugt, dass grad am Joer vun de Gemengewahlen dat eent oder dat anert Element vun den deemolegen Diskussiounen, och nach aner gemengerelevant Froen an der nächster Woch wäerten op den Dësch kommen. Ech denken hei zum Beispill un d'Syndikatswiesen, d'Landesplanung, déi kommunal Finanzen, d'Aufgabenopdeeling tëschent Stat a Gemengen, d'Organisatioun vun de Rettungsdéngschter, de Volet vun de Flüchtlingen, vun der Grondschoul, vun der Mobilitéit, vun Wunnensbau oder och d'Diskussiounen ronderëm de Waasserpräis.

D'nationalpolitesch Décisiounen beaflosse villes, an d'Gemenge si méi wéi jee zur Zesummenaarbecht opgeruff. Awer elo zréck zum Fusiounsdossier.

Aus verschiddene klenge Gemenge mat ënnerschiddleche Sensibilitäten, Kompetenzen, oft och speziellen Identitäten, mat enger Rei vu Virdeeler an Nodeeler, ginn nei och méi grouss Gemengen elo definiéiert. Gemengen, déi leschten Enns méi effizient schaffe kënnen, dat mat Sécherheet net zum Nodeel, mä ganz kloer zum Virdeel vun Bierger. Doréms geet et jo och am Endeffekt.

Gemengen, déi besser a méi kohärent Basis-servicer offréieren an erméigleche kënnen, ee weidere Virdeel fir de Bierger, deen, egal wou hie wunnt, e Recht op eng modern Gemengen-administratioun huet, mat ugepasste gudden an effikasse Servicer fir Jonk an Al.

Mir schwätzen haut och iwwer Gemengen, déi schonns an de leschte Joren, sief et duerch ge-

meinsam Projeten um kulturell-sportleche Plang, op administrativ-techneschem Niveau oder am Kader vun interkommunale Gemengesyndikater zesummege schafft hunn oder soss eng Kooperatioun gebraucht hunn, zum Beispill um Niveau vun der Kannerbetreuung, dem Museksunterrecht oder dem Tourismus, fir nëmme dës Beräicher ze nennen.

Dës Kooperatiounen, déi sech bewäert hunn, kënnen gewässermoossen och als Fusiounsvirleerfer ugesi ginn. Si hunn op jidde Fall de Wee zur Fusioun vereinfacht oder op d'mannst net erschwéiert.

Wat fréier nach zu onendlechen Diskussiounen gefouert huet, gëtt haut zwar nach debattéiert, awer d'Fusioun gëtt net verdäiwelt oder grundsätzlech a Fro gestallt a fënnt zumindest an deene Gemengen, déi sech haut zu enger Fusioun entschléissen, eng ganz breet Zoustëmmung.

Mat de Fusiounen vun haut gëtt eng weider Etapp vun der Territorialreform ofgeschloss, an zwar eng ganz wichteg. Dat eigentlech Etappenzil läit wuel nach virun eis. Et steet jo am Raum, dass nach weider Gemengen hir Zesummenaarbechten an eng Fusioun era begleeden. Dat ass wuel an enzelne Fäll net fir haut, awer et kristalliséiert sech kloer eras, dass fir mer an iwwermuer doriwwer ganz konkret wäert nogeduecht ginn.

Aus klenge Gemenge ginn also elo, Här President, méi grouss Entitéiten a Gemeinschaften mat enger Rei vun neie Chancen a Perspektiven a sécherlech och där enger oder anerer zousätzlecher Erausforderung. Well wann een zesummewuesse soll, da muss sech sécherlech och nach dat eent oder dat anert Zil um Wee eras kristalliséieren an et muss och nach ofgekläert ginn.

Et ass och gewosst, dass d'Gemengen an de leschte Joren eng Rei vun neien Aufgaben iwwerholl hunn. Aufgaben, déi se virdrun net haten oder déi elo nei sinn. Zum Beispill huet d'Aféierung vum Préocesystem oder och vun de Maisons relais allgemeng virun nei Défië gestallt. Awer och Froen iwwer Logement, sozialen Encadrement, öffentlechen Transport, Émwelt an Energie kënnen an deem Sënn ernimmt ginn.

Et si bei de Leit och nei Besoinen entstane mat Servicer, déi dacks a klenge Gemengen nëmme bedéngt, wann iwwerhaapt offréiert goufen. Et hu sech deemno eng Rei vun noutwendegen Zesummenaarbechten erginn, déi oft en Nodenkprozess iwwer eng méiglech Fusioun eréischt ausgeléist hunn.

Eppes Wichtigees a Gemeinsames ass och, dass et Fusiounen sinn, déi gewollt waren - dat bleift ze ënnersträchen -, déi vum Bierger aus den enzelne Gemenge matgedroen an erwünscht sinn. Et ass keng eenzeg Fusioun, iwwer déi haut de Mëtteg hei ofgestëmmt gëtt, derbäi, déi vun uewen erof diktéiert oder bestëmmt ginn ass. Si sinn all an engem demokratesche Prozess diskutéiert, décidéiert an op d'Schinn bruecht ginn.

Et si virun allem keng Zwangsfusiounen; och eppes, wat jo ëmmer nees gefaart ginn ass. Mir hunn als CSV ëmmer gesot, dass Fusiounen nëmme vun ennen erop décidéiert kënnen ginn. Mat eis gëtt et keng Zwangsfusiounen. Dat war, ass a bleift d'Politik vun der CSV an de jeeweiligen Innenministeren. An haut de Mëtteg gëtt no deser Philosophie iwwer fënnef weider Fusiounen votéiert.

Natierlech geschéien dës Fusiounen och net aus heiterem Himmel eras. Bei alle Fusiounen ass eng gewisse regional Logik derbäi, woubäi den Elan quasi vun ennen erop komm ass, mat enger ministerieller Begleedung vun uewen. Et sinn dacks och, wéi schonn ugedeit, Fusiounen, déi sech aus den administrativen an technesch Noutwendegkeeten vun der Zäit erginn hunn.

D'Prinzipien vun der Fräiwëllegkeet a vun der Matbestëmmung si kloer oprechterhale ginn. Et ass dëst eng ganz wichteg Viraussetzung. Et ass dëst d'Basis fir d'Zukunft vun der neier Gemenge. Well wann et kee Mateneen, kee Versteedemach gëtt, da kann e Fusiounsgesetz nach esou gudd sinn, den Échec wier virprogramméiert.

Hei ass opgrond vun den Erfahrungen bei den éischte Fusiounen - nämlech de Gemenge Wëntger, Rammerech, der Stauséigemeng a Jonglënster an duerno Tandel a Kiischpelt - en demokratesche Prozess un d'Rulle komm, dee kee Luxus, mä eng Noutwendegkeet fir d'Réusite sollt sinn. A wann haut weider Gemenge sech zu enger Fusioun entschléissen, dann ass dat sécherlech keen Zoufall.

Déi nei Gemengen, wann och mat Nuancé gekuckt, sinn duerch d'Fusioun eras mat klengerer Gemenge mat Sécherheet net geschwächt ginn. Et wor prinzipiell eng Plus-value fir de Bierger, fir d'Gemeng selwer an natierlech och

domadder fir eist Land. An et si jo genee dës Ziler, deene sech déi fënnef oder déi sechs Fusiounsgemengen, wann ee wëllt, vun haut jo och verschriwwen hunn.

Natierlech ass och vu Säite vum Innenministère e Begleedungsprozess geschitt, souwuel a politesch-administrativer wéi och a finanzieller Hिसicht. Et ass de Gemengen allerdéngs net virgeschriwwen ginn, wéi déi Fusioun ze geschéien huet. Et wor en Diskussions- a Matbestëmmungsprozess, wou si méi staark wéi bei den éischte Fusiounen agebonnen waren.

D'Erfahrung vum haut sinn domadder och fir déi Gemengen, déi sech an deenen nächste Jore Gedanken iwwer eng Fusioun wëlle maachen, eppes ganz Wäertvolles, eng wichteg Hëllef, verbonden och mam Gedanken, dass ze verbesseren, wat sech als Schwaachpunkt um Wee zur Fusioun erweisen huet.

An der Regel war et jo esou, dass de Gemengerot iwwer eng Wëllenserklärung, eng Fusioun an d'Weeër ze leeden, décidéiert huet, de Schäfferot du mat engem Verhandlungsmandat beoptragt ginn ass. D'Fro vun der eigentlecher Fusioun ass ëmmer engem Referendum ënnerworff ginn. Dëst natierlech en connaissance vun de Modalitéiten an de Kaderkonditiounen, déi bei enger Fusioun spillen.

D'Fusiounsgesetzer selwer, an enker Zesummenaarbecht tëschent Innenministère, Gemeng an Distriktskommissär, goufen ausgeschafft, an déi waren natierlech d'Basis. Si klären eng Rei vun neie Konformitéiten a setzen de Kader fir eng Rétsch vun organisatoresch technesch Aspekter.

Dobäi hunn dräi Pilliere priméiert: e gudden administrative Service garantéiert; eng zweet wichteg Achs huet dem finanzielle Volet gegollt; an drëtts soll de performanten technesch Dëngscht méiglech bleiwen.

De Bierger wor quasi permanent mat an dese Prozess agebonnen. Nom Referendum hunn déi politesch Décisiounen am Gemengerot dann nach emol missen de sougenannten definitive Go festhalen. Informatioun a Kommunikatioun fir a mam Bierger sinn alle Fusiounen virausgaangen. Dat ass wichteg ze ënnersträchen. De Ball louch gewässermoossen ëmmer bei der Gemeng an hire Bierger. E Beispill vun där haut gären zitierter Basisdemokratie.

Elo gëtt et Stëmmen, déi behaupten oder mengen, dass Fusiounen enk mat der finanzieller staatlecher Subventioun zesummenhängen. Dat ass virdrun och schonn opgezielt ginn. Et ass jo esou, dass déi nei Gemeng 2.500 Euro pro Awunner Ënnerstützung kritt. Dat mécht beim Beispill 4.000 Awunner jo gudd zéng Milliounen aus. Bei 10.000 Awunner sinn et 25 Milliounen.

Dat ass jo nawell net näischt, seet de Kritiker. Mä deene Kritiker muss allerdéngs entgéintgehele ginn, dass dës Suen tranchéweis a gestreckt iwwer zéng Joer - de Kollege Gilles Roth hat dat jo scho virdu gesot -, iwwer zéng Joer ausbezuelt ginn, an dass d'Investitiounen besonnesch fir Infrastrukturprojete sinn, déi direkt mat der Fusioun zesumme stinn oder sech eben och doduerch erginn hunn.

Dëst ass sécherlech e wëllkommene Motivatiounsschub. Et ass virun allem awer och e Wee, fir fir méi Liewens- a Wunnqualität ze garantéieren. D'Stéchwierder hei sinn: d'Verbesserung vun der Drénkwaasserversuergung, dat kommunaalt Stroossen- a Kanalnetz, d'Renovatioun vun de Gemengegebaier, de Réaménagement an d'Moderniséierung vu schouleschen, kulturellen oder sportlechen Infrastrukturen.

Dës quasi zweckgebonden Investitiounen weisen an ënnersträchen zousätzlech d'Noutwendegkeet vun esou enger Fusioun. Dem Stat seng Hëllef spillt do, wou d'Gemeng eleng iwwerfuert ass. Och dat ass CSV-Politik: deene méi Staarken hëlfele an déi méi Schwaach stäipen.

Op där anerer Säit dierf allerdéngs net vergiessen ginn, dass duerch d'Fusioun, déi richtegerweis staatlech Ënnerstützung huet, och eng Rei vu kuerz- a mëttelfristegen Onkäschten op déi nei Gemengen zoukommen. Dat sollt een net vergiessen. Dëst betrëfft kleng a gréisser administrativ-technesch Beräicher, zum Beispill den Informatiksystem oder soss administrativ oder och eenzel Infrastrukturupassungen.

Et ass deemno falsch, ze behaupten, d'Fusiounsgemenge géife sech just beräicheren. D'Fusioun huet awer leschten Enns méi Virdeeler wéi Nodeeler, dat ass kloer. An d'Bürgermeeschteren aus de Fusiounsgemenge confirméieren dat ëmmer nees op en Neits.

Och wat d'Gemengegestioun ugeet, ass bei alle Fusiounen en Iwwergangsprozess organiséiert. An deser Iwwergangszäit sinn am Schaffen- an och am Gemengerot méi Leit wéi d'Wahlgesetz et virgesäit. An am Joer 2017 bei den nächste Kommunalwahlen wäert dëst Wahlgesetz dann



angepasst sinn. Och dat ass e wichtegt an en net négligeabel Element um Wee fir eng réuséiert Fusioun.

Et si jo nieft dese Gemengen, déi haut fusionéieren, nach aner Gemengen, déi an engem Denkprozess vu méigleche Fusiounen dra sinn. Si sollen net gedirängelt sinn. Wéi bei de Gemenge vun haut mécht d'Fusioun hire Wee. Déi fennef, eigentlech sechs zousätzlech Fusionsgemeinge sinn an eisen Ae mat Sécherheet e wichtegen Hiweis dorobber, datt d'Fusiounen allgemeng als Plus-value vum Bierger gesinn an och verstane ginn.

Et ass deemno ze wënschen, datt hiert Beispill Beispill mécht an aner Motivierter dese Wee och aschloe wäerten. Natierlech ass net direkt alles besser, awer villes gëtt anescht. An et ass deenen neien Équipes ze wënschen, déi jo no de Gemengewahl vum Oktober d'Geschécker vun deenen neie Gemengen iwwerhuelen, datt si dat mat Ame et conscience wäerte maachen.

Här President, ofschléissend, denken ech, soll een och nach e Wuert vu Merci verléieren un all déi, déi sech ëm des Fusiounen beméit hunn. Ob si dat elo méi euphorisch oder méi kritesch gesinn hunn, dat sief emol dohinnergestallt. Dat konstruktiv kritesch Hannerfroen ass bei den neie Weeër ëmmer erwünscht an dierf am Fong och net feelen. Esou kënnen Onkloerheete gekläert, Problemer erkannt a vläicht och schonn am Virfeld geléist ginn.

E Merci och un den Innenminister, deem seng Roll sécherlech déi vum Beroder a vum Gestalter war, deem seng Virgaben a Virstellungen de Wee fir d'Fusiounen iwwerhaupt eréischt méiglech gemaach hunn.

Mat den Décisiounen vun haut ass d'Kapitel net ofgeschloss. Et ass sécherlech elo um Minister, zesumme mat der Chamber, dem Syvicol an aneren de Bilan ze maachen. Am Sënn vun der Opstellung vun enger méi performanter Gemenglandschaft bleiwen - an ech hunn et schonn e puermol ugedeit - nach verschidden Aufgaben ze klären.

Mir wëssen all, datt d'Gemengen eng Zesummenaarbecht brauchen. Keng Gemeng leeft fir a mat sech eleng, a bei munchen Aufgabe stoussen d'Gemengen a finanzieller an administrativ-technischer Hisiicht dach dacks un d'Grenzen. Iwwerregional Zesummenaarbecht a Syndikater gesi mir oft schonn als Selbstverständlechkeet un, well gewosst ass, datt daraarteg Gemengeverbänn effikass schaffe kënnen an de Bierger gutt Servicier offréieren, déi eng Gemeng eleng net ëmmer offréiere kann. Stëmmt d'Effizienz an de Service, da gëtt de Syndikat a seng Aarbecht och vum Bierger akzeptiert.

Dat wënsche mir ofschléissend den neie Gemengen, datt si mat neiem Elan an am Geescht vun der Toleranz an dem Versteesdemech solidaresch zesummewuessen an eng nei a besser Liewens- a Wunnqualitéit fir hir Matbierger erméiglechen. Ech ginn am Numm vun eiser Fraktioun jiddfalls gréng Luucht fir d'Fusioun vun de Gemengen an domat och d'Zoustëmmung zu den einzelne Projeten, ouni awer ze vergiessen, de Rapporteur fir déi gutt an exzellente Aarbecht Merci ze soen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Félix Eischen. Als nächste Riedner ass den Här Fernand Etgen agedroen. Här Etgen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, fir unzefänke wëll ech och deene verschiddene Rapporteur, de Kolleegen Ali Kaes, Emile Eicher, Raymond Weydert, Jean-Paul Schaaf a Gilles Roth, Merci soe fir déi verschidde prezis schrëftlech a mëndlech Rapporten.

Mir hunn et haut mat enger Gemengenoffensiv, enger Fusionswell ze dinn. Et ass awer net esou, datt iwwer Nuecht dem Innenminister seng ominéis Fusionskaart géif komplett ëmgesat ginn. No den Diskussiounen iwwert d'Territorialreform hu Fusionsfanatiker a Fusionsobsédéierter am Virfeld vun der Gemengewahlchéance gedreemt, datt déi nei Gemenglandschaft, wéi den Innenminister se aus sengem Büro eraus gezechent hat, géif vun engem Dag op deen anere Realitéit ginn.

Här President, d'Fusiounen zu den neie Gemengen Esch-Sauer, Iernzdall, Schengen a Park Housen fannen hiren Ursprung an interkommunale Syndikater. Si sinn d'Resultat vun enger laangjähreger enker Kooperatioun, also net vun haut op muer geschitt, eng laang Concertatioun, e geziilt Zesummeschaffen, eng notzbringend Partnerschaft an deene verschiddene Gebidder, esou zum Beispill an interkommunale Schoulsyndikater, am Beräich vum Museksunterrecht, der Kannerbetreung, engem Jugendhaus, enger interkommunaler Bibliothék an esou weider, wou déi betraffe Gemengen déiselwecht Interesse vertraueden hunn.

De Wee, deen zu dese Fusiounen gefouert huet, déi méi oder manner staark Akzeptanz an der Bevölkerung, weist eis, datt Fusiounen net dierfen opgezong ginn, mä datt se mussen an de Käpp vun de Leit wuessen. Léiwere eng fräiwëlleg Fusioun mat enger Wahlchéance méi spéit, wéi onzefridden, ondécidéiert Partner mat Zwang beienebréngen.

Dës Fusiounen weisen awer och, datt et falsch ass, fir deene kleng Gemengen de Geldkrunn zouzedréien a se esou ze forcéieren, ze fusionéieren. An der DP hale mer et mam Sproch: „Deine guten Taten sollen freiwillig und nicht erzwungen sein.“ D'DP seet „Jo“ zu fräiwëllege Fusiounen a begréisst duerfir ausdrécklech des Fusiounen.

Mat de respektive Buergermeeschteren, Schäfferen a Conseillere, besonnesch awer mat der respektabler Majoritéit vun der Populatioun vun deene betraffene Gemengen, déi am Referendum „Jo“ zu dese Fusiounen gesot hunn, freeën ech mech, datt si dese Schratt hei gemaach hunn. Ech wëll alle Bedeelegten ausdrécklech félicitéieren fir déi flott Manéier, wéi si dee laange Wee zesumme gaange sinn.

Erlaabt mer, den Engagement vun alle Syndikatspräsidenten a Syndikatsmembere besonnesch ervirzehiewen. Si konnten an all deene Joren, wou se gutt Aarbecht geleescht hunn, net vun engem Congé politique profitéieren.

Och déi respektiv Gemengemandatairen hu während Jorzéngte vill Fräizäit an d'Kooperationsbestriewungen investéiert. Hir exzellente Pionéieraarbecht weist eis awer och, datt et e politesch absolut falscht Signal wier, déi kleng Gemenge bei der Upassung vum Congé politique regelrecht am Ree stoen ze loosse.

Ongezielt bleiwe se, déi vill Stonnen, déi an de Fusionsprozess investéiert goufen. Et ass och net de Mérite vun e puer Einzelnen, et ass de Verdéngscht vu schrecklech villen Intervenanten. Och dat dierfe mer haut net vergiessen. Och dat soll eis eng Léier sinn, fir all déi Fusiounen, déi nach virun eis stinn. Mat enger gewësser Satisfaktioun stelle mer fest, datt et nawell vill a richtig verstanene Bénévolat am Gemengeliewe gëtt.

Här President, des Fusiounen sinn awer nach keen Happy End. All Bedeelegt hunn Erwaardungen, Wënsch an Uspréich, déi elo mussen erfëllt ginn. Erlaabt mer am Telegrammstil e puer Beispiller.

Wann een den Investitiounsprogramm vun der neier Gemeng Esch-Sauer kuckt, deen am Kader vun der Fusioun soll realiséiert ginn, dann ass net nëmmen den Innenminister, mä och de Bauteminister, de Landesplanungsmi- nister, de Kulturminister, den Tourismusminister an de Logementminister gefuerdert, fir déi festgehale Projete séier virunzebréngen. Hei geet et och ëm d'Verspriechen, verschidde Projeten ze realiséieren, déi eleng där staatlecher Kompetenz ënnerleien.

Erlaabt mer hei dem fréiere Buergermeeschter an heitege Minister, dem Marco Schank, Merci ze soe fir säin Engagement, dee sech ganz vill ëm des Fusiounen beméit huet.

Bei der Iernzdall-Gemeng ass et besonnesch flott ze gesinn, datt hei d'Veräiner eng Virreideroll gespillt hunn an d'Fusiounen scho plazeweis vollzunn hunn. D'Veräinslieden ass ganz oft d'Spiegelbild vum Gemengeliewen an ëmgedréit. Vill Veräiner droen hei den Numm vu béiden ale Gemengen an hirem Numm. A ville Veräiner si Bierger aus deenen zwou Gemengen aktiv. Vill aner Veräiner hu sech schonn oft eng méi staark Zesummenaarbecht gewënscht.

Et ass och dës d'Explicatioun fir dee klengen an d'äitlechen „Jo“ beim Referendum op deenen zwou Säiten. Déi nei Gemengen Esch-Sauer an Iernzdall kommen op eppes iwwer 2.000 Awunner a bleiwen nach wäit ewech vun der kritescher Mass vun deenen 3.000 Awunner. Anescht bei där neier Gemeng Schengen, déi op 4.000 Awunner kënnt.

Bei Schengen ass et wichteg, datt déi vill kleng Dierfer hir eegen Identitéit behalen. Zesummen awer kënnen se Am Haff Réimech op der Musel eng flott Roll spillen an hire Bierger e Plus u Liewensqualitéit bidden. 26 Joer nom Accord Schengen gëtt eleng den Numm „Schengen“ deses Gemeng eng besser Ausstrahlung, en Numm, deen haut op en Neits europawäit an der Aktualitéit ass.

Iwwerraschend hei, datt de Referendum a verschiddenen Dierfer äusserst knapp ausgaangen ass. Mir dierfen dat net verkennen a mussen am A behalen, datt et d'Bierger sinn, déi mussen iwwert d'Fusionéieren oder d'Netfusionéieren decidéieren.

Erlaabt mer hei eng Klammer opzemaachen: Den Neen vu Käerch fir d'Fusioun vun de Gemenge Käerch a Simmer solle mir net op d'licht Schëller huelen. Den Innenminister kann net mat de Gemengemandatairen auf Teufel komm heraus seng Virstellungen duerch-

setzen. Et sinn d'Bierger, déi decidéieren. Klammer zou.

Déi nei Gemeng Park Housen kënnt just op déi 3.000 Awunner. Des Fusioun, déi fräiwëlleg Fusioun vun de Gemengen Housen, Konstern an Houschent huet hiren Ursprung an där ouni Zweifel mat Succès gefouert Zesummenaarbecht am Schoulwiesen. Vill flott an zweckméisseg Infrastrukture sinn um Terrain vum fréiere Wäldpark Housen entstanen. Duerch den Zesammenhalt am interkommunale Syndikat SISPOLO konnten och aner Projete mat Erfolleg ofgeschloss ginn, wéi zum Beispill am Beräich vun der Kannerbetreung, dem Sport an dem drëtten Alter.

Eng SISPOLO-Gemeng, d'Gemeng Pëtschent, ass bei der Fusioun net derbäi, an och dat dierfe mer net verkennen. Mir mussen de Choix vun der Gemeng Pëtschent respektéieren. Als DP hu mir Versteesdemech fir hir Positioun.

Eng staark Gemeng Park Housen, eng Fusioun, déi Sënn mécht, huet ganz grouss Erwaardungen. Et gëllt, d'Infrastrukturen am Park auszubauen. Ech denken do an éischer Linn un eng Schwemm. Wichteg fir d'Entwécklung vun deses Gemeng ass awer och de Bau vun enger Ëmgehungsstrooss fir Housen. Och d'Rettungsdéngschter mussen hei onbedéngt ausgebaut ginn, net datt mer hei en Zweeklassesystem kréien, wat d'Rettungsdéngschter ubelaangt.

Här President, bei dese véier Fusiounen sinn d'Iwwergangbestimmungen, wat de Wahlmodus, d'Zuel vun de Conseillere ubelaangt, ganz ënnerschiddlech. Eppes kënnt hei awer ganz kloer zum Virschäin: D'Limite fir vum Majorz-Wahlsystem op de Proporz läit mat 3.000 Awunner vill ze niddreg. Grad bei de Gemenge gëtt d'Politik vu Leit fir Leit gemaach, an do dierft d'Parteiolitik net esou fréi eng Roll spillen.

D'Fusioun vun de Gemenge Bascharage a Kënzeg ass vun engem anere Kaliber. Hei fusionéiert eng grouss Gemeng mat enger klenger, déi net méi déi finanziell Moyenen hat, fir déi u si gestallten Uspréich ze erfëllen. Hei gouf am Virfeld vill driwwer diskutéiert, ob et richtig ass, datt de Stat deene Käerjenger 2.500 Euro op de Kapp berappt, eng Gemeng, déi wäit iwwert der kritescher Mass vun 3.000 Awunner läit. Well d'Regierung kee Konzept huet, hat se awer kee Choix, wéi och des Bedeelegung ze accordéieren.

Här President, vläicht nach e puer Iwwerleeung genereller Natur. D'Gemengepolitik huet nach ëmmer am Wierke vun der Demokratescher Partei eng besonnesch Plaz ageholl. Fir d'DP ass et kloer, datt e fräiheetleche Stat op staark Institutionen ugewise ass, an zu deene staarken Institutione gehéieren nun emol all eis Gemengen. Duerfir muss de Législateur permanent bestriefft sinn, de Gemengen en optimale Kader ze ginn.

D'DP ass der Iwwerzeugung, datt regional Kooperatiounen um Gemengniveau gradesou sënnavoll si wéi Fusiounen, déi d'Bierger net matdroen. Mä d'DP erkennt awer och, datt d'Gemenge sech nei orientéieren mussen, fir deenen neien Erausforderunge vun onser Zäit gerecht ze ginn a fir e Kader ze schafen, an deem d'Familije sech kënnen nidderloossen a wuëfillen.

Huele mer d'Beispill vum Réidener Kanton, wou eng systematesch Kooperatioun tëschent deenen zéng Gemenge flott a richtungsweisend Resultater opzeweisen huet. Hei gëtt schonn zesummen eng Piscine, en Altersheim, en Office social, eng Musekschoul, eng Industriezon, eng Maison relais Sport, eng Energieberodung bedriwwen, fir just déi ze nennen.

Fräi nom Subsidiaritätsprinzip gouf op där Plaz schonn zënter Laangem erkannt, wat eng Gemeng eleng ka fäerdeg bréngen a wou ee sech zesumme soll doen, fir de Bierger déi Servicier ze offréieren, déi se hautdésdags brauchen.

Hei ass also den Opruff un den Innenminister, fir ewechzekomme vu sengem festgefueere Schema. Et geet net, fir onbedéngt eng Kaart, déi een emol a sengem Ministère gepinselt huet, net méi a Fro ze stellen. Hie muss de Bierger nolauscheren an deenen hire Wëlle respektéieren.

Wann am Réidener Kanton zéng Schäfferéit zesummen Délibératiounen ënnerschreien, fir anescht ze fonctionnéieren wéi dat, wat den Innenminister wëlles huet, da wäert et wuel e gudder Grond dierf ginn, an da soll de Minister deem och Rechnung droen.

An der Regel fonctionnéieren eis Gemenge gutt, dank dem Engagement vun enger grousser Zuel vu motivéiertem Gemengen- a Syndikatspersonal a Gemengepolitiker a wéinst gutt organiséierten, biergerfrëndleche Servicier.

Reforme mussen vun ënnen erop wuessen, an net vun uewen erof diktiert ginn. Reformen dierfen net als Konsequenz hunn, datt mer eis vun enger Demokratie zu enger Technokratie

entwéckelen. Mir brauchen eng reell Partnerschaft tëschent Stat a Gemengen am Sënn vun Gläichberechtigung an net vu Bevormundung.

Mat engem sture Bléck op d'Gemengefusiounen ass den Innenminister selwer am Reformstau stoe bliwwen. Mir dierfen eppes net vergiessen: Mam Plan directeur vum Aménagement du Territoire a mam IVL gëtt et schonn e Réckgrat fir eng Territorialreform. Mir mussen dës Gerüst notzen, fir déi Gemenglandschaft souwuel a puncto Missioun wéi a puncto Kartographie festzeleeën. Well generell gekuckt, ass et eng falsch Approche, fir gleewen ze dinn, datt mat enger Well vu Fusiounen géifen all Problemer automatesch op ee Coup geléist ginn. Neen, eng Territorialreform ass ee kontinuéierleche Prozess.

Parallel zum Prozess mussen mer mat engem klengen Zil virun eisen Aen eis dagdeeglech Hausaufgabe maachen. Mir brauchen esou séier wéi méiglech Plans sectoriels. Mir mussen endlech wëssen, wat mer hei am Land op engem bestëmmte Meter carré kënnen maachen.

Mir brauchen en neit Gesetz iwwert den Aménagement du Territoire; mir brauchen en neit Gesetz iwwert den Aménagement communal; mir brauche Verbesserungen, virun allem awer Vereinfachung vun deses Gesetz; mir brauchen eng Reform vun de Rettungsdéngschter. Mir wësst gären, wou mer präislech beim Waasser sollte landen. Mir brauchen e Vertrauensvorschluss a puncto Gemengenautonomie, dat heescht manner Bürokratie, manner Virschreftewirrwarr, manner administrativ Schikanen.

Amplaz d'Gemengen ze dreiwien, fir onbedéngt a per force ze fusionéieren, soll den Innenminister emol e bësse méi Drift an déi Dossiere bréngen.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - Do kann hie selwer eppes bewierken, ma da komme mer awer net vun der Plaz. Wann eisen Ukënnungsminister Jean-Marie Halsdorf schonn nëmmen d'Halschent vun deem, wat hien dorëmmer annoncéiert, och ëmsetze géif, da wär de Gemengesecteur an de Bierger scho schrecklech vill gehollef.

(Interruptions)

A last but not least: Mir brauchen eng Reform vun de Gemengefinanzen.

Wann een d'Gemenglandschaft wëllt nei gestalten, muss een eraus aus dem Reformstau. Et geet net duer, fir vill lasszeken; et geet net duer, fir grouss Visiounen unzedeiten. „Step by step“, sou wéi de Minister selwer ëmmer seet, mussen och déi verschidde Saachen ëmgesat ginn.

(Interruptions)

Här President, et ass schonn oft a vu ville Verschiddenen heibanne gesot ginn: De Fonctionnement an d'Denkweis am Innenministère selwer mussen och iwwerduecht ginn. Biergerinnen a Bierger erwaarde stänneg méi vu Stat a Gemengen. De Service public huet sech an deene leschte Jore weiderentwéckelt an ass haut net méi aus dem kulturellen, sozialen a wirtschaftleche Liewen ewechzedenden.

D'Gemenge sinn zu engem groussen Deel responsabel fir déi gesteigert Attractivitéit, besonnesch am ländleche Raum. Dat dierfe mer bei der Ëmsetzung vun der Réforme territoriale net aus den Ae verléieren. Duerfir ass et falsch, d'Gemengen, déi net direkt wëlle fusionéieren, finanziell ze bestrofen. D'Gemenge mussen wëssen, datt eng Réforme territoriale aner Plusvaluë mat sech bréngt wéi just méi Suen an der Keess. D'Biergerinnen an d'Bierger mussen kloergemaach kréien, datt zum Beispill mat enger verännerte Struktur et méi einfach ass, déi zukünfteg Politik...

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Fernand Etgen (DP).** - ...de Prinzipië vun der Nohaltegkeet ze ënnerwerfen. Eng Reform muss besonnesch deene Reformen (veuillez lire: Generatiounen), déi no eis kommen, eppes bréngen. Dat sinn d'Défië vun der Reform.

Här President, dat Wichtigst am Stat sinn awer d'Gemengen. An dat Wichtigst an de Gemenge sinn d'Bierger. Bei enger Fusioun gëllt et virun allem, deses demokratesche Grondsaz ze verwierklechen. Eng staark Gemeng ass Garant fir e staarke Service public, fir gesteigert Liewensqualitéit, fir ekonomesche Wuesstum, fir Wuelstand. Wien d'Proximitéit zum Bierger a Subsidiaritéit escht hëlt, muss d'Gemengeweise vun ënne stärke. De Service um Bierger



ass e Service de proximité a muss e Service de proximité bleiwen.

Ofschléissend, Här President, wëll ech den Accord vu menger Fraktioun zu all dëse Projekte bréngen a soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Här Etgen. Als nächste Riedner ass den Här Haagen agedroen. Här Haagen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Merci, Här President. Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech géif deenen Häre Rapportere villmoos Merci soe fir hir ausféierlech mëndlech a schrëftlech Rapporten. Ech wëll hei och elo net méi am Detail drop zrëckkommen, wat déi verschidde Konditiounen vun der Zuel vun de Conseillere an deene verschiddene Gemengereit, vun deene verschiddenen Iwwergangszäiten, also bref vun de Resultater vun de Verhandlungen vun deene verschiddene Gemengefusionen ueget. D'Rapportere hunn dat jo schonn, an d'Virriedner och, am Detail gemaach. Dës Verhandlungen an déi doraus entstane Resultater vun deenen eenzelne Gemengefusionen sinn am Sënn vun der Autonomie communale entstanden.

Déi spezifeschen urbanisteschen souwéi geographeschen Strukturen vun deene Gemengen - souwéi vun alle Lëtzebuerger Gemengen - si verschidden. Duerfir sinn d'Resultater vun de Verhandlungen, wat d'Kompositioun vun de Gemengereit an déi verschidde Projete, déi realiséiert solle ginn, ueget, och verschidden. Dës kann een op déi eng oder op déi aner Weis kommentéieren. Ech kommen herno nach dorobber zrëck.

Mä op jidde Fall ass eppes kloer: D'Madame Dall'Agnol war bei de Coiffeur, dat ass emol kloer.

(**Hilarité générale**)

A wa mer dat da gepackt hunn, da kënne mer weiderfuere. Et ass iwwerengens net schlecht.

Also, fir nach eng Kéier drop zrëckzekommen, ass eppes kloer, dat dës Gemengefusionen allegueren iwwer e Referendum an deene betraffene Gemenge vum Bierger fir gutt befonnt gi sinn, an domadder och déi verschidde Resultater vun de Gemengefusionen.

Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, et ass ganz aussergewéinlech, dass mer an der Chamber an dëser Séance, an enger Séance gläichzäiteg iwwer sechs verschidde Gemengefusionen ofstëmme respektiv iwwer fënnf Fusionen an eng Gesetzesännerung, déi eng rezente Fusionen betriift. Dat ass keen Zoufall. De Stat encouragéiert an ënnerstëtzt d'Fusionen vu Gemengen, sou wéi dat schonn an de Konklusionen vun engem Débat d'orientation 2008 hei an der Chamber festgehale gouf.

Et kënnst een och net derlaanscht, fir feststellen, an d'Virriedner hunn dat och scho gesot, dass an deene leschte Jorzenge gëtt mir méi a méi komplex Aufgabe vum Stat op d'Gemengen iwwerdroe gi sinn. D'technesch Servicer, besonnesch vu ganz klengen Gemengen, riskéieren, dës Aufgaben net méi eleng kënnen ze meeschten. D'Gemenge gëreieren ëmmer méi Aufgaben zesumme mat anere Gemengen am Kader vu Gemengesyndikater. Dës Syndikater si ganz ënnerschiddlech grouss a gi vu Fall zu Fall mat verschiddene Partnergemenge gegrennt, wat mat der Zäit zu engem groussen Verwaltungsofwand féiert an net méi ganz iwwersichtlech ass.

D'Iddi, dës Problemer duerch eng Fusionen vu méi klengen Gemengen ze léisen, ass net nei, an trotzdeem ass et an der Vergaangenheet just selten ze esou Fusionen komm.

Firwat zécken iwwerhaupt d'Gemengepolitiker, fir d'Instrument vun der Gemengefusionen ze benotzen? D'Gefill, an enger méi grousser Gemeng déi lokal Interessen net méi esou gutt duerchgesat ze kréien, dat Gefill spillt oft mat, souwéi d'Angscht, d'Identitéit, de Charakter vun der Gemeng oder den Uertschaften ze verléieren. Och heiansdo d'Rivalitéit tëschent Gemengen, ënnerschiddlech parteipolitesch Konsellatiounen an och alt emol tëschemenschlech Problemer um Niveau vun de Schafferéit, Gemengeréit, si sécherlech eng Ursach. Doruwwer eraus bidden d'Gemengesyndikater eng grouss Flexibilitéit, fir zesummeschaffen, wat den Drock, fir ze fusionéieren, ewechhëlt.

D'Argumenter, fir d'Fusionen trotzdeem weiderzedreiwen, sinn awer och, dass vill Problemer sech besser léise loosse, wann een iwwert de Rand vu senger Gemeng erauskuckt. Bei klengen Gemenge gëllt dat ëmsou méi.

Wa mer natierlech vu sougenannte klengen oder groussen Gemenge schwätzen, da mussen

mer och definéieren: Wat si grouss a wat si kleng Gemengen? Bezieet ee sech op d'Awunnerzuel? Op d'Gréisst vum Territoire oder op d'finanziell Aspekter wéi zum Beispill d'Steieren, déi d'Gemengen iwwert de Stat kréien?

Mir hunn eis virun allem op d'Awunnerzuel fixéiert. An den Innenminister hat am Kader vun der Réorganisation territoriale schonn am Mee 2005 e Pabeier virgeluecht, an deem ënner anerem festgehale gouf, dass eng Gemeng mat manner wéi 3.000 Awunner et schwéier hätt, fir all Basisservicer kënnen an enger gudder Qualitéit ze leeschten.

Den Zweck vun de Gemengefusionen ass also, fir de Bierger vun deene fusionéierte Gemengen eng besser Liewensqualitéit ze bidden, dës duerch eng Optimiséierung vun deene jeeweilege Gemengeservicer. Wa kleng Gemengen hir administrativ an technesch Servicer zesummeleeën, kënnen se dës Capacitéit besser nutzen. Ähnlech ass et och bei Gemengeninfrastrukturen, d'Maisons relais als Beispill, d'Schoulen, Altersheemer, Crèche an esou weider.

Als LSAP ware mir ëmmer der Meenung, dass een esou Kritäre wéi d'Zuel vun den Awunner net als absoluten Indikator kéint benotzen, fir eng Fusionen erbaiezeieren. Eng Fusionen bréngt zum Beispill manner, wann den Territoire vun deene betraffene Gemenge ganz grouss ass, well een dann awer net all Servicer zentraliséiere kann. Ob eng Fusionen reell Virdeeler bréngt, hânt vu ville Facteuren of. An et ass gutt, wann d'Leit, déi an deene Gemenge wunnen, an hir Gemengeréit selwer decidéieren kënnen, ob se de Schrëtt maache wëllen oder net.

Dozou muss ech awer eng Remarque maachen, wat d'Awunnerzuel vun de Gemengefusionen betriift. Bei deene sechs Projete de loi iwwert d'Fusionen, iwwert déi mir haut schwätzen, sinn der véier - bon, tëschent dräi a véier, deemno vu wat fir engem Datum un een de Populationsniveau kuckt -, déi no der Fusionen nach ëmmer net op 3.000 Awunner kommen. D'LSAP war an ass deemno net dermat d'accord, d'Gemengen ze benodeelegen, déi net fusionéieren wëllen.

D'Regierung ass elo op de Wee gaangen, andeems se d'Gemenge finanziell ënnerstëtzt, wa se sech fir eng Fusionen entscheeden. Mir begreissen dat. Et muss ee just oppassen, dass d'Modalitéit vun dëser Ennerstëtzung, déi mir jo am Prinzip hei an der Chamber bei all eenzelne Fall nei festsetzen, net zu Ongerechtheete féieren oder féiere wäerten, oder den Ziler, déi mer eis gesat hunn, entgéintlafen.

D'Iddi vun enger Réorganisation territoriale war, a si ass et jo och, dass eenzel Stied respektiv Gemengen, also sougenannte Entwicklungszentren, iwwer hir Basisservicer eraus och Servicer sollten ubidden, déi vun den ëmleierende Gemenge kéinte benotzt ginn, an dass déi Gemengen, déi zousätzlech Missiounen erfëllen, och méi finanziell Mëttelen zur Verfügung gestallt kréien.

Wann elo virun allem kleng Gemengen, déi just Basisservicer ze erfëllen hunn, Sue kréien, an déi, déi souwisou scho grouss genuch sinn, fir d'Éischt mussen op eng Gemengefinanzreform waarden, da gëtt et vläicht mat der Entwicklung vun dezentrale Centres de développement et d'attraction régionaux Problemer, am Fall, dass se net méi viruginn.

Anerersäits wier et normal, kleng Gemenge méi staark ënnert d'Äerm ze gräifen, fir d'Iwwergangphasen vun der Fusionen besser ze packen, wéi wann een eng kleng Gemeng mat enger grousser fusionéiert, déi a priori eng besser Ausgangsbasis huet.

Et stellt sech och d'Fro: Wat geschitt, wann eng Fusionen gemeng eng weider Gemeng ophëlt? Gëtt dann de Montant nach eemol op all Awunner vun deene betraffene Gemenge berechent? Dat si Froen, déi een och an Zukunft nach muss klären.

Am Moment behandle mer all d'Gemengen, déi fusionéieren wëllen, gläich. De Montant vun 2.500 Euro pro Awunner als finanziellen Ureiz spillt do eng grouss Roll. Fir d'Éischt muss mer awer och nach definéieren, wien d'Awunner zielt. An do denken ech, dass de Projet de loi 5949 iwwert d'Gemengeregistere vun den Awunner vu grousser Wichtigkeet ass.

D'finanziell Konditiounen vun de Fusionen spillen awer och mat. Wa mer de Projet de loi 6248 iwwert d'Fusionen vu Käerjeng a Kënzeg huelen, déi gréisste Gemengefusionen, déi jee a Lëtzebuerg, wat d'Populationsubelaangt, gemaach ginn ass, da gesi mer, an de Rapporteur huet dat och schon gesot, dass dës Fusionen de Stat, op d'Populationsituatioun vum 1. Januar 2009, ronn 23,5 Milliounen Euro kascht. Dat ass méi wéi een Drëttel vun deem, wat fir déi sechs Gemengefusionen zesummen ausbezuelet gëtt.

Déi sechs Gemengefusionen haut kaschten de Stat an deenen nächsten Zéng Joer, mat Aus-

bezuete vun sämtlechen Tranchen, ronn 62 Milliounen Euro, wou d'Subventiounen vun de betraffene Ministeren an de verschiddene Gemengeprojete net abegraff sinn. D'Projete ginn, wéi bei all aner Gemengen, och nach iwwert déi verschidde betraffene Ministère subventiounéiert.

Et muss ee sech also froen: Wat géif geschéien, wa Stied mat groussen Awunnerzuelen, wéi zum Beispill d'Stad Lëtzebuerg, Déifferdeng, Esch an esou weider, mat Urainergemenge géife fusionéieren? Den Innenminister huet an där zoustänneger Kommissioun op d'Kaart vun der Réorganisation territoriale verwisen. D'Fusionen géifen nëmmen da gemaach ginn, wa se dësem Kritär géifen entsprechen.

Ass dat wierklech esou? Géif de Minister esou eng Fusionen oflehen, wa se net der sougenannter RTL-Kaart géif entsprechen?

(**Interruption**)

Spillt d'Regierung net mam Gedanken, fir d'Konditiounen vun de kommende Gemengefusionen ze änneren? Zum Beispill um Niveau vun de Subventiounen vum Stat? Um Niveau vun der finanzieller Participatioun vun de verschiddene Ministère bei de Projete, déi an de Gemengefusionen decidéiert gi sinn? Géifen dann déi nächst Gemengefusionen net benodeelegt ginn?

Speziell ass och, Här President, dass verschidde Gemengefusionen hei Iwwergangskonditiounen accordéiert kréien, déi, wann ee se mat Gemenge vergläicht, wou d'Awunnerzuel méi héich ass, dës Gemengen däitlech benodeelegen, zum Beispill bei der Zuel vun de Gemengeréit an de Schaffen. Et kann een do soen, dass dës eben de Präis vun der „autonomie communale“ ass, mä ganz objektiv ass et awer net.

Positiv bewäerte muss een, dass et dës Kéier gelongen ass, zesumme mat deene betraffene Gemengen eng Kaart vu méigleche Fusionen auszeschaffen. Mir haten an de 70er Jore d'Erfaahrung gemaach, dass et net klappt, wann am Ministère d'Landkaart nei gezechent gëtt an d'Gemengen dat dann alternativlos dohinnergesat kréien. Aus dëser Erfahrung eraus gouf et och eng gewësse Skepsis, wéi een neie Versuch gestart gouf, fir esou eng Kaart ze maachen.

Et schéngt mer awer, wéi wann elo e Modell fonnt gi wier, deen d'Gemengen net iwwerméisseg ënner Drock setzt oder hinne Partnerschaften opdrängt, déi se guer net wëllen. Et ass gutt, dass och vu Fall zu Fall derfir gesuergt gëtt, dass mer um Enn keng Gemeng isoléiert hunn, well anerer méi schnell bereit waren, ze fusionéieren, oder aner Inkohärenzen entstinn.

Onofhängeg vun deene Froen, déi ech grad opgeworf hunn an déi an Zukunft musse gekläert ginn, begrësst d'LSAP, dass Bewegung an eis Gemengelandchaft kënnst an dass elo eng Rei Fusionen zustane kommen op fräiwëlleger Basis a mat der Ennerstëtzung vun den Awunner vun de betraffene Gemengen. Meng Fraktioun gëtt deemno hiren Accord zu dësem Projet de loi, dee mir hei virleien hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Haagen Merci. Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Här Gira, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Camille Gira (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mir wäerten als Gréng dës Projete zustëmme, well ech mengen, et kann ee jo net dergéint sinn, wann zwou oder méi Gemenge fräiwëlleg fusionéieren, a scho guer net, wann dës Prozess och nach duerch een demokratesche Vote an engem Referendum säin Aval kritt huet.

Mä, och op de Risiko hin, d'Hurrastëmmung hei e bëssen ze verdierwen, wollt ech awer soen, dass mer dat net mat grousser Begeescherung maachen, an dat net wéinst där eenzelner Fusionen u sech, mä awer wéinst där dach relativ onkohärenter a chaotescher Aart a Weis, wéi dann déi ganz Fusionen, déi jo awer sollen e wichtege Bestanddeel vun där Réorganisation territoriale sinn, hei oflafen.

Ech mengen, dass mer awer och mat där Net-hurra-Begeescherung net ganz eleng sinn. Et wönnert mech, dass awer kee vun de Virriedner e bësse méi an den Detail gang ass vun deem Netsuccès vu Käerch/Simmer. An et muss een awer och soen, dass bei Käerjeng a Kënzeg, wann nach e puer Fräsche vläicht e bësse méi haart géint d'Fusionen gequakt hätten, da wiere guer keng Kënzeger Fräschen an d'Waasser gesprongen, mä da wier d'Fusion eventuell an d'Waasser gefall.

Bei all deem Opwand, deen awer gedriwwen ass! Ech erkennen un, 57% ass sécherlech eng Majoritéit, mä wann een an dësem Kader vu Bestietnis schwätzt, da si mer awer wäit ewech vun enger Liebesheirat. Dat ass nach

esou just eng Vernunftheirat. An ech fannen et awer e bësse komesch, dass mer awer net och hei eng éierlech Analys maache vun deem, wat do geschitt ass.

Vläicht huet dat awer och dermat ze dinn, dass, wat méi Fusionen der Rei no an deem Land geschéien, dobaussen awer geschwé kee méi esou richtig versteet, wat dat dann elo soll, ob dann net awer op eemol déi ganz Geschicht e Selbstzweck ass. An ech mengen, d'Tatsaach, dass haut - an et ass jo e bëssen en Zoufall - déi fënnf, oder loosse mer och nach soe sechs Gemenge mateneen hei diskutéiert ginn, weist jo awer och e bëssen déi Onkohärenz, déi an deem ganzen Oflaf do ass.

Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, dass mer no laangen Diskussiounen hei an der Commission spéciale de la réforme territoriale, mengen ech, e relativ groussen Konsens haten, dass Fusionen awer solle virun allem benotzt ginn, fir kleng, fir net ze soe ganz kleng Gemengen - ech schwätzen elo emol hei vu Gemengen ënner dausend, déi et wierklech ganz schwéier hunn an dësen Zäite mat allen Erausforderungen, déi op eis duerkommen am All-dag; a jiddwereen, deen an engem Schafferot ass, weess, wéi dat haut ass -, dass mer esou Gemenge géife probéieren zesummenzekréien, fir dass déi besser Basisservicer, déi mer haut... - an déi hu mer awer relativ gemeinsam och definéiert; dat geet vun engem ganze Schoulzyklus iwwer eng Maison relais, iwwert d'Basisservicer -, dass déi déi kéinte maachen.

Wann ech elo dat do als Kritär uleeën an och emol net onbedéngt déi 3.000, mä ze soen, d'Fusionen sollen do sinn, dass all déi Gemengen, déi mer nach iergendwéi eng Kéier hunn no 2017, capabel sinn, ganz eleng an ouni missen a 15 Gemengesyndikater ze goen, d'Basisservicer unzebidden, wann ech dat als Basis géif uleeën, et deet mer leed, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mä dann erfëlle véier vu fënnf Fusionen haut deen do Kritär net. Dräi hunn der och nach no der Fusionen keng 3.000, zwou sinn der knapps iwwer 2.000, an eng kritt duerch déi Fusionen hei iwwer 10.000! Ech hunn näischt do dergéint, mä et ass awer net dat, wat deemools d'Basis war vun den Diskussiounen a wou et sollt higoen.

Da kënnst nach derbäi, dass zwou vun deene fënnf emol net dem Schema entsprechen, deen dann awer anscheinend a laangen Diskussiounen tëschent dem Syvicol an dem Innenminister ausgeschwat ginn ass.

Also, da froen ech lech, Här Innenminister: Wéi wëllt Der dann an Zukunft, sief et de Gemengeverantwortlechen, sief et de Leit dobaussen, Är Kaart dobaussen logesch erklären, wa mer haut fënnf Fusionen stëmme, wou eigentlech véier deene Basiskritären, déi geholl si ginn anscheinend, fir déi Kaart opzesetzen, net entsprechen? Da wönnert lech net, wann Der an Zukunft ëmmer méi Schwierigkeete kritt, de politesch Responsabelen, mä och der Populations dobaussen ze erklären, wat dat Ganzt da soll!

An da brauch ee sech och net ze wonneren, wann dann awer an der Press an eenzelne Lieberbréwer gesot gëtt, ob et dann net awer op eemol esou ass wéi beim Pacte Logement: Mir huelen déi Suen emol einfach an da maache mer dat, wat mer souwisou wollte maachen.

Dat ass elo vläicht e bëssen iwwerspëtzt duergestallt. Nach eng Kéier: Ech wëll net iwwer eenzel Fusionen hei diskutéieren, besonnesch déi, déi a laangjäherger Zesummenarbecht natierlech entstanen sinn, mä et muss een awer oppassen, wann een esou vill Geld, staatlech Gelder iwwert d'Land verdeelt, dass awer nach iergendeng gewësse Logik an eng gewëssen Transparenz hannendru bleift, besonnesch an dësen Zäiten, wou jo awer d'Geld anscheinend net méi esou fléisst.

Ech wëll och soen: Wéi wëllt Der dann nach engem Buergermeeschter wéi mir zum Beispill vun enger Gemeng, déi haut scho méi Awunner huet, wéi eng vun deene Fusionen, kloermaachen, firwat dass mir nach solle fusionéieren? Hei gëtt grouss op de Sockel déi eng oder aner Fusionen duergestallt, a mir si wäit ewech vun deenen 3.000 Awunner an Awunnerinnen. Dann hutt Der net méi ganz vill Argumenter am Grapp, fir Leit, déi haut scho méi grouss si wéi eenzel Fusionen gemengen, elo haut ze iwwerzeegen, an déi Richtung ze goen.

An et ass jo awer net näischt, Här President, Dir Dammen an Dir Hären! Hei gi jo anscheinend ronn 65 Milliounen Euro verdeelt iwwer Land. Dat ass eng Staang Geld. Déi Fro, déi mir stellen, Här President, ass déi, ob déi sech wierklech déi strukturell Verbesserungen, déi mer an deem Land hei brauchen, déi mer eis och wënschen, fir dat Land besser op d'Zukunft ze preparéieren, bréngen déi Sue wierklech déi strukturell Verbesserungen? Ech soen lech ganz éierlech, dass mir ganz e bëssen dorun zweifelen.



Well ech stellen lech d'Fro - stellt lech se emol selwer!: Och wann déi Kaart dann 2017 erfüllt wier, a mir hätten nëmme méi Gemenge vu ronn 3.000 Awunner, da sinn awer nach vill Problemer fir déi Gemengen net geléist. Dann hunn déi nach ëmmer net d'Masse critique zum Beispill fir eng Crèche fir d'Kanner vun null bis véier Joer; si kënnen sech nach ëmmer keng Schwemm leeschten, och keng Museksschoul.

Wann ee kuckt, wat do deelweis e Chaos iwwer Land ass, och a Gemengen, déi haut scho méi wéi 3.000 Awunner an Awunnerinnen hunn, dann heescht dat fir mech nach laang net, dass mer d'Problemer geléist hunn. Ech kéint nach eng ganz Rei esou Servicer opléischen, Altersheemer an esou weider an esou fort. Ech si souguer iwwerzeegt, dass och eng nei Gemeng Käerjeng nach net all déi Servicer zum Beispill, déi ech elo opgeléicht hunn, ganz eleng wäert fäerdeg bréngen.

Mä virun allem, an dat ass eis grouss Fro an eis grouss Angscht, dass mer och mat där doter Kaart déi ganz grouss Erausforderungen, op déi dat Land hei zousteiert, och iwwerhaapt net mat där doter Fusiounswell a mat där doter Reform geléist kréien. Ech denken u Landesplanung. Wann een awer kuckt, wéi chaotesch dass dat vir sech geet. Ech denken un déi extrem Mobilitéitsproblemer, déi mer hunn. Ech denken och ugesichts vu steigende Pétrols- a Gaspräisser un Energieproblemer an esou weider an esou fort.

Ech mengen och, dass Gemenge vun 3.000 eleng et net wäerte fäerdeg bréngen, dat, wat mer esou dréngend brauchen, Wunnen, Schaf-fen, Fräizäit, erëm méi no beieneen ze bréngen. An duerfir ass meng Fro un den Innenminister, mä eigentlech rücht se sech gradesou an nach vläicht vill méi un de Landesplanungsminister: Wat wëllt Der nieft deene Fusiounen - nach eng Kéier, déi mir net prinzipiell a Fro stellen -, mä wat sidd Der amgaangen ze maachen, fir verstärkt regional Zesummenaarbecht ze promovieren?

Well och déi hei Gemengen, mat Ausnahm vläicht da vu Käerjeng, brauchen duerno nach déi Kooperatioun um regionale Plang. Dir waart jo bei eis, an ee vu menge Virriedner huet et schon opgeworf, mir hate leider kee konstruktiven Dialog tëschent dem Kanton Réiden an dem Innenminister, well en eis op all eis Doléancen an eis Virstellung just geäntwert huet: Ech sinn hei, fir eng Kaart ze verdeedegen an ze verkafen. Et deet eis leed, Här Minister, domat konnte mer am Réidener Kanton net vill ufänken!

Mä Dir hutt eis virun allem net op d'Fro geäntwert, wa mer elo muer am Kanton Réiden véier oder fënnf Gemengen hunn am plaz zéng, da muss mer nawell e Syndikat Réidener Kanton hu fir eis Schwemm, fir eis Museksschoul, fir eis Energieberodung an all déi Servicer, déi mer scho längst opgebaut hunn. An op déi Fro, Här President, hu mer net dat Gefill, dass des Regierung de Moment eng Äntwert hat.

Mir hu souguer dat Gefill, dass iwwerhaapt net méi, an dat bedauere mer zudéist, iwwer regional Zesummenaarbecht flächendeckend am ganze Land geschwat gëtt. Dobäi kréie mer awer extrem Warnsignaler, deelweis aus deene Ministère selwer. Ech weess net, ob jiddwereen dat matkritt huet, mä et gëtt jo an Tëschenzäit en éischte Bilan iwwer Evolutioun IVL. An déi Zuelen, déi mer do gewuer ginn, déi si katastrophal! Et geet genau an déi falsch Richtung!

Et geet iwwerhaapt net dohin, dass dat geschitt, dass déi zentral Uertschafte sech am séiersten entwéckelen, dass d'Funktioun Schaffen, Wunnen a Fräizäit beieneen kommen, mä et ass genau de Géigendeel. Et sinn éischter net d'CDAs, déi méi séier wuesse wéi all déi aner. An och wann eng CFL an eng RGTR ëmmer erëm ka soen, dass méi Leit mat Zuch a Bus fueren, dann ass dat absolut richtig. Mä eng rezent Etüd vum CEPS huet awer och gewisen, dass den „modal split“ erofgaangen ass. En ass erofgaangen! Trotz deene villen Ustrengungen, déi mer maachen an deem ganze Beräich.

An, Här President, dat sinn déi Suergen, déi eis um Mo leien. Duerfir wollt ech froen, wat dann de Minister oder d'Regierung, well et ass net nëmme d'Aufgab um Innenminister, gedenkt, fir an där doter Richtung ze maachen, fir déi grondleeënd Problemer ze léisen. An do mussen och méi grouss Gemenge sech zesummesetzen am Süden, ronderëm d'Stad an esou weider, wat dann do geschitt. An ech fannen, dass et extrem roueg ginn ass.

Bon, offiziell weess een et nach net, mä aus de Kulissen ass et jo anscheinend esou, dass d'Gesetz iwwert d'Communautés urbaines gestuerwen ass. Wat heescht dat dann elo, wann dat do Gesetz gestuerwen ass? Wat huet d'Regierung wëllen? Kréie mer en neit? Wéi sollen déi Prozesser ronderëm d'Stad, ronderëm d'Nordstad, eventuell och ronderëm Esch, wéi sollen déi dann uegekierbt ginn? Kréien déi eng gesetzlech Basis oder net?

Eppes Ähnlechens kennt engem zu Oueren an där enger oder anerer Table ronde vun héijer Beamten aus deene Ministère. Anscheinend sinn och déi sechs Regiounen, déi awer am Gesetz vun 1999 an och an engem Programme directeur eng wichteg Roll sollte spillen, déi sinn anscheinend jo och am Koma, wa se net och schonn dout sinn.

Wéi ass et mat de Plans régionaux? Do héiert een dann erëm ee Moment dervun. Dann ass am Nordwesten, wou ech da selwer concernéiert wier, eng Kéier eng Réunioun, wou et heescht: Elo maache mer eppes! Dann héiert een erëm méintelaang näischt.

Also, ech muss soen, mir stelle fest, dass regional Zesummenaarbecht, mat Ausnahm vun, wann ech emol ganz kuerz ka resümieren, Belval an dem Südweste Lëtzebuerg, wou sécherlech sennvoll Pilotprojete sinn, déi mir och, mengen ech, do wou mer an der Verantwortung sinn, tatkräfteg ënnerstëtzen, awer dernieft leeft relativ wéineg. Woubäi ee bei der Nordstad muss froen: Wéini kritt déi Regioun dann och déi néideg Ressources humaines a Suen, fir dass déi gradesou séier kënnen virkommen, wéi op deenen zwee aneren urbanen Zentren?

Mä wann een awer duerch d'Land fiert a fir de Rescht kuckt, da gëtt een dat Gefill net lass: Iwwer Land geet et awer soss mat där chaotescher Entwécklung monter weider. A wat mir als Gréng fäerten, dat ass, dass mer elo op dräi Plazen eng sennvoll Entwécklung maachen, do-duerch awer nach eng Rei Aktivitéite méi ukierbelen, de Wirtschaftswuesstum ukierbelen, och d'Mobilitéit awer ukierbelen, a mir kréien awer déi aner, déi negativ Entwécklung, déi fir de Rescht iwwer Land besteet, net gebremst.

Ech muss lech awer soen, Här Innenminister, dat ass awer en Horrorzeenario, dee mir hunn, dass mer op e puer Plazen extrem ukierbelen an niewendru leeft déi ganz chaotesch Entwécklung weider. Dat geet awer a Richtung, dat wat, mengen ech, den Dokter Ewringmann ausgerechent huet, dass mer 2050 d'Halschent vum Lëtzebuurger Land versigelt hunn. Dat ass op jidde Fall en Zeenario, dat ass net dee vun deene Gréngen, muss ech ganz éierlech soen. An do gëtt et awer héich Zäit, nieft sennvolle Fusiounen wéi déi, wou mer haut driwwer schwätzen, driwwer ze diskutieren.

Duerfir meng Froen: Wéi ass et mat engem Regionalfond? Gëtt nach doriwuer geschwat? Ass net endlech d'Usicht bei der Regierung ukomm, dass, wann ee gär regional Aarbecht fördert, da maacht datselwecht wéi bei de Fusiounen! Hei war et jo relativ einfach. Ech sinn ëmmer erëm driwwer iwwerrascht, wéi labber awer hei 65 Milliounen Euro an aner labber-gemaach ginn, an dann ass et awer net méiglech, e puer Milliounen Euro fräizemaache fir an e Regionalfond, fir dass mer haut där heiter Konzentrierung awer och een Niveau driwwer eng sennvoll regional Zesummenaarbecht kréien.

Wéi ass et - an et sinn eng Rei Virriedner, déi d'Fro schon opgeworf hunn - mat der Reform vun de Gemengefinanzen? Wa fir kleng Landgemenge massive Bevölkerungswuesstum déi eenzeg Aart a Weis ass, u Suen ze kommen, fir hir Basisaufgaben ze erfüllen, da brauch ee sech net ze wonneren, wann och a kleng Landgemengen, déi eigentlech laut IVL net déi Mission hunn, d'Populatioun eventuell exponentiell wüsst. Dat ass awer net dat, wat mer wëllen.

Duerfir si mir der Meenung, dass een eng grundsätzlech Gemengefinanzreform muss maachen. A mir mussen op e Wee kommen, wou déi eng Gemengen effektiv, déi Zentralgemengen an d'Stied, Sue kréien, fir ze wuessen, mä et muss ee gradesou wäit eng Kéier kommen, dass Kleng- a Mëttelgemenge souguer Sue kréien, fir net ze wuessen. Soss kréie mer déi ganz Evolutioun net an de Grëff.

Dann zum Schluss, och wann dat vläicht net gär gesinn ass, mä ech wollt dat awer och opwerfen hei, well dat awer problematesch ass. Gradesou chaotesch wéi déi generell Réforme territoriale sinn awer och eng Rei Bestëmmungen hei am Iwwergang. Déi eng Gemeng huet nach e gewëssene System bis 2017, déi aner bis 2023. Déi eng hunn eelef Conseillere, déi aner 13, déi aner 15. Ech hunn och nach Versteedemach derfir, dass een natierlech net ka vun engem Dag op deen aneren zrëckschrauwen. Wat awer bedenklech ass, muss ech awer soen, a mir hunn dat jo och an der Kommissioun relativ laang diskutiert, u wonnert mech, dass kee vun de Kollegen a Kolleginnen dat hei opgeworf huet.

#### (Interruption)

De Problem ass awer folgenden: De Problem sinn net déi eelef, 13 oder 15 Conseillere, mä wann een awer weess, dass souwuel de Congé politique wéi awer och d'Pai, déi déi Leit kréien, net un d'Zuel vun der Populatioun, mä un

d'Zuel vun de Conseillere gebonne sinn, da fäerten ech, dass d'Zatsaach, dass elo dann awer vläicht eng Gemeng vun 2.500 mat 15 Conseillere, wou de Buergermeeschter 40 Stonne Congé politique kritt, nieft enger Gemeng ass mat 6.000, 7.000 Awunner, wou de Buergermeeschter da vläicht 14 oder 15 Stonnen huet.

Ech muss lech awer och do soen, Här Innenminister, dat wäert awer net dozou bäidroen, fir d'Stëmmung tëschent de Gemengeverantwortlechen ze erhéijen. A wann do hannendrun och nach déi entspreechend Pai gekoppelt ass, da suert Der awer mat deenen Iwwergangsbestëmmungen do fir méi Onmutt am Gemengesecteur, wéi et Positives wäert bréngen.

Ech froe mech awer, ob et net néideg wier, dass een awer géif eng Reform vun deem Règlement grand-ducal maachen an an Zukunft de Congé politique an d'Pai net un d'Zuel vun de Gemengeconseillere, mä wierklech vun der Populatioun koppelen. Ech fäerten, wann dat do bis bekannt ass iwwer Land, da gëtt et awer heiter. An dann hutt Der scho guer keen Argument méi, eenzelne Leit kloerzemaachen, firwat si sech dann nach sollen den 9. Oktober an enger Majorzgemeng op eng Lëscht opsetzen oder als Kandidat an da mat ville Stonne Fräizäit déi Aarbechte maachen.

Ech wëll och do net falsch verstane ginn. Ech weess aus eegener Erfahrung, dass een och kéint an enger Gemeng vun 2.300, wann een e bësse Regionalaarbecht mécht an an deem engen oder anere Syndikat ass, méi wéi 40 Stonnen d'Woch schaffen, fir deen Job do uerdentlech ze maachen.

Ech wëll net falsch verstane ginn. Mä et kann awer net sinn, dass mer elo no 2012, an dat deelweis bis 2023, esou total Onkohärenzen iwwer Land hunn. Dat suert fir eng schlecht Stëmmung am Gemengesecteur. An ech mengen och, dat ass net ganz hëllefreich. Duerfir froen ech lech awer, ob et net sennvoll wier, do e bësse méi pragmatesch a reell Iwwergangsbestëmmungen ze maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gira. Als leschte Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, och vun eiser Säit aus e Merci un déi vill Rapportere, déi mer haut de Mëtteg zu deene verschiddene Fusionsprojeten haten.

Ech mengen, dat, wat hei geschitt ass, dat ass am Kader vun der Gemengenautonomie, op Initiativ vu Gemengeréit, déi iwwer eng Rei vu Méint, Joren, punktuell oder um Niveau vu Syndikater, zesummege schafft hunn an déi dem Bestriewe vun der nationaler Politik, fir dass d'Gemenge sollte fusionéieren, deementspreechend Rechnung gedroen hunn, dat se an hire Gemengeréit déi Initiativen an Décisiounen geholl hunn, déi als Viraussetzung zielen, fir kënnen eng Fusioun ze maachen.

Doropshin hunn d'Bierger aus deene verschiddene Gemengen e Referendum gemaach a majoritär decidéiert, déi Fusiounen ze realisieren. Ob déi eng elo méi héich oder méi niddreg Majoritéiten hat, dat spillt an deemem Fall keng Roll. Eng Majoritéit ass eng Majoritéit. A wann e Referendum stattfënt - mir als ADR plädieren des Öfteren derfir, dass ee sollt a wesentleche Froe méi dacks op de Referendum, op d'Basisdemokratie zrëckgräifen - a wann do eng Majoritéit vun der Populatioun eppes decidéiert, ech mengen, dann ass et eng Selbstverständlechkeet, dass een als gutt Demokraten dat akzeptéiert.

Duerfir ass et och net fir eis iwwerhaapt e Gedanke gewiescht, ob ee bei esou Projete wéi haut sech soll enthalen oder dergéint stëmme; do kënt nëmme eng Fro oder eng Äntwert vir, an dat ass Jo, fir deem Rechnung ze droen, wat d'Bierger an hiren eenzelne Referendumen decidéiert hunn. Duerfir wëll ech och direkt am Ufank d'Zoustëmmung vun eisem Grupp zu all deene Gemengefusiounen bréngen.

Vläicht e puer kuerz Iwwerleungen, wat d'Fusiounen ubelaangt. Ech mengen, wou mer mussen oppasse bei de Fusiounen, an ech hunn dat schonn heibanne gesot, dass et net onbedéngt dréms geet, fir ze fusionéiere fir ze fusionéieren. Mir mussen och kucken, dass d'Gréisst vun enger Gemeng wichteg ass, dass d'Leit net mussen enorm wäit fueren, fir mat hirer Gemeng zesummenzekommen a fir op hir Gemeng ze soen.

D'Gemeng ass déi Zell, déi ass an déi muss och an Zukunft am nootste beim Bierger bleiwen. An et muss een och wëssen, dass net all Fusioun onbedéngt iergendwéi vun engem Succès geprägt ass. Ech mengen, et gëtt och Gemengen, déi fusionéiert hunn, wéi zu Wëntger d'Gemeng, déi risegrouss ass! An ech mengen,

d'Wëntger Gemeng huet eleng 25 Kierchen a Kapellen ze ënnerhalen. Wann ee Buergermeeschter an enger Gemeng ass oder war, da weess een, wann ee 25 Kierchen a Kapellen, fir nëmme déi ze nennen, an der Rei ze halen huet, dann ass een all Joers mat e puer Stéck amgaang. Duerfir muss een och wëssen, dass eng Fusioun net onbedéngt an alle Punkten eng Erspueris ass, mä dass dat muss realiséiert a finanzéiert ginn.

Mä wichteg ass, dass mer do, wou et méiglech ass, do, wou et zum Virdeel vun der Gemeng ass, virun allem zum Virdeel vun de Bierger ass, dass mer do Fusiounen ustriewen. D'Zil muss sinn, dass mer eis Gemengen esou zesummesetzen, dass eis Gemengen all Bierger, egal wou en am Land wunnt, wou e leeft, dass deen d'Recht huet op déiselwecht Déngschtleeschtungen, op d'Basisservicer.

Et kann net sinn, dass Leit an enger Gemeng, an enger Regioun wunnen, wou se d'Basisservicer, déi een haut ka vun engem Stat, vun enger Gemeng verlaangen, dass e Bierger déi net ka kréien. Dat muss also d'Zil sinn, dass mer mussen dat flächendeckend duerch d'ganz Land kënnen realisieren.

Et muss een och higoen - an et huet schonn ee vun de Virriedner et gesot -, dass een net kann d'Gemengen als Geisel huelen, dass ee seet, fir dass Der finanziell Ennerstëtze kritt, ma da fusionéiert einfach, da kritt Der déi Ennerstëtze. Ech mengen, dat wier net den demokratesche Wee, dee mer sollte goen. Mä all Gemeng muss och ouni Drock kënnen déi finanziell Moyenen an Ennerstëtze kréien, déi hir zoustinn, ouni dass do iergendwéi an enger Form Drock gemaach gëtt.

Ech war och frou de Mëtteg hei ze héieren, vum Spriecher vun der CSV, dass d'CSV ni fir Zwangsfusiounen wier. Dat fannen ech wichteg, dass déi Ausso gemaach ginn ass. Well dat, wat deemools an der RTLs-Kommissioun festgehale ginn ass, wou dee Programm festgehale ginn ass, wéi d'Gemenge sollten oder missten, kënt ee bal soen, fusionéieren, do ass am Fong gesot ginn, wa bis e bestëmmten Délai d'Gemengen net fräiwëlleg dohinner, an déi Richtung fusionéiert hunn, da muss mer légiféieren, dass eben de Gesetzgeber dann an deene Gemenge Referendumen organiséiert, fir eben eng Fusioun iwwert dee Wee erbaizeféieren, virausgesat, dass d'Bierger géife mat Jo stëmme.

Dat kënt awer e bëssen an déi Richtung vun enger Zwangsfusioun. An duerfir, mengen ech, sollt een op deem Wee, dee mer elo ageschloen hunn, wou d'Kritären, och déi finanziell Kritären, vun Ufank u kloer sinn, weidergoen. An et sollt een d'Gemengen... ech mengen, déi meescht Gemengen um Terrain, déi wëssen, wéini dass den Zäitpunkt komm ass, fir eben dee Schratt ze maachen.

Här President, Léif Kolleeginnen a Kolleegen, et ass de Mëtteg relativ queesch hei iwwert d'Gemengepolitik diskutiert ginn. Ech wollt duerfir e puer méi prinzipiell Punkten opwerfen, déi am direkten Zusammenhang mat dese Gesetzesprojeten, déi mer haut hei zur Ofstëmmung bréngen, stinn, alles selbstverständlech am Respekt vun der Gemengenautonomie!

Eng éischt Fro, déi ech un den Här Minister hunn, dat ass, dass ech der Meenung sinn, dass et an Zukunft - an de Kolleeg Gira huet dat och ugeschnitten -, och wa mer Fusiounen maachen, och wa mer de Gemengen eng Autonomie zougestinn, och wann eng gewësse Flexibilität besteet, dach awer menger Meenung no eng Rei vu Kritäre misste ginn, wou mer géife kucken, dass déi Fusionsgemenge sech géifen drun halen. Och am Ministère selwer misst ee kucken, dass een iergendwéi dach awer och eng eege Schréftart kritt, dass een all Gesetzesprojete méi oder wéineger d'selwecht schreift.

Ech huelen zum Beispill ee Punkt eraus. Mir wëssen, dass d'Fusionsgemengen 2.500 Euro pro Bierger kréien. Mir hunn an der Kommissioun des Laangen an des Breeden driwwer geschwat, wat dat heescht, wann am Projet de loi eng Rei vu Projeten opgezielt ginn, déi an deene Gemenge mat deene Gelder sollen oder missten oder kënnen realiséiert ginn. Am Gesetz steet „prioritairement“.

Wat dat „prioritairement“ bedeit, do hat am Fong jiddweree vun eis an der Kommissioun eng Meenung. De Problem war just, dass jiddweree eng aner Meenung hat. An den Här Minister huet eis dann herno seng Meenung gesot zu deem Ganzen. An dat war och erëm eng aner Meenung! Duerfir géif ech mengen, dass et vläicht net schlecht wier, wann den Här Minister herno och nach eng Kéier géif hei erklären, wat hien dann ënner „prioritairement“ versteet.

Mä et ass awer aus den Diskussiounen, géif ech soen, global erauskomm, datt déi Projeten, déi am Gesetz stinn, misste realiséiert ginn, an datt d'Suen och nëmmen d'äerfte fléisse fir déi Projeten, déi an de Gesetzer stinn. Mä och do fanne mer dann erëm eng Nuance. Zum Beispill am Gesetzesprojekt vun der Gemeng Käerjeng stinn eng Rei vu Projeten dran, déi „prioritairement“ misste realiséiert ginn. An da steet hannendrun: Wann dann awer nach Gelder Rescht bleiwen, da kënnen déi Suen och geholl ginn, fir Emprunten zréckzebezuelen an och nach déi heite Projeten.

Dat vun Emprunten zréckbezuele steet awer a kengem anere Gesetzestext dran! An dat ass dat, wat ech mengen: Wa mer am Ministère Gesetzer maachen, da misste menger Meenung no esou Klauselen oder esou Punkten awer an all Gesetz stoen.

Wann een elo zum Beispill hëlt, d'äerften, well et hei explizit bei der Gemeng Käerjeng am Gesetz steet, an déi hätten hir Projete realiséiert, et géif nach Geld Rescht bleiwen, kënn d'Gemeng Käerjeng also dann och déi Suen huelen, fir Emprunten zréckzebezuelen. Bei anere Gemenge steet et awer net dran! A vu datt et an engem Gesetz explizit drasteet, d'äerften an där Logik dann och déi aner Gemengen dat Geld net huelen, wa se es nach Rescht hätten, fir eben Emprunten zréckzebezuelen.

D'Konklusioun dovunner ass - wéi de Kolleg Fernand Etgen et an der Kommissioun gesot huet -: An Zukunft hunn d'Gemengen also en Intérêt, bei de Fusiounen genuch Projeten an d'Prioritéiten ze setzen, esou datt de Gemengerot oder déi Gemengeréit duerno wierklech de Choix hunn, fir déi Projeten ze maachen, déi se wëllen, an datt se ëmmer d'Garantie hunn, datt se mat deene Projeten d'Kreditter all opgeschafft hunn, da stellen allegueren déi dote Froe sech net.

Et ass och diskutéiert ginn, ob déi 2.500 Euro, ob dat richtig ass, wann eng Gemeng zum Beispill wéi Käerjeng, wat jo awer elo eng relativ important Zomm ass, déi wäerte bei 24 Milliounen dorëmmer leien. An ech géif mengen, dat ass fir mech keng Diskussioun. D'Kritären, déi stoung fest.

Allguer déi Gemengen, déi iergendwéi an eist Schema erapassen, déi dovunner profitéieren, deenen hiert gutt Recht ass et, fir dat ze maachen, och wann et, wéi an dësem Fall, eng relativ important Zomm ass, déi eben do eng Gemeng kritt. Da muss mer eben, wann dat eis stéiert, higoen an déi Kritären änneren, datt mer soen, wat d'Gemeng méi grouss gëtt, datt mer en degressive System hunn. Mä momentan sinn d'Kritäre kloer, si si festgeluecht. Dann ass et och keng Diskussioun, fir doriwier ze diskutéieren.

E weidere Punkt, mengen ech, deen ee misst kucken ze diskutéieren, dat ass déi Iwwergangszäit, déi mer hunn, wou Gemenge fir eng Legislaturperiod optéieren, déi aner fir zwielef Joer, also zwou Legislaturperioden.

Et ass eis an der Kommissioun gesot ginn, opgrond vun der Erfahrung wier festgestallt ginn, datt am Fong de Gros vun der Aarbecht vun enger Fusioun, datt déi virun der Fusioun géif leien, wou déi eenzel Gemengeréit musse ganz dacks zesummekommen, wou se alles musse organiséieren, openeen ofstëmmen an och eng ganz Rei vun Décisionen huelen. Datt also net de Gros vun der Aarbecht no der Fusioun, mä virun der Fusioun läit.

Mä et versteet een awer...

► **M. le Président.** - Här Gibéryen, Dir misst lues awer sécher zum Schluss kommen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Jo, Här Präsident. Et versteet een awer... Wéi hat den Här Minister d'lescht Woch gesot? Ech fänken un, zum Schluss ze kommen.

► **M. le Président.** - Dann ass et gutt.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et versteet een awer, datt d'Gemengen dat esou decidéieren.

En anere Punkt ass deen, deen de Camille Gira och ugeschwat huet, vun der Gréisst vun de Gemengeréit. De Camille Gira huet dat richtig hei erkläert. Ech mengen, och do ass zum Beispill d'Gemeng Schengen, wou et sécherlech Ursache gëtt, déi hunn eng gerued Zuel, 14 geholl. All déi aner Gemengen hunn ongerued Zuelen, wéi d'Gemengeréit sech zesummesetzen.

Da muss een och kucken, wou ech och derfir plädéieren, datt mer sollen d'Reglement änneren, datt de Congé politique an d'Indemnitéit vun de Buergermeeschteren a Schaffen, datt déi sech net sollen un d'Mandater méi

bannen, mä datt déi sech sollen un d'Awunnerzuel bannen. Dat krasse Beispill ass elo bei der Fusioun vun der Gemeng Housen mat 2.870 Awunner. Déi kréie 15 Conseillere, a laut dem Gemengegesetz hätte se der néng zegutt.

Dat bedeit, datt de Buergermeeschter keng 13, mä 40 Stonne Congé politique kritt. Also, deen ass haaptamtlech. E kritt also net eng Indemnitéit vun 850 Euro de Mount, mä e kritt eng vun 1.900 Euro de Mount. Dat heescht, datt de Buergermeeschter vun der Gemeng Housen - ech huelen deen elo als Beispill, well dat dat krasse Beispill ass -, deen ass méi fräigestallt wéi de Buergermeeschter vu Beetebuerg oder vu Péiteng oder vu Rémeleng. En huet also méi Fräistellung a méi Indemnitéit wéi déi alleguer, mat 2.870 Euro (veuillez lire: Awunner).

An duerfir mengen ech muss een - do schléissen ech mech mengem Virriedner un, dat mécht sécher Onmutt téschent de Parteien an deenen eenzelne Gemengen -, an duerfir sollte mer dat och mat klore Verstand enger Revisioun ennerzéien, datt an Zukunft, wéi gesot, d'Mandater, d'Indemnitéiten an de Congé politique un d'Awunner an net un d'Mandater gebonne sinn.

Dat gesot, soen ech lech Merci a bréngen nach eng Kéier d'Zoustëmmung zu all dëse Projeten.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Gibéryen. Domadder wiere mer um Enn vun der Diskussioun. Elo kritt d'Wuert den Här Innenminister Jean-Marie Halsdorf.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.** - Här Präsident, Dir Dammen an Dir Hären, haut ass e wichtige Moment an dëser Legislatur, an ech géif nawell gären de Félix Eischen hei widerhuelen, wat hie gesot huet: Haut ass eng weider Etapp, oder haut gëtt eng weider Etapp vun der Territorialreform ofgeschloss.

Et ass effektiv esou, dass haut net manner wéi sechs Projets de loi, Fusionsprojeten, hei zum Vote kommen an um Ordre du jour stinn. 16 Gemenge verschmelzen dann op sechs Gemengen op den 1. Januar 2012, méi staark Gemengen. An ech sinn der Iwwerzeugung, dass et e wichtige Schrëtt ass op deem Wee, deen mer eis ginn hunn am Kontext vun der nationaler territorialer Neuordnung fir eist Land.

Ech wëll gären, fir dee Wee ze weisen, dee mer gaange sinn, e kleng Rapport maachen iwwert d'Territorialreform. Et kann ee soen, dass do schonn déi éischt Versich stattfont hunn an de 70er Joren. Deemools si véier Fusionsgesetzter, an där Legislaturperiod, ofgestëmmt ginn hei an der Chamber, awer no engem Modell, deen un uewen no ënnen orientéiert war, also éischter eng national Approche.

Deemools goufen d'Gemenge Wëntger, Rammerech, Stauséigemeng a Jonglënster kreéiert. Wa mer haut zréckkucken - dat ass jo elo praktesch gutt 30 Joer hier, wou déi Gemengen entstanen sinn, well Wëntger ass d'Gesetz vu '77, Rammerech '78, Esch-Sauer och '78 a Jonglënster och '78 -, da gesäit een, dass déi Gemenge sech awer iwwert déi Jorzéngte wierklech zu staarken, groussen Unitéiten eropgewirtschaft hunn.

Et ass keen Zoufall, dass zum Beispill Jonglënster ee vun de gréisste Poolen ass an der Ostregioun vun eistem Land. Déi grouss Gemeng Jonglënster an och déi grouss Gemeng Wëntger, wann ech déi d'äer esou huelen, sinn hire Wee gutt gaangen. Datselwech géllt fir Rammerech a fir Esch-Sauer. Ech konnt mech dovun iwwerzeegen, well ech jo elo amgaang sinn, nees en Tour ze maachen duerch eist Land, fir ze kucken, wéi déi eenzel Gemenge sech am Kader vun dëser territorialer Reform positionéieren.

Mä, dat war eng Aktioun. An eng nei Aktioun ass lancéiert gi bei mengem Virgänger, dem Michel Wolter. Dat war ëm d'Jorhonnertwend, kann ee soen, ass do neien Elan erakomm.

(Hilarité)

Do sinn och nei Fusionsgesetzter ausgeschafft ginn. An do sinn d'Gemengen Tandel - wou jo dann de Buergermeeschter an och Deputéierten heibannen ass, den Ali Kaes - an dann och Kiischpelt deemools ugaange ginn. Déi Gesetzer goufe gestëmmt am Joer 2004, dat eent am Dezember an dat anert am Juli 2005, dunn ass d'Gemeng Kiischpelt entstanen. Mä dat war och keen Zoufall, well do ware grouss Debatten an der Chamber an och dobauss mat de Stakeholderen, wéi een dat esou schéin nennt, aus dem Gemengeberäich. An dat Ganz huet säin Ursprung fonnt och deemools an der Territorialreform vum 12. August 1999.

Här Etgen, do war d'DP nach an der Regierung, an der Verantwortung.

(Interruption)

Dach, duerno war se an der Verantwortung.

(Interruption)

Jo, voilà, genau. An deemools ass och en Débat gefouert gi mat de concernéierten...

(Interruptions et hilarité)

Et ass spannend a schéin an et ass och flott, wann ee ka laachen, a besonnesch, wann eppes derbäi erauskënn. An hei ass eppes derbäi erauskomm. Wéi gesot, et war e groussen Débat mat de concernéierten Acteuren.

D'Regierung hat den 22. Februar 2001 een Dokument veröffentlecht, an deem en Historique vun eistem institutionelle Kader opgefouert ginn ass, an och d'Opdeelung vun de respektive Responsabilitéite gouf am Detail duergeluecht, wat wichtig war, fir eng Base de discussion ze kréien.

Et war e groussen Débat d'orientation hei an der Chamber, ech ka mech nach dorun erënnere, de 27. November 2003. An doraus ass dann och... d'Regierungserklärung vum 4. August 2004 huet sech dorop grefféiert, an an deem Otemzuch ass jo dann déi Spezialkommissioun den 9. Dezember 2004 hei an der Chamber decidéiert ginn. An doduerch ass dann dës Etapp, géif ech soen, vun eiser Territorialreform ugelaaf.

Deemools hat ech och als Innenminister e sougenannten „Concept intégratif pour une réforme territoriale et administrative du Grand-Duché de Luxembourg“ ausgeschafft. Dat ass och diskutéiert ginn an där Spezialkommissioun, wou mer e Rapport gemaach hunn an nees eng Kéier en Débat d'orientation haten hei an der Chamber, den 8. Juli 2008. An och dëst hat nees Effeten op d'Regierungserklärung vum 29. Juli 2009.

Ech wollt gären all déi Etappen nach eng Kéier hei opzielen, fir ze weisen, dass et wierklech e laange Prozess ass. Mir hunn hei e komplexen Dossier am Verglach mat anere Reformen. Eist Land deet sech ëmmer schwéier bei Reformen, deet sech schwéier, fir sech ze bewegen, mä op d'mannst hu mer hei eppes fonnt, an zwar eng Leitlinn, wou mer hiwëllen. An de Fusionsprozess ass och amgaang a geet och weider. An dat ass wichtig, an dat muss och esou sinn!

D'Zilsetzung vun der Réorganisation territoriale, oder anescht gesot: Wat wëlle mer? Nun, et ass schonn de Mëtteg ugeschwat ginn: Mir wëlle staark an effikass Gemengen, déi hir Autonomie richtig ausspille kënnen an den Ufuerderunge vum 21. Jorhonnert gerecht ginn. Dat heescht also Gemengen, déi hire Bierger qualitativ héichwäerteg Déngschtleeschungen ubidden, an zwar iwwerall am Land, egal wou ee wunnt.

D'Zilsetzung vun der Innenpolitik muss et sinn, d'Viraussetzungen ze schafen, fir landeswäit, flächendeckend, qualitativ gläichwäerteg Kommunalserwicer fir all Bierger am Land ze garantéieren. Duerfir geet och a mengen Ae kee Wee laanscht staark Gemengen, oder anescht gesot, laanscht d'Gemengefusionen.

Natierlech ass déi wesentlech Fro déi: Wat wëllen d'Leit? Si ginn am Kontext vun de Fusionsprojete consultéiert a si stëmmen an engem Referendum iwwert d'Fusioun of. Et kann ee keng Fusioun - an et ass de Mëtteg scho gesot ginn, ech répétéieren dat och -, et kann ee keng Fusioun laanscht oder géint de Wëlle vu senger Biergerinnen a Bierger maachen. Dat ass fir mech kloer an d'äitlech.

Ech verstinn och duerfir déi Proposen (veuillez lire: net), déi den Här Etgen gehalten huet, fir vu Partnerschaft a Bevormundung hei ze schwätzen. Mir versichen nämlech, zesumme mat de Gemengen, eis Problemer ze léisen. D'Problemer kënnen net all geléist ginn. An mir stellen och déi Kaart a Fro, well et sinn de Moment Gespräicher amgaang, déi sech anescht orientéieren, wéi se op der Kaart opgefouert sinn.

Duerfir kann ech déi Wieder, déi den Här Etgen hei gebraucht huet, ech géif d'Gemenge wëllen dreiwien, guer net verstoen. Ech kann da vläicht scho vill besser de Verrieder vun der LSAP verstoen, dee wierklech am Fong geholl, fannen ech, richtig Froen opgeworf huet, gutt Froen opgeworf huet, dee richtigen Toun fonnt huet. A mat deem Toun komme mer weider.

(Interruption)

Wa mer net polemesch ginn, mä wa mer sachlech ginn a versichen...

(Interruption)

...eise Biergerinnen a Bierger am Fong geholl e modernt Lëtzebuerg ze presentéieren, mat performante Gemengen.

Ech hunn d'Fro gestallt: Wat wëlle mer? Ech kann och d'Fro stellen: Firwat maache mer dat? Well haut schaffe jo scho vill Gemengen am Fong geholl bei Projeten zesummen. Dat ass och hei ugeschwat gi vum Camille Gira, nottamt d'Regionalgeschichten. Mä dat gëtt meeschtens haut gemaach am Kader vu Gemengesyndikater.

Esou gëtt et Schoulen, Maison-relais, Waasser, Ofwaasser. Sport a Kultur ginn an esou Gemengesyndikater gemaach. An dës Zesummenaarbecht hëlt sécherlech eng grouss Plaz an. Sou ass et a verschiddene Gemengen esou, dass souguer nëmme méi e Brochdeel vun den Aarbechte vun de Gemenge selwer an Eeeregie gefouert gëtt.

Mä de Grondprinzip vun eistem Gemenge wiesen ass awer dee vun der kommunaler Autonomie. An dat heescht also, dass d'Gemengen hiert Schicksal selwer am Grapp hunn. An eis Verfassung seet des Weideren: «Il y a dans chaque commune un conseil communal élu directement par les habitants de la commune; les conditions pour être électeur ou éligible sont réglées par la loi.»

Ginn eis Gemengen deem Usproch gerecht, wann de Gros vun hire Moyenen a Syndikater fléisst? Déi Fro kann ee roueg stellen. An eis Verfassung seet des Weideren: «Il y a dans chaque commune un conseil communal élu directement par les habitants de la commune; les conditions pour être électeur ou éligible sont réglées par la loi.»

Doraus kann ee ganz kloer schléissen: D'Kommunalautonomie ass also kee Selbstzweck, an et ass och net just eleng eng Garantie vun der Selbstbestimmung vun de kommunalen Gremien. Et ass virun allem en demokrateschen Imperativ, an zwar dee vun de Biergerinnen a Bierger. D'direkt gewielte Kommunalpolitiker, si sollen an hirem Numm d'Geschécker vun der Gemeng leeden, an net den Décisionszentrum an aner Gremie verlagere, an dat am Intérêt vun der Allgemengheet.

Am Gesetz steet och: «Le conseil communal règle tout ce qui est d'intérêt communal.» An d'Gemengefusion, de Prinzip dervun, deen erlaabt eis jo grad méi staark Gemengen ze schafen, déi dësen Optrag kënnen erfüllen.

An deem Kontext wëll ech kloer mat engem Viruerteel opräumen, dat an der Diskussioun oft gebraucht gëtt duerch d'Fusiounen, nämlech et géif d'Proximitéit mam Bierger mat enger Gemeng verluer goen, well se jo méi grouss ginn, d'Gemengen. Ben, ech soen de Contraire. Duerch d'Stärke vun de Gemenge bréngt mer den Entscheidungsprozess an der Gemeng nees méi no bei de Bierger. An och sollt een net gleewen, dass d'Gemengesyndikater méi no beim Bierger sinn.

Hei kann ech d'Beispill huele vum Camille Gira sengem Kanton Réiden. Déi Aarbecht, déi do gemaach gëtt, déi ass an der Rei, déi ass respektabel, mä dat, wéi et gemaach gëtt, virun allem wéi d'Entscheidung geholl gëtt, ass net méi no beim Bierger. Déi gëtt geholl op engem Niveau hannendrun a si ass net den Ausdruck vun der Autonomie communale.

Gutt, ech hunn d'Fro gestallt: Firwat maache mer dat? Ech kann och froen: Wéi wëlle mer dat maachen? Ech mengen, d'Approche hunn ech virun hei ukléng gelooss. Si ass och scho bei verschiddene Riedner ugeklungen. Mir hunn eng konsensuell Approche. A well se konsensuell ass, ass et kloer, dass een da versicht, Kompromësser ze maachen am Intérêt vun deene Leit, déi dann am Fong geholl eng Demande maachen, fir ze fusionéieren.

D'Stéchwierder sinn: den Dialog, de Respekt virun der kommunaler Autonomie an näischt vun uewen erof. Da muss ech mer wierklech Froe stellen, wann ech op där enger Säit déi Approche hunn, an da kréien ech awer hei Virwërf gemaach vu verschiddene Politiker, déi soen, wann et ëm de Congé politique geet oder wann et ëm d'Zuel vun de Mandatairé geet - déi eng hätten der gär eelef, déi aner 13, déi aner 14 -, déi Automatismen, dass déi Leit da méi Congé politique hunn a méi Zäit kréien, hir Fusiounen ze preparéieren, da gëtt dat ugeprangert a gesot, dat wier net gerecht.

Nun, d'Gesetzer sinn esou. Déi Leit froen dat. Déi Gemengepappen a -mamme froe mech, an ech ginn op hir Desiderater an. Ech hunn déi Latitude, dat kënnen ze maachen. Da kann ee mer awer net reprochéieren, ech géif hei Favoritismus maachen oder ech géif hei eppes maachen, wat net am Intérêt wär vun deene Gemengen, déi mir déi Froen an déi Demanden hei stellen!

(Interruptions)

Duerfir mengen ech, dass... Déi Démarche hei, déi hu mer elo aachtmol gemaach. Säit dem Joer 2000 ass déi bekannt an déi ass hire Wee gaangen. An doduerch hu mer et färdig bruecht, elo op 106 Gemengen ze kommen.

Och an Zukunft, an engem zukünftege Modell, wou ech herno nach dorop ze schwätze kommen, wäerte Begleedung a Berodung weider Stéchwierder sinn, déi eis wäerten hëllefen, eis Gemengen ze sensibiliséieren, fir sech ze stäerken.



Well mir hunn d'Gemengen ni eleng gelooss a mir wäerten dat och net maachen. Si kréie vum Minister, vun den Distriktskommissäre juristeschen an och soss Ennerstëtzung, an dat wäert och an engem zukünftege Modell net anescht sinn.

Ech kann do e gutt Beispill huelen. Et si jo vill Frënn vu Schengen hei, an do hu mer zum Beispill ee Pilotprojet ennerstëtzt, deen am Fong geholl eng wëssenschaftlech Approche hat, fir en Entwëcklungskonzept fir d'Gemeng Schengen ze maachen. Mir hunn do d'Halschent bäigeluecht a mir hunn dat gären esou gemaach. An dat war eng Réussite. Déi Fusioun ass gelongen.

Mir maachen näischt autoritär. Mir maachen alles sous forme vun enger Aart Coaching. Mir versichen d'Gemengen also ze beroden. An eise Modell ass nun eemol keen 0-8-15-Modell, mä e gëtt de Spezifisitéiten ugepasst. Duerfir huet zum Beispill d'Gemeng Schengen - fir déi nach eng Kéier ze nennen - 14 Conseillere kritt, obschonn dat eng gerued Zuel ass, well dat eben de Kompromëss war, dee mer mat de Politiker ausgehandelt hunn. An dee wäert och säi Wee goen. Mir maachen alles „tailor-made“. Mir schaffen also op d'Mooss.

Eist Zil ass sécherlech, wéi gesot, 106 Gemengen. An d'Marschrouten no där Kaart, déi mer ausgeschafft hunn, ass 70. Mä 70 ass keng Zuel, déi een einfach muss esou kucken. Virrang ass, dass mer staark Gemenge kréien. Elo hu mer der 106. A gleeft mer et, ech wäert net no sturer Sowjet-Manéier hei versichen, d'Gemenglandschaft ëmzeplouen!

D'Aide spéciale, déi ugeschwat ginn ass, déi finanziell Bähëllef, 2.500 Euro pro Awunner, fir eben de Gemengen ze hëllefen, eben de Wee an d'Integratioun eranzefueren, si do ze ennerstëtzen. Well bei enger Fusioun wüsst net alles direkt zesammen, mä déi verschidden Entitéiten mussen eben integréiert ginn zu enger Eenheet. Eben et ass d'Integratioun zum Beispill vun de kommunale Servicer.

Dat dierf an dat wäert och ni e brutalen Akt sinn. Ech wëll dat éischerter op eng soft Manéier maachen. Dat soll also soft iwwert d'Bühn goen. Duerfir sinn eng Rëtsch Investitiounen néideg. Duerfir gëtt et eng staatlech Bähëllef. Dës staatlech Bähëllef ass also wäitass méi wéi nëmmen en Incentive oder en einfache banale Subsid.

Et ass och kee Chèque en blanc, wéi et hei... mengen ech - war et de Gilles Roth oder wien, deen dat Wuert an de Mond geholl huet? -, mä et ass... Do wëll ech dem Här Gibéryen dann äntwerten. En hat jo dat Stéchwuert opgeworf vum „prioritairement“. Ech gesi ganz kloer, dass déi Sue mussen zur Konsolidéierung vun där Gemeng déngen. Déi sinn also gebonnen un d'Gesetz a gebonnen un déi Objektivitéit, déi am Gesetz sinn. Dat ass fir mech kloer an däitlech. An dat kann och net anescht sinn.

Et ass och vill iwwert dës Aide geschwat ginn. Mir wäerten och méi driwwer schwätzen, dat ass ganz kloer. An déi wäert och an Zukunft weider bestoe bleiven.

Fir déi Fusiounen, déi duerno kommen, muss mer awer d'Konditiounen nei fixéieren. Et wäert beim Prinzip bleiven: 3.000 Awunner, 2.500 Euro. Ech ka mer awer virstellen, dass dës Bähëllef der Gesamtbevölkerung ugepasst wäert ginn a vläicht mat engem Seuil dégressif no ëne gerechent wäert ginn. Dat kucke mer am Januar 2012 no deenen nächste Gemengewahlen.

Kloer ass et: Déi Sue gi gebraucht. Si sinn noutwendeg, fir den Iwwergang vun der Fusioun ze packen. Fir mech ass et och kloer, dass sech eng Typologie erausginn huet vu Gemenge vun 3.000 Awunner. Dat sinn déi am ländleche Raum. Et gëtt fir mech och eng Typologie vu Gemenge vun 10.000 Awunner. Dat ass net, fir dat esou ze kucken als absoluten Indicateur, wéi dat hei gesot ginn ass, mä dat ass wegweisend.

Ech fannen et zum Beispill eng ganz gutt Saach, dass mer et fäerdeg bruecht hunn, d'Gemeng Käerjeng mat Kéizeg zesammenzebréngen. Dat ass eng Gemeng an engem städteschen Ëmfeld. A grad déi Gemeng zum Beispill ka sech elo vill besser an enger raimlecher Approche positionéieren par rapport zur Gemeng Péiteng a par rapport zu der Gemeng Déifferdeng.

Do hu mer en Équiliber vum Territoire am Kordall. An dat ass eng Situatioun, déi ideal ass fir d'Biergerinnen a Bierger vum Kordall, well mer do dräi staark Gemengen hunn, wou eng déi aner komplementéiert. Also muss een, wann een an Zukunft doriwwer nodenkt, net nëmmen denken 3.000, mä och 10.000, well dee Seuil gëtt eis aner Méiglechkeeten.

► **M. Michel Wolter (CSV).**- Très bien!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här Wolter.

### (Hilarité et interruptions)

Ee Saz ass kloer: Mir sinn haut esou wäit, wéi mer nach ni waren. Mir hunn also e Fortschritt.

### (Hilarité et interruptions)

An ech hunn dee Saz gären esou formuléiert, well ech elo wëll eng Geschicht zielen, déi de Jean-Pierre Klein an ech heibannen am beschte kennen. Wéi mir am Joer 2003 zu Stroossen waren a mer iwwer Fusiounen geschwat hu mat de Gemengepappen a -mammen aus dem Land, do si mer praktesch mat dem Hënneschten aus dem Sall gejet ginn. Esou een Zirkus war dat deemools.

### (Interruption)

An haut ass awer e grouss Konsensus, fir doriwwer ze schwätzen. An de Jean-Pierre Klein ka mer nëmme Recht ginn, dass dat deemools eng relativ...

### (Interruptions)

...schwierig Geschicht war. An duerfir mengen ech...

### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Loosst elo emol den Här Minister schwätzen! Här Innenminister, loosst lech net aus der Rou bréngen!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- An dee Konsensus, dee mer fäerdeg bruecht hunn - Regierung, Chamber mat der Spezialkommissioun a Syvicol -, dat ass déi Matrice, op déi mer mussen bauen an an där mer an der nächster Zukunft och versiche weiderzukommen.

Sécherlech, deen Échec ass ugeschwat gi mat dem Referendum Käerch/Simmer. Dat ass onglécklech, besonnesch fir déi Simmer Leit, well déi wäre frou gewiescht, wann déi Käercher se opgeholl hätten. A soe mer: „Déi eng, déi wëllen, an déi aner wëllen net.“ Déi Simmer wollten. Déi Pëtschenter, déi wëllen zum Beispill net, enner kengen Ëmstänn.

Esou ass dat esou. An deene Spezifisitéit muss een och Rechnung droen. An dat ass net einfach, wann eben de Kredo vun der Autonomie communale weider esou gesi gëtt, wéi e bis elo gesi ginn ass.

Firwat huet Käerch/Simmer net fonctionnéiert? D'Ursaachen, mengen ech, si vu lokaler Natur, mä dat Ganzt huet awer sécherlech keng Inzidenz op de Landesniveau. D'Reorganisatioun vun eise Territoire gëtt weidergefouert. Mä dese Fall huet kloer d'Limité vun eise Modell gewisen, dee mer ebe versichen ëmzesetzen.

Duerfir ass et och wichtig, dass mer en Examen critique vun eiser Démarche maachen. Deen ass noutwendeg. An do géif ech gären dee Saz soen, deen och déi gréng dese Weekend benotzt hunn, wéi se de Wahlprogramm vun de Gemengewahlen gesot hunn.

### (Interruption)

Si hu gesot: „Mir mussen handelen an net zécken, nei Weeër ze goen. Et geet net duer, ze reagieren, mä et muss een och agieren.“ Nun, hei maache mer dat, a mir versichen dat och hei ze maachen.

### (Brouhaha)

► **M. Xavier Bettel (DP).**- „Nei Weeër“ hate mer schonns.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Mir sinn dat amgaang ze maachen.

► **M. Xavier Bettel (DP).**- Dir hutt eis nach net zitéiert!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- An duerfir...

► **M. le Président.**- Ech hätt gär, datt Der dem Innenminister nolauschtert.

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Si lauschtere mir ze gutt no, Här President. Dat ass de Problem.

### (Interruptions diverses)

► **M. le Président.**- Här Innenminister, fuert virun!

► **M. Jean-Marie Halsdorf, Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région.**- Merci, Här President.

### (Interruptions diverses)

Duerfir maache mer eng zweet Ronn vu Consultatiounen. D'Konklusioone vun deene Consultatiounen, déi wäerten en Afloss op déi weider Démarche hunn. An no de Gemengewahlen wäerte mer eng Ronn dréien, Diskussiounen mat de gewielte Gemengeleit. Dat kënn alles am éischten Trimester 2012.

Éischt Erkenntnisser wëll ech Enn Juni fir d'Éischt der Chamber nach eng Kéier erklären an duerno dann och der Press dat Ganzt matdeelen. Mä e puer Elementer géif ech nawell

gären hei nach der Chamber matdeelen, éischt Erkenntnisser, déi ech fonnt hunn op dem Wee mat der Diskussioun a mat de Consultatiounen mat de Gemengepappen a -mammen elo, déi alleguerte mat dëser Reform concernéiert waren.

Éischtens, wat d'Approche ugeet. Déi aktuell Kaart, déi baséiert sech jo prinzipiell op Considéatiounen vun der Landesplanung. Bei de Consultatiounen huet sech awer erausgestallt, dass een och nach aner Kritären, a munch aner Kritäre muss beuechten, fir weiderzukommen: soziologescher, historiescher, kultureller a lokaler Natur, géif ech soen. Et géllt am Fong déi lokal Affinitéite méi an de Vierdergrond ze stellen, wann ee wëllt réusséieren, e bëssen nom Motto: „Et soll zesummewuessen, wat zesumme passt.“

Zweet Erkenntnis, déi ech kritt hunn: d'Wichtigkeet vun enger gudder Informatiounspolitik. D'Sensibiliséierung vun der Bevölkerung ass am Kontext vun enger Fusioun elementar. Et kann ee keng Fusioun géint de Wëlle vun de Leit maachen, an duerfir muss een hinne duerleeën, wat dat hinne bréngt. Wann een dat net eriwverbréngt, dann ass et logesch, dass d'Leit dat wëlle behalen, wat se wann e sech net op Experimente verloossen. Mir brauchen also ganz kloer hei e kloer Leitbild.

Drëtens, de qualitativen Impakt vun der Fusioun soll méi ennerstrach ginn. D'Fusioun gëtt oft nëmmen am Quantitativen duergestallt: d'Bevölkerungszuel, d'Dotatioun, de Montant vun der Aide spéciale, d'Infrastrukturen, déi geschafe ginn. E Kritikpunkt war, dass net oft genuch vu qualitativen Elementer geschwat ginn ass, wéi zum Beispill d'Liewensqualität an déi kommunal Servicer. Dës also ass e weidere Punkt, dee mer mussen ausloten.

Véierte Punkt, deen och öfters opgeworf ginn ass, dat ass dee vun der sektorieller Opdeelung vun de Gemengen, well mer festgestallt hunn: Bis elo si just Visiounen vu ganze Gemenge gemaach ginn, an et gouf op Plaze suggéiert, et kéint een och Sektione vu de Gemengen ennerschiddlech erabréngen. Dat ass administrativ a juristeschen méi komplizéiert, mä dat ass och eng Pist, déi een an Zukunft, wa mer weider an dësem Modell denken, sollt seriö huelen.

Et geet elo esou weider, dass ech dee politeschen Optrag, deen ech iwwert d'Regierungserklärung vum 29. Juli 2009 kritt hunn, weider wëll féieren am Accord mat der Chamber a mam Syvicol. An da muss mer kucken, wéi mer am Fong geholl weiderkommen, well dës huet net nëmme Répercussiounen - de Mëtteg sinn déi Stéchwiederder scho gefall - op d'Gemeng als solch, mä et huet och Répercussiounen op d'Gemengefinanzen.

Mir brauche Gemengefinanzen, déi an d'21. Jorhonnert gehéieren. Do si mer amgaange justement e Benchmarking ze maachen, fir ze kucken, wéi mer d'Gelder besser verdeele kënnen a Fonctioun vun der Aufgabestellung vun deenen eenzelne Gemengen.

Mir sinn derbäi - an do kommen och an dëser Legislatur sécherlech schon éischt Elementer elo -, well bei der Tutelle - oder, kommt, mir nennen et aneschters -, der Kontroll vun de Gemengen duerch den Innenminister respektiv d'Relatioun Innenminister/Gemenge wëlle mer och d'Schrauwen anescht dréien. An do muss ebe gekuckt ginn, wéi d'Gemenglandschaft ausgesäit, well dat huet och Répercussiounen dorop, wéi am Fong geholl, oder wéi grouss an Zukunft d'Gemenge sinn.

Mir maachen also déi Ronn am Fréijoer a mir paken d'Saach u mat der Réorganisation territoriale. Mir fuere weider am Sënn vun eise Biergerinnen a Bierger. Kee Wee geet do laanscht, a mir mussen dee Wee goen. Ech wëll trotzdem - och wann déi eng et esou gesinn, an déi aner - nach eng Kéier e Saz aus dem Regierungsprogramm liesen. Dee seet: «Le Gouvernement se réserve le droit d'organiser un référendum dans les communes qui ne se seront pas prononcées sur la fusion d'ici les prochaines élections législatives.»

Dat soll ee wëssen, dass dat eng Méiglechkeet ass. Ech wëll net soen, dass ech déi Méiglechkeet wëll ergräfen. Ech weess awer, dass ech den Optrag vun der Regierung kritt hunn, déi Méiglechkeet auszeloten. Mir mussen eis all Moyaen ginn, fir dass mer staark an effikass Gemenge kréien.

Duerfir e Merci un all déi Leit, déi gehollef hunn, dee Wee hei ze goen, dës sechs Fusiounen haut an hei dann ëmzesetzen. All deene Merci, déi déi gutt Rapporten gemaach hunn, déi schréiftlech an déi mëndlech. An all deene fir d'Zukunft Merci, déi mer eng Hand mat upaken, dass mer staark Gemengen hei zu Lëtzebuerg kréien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien!

► **M. le Président.**- Merci dem Innenminister.

Domadder si mer um Enn vun der Diskussioun, a mir kommen elo fir d'Éischt zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6139.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6139 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6139 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6197.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6197 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och de Projet de loi 6197 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6245.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6245 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6245 ass erëm eng Kéier ugeholl mat 59 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank,



MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Elo komme mer zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6246. Hei wollt ech lech drop opmierksam maachen, datt am Artikel 13, zweeten Alinea, ënnert dem Punkt 1 eng Erreur matérielle ass. Et ass zum Schluss vum Abschnitt ze liessen: «transfert du domicile d'un membre du conseil communal». Mir stëmmen elo iwwert den ofgeännerten Text of a wäerten dem Conseil d'État dës Ännerung schrëftlech matdeelen.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6246 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6246 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 6247.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6247 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Och de Projet de loi 6247 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia

Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum leschte Projet vun de Fusiounen, nämlech de Projet de loi 6248.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi 6248 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. Och dësse Vote ass ofgeschloss.

Och de Projet de loi 6248 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. André Bauler), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zur Diskussioun vum Projet de loi 6176 iwwert de Bau vum enger provisorescher Bréck am Kader vun der Rehabilitatioun vum Pont Adolphe. Hei ass d'Riedezäit nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo schonn ageschriwwen: déi Hären Helminger, Angel, Bausch an Henckes. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Lucien Clement. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

### 5. 6176 - Projet de loi portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg

#### Rapport de la Commission du Développement durable

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Pont Adolphe, besser bekannt als déi Nei Bréck, ass eent vun de sécherlech symboleschste Bauwierker hei aus dësem Land. Tëschent 1900 an 1903 gouf dës Bréck no dem Konzept vum bekannte franséischen Ingenieur Paul Séjourné gebaut. Wéi d'Nei Bréck de 24. Juli 1903 ageweit gouf, war se déi gréisste Bréck, déi aus Béi besteet, déi gréisste vun der Welt. Den Haaptbou vun der Bréck huet eng Ouverture vu 84,65 m.

1933 huet den Züricher Ingenieur Mirko Roš d'Bréck op hir Belaaschtbarkeit gepréift an dobäi erausfonnt, datt si den deemolege Verkéiers-belaaschtungen, Verkéiersverhältnissen ouni Problem duerhält. D'Bréck huet dunn iwwer laang Joren hiren Déngscht geleescht, bis se an de Joren '61, '62 huet missen eng éischte Kéier adaptéiert ginn. Deemools ass d'Drofläch vun der Strooss, déi iwwert d'Bréck geet, komplett ersat ginn an ëm 0,5 m op all Säit méi breet gemaach ginn. D'Dalle aus Bëton ass duerch eng nei Dalle ersat ginn, déi op méi klengen Dallé läit. 1976 sinn eng Rei aner Renovatiouns-aarbechten ënnerholl ginn.

1990 goufe Rëss an och Schied un de Steng vun der Bréck festgestallt. Dës Mängel hu ge-

wisen, datt d'Drofläch vun der Bréck net méi dicht ass. D'Bréck gouf provisoresch stabiliséiert an et goufen aus Sécherheetsgrënn Moossinstrumenter ubruecht, fir d'Verhale vun der Bréck esou ze kontrolléieren.

Ponts & Chaussées gesäit u sech véier Hauptproblemer. Éischtens emol, d'Drofläch vun der Bréck ass ondicht ginn, ënner anerem weinst dem Salz, dat am Wanter op der Bréck gestreet gëtt. Doduerch sinn eng Partie vu Fouen aus der Bréck erausgewäsch ginn, wouduerch op verschiddene Plaze Viden entstanen sinn, déi dem Mauerwierk vun der Bréck geschuet hunn.

Zweetens, d'Steng vun den Haaptbéi vun der Bréck halen net méi richteg zesummen an hu misse provisoresch duerch stole Staange stabiliséiert ginn.

Drëtens, nei Rëss sinn duerch d'Renovatiouns-aarbechten an de Béi entstanen.

Véiertens, duerch d'Renovatiouns-aarbechten aus de 60er Jore sinn och statesch Problemer entstanen.

### (M. Michel Wolter prend la présidence.)

Den Internationale Rot fir Sites et Monuments huet d'Bréck analyséiert a festgestallt, datt de Gabarit vun der Bréck net méi duergeet fir de Verkéier, dee se haut ze droen huet. Dësen Internationale Rot huet des Weidere virgeschloen, d'Bréck weider ze stabiliséieren an den Haaptbou duerch en neie Bou aus Bëton ze ersetzen, deen een da kéint awer mat Naturstee verkleeden. Dës Méiglechkeet géif et och erlaben, d'Bréck ze verbreederen, fir esou méi Plaz fir de Verkéier ze schafen.

D'Konzept vun der Renovatioun vun der Bréck gouf zesumme mat de Bierger ausgeschafft. Fir si ass et wichteg, datt d'Bréck net hire Charakter verléiert an datt och de Naturstee bestoe bleift. Et gouf sech also fir eng douce Renovatioun vun der Bréck entscheed, déi doranner besteet, d'Fuerbunn vun der Bréck ze verbreederen, fir datt souwuel d'Autoen, den öffentleche Verkéier wéi och eventuell den Tram kënnen driwwerfueren.

Des Weidere kréie souwuel de Vëlosfuerer wéi och de Foussgänger hir Bunn respektiv Trottoir. D'Bréck soll op béide Säite 75 cm méi breet ginn, esou datt si zënter hirem Bau duerch de Paul Séjourné am Ganzen 2,50 m méi breet gëtt. Esou soll d'Bréck de Besoinë vun eiser Zäit gerecht ginn, ouni awer hiren initiale Charakter ze verléieren.

Ech hunn et schonns gesot, déi Nei Bréck ass e wichtegen touristeschen Unzéiungspunkt vun eiser Stad an e ganz wichtegt Element vun eisem Patrimoine. Wann een am Ausland alt emol Fotoe vun der Stad gesäit, ass ganz oft de Pont Adolphe, also déi Nei Bréck drop. D'selwecht ass, wann een um Internet no Fotoe vu Lëtzebuerg siche geet. Et ass also enorm wichteg, datt dës Symbol vun eiser Stad duerch d'Renovatioun och esou erhale bleift. An ech mengen, datt, esou wéi et elo virgesinn ass, dës Ufuerderungen och Rechnung gedroe gëtt.

Här President, neen, Madame...

► **M. le Président.**- Neen, Här!

### (Hilarité)

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Et muss een ewell ëmmer kucken, Här President!

► **M. le Président.**- Ech halen dorop!

### (Hilarité)

► **M. Lucien Clement (CSV), rapporteur.**- Här President,...

### (Interruptions)

Här President, ... Neen, ech hunn den Här Mosar gesinn erausgoen, an normalerweis sëtzt dann eng Madame hei, an do duecht ech, du muss Uecht ginn.

Also, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen awer haut u sech net iwwert d'Renovatioun vun der Neier Bréck of, mä iwwert de Bau vum enger provisorescher Bréck. D'Aarbechten um Pont Adolphe maachen et onméiglech, fir de Verkéier während där Bauphas dorobber zirkuléieren ze loossen. Ech denken, dat liicht och jiddwerengem an, an do hate mer och Unanimitéit an der Kommissioun.

Duerfir muss fir eng gewëssen Zäit zousätzlech eng zweet, mä awer provisoresch Bréck gebaut ginn. Dës nei provisoresch Bréck wäert tëschent 32 a 37 m breet sinn. Si huet eng Bauzäit vun ongeféier engem Joer a wäert duerno ongeféier während dräi Joer hiren Déngscht maachen, ier se dann nees ofgerappt gëtt. Insgesamt heescht dat, mir wäerten déi nei provisoresch Bréck da während plus oder minus gutt véier Joer gesinn.

Dës nei Bréck fänkt an der Géigend vun Bëschspalais an der Avenue Marie-Thérèse un a leeft dann op de Boulevard de la Pétrusse, wou se iwwert der Zitha-Strooss erauskënnt. Fir

weider méi technesch Detailler verweisen ech do op de Projet de loi selwer an op de schrëftleche Rapport. Beim Bau vun dëser Bréck gëtt besonnesch Rücksicht awer och op d'Péitrus-Dall geholl oder geluecht.

Wat fir d'Renovéierung vum Pont Adolphe gëllt, muss natierlech och fir déi provisoresch Bréck gëllen. Wichteg ass et dohier, ze ënnersträchen, datt déi provisoresch Bréck sämtleche Contraintë vum Denkmalschutz Rechnung dréit. Sou gëtt se ausserhalb vun där Zon gebaut, déi zum Unesco-Weltkulturerbe gehéiert, also touchéiert keng al Festungsmaueren. Och wann d'Bréck just provisoresch ass, sou huet awer misse gutt drop opgepasst ginn, datt d'Skyline vun dësem Deel vun eiser Stad net ze vill beeinträchtigt gëtt, oder scho guer net verschampeliert gëtt.

Zum Schluss nach de Käschtepunkt, dee beleeft sech op en Total vun 23 Milliounen Euro, TVA abegraff.

Här President, erlaabt mir elo ofschléissend nach e Wuert zu där parlamentarescher Aarbecht. De Statsrot huet a sengem Avis ënnerstrach, datt dësse Projet u sech net misst duerch e Gesetz gestëmmt ginn, well et ënnert dem Seuil vu 40 Milliounen Euro läit. D'Regierung wollt awer vu virera kloerstellen, wat alles muss geschéien, fir datt de Pont Adolphe duerno renovéiert ass. Fir dës Aarbecht gëtt allerdéngs nach en zweete Projet de loi déposiert. Dës Aarbechte wäerten, wéi den Här Minister Wiseler gesot huet, sech wahrscheinlech ëm déi 40 Milliounen dréien, sou datt de Gesamtchiffer vun deenen zwee Projete sech duerno iwwert dem Seuil vu 40 Milliounen wäert befannen.

Elo kéint ee sech virstellen, wann een de Statsrot suivéiert hätt an ënnert dem Seuil vu 40 Milliounen fir de Pont provisoire kee Projet de loi gemaach hätt, a par hasard wär deen anere bei 38 Milliounen gelant, dann hätt ee kënnen soen, mir hunn hei eng Bréck renovéiert an eng nei Bréck dohinnergestallt, wou mer 60, gutt 60 Milliounen ausginn hunn, a mir hate kee Projet de loi an der Chamber. Duerfir sinn ech där Meinung, datt dat, wat d'Regierung gemaach huet, fir zwee Projete de loi ze maachen, richteg war.

Nodeems datt den Här Wiseler an der Comexbu virstellet ginn ass an d'Comexbu och där Meinung war, datt dat méi e proppere Wee wier, wéi hei e Saucissonnage ze maachen ouni Projet de loi, si mer mat op dee Wee gaange vun zwee Projeten, an ech denken, datt dat och dee richteg Wee war.

Souwuel de Statsrot wéi och d'Chamberskommissioun si sech der Noutwendegkeet vun dësem Projet bewosst, an ech bieden duerfir d'Chamber, och dësse Projet ze stëmmen.

Ech soen dofir Merci fir d'Nolauschteren a gi selbstverständlech den Accord vun der CSV.

### ► Plusieurs voix.- Très bien!

► **M. le Président.**- Ech soen dem Här Clement Merci fir säi Rapport a ginn dann d'Wuert un den éischten ageschriwwene Riedner, den honorabelen Deputéierten Helminger.

### Discussion générale

► **M. Paul Helminger (DP).**- Här President, d'Topographie vun der Stad Lëtzebuerg huet sech a fréieren Zäite sécherlech gutt dozou géegent, fir eng Festung dorop opzebauen. Mat sengen déiwem Däller ronderëm huet de Plateau, op deem d'Alstad läit, d'Festung iwwer Jorhonnerte geschützt.

Fir eng Hauptstad an e Wirtschaftszentrum awer stellt d'Topographie haut d' Stad viru grouss Erausforderungen. Mir hunn ëmmerhin haut bal 400.000, souguer liicht iwwer 400.000 Bewegung mam Auto all Dag an d'Stad eran an eraus an déi wäerten och an Zukunft nach weider zouhuelen, an eng vun den Haaptachse verleeft dobäi précisément vun der Uewerstad iwwert d'Nei Bréck op d'Gare. Duerfir ass dat hei déi éischt Etapp um Wee fir d'Astandsetzung vun eben dëser Neier Bréck. Éischtens stellen ech fest, datt absolute Konsens besteet. An et geet jo och dorëmmer, wou mer haut sollen driwwer ofstëmmen.

Aus sécherheetstechneschen, verkéierstechnesche Grënn an och aus Grënn vun der Erhaltung vun eisem kulturelle Patrimoine sinn déi Aarbechten alleguerten noutwendeg.

D'Sécherheet vum Pont Adolphe, dat si souwuel d'Benotzer vun der Bréck, dat heescht Automobilisten, Vëlosfuerer, Foussgänger. Hei ass et esou, datt déi staark Belaaschtung an d'Ofnotzung vun der Bréck - de Rapporteur huet dat schonn ënnerstrach - eng Astandsetzung absolut noutwendeg maachen. Mä och déi vill Lëtzebuurger an auslännesch Touristen, déi ënnert der Bréck erduerchginn an d'Péitrusdall entdecken, si vun der Sécherheet betraff.

Am Februar 2005, wéi och scho gesot ginn ass, ass eent vun de Spannungselementer erofge-



fall, wouropshin d'Weeër ënnert der Bréck hu misse fir de Public gespaart ginn, jiddefalls emol op enger Säit. An et sinn och d'Spannungselementer vun der Bréck nei ugezu ginn. Mä no den Ausféierung vum de Ponts & Chaussées féiert einfach kee Wee laanscht eng grondleend Astandsetzung vun der Neier Bréck. Mä dorobber wäerte mir an engem zukünftige Projet de loi nach zréckkommen.

Ëmmerhi bedeiten awer déi Aarbechten eng temporär Spärung vum Pont Adolphe, déi d'Stad Lëtzebuerg, hir Awunner an allegueren déi Leit, déi dagdeeglech an d'Stad schaffen an akafe kommen, viru grouss Erausforderungen stellt. A fir dës Iwwergangszäit brauche mer eben eng Léisung, déi den héije Verkéierscapacités an dem héije Verkéiersopkommes op der Neier Bréck Rechnung dréit. De Projet vun de Ponts & Chaussées gesäit also elo eng temporär dräispureg Bréck vir, iwwert déi de Verkéier an der Tëschenzäit soll ëmgeleet ginn.

Dese Projet, dat hu Servicer souwuel vum Stat wéi vun der Stad kontrolléiert, soll sech esou gutt an d'Verkéierskonzept integréieren, datt keng gréisser Perturbatiounen op de Verkéier erwaart ginn.

Fir eis ass et awer wichteg, fir d'Demokratesch Partei, Här President, datt d'Renovatioun vum Pont Adolphe keng negativ Répercussiounen oder Verzögerungen op aner Bauprojeten um Terrain vun der Stad Lëtzebuerg huet. Dobäi denken ech virun allem un e weidert zentraalt Element, fir der Belaaschtung vum Verkéier an der Stad Lëtzebuerg Här a Meeschter ze ginn; den Tram.

Ech war frou ze héieren, datt den Nohaltegkeitsminister net nëmme un deem Projet, dee jo vun engem eemolege Konsens vun deene véier grouss politesche Parteien hei an der Chamber gedroe gëtt, festhält, mä och nach verséichert huet, datt déi béid Projekte parallel duerchgefouert kënnen ginn.

Ech menge souguer, wa mer eis e bësse geschéckt uleeën, da kann dee Projet vun der Renovatioun, vun der Astandsetzung vun der Bréck - souwéi iwwregens och de Projet vum Hamilius, dee jo e Stater Projet ass - effektiv en integralen an e wichtige Bestandteil vum dem Projet Tram selwer ginn. Mir sinn duerfir och mat der Décisioun averstanen, fir de Pont Adolphe op béide Säiten ëm praktesch 80 cm, 79 cm ze verbreederen. Dëst wäert eis an Zukunft méi Méiglechkeete bidden, fir den Individualverkéier, den öffentleche Verkéier an d'Mobilité douce um Pont Adolphe matenee kënnen ze vereenegen.

D'Demokratesch Partei insistéiert awer och drop, datt aus enger provisorescher Léisung vun enger zweeter Bréck ni dem Pont Adolphe keng permanent Léisung géif ginn. Ech mengen, dat ass eppes, wat enger Rei Leit an der Stad ee Moment Suege gemaach huet. Mir mengen och, datt dat dee falsche Wee wär, aus verkéierspolitesche Grënn, awer virun allem och aus Grënn vum Erhale vun der Attraktivitéit vum Site vun der Stad Lëtzebuerg.

Déi rezent Zuele vum LCTO hunn nach erëm eng Kéier bewisen, datt ëmmer méi Touristen an de leschte Joren an d'Stad kommen opgrond vun der Attraktivitéit vum Site selwer. De Bléck vun der Gëlle Fra iwwert d'Péitrusdall eriwuer op de Plateau Bourbon gehéiert zu engem vun deene meeschte Postkaartemotiver vun der Stad Lëtzebuerg. Et ass wéi d'Neier Bréck selwer een Deel vun eisem Patrimoine, an et géllt, dese Patrimoine ze erhalen.

Duerfir si mir och der Meenung, datt d'Gestaltung vun där provisorescher Bréck esou onopfälleg an dezent wéi méiglech gemaach muss ginn. Sous réserve vun deenen Observatiounen stëmme mir deem Projet zou.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Ech soen dem Här Helminger Merci fir säi Bäitrag a ginn d'Wuert da weider un den honorabelen Deputéierten Angel.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, Merci, Här President, fir d'Wuert. Här Minister, léif Kollegeginnen a Kollegen, ech wollt ufänken domat, wéi dat sech gehéiert, dem Rapporteur Lucien Clement Merci ze soe fir säin ausféierleche schréfflechen a mëndleche Rapport. Hien huet ons ënner anerem och vill technesch Detailler erörtert, sou dass ech dorobber net muss zréckkommen.

Erlaabt mer, déi positiv Approche vun der Regierung ervirzestriche beim Ugoe vun deemem Projet. Duerfir wëll ech dem Minister Claude Wiseler a senger Mataarbechter e grouss Merci soen. De Minister hätt net missen e Projet de loi maachen, well mer mat engem Käschtepunkt vun 23 Milliounen Euro wäit ënner deene 40 Milliounen Euro leien, wou et obligatoresch gëtt, fir e Projet de loi ze maachen. Hien huet déi provisoresch Bréck awer als en

Deel vun engem méi grouss Gesamtprojet geseen, wat ouni Zweifel richteg ass. An hien huet decidéiert, d'Chamber vu virera bei allen Etappe mat anzubannen.

Doraus ergëtt sech, dass am Exposé des motifs net nëmme de Projet vun der provisorescher Bréck, mä och am Detail Informatiounen iwwert d'Aarbechten, déi um Pont Adolphe virgesi ginn, beschriwwen an och gutt behandelt ginn.

Och ass d'Öffentlechkeet duerch eng gutt Pressearbeit informéiert ginn, awer och duerch d'Presentatioun vum Minister selwer, besonnesch d'speziell Presentatioun fir d'Urainer. Och dat ass e wichtigen Aspekt.

Iwwert d'Noutwendegkeet, fir dës Aarbechten duerchzuführen, mengen ech, brauche mer hei net laang ze diskutieren, zumools de Rapporteur nach eemol am Detail op den Zoustand vum Pont Adolphe agaangen ass, an déi ganz Pathologie - wann ech deen Term aus der Medezin benotzen däerf - vum Pont Adolphe exzellent am Exposé des motifs beschriwwen ass. Eleng aus Sécherheetsgrënn muss déi Bréck sanéiert ginn. Dat ass kloer.

Diskutéiere kann een awer iwwert d'Aart a Weis, wéi dat gemaach gëtt. An déi Diskussioun si gemaach ginn, och an enger Zesummenaarbecht ënner anerem mat Sites et Monuments. Et gouf jo verschidden Optiounen. Als Extremléisung hätt ee jo souguer kënnen decidéieren, déi Bréck ofzerappen an duerch eng nei ze ersetzen. Als LSAP si mir natierlech frou, dass dat net geschitt.

De Pont Adolphe ass nämlech net iergendeng Bréck an der Stad. Wéi dës Bréck ufanks dem 20. Jorhonnert gebaut gouf, war et eng architektonesch Meeschterleeschtung, op déi een zu Lëtzebuerg konnt houfreg sinn. Virun allem huet sech déi Bréck awer zu engem Wahrzeeche vun onser Stad entwéckelt an ass eng touristesch Attraktioun och ginn. An et kann ee sech déi Bréck schwéier ewechdenken.

Wa mer de Pont Adolphe elo nei maachen, geet et awer net un éischter Plaz drëm, e Postkaartemotiv ze erhalen. Dës Aarbechten an also och déi Aarbechten, déi déi provisoresch Bréck an d'Accès fir dee spéidere Chantier vum Pont Adolphe virgesinn, dës Aarbechte preparéiere virun allem eis Zukunft. Si stelle fir eis deen éischte konkrete Schrëtt duer, fir de Verkéier an der Stad, an deem mer zu de Spëtzestonne bal erstécken, op nei Bunnen ze bréngen. Et handelt sech also hei ëm deen éischte konkrete Bauprojet, deen et erméiglecht, spéider en Tram duerch d'Stad ze féieren.

Sou wéi een de Bau vun der provisorescher Bréck net lassgeléist ka kucke vun der Rehabilitatioun vum Pont Adolphe, kann een déi Aarbechten, déi mat deemem Projet de loi a spéider mat der Rehabilitatioun vum Pont Adolphe geplangt sinn, net lassgeléist kucke vun engem neie Mobilitéitskonzept, dat d'Aart a Weis, wéi mer eis an der Stad fortbewegen, grondleend wäert änneren.

Eng nei Spureverdeelung um Pont Adolphe, bei där den Tram eng fest Plaz kritt, gesäit vläicht op den éischte Bléck wéi e kleng Réaménagement aus, ähnlech wéi eng nei Busspur hei oder do. D'Konsequenzen dovun ginn awer vill méi wäit. Bis elo hu mer ëmmer dovunner geschwat, wéi wichteg den öffentlechen Transport an d'Mobilité douce sinn, hunn dës Transportmëttelen awer meeschtens ëmmer nëmme Plaz do ageraumt, wou se den Autotrafic net ze vill behënneren. Mam Tram gëtt dat anescht. Den Tram kritt op engem duerchgehenden Tracé déi Plaz, déi e brauch, an den Individualverkéier muss sech un dës Gegebenheeten upassen.

Mat der Décisioun, en Tram ze bauen, hu mer eis och decidéiert, engem modernen öffentlechen schinnegebonnenen Transportmëttel konsequent Prioritéit ze ginn. Mir wëssen, dass dat noutwendeg ass, well d'Situatioun, wéi se elo ass, net méi tragbar ass a sech aller Virausicht no och nach wäert verschlechteren, wa mer näischt ënnerhuelen.

D'LSAP war nach ëmmer derfir, dass niewent dem Individualverkéier, niewent dem Zuch a souguer de Bussen, déi eng limitéiert Transportcapacitéit hunn, an der Mobilité douce, déi eleng och net all Problemer léise kann, e modern Transportmëttel an der Stad gebraucht gëtt, dat méiglechst vill Leit schnell a bequem kann op enger Haaptachs vun engem Enn vun der Stad zum anere féieren.

Dat heescht awer net, Dir Dammen an Dir Hären, dat heescht awer net, dass mer d'Ae verschléissen däerfe virun de méigleche Problemer, déi dat mat sech bréngt an déi musse geléist ginn. Wa mer den Autosverkéier an der Stad zugonschte vun engem performanten öffentlechen Transport aschränken, musse mer ronderëm d'Stad Plattformen ubidden, wou d'Leit bequem ëmsteige kënnen, sief et vun hirem Privatauto op de Bus oder den Tram, sief

et vum Zuch op en anert Transportmëttel. D'LSAP ënnerstëtz duerfir d'Mobilitéitskonzept vun der Regierung, dat de Bau vu Gare-périphériques a vu Park & Ride ronderëm d'Stad an no bei eise Landesgrenze virgesäit.

D'Aarbechten um Pont Adolphe a spéider um Tracé vum Tram wäerten Nuisancé mat sech bréngen. Dat léisst sech net vermeiden. Duerfir ass et ze begrëssen, dass de GIE Tram, de Groupement d'intérêt économique Tram, e Partenariat tëschent dem Stat an der Stad, e Comité d'accompagnement agesat huet, wou d'Zivilgesellschaft a Politik zesumme kënnen informéiert ginn an zesumme kann diskutéiert ginn. Et ass och schon undiskutéiert ginn, fir innerhalb vun deem Comité d'accompagnement eng Ennergrupp ze bilden, wou besonnesch d'Uleies vun de Geschäftsleit a Riverainen, déi duerch d'Bauarbeiten Nuisancen ze erwaarden hunn, vertruete sinn.

### (Brouhaha et coups de cloche de la présidence)

Ech hat am Stater Gemengerot eng Motioun iwwer e sougenannten Observatoire agereecht. En Observatoire, dee bei ganz grouss Chantieren, wou Stat a Gemeng zesumme implizéiert sinn, d'Intérète vun den Anlieger a Betreuecht muss zéien. Ech erlabe mer duerfir hei nach eng Fro un de Minister. Grad bei deemem Projet vun der provisorescher Bréck, spéider vun der Rehabilitatioun vum Pont Adolphe a beim Tram sidd Der jo am enke Kontakt an exzellenter Zesummenaarbecht mat der Gemeng Lëtzebuerg. Dat huet de Buergermeeschter eis jo confirméiert. Hutt Der do wëlles, déi Iddi, déi mer am Gemengerot eestëmmeg ugeholl hu vun esou engem Observatoire, och matzedroen an an esou engem Observatoire matzemaachen?

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, wat elo déi provisoresch Bréck ugeet, ginn d'Nuisancen esou geréng wéi méiglech gehalen, an dat ass ze begrëssen. Den Agrëff an d'Natur gëtt reduzéiert. Et ass positiv, dass déi zoustänneg Verwaltung sech esou vill Méi ginn huet an deemem Aspekt.

An der Kommissiounssetzung vum 27. Abrëll 2011, wéi mer dese Projet de loi virgestallt kruten, huet de Minister eis jo och erkläert, dass déi 560.000 Euro fir Mesures compensatoires et de protection den Déplacement vu verschiddene Beem an nei Plantatiounen beinhalten an derniewent nach weider Moosnamen, fir d'Riverainé virun den Nuisancé vun den Travaux während de Bauarbeiten, während der Exploitation vun der provisorescher Bréck a während dem Ofbau vun der provisorescher Bréck ze schützen. Och gëtt präziséiert, dass d'Aarbechten net virum Hierscht kënnen ufänken, well een déi Beem net virdu ka versetzen. Dese Zäitlapp erlaabt et jo dann och de Responsable vun Ministère, all d'Prozedure vun der Mise en adjudication ze vollenden.

De Minister huet eis och an der Kommissiounssetzung vum 4. Mee d'Garantie ginn, dass während de Bauarbeiten vum provisorescher Bréck an och duerno vum Pont Adolphe de Passage fir d'Foussgänger a Vélosfuerer an der Péitrus ënnen am Dall ëmmer méiglech ass. Et kann allerdéngs just zu ganz kuerze Blocagé kommen, wann et drëms geet, d'Ofséchierung vun deene Passagen ze bauen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, wa mer iwwert dese Projet an dat, wat en duerno mat sech bréngt, schwätzen, däerf een natierlech net verschidden Ängschten, déi opkommen, ignoréieren. An duerfir ass den Dialog, deen ech virun ugeschwat hat, mat de Bierger, de betreffenen Awunner, de Geschäftsleit, esou wichteg an och liewenswäert. D'Erfaarungen aus dem Ausland weisen net nëmme, dass en Tram oder e grouss Chantier e flott modern Transportmëttel ass, si weisen och, dass et am Ufank a während der Bauzäit ëmmer Widerstand gëtt, dee sech eréischt leet, wann den Tram bis fiert an d'Leit d'Virdealer dovun genéissen an erliewen.

E rezent Beispill gëtt et guer net esou wäit vun hei, an dat ass zu Reims, d'Haaptstad vun der Champagne, wou Mëtt Abrëll mat engem grouss Fest en neien Tram ageweit ginn ass. D'Iddi derfir war scho '85 opkomm. Alles war festgeluecht, Budget an esou weider. '92 hätt deen Tram solle fueren. '98 ass dee Projet gekippt ginn. Wéi ech dat iwwer Reims gelies hunn, si mer déi ganz BTB-Geschicht an aner Geschichte mat hire politesche Wénkelzich nees an Erënnerung komm. Genau wéi bei ons waren duerno zu Reims d'Verkéiersproblemer ëmmer nach net geléist an hu sech verschlechtert, sou dass se zu Reims och en zweeten Ufank geholl hunn, an dunn huet et och geklappt.

Déi eigentlech Bauzäit huet eppes méi wéi zwee Joer gedauert, an all d'Awunner an d'Geschäftsleit, déi hir Geschäfte laanscht den Tracé vum Tram hunn, si sech eens, dass et eng schwéier Zäit war. Mä wann en haut d'Resultat gesäit, da sinn d'Leit zu Reims houfreg op

hiren neien Tram a si si sech eens, dass et derwäert war. Et sinn net nëmme Tramsschinne geluecht ginn, mä et koumen och urbanistesche Verbesserungen derbäi, déi d'Liewensqualität verbesseren.

Wa mir elo hei zu Lëtzebuerg, wann ons Bréck nees fit ass, mam Bau vum Tram ufänke wäerten, wäerten et natierlech och Nuisancé während der Bauzäit ginn. Mä opgepasst: Net gläichzäitig op der ganzer Streck! Ech sinn iwwerzeugt, dass et trotz enger schwieriger Iwwergangszäit hei derwäert ass. Och hei zu Lëtzebuerg wäert den Tram wéi zu Reims an a villen europäesche Stied als Resultat niewent der Mobilitéitsverbesserung och urbanistesche Verbesserungen, nei Liewensqualität mat sech bréngen. Duerfir ass et wichteg, en neit, modern, uewerierdescht schinnegebonnen Transportmëttel en site propre ze kréien.

Am Exposé des motifs vum heitege Projet de loi gëtt jo, wéi gesot, och den Assainissement vum Pont Adolphe laang beschriwwen, an op enger graphescher Coupe op Säit 6 vum Projet de loi gesäit een och, wéi an Zukunft d'Spureverdeelung op der Bréck ausgesäit.

Ech wollt an deemem Kontext nach eng Kéier drun erënneren, dass et wichteg wär fir den Tram, op esou architektonesch sensible Partié wéi de Pont Adolphe keng Oberleitungen, mä de Stroum streckeweis am Buedem ze verleeën. E System, dee sech am Ausland bewäert huet, Beispill Reims. Iwwregens op der ganzer Streck zu Reims. An de Fait, dass zu Reims op der ganzer Tramsstreck keng Oberleitung ass, huet nëmme zu 10% Méikäsche gefouert. Festzhalen ass, dass déi Technologie mëttlerweile a ville Stied Schoul gemaach huet, an och déi technesch Boboen, déi et am Ufank do gi sinn, aus dem Wee geraumt goufen.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, mat deemem Projet de loi vun haut, wat jo och deen éischte Schrëtt ass fir den Tram, wäerte mer spéiderhin also eng formidable Opwärtung vum Stadzentrum kréien, mä och vun de Quartieren, déi mat den „gares périphériques“ ganz aneschtens ënnerenee verbundene kënnen ginn a mam Tram.

Erlaabt mer nach eng interessant Iddi an deemem Kontext opzegräifen, an zwar den Halt am Pafendall, wéi en den Här Minister viru kuerzem presentéiert huet, déi Plaz, wou Tram an Eisenbahn sech kräizen. Och hei kann e Quartier un Attraktivitéit gewannen an e ganz Konzept un Attraktivitéit gewannen. Wann dës Iddi mat der Rolltrap vum Technesch hier gesinn eng realistesche Léisung ass, kënnen mir eis vun deemem Konzept ganz liicht iwwerzeege loosse.

Et wär allerdéngs wichteg fir de Pafendall an och fir d'Stad, dass den Halt net nëmme eng Verbindung hierstellt mam Kierchbierg, mä och en Accès no ënnen zum Pafendall erméiglecht an domat eng nei Méiglechkeet opmécht fir d'Leit, déi mam Zuch an d'Stad kommen an déi aner Säit de Lift wëllen huelen, fir erop an d'Uewerstad ze kommen.

Här President, Här Minister, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vill Zäit verluer gaangen, well laang kee Projet vun alle Säiten Zoustëmmung fonnt huet an ëmmer erëm nei Proposen op den Dësch koumen, déi um Enn d'Projeten, déi fäerdeg waren, erëm gekippt hunn. Säit véier, fënnef Joer awer hu mer endlech dee politesche Konsens. E Konsens éischstens tëschent dem Stat an der Stad, awer virun allem och e Konsens tëschent deene véier Parteien. An ech si frou, dass de Buergermeeschter Helminger och elo dorun erënneret huet. Déi véier Parteien, déi an der Responsabilitéit sinn, d'CSV, d'DP, déi gréng an LSAP.

Mir brauchen den...

► **M. le Président.** - Jo, entschëllegt, well den Här Kartheiser huet mer signaléiert, dass en lech wéilt eng Fro stellen. Ech wollt lech just dorobber virbereeden.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Jo, ech wéilt gär meng Ried fäerdeg maachen,...

► **M. le Président.** - Selbstverständlech.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - ...an dann däerf e mer roueg äntwerten.

► **Plusieurs voix.** - Froen!

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Froen, pardon. Da wäert ech him äntwerten. En däerf mech froen.

### (Brouhaha et hilarité)

Ech mengen, wa mer iwwert d'Stad schwätzen, sinn ech gär bereet, engem Süddeputéierten Äntwerten an Informatiounen ze ginn.

► **Une voix.** - Oohhhh!

**(Brouhaha et hilarité)**

► **M. le Président.**- Här Angel, wann Der wëllt, Dir kënnt roueg virufueren.

► **Une voix.**- Jo, Här Angel, maacht Är Ried fäerdeg!

**(Brouhaha)**

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Här President, mir brauchen den Tram fir méi Mobilitéit, mä awer och an deem ganze Klimaschutzkonzept, dat verlaangt, dass mer dem öffentlechen Transport Virrang ginn. Mir wäerten do net nëmmen CO<sub>2</sub> aspieren, mir kréien och manner Ofgasen, an dat verbessert d'Loft am Stadzentrum.

Elo hätt ee jo kënnen hoffen, dass mer schnell virukommen, nodeems mer dee politesche Konsens fonnt hunn an eis op en Tracé vum Tram géeneegt hunn an och iwwert d'Émbaute vum der Bréck. Leider ass dat awer net esou. Een Argument, wat do an d'Spill komm ass, war d'Finanzkris an de Fait, dass mer elo net all Projet esou schnell kënnen realiséieren, wéi mer eis dat géife wënschen.

Beim Tram schéngt mer dat awer kee gutt Argument ze sinn, well ech zweifelen drun, dass mer vill méi séier virukomm wäeren, och wann d'Sue keng Roll gespillt hätten. Och da misste fir d'Éischt de Pont Adolphe an d'Rei gesat ginn an d'Preparatiounsarbechte fir den Tram fir d'Éischt ofgeschloss ginn. Et dauert laang, well esou Projeten, wéi eng Bréck rehabilitéieren, wéi en Tram bauen, dat si komplex Projeten, wou vill Virbereedung noutwendeg ass. Sou seet eis de Minister dat och am Exposé des motifs. Am Exposé des motifs seet hien, dass bei den Aarbechte fir de Pont Adolphe nach weider Etüde gemaach muss ginn. Fir d'LSAP, fir eis ass et ganz wichteg, dass des Virbereedungsarbechten net nëmme fir de Pont Adolphe, mä gläichzäitig fir dee ganze Projet Tram gemaach ginn.

D'legislativ Prozedur, déi heiansdo Méint a Joren dauert, soll esou schnell wéi méiglech duerchgefouert ginn. Et sollten och all rechtlich Problemer, déi sech eventuell op esou enger laanger Streck kënnen erginn, wéi d'Froe ronderëm d'Propretéit vun den Terrainen, eventuell Émklässierungen an esou weider, esou fréi wéi méiglech erkannt an ugaange ginn. Mir sollten d'Bauzäit vun der provisoirescher Bréck respektiv d'Zäit, bis de Pont Adolphe fäerdeg ass, notzen, fir all déi Problemer ze léisen, fir dass mer direkt mam Projet Tram kënnen ufänken, soubal de Pont Adolphe fäerdeg ass.

Natierlech gëtt och hei dann an Etappe gebaut. An natierlech muss mer och dann déi finanziell Situatioun berücksichtegen. Mä et däerf net passéieren, dass mer d'Suen hunn a soss alles prett ass, an dass mer dann net kéinte weiderschaffen, well nach fir d'Éischt e Gesetzesprojet muss duerch d'Chamber, e PAP muss geännert ginn oder soss administrativ Hürden nach net aus dem Wee geraumt sinn.

Den Exposé des motifs vum heitege Projet de loi erënnert, dass deen éischte Stee fir de Pont Adolphe um symboleschen Datum vum 14. Juli 1900 geluecht gouf an d'Bréck nëmmen dräi Joer méi spéit, de 24. Juli 1903, fäerdeg war. Et wär schéin, wa mer elo hei, iwwer ee Jorhonnert méi spéit, et géife fäerdeg bréngen, e Projet wéi den Tram, deen net gradesou innovativ ass an och net méi esou eenzegaartege op der Welt ass, wéi deemools de Pont Adolphe, mä awer gradesou wichteg ass fir d'Stad wéi deemools d'Nei Bréck, an engem ähnlechen Zäitraum ze realiséieren.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn natierlech mat grousser Freed den Accord vun der LSAP-Fraktioun. An den Här Kartheiser ka mer elo selbstverständlech seng Fro stellen.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).**- Här President, villmoos Merci fir d'Wuert. Här Angel, Merci och, datt Der bereet sidd, do op eng Fro ze äntweren. Ech hunn lech nogelasschert wéi och Äre Virriedner. Dir schwätzt vum Konsensus vu véier Parteien an der Tramfro. Ech hu mech awer gefrot, wéi wäit dee Konsensus geet, wou ech lech nogelasschert hunn.

Dir schwätzt vum Prinzip vun de Stroumleitungen, zum Beispill, an ech mengen verstanen ze hunn, dass d'LSAP nëmmen d'accord wär, wann de Stroum géif duerch de Buedem geféiert ginn an déi ellen Oberleitungen net géifen an d'Stad kommen. Kënnst Dir eis vläicht d'Positioun vun der LSAP soen zur Stroumversuergung vum Tram, datt mer do méi kloer gesinn, wat d'Positioun vun Ärer Partei ass?

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Jo, ganz gär, ganz gär, Här Kartheiser! Also, d'LSAP hat an den 90er Joren an ufanks 2000 mam BTB kee Pro-

blem. Deemools gouf et déi Technologie mam Stroum nach net ënnerierdesch. A mir hunn déi bëlle Argumenter vun deenen Oberleitungen deemools ni gebraucht. Haut allerdéngs gëtt et eng aner Technik. An ech hunn lech gesot, déi ass zu Reims op der ganzer Streck gebraucht ginn. Déi huet 10% Méikäschte bruecht.

Do hunn ech a menger Interventiuon gesot, ech kéint mer virstellen, dass een déi Technik, zumindest op der Bréck, kéint uwennen oder iwwerleeën, eng Diskussioun driwwer féieren, ob ee se iwwerall uwennt. Mä ech soen lech, mir si fir den Tram, mat oder ouni Oberleitung. A mir si frou, dass d'Leit oberierdesch duerch d'Stad geféiert ginn an net mussen mat Liftten ënnerierdesch bruecht ginn.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- D'Leit awer net!

► **M. Marc Angel (LSAP).**- Här Gibéryen, liest nach eng Kéier d'Projete vun deenen Tunnelen, déi mer gebaut hunn, fir d'Stroossen duerch, wat dat kascht, fir Tunnelen ze bauen. An de Problem ass dann...

**(Interruption)**

Liest de Leit dat vir!

**(Interruption)**

An dann ass..., da kënnen mer Äre Projet an lech...

**(Interruption)**

Da kënnen mer de Projet geschwënn an engem Tunnel begruennen. Net lech, dat wëll ech net maachen.

► **Une voix.**- Et ass och egal, ob de Stroum an der Luucht ass oder am Buedem, well et fiert keen Tram!

**(Brouhaha)**

► **M. le Président.**- Sou, ech wär frou, wa mer eis kéinten drun erënnere, dass mer an der Chamber sinn an net op enger anerer Plaz. Här Angel, ech mengen, Dir hutt d'Fro beäntwert.

**(Brouhaha)**

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Ech soen, hei hu mer lauter Süddeputéierten. Mir sinn hei net am Gemengerot, mä an der Chamber!

► **M. le Président.**- Ech géif lech deemno Merci soe fir Äre Bäitrag an ech géif d'Wuert da weiderginn un deen nächsten Deputéierten, dee sech ageschriwwen huet, den honorabelen Här Bausch.

**(Brouhaha général)**

► **M. François Bausch (déi gréng).**- Merci, Här President, fir d'Wuert. Ech wollt och aganks dem Rapporteur en décke Merci soe fir seng flott Explikatiounen, säin ausféierleche Rapport, schrëftlech wéi mëndlech. Ech mengen, en huet déi technesch Problematik hei am Detail erkläert a beschriwwen. En huet och déi juristesche Finessen erkläert. Duerfir brauch ech dat net méi ze maachen.

Ech mengen, iwwert d'Noutwendegkeet, datt de Pont Adolphe muss sanéiert ginn, doriwwer streit am Moment kee Mënsch méi. All déi Analysen, déi gemaach gi sinn, hunn dat beluecht. Mir fannen och als Gréng de Wee, dee gewielt ginn ass, fir déi Bréck ze sanéieren, dee richtege Wee. Et gëtt nämlech gemaach am Respekt mat deem historesche Bau, wéi en dat eben ass, dee Pont Adolphe, mat deem Stellwäert, deen déi Bréck huet fir d'Stad, fir d'Land, an dem touristesche Stellwäert, deen déi Plaz do huet. An ech mengen, dat ass och gutt esou. Duerfir, wéi gesot, brauch een iwwert déi Saachen net méi ganz vill Wieder ze verléieren.

Wann dat Ganzt eng Kéier fäerdeg ass, zesummen hofftelech mat der Place de la Constitution, also mat der Plaz vun der Gëlle Fra, wou d'Stad Lëtzebuerg jo och en Aarbechtsgrupp mat dem Stat zesummen huet, fir déi Plaz ze réaménagéieren an eventuell och do nach soll en zousätzleche Lift gebaut ginn, da wäert dat alles zesumme wierklech insgesamt d'Attraktivitéit vun deem flotten, schéine Site ronderëm d'Péitrusdall ganz staark verbesseren.

Ech wëll profitéieren, fir op dräi Punkten anzugeen am Kontext vun deem Projet, dee mer haut hei virleien hunn. Deen éischten, dat ass de Chantier als solches. Ech mengen, et ass relativ kloer, et hu schonn e puer Virriedner et hei gesot, duerch elo de Bau vun der provisoirescher Bréck, mä virun allem, wann d'Bréck sanéiert gëtt, kombinéiert mat dem Fait, datt och nach eng ganz Rei fir d'Stad wichteg Chantiere vun der Stad Lëtzebuerg geplangt sinn, um Hamilius, an dann natierlech selbstverständlech och de Bau vum Tram, datt bedéngt ewidenterweis iwwer eng gewësse Period gréisser Chantieren. An et ass wichteg, datt een net nëmmen déi Chantiere gutt organiséiert, mä da virun allem, datt d'Informatioun klappt, an datt een zu all Sekonn, zu all Moment kann op Doléancen agoen.

Den Här Angel huet geschwat virdru vun de Riverainen. Ech mengen, elo emol direkt hei, wann ech d'Bréck kucken, sinn u sech emol nach net esou vill Riverainë betraff. Sécherlech sinn der e puer betraff, déi ënnendrenner wunnen. Mä et ass éischer nach de Geschäftszentrum, d'Stad, déi betraff ass. An duerfir misst ee jo am Fong haaptsächlech kucken d'Informatioun, datt déi méiglechst gutt ass, an och d'Écoute par rapport zu den Doléancë vun deene Leit.

Mir waren zesumme mam Minister op Angers e Projet kucken, an zwar de Bau vum Tram zu Angers, fir ze kucken, wéi do d'Chantieren organiséiert a virun allem wéi d'Informatioun an d'Zesummenaarbecht mat de Geschäftsleit organiséiert gëtt. Dat war organiséiert gi weder vun der Stad Lëtzebuerg nach vum Ministère, mä de Geschäftsverband selwer hat do d'Initiativ geholl, well se sech ëmgekuckt haten e bësse ronderëm an Europa, wéi eng Plazen a wéi eng Stied exemplaresch eigentlech mat esou Chantiere géifen ëmgoen.

An do si mer dann all zesumme mat dohinnergefuer a mir hunn ons dat ugekuckt. A mir waren och all iwwerzeegt, datt dat, wat zu Angers do an der Praxis gemaach gi war, eigentlech „den“ Modell wär, deen ee kéint wielen, datt et genau esou misst fonctionnéieren. Mir waren eis och eens, wéi mer dann zrëckkomm sinn, datt mer wéilten am Kontext vun deene Chantieren, déi do elo kommen an der Stad, dat nämlech maachen.

Duerfir wär meng Fro direkt, mir wollten elo als Gréng keng Motioun maachen zu deem Thema, well mer jo dovun ausginn, datt de Wëllen do ass, fir dat ze maachen. Mä ech mengen awer hei déi prezis Fro: Wäre et net wierklech elo un der Zäit, datt och schonn am Kontext vun dem Oprichte vun der provisoirescher Bréck mer dee sougenannten Infopoint géifen installéieren an dee ganze Mechanismus, déi Leit, déi do mussen agestellt ginn, fir am Fong zesummeneschaffe mat de Commerçante sur place, datt mer dat an engems géife maachen?

Ech géif dat sécherlech als, oder meng Fraktioun géif dat sécherlech als ganz sennvoll ugesinn, well ech mengen, et ass dat, wat eis d'Garantie gëtt, datt de Chantier gutt ofleeft, mä virun allem, datt et net zu Konflikter kënnt, an datt, wann emol kleng Pépinë sinn, där ëmmer emol bei Chantiere sinn, déi ganz séier a rapid kënnen geléist ginn.

Also duerfir meng Fro un de Minister, ob et wierklech net elo un der Zäit wär, am Kontext vum Bau vun der provisoirescher Bréck, schonn déi doten Instrumenter allegueren en place ze setzen. Mir op alle Fall als gréng Fraktioun si ganz staark do derfir.

Dann en zweete Punkt, deen ech wollt uschneiden, dat ass eigentlech eng Evidenz. Hien huet zwar méi ze di mat deem, wat duerno kënnt, mä ech mengen, ech wollt et awer nach eng Kéier hei rappeléieren. Et ass jo awer bal evident, géif ech soen, datt, wa mer d'Sanéierung maache vun der Bréck, déi jo, an dat wëll ech awer emol eng Kéier hei betounen, well dat jo och e bësselchen oft irféierend bewosst vu verschidde Leit an d'Öffentlechkeet bruecht ginn ass, déi net sanéiert gëtt, well eng Kéier spéider soll en Tram driwwerfueren, mä déi einfach egal wéi muss sanéiert ginn, ob en Tram an Zukunft misst driwwerfueren oder net.

**(Interruption)**

Mä wa mer se scho sanéieren, an dat ass op alle Fall eise Wonsch, dann hoffe mer, datt se direkt esou sanéiert gëtt an och den Ennerbau esou gemaach gëtt, datt mer herno, wann den Tram da gebaut gëtt, alles prett hunn, fir dat an engems ze maachen, datt mer net mussen zweemol ufänken.

**(Interruption)**

Ech mengen, dat schéngt mer de gesonde Mënscheverstand ze verlaangen. An duerfir, wéi gesot, och nach eng Kéier déi Fro un de Minister, ob wierklech de Wëllen do ass vun der Regierung, fir an déi Richtung ze goen an dat ze maachen.

An dann dee leschte Punkt, op deen ech wëll agoen, dee betrëfft d'Mobilitéit douce. Mir hunn elo bei der provisoirescher Bréck, den Här Clement huet dat esou léif gesot, en huet gesot, et ass alles virgesi fir jiddwer Mobilitéits-träger, Foussgänger a Vélosfuerer. Dat ass net grad esou richtig. Selbstverständlech kann een iwwert déi provisoiresch Bréck och mam Vélo fueren, mä et muss een am gemëschte Verkéier matfueren. An dat ass nun eemol eng Bréck, déi vill befuer gëtt. Dat ass net, et ass méiglech, mä et ass awer net esou evident, fir dat ze maachen.

Elo ginn ech gär zou, op der provisoirescher Bréck kann een domadder eens ginn do. Wann och elo do net d'Léision do ass fir d'Mobilitéit douce, also Vélosfuerer a Foussgänger, am De-

tail, dann ass dat nach net esou dramatesch. Mir hu jo d'Passerelle op där anerer Säit, wou ee kann am Provisorium sech och nach déplaçéieren.

**(M. Laurent Mosar reprend la présidence.)**

Mä ech mengen awer, definitiv, also beim Astandsetze vun der definitiver Bréck misste mer et fäerdeg bréngen, eng besser Léision ze fanne wéi se haut ass respektiv beim Provisorium virgesinn ass.

Mir wësse jo, datt d'Trottoiren e bësse méi breet gemaach ginn an Zukunft beim Pont Adolphe, ganz lichte méi breet gemaach ginn. An ech mengen, et misst een awer wierklech sech ganz staark iwwerleeën, ob een net op de Wee geet, datt een do entweder seet, mir condemnéieren, mir maachen een Trottoir - an da muss een da kucken, wat fir een am meeschte vläicht vun de Foussgänger benotzt gëtt - just fir d'Foussgänger, an deen anere just fir d'Vélosfuerer.

Mä déi Konfliktsituatioun, wéi se haut ass, déi net gutt ass, mengen ech, misste mer behiewen. Mir missten zumindest bei der definitiver Léision och eng gutt Léision fanne fir d'Mobilitéit douce insgesamt, fir datt mer déi Konflikter téschent Vélo a Foussgänger aus dem Wee geraumt kréien.

Ech wëll lech just nëmme soen, datt déi Zuelen, déi mer hunn - Dir wësst, d'Stad Lëtzebuerg mécht de Moment elektronesch Zählungen op 20 Plazen an der Stad vun de Véloen en permanence -, d'Zuele vum Vélo gi konstant an d'Luucht. Mir sinn entre-temps iwwer 3% um Gesamtverkéier, hu mer ausgerechent, vu Be-deelegung.

Dir braucht jo och nëmmen op der Passerelle den „bike counter“ ze kucken, da gesitt Der, wéi vill Vélostrafic Der entre-temps pro Dag do hutt. Och permanent steigend, vu Joer zu Joer steigend. An dat wäert weider natierlech duerch déi Förderpolitik och an d'Luucht goen.

Mir müssen ebe verhënnere, datt mer do herno e Konflikt kréien téschent Vélosfuerer a Foussgänger. Dat kënnen mer nëmmen évitéieren, wa mer eng propper Léision fannen - en fin de compte bei der definitiver Bréck - fir béid Verkéiersträger. An ech mengen, wa mer eis dat eng Kéier emol alles genau nach ukucken misst och do iergendeng Léision an deem Sënn, wéi ech et virdru beschriwwen hunn, méiglech sinn.

Dann natierlech och e leschte Wonsch, deen ech hunn, dat ass während dem Chantier, datt natierlech versicht gëtt, fir de Foussgänger, fir de Vélosfuerer méiglechst de Péitrusdall ëmmer accessibel ze loossen duerch dee ganzen Tracé.

Ech mengen, et ass wichteg, well, éischstens emol ass et eng Plaz, déi vu Foussgänger a vun Touristen och extrem benotzt gëtt. An et wier wierklech schued, wa mer do iwwer längerer Perioden zou hätten, oder stéckerchersweis. Mir hu jo och an der Kommissioun versprochen kritt, datt dat net de Fall wier.

Wéi gesot, nach eng Kéier och hei den Appel, datt dat wierklech op en absolute Minimum reduzéiert gëtt. Mir verstinn, datt et sécherlech Phase gëtt, wou et vläicht net aneschtens geet, mä datt déi wierklech sollen op en absolute Minimum reduzéiert ginn.

Fir de Rescht, wéi gesot, wäert meng Fraktioun dese Projet selbstverständlech stëmmen.

► **M. le Président.**- Merci dem Här Bausch. Als leschte Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Här Henckes, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).**- Merci, Här President. Mäi Merci geet och zum Éischen un de Rapporteur, well en ons ganz villes hei erzielt huet, wat ganz wichteg ass am Kader vun deem Projet.

Ënner anerem huet en drop higewisen, datt de Minister higaangen ass an net e Splitting vum Projet gemaach huet, fir laanscht d'Chamber ze kommen, mä e Splitting gemaach huet vum Projet, fir méi séier virunzokommen, an awer drop gehalen huet, datt de Projet sollt hei an der Chamber diskutéiert ginn. Ech mengen, dat ass och richtig, well déi provisoiresch Bréck, iwwert deen Devis mer haut schwätzen, ass bien entendu och de Corollaire d'vunner, datt de Pont Adolphe, datt d'Nei Bréck neigemaach gëtt.

An ech wollt och direkt den Accord vun der ADR zu deem Projet bréngen.

Et sinn awer eng etlech Froen, déi sech an deem Kontext hei stellen. Ech huelen och un, datt déi provisoiresch Bréck, déi mer elo bauen - wann elo de Pont Adolphe renovéiert ginn ass -, dann nees erëm ofgerappt gëtt an net bestoe bleift. Dat schéngt mer bal eng Evidenz ze sinn. Mä et sinn awer verschidden Diskussiounen och nach do gewiescht, fir déi ze halen. Mä et



ass awer ëmmer gutt, wann dat awer dofir just esou festgehale gëtt.

D'Renovatioun vun der Neier Bréck. Ech mengen, déi Nei Bréck, wéi se 1903, mengen ech, gebaut ginn ass, do huet deen deemolege Minister vun den Travaux publics, den Här Richard, och d'Gare gebaut. An déi war deen Ablack total isoléiert. Dat war e Projet, dee staark an der Contestatioun war, well d'Gare zimlech wäit ewech war. Mä en huet awer do-duerjer de ganze Garer Quartier geschaf an der Stad Lëtzebuerg eng dynamesch Visioun ginn.

Duerfir mengen ech och, datt et wichteg ass, datt een d'Nei Bréck no baussen hin als Symbol behält, datt also optesch gesinn déi Nei Bréck, wa se an d'Renovatioun kënnt, och wéinstens no baussen esou wäit wéi méiglech mat hiren historeschen Originë kann nach verbonne ginn, quitte datt se méi breet gemaach gëtt.

Ech sinn och frou drop hinzewisen, datt all d'Riedner hei d'accord sinn, datt, wann déi Nei Bréck renovéiert gëtt, dat näischt mam Tram ze dinn huet. Well den Tram, dat ass e Projet, deen déi nächst Regierung 2014 wäert ugoen.

**(Interruption)**

Oder fale léisst. Dat wäerte mer dann nach gesinn. Et hänkt alles e bësselche vun de Suen of.

Mä et ass awer och ganz kloer, datt ech frou sinn, wann ech héieren, datt all Parteien den Dialog mam Bierger sichen, an och de Ministère. Duerfir wier et ganz gutt, wa mer den Dialog mam Bierger och géife siche goen iwwert de Wee vun engem Referendum, ob een den Tram soll maachen oder ob ee soll op de Wee goe vun enger ënnerierdescher Lösung.

► **Une voix.** - ...do hat Der Äre Referendum.

► **M. Jacques-Yves Henckes (ADR).** - An datt een dat entweder um nationalen Niveau mécht, mais pour le moins um lokalen Niveau. Dat schéngt eppes ze sinn, wat wichteg ass, well vill Leit musse jo gesinn, wat et hinne bréngt als Avantage.

Wat ech just vun der Regierung erwaarden, dat ass, wann een den Dialog mam Bierger sicht, datt eng öffentlech Etüd soll gemaach ginn, an net esou eng Witzetüd wéi déi, déi schonn eng Kéier virläit, iwwert de Käschtpunkt vun enger ënnerierdescher Lösung.

Well et gesäit ee ganz gutt, datt, wann d'Stad Lëtzebuerg ënnerierdesch Tunnele leet elo schonns - aus anere Grënn, Kanal an esou weider -, de Käschtpunkt do strikt agehale gouf; datt et net, wéi bei der Nordstrooss, zu Dépassementer komm ass, mä datt hei duerch déi speziell Konfiguratioun vum Fiels munch Léisungen do waren.

Duerfir hoffen ech, Här Minister, datt Der bei deene Suen, déi lech nach zur Verfügung stinn, och nach Suen hutt, fir kënnen en offiziellen Devis ze maache vun enger ënnerierdescher Lösung.

An déi Iddi vun der Rolltrap, déi Der hutt, do wëll ech just nuren drop hiweisen, datt mir als ADR fréier vun engem Lift geschwat hunn oder vun enger Rolltrap - dat ass awer scho Joren hier -, well mer just gemengt hunn, datt ee mam Zuch ganz gutt kënnt bis ënnenhi bei de Kierchberg fueren an da kënnt eropkommen. Ech mengen, déi zwou Alternative si valabel, an dat ass och eng Debatt wäert. Et géif eng Opwärtung maache vum öffentliche Transport an notamment och vum Zuch.

Dat gesot, hoffen ech, Här Minister - datt mer dese Projet elo wäerte jo à l'unanimité stëmmen -, datt mer och deen anere Projet wäerten an nächster Zukunft kréien iwwert de Wee, fir d'Nei Bréck nei ze gestalten, ze verbreederen a méi sécher ze maachen. An ech hoffen och, datt Der den Dialog mam Bierger wäert sichen, ob et en Tram oder eng ënnerierdesch Lösung soll sinn.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Henckes. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss an d'Regierung kritt d'Wuert, den Här Nohaltegkeetsminister Claude Wiseler.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Merci, Här President. Ech wollt ufanks elo soen, datt ech net wëlles hunn, elo iwwert d'Mobilitéitskonzept vu Beetebuerg op d'Wämperhaart ze schwätzen, an all déi Problemer, déi elo hei ugeschwat gi sinn, wat d'Mobilitéit ugeet, mä ech wollt mech emol fir d'Éischt op déi Bréck hei konzentréieren - obwuel se och eppes mat Mobilitéit ze dinn huet. Mä hei ass elo emol e Bauprojet vun der Bréck an en Dossier, deen net, och bautechnesch, evident ass.

En ass net evident, well mer et hei mat enger Verkéiersachs ze dinn hunn, wat nun einfach déi zentral Verkéiersachs ass, déi mer an der Stad hunn, ob dat fir den Zilverkéier an der Stad ass oder fir den Transitverkéier, deen nach iwwert déi Bréck fiert, dee mer zwar iergendwou gär eng Kéier eraus hätten aus der Stad, fir deen op aner Weeër lafen ze loossen, mä deen einstweilen nach drop ass.

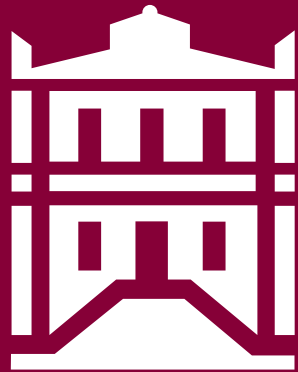
A well et sech ëm en historescht Wierk bekëmmert (veuillez lire: handelt) - dat ass scho méi wéi eng Kéier elo hei gesot ginn -, ass de Problem jo ganz genau, fir dat Historescht an dat Verkéierstechnesch mateneen ze verbannen,

dat souwuel an der Zäitachs vum Bau respektiv haaptsächlech awer op dat, wat duerno kënnt. Ech hu mat Interessi nogelauschert, datt den Här Henckes gesot huet, datt déi Zäit den deemolegen Travaux publics - Directeur général huet dat jo da geheescht -, de Charles Richard, net nëmmen déi hei Bréck an Opdrag ginn hat, mä och d'Gare. An haut, zoufällegerweis, wëlle mer déi heite Bréck frëschmaachen an och d'Gare frëschmaachen, esou wéi dat sech dann an der Zäit, an der Geschicht heiansdo ergëtt.

D'ailleurs ass et net déi éischte Kéier, datt un déi Bréck hei gaange ginn ass. '61, '62 war schonn eng gréisser Renovatioun. Wat déi meescht Leit net wëssen, dat ass, datt se déi Zäit schonn zweemol en hallwe Meter op all Säit verbreedert ginn ass! Dat heescht, dat, wat mer haut elo hunn, ass net méi déi original Bréck, esou wéi se 1900, 1903 gebaut ginn ass. 1976 ass och nees eng Kéier dru gaange ginn, an eng ganz Rei Réfectiounen sinn déi Zäit gemaach ginn.

An deene leschte fënnf, sechs Joer ass och extrem vill dru geschafft ginn. Dat hunn elo am Fong wéineg Leit hei opgeworf. Mä et ass immens vill an déi Bréck investéiert ginn an deene leschte Joren. Firwat? Mä fir se stoen ze behalen! Fir datt mer och déi Sécherheet kënnen garantéieren, haut an an deenen nächste Méint, wou mer se nach brauchen.

258 eise Barré si mat dausend Tonne précontrainte pro Barre drageschrauft ginn. Einfach fir ze soen, wéi wichteg et ass, datt déi Bréck erhale bleift, datt mer se erhalen iwwert d'Zäit, datt mer garantéieren, datt se och a sécher kann nach befuere ginn. An dat war nëmme méiglech, andeems mer déi Aarbechten dorop gemaach hunn.



CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Chamber TV

weist all öffentlich Sëtzung live an integral

An der Gemeng Déifferdang um Kanal S29

An der Gemeng Diddeleng um Kanal S32

An der Gemeng Nidderaanwen Kanal S29

An der Gemeng Bartreng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Walfer um Kanal S29 / 367.25 Mhz

Zu Biver an zu Wecker um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bous um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Bërmereng um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Konter um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dippech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Dikrech um Kanal S19 / 287.25 MHz

Zu Iermsdref um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Esch-Sauer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Nidder- an Uewerfeelen um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Gréiwemaacher um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hieffenech um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Hesper um Kanal S40 / 455.25 Mhz

Zu Kielen (& Brameschhaff), Keespelt, Meespelt, Ollem an Nouspelt um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Mamer um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Manternach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Gemeng Medernach um Kanal S40 / 455.25 Mhz

An der Stad um Kanal S29 (Coditel) oder um Kanal S40 (Eltrona/Siemens)

Zu Esch um Kanal S24 / 455.25 Mhz





Dat, fir ze soen, datt dee Bau hei un där Bréck noutwendeg ass. Absolut noutwendeg, mat oder ouni Tram! Dat ass scho ganz oft hei gesot ginn. Obwuel méi iwwert den Tram wéi iwwert d'Bréck geschwat ginn ass. Duerfir widderhuelen ech nach eng Kéier, se ass noutwendeg, mat oder ouni Tram.

An ech erënneren och drun, well verschidde Leit gesot hunn, et ass eng provisoiresch Bréck a mir hoffen, datt se net definitiv bleift, wéi och ëmmer. Viru fënnef, sechs Joer hat ech hei an och dobaussen e Projet vun enger definitiver Bréck virgestallt, och virgeschloen, well ech gemengt hunn, et wier eng Iddi, déi een effektiv kéint poursuivieren. Well ech mer geduecht hunn, da schaafs de méi Espace, fir den Transit iwwert de Péitrusdall do ze maachen.

Dat war eng Bréck, déi sengerzäit geduecht war an der Kontinuitéit téschent dem Boulevard Prince Henri, op där enger Säit, an der Zitha-Strooss, op där anerer Säit. An do hätt se à la limite och Sënn gemaach. Bon, duerno war d'Diskussioun esou gelaf, datt et kloer war, datt mer net géifen deen dote Projet gemeinsam kennen ugoen. Mir hunn en och als Travaux publics sengerzäit abandonnéiert.

Dat, wat elo hei virgesinn ass, dat ass sécherlech eng provisoiresch Bréck, net nëmme aus der Bautechnik, déi mer benotzen, mä schonn eleng wéinst dem Standpunkt, wou se hikënn. Well, géife mer eng definitiv wëlle bauen, da kënnt se nëmme an der Achs vun der Kontinuitéit vun der Strooss kommen. Well, wann déi Nei Bréck erëm opgeet, hätt et jo kee Sënn, eng ze bauen do, wou s de weder am Boulevard Royal nach an der Neier Avenue weiderkënn.

Dat heescht, déi Plaz, wou se elo kënnt, an d'Material, aus deem se gebaut gëtt, dat seet kloer an däitlech, datt se nëmme ka provisoiresch sinn. All aner Spekulation ass Onsënn an deem Fall. Obwuel ech awer haut mat Intérêt an enger Zeitung gelies hunn, wou ee sech erëm d'Fro stellt, ob net eng zweet definitiv sënnvoll gewiescht wier.

Dat ass awer eng aner Fro. Mä et ass, wann s de dat eent décidéiers, gëtt jo dat anert gesot, a wann s de dat anert décidéiers, gëtt dat eent gesot. Dat ass, mengen ech, esou an der Politik. Mä dat, wat mer hei bauen a wat Der haut stëmmt, kann nëmme provisoiresch sinn!

Mir hate vill Diskussiounen, och wat d'Positioun vun där provisoirescher Bréck ueget. Solle mer se elo op déi Plaz maachen oder solle mer se op déi aner Säit vun der Bréck maachen? An et ass ganz kloer, wann een och nëmme e wéin neg kuckt, wou déi provisoiresch Bréck muss hikommen, da muss se op d'Säit vum Bëschofs-palais kommen. Éischtens, well eis Topographie d'Opsetzen do vill, vill méi einfach mécht.

Zweetens, well een och ka vun der Bréck selwer... well ee kann u sech hei évitieren, datt mer an der Zone tampon vun der Stad Lëtzebuerg landen, Zone tampon iwwert dem Patrimoine mondial vun der Unesco, well déi befënnst sech op der Säit vun der Gëlle Fra vun der Bréck. Op där anerer Säit si mer net an där Zone tampon, ausser déi een, zwee Meter, wou mer mat der Bréck landen, bei der Spuerkeess op där Säit. An duerfir hu mer och dee ganzen Dossier weider un d'Unesco geschéckt, fir och deen Aspekt dovunner ze kucken.

Well mer och kënnen, wa mer de Chantier maachen, méi no déi provisoiresch Bréck setzen, wa mer se op déi Säit setze vun där Neier Bréck, also vum Pont Adolphe, a well dat sënnvoll ass, fir de Chantier uerdentlech ze organisieren.

Schlussendlech, an dat ass dat Haaptargument, well et einfach vun der Trafficledning méi einfach ass, fir op déi riets Säit ze fueren, wann Der vum Boulevard Royal erofkommt, well den haaptsächlechen Individualtrafic geet vun der Stad op d'Gare. Wann Der en also ëmleet, hutt Der besser, en op déi riets Säit ze leeden, well géift Der en op déi lénks Säit leeden, da muss Der eng Kéier deen aneren Trafic total iwwerquieren, mat all deem Chaos an de Stauen, déi dat lech bréngt. Also ass et kloer, däitlech a sënnvoll, datt se muss op där doter Säit kommen. Alles anescht wier net richtig.

Evidenterweis ass während dem ganze Chantier geduecht, datt den Accés vun de Riverainen, déi an der Rue de la Semois wunnen, och muss garantéiert bleiwen. A fir d'Accessibilitéit vum Péitrusdall, do ass et genau datselwecht, ob dat elo fir d'Foussgänger oder fir d'Vélosfuierer ass. Do hate mer an der Kommissioun driwwer geschwat. Et si warscheinlech e puer Deeg, wou muss - aus Sécherheetsgrënn, well uewen-driwwer geschafft gëtt oder transportéiert gëtt

- eppes zougemaach ginn. Mä dat ass awer just temporäert Zoumaachen.

Et sinn eng ganz Rei Moosnamen, déi exceptionnel sinn a mengen Aen, geholl ginn, fir déi Leit, déi énnendrenner wunnen. Et sinn der net ganz vill, mä et sinn der awer eng Rei, an déi wunnen do, an do muss een och probéieren, esou vill wéi méiglech hir Liewensqualität ze erhalen, esou wäit dat méiglech ass. Do sinn eng ganz Rei Moosnamen geholl ginn.

Mir mussen wëssen, datt deen éischte privaten Terrain op eelef Meter vun der Bréck ass, dat éischt Haus op 49 Meter vun der Bréck ass. Dat ass wäit an no, deemno vu wou een et kuckt a wien een ass. An duerfir muss mer eng Rei Moosnamen huelen.

Wat sinn déi Moosnamen, déi geholl ginn? Mä fir d'Éischt kënnt emol en Écran antibruit op déi Bréck drop. Dat Zweet ass, et ginn Appuian am Neopren gemaach. Dat heescht, all déi Vibratiounen ginn domadder ganz anescht an de Grëff kritt. Da gi speziell Jointen och nach op der Chaussée gemaach an et gëtt nach e Caoutchouc antibruit gemaach, mat engem Revêtement mat Splitmastik, wat vill manner Geräischer erlaabt, en fin de compte, wéi wann s de et géifs anescht op där Bréck maachen.

Einfach fir d'Vibratiounen ze vermeiden, einfach fir den Degré sonore erfzesetzen, esou datt een elo ka soen, datt op deene meeschte Plaz souguer manner Kaméidi wäert sinn, wéi mat der aktueller Bréck. Och dat wëll ech eng Kéier kloer soen. Net op alle Plazen, mä op deene meeschte Plazen. An do, wou Leit wunnen, ass dat aus deene Miessungen, déi mer gemaach hunn, erauskomm.

Elo geet et drëm, wann Der haut - an ech si ganz frou, datt dat à l'unanimité geschitt, an duerfir deet et mer och guer net leed, an d'Chamber komm ze si fir deen hei Projet, well ech si jo frou bei esou Projeten, datt mer awer d'Unanimitéit an der Chamber...

► **Une voix.** - Wann een dat ëmmer géif wëssen.

► **M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures.** - Wann een dat ëmmer géif wëssen, wieren d'Décisionne méi einfach. Mä hei war se souwiso einfach, well mer et wollte maachen, an et mécht mer Freed, datt et esou ass.

Elo geet et drëm, d'Autorisationsprozedure weiderlafen ze loossen an dann ze kucken, datt déi Ausschreiwungen, déi mussen selbstverständlech gemaach ginn, och hoffentlech an där Zäit kënnen gemaach ginn, wou se klassesch duerchlafen.

Et geet drëm, fir déi Kompensationsmoosnamen, déi mer mussen maachen - well eng Rei Beem jo mussen ewechgeholl ginn, wann déi provisoiresch Bréck kënnt -, dann och definitiv ze definieren an ëmsetzen. An et geet och drëm, datt mer elo esou schnell wéi méiglech weiderkommen, datt dee Chantier hei kann d'nächst Joer ukommen.

Deen zweete Projet, dee wäert d'nächst Joer hei an d'Chamber kommen, deen zweete Projet fir de Pont Adolphe, d'Nei Bréck, selwer ze maachen. Eppes méi wéi 40 Milliounen schätze mer haut an, wat et kascht. Ech kann awer nach net definitiv dat soen. Duerfir gi mer jo bis an den APD, fir déi Zuele méi definitiv ze wëssen.

E puer Froe ware vidru gestallt ginn. Den Här Angel huet gefrot, wéi mer... Éischtens huet en d'gesamt Mobilitéitskonzept vun der Regierung ënnerstëtzt. Ech soe villmools Merci dowéinst, obwuel mer net iwwert d'Mobilitéit hei schwätzen. Mä et ass ëmmer gutt, wann een dat éiert. Dir wäit wäit iwwert d'Stad Lëtzebuerg also mat Ärer Ënnerstëtzung eraus.

Zweetens hutt Der gefrot: Wéi gitt Der em mat de Leit ronderëm? Mä Dir wësst, datt mer elo schonn e Comité de suivi agesat hunn, wou souwuel d'Riverainé wéi d'Associatioun wéi de Geschäftsverband an all déi Leit, déi de près ou de loin concernéiert si vun deem Chantier, dra sinn.

Et sinn och Ënnercomitéen do gegrennt ginn, notament mat de Geschäftsleit, well si warscheinlech déi am meeschte Concernéiert sinn, haaptsächlech op deem Stéck bei der Aler Avenue an der Neier Avenue, téschent der Gare an der Paräisser Plaz, wat dat enkste Stéck ass, wou och déi meescht Geschäfte sinn, a wou mer wierklech mussen de très près suivieren, wéi mer dat fir déi Leit am allerbeschten hikréien. De Comité de suivi ass geschaf ginn.

Fir den Här Bausch, mä hie weest dat, huet de GIE och ausgeschriwwen, fir Personal ze kréien, fir d'Kommunikatioun ze maachen. Ech mengen, bei esou Dossiere wéi dee vu Luxtram, mä awer och d'Dossiere selbstverständlech scho vun der Bréck, ass et wesentlech, datt d'Informatioun an d'Kommunikatioun gutt un d'Leit weidergeet.

Ech wëll och net iwwert de Pafendaller Halt schwätzen. Et ass just eng prezis Fro gestallt ginn, dat ass déi, ob et och geduecht wier, fir an deem Halt eventuell an de Pafendall erfzegeen. Déi Iddi ass mir extrem sympathesch. Mir sinn amgang ze kucken, ob dat geet. An a priori gesinn ech elo net, firwat et net sollt goen. Duerfir kucke mer et. Wann dat geet, dann hätte mer domadder eng onwahrscheinlech Revalorisatioun vun deem Quartier fäerdeg bruecht.

Dann ass et och ganz kloer, datt déi Chantiers-organisatioun muss relativ strikt gemaach ginn, datt d'Koordinatioun téschent deem heite Chantier, mä awer och anere Chantieren - Stat-chantieren a Stater Chantieren - esou muss gemaach ginn, datt mer eis do net géigesäiteg Problemer schafen.

Schlussendlech déi Fro vun der Mobilité douce, déi den Här Bausch nach opgeworf huet, déi wëll ech domadder beäntweren, andeem ech éischtens soen, datt den Haaptwee fir d'Mobilité douce, fir de Vélo, och no der definitiver Neier Bréck wäert iwwert déi Al Bréck goen. All déi Vélosweeër vun der Stad si Vélosweeër, déi kommunikativ iwwert d'Al Bréck sinn. Dat wëlle mer jo och esou oprechterhalen.

Da muss en effektiv kucken op der Neier Bréck, wéi mer do dann dee Passage vun der Mobilité douce esou organisieren, datt e kee stéiert, awer een dat nach uerdentlech hikritt. Mä déi Haapt-Mobilité-douce ass awer déi Al Bréck. Ech mengen, do gi mer och net ausereen an där Analys, déi mer gemeinsam do gemaach hunn.

Voilà, dat waren déi Punkten, déi ech nach wollt zousätzlech soen. Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren an d'Ënnerstëtzung. An ech hat vergiess, dem Rapporteur an der Kommissioun villmools Merci ze soen, déi eng super Aarbecht hei gemaach hunn.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Nohal-tegkeetsminister. Mir kommen dann elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmmung fänt ok. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuratioun. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6176 ass ugeholl mat 59 Jo-Stëmmen.

*Ont voté oui: Mmes Diane Aehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler, Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Fayot), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par Mme Claudia Dall'Agnol), Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch (par M. Roger Negri), MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Fernand Etgen), MM. Fernand Etgen, Paul Helming, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss, Henri Kox et Mme Viviane Loschetter;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

**(Assentiment)**

Et ass also esou decidéiert.

Als leschte Punkt vun haut hu mer de Projet de loi 6179 iwwert déi mobil Aarbechter am Schinneberäich. D'Riedezäit ass hei nom Basismodell festgeluecht. Et huet sech bis elo just ageschriwwen: d'Madame Aehm. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Roger Negri. Här Negri, Dir hutt d'Wuert.

**6. 6179 - Projet de loi portant:**

**1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire;**

**2. modification du Code du Travail**

**Rapport de la Commission du Travail et de l'Emploi**

► **M. Roger Negri (LSAP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir am Eisebunnsstrafic kompetitiv ze bleiwen, geet et net méi duer, dass d'Zich vun enger Eisebunns-gesellschaft just um Territoire vun hirem Land kënnen an dierfe fueren, mä si mussen och iwwert d'Grenzen erausfueren. Dëst gëllt fir Lëtzebuerg ëmsou méi, well mer nëmme e ganz klengen Territoire hunn, mat jeeweils just e puer Kilometer bis op eis Landesgrenz.

Wann ee weest, dass am Eisebunnsstrafic d'Redevancen, déi vun engem Opérateur ze bezuele sinn, virun allem op déi zréckgeluechten Distanze berechent ginn, an net esou staark op déi néideg Triegekäschte fir nei Zuchkompositiounen an déi verschidde Richtungen, déi awer hirersäits ganz käschtenintensiv par rapport zu de klengen gefuerenen Distanzen hei am Land sinn, dann ass domat schonn dee ganze Kompetitivitéitsproblem vun der Lëtzebuurger Eisebunn beschriwwen.

Huele mer e Beispill. Lëtzebuerg läit méi oder weiniger um hallwe Wee téschent den Häfe vum Nordmier, spréch Zeebrugge, Antwerpen a Rotterdam, wou d'Wueren aus anere Kontinenter ukommen, fir se dann iwwer Land a Mëtteleuropa a bis souguer an de Süde vun Europa ze bréngen. Fir Lëtzebuerg ass et deemno ekonomesch interessant, fir Wueren-transporter an och, an enger spéiderer Phas, Persounentransporter iwwert d'Grenzen eraus, wéi an eisem Beispill entweder no Norden oder no Süden, op darselwechter Lokomotiv mat deemselwechte Kondukteur an eventuell Zuchbegleitpersonal déi entsprechend laang Distanze fueren ze loossen, fir domat och d'Rentabilitéit vun den Transporter wéi gesot op déi Manéier ze verbesseren.

Well et jo awer net méiglech ass, dass een an deeselwechte Chauffer - am Eisebunnsjargon Mécanicien genannt - genausou op der Schinn wéi op der Strooss net vu Rotterdam bis op d'spuenesch Grenz fuere kann, mussen also ganz kloer definéiert Aarbechtskonditiounen, Conditions de travail - an net d'Conditions d'utilisation, wéi et onglécklecherweis an der Direktiv steet - respektéiert ginn, fir engersäits d'Gesondheet vun de Konduktoren an zugläich d'Sécherheet vum Trafic garantéieren ze kënnen.

Aus deem Grond gëtt och dese Projet de loi an de Lëtzebuurger Code du Travail ageschriwwen, fir him déi deementspreechend Rechtssécherheet fir d'Personal ze ginn an zugläich och vun

## Chambre des Députés

**Compte rendu officiel**

**Supplément commun aux quotidiens:**

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

**Contenu rédactionnel:**

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés  
Tél. 466 966-1

**Conception, saisie de texte et mise en page:**  
Polygraphic Communication SA, Differdange

**Concept et coordination générale:**  
BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg



den Opérateuren déi néideg Responsabilitéit ofzeverlaangen.

Här President, en Transport iwwert d'Grenzen am Sënn vum Gesetz vun haut gëllt awer nëmme ab enger Distanz vu méi wéi 15 Kilometer an en anert Land eran a gëllt also am Prinzip net fir den Transfrontaliertrafic. Do der-niewent sief bemierkt, dass nëmme e gutt integrierten an effikasse grenzwwerschreidenden interoperabelen Eisebunnstransport et méiglech mécht, de Verkéier op eise Stroossen ze reduzéieren a mat him och déi negativ Konsequenze wéi Accidenter, CO<sub>2</sub>-Emissiounen a kilometerlaang Stau staark erfzesetzen.

Här President, ech kommen elo zu den Hauptdispositiounen vun den Aarbechtskonditiounen bei Auslandsfahrten op der Schinn. D'Dauer vun enger Schicht, Amplitude genannt, soll normalerweis net méi laang wéi zéng Stonne sinn, ausser bei enger sougenannter Tour de service grande distance mat Retour als sougenannt, wéi dat genannt gëtt, haut le pied - dat heescht, mat der Lokomotiv eleng -, da kann esou eng Schicht am Dag maximal 14 Stonnen daueren.

Op enger Nuetschicht dierf déi geplangte Schichtdauer net iwwer acht Stonnen erausgoen an dierf nëmme méi laang daueren, wann et ennerwee zu Verspéidunge bei den Zichhorräer kënnt. Als Nuetschicht gëllt, wann déi effektiv Fuerzäit téschent nuets eng Auer a véier Auer läit, woubäi den Ufank vun enger Nuetschicht aus biorhythmische Grënn net méi spéit wéi owes 23 Auer ka sinn.

40-Stonnen-Woch ass wéi iwwerall d'Regel, kann awer am Kader vun dësem Gesetz, also duerch Auslandsfahrten, bis op maximal 48 Stonnen eropgesat ginn. D'Gesamtdauer vun der Conduite vun enger Lokomotiv dierf am Dag net iwwer néng Stonnen erausgoen an nuets net iwwer acht Stonnen. D'Fuerzäit fir Lokomotivführer dierf innerhalb vun zwou Wochen net méi laang wéi 80 Stonne sinn. Déi onënnerbrache Fuerzäit dierf net iwwer fënnf Stonnen erausgoen. Mat der Ausnahm, fir selbstverständlech bis an déi nächst Gare eraufueren ze mussen.

Wann de Kondukt d' Lokomotiv ennerwee op sengem Trajet wiessele muss, zum Beispill duerch eng aner Stroumspannung vun der Lokomotiv um Trajet, muss eng Fahrzäitpauze mindestens 25 Minutte gemaach ginn, fir den Check-up vun der neier Lokomotiv maachen ze kënnen. Bei den Tours à grandes distances, wou eng Schicht méi laang wéi acht Stonnen dauert, muss bei esou engem Lokomotivwiessele eng Paus vu 45 Minutte gemaach ginn.

En Tour de service vun normal fënnf Schaffdeeg hannereneen dierf bei Auslandsfahrten net méi laang wéi siwen Deeg hannereneen daueren. Déi deeglech Roupaus ass am Prinzip op 15 Stonne festgeluecht, kann awer duerch Constraints de service - zum Beispill beim Retour vun enger Auslandsfahrt - fahrplanbedéngt bis op néng Stonne reduzéiert ginn.

Domadder hunn ech lech d'Haaptënnerscheeder zu den normal üblechen Aarbechtskonditiounen genannt, a fir weider Detailler verweisen ech op mäi schrëftleche Rapport.

Här President, de Projet de loi 6179 vun haut setzt d'Direktiv 2005/47 an nationaal Recht. D'Transpositioun ass zimlech urgent, well d'Europäesch Kommissioun schon 2008 eng Lettre de mise en demeure u Lëtzebuerg geschéckt huet, well mer mat der Ëmsetzung hannerendra waren. Enn Juni 2009 huet d'EU-Kommissioun an enger Procédure d'infraction an der Form vun engem Avis motivé eist Land somméiert, d'Direktiv endlech ëmzesetzen.

D'Grënn fir de Retard an der Ëmsetzung vun der Direktiv hunn awer hir Erklärungen. D'Basis vun der Direktiv ass nämlech den Accord vum 27. Juni 2004 téschent den europäesche Sozialpartner aus dem Eisebunnsektor, der Gemeinschaft der europäischen Bahnen - CER - an der Europäescher Transportarbeiterföderation - ETF.

Dësen Accord war hei zu Lëtzebuerg schon duerch e Règlement grand-ducal vum 24. August 2007 ëmgesat ginn. Dës Dispositions communautaires also sinn dunn an de Statut vum Personal vun der CFL integréiert ginn. Dat bedeit, dass déi ugesprachen Dispositions communautaires sech eleng op d'Agenten vun der CFL bezéien an domat d'Salariéer vun allen aneren eventuellen Eisebunnstreprisen ausschléissen an deenen hir Aarbechtskonditiounen weiderhin duerch kollektiv Négociatiounen ausgedandelt ginn.

Mat dem Projet de loi vun haut gëllen elo am grenzwwerschreidenden Eisebunnstransport fir all Eisebunnopérateuren hei zu Lëtzebuerg eenheetlech Conditions de travail, an domat ass d'Direktiv 2005/47 komplett an Nationalrecht ëmgesat, wéi se och am Statut vum Personal vun der CFL steet.

Här President, als Konkusioun a fir zum Schluss ze kommen, setze mir mat dësem Projet de loi d'Eisebunnopérateuren an d'Lag, Transporter op der Schinn mat engem an deemselwechte Kondukt an och eventuell Zuchbegleeder iwwert d'Landesgrenzen eraus op den Eisebunnreseauen ze maachen, an dat zu Aarbechtskonditiounen, déi et erlaben, d'Gesondheet vun de Leit an d'Sécherheet vum Trafic korrekt an human ze respektéieren an ze garantéieren, wéi dat sech och gehéiert. An domat ginn ech den Accord vu menger Fraktioun zu dësem Projet de loi.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Rapporteur Roger Negri, an da kritt d'Wuert d'Madame Adehm.

### Discussion générale

► **Mme Diane Adehm (CSV).** - Här President, Dir Damm an Dir Hären, fir d'Alleréisch gëf ech gären dem Rapporteur Merci soe fir säi ganz detailléierte Bericht. Beim Projet de loi, iwwert dee mir elo ofstëmme wäerten, handelt et sech ëm d'Transpositioun vun enger europäescher Direktiv. Dës Direktiv baséiert op engem Accord téschent der Communauté européenne du rail an der Fédération européenne des travailleurs des transports iwwert d'Aarbechtskonditiounen vun de Salariéer, déi am grenzwwerschreidenden Eisebunnverkéier schaffen.

Verschidden Aspekter vun dësem Accord goufen an engem Règlement grand-ducal 2007 an de Statut vum Personal vun der CFL iwwerholl. Mam Vote vum Projet de loi vun haut ginn d'Dispositiounen vun dëser Direktiv an de Code du Travail integréiert. An doduerch kënnt all Salarié aus dem Eisebunnsektor an de Genoss vun deselwechten Aarbechtskonditiounen wéi seng Kollege vun den CFL.

Als CSV begrësse mir dës wesentlech Verbesserung vun den Aarbechtskonditiounen vun alle Salariéer aus dem Eisebunnsektor. An ech ginn heimadder den Accord vun der CSV-Fraktioun.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

### (Brouhaha)

► **M. le Président.** - Merci der Madame Adehm. Nodeem schon den Här Negri ganz an den Detail gaangen ass, mengen ech, wär zu deem Projet soss näischt méi ze soen. Domadder wär d'Diskussioun ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmme. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

Wéi all déi aner Projeten de Mëtteg ass och de Projet de loi 6179 à l'unanimité vun de 57 Votanten ugeholl ginn.

Ont voté oui: *Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrigh-Duval, Nancy Arendt (par M. Raymond Weydert), MM. Fernand Boden, Lucien Clement (par M. Marc Spautz), Mme Christine Doerner, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen (par M. Lucien Thiel), MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessa Scholtes, MM. Marc Spautz, Lucien Thiel, Robert Weber, Lucien Weiler (par M. Paul-Henri Meyers), Raymond Weydert et Michel Wolter;*

*MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Roger Negri), Mme Claudia Dall'Agnol (par M. Ben Fayot), M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein (par M. Marc Angel), Lucien Lux, Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz (par M. Ben Scheuer);*

*MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Carlo Wagner), MM. Fernand Etgen, Paul Helminger, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer (par M. Xavier Bettel) et M. Carlo Wagner;*

*MM. Claude Adam (par M. Félix Braz), François Bausch (par M. Camille Gira), Félix Braz, Camille Gira, Jean Huss et Henri Kox (par M. Jean Huss);*

*MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.*

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

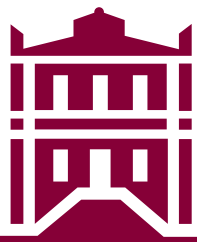
Domadder si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. D'Chamber kënnt muer um hallwer dräi zesummen.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 18.33 heures)**

## Sommaire des séances publiques nos 30, 31 et 32

Communications	p. 406
Ordre du jour	p. 406
Vérification des pouvoirs et assermentation de Mme Tessa Scholtes	p. 407
Composition des commissions parlementaires et des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	p. 407
Dépôt d'une proposition de loi par M. Ben Fayot	p. 407
Heure de questions au Gouvernement	
Question n°110 du 3 mai 2011 de M. Jean-Paul Schaaf relative à l'utilisation des défibrillateurs externes automatiques, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 407-408
Question n°111 du 2 mai 2011 de M. Eugène Berger relative à l'information périodique des assurés de la Caisse Nationale de Santé, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 408
Question n°112 du 3 mai 2011 de M. Ben Fayot relative à l'état d'avancement de la nouvelle bibliothèque nationale, annoncée par M. le Premier Ministre dans sa déclaration du 5 mai 2010, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 408
Question n°113 du 3 mai 2011 de M. François Bausch relative à la vente de parts de la société anonyme Cargolux à la compagnie aérienne Qatar Airways, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et	
Question n°1416 du 2 mai 2011 de M. André Hoffmann relative à la participation de Qatar Airways dans le capital de Cargolux, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	p. 408-409
Question n°114 du 3 mai 2011 de Mme Nancy Arendt relative à l'application de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, adressée à M. le Ministre de la Santé et à M. le Ministre de la Sécurité sociale	p. 409
Question n°115 du 3 mai 2011 de M. Eugène Berger relative au projet d'une gare au Pfaffenthal et aux répercussions sur les concepts de mobilité intégrés «mobilité.lu» et «mobilité 2020», adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 409-410
Question n°116 du 3 mai 2011 de M. Marc Angel relative à la mise en œuvre des plans d'action de lutte contre le bruit, adressée à M. le Ministre du Développement durable et des Infrastructures	p. 410
Question n°117 du 3 mai 2011 de M. Claude Haagen relative aux aides financières aux installations de biogaz liées aux tarifs d'injection, adressée à M. le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur	p. 410
Question avec débat n°18 de M. Eugène Berger au sujet des dangers et nuisances découlant du trafic de transit de poids lourds lié au tourisme à la pompe au Luxembourg	p. 410-412
6022 - Projet de loi relative aux services dans le marché intérieur	p. 412-417
6128 - Projet de loi concernant l'exercice de certains droits des actionnaires aux assemblées générales de sociétés cotées et portant transposition de la directive 2007/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 concernant l'exercice de certains droits des actionnaires de sociétés cotées	p. 417
Heure d'actualité du groupe DP sur la rareté croissante des ressources naturelles non renouvelables et ses répercussions sur l'économie luxembourgeoise	p. 417-420
Interpellation de M. Henri Kox au sujet de la stratégie énergétique du Gouvernement à court et à long terme, y compris le rôle de l'énergie nucléaire	p. 420-430
Allocution de M. le Président à l'occasion de la visite officielle de SE Mme Irena Degutienė, Présidente du Seimas de la République de Lituanie	p. 421
6278 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 5 mai 2006 relative au droit d'asile et à des formes complémentaires de protection	p. 430-435
Communications	p. 435-436
Ordre du jour	p. 436
Dépôt d'une motion par M. Camille Gira	p. 436
6139 - Projet de loi portant fusion des communes d'Esch-sur-Sûre, de Heiderscheid et de Neunhausen;	
6197 - Projet de loi portant fusion des communes d'Ermsdorf et de Medernach;	
6245 - Projet de loi portant modification de la loi du 28 mai 2009 portant fusion des communes de Clervaux, de Heinerscheid et de Munshausen;	
6246 - Projet de loi portant fusion des communes de Burmerange, de Schengen et de Wellenstein;	
6247 - Projet de loi portant fusion des communes de Consthum, de Hoscheid et de Hosingen	
et	
6248 - Projet de loi portant fusion des communes de Bascharage et de Clemency	p. 436-444
6176 - Projet de loi portant réalisation du pont provisoire et des accès au chantier dans le cadre de la réhabilitation du pont Adolphe à Luxembourg	p. 444-448
6179 - Projet de loi portant:	
1. transposition de la directive 2005/47/CE du Conseil du 18 juillet 2005 concernant l'accord entre la Communauté européenne du rail (CER) et la Fédération européenne des travailleurs des transports (ETF) sur certains aspects des conditions d'utilisation des travailleurs mobiles effectuant des services d'interopérabilité transfrontalière dans le secteur ferroviaire;	
2. modification du Code du Travail	p. 448-449



## Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1111	Fernand Etgen	Sel de déneigement
1179	Camille Gira	Achat de droits d'émission CO <sub>2</sub> en Estonie
1181	Ali Kaes	Admissibilité aux fonctions de sapeur-pompier volontaire
1217	Jean Colombera	Détenus du Centre pénitentiaire de Luxembourg souffrant d'une maladie chronique
1225	Jean Colombera	Sécurité des détenus du Centre pénitentiaire de Luxembourg
1238	Anne Brasseur	Institut Pierre Werner
1241	Marcel Oberweis	Conditions d'hospitalisation des détenus du Centre pénitentiaire de Schrassig
1245	Camille Gira	Incident d'un avion de la compagnie Luxair
1251	Jean Colombera	Difficultés d'exercer correctement la profession de médecin au Centre pénitentiaire de Schrassig
1252	Jacques-Yves Henckes	Introduction de drogues dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schrassig
1253	Marc Angel	Blocage des intersections par des voitures aux heures de pointe
1262	Marc Angel	Vestiges archéologiques près de la Place Guillaume II à Luxembourg-ville
1266	François Bausch	Création et mise en vente de logements et de commerces par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville
1267	Marc Spautz	Personnes ayant été atteintes d'un cancer
1273	Camille Gira	Qualité de l'eau de l'Our
1283	Jean Colombera	Formation contre la violence comme moyen de prévention au Centre pénitentiaire à Schrassig
1285	Jean Colombera	Psychothérapie au Centre pénitentiaire de Luxembourg
1295	Jean Colombera	Détenus âgés
1301	Marcel Oberweis	Morts causées par l'amiante
1304 cf. 1307	Viviane Loschetter	Activités de l'Agence du Bénévolat dans l'Année du Bénévolat 2011
1305	Emile Eicher et Mill Majerus	Accueil scolaire et encadrement socio-éducatif des enfants de demandeurs d'asile
1306	Jean Colombera	Médicaments homéopathiques
1307 cf. 1304	Roger Negri	Agence du Bénévolat
1308	Jacques-Yves Henckes	Saisies et cessions
1309	Jean Colombera	Foyers CNDS
1310	Jean Colombera	Mendicité
1311	Marcel Oberweis	Implantation de centrales éoliennes «on shore»
1312	André Bauler	Remboursement de sondes urinaires à usage unique
1314	Marcel Oberweis	Agence Spatiale Européenne
1315	Félix Braz	Intervention militaire du Conseil de coopération du Golfe en Bahreïn
1316	Claudia Dall'Agnol	Exigences de l'Université du Luxembourg en langue allemande
1318	Jean Colombera	Morts liées aux vaccins Prevenar et Act-Hib
1319	Jean Colombera	Banque de données SUSANA
1320	Jean Colombera	Yaourts et boissons lactées
1321	Jean Colombera	Étude sur la satisfaction des patients
1322	Jean Colombera	Flux d'informations entre les différents acteurs du secteur de la santé
1323	Jean Colombera	Accises
1324	Fernand Kartheiser	Nettoyage hivernal des pistes à l'Aéroport de Luxembourg
1327	Xavier Bettel	Interviews de l'ambassadeur du Luxembourg au Japon
1328	André Bauler	Mission de la Chambre des Salariés
1329	Léon Gloden	Augmentation du trafic de poids lourds à Grevenmacher
1330	Fernand Kartheiser	Publicité faite par les médecins et médecins-dentistes
1331	Fernand Kartheiser	Assistant médical
1332	Ben Fayot	Mise en œuvre de la loi du 23 octobre 2008 sur l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise
1333	Marcel Oberweis	Étude Aphekom
1334	Claude Adam	Traitements et pensions des professeurs de religion et participation financière de l'État au fonctionnement du séminaire de Luxembourg
1336	Jean Colombera	Centre de pharmacovigilance
1337	André Hoffmann	Mise en œuvre de la formation professionnelle
1339	Gilles Roth	Actes d'agression contre les policiers
1340	Gilles Roth	Utilisation de l'arme de service par les membres de la Police grand-ducale
1341	André Bauler	Actes d'agression contre les policiers
1342	Félix Eischen	Permis de conduire de la catégorie B
1343	Marc Spautz	Réforme du cycle supérieur de l'enseignement secondaire
1344	André Hoffmann	Présence luxembourgeoise au sein des organisations internationales et les principes de recrutement pour ces postes
1345	Marc Spautz	Entrée en vigueur de la réforme professionnelle
1346	Jean Colombera	Politique antitabac
1348	Jean Colombera	Analphabétisme et alphabétisme fonctionnel

### Question 1111 (20.12.2010) de M. Fernand Etgen (DP) concernant le sel de déneigement:

En date du 10 novembre 2010, Monsieur le Ministre a fourni des explications concernant les mesures prises en vue d'éviter une éventuelle pénurie de sel de déneigement en réponse à ma question parlementaire n°0846 afférente du 17 août 2010 (cf. compte rendu n°3/2010-2011).

Dans sa réponse, Monsieur le Ministre avait notamment évoqué le projet d'un dépôt centralisé pour le Nord du pays.

Il ressort toutefois de divers articles de presse, que les services des Ponts et Chaussées se voient actuellement de nouveau confrontés à une pénurie de sel de déneigement.

Dans ce contexte, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Dans quel stade se trouve le projet d'un dépôt centralisé pour la région septentrionale du pays?

- Est-ce que la capacité de stockage sur le site des Ponts et Chaussées à Bertrange (3.500 tonnes) s'est avérée comme suffisante pour garantir le service hivernal sur le réseau autoroutier?

- Est-ce que pour d'autres régions des capacités de stockage supplémentaires ont été créées à l'instar des 1.400 tonnes pour les besoins de la division des services régionaux Diekirch?

- Quelles autres mesures sont envisagées pour éviter de nouvelles pénuries à l'avenir?

**Réponse (16.5.2011) de M. Claude Wiseler, Ministre du Développement durable et des Infrastructures:**

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la réalisation d'un dépôt de sel centralisé au Nord du pays au vu de la pénurie de sel de déneigement en décembre dernier.

Préalablement, l'on remarque tout d'abord qu'en cas de conditions hivernales exceptionnelles (chutes de neige abondantes et pratiquement ininterrompues durant plusieurs semaines et températures négatives), parallèlement à une impossibilité partielle ou complète de se réapprovisionner régulièrement - malgré les marchés passés au préalable - les stocks risquent de s'épuiser.

Si cela devait se répéter les hivers prochains, il s'agira de tirer les conclusions des expériences faites et trouver de nouvelles méthodes permettant de réduire les quantités de sel sablées,

sans mettre en cause pour autant la sécurité des automobilistes.

Quoi qu'il en soit, en vue d'améliorer à l'avenir l'approvisionnement en sel de la région septentrionale du pays, un avant-projet sommaire pour la construction d'un dépôt centralisé permettant le stockage de 4.000 tonnes a été présenté fin 2010. Je tiens cependant à préciser que ce dépôt ne sera pas encore disponible pour le prochain hiver. Ajoutons que les capacités de stockage supplémentaires de l'ordre de 1.400 tonnes, réalisées par la division des services régionaux de Diekirch pour l'hiver 2010/2011.

En ce qui concerne les capacités de stockage sur le site de Bertrange, l'on précise que ces capacités sont suffisantes pour assurer le service hivernal sur les autoroutes pour un hiver «ordinaire» avec des livraisons régulières. Pour ce qui est du cas de conditions hivernales extrêmes à l'instar de cet hiver-ci où l'on a vécu une rupture de livraison de sel, il est évident que même avec des capacités de stockage suffisantes, ce stock ne permettra pas d'assurer le salage du réseau autoroutier durant des semaines entières sans réapprovisionnement.

Sur le territoire de la division des services régionaux de Luxembourg, les mesures suivantes sont envisagées dans le but d'éviter à l'avenir de nouvelles pénuries de sel de déneigement:

- Pour l'hiver 2011/2012 il est vérifié s'il est possible de créer un stock stratégique de sel de

déneigement de 10.000 tonnes dans un hangar appartenant au fournisseur de sel en sus des 6.000 tonnes de l'hiver 2010/2011 et des 3.000 tonnes de l'hiver 2009/2010 livrés par ce fournisseur.

- En outre, comme la gestion de ce stock est très difficile à superviser en cas d'un hiver exceptionnel, l'on est en train d'analyser la réalisation éventuelle pour l'hiver 2012 de deux halls de stockage supplémentaires de 4.000 tonnes pour la brigade de Capellen respectivement de 3.000 tonnes pour la brigade de Grevenmacher.

### Question 1179 (19.1.2011) de M. Camille Gira (déi gréng) concernant l'achat de droits d'émission CO<sub>2</sub> en Estonie:

Le Gouvernement luxembourgeois a acheté en Estonie pour 30 millions d'euros des d'Unités de quantité attribuée (Assigned Amount Unit-AAU) issues de crédits d'émissions provenant d'activités économiques abandonnées en début des années '90. Le sujet a déjà été abordé dans les questions parlementaires n°0831 et n°01069 sans pour autant y avoir trouvé les éclaircissements nécessaires (cf. comptes rendus n°3 et n°8/2010-2011).

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants:

- Combien de tonnes d'Unités de quantité attribuée-AAU, le Gouvernement luxembourgeois a-t-il acheté en Estonie?

**Réponse** (10.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

En date du 5 août 2010, le Gouvernement a signé un contrat avec l'Estonie concernant l'échange de crédits d'émission de CO<sub>2</sub>. Cette transaction porte sur un volume total de 30 millions d'euros et s'effectue dans le cadre d'un «Green Investment Scheme-GIS» mis en place par l'Estonie. Celle-ci s'engage à utiliser les recettes ainsi obtenues pour la mise en œuvre de projets permettant de réduire les émissions de gaz à effet de serre et notamment, dans le présent cas, dans des projets de rénovation et d'assainissement énergétique d'immeubles à appartements.

Le contrat dont s'agit contient, comme fréquemment dans ce type de contrats, une clause de confidentialité par rapport au prix négocié par tonne. C'est la raison pour laquelle j'ai informé en date du 9 mars 2011 la Commission du Développement durable de la Chambre des Députés, dans le cadre de l'article 22 (9) du règlement de la Chambre, du prix/tonne négocié dans le présent contexte. Étant donné qu'actuellement ces informations relèvent du domaine public, je puis confirmer le prix de huit euros par tonne.

**Question 1181** (19.1.2011) de **M. Ali Kaes** (CSV) concernant **l'admissibilité aux fonctions de sapeur-pompier volontaire**:

Le règlement grand-ducal du 6 mai 2010 portant organisation 1. de la division d'incendie et de sauvetage de l'Administration des Services de Secours et 2. des services d'incendie et de sauvetage des communes précise que les personnes âgées de 16 ans au moins et de 65 ans au plus peuvent faire partie des services d'incendie et de sauvetage volontaires.

Dans un délai de deux années à compter de sa date d'admission, le candidat doit avoir obtenu le brevet de formation initiale des sapeurs-pompiers volontaires. Endéans les cinq années qui suivent l'adhésion du candidat, ce dernier doit obtenir le brevet d'aptitude du premier degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie.

Le sapeur-pompier qui n'est pas détenteur de ce brevet ne peut plus participer activement à ces interventions.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Est-ce que les dispositions susmentionnées ne risquent pas de provoquer des effets négatifs au sein d'un certain nombre de corps de sapeurs-pompiers et notamment au niveau du nombre de pompiers actifs?

- Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas que des sapeurs-pompiers volontaires âgés de 50 ans au moins devraient être dispensés de l'examen de brevet d'aptitude du premier degré, sous réserve de la justification d'une certaine expérience dans le service d'incendie et de sauvetage (par exemple au moins 20 ans de service)?

- Est-ce que le Ministre envisage de valoriser les savoirs et compétences des sapeurs-pompiers volontaires acquis par leur expérience professionnelle?

**Réponse** (6.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La formation des sapeurs-pompiers est régie par la loi modifiée du 12 juin 2004 portant création d'une Administration des Services de Secours ainsi que par le règlement d'exécution du 6 mai 2010 fixant 1) l'organisation de la formation des agents des services de secours et de la population 2) la composition, l'organisation et les missions de la Commission à la formation de l'Administration des Services de Secours.

Avant l'entrée en vigueur de ces textes, la formation des sapeurs-pompiers volontaires n'était obligatoire que pour les chefs de corps et les instructeurs. La formation des sapeurs-pompiers volontaires a été confiée à la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers qui a élaboré les différents programmes de formation, nommé les instructeurs de l'école et délivré les certificats et brevets de formation.

Au cours des années, le métier du sapeur-pompier volontaire a notablement évolué. Le soldat du feu de jadis est devenu un technicien du

risque. La complexité des équipements mis en œuvre ainsi que la complexité des techniques d'intervention ne cessent d'augmenter. De même, les risques inhérents aux interventions de plus en plus techniques ne cessent d'évoluer, notamment liés à l'évolution technologique (maisons à basse énergie, modules solaires photovoltaïques sur les toitures, voitures hybrides, etc.).

La formation du sapeur-pompier vise à la fois de garantir sa propre sécurité au cours des interventions et de garantir la qualité du service presté. La compétence des agents volontaires des services de secours est fonction de leur capacité, de leur habilité, de leur faculté et de leur efficacité. Cette compétence est essentiellement acquise par la formation et par l'expérience qui est évidemment liée au nombre d'interventions. Or, notamment les membres des corps de sapeurs-pompiers des petites localités doivent compenser leur déficit en interventions par une solide formation.

Pour cette raison, le législateur s'est prononcé pour une réglementation de la formation de base du sapeur-pompier afin de garantir un minimum de sécurité et de compétence des agents volontaires.

Cette formation de base consiste en une formation initiale FGA-1 (Feuerwehrgrundausbildung Stufe 1), effectuée au niveau local, cantonal ou régional. Au niveau du corps local, cette formation comporte 14 heures de théorie et 10 heures de formation pratique, auxquelles s'ajoutent 18 heures de théorie et 13 heures de formation pratique dispensées au niveau cantonal ou régional. Dans un délai de deux années à compter de sa date d'admission au corps, l'agent intéressé doit avoir obtenu le brevet de formation initiale de sapeur-pompier volontaire. Dans certaines régions, une formation supplémentaire non obligatoire, la FGA-2, est proposée au niveau régional ou cantonal et qui comporte 12 heures de théorie et 14 heures de formation pratique. Il est par ailleurs prévu d'étendre cette formation à toutes les régions du pays.

Endéans les cinq ans qui suivent l'adhésion de l'agent volontaire au corps, celui-ci doit en outre obtenir un brevet d'aptitude du premier degré portant sur les techniques de la lutte contre l'incendie et qui comporte 48 heures de formation théorique et pratique. Cette formation est effectuée à l'École nationale des sapeurs-pompiers à Niederfeulen. Pour être admis au cours BAT1, les candidats doivent être détenteurs de l'attestation de formation initiale FGA-1 et de celle de formation de base en matière de secourisme, qui s'éleve à 28 heures de formation.

Les agents volontaires qui se destinent à travailler sous protection respiratoire isolante doivent participer à un cours d'initiation au port de l'appareil respiratoire isolant qui comporte une formation pratique et théorique de 30 heures.

La formation de base du sapeur-pompier volontaire s'éleve donc à 107 heures (FGA-1: 31 heures, BAT1: 48 heures, premiers secours: 28 heures) et en cas de porteur de l'appareil respiratoire isolant, la formation de base s'éleve à 137 heures.

À titre de comparaison, la formation de base du sapeur-pompier volontaire en France s'éleve à environ 250 heures, s'étalant sur une période de trois ans. En Allemagne, la formation de base est comparable à celle au Luxembourg, c'est-à-dire elle comprend un cours d'initiation de 70 heures de pratique et de théorie, ainsi qu'un cours, un peu comparable au BAT1, de 80 heures s'étalant sur une période de deux ans.

Une formation de base de 107 heures, respectivement de 137 heures étalée sur cinq ans ne semble pas démesurée et doit être considérée comme une nécessité, vu les compétences requises et les dangers et risques encourus par le pompier volontaire. Les compétences professionnelles requises et les dangers encourus sont évidemment indépendants de l'âge du pompier.

Cependant, afin de permettre une transition sans heurts de la nouvelle réglementation et de ne pas provoquer des effets négatifs au niveau de certains corps de sapeurs-pompiers, il est cependant nécessaire d'accepter des compromis entre une formation adéquate et l'expérience acquise par les membres des corps de sapeurs-pompiers au cours de leurs années de service. C'est la raison pour laquelle je suis disposé à faire droit à la demande de la Fédération nationale des corps de sapeurs-pompiers de déroger à l'obligation d'obtenir le brevet d'aptitude du premier degré BAT1 pour les sapeurs-pompiers qui au moment de l'entrée en vigueur de la nouvelle réglementation avaient dépassé l'âge de 50 ans et qui ont au moins 25 années de service à leur actif, à condition qu'ils suivent la formation FGA-2 au niveau régional endéans un délai de cinq ans.

**Question 1217** (2.2.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant **les détenus du Centre pénitentiaire de Luxembourg souffrant d'une maladie chronique**:

Il est connu que beaucoup de détenus de la prison à Schrassig souffrent de maladies chroniques, notamment des polyneuropathies, problèmes cardiaques et diabète pour ne citer que les cas les plus rencontrés. Or, il s'avère que les patients diabétiques devant bénéficier d'un régime antidiabétique spécial ne profitent pas d'un tel régime de façon régulière et se voient ainsi amputés d'un outil thérapeutique important. S'ajoute le fait que les patients devraient bénéficier d'un cours d'information sur le mode de mieux gérer leur maladie diabétique ou chronique. Un programme comprenant certaines activités sportives devrait aussi être proposé dans le plan thérapeutique global. En plus, il m'a été rapporté que les éducatrices de la Maison du Diabète ne souhaitent absolument pas se déplacer à la prison donnant ainsi l'impression que les détenus sont considérés comme des individus de quatrième classe.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Quelle garantie le Ministre peut-il donner aux détenus en vue de la prévention et prise en charge de leur maladie chronique surtout du point de vue alimentation et exercices physiques?

2) Est-ce que la Maison du Diabète bénéficie d'une subvention de l'État et, partant de cette constatation, est-ce que les éducatrices peuvent refuser le déplacement en prison?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'expliquer les gros retards concernant la fourniture en médicaments et en soins dont devraient bénéficier les détenus?

4) Monsieur le Ministre peut-il me confirmer que la salle d'attente du Bloc G1 est indigne d'une salle d'attente, vu qu'il n'y a même pas assez de place pour s'asseoir?

5) Étant donné que le médiateur connaît la situation intenable concernant les détenus souffrant de maladies chroniques et qu'il interviendra auprès de votre Ministère, quelles solutions le Ministre veut-il proposer pour améliorer l'état déficient de santé de certains détenus?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

En ce qui concerne la situation des détenus affectés de maladies chroniques, je tiens tout d'abord à rappeler à l'honorable Député que les autorités pénitentiaires ne peuvent assurer les soins appropriés aux détenus pour autant qu'elles soient informées de leur situation de santé, compte tenu du respect du secret médical. Dans cet ordre d'idées, il est impossible de fournir de plus amples informations par rapport aux questions 1), 2) et 3) alors qu'elles ne sont pas de la compétence du Ministre de la Justice.

Quant à la question n°4), il importe de souligner que l'infirmerie située au bâtiment G1 n'a pas de salle d'attente, du moins dans le sens qu'on y attribue normalement. Les détenus y sont amenés en temps utile et n'y attendent que brièvement. Toutefois, dans un souci de bien-être des détenus, un banc y sera néanmoins installé prochainement.

Concernant la question n°5), je me permets d'attirer l'attention de l'honorable Député sur l'article 7 de la loi du 11 avril 2010 (1) portant approbation du protocole facultatif se rapportant à la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adopté par l'Assemblée Générale de l'Organisation des Nations Unies à New York, le 18 décembre 2002 et (2) portant désignation du médiateur en tant que mécanisme national de prévention et fixant ses attributions.

Il en découle - implicitement mais nécessairement - qu'il n'appartient pas au Ministre de la Justice de faire publiquement état du projet de rapport de Monsieur le Médiateur, pris en sa qualité de contrôleur externe des lieux privés de liberté, avant que ce dernier ne décide de le publier. Aussi est-il dans mes habitudes de répondre directement au médiateur aux questions et recommandations concrètes qu'il souleve.

**Question 1225** (3.2.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant **la sécurité des détenus du Centre pénitentiaire de Luxembourg**:

Il devrait être tout à fait normal qu'une des priorités absolues dans les enceintes de la prison soit la sécurité personnelle des détenus. Or, d'après l'affirmation de certains détenus, les agressions verbales et physiques existent bel et

bien et des menaces de toute sorte sont à l'ordre du jour. Même si tout le monde est conscient que des problèmes individuels peuvent exister dans le chef de certains détenus à cet égard, il se pose la question quelle aide un détenu pourrait solliciter soit dans l'enceinte de la prison soit à l'extérieur en cas de menace.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

1) Comment est réglé l'usage du téléphone en prison, notamment en ce qui concerne la communication en dehors de l'enceinte carcérale?

2) Y a-t-il la possibilité de débloquent un numéro de téléphone d'urgence?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1) Étant donné que le téléphone est un moyen important afin que le détenu puisse garder le contact avec sa famille et ses proches, l'accès au téléphone est accordé d'office à tout détenu admis au régime B, c'est-à-dire le régime en commun des prévenus et des condamnés. Il peut être exceptionnellement accordé sur décision individuelle dans le cadre des régimes A et D, cette décision étant du ressort du magistrat compétent pour le prévenu et de la direction du CPL pour le condamné. Il peut être limité ou suspendu par décision disciplinaire en cas d'abus.

Chaque détenu se voit attribuer un code «PIN» composé de quatre chiffres dont il est tenu de garantir la confidentialité. En cas de communication du code PIN à un tiers, l'accès au téléphone pourra être suspendu. Le détenu communique au chef de sa section les noms, prénoms et numéros qu'il désire appeler qui sont alors inscrits sur une «white-list». Par ailleurs, certains numéros d'appel peuvent être bloqués par inscription sur une «black-list», générale ou individuelle.

Quant à la question n°2), force est de constater qu'il ne ressort pas clairement de la question parlementaire si l'honorable Député vise les numéros d'urgence (112 et 113) qui sont accessibles à tous, ou s'il voudrait savoir s'il est possible de débloquent un autre numéro en urgence. Dans ce deuxième cas, il est, dans la pratique courante, répondu à la demande du détenu dans un délai raisonnable en fonction de l'urgence, c'est-à-dire dans l'immédiat s'il s'agit par exemple d'un cas de décès ou de maladie grave d'un proche, ou dans un délai de deux jours s'il s'agit d'une démarche administrative. Le détenu a d'autre part la possibilité de contacter l'agent social du SPSE présent à la section, qui pourra intervenir et téléphoner pour le compte du détenu, voire le laisser téléphoner à partir de son bureau.

**Question 1238** (9.2.2011) de **Mme Anne Brasseur** (DP) concernant **l'Institut Pierre Werner**:

En se retranchant derrière le conseil d'administration, présidé par un haut fonctionnaire du Ministère de la Culture, Madame la Ministre de la Culture a évité de fournir une réponse à ma question parlementaire n°1172 du 18 janvier 2011, portant sur la gestion de l'Institut Pierre Werner (cf. *compte rendu n°10/2010-2011*).

- Étant donné qu'une partie de l'Institut est financée par le budget de l'État, il est de mon devoir de réitérer ma question pour savoir quelle est la nature des problèmes soulevés.

**Réponse** (17.5.2011) de **Mme Octavie Mordert**, *Ministre de la Culture*:

En réponse aux questions de Madame la Députée Anne Brasseur concernant l'Institut Pierre Werner, j'ai l'honneur d'apporter les informations suivantes:

L'Institut Pierre Werner (IPW) est une association sans but lucratif dont le conseil d'administration est composé de représentants de l'ambassade d'Allemagne, de l'ambassade de France et de l'État luxembourgeois.

Au cours de l'année 2009, le conseil d'administration avait décidé de renforcer les procédures de contrôle interne au sein de l'Institut afin d'en rendre la gestion administrative et financière plus transparente. Dans ce contexte, des représentants des trois pays membres ont assisté pendant une période transitoire la direction de l'Institut dans la mise en place des procédures annoncées.

Il s'est avéré par ailleurs qu'au cours des deux dernières années, le conseil d'administration et le directeur avaient des vues divergentes sur les procédures de gestion et de contrôle ainsi que la manière dont ce dernier représentait l'Institut Pierre Werner sur la place publique. Cette situation m'a été confirmée par les ambassadeurs



d'Allemagne et de France.

Afin de ne pas entraver le développement de l'Institut ainsi que son excellente renommée nationale et internationale, le conseil d'administration a eu de nouveaux entretiens avec le directeur et ils décidèrent finalement de résilier son contrat de travail avec l'Institut Pierre Werner.

Ni le fonctionnement de l'Institut ni son financement n'ont jamais été mis en péril et son conseil d'administration a toujours pris les décisions qui s'imposaient.

Je voudrais encore ajouter que la vacance de poste du directeur de l'Institut Pierre Werner a été publiée en avril dernier par le conseil d'administration dans la presse nationale et internationale.

**Question 1241** (10.2.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant les **conditions d'hospitalisation des détenus du Centre pénitentiaire de Schressig:**

Je me réfère plus particulièrement au rapport sur le Luxembourg du 28 octobre 2010 établi par le Comité européen pour la prévention de la torture et des peines ou traitements inhumains ou dégradants (CPT). Selon ce rapport les prisonniers nécessitant des soins hospitaliers spécialisés doivent être transférés vers le Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL). Le CPT a toutefois constaté que «... les chambres sécurisées du (...) CHL étaient rarement utilisées en cas d'hospitalisation de détenus. Cela s'explique par le fait qu'en raison de sa localisation, le quartier cellulaire ne faisait pas l'objet d'une surveillance infirmière permanente. De plus, ce quartier était fermé un week-end sur trois. Dans ces conditions, les détenus devaient fréquemment être hospitalisés dans des chambres ordinaires, où ils étaient menottés et/ou attachés à leur lit. Un tel état des choses n'est pas acceptable. À cet égard, le CPT a noté que le projet de déplacer les chambres sécurisées du CHL dans des locaux qui permettraient une meilleure surveillance n'a toujours pas été mis en œuvre. Le CPT en appelle aux autorités pour qu'il soit immédiatement mis fin à la pratique d'attacher les patients à leur lit au Centre Hospitalier de Luxembourg et, le cas échéant, dans les autres hôpitaux du pays».

En plus, le CPT a pu relever que «certaines dispositions de l'accord de coopération (dit «protocole») entre la police et le CHL sont source de préoccupation. Ainsi, cet accord impose aux médecins et aux infirmiers de limiter leurs conversations avec les détenus hospitalisés au strict minimum et de ne s'entretenir avec eux que de questions médicales. De plus, un fonctionnaire de police doit toujours être présent lors des consultations et des examens médicaux. De telles pratiques ne sont pas acceptables. En particulier, ainsi que le comité l'a déjà souligné à maintes reprises, les consultations et les examens médicaux doivent être pratiqués lors de l'écoute et - sauf demande expresse contraire du médecin concerné dans un cas particulier- hors de la vue des membres des forces de l'ordre (...)».

C'est dans ce contexte que j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

- Quelles mesures ont été prises pour mettre fin au traitement inhumain et dégradant consistant à menotter les détenus à leurs lits?

- Y a-t-il des plans concrets pour déplacer les chambres sécurisées du CHL dans des locaux qui permettraient une meilleure surveillance?

- Est-il prévu de modifier le protocole de coopération entre le CHL et la police en ce qui concerne les conversations entre le personnel soignant et le détenu ainsi que la présence de policiers lors des consultations et examens médicaux?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice:*

La question de l'hospitalisation des détenus a fait l'objet de plusieurs réunions au cours des dernières semaines afin d'améliorer les conditions y afférentes.

Il est important de relever dans ce contexte que l'hospitalisation des détenus est une situation délicate qui exige l'articulation d'intérêts divergents, alors qu'il s'agit de prévenir toute fuite du détenu et d'assurer la protection du personnel médical et soignant ainsi que des tierces personnes se trouvant dans l'hôpital, tout en préservant en même temps les droits et la dignité du détenu.

Pour ce qui est des policiers et agents pénitentiaires, il ne faut en effet pas oublier qu'aux termes des articles 332 et suivants du Code pénal, ils s'exposent à des sanctions pénales pouvant aller jusqu'à un an d'emprisonnement si

un détenu s'évade en raison d'une négligence de leur part.

Cependant, étant donné que l'achèvement du nouveau quartier cellulaire au Centre Hospitalier de Luxembourg (CHL) pour la médecine somatique des détenus est actuellement prévu pour le mois de juillet 2011, des pourparlers sont actuellement en cours afin d'adapter les conditions de contention des détenus. Dans ce contexte, le protocole de coopération entre la police et le CHL est actuellement analysé, tant en ce qui concerne la contention des détenus qu'en ce qui concerne la présence du policier ou de l'agent pénitentiaire au moment de la consultation médicale. Il est également prévu que le Ministère de la Justice est dorénavant également partie à ce protocole de coopération, afin que les mêmes règles s'appliquent, peu importe si la garde est effectuée par un policier ou un gardien de prison.

Il faut encore relever que ces mesures de contention ne s'appliquent non seulement dans le cadre des chambres spécialement aménagées, mais également dans toute autre chambre dans laquelle un détenu peut le cas échéant être transféré pour des raisons de santé, comme par exemple en cas de réanimation, d'isolation pour une maladie infectieuse, etc.

**Question 1245** (10.2.2011) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant l'**incident d'un avion de la compagnie Luxair:**

Selon mes informations, au matin du 20 janvier 2011, un avion de la compagnie Luxair, avec des passagers à bord, a heurté le sol de la piste du Findel avec sa partie arrière, ceci après avoir été confronté à un fort vent arrière. Après une enquête préliminaire, l'Administration des Enquêtes techniques aurait défini cet incident comme «accident».

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de Monsieur le Ministre:

1) Pourquoi l'avion a-t-il atterri sur une piste avec un vent arrière important?

2) Pourquoi cet accident n'a pas été communiqué vers l'extérieur?

3) Est-ce que, malgré des dégâts structurels sur l'avion, cet appareil a reçu l'autorisation de quitter l'Aéroport de Findel direction Maasticht?

4) Qui a pris quelles décisions et qui en porte la responsabilité?

**Réponse** (10.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert à propos de l'accident du 20 janvier 2011 ayant impliqué un aéronef de la compagnie Luxair qui, lors de son atterrissage à l'Aéroport de Luxembourg, a touché avec la partie arrière de son fuselage le sol.

Pour ce qui est des causes précises de cet accident, une enquête technique est actuellement en cours.

Le manque de communication évoqué par l'honorable Député est dû à un malentendu entre l'autorité de l'aviation civile et la compagnie Luxair. J'ai demandé à la Direction de l'Aviation civile que dès à présent elle soit en charge de la communication de tous les accidents.

Après la mise en œuvre à l'Aéroport de Luxembourg des mesures de mitigation de risque, prévues par le constructeur et approuvées par la Direction de l'Aviation civile, l'appareil a pu quitter, sans passagers, l'Aéroport de Findel le 24 janvier 2011 vers Maastricht aux fins de réparation des dégâts.

La décision de déplacer l'avion vers une structure de maintenance agréée pour les réparations à faire est une décision revenant à l'opérateur aérien alors qu'il s'agit d'une décision indispensable pour permettre la remise en service de l'aéronef en question. La responsabilité pour autoriser le départ de l'aéronef vers cette structure de maintenance revient à la Direction de l'Aviation civile. L'Administration des Enquêtes Techniques est obligée, de par la loi, de mener une enquête en cas de survenance de ce type d'événement afin d'analyser celui-ci et de déterminer, le cas échéant, les recommandations qui s'imposent afin d'éviter la reproduction d'un tel événement.

**Question 1251** (14.2.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **difficultés d'exercer correctement la profession de médecin au Centre pénitentiaire de Schressig:**

Dem Bericht einer Wochenzeitung zufolge wurde einer Allgemeinmedizinerin der freie Zugang zur Schressiger Strafanstalt erschwert und, nachdem sie ihre Konsultation bei einem Häftling durchgeführt hatte, wurde sie anscheinend gezwungen sich zu entkleiden.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kann der Minister mir diesen Sachverhalt bestätigen und Erklärungen zum genauen Verlauf geben?

2) Beabsichtigt der Minister auf diesen Vorfall zu reagieren und, wenn ja, in welcher Weise?

3) Da es nicht das erste Mal ist, dass Ärzte Schwierigkeiten haben in der Schressiger Haftanstalt ihren Beruf fachgerecht auszuüben, was gedenkt der Minister zu unternehmen, damit Einschränkungen für die Ärzte auf ein absolut notwendiges Minimum reduziert werden?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice:*

Da der ehrenwerte Abgeordnete Jean Colombera keine genauen Angaben macht und nur erwähnt, dass der Zwischenfall „einer Wochenzeitung zufolge“ passiert sein soll, ist nicht mit letzter Bestimmtheit zu sagen um was es sich genau handelt. Zusätzlich kommt hinzu, dass der ehrenwerte Abgeordnete in einem Interview mit RTL am 14. Februar 2011 ebenfalls einen Zwischenfall dieser Art erwähnt hat, dort jedoch angegeben hat, die Information würde von einem Insassen der JVA Schressig stammen. Da es bisher in der JVA Schressig jedoch nur ein Problem dieser Art gab, dürfte sich die Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten auf den u. a. Sachverhalt beziehen.

1) Der vom ehrenwerten Abgeordneten beschriebene Sachverhalt kann so nicht bestätigt werden.

Die Ärztin musste sich der üblichen Sicherheitskontrolle unterziehen. Der Ablauf dieser Kontrolle - die übrigens beim Eintritt der Ärztin in die JVA erfolgte und nicht wie angegeben beim Verlassen - lässt sich mit denen heute üblichen Sicherheitskontrollen an internationalen Flughäfen vergleichen: da das Sicherheitsportal beim ersten Durchgang der Ärztin einen nicht erlaubten Gegenstand signalisierte, entledigte Sie sich Ihres Gurtes und ging erneut durch das Sicherheitsportal. Da dieses nochmals ein Signal gab, zog die Ärztin die Schuhe aus und ging erneut durch das Sicherheitsportal. Da bei diesem Durchgang kein weiterer nichterlaubter Gegenstand signalisiert wurde, war die Sicherheitskontrolle damit abgeschlossen und die Ärztin durfte die JVA ohne weiteres betreten.

2) Immer davon ausgehend, dass es sich beim „Notfall“ um die unter 1) angeführte Sicherheitskontrolle handelt und da der Sachverhalt in dieser Sache den üblichen Sicherheitskontrollen entspricht, bedarf er keiner Reaktion.

3) Da die Behauptung des ehrenwerten Abgeordneten - im Sinne von Einschränkungen der Ärzte bei der Ausübung ihres Berufes - nicht mit Tatsachen oder klaren Hinweisen belegt ist, ist nicht nachvollziehbar auf welche zu nehmenden Maßnahmen sich der ehrenwerte Abgeordnete bezieht.

Abschliessend sei jedoch zu erwähnen, dass das „Centre Hospitalier de Luxembourg“ (CHL) - das die medizinische Betreuung der Insassen auf Grund des Vertrages mit dem Justizministerium gewährt - bestätigt hat, dass keiner ihrer Ärzte mit einem Sachverhalt, wie ihn der ehrenwerte Abgeordnete beschrieben hat, bisher konfrontiert gewesen ist.

**Question 1252** (14.2.2011) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant l'**introduction de drogues dans l'enceinte du Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schressig:**

Selon mes informations, un membre du personnel attaché au Centre pénitentiaire à Schressig (CPL), responsable de l'un des ateliers, a été surpris ce weekend alors qu'il tentait d'introduire une importante quantité de drogues dites dures à l'intérieur de la prison.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

1) Monsieur le Ministre peut-il confirmer cette information?

2) Dans l'affirmative, quelles sont les mesures immédiates qui ont été prises à l'encontre de ce présumé trafiquant?

3) Quelles sont, en général, les mesures concrètes actuellement mises en place pour empêcher l'introduction de drogues dans l'enceinte du CPL, tant pour les détenus entrant au CPL, pour leurs visiteurs et pour le personnel occupé au CPL?

4) Dans sa réponse à ma question parlementaire de septembre 2009 (question n°0055) (*cf. compte rendu n°3/2010-2011*), Monsieur le Ministre indique qu'une «enquête systématique» concernant les toxicomanes est réalisée par le service médical du CPL et que des chiffres seraient publiés dans le cadre du rapport d'activité annuel. Sur base de cette enquête et des rapports, Monsieur le Ministre peut-il fournir les statistiques récentes sur l'usage de stupéfiants au sein du CPL respectivement sur les thérapies proposées et le résultat de celles-ci?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice:*

En ce qui concerne les questions 1) et 2) de l'honorable Député, je tiens à relever qu'il n'appartient pas au Ministre de la Justice de commenter, ni de confirmer ou d'infirmer des allégations ou des affaires en cours. Conformément à l'article 8(3) du Code d'instruction criminelle relatif au secret de l'instruction, il appartient au Ministère public de décider, en toute indépendance, s'il y a lieu de communiquer. Le principe de la présomption d'innocence étant le même pour tous, il n'est pas prévu, en l'état actuel du dossier, de prendre des mesures à l'égard des membres concernés du personnel pénitentiaire.

Quant à la question 3), je me permets de renvoyer l'honorable Député à la réponse fournie à la question parlementaire n°1159 du 11 janvier 2011 de l'honorable Député Jean Colombera (*cf. compte rendu n°11/2010-2011*).

En ce qui concerne la question 4), je peux informer l'honorable Député qu'un traitement de substitution est proposé à tous les détenus qui présentent une dépendance aux opiacés dès leur entrée en prison. Pratiquement tous les morphinomanes acceptent ce traitement. Les détenus ont la possibilité de maintenir le traitement de substitution ou bien de le diminuer progressivement.

À l'exception des mineurs, des personnes qui restent moins de 24 heures au Centre pénitentiaire de Luxembourg à Schressig (CPL) et des gens qui se trouvent au CPL en attendant leur éloignement (la prescription d'une substitution est tout à fait exceptionnelle pour ces groupes de personnes), 24,5% des personnes incarcérées au CPL en 2010 et 10,5% des personnes incarcérées au Centre pénitentiaire de Givenich (CPG) en 2010 ont bénéficié d'un traitement de substitution. Au CPL, 69 personnes par jour en moyenne recevaient un traitement de substitution en 2010. Au CPG, il s'agissait de six personnes par jour en moyenne.

Le nombre de patients qui ont suivi un traitement de substitution en 2010 au CPL était de 219 personnes et au CPG de 16 personnes. Au CPL, 201 personnes ont pris de la méthadone dont neuf ont également pris de la Suboxone®. 18 personnes ont pris uniquement de la Suboxone®. Les doses extrêmes étaient 1 mg et 24 mg. Au CPG, seule la méthadone a été utilisée. La dose moyenne pour la méthadone a été de 24 mg par jour, les doses extrêmes étaient de 1 mg et de 80 mg. La durée moyenne du traitement en 2010 a été de 127 jours.

64 patients sous traitement de substitution ont été élargis ou transférés vers une autre institution. 126 patients ont arrêté le traitement de substitution pendant leur incarcération. Sept patients sous traitement de substitution ont été transférés du CPL vers le CPG. 30 personnes ont recommencé à prendre un traitement de substitution en prison, qu'ils avaient arrêté auparavant. 20 personnes substituées ont été élargies et réincarcérées durant l'année 2010.

En ce qui concerne l'échange de seringues en milieu carcéral, il faut rappeler que depuis le mois d'août 2005, un programme officiel d'échange de seringues pour les détenus toxicomanes a débuté au CPL. Le détenu demandeur écrit une lettre à un médecin de la prison qui, après une consultation, lui fournit un étui contenant deux seringues à insuline. Les seringues peuvent être échangées dans l'infirmerie par le personnel soignant. La consommation et la possession de drogues restent bien sûr interdites. Le programme d'échange de seringues tombe sous le secret médical.

En 2010, 34 étuis ont été distribués et 328 seringues ont été échangées. Le 31 décembre 2010, 25 étuis étaient en circulation au CPL.

De l'acide ascorbique, des filtres, des cuillères en inox, de l'eau physiologique stérile, des tampons d'alcool et des petits pansements sont à la disposition en vrac dans les deux infirmeries du CPL.



Au CPG, l'échange de seringues est possible selon le même protocole qu'au CPL. Mais depuis le démarrage du programme d'échange de seringues, aucune demande de participation n'a été introduite.

**Question 1253** (14.2.2011) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant le **blocaje des intersections par des voitures aux heures de pointe:**

Le blocaje des intersections par des voitures aux heures de pointe constitue un problème et une source de danger potentiel pour les piétons qui devient de plus en plus grave. Il s'avère, notamment sur les grands boulevards de la ville de Luxembourg et sur les boulevards des grandes agglomérations, qu'un grand nombre de voitures souhaitent encore franchir avant que le feu passe au rouge et qu'ils se trouvent tout à coup au milieu de l'intersection gênant intentionnellement le trafic.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre quelles sont les sanctions prévues par le Code de la Route en cas de blocaje d'une intersection?

- Est-ce que cette infraction est également sanctionnée par un retrait de points du permis de conduire?

- Combien d'avertissements taxés ont été décernés en 2010 et 2009 pour cause de cette infraction?

- Comment Monsieur le Ministre souhaite-t-il parer au problème du blocaje des intersections?

- Ne serait-il pas indiqué de signaler aux conducteurs par un marquage visible, à l'instar du marquage aux États-Unis, que le blocaje des intersections est strictement interdit?

- Dans la même logique, Monsieur le Ministre ne pense-t-il pas qu'il faudrait sensibiliser davantage les automobilistes quant au respect mutuel voire prévoir des contrôles plus fréquents?

**Réponse commune** (6.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur les sanctions prévues par le Code de la Route en matière de blocaje des intersections, du nombre d'avertissements taxés décernés en la matière entre 2009 et 2010, ainsi que sur les mesures envisageables afin de parer aux problèmes liés au blocaje des intersections.

Dans ce contexte, l'article 138 de l'arrêté grand-ducal modifié du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques, communément appelé Code de la Route, stipule que «lors d'un arrêt dans une file de véhicules à la hauteur d'une intersection, il est interdit aux conducteurs d'immobiliser leur véhicule de manière à empêcher le passage des conducteurs qui circulent sur la chaussée transversale. Lors d'un arrêt dans une file de véhicules aux abords d'un passage à niveau, d'un passage pour piétons, d'un passage pour cyclistes et d'un passage pour piétons, il est interdit aux conducteurs d'immobiliser leur véhicule sur ces passages. Le présent alinéa s'applique même si un signal coloré lumineux indique le passage libre».

Les infractions à cette disposition sont sanctionnées d'avertissements taxés de 49 euros, sans entraîner cependant une perte de points.

La Police grand-ducale a décerné au cours des années 2009 et 2010 trois avertissements taxés en matière de blocaje des intersections.

Bien qu'une campagne au niveau national ne soit pas envisagée pour l'instant, la Police grand-ducale a néanmoins l'intention de s'attacher à ce phénomène par une campagne spécialement axée sur cette problématique sur le territoire de la ville de Luxembourg, notamment en ce qui concerne les autobus. Ainsi, une phase préventive visant à sensibiliser les usagers de la route au problème sera suivie d'une phase répressive au cours de ce printemps.

Bien que les campagnes de sensibilisation du Ministère du Développement durable et des Infrastructures visent régulièrement le respect

mutuel de tous les usagers de la route, l'on n'envisage pas de lancer une campagne de sensibilisation spécifique concernant le sujet élargi.

**Question 1262** (16.2.2011) de **M. Marc Angel** (LSAP) concernant les **vestiges archéologiques près de la Place Guillaume II à Luxembourg-ville:**

Les fouilles entreprises en relation avec la rénovation du «Veräinshaus» sur la Place Guillaume II à Luxembourg-ville ont révélé des vestiges archéologiques intéressants. D'autre part, il est connu qu'il existe à côté des vestiges de deux anciennes églises datant du XIII<sup>e</sup> et du XVII<sup>e</sup> siècle. Il va sans le dire que ces vestiges pourraient fournir des informations intéressantes quant à l'histoire de la ville de Luxembourg.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture:

- Madame la Ministre est-elle disposée à faire examiner les vestiges de ces anciennes églises par des archéologues? Dans l'affirmative, quelle sera la répercussion sur les travaux concernant l'extension prévue du parking Knuedler?

- Quelle est l'enveloppe budgétaire à prévoir pour une fouille archéologique professionnelle de ce site?

- Madame la Ministre souhaite-t-elle que ces vestiges soient conservés? Dans l'affirmative, quel est l'impact budgétaire d'une conservation?

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance des projets d'extension du parking Knuedler?

- Y a-t-il déjà eu des pourparlers entre le Ministère de la Culture et les responsables de la ville de Luxembourg au sujet de ces vestiges?

**Réponse** (3.5.2011) de **Mme Octavie Modert**, *Ministre de la Culture:*

Lors des fouilles qui ont eu lieu dans le cadre des travaux visant la transformation du bâtiment dit «Veräinshaus», le service archéologique du MNHA est tombé sur des substructions attribuées à des églises des 13<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles, relevant de l'ancien couvent des Franciscains construit vers 1250. Deux sondages effectués sur la Place Guillaume II ont confirmé l'interprétation de ces structures et ont permis de mieux évaluer l'importance archéologique de la découverte.

Le sondage le long du «Veräinshaus» a mis au jour la partie nord du chœur de l'église du 13<sup>e</sup> siècle orientée parallèlement à la rue Notre Dame. Il démontre la continuation des substructions de cette église sur la Place Guillaume II. S'y ajoutent les bâtiments conventuels connus des plans historiques ainsi que la partie nord de la chapelle de Mansfeld construite entre 1585 et 1595 à l'arrière du chœur du 13<sup>e</sup> siècle.

Le deuxième sondage a montré que les structures de l'église du 17<sup>e</sup> siècle, dont les plans historiques existent encore, sont bien préservées jusqu'à une profondeur de quatre mètres sous le pavage actuel et comprennent de nombreuses tombes superposées. Suite à la découverte lors des fouilles au «Veräinshausgaart» de tombes protégées par des pierres tombales richement décorées ainsi que d'objets de grande qualité (chapelets, petites croix, pendentifs) montrant la position sociale élevée des défunts, tout porte à croire que le souterrain de la Place Guillaume renferme des tombes autrement plus riches, étant donné que les défunts des citoyens les plus illustres étaient généralement inhumés à l'intérieur des églises.

Par ailleurs, il convient absolument de mentionner encore la présence de certaines structures importantes:

- La fouille «Veräinshausgaart» a mis au jour la fondation d'un bâtiment antérieur à l'église du 13<sup>e</sup> siècle avec la même orientation que celle-ci, mais dont le service archéologique ignore au stade actuel s'il s'agit d'une église précédente à celle du 13<sup>e</sup> siècle ou d'un édifice civil ou militaire proche de la porte «bey de Knodleren». Quelques pièces de monnaie gallo-romaines y ont également été trouvées.

- Une couche de 15 centimètres de profondeur reposant directement sur le rocher naturel à livrer de nombreuses scories de fer et de céramique protohistorique indiquant la présence d'activités métallurgiques à cet endroit à l'âge du fer.

Il est évident que des vestiges archéologiques de pareille valeur, qui sont d'une importance capitale pour l'histoire de la ville de Luxembourg, ne peuvent pas être sacrifiés, ni même dans le cas d'interventions d'excavation ou de construction. Des fouilles préventives seraient indispensables; les expériences faites lors des

fouilles au plateau du St Esprit et à l'abbaye de Neumünster permettent d'évaluer à trois à quatre ans la durée des fouilles pour un coût annuel de 280.000 à 300.000 euros. Evidemment, les travaux de fouille auraient aussi des répercussions sur les manifestations qui ont régulièrement lieu sur la Place Guillaume II.

En ce qui concerne le fond du dossier, le Ministère de la Culture et la ville de Luxembourg ont trouvé un accord qui permettra à la fois de conserver les vestiges des 13<sup>e</sup> et 17<sup>e</sup> siècles sans les altérer et de construire l'extension du parking du Knuedler.

De même, un accord a été trouvé entre la ville de Luxembourg et le Ministère de la Culture quant à la restauration et la transformation du «Veräinshaus». Grâce à ce deuxième accord, les vestiges du couvent seront conservés in situ pour les générations futures et pourront à tout moment faire l'objet de travaux de recherches scientifiques.

**Question 1266** (16.2.2011) de **M. François Bausch** (*déi gréng*) concernant la **création et la mise en vente de logements et de commerces par le Fonds de rénovation de la Vieille Ville:**

Le Fonds de rénovation de la Vieille Ville, en tant que propriétaire du terrain et des bâtiments affectés à l'origine à la justice, est en train de restructurer l'îlot en question pour créer des logements et des commerces. Le fonds réalise 45 appartements, cinq commerces, 119 places de stationnement en parking souterrain ainsi qu'un immeuble de maître avec bureaux. 44 unités de logements seront vendues aux enchères publiques. Une première mise en vente vient d'être annoncée.

Je souhaite avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre:

- Pourquoi le Fonds de rénovation de la Vieille Ville a-t-il choisi le mode de vente aux enchères au lieu d'une vente à prix fixe?

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que cette démarche soit en contradiction avec la nécessité de contrecarrer la spéculation sur le logement et ainsi l'augmentation constante des prix dans le secteur immobilier?

- Vu que les décisions du comité directeur sont soumises à l'approbation du Ministre de tutelle, Monsieur le Ministre ne juge-t-il pas opportun de reconsidérer cette démarche afin de prêcher par l'exemple?

**Réponse** (6.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

En réponse à la question parlementaire n°1266 du 16 février 2011 de l'honorable Député François Bausch, j'ai l'honneur de vous soumettre ci-dessous les précisions suivantes:

En premier lieu, pour ce qui est du mode de vente aux enchères au lieu d'une vente à prix fixe, il y a lieu de rappeler que la loi modifiée du 29 juillet 1993 portant création du Fonds de rénovation de la Vieille Ville charge le fonds, sans autres précisions, de la restauration, de la construction ou de l'adaptation d'immeubles faisant partie d'îlots délimités dans la vieille ville de Luxembourg. Dans ce contexte, le fonds a toujours fait sien l'objectif de promouvoir l'habitat, avec la création, dans les différents projets immobiliers, d'un maximum de surfaces destinées au logement, allant bien au-delà de ce que la réglementation de la ville de Luxembourg n'exige pour ce secteur. À noter encore que la loi organique du fonds ne lui confère pas de mission à caractère social et ne prévoit pas de subventionnement étatique pour les projets de logements entrepris.

Aussi, en absence d'autres critères d'attribution prévus dans la loi, le comité du fonds a opté pour la vente aux enchères, afin que les opérations puissent se dérouler dans la plus grande transparence.

Il ne saurait être reproché au fonds d'être en contradiction avec la nécessité de contrecarrer la spéculation sur le logement et l'augmentation des prix dans le secteur immobilier alors qu'en l'absence de disposition légale permettant au fonds d'assortir ses ventes de clauses restrictives juridiquement valables, le seul moyen justement d'éviter la spéculation c'est de vendre les objets sur base du prix du marché constaté lors de la vente aux enchères. À préciser encore qu'au cas où il n'y avait qu'un seul amateur pour un objet donné, l'adjudication se faisait au prix de base correspondant au prix de revient.

À ajouter que les ventes de logements du fonds se trouvent combinées à la conclusion d'un bail emphytéotique pour ce qui est du terrain, diminuant ainsi dans le prix le poids de la charge

foncière et rendant en même temps plus difficile la spéculation également sur le long terme.

Enfin, pour ce qui est plus précisément de l'îlot D visé par l'honorable Député dans sa question, il y a lieu de souligner que les projets d'actes préparés en vue de la prochaine vente aux enchères prévoient au profit du fonds un droit de préemption, au prix indexé de l'adjudication de départ, en cas de revente par l'adjudicataire endéans un délai de cinq ans.

Au vu des éléments développés aux points ci-avant, il y a lieu de constater qu'il n'y a pas nécessité de reconsidérer les démarches entreprises par le fonds, les appréhensions dont fait état l'honorable Député étant d'ores et déjà et dans la limite de ses moyens légaux pris en compte par le fonds.

**Question 1267** (16.2.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **personnes ayant été atteintes d'un cancer:**

Selon mes informations, des personnes ayant souffert d'un cancer, mais étant guéries et se trouvant actuellement en bonne santé ont des difficultés, voire sont dans l'impossibilité de recevoir un grand nombre de prêts bancaires ainsi qu'une pension complémentaire comme on leur refuse l'assurance vie nécessaire pour conclure de tels contrats. Ainsi une personne âgée de 47 ans, atteinte d'un cancer à l'âge de 23, a de grandes difficultés à conclure un prêt, que ce soit pour l'achat d'une voiture ou la construction d'une maison.

Afin de pouvoir introduire une demande d'assurance-prêt, les compagnies d'assurance exigent une documentation détaillée de la maladie. Or, 25 ans après les traitements subis, il est parfois très difficile de produire ces documents, sachant que par exemple le médecin traitant n'exerce plus, l'hôpital n'existe plus ou encore que beaucoup de patients ont été traités dans des hôpitaux à l'étranger.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes aux Ministres concernés:

- Le Gouvernement peut-il me confirmer la situation telle que décrite ci-dessus?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement n'estime-t-il pas que d'un point de vue de l'égalité des chances, une telle situation s'avère intenable?

- Existe-t-il une durée légale pendant laquelle le patient doit être à même de produire les documents en question?

- Quelles sont les démarches que le Gouvernement envisage afin de remédier à cette situation?

**Réponse** (3.5.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances:*

La situation décrite dans la question parlementaire constitue un fait tout à fait exceptionnel. En règle générale, le fait qu'une personne ait été atteinte d'un cancer il y a 25 ans n'entraîne pas son inassurabilité. Selon les informations dont dispose le Gouvernement, les assureurs acceptent régulièrement des candidats assurés ayant été atteints d'un cancer ou d'autres maladies graves puisqu'ils s'intéressent plutôt à l'état de santé d'une personne au moment de la souscription d'une assurance. L'absence d'un dossier médical vieux de 25 ans n'est pas un motif de refus d'assurance.

Il n'existe pas de durée minimale ou maximale pendant laquelle le patient doit pouvoir produire une documentation médicale. Les assureurs se basent normalement sur des informations médicales récentes.

**Question 1273** (22.2.2011) de **M. Camille Gira** (*déi gréng*) concernant la **qualité de l'eau de l'Our:**

En relation avec la rivière de l'Our il existe deux projets transfrontaliers qui se situent dans le domaine de la protection de la nature et qui ont un aspect en commun: la qualité de l'eau de l'Our. Ces deux projets sont:

- Le projet LIFE-Nature «Restauration des populations de moules perlières en Ardenne» approuvé en septembre 2005 avec une durée de six ans et une envelopure de 2,2 millions d'euros (50% du financement par des ministères luxembourgeois).

- Un «partenariat de cours d'eau» transfrontalier réalisé sur le territoire de 16 communes dont huit communes luxembourgeoises depuis janvier 2009 avec une durée de trois ans et une envelopure de 2.619.500 € (513.100 € financés par des ministères luxembourgeois).

Or, une récente analyse de la problématique de la qualité de l'eau de l'Our a relevé que les paramètres «clé» pour les populations de moules perlières sont si mauvais que la survie de l'espèce dans son milieu naturel est grièvement menacée. En effet, sur les dix paramètres «clé» mesurés, six ne répondent pas aux exigences de cette espèce phare. Les valeurs des nitrates sont en augmentation graduelle depuis 2002. Les analyses réalisées sur les onze affluents luxembourgeois de l'Our dans la zone du projet fournissent des résultats similaires à ceux de l'Our (p. ex. des maxima de 75 mg de nitrates/l).

En analysant les points qui constituent une menace pour la moule perlière il ressort que 25% des problèmes ont leur origine dans une épuration insuffisante des eaux usées et 18% des menaces sont directement liées à l'agriculture (p. ex. épandage de purin sur les berges de l'Our).

Malheureusement, il n'existe toujours pas de plan de gestion pour cette zone Natura 2000 (Vallée supérieure de l'Our) qui pourrait réduire, voire résoudre, les problèmes susmentionnés.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il entreprendre sur le territoire luxembourgeois afin de parer à la détérioration de la qualité de l'eau de l'Our?

- Quand Monsieur le Ministre estime-t-il pouvoir présenter le projet du plan de gestion intégrant pour la Vallée supérieure de l'Our?

- De quelle façon les projets mentionnés ci-dessus seront-ils modifiés ou intensifiés en relation avec la problématique en question?

**Réponse commune** (10.5.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La question parlementaire de l'honorable député Camille Gira a pour objet la qualité de l'eau et la population de moules perlières de l'Our. Le projet LIFE-Nature «Restauration des populations de moules perlières en Ardenne», auquel l'honorable Député fait référence, a pour but principal la restauration de l'unique population de moules perlières luxembourgeoise. La population en question est une des dernières populations de l'espèce du massif Eifel-Ardenne qui, sans intervention directe, était vouée à disparaître, notamment à cause d'une absence de reproduction in situ.

Le projet LIFE, dont le porteur principal est la Fondation Hëllef fir d'Natur (Natur & Ëmwelt) et qui bénéficie du cofinancement du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région et du Ministère du Développement durable et des Infrastructures, se clôturera en octobre 2011. Le projet aura permis de sécuriser les populations de moules perlières et de mettre en place les fondements d'une stratégie à long terme du rétablissement de l'état de conservation de l'espèce.

Alors que le projet LIFE n'a pu agir qu'exclusivement à l'intérieur du périmètre de la zone Natura 2000 LU00001002 «Vallée de l'Our de Ouren à Wallendorf Pont», il est exact que les problèmes de qualité de l'eau de l'Our, dus notamment à une érosion excessive et l'accumulation de pollutions diffuses d'origine domestique et agricole, ont leur origine au-delà des limites de la zone protégée proprement dite.

Toute stratégie de rétablissement de l'état de conservation de la moule perlière dépendra donc de la coordination étroite entre l'agriculture, notamment en ce qui concerne les intrants organiques en provenance des plateaux, la conservation de la nature et des forêts, en ce qui concerne la gestion ciblée de la zone spéciale de conservation en fonction des exigences écologiques de la moule perlière, et finalement la gestion des eaux, à travers une épuration efficace des eaux usées, aussi bien au Luxembourg que dans les pays limitrophes, en l'occurrence l'Allemagne et la Belgique.

En ce qui concerne la surveillance de la qualité de l'eau de l'Our, il y a lieu de noter que l'Administration de la Gestion de l'Eau (AGE), dans son programme d'analyses physico-chimiques, biologiques et bactériologiques de routine, suit de très près la qualité des eaux de l'Our. Ainsi, les résultats physico-chimiques des années 2002 à 2010 ne montrent pas de changements significatifs. En effet, une analyse détaillée des concentrations d'ammonium, de nitrates et de phosphates, paramètres «clé» pour les populations de moules perlières, ne révèle pas de tendance significative. L'augmentation graduelle des nitrates, évoquée dans la question de l'honorable Député, ne peut donc pas être confirmée, bien que les concentrations effectivement observées se situent au-delà des valeurs

maximales compatibles avec un état de conservation favorable de la moule perlière.

Le plan de gestion de district hydrographique, tel qu'adopté par le Gouvernement conformément aux obligations de la directive 2000/60/CE (directive-cadre sur l'eau) et de la loi du 19 décembre 2008 relative à l'eau, comprend des mesures apportant des améliorations à mettre en œuvre, tant au niveau de la structure du cours d'eau, qu'au niveau de l'assainissement des eaux usées. Ainsi, deux nouvelles stations d'épuration biologiques ont été mises en service récemment: la station épurant les eaux usées de la localité de Lieler (mise en service en 2000 pour 650 équivalents habitants) se déversant dans le ruisseau «Schelsbaach» ainsi celle de Tintesmühle (mise en service en 2009 pour 1.300 équivalents habitants). Étant donné que les normes de rejets de ces stations d'épuration sont conformes à la législation pertinente, la qualité biochimique du cours d'eau récepteur ne peut que s'améliorer à l'avenir.

En ce qui concerne le volet agriculture, les actions prévues dans le cadre du projet Interreg IV-A «Un partenariat de rivière pour la rivière frontalière Our» et du projet LIFE, notamment en ce qui concerne la mise en place de mesures agro-environnementales ainsi que l'installation de clôtures le long des pâturages longeant les cours d'eau, vont contribuer de manière significative à une amélioration de la qualité de l'eau de l'Our. Par ailleurs, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures entend entamer une collaboration avec les acteurs de l'agriculture en vue de la promotion de mesures agricoles appropriées de réduction d'intrants et de l'érosion.

Pour ce qui est des plans de gestion des zones Natura 2000, il convient de noter que le département de l'Environnement a procédé, en 2010, à une révision du cahier des charges y relatif. Ce nouveau cahier des charges met l'accent sur la participation précoce des propriétaires et exploitants des terrains concernés dans la procédure d'élaboration des plans, la prise en compte des relevés écologiques nationaux récents tels que le cadastre de biotopes ou le système national de monitoring de la biodiversité, la définition précise de mesures de gestion sur base d'une cartographie géo-référencée et le cadrage dans le temps de la mise en œuvre de ces mesures combiné à une révision régulière (six à dix ans). L'élaboration de nouveaux plans de gestion sera lancée au premier semestre 2011 et concernera certainement la Vallée de l'Our.

Vu le caractère transfrontalier tant du bassin de l'Our que du projet Interreg IV-A susmentionné, les mesures prévues au niveau des plans de gestion wallon et rhénan-palatin vont de pair avec les efforts mis en œuvre sur le territoire national. Reste à noter qu'un projet LIFE complémentaire au projet actuel est actuellement en cours de préparation et que ce projet bénéficie dès à présent d'un accord de principe quant à la participation financière du Ministère du Développement durable et des Infrastructures et du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région.

**Question 1283** (28.2.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **formation contre la violence comme moyen de prévention au Centre pénitentiaire à Schragssig**:

In seiner Antwort auf meine parlamentarische Frage Nr.1078 (cf. *compte rendu n°9/2010-2011*) erklärt der Minister, dass den Häftlingen im Sinne einer effizienten Primärprävention ein Anti-Gewalt-Training angeboten wird, da die Frühprävention und die Deeskalation generell gesehen ein fester Bestandteil der Gefängnisführung seien. Nun ist es so, dass manche Häftlinge behaupten, eine solche Anfrage gestellt zu haben, diese jedoch vom SPSE (Service psychosocial éducatif) im Einklang mit der Gefängnisführung abgelehnt wurde.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Stimmt diese Behauptung, dass verschiedenen Häftlingen ein solches Anti-Gewalt-Training verwehrt wurde? Wenn ja, warum?

2) Wie viele Anfragen zu diesem Anti-Gewalt-Training wurden im letzten Jahr eingereicht und wie viele wurden positiv angenommen?

3) Warum ist dieses Training nicht obligatorisch?

4) Seit wann wird ein solches Training angeboten und wer leitet diese Kurse?

5) Wie viele Häftlinge, die einen solchen Kursus mitgemacht haben, wurden „rückfällig“?

6) Aufgrund welcher legalen Basis kann der SPSE entsprechende Anfragen ablehnen, und welche Möglichkeit besteht, solche Entscheidungen anzufechten?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Die Fragen des ehrenwerten Abgeordneten können wie folgt beantwortet werden:

1) Verschiedene Häftlinge konnten tatsächlich nicht am Anti-Gewalt-Training (AGT) teilnehmen, teilweise wegen sprachlicher Barrieren, insbesondere aber, weil beim Kandidaten keine Veränderungsmotivation vorhanden war.

Bevor die Kandidaten zum AGT zugelassen werden, wird ein Interview durchgeführt, dessen Sinn und Zweck es ist, dass sich Trainer und Kandidat gegenseitig kennenlernen. Des Weiteren wird dem Kandidaten erklärt, wozu es beim AGT geht und was auf ihn zukommt. Es wird ihm die Möglichkeit geboten, Fragen zu stellen, um auch die Motivation zur Veränderung des Kandidaten festzustellen.

2) Anfragen vonseiten der Insassen wurden keine eingereicht, alle Teilnehmer wurden von ihrem zuständigen SPSE-Betreuer vorgeschlagen und alle diese Vorschläge wurden angenommen.

3) Die Teilnahme am AGT setzt die aktive Mitarbeit des Häftlings voraus, eine zwingende Teilnahme wäre also wenig erfolgversprechend beziehungsweise von vorne herein zum Scheitern verurteilt.

Das AGT wurde nach Prof. Dr. Jens Weidner und den Richtlinien des ISS (Institut für Sozialpädagogik und Sozialarbeit in Frankfurt) entwickelt. Es ist eine deliktsspezifische Behandlungsmethode für Schläger, die den Abschied vom Faustrecht und den Verzicht auf die Unterwerfungsidee trainieren. Das AGT basiert auf den pädagogischen Prinzipien der konfrontativen Pädagogik (KP). Ihr Motto lautet: den Menschen mögen und verstehen, aber mit seinem (abweichenden bis kriminellen) Handeln nicht einverstanden sein. Dahinter steht ein Professionalitätsverständnis, das 80% Empathie um 20% Konfrontation (in Konfliktsituationen) ergänzt. Dabei gilt KP als „Erziehungs-ultima-ratio“, als letztes Mittel also, wenn andere Interventionen nicht greifen konnten. Es handelt sich hier um einen Ansatz mit einem positiven Menschenbild, der ohne die Interventionserlaubnis des Betroffenen nicht konfrontativ arbeiten kann.

Vor dem Hintergrund dieser wissenschaftlichen Ansätze mutet es zumindest etwas paradox an, wenn man jemanden zu einem Anti-Gewalt-Training zwingen möchte.

4) Das AGT wird seit 2010 in der JVA Schragssig angeboten. Das erste AGT im CPL wurde geleitet von einem internen und einem externen Anti-Gewalt-Trainer. Mittlerweile ist eine uneigennützige Vereinigung, die „Anti-Gewalt-Training Luxemburg a.s.b.l.“, für das Training verantwortlich, die Koordination dieses Trainings obliegt jedoch weiterhin der JVA Schragssig.

5) Die Beantwortung der Frage nach der Rückfälligkeit setzt eine klare Definition dieses Begriffs im Rahmen dieser parlamentarischen Anfrage voraus; handelt es sich hier um die Rückfälligkeit im Sinne des Strafgesetzbuches, oder „nur“ um eine vielleicht einfache Handgreiflichkeit ohne strafrechtlichen Charakter, die jedoch aufzeigt, dass das AGT nicht erfolgreich war? Und ab wann würde man sagen können, dass das AGT nicht erfolgreich war? Nach einem einmaligen „Ausrutscher“? Wie würde oder sollte man bei einer solchen Statistik die Personen berücksichtigen, die zwar in der JVA nicht mehr handgreiflich wurden, jedoch nach ihrer Entlassung? Auf jeden Fall wurde nach Wissen der AGT-Mitarbeiter der JVA Schragssig bis jetzt kein Absolvent des AGT-Programms rückfällig, zumindest im Sinne des Strafgesetzbuches.

6) Eine spezifische und besondere rechtliche Basis, um Anfragen zum AGT positiv oder negativ zu bewerten, gibt es nicht. Da der Strafvollzug dem Delegierten des Generalstaatsanwaltes untersteht, kann der Häftling sich auf jeden Fall an ihn wenden. Ob eine Ablehnung eine anfechtbare Entscheidung im Sinne des Verwaltungsrechts wäre, müsste gegebenenfalls durch das Verwaltungsgericht beurteilt werden.

**Question 1285** (1.3.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant la **psychothérapie au Centre pénitentiaire de Luxembourg**:

Es ist erwiesen, dass sich der psycholabile Gesundheitszustand von Häftlingen bessert, wenn sie eine adäquate, persönliche psychologische Betreuung genießen. Nun berichten Häftlinge der Justizvollzugsanstalt Schragssig, dass sie

keine psychotherapeutische Behandlung bekommen, weil ein Psychologe sie als „untherapierbar“ klassifiziert hat. Hier scheint eine Vermischung der Kompetenzen vorzuliegen, da nur ein Arzt über eine mögliche Therapie zu entscheiden hat. Da der Beruf des Psychologen dem Conseil supérieur des professions de santé untersteht, hat das Collège médical in einem solchen Fall keine Weisungsbefugnis.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Ist dem Minister bekannt, dass Häftlinge von Psychologen als „untherapierbar“ eingestuft worden sind und demzufolge keine psychologische Therapie erhalten?

2) Welchen juristischen Stellenwert hat die Diagnose eines Psychologen? Ist sie für die Gefängnisführung bindend?

3) Kann ein Psychologe, der eine falsche „medizinische“ Diagnose stellt, juristisch belangt werden?

4) Genügt ein einziges negatives Gutachten eines Psychologen, um einem Häftling eine psychotherapeutische Behandlung zu verwehren?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Die Fragen des ehrenwerten Abgeordneten Jean Colomera können wie folgt beantwortet werden:

1) Dem Justizministerium ist nicht bekannt, dass Häftlinge von einem Psychologen als „untherapierbar“ eingestuft worden sein sollen. Es muss in diesem Zusammenhang jedoch darauf hingewiesen werden, dass der Inhalt von medizinischen und paramedizinischen Konsultationen der Gefängnisleitung natürlich nicht bekannt ist. Etwaige Äußerungen dieser Art eines Psychologen im Rahmen eines Gesprächs mit einem Häftling werden dementsprechend auch nicht aktenkundig.

2) Die Diagnose eines einzelnen Psychologen ist für die Gefängnisleitung nicht unbedingt bindend; sowohl die Gefängnisleitung als auch der Häftling selbst können im Zweifelsfall andere Gutachten einholen. Es stellt sich natürlich im Regelfall für die Gefängnisleitung als schwierig dar, sich über das fachliche Urteil eines Psychologen hinwegzusetzen, wenn es nicht durch eine oder mehrere Stellungnahmen von anderen Psychologen widerlegt wird.

3) Die gesetzlichen Regelungen über die vertragliche und außervertragliche Haftung finden gemäß dem Allgemeinrecht ebenfalls Anwendung auf Psychologen, die durch eine falsche Diagnose einer anderen Person einen Schaden zugefügt haben. Nach dem anzuwendenden Haftungsrecht obliegt die Beweislast dafür natürlich der Person, die einen Schadensersatzanspruch geltend macht.

4) Zur Beantwortung dieser Frage wird auf Frage 2) verwiesen.

**Question 1295** (3.3.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant les **détenus âgés**:

In der Literatur wird die Bezeichnung „ältere Strafgefangene“ uneinheitlich verwendet. Die untere Altersgrenze wird bei 60, aber auch bereits bei 55 oder 50 Jahren angesetzt, da „Alterungsprozesse in der Haft schneller voranschreiten“.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Wie ist die Altersstruktur der Gefängnisinsassen von 50-55; 56-60 und über 60 Jahren?

2) Wird den klimatischen Verhältnissen Rechnung getragen? Was geschieht bei übermäßiger Hitze oder sehr niedrigen Temperaturen? Existieren Klimaanlage oder Ventilatoren? Wie steht es mit der Wasserversorgung bei hohen Temperaturen, um Hitzekollaps zu verhindern?

3) Wie steht es mit Hilfsmitteln wie zum Beispiel Liften für Häftlinge, die unter Arthrose leiden?

4) Erhalten ältere Häftlinge, wenn nötig, angepasste Diäten (z. B.: ohne Salz, ohne Fett...)?

**Réponse** (12.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

Am 30. März 2011 sah die Altersstruktur der 50- bis 60-jährigen Insassen in der JVA Schragssig wie folgt aus:

Altersgruppe	Anzahl der Häftlinge
50-55	35
56-60	22
über 60	8

Den besonderen Bedürfnissen von älteren Gefangenen wird natürlich im Rahmen der Umstände und Möglichkeiten einer JVA Rechnung getragen, insbesondere was die medizinische Versorgung und die Ernährung der einzelnen Häftlinge betrifft.

### Question 1301 (7.3.2011) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant les morts causées par l'amiante:

Als Asbest wird die Gruppe von mineralischen Fasern, die in hornblendehaltigem Gestein vorkommt, bezeichnet. Es gehört zu den Silikaten und besitzt hervorragende Eigenschaften, u. a. hohe Hitzebeständigkeit, widersteht Säuren, besitzt eine hohe Isolierfähigkeit und verfügt über eine hohe mechanische Festigkeit. In den 70er Jahren des vorigen Jahrhunderts wurden jedoch die negativen Eigenschaften von Asbest sichtbar: Es schadet massiv der Gesundheit.

Weil die Asbestfasern dazu neigen, sich der Länge nach in immer dünnere Fasern aufzuspalten, entstehen durch das Einatmen von Asbest hohe Gesundheitsbelastungen. Die hauchdünnen Fasern setzen sich in der Lunge fest und können vom Organismus kaum abgebaut noch ausgeschieden werden. Das Körpergewebe sowie das Erbmaterial können schwer beschädigt werden. Im Laufe der Jahrzehnte wurde das Risiko der Erkrankung erkannt, es wird umso höher, je mehr die Luft mit Asbest belastet ist und je länger der Mensch der mit Asbest belasteten Luft ausgesetzt ist.

Obwohl die Anwendung dieses Dämm- und Brandschutzstoffes seit 1993 in Deutschland verboten ist, können laut medizinischem Wissensstand zwischen 20 und 30 Jahren vergehen, bis eine durch Asbest verursachte Erkrankung ausbricht. Laut einer rezenten Studie der Bundesanstalt für Arbeitsschutz und Arbeitsmedizin starben 1.375 Menschen an asbestbedingten Krankheiten im Jahr 2009 in Deutschland.

In diesem Zusammenhang möchte ich dem Herrn Arbeitsminister und dem Herrn Gesundheitsminister folgende Fragen stellen:

- Herr Minister, gibt es in Luxemburg nähere Angaben über asbestbedingte Todesfälle? Falls ja, kann man ausführliche Informationen erhalten?

- Herr Minister, können Sie anführen, ob und seit wann die Anwendung von Asbest in Luxemburg verboten ist?

- Welche staatlichen oder privaten Einrichtungen führen diesbezügliche Kontrollen durch?

**Réponse commune** (13.4.2011) de M. Nicolas Schmit, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration*, et de M. Mars Di Bartolomeo, *Ministre de la Santé*:

L'inhalation de fibres d'amiante est à l'origine de l'asbestose qui est une fibrose pulmonaire se manifestant par une insuffisance respiratoire, des cancers broncho-pulmonaires, des cancers de la plèvre (mésothéliome), des cancers du larynx et des cancers des voies digestives. À cet égard, il faut faire la différence entre l'amiante sous forme de chrysotile («Asbestzement») et d'amphiboles («Spritzasbest»), de loin plus dangereux du fait que les fibres ne sont pas liées.

En matière de maladies professionnelles<sup>1</sup>, on distingue l'asbestose ou affection de la plèvre par la poussière d'amiante (4103), le cancer du poumon et le cancer du larynx en association avec une asbestose, ou lorsque l'effet d'une dose cumulative de fibres en amiante sur le lieu du travail d'au moins 25 années-fibres est établi (4104) et le mésothéliome de la plèvre, du péricarde ou du péricarde causé par l'amiante (4105).

Depuis 2009, en Allemagne le cancer du poumon, comme effet d'une exposition combinée à l'amiante et aux hydrocarbures aromatiques polycycliques (dose cumulative) (4114), est reconnu dans le cadre des maladies professionnelles.

<sup>1</sup> Tableau des maladies professionnelles en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 1998.

D'après les données disponibles pour l'Allemagne, 48% des maladies professionnelles en rapport avec une exposition à l'amiante sont des cancers du poumon et du larynx, 40% des mésothéliomes ou cancers de la plèvre, et 1% des maladies liées à l'amiante sont des asbestoses.

À noter qu'une exposition à l'amiante est beaucoup plus critique pour un fumeur que pour un non-fumeur. Ainsi, un fumeur exposé à l'amiante court un risque dix fois plus élevé de développer un cancer du poumon qu'un non-fumeur exposé à l'amiante.

En ce qui concerne les données au Grand-Duché de Luxembourg, l'inventaire des postes à risques a répertorié pour l'année 2009 que 634 salariés dans 13 entreprises travaillaient au contact de l'amiante (tout en prenant les mesures préventives nécessaires). Ces travailleurs étaient répartis dans les domaines de la métallurgie (20%), de la construction (61%), des services fournis aux entreprises (3%), des communes (9%) ou encore de l'assainissement, voirie et gestion des déchets (5%).

Selon les chiffres de l'Association d'assurance accident, Service prévention et enquêtes, neuf personnes sont décédées entre 2005 et 2010 au Luxembourg; ceci en rapport avec une maladie professionnelle liée à l'amiante.

En ce qui concerne l'évolution du nombre des cancers liés à l'amiante, les pronostics allemands et français, tant pour les asbestoses que pour les cancers du poumon ou les mésothéliomes, prévoient une croissance continue jusqu'en 2015 voire 2020, alors que la décroissance du nombre de cas est prévue au-delà de cette même période. Ce phénomène s'explique, d'une part, par le temps de latence entre l'exposition et le diagnostic (décroissance de l'utilisation de l'amiante vers 1980-1985) et, d'autre part, par les assainissements et l'exposition des assainisseurs à partir des années 1980.

Depuis 2001, il existe au Luxembourg une interdiction générale de la mise sur le marché et de l'emploi de la fibre d'amiante et de produits la contenant, à l'exception de produits qui étaient déjà installés et/ou en service avant l'interdiction et qui continuent d'être autorisés jusqu'à leur élimination ou leur fin de vie utile.

Vu cette interdiction générale, le risque d'exposition se limite au Luxembourg aux travaux d'assainissement, de démolition ou de maintenance, risque toutefois élevé si des précautions spécifiques ne sont pas prises.

Avant le début des travaux de retrait de l'amiante et/ou de matériaux contenant de l'amiante, un plan de travail doit être établi par l'employeur et transmis à l'Inspection du travail et des mines. Certains types de travaux ne peuvent commencer qu'après réception du plan de travail visé par l'Inspection du travail et des mines.

La surveillance d'un chantier de désamiantage (amiante friable, flocage, amiante-ciment à l'intérieur d'un bâtiment) est effectuée par un organisme de contrôle agréé et indépendant. Cet organisme contrôle le respect du plan de travail (agréé par l'ITM) et mesure la concentration de la fibre d'amiante.

### Question 1304 (9.3.2011) de Mme Viviane Loschetter (*déi gréng*) concernant les activités de l'Agence du Bénévolat dans l'année du Bénévolat 2011:

L'année 2011 a été proclamée l'Année européenne du Bénévolat durant laquelle il s'agit «à encourager et à soutenir, notamment par l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, les efforts accomplis par les États membres, les autorités régionales et locales ainsi que la société civile pour créer des conditions propices au bénévolat au Grand-Duché de Luxembourg.» (Portail du Bénévolat).

Fin février, le Ministère de la Famille et de l'Intégration a adressé une lettre aux organisations non gouvernementales (ONG) - au sein desquelles des milliers de bénévoles sont actifs depuis des décennies - pour les informer de ce qui suit:

«Le concours de l'Agence du Bénévolat, dont les activités sont coordonnées par deux employés à mi-temps, a été demandé dans le cadre de l'organisation, de la coordination et de l'exécution des nombreuses activités prévues pendant l'Année européenne du Bénévolat.

Pour cette raison, l'Agence du Bénévolat n'est pas en mesure d'assurer pendant l'année 2011 les tâches journalières d'orientation de bénévoles et d'information et de soutien aux associations qui sont les siennes.»

Dans ce contexte, je voudrais adresser à Madame la Ministre de la Famille les questions suivantes:

- Est-ce que Madame la Ministre estime que cette lettre aux ONG est appropriée à dynamiser le travail des bénévoles dans ces associations?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que l'Agence du Bénévolat aurait dû être renforcée en ressources humaines afin de parer au surplus de travail pendant l'année 2011 au lieu de réduire ses activités normales?

### Question 1307 (10.3.2011) de M. Roger Negri (*LSAP*) concernant l'Agence du Bénévolat:

Dans un courrier daté du 28 février 2011, l'Agence du Bénévolat et le Ministère de la Famille et de l'Intégration informent le monde associatif que l'Agence du Bénévolat se trouve dans l'impossibilité «d'assurer pendant l'année 2011 les tâches journalières d'orientation de bénévoles et d'information et de soutien aux associations qui sont les siennes» au motif que ses ressources humaines, à savoir deux employés à mi-temps, sont entièrement affectées à l'organisation, la coordination et l'exécution des activités prévues dans le cadre de l'Année européenne du Bénévolat.

Tout en faisant part de ma stupéfaction quant au contenu du courrier en question, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre a-t-elle connaissance de la lettre qui fut adressée au monde associatif? Madame la Ministre se déclare-t-elle d'accord avec le contenu de ce courrier?

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas qu'il est pour le moins étonnant que l'Agence du Bénévolat soit obligée de réduire à zéro ses missions habituelles afin de pouvoir assurer l'organisation de l'Année européenne du Bénévolat au Luxembourg? De la sorte, l'Année européenne ne risque-t-elle pas d'avoir l'effet contraire de son objectif recherché, à savoir de promouvoir le bénévolat dans notre société?

- Madame la Ministre n'est-elle pas d'avis que l'Agence du Bénévolat aurait dû être renforcée en 2011 sur les plans matériel et humain afin de lui permettre d'assumer à la fois ses missions habituelles et les missions supplémentaires qui lui incombent dans le cadre de la célébration de l'Année européenne du Bénévolat?

### Réponse (30.3.2011) de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

En date du 27 novembre 2009, le Conseil de l'Union européenne avait décidé que 2011 serait l'«Année européenne des activités de bénévolat pour la promotion de la citoyenneté active».

L'Année européenne du Bénévolat vise, de manière générale, à encourager et à soutenir, notamment par l'échange d'expériences et de bonnes pratiques, les efforts accomplis par les États membres pour créer, dans la société civile, des conditions propices au bénévolat et pour accroître la visibilité des activités dans les domaines les plus divers du bénévolat.

L'Année européenne poursuit les objectifs suivants:

- œuvrer à la mise en place d'un cadre propice au bénévolat;

- soutenir les organisations de bénévoles dans leur volonté d'améliorer la qualité du bénévolat;

- récompenser et reconnaître les activités du bénévolat;

- sensibiliser l'opinion publique à la valeur et à l'importance du bénévolat.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration, à qui incombe le rôle de coordinateur national pour la mise en œuvre de l'Année européenne, a instauré un comité de coordination pour établir le programme des activités prévues dans le cadre de cette année. Pendant cette année, l'Agence du Bénévolat assure le secrétariat et reste l'interlocuteur des associations pour les événements organisés au courant de cette Année européenne.

Dû à cette mission exceptionnelle pendant l'année 2011, mission qui demande une certaine disponibilité des agents, l'Agence du Bénévolat n'est actuellement pas en mesure d'assurer l'entièreté de ses missions et notamment la mission d'encadrement de nouveaux bénévoles et de servir d'interface entre les nouveaux bénévoles et le monde associatif.

Il va sans dire que l'Agence du Bénévolat, l'organe exécutif de l'Association du Bénévolat Luxembourg, et qui dispose depuis 2003 d'une convention avec le Ministère de la Famille et de l'Intégration, continue à remplir toutes les autres missions qui lui ont été confiées, à savoir:

- le soutien aux associations encadrant des bénévoles en leur offrant p. ex. une plate-forme d'échange et de formation (centre de compétence),

- l'information et la sensibilisation du public afin de créer au sein de la société civile des conditions favorables au bénévolat (centre de ressources),

- la formation, dans le cadre de sa mission d'accueil, des bénévoles gérant l'agence, sans oublier:

- les travaux d'entretien sur le Portail du Bénévolat qui a été lancé en 2009 (rédaction du contenu, coordination des travaux),

- la mise à jour de la base de données du Portail du Bénévolat (réponses aux demandes formulées par le biais du Portail - en 2010 en moyenne 248 visites par jour),

- la coordination de l'antenne de Diekirch et de l'antenne de Dudelange,

- les informations juridiques pour responsables d'associations (changement de statuts, demande d'agrément, demande d'utilité publique),

- la gestion de la carte du jeune bénévole Team K8,

- le traitement des demandes d'entreprises du secteur privé pour une collaboration,

- l'organisation de la plate-forme «informations juridiques».

De même, l'Agence du Bénévolat continue à entretenir ses relations d'échange et de coopération avec le Conseil supérieur du Bénévolat, ainsi qu'avec les organismes nationaux et internationaux poursuivant des objectifs similaires aux siens.

La question d'un renforcement du personnel de l'Agence du Bénévolat ne se posait pas étant donné que l'Agence dispose, pendant les autres années, des ressources humaines nécessaires pour assurer les tâches quotidiennes qui sont les siennes. En plus, procéder à un engagement à durée déterminée d'une personne pour l'Année européenne du Bénévolat s'avère difficile étant donné que seul l'engagement d'une personne qualifiée et expérimentée aurait pu être utile pour l'Agence du Bénévolat.

### Question 1305 (10.3.2011) de MM. Emile Eicher et Mill Majerus (CSV) concernant l'accueil scolaire et l'encadrement socio-éducatif des enfants de demandeurs d'asile:

Depuis quelques semaines le nombre de familles demandant l'asile a fortement augmenté au Luxembourg. Tant que leur demande d'asile est en cours de traitement, ces derniers ne doivent non seulement être hébergés mais leurs enfants doivent également être scolarisés.

Cependant, l'intégration socioculturelle et l'encadrement scolaire de ces enfants s'avèrent plus que difficiles puisqu'on ignore s'ils vont pouvoir rester au Luxembourg.

Dans ce contexte, nous posons les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle ainsi qu'à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration:

- Madame la Ministre de l'Éducation nationale peut-elle nous expliquer comment on peut éviter que les écoles de taille modeste soient dépassées par la mission d'accueil scolaire d'un nombre grandissant d'enfants de demandeurs d'asile? Ne serait-il pas opportun d'introduire pendant un certain temps et de manière spécifique des classes d'accueil dans les écoles fondamentales concernées afin d'organiser, au bénéfice d'abord des enfants de demandeurs d'asile, un accueil scolaire optimal?

- Madame la Ministre de la Famille peut-elle nous indiquer les initiatives qui sont développées, au sein des foyers, dans le domaine de l'accueil socio-éducatif ainsi que de la formation non formelle des enfants de demandeurs d'asile?

**Réponse commune** (26.4.2011) de Mme Mady Delvaux-Stehres, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*, et de Mme Marie-Josée Jacobs, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Je comprends que d'aucuns puissent penser que la perspective du rapatriement des demandeurs de protection internationale remet en question des objectifs d'intégration scolaire. Toutefois, en vue du maintien de la cohésion sociale, il m'importe de ne pas mettre à l'écart les enfants de demandeurs de protection internationale lors de leur séjour au Luxembourg. Cependant, eu égard à l'évolution récente et à l'arrivée massive de personnes logées dans des





structures dépassant le cadre communal, j'ai décidé de recourir pour la scolarisation de leurs enfants aux classes spécialisées de l'État conformément à l'article 17 du règlement grand-ducal du 16 juin 2009 déterminant le fonctionnement des cours d'accueil et des classes d'accueil pour enfants nouvellement installés au pays. Je considère cette mesure comme transitoire.

Dans cinq des structures d'hébergement des demandeurs de protection internationale sur un total de 28 foyers d'accueil, un encadrement des adultes et des enfants est assuré par du personnel socio-éducatif. Il s'agit des foyers Don Bosco, Saint-Antoine à Luxembourg, Fondation Schroeder à Redange-sur-Attert, Fondation Chomé à Luxembourg-Eich ainsi que du foyer de Weilerbach.

Il convient d'y ajouter le foyer d'accueil de Marienthal dans lequel l'a.s.b.l. ASTI assure une animation dans le cadre de projets cofinancés par le Fonds européen pour les réfugiés depuis 2007.

Dans ces six foyers d'accueil, des éducateurs (gradués ou diplômés) organisent des activités récréatives destinées plus particulièrement aux enfants et aux jeunes. Au foyer de Weilerbach, l'a.s.b.l. CLAE offre un cours de couture créative ouvert aux femmes et aux hommes depuis janvier 2011.

**Question 1306** (14.3.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **médicaments homéopathiques**:

In meiner parlamentarischen Frage Nr.1188 betreffend die Rückerstattung von homöopathischen Mitteln hatte ich darauf hingewiesen, dass in Luxemburg nur die Medikamente zurückerstattet werden, die aus einer „Monosubstanz“ bestehen, wogegen komplexe homöopathische Medikamente mit mehreren Substanzen nicht zurückerstattet werden. Damit trotzdem die komplexen Substanzen zurückerstattet werden, müssen diese Substanzen einzeln verschrieben werden, was schlussendlich teurer für die Gesundheitskasse zu stehen kommt. In seiner Antwort teilt der Minister mit, dass die Gesundheitskasse die Meinung der WHO teilt, indem sie die wissenschaftlichen Kenntnisse in den Vordergrund stellt um die Praxis einer sicheren und wirksamen Medizin zu fördern. Nichtsdestotrotz bleibt meine Frage unbeantwortet.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Warum werden in Luxemburg „unitäre“ homöopathische Medikamente zurückerstattet und „komplexe“ Medikamente nicht? Ist das nicht ein Paradox?
- 2) Sind „unitäre“ homöopathische Medikamente nach wissenschaftlichen Kriterien besser als „komplexe“ homöopathische Medikamente einzustufen?
- 3) Welche politischen Gründe haben den Minister dazu bewegt nunmehr nur die „unitären“ homöopathischen Medikamente anzuerkennen?

**Réponse** (3.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Sécurité sociale*:

En guise de réponse à sa question parlementaire, je me permets de renvoyer l'honorable Député aux documents parlementaires 5260 relatifs à la loi du 21 décembre 2004 modifiant l'article 22 du Code des assurances sociales.

**Question 1308** (11.3.2011) de **M. Jacques-Yves Henckes** (ADR) concernant les **saisies et cessions**:

L'absence d'interaction entre la loi de 1970 sur les saisies et cessions et la loi de 1999 sur le RMG fait qu'il existe une différence entre les montants fixés comme inaccessibles et insaisissables selon la loi sur les saisies et le montant du RMG. Ceci a amené le Gouvernement à déposer le 16 mai 2002 (!) un projet de loi pour tenter d'y remédier. Or, les divers avis en relation avec cette loi viennent au compte goutte, le dernier datant d'août 2010. Il importe dès lors de parer au mieux au fait qu'actuellement le bénéficiaire d'un RMG se trouve largement favorisé par rapport à la personne qui travaille. Ceci est dû au fait que le règlement grand-ducal fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes date du 26 juin 2002!

Ainsi la première tranche insaisissable et inaccessibles selon ledit règlement grand-ducal est de 550 €. Le montant du RMG insaisissable et inaccessibles s'élève lui à 1.251,95 € pour un adulte, auquel il faut ajouter éventuellement le mon-

tant de 375,59 € (montant immunisé) soit un total de 1.627,54 €. Ces montants augmentent selon la situation de famille.

Il en résulte qu'une personne endettée a souvent intérêt à cesser son travail et à demander le RMG ou à recourir au mécanisme dit des employeurs multiples pour pouvoir disposer d'un revenu lui permettant de vivre ainsi que sa famille. Ceci ne me semble pas être le but devant être recherché.

Aussi je voudrais vous poser les questions suivantes:

- Dans l'attente du vote de la loi, le Gouvernement entend-il abroger le règlement grand-ducal du 26 juin 2002 fixant les taux de cessibilité et de saisissabilité des rémunérations de travail, pensions et rentes et prendre un nouveau règlement grand-ducal qui fixerait un montant insaisissable et inaccessibles plus élevé que les 500 € actuels et qui adapterait les autres tranches partiellement saisissables?
- Si oui, quels sont les montants envisagés?

**Réponse** (26.4.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

En date du 16 mai 2002, le Gouvernement a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi n°4955 portant modification de la loi modifiée du 11 novembre 1970 sur les cessions et saisies des rémunérations de travail ainsi que des pensions et rentes.

Parallèlement à ce projet prévoyant notamment une adaptation automatique des différents taux, un règlement grand-ducal a été pris en date du 26 juin 2002 ajustant les taux de cessibilité et de saisissabilité.

Après que le Conseil d'État a avisé le projet de loi n°4955 le 23 février 2010, le projet de loi devrait pouvoir être voté prochainement, alors que le Ministère de la Justice et celui de la Famille présenteront des amendements communs avant les vacances parlementaires. Une adaptation du règlement grand-ducal peut être envisagée en même temps.

**Question 1309** (11.3.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant les **foyers CNDS**:

Les foyers CNDS ont pour objectif d'offrir une aide sociale, éducative et thérapeutique à des personnes seules, des couples ou des familles afin d'augmenter l'autonomie maximale de la personne. Cependant chaque foyer est constitué d'un groupe de personnes différentes, à caractère hétérogène ayant sa dynamique propre. L'accompagnement socio-éducatif joue un rôle principal dans la cohésion du groupe. Cependant certains litiges peuvent entraver cette cohésion sociale. Il m'a été rapporté qu'un jeune homme a été exclu du foyer CNDS de Mersch et a dû loger pendant cinq jours dans un motel à ses frais, son éducateur considérant cet acte comme mesure disciplinaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- 1) Est-ce qu'il existe un règlement d'ordre intérieur pour chaque foyer et est-ce qu'il est identique pour tous les foyers CNDS?
- 2) Quelles sont les mesures disciplinaires qui peuvent être prises en cas d'infraction à ce règlement?
- 3) Est-ce qu'une mesure d'éloignement du foyer peut être envisagée par un éducateur?
- 4) Qui est finalement le responsable qui décide d'une mesure qui est à l'encontre de la philosophie prônée par l'idée initiale des foyers CNDS?
- 5) Est-ce que le Ministère est informé en cas de mesure disciplinaire et si oui combien de mesures disciplinaires ont été prises durant les trois dernières années?

**Réponse** (14.4.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

- 1) Oui, il existe un règlement d'ordre intérieur pour chaque foyer du Comité National de Défense Sociale (CNDS). Ce règlement d'ordre intérieur est identique pour toutes les structures du CNDS.
- 2) Les mesures disciplinaires qui peuvent être prises en cas d'infraction au règlement d'ordre intérieur, signée et approuvée par la personne accueillie, dépendent de l'infraction commise. Cette mesure peut aller du blâme jusqu'à l'exclusion temporaire ou définitive du foyer.
- 3) La décision est prise, soit en équipe, soit par le/la chargé(e) de direction. Elle est prononcée par l'éducateur ou l'éducatrice de service.
- 4) La responsabilité en cas d'infraction pénale est de la compétence des tribunaux.
- 5) Le Ministère n'est pas informé en cas de mesure disciplinaire.

**Question 1310** (11.3.2011) de **M. Jean Colombero** (ADR) concernant la **mendicité**:

Immer häufiger trifft man auf bettelnde Menschen. Meist sind dies Frauen oder Kinder oder Frauen mit Kindern, die durch verarmtes Aussehen das Mitleidsgefühl der Passanten erwecken.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wie soll man sich verhalten wenn man mit Bettelerei konfrontiert wird? Sollte man irgend eine Autorität einschalten oder soll man es stillschweigend übersehen?
- 2) Ist der Ministerin bekannt, dass hier gewisse Banden aktiv sind, die Frauen und Kinder missbrauchen, also de facto Gewalt ausüben um sich zu bereichern? Wenn ja, was gedenkt die Ministerin dagegen zu unternehmen?

**Réponse** (4.5.2011) de **Mme Marie-Josée Jacobs**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*:

Laut Artikel 563 des Strafgesetzbuches ist die Bettelerei ein Vergehen, das mit einer Geldstrafe zwischen 25 und 250 Euro geahndet werden kann. Die einzuschaltende Autorität ist demnach die Polizei.

Dem Familienministerium ist nicht bekannt, dass zu diesem Zeitpunkt Banden, wie vom ehrenwerten Abgeordneten beschrieben, in Luxemburg aktiv waren.

Zu bemerken sei schlussendlich, dass laut rezentem Polizeibericht (La délinquance en 2010), sowohl Bettelerei wie Landstreicherei deutlich zurückgegangen sind (-1.559).

**Question 1311** (11.3.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant l'**implantation de centrales éoliennes «on shore»**:

Le paquet «énergie-climat», adopté par les États membres de l'Union européenne le 12 décembre 2008, prévoit que la part des énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale au Luxembourg doit atteindre 11% d'ici 2020. Ce taux s'élève actuellement à 1%. En ce qui concerne les centrales éoliennes, aucune nouvelle centrale ne fut ajoutée aux 38 centrales existantes en 2009 et 2010. Pourtant, lors d'une conférence de presse en 2010, une série d'endroits d'implantation de centrales éoliennes fut annoncée, e. a. sur le plateau de Bourscheid et le plateau entre Kayl et Rumlange. Entre-temps, différents conseils communaux se sont exprimés contre une telle implantation où des recherches scientifiques concernant la faune et la flore sur le terrain doivent encore être entamées. Ces recherches ont souvent pour résultat qu'une implantation s'avère impossible.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur:

- Messieurs les Ministres peuvent-ils me renseigner sur les raisons de ces avis négatifs en aval des sites d'implantation proposés?
- Ne devrait-on pas songer à procéder au «repowering» e. a. des centrales éoliennes de 4 x 500MW sises sur le plateau de Mompach en vue d'augmenter la puissance électrique nationale?
- Pourquoi détecte-t-on toujours des rivalités entre la protection de l'environnement et la mise en place de centrales éoliennes après l'annonce d'une éventuelle implantation?

- Quelles seront les mesures concrètes que le Gouvernement entend entamer afin d'atteindre la part de 11% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale selon les consignes européennes?

**Réponse commune** (29.4.2011) de **M. Jean-not Krecké**, *Ministre de l'Économie et du Commerce extérieur*, et de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Au cours des dernières années et depuis la mise en place de parcs éoliens à Luxembourg, il s'est montré que l'implantation de nouveaux parcs éoliens sur le territoire national est souvent controversée, que ce soit au niveau de la population locale ou au niveau communal. En effet, les développeurs de projet se voient souvent confrontés à des soucis concernant notamment l'intégration des installations dans le paysage naturel, le développement potentiel d'émissions sonores respectivement la compatibilité des installations projetées avec les objectifs de la protection de la nature et des espèces. Les

soucis prémentionnés ont, du moins partiellement, eu comme conséquence un ralentissement du développement de l'énergie éolienne au Luxembourg.

Dans le cadre des procédures d'autorisation pour les installations éoliennes, le ministre en charge de l'environnement est tenu d'appliquer les règles et normes définies par la législation nationale voire communautaire, notamment dans les domaines de la protection de la nature et des espèces. Nous tenons à préciser que le Gouvernement a documenté, par l'adoption du plan d'action national en matière des énergies renouvelables, une certaine priorité pour le développement des énergies renouvelables au niveau national. C'est ainsi qu'il y a lieu de préciser que, lors des procédures d'autorisation pour les installations basées sur les énergies renouvelables, le ministre en charge de l'environnement utilise généralement sa marge d'interprétation en faveur de la réalisation des objectifs en matière des énergies renouvelables.

En ce qui concerne le «repowering» e. a. des centrales éoliennes sises sur le plateau de Mompach en vue d'augmenter la puissance électrique nationale, il reste à noter que le développement du potentiel en matière des énergies renouvelables en général et de l'énergie éolienne en particulier (e. a. le «repowering» des centrales sur le plateau de Mompach) appartient aux acteurs économiques. Il revient au Gouvernement de créer un cadre adéquat et des incitatifs suffisants pour le développement des potentiels techniquement réalisables.

En ce qui concerne les mesures concrètes que le Gouvernement entend entamer afin d'atteindre la part de 11% d'énergies renouvelables dans la consommation énergétique totale selon les consignes européennes, il est à noter que le Plan d'action national dresse dans son chapitre 4.1 une liste comprenant 37 politiques et mesures visant à promouvoir l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables. Ce sont ces politiques et mesures qui seront mises en œuvre afin d'atteindre l'objectif national de 11% prévu par la directive 2009/28/CE relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

**Question 1312** (14.3.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **remboursement de sondes urinaires à usage unique**:

Il me revient que des patients souffrant d'un cancer de la prostate et ayant subi une intervention chirurgicale suivie d'une radiothérapie sont obligés de se faire traiter par sondages urinaires répétés. Au cas où les patients se rendent à l'hôpital, le matériel leur est fourni sans participation financière alors que s'ils se sondent eux-mêmes, ils doivent payer une partie des frais de matériel. À noter que le sondage en question (en moyenne une fois par jour) est indispensable vu l'existence de rétention urinaire aigue sur sténose urétrale récidivante malgré plusieurs traitements chirurgicaux après prostatectomie radicale et radiothérapie.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis que la décision de ne pas rembourser une partie des frais de matériel constitue une contradiction en soi étant donné que le patient assume lui-même son propre traitement et ne recourt donc pas à une structure hospitalière?
- Par conséquent, Monsieur le Ministre est-il d'accord à rembourser les sondes urinaires à usage unique?

**Réponse** (3.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

La prise en charge par l'assurance maladie dans le secteur extrahospitalier est limitée aux dispositifs médicaux repris dans les fichiers B de l'annexe des statuts de la Caisse Nationale de Santé (CNS).

Le comité directeur fixe les prix de référence auxquels s'applique le taux de prise en charge. Les prix pratiqués sur le marché ne sont pas réglementés et peuvent en conséquence différer d'un fournisseur à l'autre. Dans la mesure du possible et à défaut d'autres sources d'informations, la CNS s'oriente aux prix et remboursements pratiqués dans les pays limitrophes.

D'après l'appréciation de la CNS, l'instruction à la pratique du sondage urinaire tombe dans le domaine des soins et est assurée dans le cadre

d'une structure hospitalière. Suite à cette instruction, le patient est supposé maîtriser de façon autonome la pratique du sondage. D'ailleurs, le matériel est spécialement conçu pour l'auto-sondage. Le recours à l'hôpital dépasse le cadre défini par l'article 23 du CSS, qui dispose que les prestations à charge de l'assurance maladie ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.

Les sondes urinaires à usage unique prises en charge par l'assurance maladie figurent dans le fichier statutaire des dispositifs médicaux. Le montant pris en charge varie suivant le type de sonde. Par ailleurs, les sondes urinaires pour auto-sondage intermittent sont prises en charge à un prix de référence unitaire de 2,97 € auquel s'applique le taux de 100%.

#### Question 1314 (14.3.2011) de M. Marcel Oberweis (CSV) concernant l'Agence Spatiale Européenne:

L'Agence Spatiale Européenne (ESA) est l'organisation européenne pour l'espace regroupant 18 États membres de l'Union européenne et a pour mission de développer la coopération entre ces États dans le domaine spatial. Elle est une organisation entièrement indépendante bien qu'elle entretienne des relations étroites avec l'Union européenne en vertu d'un accord-cadre conclu entre les deux organisations.

L'ESA élabore un plan spatial européen performant et a la mission de l'exécuter. Les domaines de compétences sont multiples, à savoir l'observation de notre planète, la navigation, les plates-formes et stations spatiales ainsi que la recherche fondamentale en microgravité. Sachant que l'ESA dispose de cinq établissements de recherche et de contrôle, il faut souligner que sa politique industrielle poursuit plusieurs objectifs, entre autres l'amélioration de la compétitivité de l'industrie européenne au niveau mondial et les travaux dans le cadre de la recherche et du développement.

Dans ce contexte, j'aimerais avoir les précisions suivantes de Monsieur le Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les éléments clés de la collaboration entre les entreprises luxembourgeoises et l'Université du Luxembourg, d'une part, et les centres de recherche publics, d'autre part, en relation avec le plan spatial européen?

- Combien de personnes y sont engagées?

- Quelles sont les formations décernées par l'Université du Luxembourg dans le domaine de l'espace?

- Quel est l'engagement financier luxembourgeois au budget de l'ESA durant les dernières années et pour le proche avenir?

**Réponse** (20.4.2011) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

La collaboration entre les secteurs de la recherche publique et privée est un élément clé du développement du secteur spatial au Luxembourg. Cette collaboration est encouragée dans tous les programmes de recherche et de développement auxquels nos acteurs prennent part, notamment dans les programmes de l'Agence Spatiale Européenne (ESA). Ces collaborations se sont déjà concrétisées par plus de 25 projets de recherche et de développement et une dizaine de thèses de doctorat.

Plus particulièrement, le CRP Gabriel Lippmann est impliqué à travers deux de ses départements dans des activités spatiales. Le département Environnement et Agrobiotechnologie est actif dans le domaine de l'observation de la Terre tandis que le département Science et Analyse des Matériaux travaille dans les domaines de l'analyse de nouveaux matériaux, le traitement de surfaces et les nanomatériaux pour l'espace. Ces projets impliquent plusieurs partenaires privés tels que Convis, LuxSpace, HITEC Luxembourg et DuPont de Nemours.

Le CRP Henri Tudor a également mené des projets collaboratifs dans le cadre des programmes de l'ESA, dans le domaine des communications par satellites et des matériaux. Les sociétés avec lesquelles le centre a collaboré sont, entre autres, Cybercultus, Euro-Composites, Gradel, LuxSpace ou encore SES ASTRA.

L'Université du Luxembourg a signé un accord-cadre de coopération avec la SES dans le but de développer la coopération scientifique dans les domaines des communications spatiales et des services. Outre cet accord, l'université collabore notamment avecitrust Consulting et HITEC Luxembourg.

Quelque 90 personnes ont été impliquées dans ces projets collaboratifs au sein des différents établissements de recherche publics.

L'Université du Luxembourg organise les formations diplômantes suivantes ayant une relation avec le domaine de l'espace: Bachelor en ingénierie, formation professionnelle; Bachelor en sciences et ingénierie, formation académique; Master en Développement durable - Module Global climate change.

Il est à noter aussi que les formations continues suivantes sont proposées par le CRP Henri Tudor dans le domaine spatial: Spatial Data Analysis and Spatial Modeling using Open Source GIS; Introduction to Space Business.

L'ESA met en œuvre un large éventail de programmes et d'activités liés aux sciences et technologies spatiales. Ces programmes se divisent en deux catégories essentielles, à savoir les programmes obligatoires et les programmes facultatifs.

L'engagement financier du Grand-Duché au budget de l'ESA s'établit comme suit:

Années	Programmes obligatoires	Programmes facultatifs	Contribution totale
2005	634.037,48	2.672.137,74	3.306.175,22
2006	1.323.809,14	4.711.189,59	6.034.998,73
2007	1.343.785,75	7.863.310,34	9.207.096,09
2008	1.357.944,66	9.742.055,34	11.100.000,00
2009	1.579.538,77	11.220.461,23	12.800.000,00
2010	1.543.790,67	9.356.209,33	10.900.000,00
2011	1.664.440,80	9.830.305,00	11.494.745,80
2012	1.714.109,00	12.720.035,00	14.434.144,00

Les États membres sont appelés à contribuer aux programmes obligatoires à un taux proportionnel à leur produit national brut. Pour le Grand-Duché ce taux est établi à 0,23%.

À l'occasion des réunions du Conseil de l'ESA au niveau ministériel, réunions qui se tiennent tous les trois à quatre ans, les États membres de l'ESA sont appelés à déterminer le niveau de leurs participations aux programmes facultatifs de l'Agence. La prochaine réunion du Conseil de l'ESA au niveau ministériel, lors de laquelle seront fixés les engagements financiers pour la période 2013-2017, est prévue pour fin 2012.

#### Question 1315 (15.3.2011) de M. Félix Braz (dêi gréng) concernant l'intervention militaire du Conseil de coopération du Golfe en Bahreïn:

Ce lundi 14 mars, des troupes en provenance de l'Arabie saoudite sont intervenues au Bahreïn dans l'objectif de stabiliser le Gouvernement et la famille régnante vis-à-vis des mouvements populaires qui demandent la mise en place d'un processus de démocratisation. Il y a eu depuis plusieurs morts lors des affrontements entre les troupes militaires du Conseil de coopération du Golfe<sup>1</sup> et la population du Bahreïn.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre des Affaires étrangères:

1) Quelle est la position du Gouvernement face à cette évolution préoccupante?

2) Est-ce que le Ministre des Affaires étrangères compte mettre la situation au Bahreïn à l'ordre du jour d'une réunion extraordinaire du Conseil européen afin d'y décider des mesures appropriées? Quelles seraient ces mesures?

3) Le soutien politique et la participation active de la Ligue arabe<sup>2</sup> à l'instauration d'une «no fly zone» en Libye ayant été vivement souhaités, quel impact l'évolution au Bahreïn a-t-elle sur le positionnement du Luxembourg par rapport à la mise en œuvre d'une telle zone?

<sup>1</sup> Le Conseil de coopération du Golfe regroupe six États arabes du golfe Persique dans un but essentiellement économique et social: l'Arabie saoudite, l'Oman, le Koweït, le Bahreïn, les Émirats arabes unis et le Qatar.

<sup>2</sup> La Ligue des États arabes est une organisation régionale à statut d'observateur auprès de l'Organisation des Nations Unies qui compte aujourd'hui 22 États membres dont les sept du Conseil de coopération du Golfe.

**Réponse** (23.3.2011) de M. Jean Asselborn, Ministre des Affaires étrangères:

Bien que la vague de contestation populaire dans le monde arabe se soit concentrée jusqu'ici sur le Maghreb, avec le Bahreïn (et le Yémen d'ailleurs), elle touche dorénavant aussi certains pays du Golfe.

Des premières pousses du printemps arabe en Tunisie et puis en Égypte, jusqu'à l'éruption de la forte répression en Libye, le Gouvernement s'est prononcé en faveur d'un processus de transition ordonné, pacifique et respectueux des droits de l'Homme. Les demandes de mouvements de contestation et de jeunesse sont légitimes: respect de la dignité humaine, mise en place de la démocratie et de la justice sociale, abolition des économies informelles, fin du contrôle policier. Ensemble avec ses partenaires de l'UE, le Luxembourg a salué le courage des contestataires pacifiques et exhorté les gouvernements en place à la retenue et au dialogue.

Au Bahreïn, le Gouvernement suit les événements avec attention et préoccupation. Dans la mesure où les demandes populaires s'inscrivent dans un contexte plus large d'une situation démographique et confessionnelle particulière - la majeure partie de la population est chiite, et la minorité étant sunnite - il convient tout particulièrement d'appeler les parties à la retenue et au dialogue. Ceci s'applique également à l'envoi de forces de sécurité étrangères.

Afin de calmer la situation et d'éviter de nouvelles victimes, la voie de la non-violence sera primordiale. Les libertés fondamentales et les droits de l'Homme doivent être respectés dans toutes les circonstances. Le Gouvernement explore les actes de violence et condamne tout usage de la force. Il appelle les parties à s'engager à entrer dans un processus de dialogue destiné à résoudre les tensions à l'ordre interne. À l'image de la Tunisie et de l'Égypte, un éventail de réformes devrait permettre au Bahreïn de s'ouvrir à la voie du pluralisme.

Les événements concernant le voisinage sud de l'UE seront discutés au Conseil Affaires étrangères du 21 mars 2011. Les événements en Libye y recevront une attention particulière. Le Gouvernement défendra la position que toute mesure en Libye devrait trouver l'aval de la communauté internationale, et en particulier des pays arabes.

#### Question 1316 (15.3.2011) de Mme Claudia Dall'Agnol (LSAP) concernant les exigences de l'Université du Luxembourg en langue allemande:

L'Université du Luxembourg offre dans le cadre du «Bachelor en sciences de la vie» une filière en médecine d'une durée de deux semestres, qui donne accès au CES (Certificat d'études supérieures). L'obtention de ce certificat permet chaque année à un certain nombre d'étudiants de l'Université du Luxembourg d'accéder à des places réservées en deuxième année de médecine dans des universités en France, en Belgique et en Allemagne.

Si la plupart des cours de cette filière ont lieu en langue française, certains sont en allemand. C'est la raison pour laquelle l'Université du Luxembourg exige des futurs étudiants qui n'ont pas accompli leur cursus scolaire complet dans le système luxembourgeois un niveau C1 en français et TND5 en allemand (Test Deutsch als Fremdsprache).

Le site Internet du TestDaF précise que le niveau TND4 est suffisant pour pouvoir s'inscrire à une université allemande, alors que le niveau TND5 se situe au-delà du minimum requis pour pouvoir s'inscrire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Pourquoi l'Université du Luxembourg exige-t-elle un niveau TND5 pour tous les étudiants n'ayant pas accompli leur scolarité dans le système luxembourgeois, alors que les universités allemandes n'exigent qu'un niveau TND4?

- Les étudiants ayant accompli leur cursus scolaire dans le système luxembourgeois ont-ils le niveau C1 en français et TND5 en allemand?

**Réponse** (20.4.2011) de M. François Biltgen, Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à la question parlementaire n°1316 de Madame la Députée Claudia Dall'Agnol concernant les connaissances linguistiques des étudiants désirant s'inscrire à l'Université du Luxembourg en vue de l'obtention du CES (Certificat d'études supérieures) dans la filière médecine après des études d'une durée de deux semestres, j'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants:

Conformément aux dispositions de la loi du 12 août 2003 portant création de l'Université du Luxembourg, cette dernière peut exiger que l'étudiant satisfasse à des conditions supplémentaires pour pouvoir s'inscrire dans une filière d'études. Dans le cas de la filière «médecine» d'une durée de deux semestres, il s'agit de conditions linguistiques. Ces conditions font suite à un protocole interministériel signé entre les autorités françaises et luxembourgeoises en juillet 2010 et stipulant que seuls les étudiants bilingues pourront accéder à la 2<sup>e</sup> année d'études de médecine dans certaines universités françaises.

Il incombe à l'Université du Luxembourg de vérifier ce bilinguisme sur base de critères définis par l'université.

#### Question 1318 (15.3.2011) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les morts liées aux vaccins Prevenar et Act-Hib:

Das japanische Gesundheitsministerium stoppte die Verwendung von Impfstoffen der Firmen Pfizer und Sanofi-Aventis, nachdem vier Kinder innerhalb von Minuten nach der Impfung verstorben waren. Alle vier Kinder waren mit Kombinationsimpfstoffen geimpft worden. Die beiden Präparate, um die es sich handelt, sind Prevenar und Act-Hib.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

1) Kommen diese Präparate auch in Luxemburg zur Anwendung, und wenn ja, in wie vielen Fällen wurde dieser Impfstoff angewandt?

2) Ist das Ministerium bereit, diese japanischen Zwischenfälle näher zu verfolgen, daraus die nötigen Schlüsse zu ziehen und die nötigen Empfehlungen auszusprechen?

**Réponse** (18.4.2011) de M. Mars Di Bartolomeo, Ministre de la Santé:

Les vaccins auxquels se réfère Monsieur le Député, à savoir Act-Hib et Prevenar-13, sont deux vaccins qui se trouvent dans le programme de vaccination du Ministère de la Santé arrêté par le Conseil supérieur d'hygiène, section des maladies transmissibles. Le vaccin Prevenar-13 a remplacé Prevenar-7 depuis janvier 2010. Prevenar-13 a reçu une autorisation de mise sur le marché européen en décembre 2009.

L'Act-Hib est préconisé pour la prévention des infections graves provoquées par l'Haemophilus influenzae type b, principalement les méningites.

Prevenar-13 est indiqué dans la prévention des maladies causées par les sérotypes de Streptococcus pneumoniae (septicémie, méningite, pneumonie, bactériémie et otite moyenne aiguë).

En 2010, les médecins ont commandé 55 vaccins Act-Hib. La primo-vaccination consiste en trois injections entre deux et quatre mois avec un rappel au 13<sup>e</sup> mois.

Pour le Prevenar-13, 23.792 doses ont été livrées aux médecins. Le schéma de vaccination consiste en trois injections de deux à douze mois.

Au Japon, six décès ont été rapportés chez les nourrissons âgés de trois à 19 mois quelques jours après leur vaccination. Quatre nourrissons sur six présentaient des pathologies cardiaques ou pulmonaires préexistantes et une infection sous-jacente. Ces nourrissons ont toutefois été vaccinés pour ce qui est du vaccin Prevenar par le Prevenar-7.

Le Comité des spécialités pharmaceutiques, qui a son siège à Londres, a finalisé lors de sa réunion de mars la réévaluation du rapport bénéfice/risque pour Prevenar-13 et a confirmé qu'il n'y a aucun lien causal entre la vaccination et les décès.

Par mesure de précaution et en attendant le résultat des investigations, les autorités sanitaires du Japon avaient suspendu jusqu'au 1<sup>er</sup> avril 2011 l'utilisation des deux vaccins.



**Question 1319** (15.3.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant la **banque de données SUSANA**:

Mit der neuen Registrierungsform SUSANA besteht die Möglichkeit, das Geschlecht als weiblich, männlich oder unbestimmt zu registrieren. Die statistischen Daten aus dem Zeitraum 2007-2009 sind noch nicht veröffentlicht. SUSANA ist jedoch kein geeignetes Instrument, um die Prävalenz intersexuell Geborener zu erfassen. Eine derartige Prävalenzstudie benötigt spezifische epidemiologische Messinstrumente. Eine perinatale Erfassung des Gesundheitsstatus kann daher allenfalls eine Annäherung an die Prävalenz intersexuell geborener Menschen geben.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wann ist mit einer Veröffentlichung der statistischen SUSANA-Daten aus dem Zeitraum 2007-2009 zu rechnen?
- 2) Wäre es nicht angebracht, einen spezifischen Erfassungsbogen zu entwickeln und mit einer Informationskampagne für eine Beteiligung zu werben, um die Zahl der intersexuellen Menschen festzustellen?

**Réponse** (18.4.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Von Intersexualität oder Sexualdifferenzierungsstörungen spricht man, wenn ein Mensch genetisch (Geschlechtschromosomen), anatomisch (Geschlechtsorgane) oder hormonell nicht eindeutig dem weiblichen oder männlichen Geschlecht zugeteilt werden kann.

In einer Reihe von Fällen können diese Störungen bei der Geburt eindeutig festgestellt werden. Bei einer ganzen Reihe anderer Erkrankungen und Syndrome jedoch werden diese Störungen erst im Verlauf der körperlichen und psychischen Entwicklung erkennbar.

Das Überwachungssystem „SUSANA“ (Surveillance de la santé autour de la naissance) erfasst, wie der Name schon sagt, lediglich den Gesundheitszustand des Kindes bei der Geburt. Im Hinblick auf Sexualdifferenzierungsstörungen können in diesem Kontext nur die offensichtlichen anatomischen Geschlechtsmerkmale beurteilt werden.

Die Berichte betreffend Fimena-SUSANA 2004-2009 werden voraussichtlich Ende 2011, Anfang 2012 veröffentlicht.

Die Prävalenz von Intersexualität wird international zwischen 1/1.000-1/5.000 geschätzt. Es ist davon auszugehen, dass diese Zahlen auch für Luxemburg zutreffen.

In den nächsten Jahren ist keine spezifische Erfassungsstudie zur Intersexualität vorgesehen.

**Question 1320** (15.3.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **yaourts et boissons lactées**:

D'après les recherches du chercheur français Didier Raoult du laboratoire de virologie de la Timone de Marseille, les yaourts et les autres boissons lactées, enrichies de probiotiques, et commercialisées depuis près de vingt ans auraient une grande responsabilité dans l'épidémie d'obésité qui frappe les enfants. Les soit disant «bonnes bactéries actives et vivantes» qui sont censées «booster» les défenses immunitaires sont les mêmes que celles utilisées depuis longtemps dans les élevages industriels comme activateurs de croissance pour faire grossir rapidement cochons et poulets. Les animaux ainsi gavés de probiotiques augmentent de plus de 10% de poids. En comparant la flore intestinale des obèses et des non-obèses le chercheur a constaté que les obèses étaient bourrés de probiotiques. Ces probiotiques s'avèrent être des activateurs de croissance et non seulement les enfants, mais aussi les adultes et surtout les femmes sont victimes de la prise de poids lors de la consommation de ces produits lactés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes:

- 1) Le Ministère connaît-il cette problématique?
- 2) Est-ce qu'une étude a été effectuée au Luxembourg pour détecter les causes de l'obésité, surtout infantile?
- 3) Est-ce que sur base des données du chercheur français le centre de recherche santé luxembourgeois ne devrait-il pas mener une étude pour connaître le rôle précis de tous les produits lactés dans l'épidémie d'obésité infantile?

**Réponse** (3.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

L'honorable Député fait référence à une étude réalisée par Didier Raoult, chercheur à l'Unité de Recherche en Maladies Infectieuses et Tropicales Émergentes, Faculté de Médecine, Université de la Méditerranée à Marseille, et publiée dans la revue «Nature».

Dans cet article, Monsieur Raoult prétend que l'utilisation de certains probiotiques dans l'élevage animal comme promoteurs de croissance devrait amener la communauté scientifique à effectuer des études avant de considérer que les probiotiques en général sont sûrs pour l'alimentation humaine.

Les affirmations de Monsieur Raoult ont suscité de vives réactions de la part de la communauté scientifique. Il apparaît ainsi que la relation de cause à effet évoquée par le chercheur entre l'utilisation des probiotiques dans les produits lactés et l'épidémie d'obésité, qui serait actuellement observée dans les pays européens, n'est pas établie de manière scientifique.

L'obésité dans la population infantile constitue en effet une préoccupation majeure des autorités sanitaires et particulièrement dans nos pays industrialisés, donc y compris au Luxembourg. Ainsi, de nombreuses recherches sur ses causes sont en cours à travers toute l'Europe. Les études sur l'obésité ne sont cependant pas faciles, alors que ses origines sont complexes et multifactorielles. Si l'obésité n'est pas unicausale, il est d'ailleurs exceptionnel qu'elle soit d'origine essentiellement alimentaire. Aussi faut-il considérer cette problématique dans la réalité complexe de notre monde industrialisé où nos modes de vie, de travail, d'alimentation, d'activité physique ont fondamentalement été bouleversés au cours du dernier centenaire. L'ensemble de ces facteurs joue un rôle dans l'augmentation de la surcharge pondérale et de l'obésité de nos populations. Prétendre que la seule augmentation de la consommation de produits probiotiques soit l'agent prédominant de l'obésité chez nos enfants semble très osé et de surcroît peu fondé d'un point de vue scientifique.

Les causes de l'obésité de nos enfants ne sont pas très différentes de celles des enfants vivant en Allemagne, en Belgique, en France ou dans les pays scandinaves; raison pour laquelle il est important d'étudier avec attention les évidences scientifiques internationales dans ce domaine.

Au cours des dernières années, le Luxembourg a réalisé, voire continue à réaliser différentes études qui contribuent non seulement à la compréhension de l'état de santé de nos enfants, mais aussi à la formulation de mesures préventives et d'amélioration, par exemple:

OSPEL/Obésité et surcharge pondérale de l'enfant au Luxembourg/CRP-Santé;

- «Motorische Leistungsfähigkeit und Gesundheit der Kinder und Jugendlichen in Luxemburg»;

- HBSC/«Health Behaviour in school aged children»/recueil des données mi-2010, premiers résultats attendus pour fin 2011;

- En projet: ALBA/Étude sur l'alimentation de nos bébés.

Les produits lactés suscitent l'intérêt de nombre de chercheurs au plan international, notamment dans le cadre de l'alimentation infantile. Du fait qu'il existe des centres d'expertise internationaux dans ce domaine, notamment en France, en Allemagne et en Belgique, qui disposent des connaissances scientifiques et de l'expérience requise, il n'est pas envisagé de procéder à une étude en relation avec cette thématique au niveau national.

Il convient finalement de mettre en doute que les produits lactés à eux seuls puissent jouer un rôle prépondérant dans la génération d'obésité chez les enfants, surtout alors que la quantité de produits lactés consommée par la majorité de cette population ne satisfait même pas les besoins nutritionnels journaliers en calcium.

D'ailleurs, diverses études, qui ont été récemment effectuées sur les produits laitiers semblent plutôt remettre en cause le rôle critique qui était attribué, il y a quelques années, à ces produits quant à leurs effets supposés nocifs sur le statut pondéral des personnes.

**Question 1321** (15.3.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant l'**étude sur la satisfaction des patients**:

Im Zeitraum von Januar bis Februar 2001 ließ der damalige Gesundheitsminister Carlo Wagner bei der ILReS eine Umfrage erstellen, in der Patientinnen und Patienten zu ihrer Zufrieden-

heit mit den Dienstleistungen der Strukturen des nationalen Gesundheitssystems befragt wurde.

Die Resultate dieser Umfrage wurden in der Folge in voller Transparenz der interessierten Öffentlichkeit zur Verfügung gestellt und waren auch für eine bestimmte Zeit auf der Homepage des Ministère de la Santé unter ms.etat.lu abrufbar.

In diesem Zusammenhang möchte ich folgende Fragen stellen:

- 1) Wurde bisher unter der Regierungszeit des Ministers eine ähnliche Studie erstellt?
- 2) Ist die Studie aus dem Jahre 2001 auf einer offiziellen Internetseite der Regierung zu finden und wenn nicht, was sind die Gründe dafür?
- 3) Denkt der Minister nicht auch, dass es im Jahre 2011 an der Zeit wäre, Orientierungshilfen für den Patienten als Benutzer dieser Strukturen und von deren Dienstleistungen in unserem Gesundheitssystem zur Verfügung zu stellen, und zwar politisch neutrale, ausgewogene und wissenschaftlich fundierte Informationen?
- 4) Gibt es einen konkreten Zeitplan für solche Maßnahmen? Gibt es derzeit im Budget des Ministeriums finanzielle Mittel für eine solche Umfrage/Studie?
- 5) Denkt der Minister nicht auch, dass ein vermeintlich ausgezeichnetes Gesundheitssystem wie das unsrige sich die Mittel geben müsste, um Informationen über die Qualität zu veröffentlichen, auch um nicht Gefahr zu laufen, alle anderen Errungenschaften in Frage stellen zu müssen?

**Réponse** (18.4.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Depuis l'étude ILReS de février 2001, la satisfaction des patients concernant leur séjour hospitalier a fait l'objet d'études à l'échelle nationale, comme l'étude menée en 2008 par l'Institut Picker. Tout récemment, une étude concernant la satisfaction des patients dans le secteur des soins primaires a été menée, dont les résultats devraient être disponibles prochainement.

Les résultats de l'étude de 2001 n'étant plus actuels, ils ne figurent plus sur le site du portail «Santé».

La satisfaction des patients est une des dimensions de la qualité des soins; elle peut être mesurée par des méthodes validées, qui permettent une comparaison des résultats. Pour le secteur hospitalier, le questionnaire de la société suisse Picker a été développé selon une approche scientifique et ensuite validé dans de nombreux pays. Il s'agit d'une référence au niveau international qui permet un «benchmarking» de la satisfaction des patients concernant leur séjour hospitalier entre les établissements, tant au Luxembourg qu'à l'étranger.

Tout récemment, une enquête de satisfaction des patients dans le secteur ambulatoire a été menée, à l'instigation de mon Ministère. Cette enquête a également fait appel à une méthodologie validée et utilisée dans de nombreux pays; les résultats en seront publiés dès qu'ils seront disponibles.

Comme les enquêtes nationales de satisfaction des patients sont récentes, il n'est pas prévu de répéter ces études dans un avenir proche.

**Question 1322** (15.3.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant le **flux d'informations entre les différents acteurs du secteur de la santé**:

In der modernen Gesundheitsversorgung geht es immer mehr um koordinierte und abgestimmte Zusammenarbeit, nahtlose und übergangslose Zusammenführung der Versorgungsprozesse sowie integrierte Arbeits- und Informationsflüsse. So wundert es auch nicht, dass diese Zielsetzung von politischer Seite immer stärker in die Diskussion gebracht wurde und die Versorgungskontinuität auch in der Diskussion über die Reform des nationalen Versorgungsmodells thematisiert wurde.

Nun ist aus Sicht eines praktizierenden Arztes die Umsetzung dieser Kontinuität zwischen Dienstleistern im Gesundheitswesen noch nicht auf einem einheitlichen hohen Niveau angekommen.

Diese Feststellung betrifft zum Beispiel den Informationsfluss zwischen Akutversorgern und Dienstleistern in der Erstversorgung, wie beispielweise die Allgemeinärzte. Ein Patient, der aus einer Klinik entlassen wird, begibt sich oft zurück in die Betreuung seines Familienarztes und wird unter Umständen auch von in der Erstversorgung angesiedelten Dienstleistern be-

treut, seien dies „Réseaux de soins et d'aides à domicile“, Physio- und Ergotherapeuten, Psychologen und andere.

Um die in den Akutstrukturen praktizierten Behandlungen weiterführen zu können, bedarf es sicherlich einer lückenlosen Information. Der Austausch dieser Daten und Informationen ist Anlass der vorliegenden Anfrage.

- 1) Gibt es einen reglementarischen Rahmen, der den Daten- und Informationsfluss zwischen Dienstleistern regelt, und zwar konkret für einen Patienten der aus einer Klinik entlassen wird?
- 2) Welche Dokumente müssen (obligatorisch zeitnah) vom Versorgungsteam einer Klinik (Ärzte, Pflegefachkräfte, andere Gesundheitsberufler) gemäß eventuell bestehender Reglementierung an die Dienstleister der Erstversorgung übermittelt werden?
- 3) Sind dies konkret beispielweise Entlassungsberichte, Kopien von rezenten Analysen, Untersuchungsergebnisse, medizinische und pflegerische Notizen?
- 4) Inwiefern müssen Kopien dieser Entlassungsberichte in der archivierten Patientenakte in der Klinik hinterlegt werden? Gibt es eine entsprechende legale Verpflichtung?
- 5) Inwiefern müssen Kopien der bei der Entlassung dem Patienten übergebenen ärztlichen Verordnungen in derselben Patientenakte der Klinik hinterlegt werden? Gibt es eine legale Verpflichtung der Klinik und der Dienstleister in der Klinik auf Rückverfolgbarkeit der ärztlichen und anderen Verordnungen bei Klinikaustritt?
- 6) Gibt es eine offizielle Dokumentation des Gesundheitsministeriums (Leitfaden respektive Internetveröffentlichung), auf die die betroffenen Dienstleister wie auch die Patienten als Referenz hingewiesen werden sowie bei Bedarf zurückgreifen können?

**Réponse** (26.4.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Die parlamentarische Anfrage des ehrenwerten Abgeordneten befasst sich zum wiederholten Mal mit der Thematik des Informationsaustausches zwischen verschiedenen Dienstleistern im Gesundheitssystem.

Ich berufe mich demnach auf die ausführlichen Antworten in Bezug auf die parlamentarischen Anfragen Nr.0774 sowie Nr.0961, welche bereits die eben erwähnte Thematik behandelten (cf. comptes rendus n°1 et n°5/2010-2011).

**Question 1323** (15.3.2011) de **M. Jean Colombera** (ADR) concernant les **accises**:

Betreffend den Alkohol- und Tabakkonsum und die darauf erhobenen Akzisensteuern möchte ich dem Minister folgende Fragen stellen:

- 1) Wie viele Liter Alkohol wurden in den letzten drei Jahren insgesamt in Luxemburg besteuert und wieviel macht das an Akzisen aus, die nur dem Luxemburger Staat zugute kommen? Wie hoch ist der Akzissensatz?
- 2) Hat der Alkoholverkauf zugenommen, hat er stagniert oder ist er rückläufig?
- 3) Wie viele Zigaretten wurden in den letzten drei Jahren verkauft und wieviel macht das an Akzisen aus, die nur dem Luxemburger Staat zugute kommen? Wie hoch ist der Akzissensatz?
- 4) Wie ist hier die Entwicklung? Hat der Hinweis „Schädlich für die Gesundheit“ den Konsum gebremst oder nicht?

**Réponse** (4.5.2011) de **M. Luc Frieden**, *Ministre des Finances*:

1) L'alcool éthylique est imposé à un taux de 1.041,1528 € par hl d'alcool pur. Les quantités mises à la consommation, respectivement les recettes qui en résultent se chiffrent comme suit:

	Litres alcool pur	Recettes (h. TVA)
2008	2.647.052	27.559.856 euros
2009	2.604.183	27.113.524 euros
2010	2.652.306	27.614.558 euros

- 2) Il y a lieu de constater une évolution en dents de scie de cette mise à la consommation.
- 3) En ce qui a trait aux cigarettes, les droits d'accises s'élèvent à:



en 2008:	en 2010:
47,44% du prix de vente au détail	47,84% du prix de vente au détail
15,3914 € par 1.000 pièces	16,8914 € par 1.000 pièces
15% TVA	15% TVA

Prix de vente du paquet populaire (25 cigarettes): 2008-4,00 € / 2011-5,00 €

La quantité des cigarettes mises à la consommation, respectivement les recettes qui en résultent se chiffrent comme suit:

	Pièces	Recettes (h. TVA)
2008	4.499.211.000	439.120.000 euros
2009	4.260.325.000	413.170.000 euros
2010	4.159.369.000	402.690.000 euros

Il y a lieu de constater une baisse des quantités vendues et des recettes, baisse qui a été amorcée à partir de 2006. Les différentes campagnes en matière de santé publique et de lutte antitabac ont certainement contribué à réduire la consommation nationale de cigarettes.

**Question 1324** (15.3.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **nettoyage hivernal des pistes à l'Aéroport de Luxembourg:**

Il me revient que l'Aéroport de Luxembourg a dû être fermé du 19 décembre au 20 décembre 2010 après d'importantes chutes de neige.

Les services de nettoyage des pistes n'auraient plus été capables de poursuivre leurs activités en raison du manque de personnel. Il semble par ailleurs, qu'en comparaison avec d'autres aéroports internationaux, les services compétents à Luxembourg n'auraient que des effectifs extrêmement modestes. Or, l'Aéroport de Luxembourg a une très grande importance économique pour notre pays. La fermeture de l'aéroport peut entraîner des pertes financières sensibles pour les sociétés aériennes qui l'utilisent.

Par conséquent, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable:

1. Monsieur le Ministre peut-il confirmer que l'Aéroport de Luxembourg a dû être fermé cet hiver pendant un certain laps de temps en raison du manque de personnel dans les services responsables pour le déblayage des pistes à l'Administration des Ponts et Chaussées?

2. Monsieur le Ministre peut-il indiquer des chiffres comparatifs concernant les effectifs des services d'entretien et de nettoyage des pistes, par piste, entre l'Aéroport de Luxembourg et d'autres aéroports internationaux dans la région (Bruxelles, Cologne, Hahn, Francfort)?

3. Monsieur le Ministre peut-il chiffrer les pertes matérielles que la fermeture temporaire de l'aéroport a entraînées pour la société lux-Airport ainsi que pour les principales sociétés aériennes implantées à l'aéroport?

4. Monsieur le Ministre envisage-t-il de renforcer les services des Ponts et Chaussées à l'Aéroport de Luxembourg pour prévenir de pareils incidents à l'avenir, respectivement de prévoir une réserve d'intervention pour l'aéroport?

**Réponse** (23.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures:*

L'honorable Député s'enquiert au sujet de la fermeture du tarmac lors des importantes chutes de neige en décembre 2010.

Tout d'abord, en ce qui concerne la première question posée, je me permets de renvoyer l'honorable Député à ma réponse à la question parlementaire n°1133 de l'honorable Député Wagener à ce sujet (cf. *compte rendu n°10/2010-2011*).

L'Administration des Ponts et Chaussées ne dispose pas d'informations concernant le personnel des services d'entretien des aéroports dans notre région. Les opérations de déneigement à

l'Aéroport de Luxembourg sont réalisées par dix ouvriers et deux cantonniers à l'aide d'équipements technologiques spécialement développés pour le déneigement des aéroports.

Le déblaiement des aires de manœuvre est effectué par l'équipe entière. Dans des circonstances exceptionnelles comme cet hiver, il est évident que le personnel dont s'agit a dû effectuer de nombreuses heures supplémentaires.

En ce qui concerne la question relative à d'éventuelles pertes matérielles que la fermeture temporaire de l'aéroport ait entraînées pour la société lux-Airport ainsi que pour les principales sociétés aériennes implantées à l'aéroport, il y a lieu de préciser préalablement dans ce contexte que l'annulation et le retardement de certains des vols n'étaient pas exclusivement dus aux conditions de praticabilité des infrastructures de l'Aéroport de Findel, mais, dans certains cas, aussi à celles des aéroports de destination ou encore à la non-disponibilité d'avions bloqués sur d'autres aéroports comme d'ailleurs déjà précisé dans ma réponse à la question parlementaire n°1133 précitée. Par conséquent, des pertes matérielles des différentes sociétés dues à la situation spécifique de l'Aéroport de Findel sont difficilement estimables.

Enfin, en ce qui concerne l'Administration des Ponts et Chaussées à l'Aéroport de Luxembourg, une augmentation des effectifs est effectivement indispensable. Ainsi une partie des ouvriers à engager dans le cadre de l'entrée en vigueur de la nouvelle loi organique des Ponts et Chaussées, i.e. la loi du 3 août 2010 portant réorganisation de l'Administration des Ponts et Chaussées, va renforcer l'équipe de l'aéroport.

**Question 1327** (16.3.2011) de **M. Xavier Bettel** (DP) concernant les **interviews de l'ambassadeur du Luxembourg au Japon:**

Il ressort d'un reportage diffusé sur les ondes de «radio 100,7» que le Ministère des Affaires étrangères aurait interdit à l'ambassadeur luxembourgeois au Japon de donner des interviews à la presse luxembourgeoise au sujet de la situation critique dans une centrale nucléaire japonaise et de la politique d'information du Gouvernement japonais.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères:

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer ces informations? Dans l'affirmative, quels sont les motifs justifiant cette instruction à l'ambassadeur au Japon?

- Est-il exact, comme il ressort du reportage susmentionné, que les interviews données récemment dans ce contexte par l'ambassadeur n'ont pas trouvé l'approbation («net ganz glécklech») du Ministère des Affaires étrangères?

**Réponse** (23.3.2011) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères:*

Je ne suis pas en mesure de confirmer les informations dont fait état l'honorable Député Xavier Bettel dans sa question parlementaire n°1327.

La responsabilité de la communication du Ministère des Affaires étrangères incombe au Ministre. À titre exceptionnel, lorsque la situation l'exige, les fonctionnaires du Ministère, y compris les chefs de poste, reçoivent l'autorisation de prendre position vis-à-vis des médias. C'était le cas pour l'ambassadeur Steinmetz au Japon, dans sa première évaluation du tremblement de terre, le 11 mars. Étant sur place et le seul, à ce moment, à même de donner une appréciation des événements, il m'a semblé normal qu'il réponde directement aux représentants des médias. Cette communication a, ensuite, été assurée, à partir du Luxembourg, par moi-même ou par l'intermédiaire du SIP, en fonction des données pondérées et analysées par l'ambassade et la cellule de crise, mise en place dès la soirée du 11 mars, à Luxembourg. Ce transfert du centre de communication m'a paru indispensable afin de disposer de tous les éléments d'information nécessaires pour répondre correctement aux questions légitimes de la presse et de beaucoup de citoyens luxembourgeois. Je rappelle, à cet effet, que la cellule de crise, chargée de suivre la situation au Japon et fournir les éléments à notre communication, est composée d'experts issus du Ministère des Affaires étrangères, du Ministère de la Santé et du Ministère de l'Intérieur et à la Grande Région, notamment de la Division de la Radioprotection et de l'Administration des Services de Secours.

Au même moment, j'ai demandé à l'ambassadeur Steinmetz d'adresser toute demande issue de la presse au numéro de téléphone mis à dis-

position par la cellule de crise, respectivement, à moi-même. Cela m'a semblé d'autant plus légitime que le personnel diplomatique auprès de notre ambassade se doit, en premier lieu, d'être disponible pour les citoyens luxembourgeois dans le besoin au Japon, leurs familles et proches au Luxembourg.

Dans son interview, l'ambassadeur Steinmetz a donné une appréciation sommaire de la situation à Tokyo, très peu de temps après le tremblement de terre, lorsque les bilans dont il disposait n'indiquaient pas, loin de là, l'ampleur de la catastrophe. C'est dans ce contexte qu'il faut placer certains des propos qui lui ont été reprochés, essentiellement par des internautes anonymes, sur les sites des médias luxembourgeois.

L'ambassadeur Steinmetz et son adjointe, Madame Peggy Frantzen, épaulés par les employés administratifs et techniques de notre ambassade au Japon, sont restés disponibles en permanence depuis le 11 mars, à l'écoute et à l'aide de nos ressortissants sur place et se sont acquittés de cette tâche difficile, dans les conditions qu'on imagine, sans faute. Je saisis cette occasion pour rendre hommage à leur action.

**Question 1328** (17.3.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant la **mission de la Chambre des Salariés:**

La Chambre des Salariés (CSL) jouit de la personification civile et de l'autonomie financière tout en étant placée sous la tutelle du Ministère du Travail et de l'Emploi. La CSL remplit notamment une mission d'information telle que décrite sur son site Internet: «La CSL informe ses ressortissants sur leurs droits. Elle a pour règle de conduite de mettre à disposition des salariés et des retraités par différents moyens de communication des informations d'intérêt général, des publications concernant les dispositions légales en matière de droit du travail, de la fiscalité des personnes physiques et de droit de la sécurité sociale, etc.

Or, selon mes informations il s'avère que, après prise de contact avec la CSL, on se voit refusé tout renseignement de la part de celle-ci et on est prié de prendre contact avec les syndicats pour toute information concernant les dispositions légales en matière de droit du travail.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Monsieur le Ministre est-il au courant de cet état des choses?

- Pourquoi la CSL n'est-elle pas ou plus à même de remplir sa mission d'information? Comment pourrait-on y remédier?

- Est-il normal qu'un salarié soit obligé de consulter les services des syndicats pour obtenir des renseignements spécifiques, notamment sur les dispositions légales en matière de droit du travail?

**Réponse** (20.4.2011) de **M. Nicolas Schmit**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Immigration:*

Des faits comme ceux soulevés par l'honorable Député ne m'ont jamais été rapportés.

Par ailleurs, il n'y a aucun doute qu'à travers ses diverses publications et les nombreuses formations offertes, la Chambre des Salariés offre toutes sortes d'informations au public, notamment dans le domaine du droit du travail.

En ce qui concerne des questions individuelles de salariés en matière de droit du travail, celles-ci peuvent être portées à l'attention de l'Inspection du travail et des mines.

**Question 1329** (17.3.2011) de **M. Léon Gloden** (CSV) concernant l'**augmentation du trafic de poids lourds à Grevenmacher:**

Le péage pour poids lourds («LKW-Maut») sur le réseau autoroutier allemand est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2005. Depuis cette date, les poids lourds en provenance de l'Allemagne empruntent de plus en plus souvent des voies détournées sur le réseau routier de l'Est de notre pays, notamment la N1 Luxembourg-Grevenmacher à partir de la sortie d'autoroute «Potaaschbiërg». Il va sans dire que la qualité de vie des habitants de Grevenmacher est en train de se détériorer considérablement.

La circulation des poids lourds en transit par le Luxembourg est régie par le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique. L'objet de cette réglementation tient au souci de dévier le trafic lourd sur le réseau auto-

routier partout où cela est possible. Les infractions au règlement grand-ducal susmentionné sont sanctionnées par un avertissement taxé de 145 euros.

Or, l'on doit constater que, malgré la législation en vigueur, le nombre de poids lourds traversant la ville de Grevenmacher vient d'augmenter considérablement au cours des derniers mois.

Au vu de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures et à Monsieur le Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:

- Le Gouvernement entend-il augmenter le nombre de contrôles effectués par la Police grand-ducale aux sorties des autoroutes et notamment à la sortie d'autoroute «Potaaschbiërg» et/ou sur la N1 Luxembourg-Grevenmacher à partir de la sortie d'autoroute «Potaaschbiërg»?

- Le Gouvernement entend-il faire une campagne de sensibilisation auprès des milieux concernés pour essayer de prévenir cet afflux de circulation de transit sur les routes autres que les autoroutes?

**Réponse commune** (18.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*, et de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région:*

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert si le Gouvernement entend augmenter le nombre de contrôles effectués par la Police grand-ducale aux sorties des autoroutes et plus particulièrement à la sortie d'autoroute Potaaschbiërg, vu le nombre croissant de camions traversant Grevenmacher, et si le Gouvernement entend faire une campagne de sensibilisation auprès des milieux concernés.

Les comptages, effectués par le système «Viacount» de l'Administration des Ponts et Chaussées, permettent d'établir une moyenne journalière de 7.017 véhicules, dont 287 camions et camionnettes qui ont emprunté la N1 au lieu-dit «Kahlenberg» pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier 2011 au 21 mars 2011. Pendant la même période en 2010, la moyenne journalière s'élevait à 6.947 véhicules, dont 301 camions et camionnettes. Une légère diminution des camions et camionnettes peut par conséquent être constatée.

Il convient encore de préciser que le tronçon «Potaaschbiërg -Grevenmacher» est fréquemment emprunté par des camionnettes de sociétés luxembourgeoises et allemandes qui travaillent dans la région transfrontalière. Ces usagers de la route n'enfreignent par conséquent pas le règlement grand-ducal modifié du 5 mai 1994 limitant la circulation de transit sur une partie de la voie publique.

La Police grand-ducale n'a d'ailleurs dû décerner aucun avertissement taxé de 250 euros lors de contrôles récents en matière de transit des poids lourds.

Au vu de ce qui précède, il n'est pas prévu de renforcer les contrôles de la Police grand-ducale ou de procéder à des campagnes de sensibilisation.

**Question 1330** (17.3.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la **publicité faite par les médecins et médecins-dentistes:**

De plus en plus, nous constatons que des médecins et médecins-dentistes implantés dans les régions limitrophes du Luxembourg font une publicité assez intensive sur Internet pour mettre en valeur leur cabinet. Par contre, il semble que les médecins et médecins-dentistes présents au Grand-Duché sont très limités dans le contenu des textes publicitaires qu'ils peuvent publier sur la toile et qu'ils se trouvent dès lors désavantagés par rapport à leurs confrères et concurrents à l'étranger.

Dès lors, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame le Ministre des Classes moyennes et à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelles sont les règles qui régissent actuellement la publicité faite par les médecins et médecins-dentistes implantés au Luxembourg sur la toile?

2. Le Gouvernement a-t-il connaissance de déséquilibres entre la situation des médecins implantés au Luxembourg et leurs confrères étrangers à cet égard?

3. Si oui, quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour mettre fin à une telle situation désavantageuse pour les médecins et médecins-dentistes implantés au Luxembourg?

**Réponse** (14.4.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Le Code de déontologie des professions de médecin et de médecin-dentiste édicté par le collège médical, qui a été approuvé par un arrêté ministériel du 7 juillet 2005, prévoit en son article 14 que la médecine ne doit pas être pratiquée comme un commerce. Cette même disposition interdit tous procédés directs ou indirects de publicité et notamment tout aménagement ou signalisation donnant aux locaux une apparence commerciale.

Selon l'article 15 du même Code, «le médecin peut participer à des campagnes d'information sanitaire, à des émissions radiodiffusées ou télévisées destinées à l'éducation du public, donner des conférences, à condition d'observer les règles de discrétion, de dignité, de tact et de prudence propres à la profession médicale.

Le médecin dont l'activité professionnelle est l'objet d'une publication dans les médias veillera à ce que celle-ci se fasse de manière objective et non tapageuse. Il est responsable du contenu des publications écrites ou audiovisuelles qui sont faites pour lesquelles il doit donner son accord consigné par écrit.

Lorsque le médecin participe à une action d'information à caractère éducatif et sanitaire, quel qu'en soit le moyen de diffusion, il ne doit faire état que de données confirmées, faire preuve de prudence et avoir le souci des répercussions de ses propos auprès du public. Il doit se garder à cette occasion de toute attitude publicitaire, soit personnelle, soit favorable à des organismes dans lesquels il exerce ou auxquels il prête son concours, soit en faveur d'une cause qui ne soit pas d'intérêt général.»

L'article 16 du prédit Code de déontologie dispose encore que «le médecin doit veiller à l'usage qui est fait de son nom, de sa qualité ou de ses déclarations. L'utilisation d'un pseudonyme est interdite. Si une association de deux ou de plusieurs médecins utilise une dénomination professionnelle à connotation publicitaire, ce titre devra figurer sur le contrat d'association à soumettre pour avis au collège médical (voir art. 99).

Il ne doit pas tolérer que les organismes, publics ou privés, dans lesquels il exerce ou auxquels il prête son concours utilisent, à des fins publicitaires, son nom ou son activité professionnelle.»

Ces règles déontologiques visent à interdire toute publicité faite par un médecin ou un médecin-dentiste exerçant sur notre territoire sans distinction quant aux modes de diffusion d'une telle publicité (Internet, journaux etc.). Il n'existe dès lors pas de réglementation spécifique nationale relative à la publicité faite par des médecins sur Internet.

Le collège médical qui, conformément à la loi du 8 juin 1999 relative au collège médical, est compétent pour veiller au respect des règles déontologiques de la part des médecins et médecins-dentistes exerçant sur notre territoire, surveille de manière vigilante l'interdiction pour les médecins de s'adonner à une pratique publicitaire.

Par ailleurs, le recueil des principes d'éthique médicale européenne adopté le 6 janvier 1987 par la Conférence européenne des Ordres des médecins interdit également toute publicité faite par les médecins.

Le préambule dudit recueil précise encore que «la Conférence recommande à l'Ordre des médecins ou à l'organisme d'attributions similaires de chaque État membre des Communautés européennes de prendre les mesures nécessaires visant à garantir que les exigences nationales en ce qui concerne les devoirs et les droits des médecins vis-à-vis des malades, de la collectivité et dans leur relation professionnelle soient conformes aux principes élaborés dans ce texte, et de prendre toutes dispositions utiles pour que la législation de leur pays permette la mise en œuvre efficace de ces principes».

Ainsi, il appartient à chaque Ordre des médecins ou institution similaire dans l'Union européenne de veiller sur son territoire national au respect des règles déontologiques nationales, mais aussi de promouvoir le respect des dispositions des principes d'éthique médicale européenne.

En dernier lieu, je voudrais encore informer l'honorable Député que la Conférence européenne des Ordres des médecins a adopté lors de sa séance du 10 décembre 2001 un Guide européen de bonnes pratiques concernant la publicité relative à l'activité professionnelle des médecins sur Internet (cf. annexe).

(annexe à consulter auprès de l'administration parlementaire)

**Question 1331** (17.3.2011) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant **l'assistant médical**:

Dans certains pays européens, notamment en Allemagne et en Suisse, les professions d'assistant médical respectivement d'assistant de médecine dentaire sont parfaitement réglementées et leur exercice est soumis à des conditions de formation très strictes. En outre, les prestations que ces assistants sont autorisés à faire sont précisées dans des circulaires élaborées par les instances étatiques et médicales compétentes.

Par ailleurs, la reconnaissance mutuelle des formations et des diplômes entre pays européens pose la question dans quelle mesure les formations d'assistant médical et d'assistant de médecine dentaire sont reconnues au Grand-Duché et de quelle façon l'exercice de ces professions est autorisé et réglementé dans notre pays.

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Le Grand-Duché de Luxembourg reconnaît-il la formation d'assistant médical et d'assistant de médecine dentaire dispensée à l'étranger et notamment en Allemagne, autre pays membre de l'Union européenne?

2. Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale est-il d'avis que la nomenclature des actes et services médicaux pris en charge par l'assurance maladie doit être revue pour permettre le remboursement d'actes exécutés par un assistant médical respectivement par un assistant de médecine dentaire?

3. Eu égard aux évolutions dans le secteur médical et à l'émergence de nouvelles professions dans le secteur médical ou paramédical, le Gouvernement est-il d'avis que le Code de déontologie médicale tel que repris dans l'Arrêté ministériel du 7 juillet 2005 est toujours adapté aux exigences actuelles? Est-il notamment envisageable d'élargir les possibilités de délégation de l'activité du médecin sous sa responsabilité à des assistants médicaux respectivement à des assistants de médecine dentaire?

4. Le Gouvernement serait-il disposé à soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi portant révision de la loi du 29 avril 1983 concernant l'exercice des professions médicales afin d'autoriser l'exercice des professions d'assistant médical respectivement d'assistant de médecine dentaire au Grand-Duché de Luxembourg?

**Réponse commune** (27.4.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*, et de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Les activités des assistants médicaux et assistants médicaux dentaires auxquelles se réfère l'honorable Député sont considérées comme actes médicaux dont la partie ne peut être déléguée car ils engagent la responsabilité du médecin que ce soit dans le domaine de la prévention ou du traitement cosmétique, comme par exemple le blanchiment des dents.

L'activité médicale est personnellement exercée et ne saurait être partagée avec un assistant qui travaillerait sous les ordres du médecin et donnerait, de surcroît, aux soins une connotation commerciale.

Le Grand-Duché de Luxembourg ne reconnaît ni la formation d'assistant médical ni celle d'assistant de médecine dentaire. En effet, ni l'assistant médical ni l'assistant de médecine dentaire ne sont des professions de santé réglementées au Luxembourg.

**Question 1332** (18.3.2011) de **M. Ben Fayot** (LSAP) concernant **la mise en œuvre de la loi du 23 octobre 2008 sur l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise**:

1. Le 1<sup>er</sup> janvier 2009, 4.209 jeunes ont obtenu la nationalité luxembourgeoise d'office en vertu de l'article 1.5. de la loi (double droit du sol) puisqu'ils étaient nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 2008. Combien d'enfants ayant atteint l'âge de 18 ans depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2009 se sont trouvés depuis lors dans les conditions de l'article 1.5.?

2. Quels sont les pourcentages moyens de réussite au test de langue luxembourgeoise? Les réussites au test étaient d'abord largement positives (80 à 91%), puis ont diminué au cours de l'année 2009 (68%), comme l'avait révélé

un communiqué de l'ASTI du 1<sup>er</sup> décembre 2009. Comme le test de luxembourgeois constitue une condition essentielle à l'acquisition de la nationalité luxembourgeoise, j'aimerais savoir si une évaluation des tests (programmes et méthodes d'enseignement, critères de correction) a eu lieu ou est prévue et ce qui se passe en cas d'échec des candidats (cours de rattrapage, redoublement ou remédiation?).

3. Quant au cours d'instruction civique dont seule la fréquentation est obligatoire, où et comment, sur combien d'heures, avec quels enseignants, quels programmes et quelles méthodes se déroulent exactement ces cours?

4. Quel est le pourcentage d'acceptation de toutes les demandes de naturalisation en 2009, pourcentage qui devrait être connu à l'heure actuelle puisque la durée de la procédure administrative est censée être au maximum de huit mois?

**Réponse** (5.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre de la Justice*:

1. Est Luxembourgais en vertu de l'article 1, 5<sup>o</sup> de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise «l'enfant né au Grand-Duché de Luxembourg de parents non luxembourgeois, dont un des parents est né sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg». Sont visés non seulement les jeunes nés entre le 1<sup>er</sup> janvier 1991 et le 31 décembre 2008, mais également les enfants nés à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2009, jour de l'entrée en vigueur de la loi précitée.

En date du 1<sup>er</sup> janvier 2009, 4.209 personnes ont automatiquement acquis la nationalité luxembourgeoise, c'est-à-dire sans acte de volonté de leur part. D'après les informations communiquées par le Stateg, 294 personnes ont atteint l'âge de 18 ans, respectivement vont atteindre cet âge pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2011.

Quant aux enfants nés en 2009 et 2010, le Stateg évalue à 682 le nombre de ceux ayant acquis la nationalité luxembourgeoise sur base de l'article 1, 5<sup>o</sup> précité.

2. L'article 7, 1<sup>o</sup>, b) de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise exige des candidats à la naturalisation la réussite d'une épreuve d'évaluation de la langue luxembourgeoise parlée. Le niveau de compétence à atteindre est le niveau B1 du cadre commun de référence pour les langues pour la compréhension de l'oral et le niveau A2 du même cadre pour l'expression orale.

En 2010, le taux de réussite au «Sproochentest Lëtzebuergesch» varie entre 72 et 87%. Quant au pourcentage moyen de réussite des 23 premières sessions d'épreuves, organisées pendant la période de décembre 2008 à mars 2011, il est de 77%. Le taux de réussite de 68%, mentionné dans la question parlementaire, constitue non seulement le taux de réussite le plus bas de l'année 2009, mais également le taux le plus bas de toutes les sessions d'épreuves organisées à l'Institut national des langues depuis décembre 2008.

Les taux de réussite élevés des premières sessions s'expliquent du fait que les candidats maîtrisaient la langue luxembourgeoise à un niveau largement supérieur à celui requis par le législateur. À noter que la participation à des cours de langue luxembourgeoise n'est pas obligatoire. De ce fait, un certain nombre de candidats suivent des cours de luxembourgeois, à l'Institut national des langues ou ailleurs, et se présentent à l'épreuve lorsqu'ils estiment avoir atteint le niveau requis. D'autres candidats ne suivent pas de cours de luxembourgeois, mais essaient de s'auto-évaluer au moyen des exemples d'épreuves publiés sur le site Internet de l'Institut national des langues. D'autres encore disent tout simplement tenter leur chance sans préparation aucune. Il s'ensuit une grande hétérogénéité des groupes de candidats, menant à des fluctuations assez importantes au niveau des résultats.

Pour l'évaluation des tests, l'Institut national des langues collabore avec l'unité de recherche «EMACS» (Educational Measurement and Applied Cognitive Science) de l'Université du Luxembourg, qui a fourni un rapport d'étalonnage des items des tests d'accès à la nationalité en juin 2010. Ce rapport met en évidence «la bonne qualité psychométrique des items». Il signale en outre que «les différentes formes de test utilisées lors de l'évaluation des candidats peuvent être considérées comme équivalentes».

En ce qui concerne les critères de correction, les examinateurs utilisent une grille d'évaluation de l'oral correspondant aux critères prévus par le règlement grand-ducal du 31 octobre 2008 concernant l'organisation des épreuves et l'attestation de la compétence de communication en langue luxembourgeoise. En cas d'échec, les candidats ont la possibilité de se réinscrire aux épreuves.

3. L'article 7, 1<sup>o</sup>, c) de la loi du 23 octobre 2008 sur la nationalité luxembourgeoise exige des candidats à la naturalisation de suivre au moins trois cours d'instruction civique qui ne sont pas sanctionnés par un examen. Le règlement grand-ducal du 31 octobre 2008 concernant l'organisation des cours d'instruction civique à suivre pour être admis à la naturalisation précise le programme des cours dont l'objectif est de donner aux participants la possibilité d'acquérir des connaissances sur l'organisation, l'historique et le fonctionnement des institutions politiques et civiles au Luxembourg.

Les candidats à la naturalisation doivent obligatoirement participer aux deux cours suivants, à savoir les droits fondamentaux des citoyens et les institutions étatiques luxembourgeoises.

Les cours facultatifs portent sur les sujets suivants:

- L'histoire du Grand-Duché de Luxembourg: La naissance d'un État-Nation au XIX<sup>e</sup> siècle.

- L'histoire du Grand-Duché de Luxembourg: Le Luxembourg au XX<sup>e</sup> siècle.

- Le Luxembourg et l'unification européenne.

- Les institutions communales luxembourgeoises.

- Les structures économiques du Grand-Duché.

- La vie professionnelle au Luxembourg.

- Le principe et le système de la sécurité sociale au Luxembourg.

- Les médias au Luxembourg.

Les cours d'instruction civique précités sont organisés par le Service de la formation des adultes dans trois lycées situés dans différentes régions du pays. Chaque cours a une durée de deux heures, de sorte que la durée totale des cours à suivre par les candidats à la naturalisation est de six heures. La liste des enseignants chargés de la tenue des cours est établie annuellement par le Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et par le Ministre de la Justice.

4. Pendant la période du 1<sup>er</sup> janvier 2009 au 31 décembre 2010, le Ministre de la Justice a statué sur 8.322 demandes en acquisition ou en recouvrement de la nationalité luxembourgeoise. 8.299 demandes ont fait l'objet d'une décision positive. Le Ministre de la Justice a refusé la nationalité luxembourgeoise à 23 demandeurs pour le motif qu'ils ont été condamnés à une peine d'emprisonnement d'une certaine gravité ou à la réclusion criminelle.

Le taux d'acceptation des demandes par le Ministre de la Justice pendant la période de référence est de 99,72%. Ce taux élevé s'explique par le fait que les communes procèdent à un filtrage des dossiers. En d'autres termes, les officiers de l'état civil ne peuvent acter les demandes que si les candidats à la nationalité luxembourgeoise remplissent toutes les conditions légales et produisent toutes les pièces exigées par le législateur. Toutefois, l'honorabilité des demandeurs est exclusivement vérifiée par le Service de l'Indigénat du Ministère de la Justice.

**Question 1333** (21.3.2011) de **M. Marcel Oberweis** (CSV) concernant **l'étude Aphekom**:

Selon mes informations, l'Institut français de veille sanitaire a coordonné le projet Aphekom. Ce projet a rassemblé une soixantaine de scientifiques issus d'une douzaine de pays. Ils ont analysé en profondeur les impacts sanitaires de la pollution atmosphérique (notamment la présence des particules fines) dans 25 villes européennes. Les résultats de cette analyse permettront aux responsables de développer des politiques environnementales plus efficaces tant sur l'échelle nationale qu'europpéenne. En effet, la pollution atmosphérique réduit l'espérance de vie, provoque de l'asthme, des bronchites chroniques et des maladies cardio-vasculaires. Selon le rapport Aphekom, ramener les niveaux moyens de particules fines PM<sub>2.5</sub> au seuil de dix microgrammes par m<sup>3</sup> préconisé par l'OMS permettrait d'épargner des dizaines de milliers de vies dans les 25 villes contrôlées et d'économiser environ 32 milliards d'euros.

Les activités humaines génèrent des particules fines notamment par les processus de combustion. Les véhicules à moteur, notamment au Diesel, représentent des sources mobiles libérant des particules fines. D'autres sources d'émission sont les centrales thermiques et

électriques ainsi que les centrales d'incinération d'ordures ménagères. D'après l'OMS des études épidémiologiques démontrent un lien entre les niveaux élevés de particules fines et l'exacerbation des problèmes respiratoires. Généralement les particules PM<sub>10</sub> (particules inférieures 10 µm) sont mesurées. De nouvelles études semblent confirmer que les particules PM<sub>2,5</sub> (particules inférieures à 2,5 µm) représentent un meilleur indicateur des effets sur la santé que les PM<sub>10</sub>.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures et à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Sachant que la pollution atmosphérique réduit l'espérance de vie, quelles sont les raisons pour lesquelles notre pays n'a pas été invité à participer au projet Aphekom?

- Messieurs les Ministres, peuvent-ils m'indiquer la valeur moyenne de pollution aux particules fines (microgrammes par m<sup>3</sup>) à Luxembourgville et ceci pour les cinq dernières années?

**Réponse** (18.5.2011) de **M. Marco Schank**, *Ministre délégué au Développement durable et aux Infrastructures*:

En ce qui concerne le point 1 de la question parlementaire, je me permets de vous informer que le département de l'Environnement du MDDI n'a pas été officiellement informé de l'initiative en question et qu'il ignore les critères selon lesquels l'institut français de veille sanitaire a sélectionné les participants au projet en question.

En ce qui concerne le point 2, le niveau moyen de particules fines PM<sub>10</sub> à Luxembourg-centre (Boulevard Royal/Place Hamilius) est de 24 µg/m<sup>3</sup> pour la période 2006-2010. La valeur limite des PM<sub>10</sub> (moyenne annuelle) à respecter à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2005 est de 40 µg/m<sup>3</sup>. Quant au niveau moyen de particules fines PM<sub>2,5</sub> mesurées à Luxembourg-Bonnevoie, celui-ci est de 18 µg/m<sup>3</sup> pour la période 2009-2010. La valeur cible des PM<sub>2,5</sub> (moyenne annuelle) à respecter à partir du 1<sup>er</sup> janvier 2010 est de 25 µg/m<sup>3</sup>.

**Question 1334** (22.3.2011) de **M. Claude Adam** (*déi gréng*) concernant les **traitements et pensions des professeurs de religion et participation financière de l'État au fonctionnement du séminaire de Luxembourg**:

Suite à la réponse de Monsieur le Ministre des Cultes à ma question parlementaire n°1219 concernant les traitements et pensions des ministres des cultes et d'autres salariés au service des cultes (*cf. compte rendu n°10/2010-2011*), je voudrais avoir les renseignements complémentaires suivants:

1. Quel est le montant consacré aux traitements et pensions des professeurs de religion dans l'enseignement secondaire?

2. Quelle est la participation financière de l'État au fonctionnement du séminaire de Luxembourg (traitements et pensions du personnel, entretien des infrastructures, autres frais)?

**Réponse** (5.5.2011) de **M. François Biltgen**, *Ministre des Cultes*:

L'honorable Député Adam aimerait avoir les renseignements suivants au sujet des traitements et pensions des professeurs de religion et de la participation financière de l'État au fonctionnement du séminaire de Luxembourg:

1. Le montant consacré aux traitements et pensions des professeurs de religion dans l'enseignement secondaire

a) Les traitements des professeurs de religion et des chargés de cours de religion

Année 2010:  
Professeurs de religion: 4.317.715 €  
Chargés de cours de religion: 67.330 €

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

b) Les pensions des professeurs de religion et des chargés de cours de religion

Année 2010:  
Professeurs de religion: 1.261.488 €

Les pensions des chargés de cours de religion, qui ont tous le statut de salarié, sont versées par la Caisse Nationale d'Assurance Pension (CNAP).

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

2. La participation financière de l'État au fonctionnement du séminaire de Luxembourg

a) Les traitements du personnel du séminaire

Année	Traitements du personnel
2008	984.016 €
2009	1.013.138 €
2010	939.027 €

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

b) Les pensions du personnel du séminaire

Année	Pensions du personnel
2010	344.718 €

Source: Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative

c) Les frais d'exploitation et d'entretien des infrastructures du séminaire

Budget de l'État: article 00.4.12.080

Année	Frais d'exploitation et d'entretien
2008	25.000 €
2009	22.000 €
2010	25.000 €

d) Autres frais

Budget de l'État: article 00.4.33.010

Année	Remboursement de frais d'alimentation et de reliure de la bibliothèque du séminaire
2008	6.250 €
2009	6.250 €
2010	6.250 €

Budget de l'État: article 00.4.34.060

Année	Bourses d'études aux élèves du séminaire
2008	2.480 €
2009	2.480 €
2010	2.480 €

**Question 1336** (23.3.2011) de **M. Jean Colomera** (*ADR*) concernant le **Centre de pharmacovigilance**:

La mise en garde de plus en plus fréquente contre des molécules chimiques contenues dans les divers médicaments a provoqué une plus grande prise de conscience de la part de certains organismes étrangers tel l'AFSSAPS. Il en résulte un contrôle plus efficace de certaines molécules pouvant causer des effets négatifs. Au niveau national semble-t-il, d'après les déclarations du directeur du Centre de pharmacovigilance de Nancy, que les médecins luxembourgeois signalent rarement des effets indésirables liés aux médicaments. Ceci m'amène à poser plusieurs questions:

1) Est-ce qu'il existe un centre de pharmacovigilance autonome à Luxembourg?

2) Quelle est la relation du Ministère de la Santé avec le Centre de pharmacovigilance de Nancy?

3) Y a-t-il d'autres centres de pharmacovigilance avec lesquels le Ministère est en relation?

4) Combien de fois des médecins luxembourgeois ont-ils signalé des effets indésirables à un centre de pharmacovigilance les trois dernières années?

5) Quelle est la démarche en cas d'un signalement d'effets indésirables signalés par un médecin?

6) Est-ce que le Ministère de la Santé envisage une campagne pour informer les médecins sur la conduite à tenir en cas de détection d'effets secondaires liés à un médicament?

**Réponse** (11.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé*:

Au Luxembourg la pharmacovigilance est de la compétence de la Division de la Pharmacie et des Médicaments de la direction de la Santé.

Le Luxembourg ne dispose pas d'une agence à proprement parler en charge des autorisations de mise sur le marché et de la surveillance des médicaments.

La pharmacovigilance est la surveillance et la prévention du risque d'effet indésirable, que ce risque soit potentiel ou avéré, des médicaments

lorsqu'ils sont consommés largement dans le cadre de leur commercialisation.

Est à déclarer tout effet indésirable grave (légal, ou susceptible de mettre la vie en danger, ou entraînant une invalidité ou une incapacité importante ou durable, ou provoquant ou prolongeant une hospitalisation ou se manifestant par une anomalie ou une malformation congénitale) ainsi que tout effet inattendu, dont la nature, la sévérité ou l'évolution ne correspondent pas aux informations contenues dans le résumé des caractéristiques du produit.

Pour la gestion des effets indésirables le Luxembourg a conclu en janvier 1995, année de la création de l'Agence européenne des médicaments (EMA) à Londres, une convention avec le Centre régional de pharmacovigilance de Lorraine situé à Nancy. Il existe 31 de ces centres répartis sur toute la France. La direction de la Santé travaille en étroite collaboration avec ce centre qui gère les effets indésirables graves émanant du Luxembourg et les inclut dans la banque de données française, les statistiques au niveau luxembourgeois ne pouvant pas être probantes. Ce centre s'occupe aussi de la transmission des données à l'EMA afin qu'elles soient intégrées dans la base de données européenne «Eudravigilance». Depuis peu les effets indésirables peuvent être introduits directement par les firmes dans «Eudravigilance».

Mon Ministère est en relation étroite avec les services qui sont en charge de la pharmacovigilance en Belgique, France, Allemagne et dans d'autres pays si besoin en est, ainsi qu'au niveau de l'Agence des médicaments à Londres.

Quelques dizaines de cas d'effets indésirables sont signalés par an. Cette tendance est légèrement à la hausse.

L'organisation d'une nouvelle campagne d'information des corps médical et pharmaceutique peut être envisagée lorsque la nouvelle législation européenne sera entrée en vigueur.

**Question 1337** (18.3.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant la **mise en œuvre de la formation professionnelle**:

Selon les dispositions de la loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle (art. 31), des équipes curriculaires sont appelées à définir à partir de profils professionnels et de formation des programmes directeurs, sur la base desquels les commissions nationales respectives auront à élaborer des programmes de formation théorique et pratique pour l'obtention du diplôme d'aptitude professionnelle (DAP) et du diplôme de technicien (DT). Or, selon mes informations, notamment pour les formations administratives et commerciales, les profils professionnels et de formation ne sont pas encore disponibles - ou du moins pas avec la précision requise, et les programmes directeurs se réduisent actuellement à l'énoncé de quelques compétences très vagues, limitées aux classes de 10<sup>e</sup>. Concrètement, le programme directeur pour le DAP-agent administratif et commercial se limite à une dizaine de lignes.

La mise en œuvre de la réforme dès l'année scolaire 2011/2012 constituerait sous ces conditions une vraie gageure et mettrait en péril la qualité de l'enseignement et la formation des élèves. J'apprends aussi que le collège des directeurs de l'EST vient de dénoncer les graves problèmes liés à la mise en place précipitée des formations dites «phares» à la rentrée 2010/2011 et qu'il propose notamment le report des formations commerciales à la rentrée 2012/2013.

En fait, la loi du 26 juillet 2010 modifiant la loi du 19 décembre 2008 prévoit explicitement l'entrée en vigueur pour l'année scolaire 2012/2013 seulement (art. 75 modifié).

Par ailleurs, je constate

- que les classes de BTS de l'École de Commerce et de Gestion comptent actuellement jusqu'à 30% d'étudiants provenant de la formation actuelle du technicien administratif et commercial, formation destinée à être remplacée par celle du DT-technicien administratif et commercial;

- que les grilles des matières pour cette formation de remplacement prévoient une réduction sensible de l'enseignement des langues et des mathématiques;

- que pour accéder à un BTS, les futurs techniciens devront accomplir en dehors de l'horaire normal des modules préparatoires, les confrontant à des semaines totalement surchargées de l'ordre de 36 leçons.

On se demande

- si une telle réduction de l'enseignement des langues et des mathématiques, est compatible

avec l'accent mis par ailleurs - et à raison - sur l'importance des compétences linguistiques et sur une bonne formation générale à la fois pour la vie professionnelle et pour la compétence citoyenne;

- en raison du faible niveau prévisible en langues et en mathématiques, des futurs techniciens administratifs et commerciaux, combien d'entre eux disposeront des moyens nécessaires pour poursuivre des études supérieures spécialisées du genre BTS ou autre et combien, en raison des programmes surchargés par des modules préparatoires, seront découragés à suivre cette voie.

Je voudrais donc prier Madame la Ministre de bien vouloir répondre aux questions suivantes:

1. Face au faible niveau d'avancement des travaux préparatoires à l'élaboration des programmes, Madame la Ministre est-elle disposée à reporter la mise en œuvre des nouvelles formations insuffisamment préparées, dont notamment celles de l'«agent administratif et commercial» (DAP) et du «technicien administratif et commercial» (DT), à l'année 2012/2013 comme le lui permet expressément la loi du 26 juillet 2010?

2. Madame la Ministre juge-t-elle opportune une réduction de l'enseignement des langues et des mathématiques dans la formation prévue «technicien administratif et commercial» (DT), conduisant à une véritable dévalorisation par rapport à la formation actuelle du technicien administratif et commercial, et risquant de couper les futurs diplômés de l'accès à une formation supérieure du genre BTS notamment?

3. Comment Madame la Ministre entend-elle justifier une telle politique de dévalorisation devant les parents de nos élèves et devant l'opinion publique en général, alors que plus de 50% des emplois créés au Luxembourg sont actuellement des emplois qui exigent une formation au-delà de la fin d'études ES ou EST («Bac +n»)?

**Réponse** (20.4.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Sur proposition du collège des directeurs de l'enseignement secondaire technique et des chambres professionnelles concernées, la mise en œuvre de la nouvelle formation du technicien administratif et commercial a été reportée d'une année.

Pour ce qui est de la formation de l'agent administratif et commercial (DAP), il n'y a pas de raison pour que cette formation ne débute pas l'année scolaire prochaine. En effet, l'avancement des travaux curriculaires est conforme au calendrier établi pour toutes les formations par le service de la formation professionnelle. Ainsi les référentiels d'évaluation de la première année de formation seront disponibles dès fin avril.

La loi du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle stipule expressément que les deux voies de formation (DAP et DT) ont une finalité professionnelle. Eu égard au grand nombre d'échecs scolaires, notamment dans le régime de la formation de technicien, le législateur a insisté sur le fait d'élaborer primordialement des programmes de formation destinés à préparer les jeunes diplômés au besoin du marché de l'emploi.

Les élèves qui se destinent à la poursuite d'études supérieures seront également mieux préparés. Ainsi il est prévu d'introduire dans le cadre des modules facultatifs, des modules préparatoires contenant le bagage d'enseignement général, notamment les compétences langagières et mathématiques nécessaires à l'accès aux études techniques supérieures.

Par ces mesures, le législateur entend, d'une part, réduire l'échec scolaire important et, d'autre part, augmenter le nombre de jeunes diplômés.

**Question 1339** (24.3.2011) de **M. Gilles Roth** (*CSV*) concernant les **actes d'agression contre les policiers**:

Il me revient que durant l'année 2010, 128 policiers ont été victimes d'accidents de services, 65 policiers auraient même été victimes d'actes qualifiés de rébellion.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-ce que Monsieur le Ministre peut confirmer ces informations?

- Quels sont les moyens que le Gouvernement entend déployer en vue de faire face aux actes d'agression envers les membres du corps de la police?



**Réponse** (17.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La violence à l'égard des policiers est un phénomène inquiétant qui me tient particulièrement à cœur.

La police, en dehors des programmes de formation de base à l'École de Police, offre une prise en charge systématique par la hiérarchie policière et des possibilités de recours au service psychologique aux personnels ayant été confrontés avec une situation de conflit. Par ailleurs, la direction générale de la police est actuellement en train d'analyser le phénomène sous différentes facettes et étudie différentes possibilités de réaction. Dans le cadre de cette étude, la direction générale se base non seulement sur les expériences des polices de pays voisins, mais également sur des conclusions tirées lors d'une journée de formation des responsables de la police.

**Question 1340** (24.3.2011) de **M. Gilles Roth** (CSV) concernant **l'utilisation de l'arme de service par les membres de la Police grand-ducale**:

Il me revient qu'une certaine insécurité juridique existe au niveau des membres de la Police grand-ducale en rapport avec l'utilisation de leur arme de service dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions.

Je voudrais dans ce contexte poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Est-ce que le Gouvernement entend procéder aux adaptations nécessaires de la législation relative au port d'armes afin de préciser davantage les conditions d'utilisation de l'arme de service par les policiers dans l'exercice de leurs fonctions?

**Réponse** (26.4.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La loi du 28 juillet 1973 réglant l'usage des armes et autres moyens de contrainte et la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection générale de la Police énoncent les cas dans lesquels les membres de la police sont autorisés à avoir recours aux armes. Les prescriptions de service internes apportent des précisions quant à l'usage et au maniement des armes de dotation.

Il est important de souligner que chaque usage de l'arme fait l'objet d'une enquête de la part de l'Inspection générale qui consiste non seulement à contrôler la conformité aux dispositions légales en vigueur mais aussi, le cas échéant, à formuler des recommandations de nature à lever d'éventuelles incertitudes qui existeraient.

J'envisage cependant d'analyser, dans le cadre des travaux de réforme de la Police grand-ducale, si la législation sur l'usage des armes est encore adaptée aux besoins de la police.

**Question 1341** (25.3.2011) de **M. André Bauler** (DP) concernant **les actes d'agression contre les policiers**:

Je viens d'apprendre qu'un nombre croissant d'agents policiers sont régulièrement victimes de comportements agressifs, de menaces et de violences à l'occasion des interventions les plus diverses.

Voilà pourquoi je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Monsieur le Ministre peut-il retracer l'évolution du nombre de rébellions envers les autorités policières depuis l'an 2001?

- Dans l'affirmative, quel est le nombre de policiers qui ont été blessés à l'occasion de telles rébellions? De quels types de blessures s'agit-il? Combien de policiers ont dû subir des traitements médicaux, voire être hospitalisés?

- Quelles mesures ont été prises ces dernières années afin de mieux outiller les agents policiers face à des rébellions contre la force publique (formations continues, dispositifs renforçant la protection des agents, etc.)? Qu'en est-il de leur prise en charge?

- Les patrouilles disponibles durant la nuit et en fin de semaine sont-elles généralement suffisantes pour répondre aux besoins de personnel qui peuvent se présenter en cas d'incidents critiques? Autrement dit, des appels de personnel supplémentaire figurent-ils régulièrement à l'ordre du jour?

**Réponse** (17.5.2011) de **M. Jean-Marie Halsdorf**, *Ministre de l'Intérieur et à la Grande Région*:

La violence à l'égard des policiers est un phénomène inquiétant.

Les chiffres portant sur les rébellions et outrages à agents démontrent clairement cette évolution.

Il en est de même pour les chiffres portant sur les blessures, ayant engendré pour la période du 1<sup>er</sup> janvier 2005 au 31 décembre 2010 un total de 913 blessés avec une incapacité de travail soit de zéro à trois jours; soit de plus de trois jours.

La formation de base à l'École de la Police prévoit des cours de «gestion de conflits», comportant aussi bien des notions théoriques que des mises en situation pratique pour les stagiaires de police.

Par ailleurs, une prise en charge systématique par la hiérarchie policière ainsi qu'un recours possible au service psychologique de la police est prévu.

À l'heure actuelle, la direction générale de la police analyse le phénomène de la violence et me soumettra des propositions concrètes de réaction face à ce phénomène auquel je suis particulièrement sensible.

Il est évident que les patrouilles de nuit respectivement de weekend sont adaptées aux circonstances.

**Question 1342** (25.3.2011) de **M. Félix Eischen** (CSV) concernant **le permis de conduire de la catégorie B**:

Le permis de conduire de la catégorie B autorise outre la conduite d'un véhicule automobile, la conduite d'un cyclomoteur jusqu'à 50 cm<sup>3</sup>. Or, peu de titulaires du permis B circulent sur un deux-roues par manque de puissance et parce qu'il ne se prête pas pour de longs trajets.

De nombreux automobilistes seraient cependant prêts à abandonner leur(s)voiture(s) pour un scooter plus puissant et confortable de 50 à 125 cm<sup>3</sup> sans pour autant devoir passer le permis de conduire de la catégorie A. Ces scooters représentent en effet une alternative réelle à la voiture et permettent en outre de délester notre réseau routier et d'améliorer notre bilan CO<sub>2</sub>.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre du Développement durable et des Infrastructures:

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de modifier la réglementation en vigueur et d'étendre la possibilité de conduite d'un scooter de maximum 125 cm<sup>3</sup> aux titulaires d'un permis de conduire de la catégorie B qui ont suivi avec succès une formation théorique et pratique?

- Dans la négative, quelles sont les raisons qui empêcheraient cette modification du Code de la Route?

**Réponse** (18.5.2011) de **M. Claude Wiseler**, *Ministre du Développement durable et des Infrastructures*:

Dans sa question parlementaire, l'honorable Député s'enquiert sur la possibilité de conférer le droit de conduire une moto de 125 cm<sup>3</sup> aux titulaires du permis de conduire de la catégorie B.

Dans ce contexte, je peux confirmer que le Conseil de Gouvernement vient de marquer son accord à un avant-projet de règlement grand-ducal en date du 29 avril 2011 ayant pour objet de transposer en droit national la directive modifiée 2006/126/CE du Parlement européen et du Conseil du 20 décembre 2006 relative au permis de conduire.

Ce projet prévoit que la conduite de motocycles légers relevant de la catégorie A1 sera autorisée aux détenteurs du permis de conduire de la catégorie B à condition pour le titulaire toutefois d'être détenteur du permis de conduire de la catégorie B depuis deux ans au moins et d'avoir participé avec succès à des cours de formation.

**Question 1343** (25.3.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **la réforme du cycle supérieur de l'enseignement secondaire**:

La réforme projetée entend vouloir limiter le cycle supérieur à deux filières à savoir l'une à dominante «sciences humaines» et l'autre à dominante «sciences exactes». Les professeurs

d'éducation artistique et les enseignants de musique dénoncent la suppression des sections artistique et musicale et la limitation des leçons dans ces matières à un niveau minimaliste. Ils considèrent qu'un enseignement de qualité se doit d'intégrer l'humanité sous tous ses aspects et non seulement se limiter aux savoirs positivistes. Ils argumentent également que des connaissances dans le domaine des arts et de la musique peuvent créer des débouchés sur le marché du travail qui intègre cette dimension dans de nombreux secteurs. En outre, ils craignent que l'abolition des sections artistique et musicale n'empêche l'admission des élèves luxembourgeois dans certaines écoles de beaux-arts ou certains conservatoires de musique à l'étranger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Madame la Ministre n'estime-t-elle pas que l'enseignement des arts et de la musique constitue un aspect incontournable d'une éducation de qualité?

- Ne considère-t-elle pas également que dans l'intérêt des élèves luxembourgeois qui désirent poursuivre à l'étranger des études universitaires ou supérieures dans des domaines artistiques ou musicaux il est impératif de maintenir des sections spécialisées dans ces matières?

**Réponse** (10.5.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle*:

Le programme gouvernemental de la période de législature 2009-2014 prévoit de réorganiser les classes supérieures de l'enseignement post-primaire avec une double ambition: préparer les jeunes aux études supérieures et à la vie professionnelle et leur transmettre une large culture générale.

L'objectif de la réforme est de maintenir et de développer les atouts du système actuel tout en remédiant à ses faiblesses. Les consultations qui ont été menées auprès de tous les acteurs scolaires en amont de la rédaction du document d'orientation pour une réforme des classes supérieures ont d'ailleurs mis en lumière un large consensus quant à l'identification des atouts et défis du système actuel. Ainsi, il s'agira d'implémenter un système plus flexible qui implique une formation générale plus étendue en même temps qu'une spécialisation exigeante et un investissement personnel accru de la part de l'élève. Dans le projet de réforme actuel, je propose de réduire le nombre de sections à dorénavant deux dominantes: l'une sera axée sur les mathématiques et les sciences et l'autre sur les langues, les sciences humaines et les arts. Ainsi, optant pour l'une ou l'autre dominante, l'élève pourra profiter d'un plus grand choix de matières de spécialisation sans pour autant être complètement libre de combiner les matières à sa guise; son choix devra se faire à l'intérieur d'un cadre déterminé et en cohérence avec la dominante choisie.

Si la nouvelle organisation entraîne nécessairement un remaniement de la grille horaire, les élèves manifestant un intérêt poussé pour les matières créatives pourront, comme par le passé, faire des choix de spécialisation dans les domaines de l'éducation artistique et de l'éducation musicale pour se préparer aux études universitaires dans ces domaines.

En plus, pour les élèves qui ne voudront pas s'investir dans des cours de spécialisation en arts ou en musique, le système prévoit qu'ils suivent dans le cadre de la formation générale, à la fois à l'ES et à l'EST, des cours de culture générale notamment dans le domaine artistique. En réponse aux questions de l'honorable Député, j'estime que l'enseignement des arts et de la musique est un aspect incontournable d'une éducation de qualité et je suis d'avis que le système réformé de l'organisation des classes supérieures, grâce aux possibilités de choix ciblés au sein d'une dominante, permettra d'assurer un enseignement dans les domaines des arts et de la musique tant au niveau d'une formation de spécialisation qu'au niveau d'une formation générale approfondie.

**Question 1344** (28.3.2011) de **M. André Hoffmann** (*déi Lénk*) concernant **la présence luxembourgeoise au sein des organisations internationales et les principes de recrutement pour ces postes**:

Selon mes informations, le conseil d'administration de l'Institut Pierre Werner, financé par l'État luxembourgeois, qui est aussi représenté en ce même conseil d'administration, a récemment proposé à son directeur démissionnaire un poste auprès de l'Institut d'Études de Sécurité de l'Union européenne. Sans vouloir juger de ce choix, je pense pourtant que la démarche suscite des interrogations d'ordre général, notamment

en ce qui concerne la présence luxembourgeoise au sein des organisations internationales et la manière dont les postes auprès de ces organisations sont pourvus.

C'est pourquoi je voudrais prier Monsieur le Ministre d'État et Monsieur le Ministre des Affaires étrangères de répondre aux questions suivantes:

1. Combien de Luxembourgeois occupent actuellement un poste auprès d'une organisation internationale ou d'une institution communautaire? Je vous saurais gré de me fournir, dans la mesure du possible, des précisions concernant la catégorie (administratif, technique ou poste d'encadrement) et le statut (temporaire/permanent) des postes occupés par les principales organisations (Union européenne, Nations Unies, Conseil de l'Europe, OSCE, OTAN).

2. Comment et par qui les personnes qui occupent ces postes sont-elles recrutées? Concernant les postes qui dépendent directement du Gouvernement luxembourgeois et/ou qui exigent un «secondement» (appui), des appels de candidatures sont-ils lancés, ou si non, comment les intéressés éventuels sont-ils informés sur les vacances de postes? Qui est l'interlocuteur pour les candidats potentiels?

3. Comment le Gouvernement informe-t-il les candidats luxembourgeois sur les concours et les modalités de concours pour les postes permanents auprès des organisations internationales telles que les institutions européennes et le Conseil de l'Europe? Quel est le rôle, dans ce contexte, des représentations permanentes du Luxembourg auprès de ces organisations?

4. Alors que de nombreux pays voudraient renforcer leur présence au sein des organisations internationales et soutiennent leurs nationaux dans le processus de recrutement, il semblerait que le Luxembourg est sous-représenté dans un certain nombre d'organisations internationales voire ne pas représenté du tout (UNESCO). S'agit-il d'un choix délibéré, si oui, pour quels motifs, si non, comment le Gouvernement entend-il renforcer cette représentation? Quelles sont, dans ce domaine, ses priorités pour le futur?

**Réponse commune** (27.4.2011) de **M. Jean-Claude Juncker**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères*:

1. Il n'est malheureusement pas possible de répondre à cette question car la plupart des Luxembourgeois, émergeant auprès des instances internationales, ne sont pas obligés de signaler leur profession au Gouvernement et, le plus souvent, ils ne le font pas.

Les seuls postes répertoriés avec certitude par l'administration luxembourgeoise sont ceux réservés, dans certaines circonstances, à des compatriotes, comme, par exemple, celui de Madame Reding auprès de la Commission de l'UE, ou bien ceux occupés par des fonctionnaires luxembourgeois bénéficiant d'un congé spécial en vue de l'occupation d'un poste auprès d'un organisme international. En prenant comme exemple le Ministère des Affaires étrangères, dix agents du corps diplomatique, sur un total de 102, ont actuellement un congé spécial ou sans traitement. Parmi eux, six occupent une fonction auprès d'une instance internationale, cinq auprès de l'Union européenne et un auprès des Nations Unies. On pourrait ajouter aux cas de figure qui précèdent un certain nombre de ressortissants luxembourgeois qui ne sont pas employés par l'État et qui sont mis à disposition de certaines organisations internationales. Il s'agit, presque toujours, de personnes ayant une expérience professionnelle spécifique dans un domaine particulier. C'est l'instance internationale, souvent une organisation de la famille des Nations Unies, qui s'adresse au Ministère des Affaires étrangères pour obtenir cette mise à disposition. Le cas échéant, un appel à candidatures paraît dans la presse ou sur le site du Ministère. Les candidats sont sélectionnés en fonction de leur éligibilité pour le ou les postes. In fine, il appartient à l'instance internationale de décider qui des candidats en lice elle recrutera.

2. L'instance qui recrute est toujours l'organisation internationale concernée. Quant aux modes de recrutement, la filière classique est celle des concours organisés par l'instance internationale.

Normalement les vacances de poste sont notifiées aux membres de l'administration luxembourgeoise, via le Ministère des Affaires étrangères, par l'instance qui recrute. Le site Internet du Ministère des Affaires étrangères comprend une rubrique qui renseigne sur toutes les va-

cances de postes publiées par les instances internationales (<http://www.mae.lu/fr/Site-MAE/Emplois-stages-et-concours/Travailler-dans-une-organisation-internationale>), pour autant que le Ministère ait été dûment informé par l'instance internationale en question.

3. Comme indiqué ci-avant, les annonces de concours pour les vacances de postes auprès d'organisations internationales figurent sur le site Internet du Ministère des Affaires étrangères avec les renvois sur les sites correspondants de ces organisations. Nos représentations permanentes suivent la politique d'emploi mise en œuvre par les instances internationales auprès desquelles elles sont accréditées, nous alertent dès que des vacances de postes s'annoncent, veillent, autant que faire se peut, à ce que le Luxembourg garde une représentation équitable au sein des organisations qui ont une incidence directe sur notre pays et font bénéficier, dans certains cas, nos candidats d'une préparation renforcée et ciblée aux concours ou autres modes de sélection.

4. Depuis 1989 la famille des Nations Unies s'est enrichie d'un nombre considérable de nouveaux États alors que les effectifs des organisations internationales ont été revus à la baisse tout comme les conditions matérielles dont bénéficiaient, jusqu'alors, fonctionnaires et agents internationaux. Le clivage entre salaires et conditions de travail prévalant dans les secteurs public et privé à Luxembourg, d'une part, et ceux pratiqués par les instances internationales, UE comprise, d'autre part, fait que, toutes autres considérations mises à part, un emploi à Luxembourg est au moins aussi attrayant, notamment en début de carrière, d'un point de vue financier et matériel, qu'un poste auprès d'une organisation internationale. À ceci il faut ajouter la disparité des régimes de pension de l'administration luxembourgeoise avec ceux des principales organisations internationales. Ainsi, par exemple, les fonctionnaires d'État luxembourgeois en congé spécial, travaillant quatre ou huit ans auprès d'une instance internationale, se voient obligés, du moins jusqu'à présent, de verser de leur propre poche des sommes considérables de compensation aux organes de la sécurité sociale luxembourgeoise pour avoir le même montant de retraite que celui qu'ils auraient eu s'ils n'avaient pas quitté, pour un temps, leur administration d'origine. Ce qui explique, en partie certainement, le peu d'engouement que soulève l'organisation de concours au Luxembourg en vue de recruter de futurs fonctionnaires internationaux.

Le Gouvernement luxembourgeois et le Ministère des Affaires étrangères en premier regrettent le peu d'attrait que les organisations internationales exercent vis-à-vis de candidats luxembourgeois potentiels. Cela étant, il est des instances, comme les administrations de l'UE, où notre pays est représenté en nombre et en qualité.

Il ne s'agit certainement pas d'un choix délibéré que d'être absent de l'organigramme de telle ou telle institution internationale. Si c'est le cas, le Ministère des Affaires étrangères essaie d'y remédier notamment par l'intermédiaire de nos représentations permanentes. Notre priorité va aux différentes entités de l'UE qui, plus que toutes autres, contribuent à configurer notre pays. Afin de mieux préparer des candidats potentiels luxembourgeois aux concours d'admission à la fonction publique européenne, le Ministère des Affaires étrangères et l'Institut national d'administration publique sont en train de mettre en place une formation préparant les candidats aux concours. Cette formation commencera en 2011 comme projet-pilote pour être incluse au programme de l'INAP à partir de 2012.

Pour conclure et être complet, il convient de signaler que, si le Luxembourg a une marge pour assurer plus de présence parmi le fonctionariat international, il est, en même temps, le pays qui accueille, de très loin, le nombre le plus élevé de fonctionnaires internationaux par rapport à la population résidente et la taille du pays, au monde. Ce qui est une autre manière d'assurer une bonne représentation de notre pays dans le contexte international.

**Question 1345** (28.3.2011) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant **l'entrée en vigueur de la réforme professionnelle:**

La loi réformant la formation professionnelle a été votée en 2008, mais son entrée en vigueur a été différée jusqu'à la rentrée 2011/2012, le

nouveau système modulaire ayant nécessité une large phase de préparation. Ainsi, en septembre 2010, 18 cursus ou filières ont commencé à fonctionner selon le nouveau concept. Les 110 autres formations restantes devront suivre à la rentrée 2011/2012.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale:

- Le timing est-il toujours d'actualité?

- Avant de faire fonctionner les autres filières d'après le nouveau système, ne serait-il pas opportun de faire un premier bilan intermédiaire?

**Réponse** (20.4.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Initialement prévue pour la rentrée scolaire 2010/2011, l'échéance de la mise en vigueur intégrale des dispositions ayant trait à l'organisation de la formation professionnelle de base et de la formation professionnelle initiale contenues notamment dans les chapitres II et III de la loi modifiée du 19 décembre 2008 portant réforme de la formation professionnelle, n'a pas pu être respectée.

L'ampleur des travaux préparatifs de cette réforme ambitieuse a rendu nécessaire de retarder la mise en vigueur et de revoir le calendrier initial.

L'article 75 de la loi précitée a été modifié en conséquence. La date butoir retenue pour l'entrée en vigueur des dispositions dont question ci-dessus sera le début de l'année scolaire 2012/2013, tout en rendant possible, par le biais de règlements grand-ducaux, une mise en vigueur anticipée pour les métiers et professions qui sont prêts à démarrer avant cette date.

Ainsi, pour l'année scolaire 2010/2011, 19 formations phares ont été organisées selon les nouvelles dispositions.

À partir de l'année scolaire prochaine toutes les autres formations seront également organisées conformément à la loi modifiée du 19 décembre 2008, exception faite pour deux formations de techniciens et quatre formations du régime professionnel, lesquelles débiteront en 2012/2013.

Un premier échange d'expérience des formations phares a été organisé en date du 10 mars 2011. Lors de cette journée, tous les enseignants des formations concernées se sont concertés - par formation - en vue de dresser un premier constat des répercussions de la réforme sur les pratiques d'enseignement

À la fin de cette année scolaire une deuxième journée d'échange est prévue.

**Question 1346** (28.3.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant **la politique antitabac:**

L'association des ligues européennes contre le cancer classe le Luxembourg en 29<sup>e</sup> position sur 31 pays avec un score de 33 sur 100 en matière de politique antitabac.

À l'opposé le Luxembourg investit 140.000.000 euros en cinq ans pour notamment développer la médecine personnalisée ayant pour but d'aboutir à la mise sur le marché d'un médicament anticancéreux du poumon.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Quelles sont les raisons de ce mauvais classement luxembourgeois?

2. Quelles sont les mesures que le Gouvernement envisage de mettre en œuvre pour améliorer ce ranking désastreux?

**Réponse** (10.5.2011) de **M. Mars Di Bartolomeo**, *Ministre de la Santé:*

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 11 août 2006 relative à la lutte antitabac, le nombre de fumeurs a substantiellement régressé. Ainsi, la quote-part des fumeurs a diminué de 33% en 2003 à 24% actuellement.

En dehors de ce résultat tout à fait remarquable, je voudrais rappeler les principales mesures mises en œuvre depuis l'adoption de la loi précitée.

- Les conditions de l'interdiction de fumer dans différents endroits ont été élargies aux restaurants, aux bâtiments de l'État, des communes et des établissements publics, aux enceintes des écoles et des hôpitaux.

- Toute publicité directe ou indirecte en faveur du tabac et de ses produits a été définitivement interdite (sauf dans les environs immédiats des points de vente).

- Le plan national de tabac qui a été élaboré par une plate-forme d'experts.

- Ce plan a pour but de prévenir le tabagisme, de réduire la consommation de tabac chez les usagers actuels, de protéger les non-fumeurs du tabagisme passif, et d'aider les fumeurs qui le décident d'accéder aux offres de traitement d'aide à l'arrêt tabagique.

- Des campagnes d'information, d'éducation et de sensibilisation multimédias et tout public ont été menées chaque année, aux alentours du 31 mai, Journée mondiale contre le tabac proclamée par l'Organisation Mondiale de la Santé. Les thèmes prioritaires étaient le tabagisme passif et la prévention du tabagisme chez les jeunes. Ces campagnes ont été relayées par des actions de terrain, notamment celles organisées par le «réseau des écoles sans tabac», et la mise en place d'une communication ciblant spécifiquement les jeunes via les nouveaux médias (site Internet, banniers, jeux Internet, action SMS...).

- L'offre d'aide au sevrage tabagique a été élargie grâce à la prise en charge, par la Caisse Nationale de Santé, de deux consultations spécifiques de tabacologie, visant à initier le traitement et à accompagner les personnes désireuses d'arrêter de fumer pendant une durée de huit mois.

Je voudrais finalement informer l'honorable Député qu'un bilan d'évaluation concernant plus particulièrement les aspects liés à l'interdiction de fumer dans les lieux publics vient d'être réalisé.

D'ailleurs, le Conseil de Gouvernement vient de décider, précisément sur base de cette évaluation globalement positive, de renforcer la protection des non-fumeurs par l'extension de l'interdiction de fumer.

Cela étant précisé, j'ai pris acte de l'étude dont se réfère Monsieur le Député par rapport à laquelle j'émetts toutefois certaines réserves quant à l'interprétation des résultats obtenus et qui n'a d'ailleurs pas encore pu tenir compte des récents développements.

**Question 1348** (30.3.2011) de **M. Jean Colomera** (ADR) concernant **l'analphabétisme et l'analphabétisme fonctionnel:**

Une étude récente publiée en Allemagne par l'Université de Hambourg («Studie Leo.Level one») arrive à la conclusion que 14% de la population active doivent être considérés comme des «analphabètes fonctionnels», c'est-à-dire que ces adultes ne sont pas capables de comprendre des textes courts, ni de les écrire. 4% (lire: 14%) de cette population sont qualifiés d'analphabètes, c'est-à-dire qu'ils ne maîtrisent même pas la lecture de mots ou de phrases courtes.

Dans ce contexte, je souhaite poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:

1. Madame la Ministre peut-elle donner les chiffres des personnes résidant au Luxembourg considérées comme analphabètes fonctionnels ou analphabètes?

2. Des études concernant le nombre d'analphabètes fonctionnels ou d'illettrés, ainsi que les causes de cet état de fait, ont-elles été menées au Luxembourg?

3. Quels sont les programmes initiés par le Ministère de l'Éducation nationale, le cas échéant en collaboration avec des associations luxembourgeoises, pour aider les adultes confrontés à ces problèmes?

4. Quels sont en amont, c'est-à-dire durant la période de scolarisation obligatoire, les moyens mis en œuvre pour déceler les risques d'un apprentissage insuffisant de la lecture, de l'écriture et de la compréhension de textes? Quels sont les moyens concrets mis en place pour remédier, de façon individuelle, aux insuffisances de ces élèves? Au cas où ces difficultés ont des origines pathologiques, quelles sont les thérapies proposées à ces enfants?

**Réponse** (12.5.2011) de **Mme Mady Delvaux-Stehres**, *Ministre de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle:*

Questions 1 + 2

À l'heure actuelle, le Luxembourg n'a pas mis en œuvre une enquête comparable à celle menée en Allemagne. Pour estimer l'envergure du problème, le Luxembourg se base sur les résultats de l'enquête PISA menée auprès de tous les élèves âgés de 15 ans.

Les résultats de l'étude Pisa 2009 ont démontré que 26% des jeunes âgés de 15 ans ont de faibles performances en lecture. Il en est de même pour les compétences en mathématiques (24%) et en sciences naturelles (24%). Au sein des pays de l'OCDE, le pourcentage moyen d'élèves à faibles performances en lec-

ture s'élève à 19%, en mathématiques à 21% et en sciences naturelles à 18%. En ce qui concerne les performances en lecture, 3,3% des élèves n'atteignent même pas le plus bas niveau de l'échelle de compétences. Même si une partie de ces jeunes continuent à suivre une formation, un nombre considérable sort de l'école obligatoire sans avoir atteint le niveau de compétences de base minimal visé pour réussir sur le plan économique et social.

Questions 3 + 4

Le Luxembourg, avec une population étrangère représentant plus de 40%, est donc une terre d'accueil pour un nombre substantiel d'immigrants adultes. Dans de nombreux cas, ceux-ci, dans le cadre de la scolarisation dans leur pays d'origine, ont eu un apprentissage insuffisant de la lecture et de l'écriture.

Il en résulte qu'un nombre élevé d'adultes nécessite une seconde chance pour parfaire leur formation de base. Toutefois, l'écart entre le nombre d'apprenants adultes dans les dispositifs existants (une quinzaine de dispositifs du Ministère, d'associations et de communes) et le nombre d'apprenants potentiels semble considérable. De manière générale, un manque de conscience de l'ampleur du phénomène est à noter. Les expériences négatives de leur parcours scolaire, leur embarras à avouer leurs déficiences sont des facteurs qui souvent empêchent les adultes concernés à s'engager dans une formation.

Depuis une année, le Service de la formation des adultes a mené plusieurs actions pour promouvoir la lutte contre l'analphabétisme fonctionnel et le développement des compétences de base des adultes.

Le Ministère a créé une plateforme d'échange des organismes qui sont actifs dans ce domaine et a renforcé son support pour ces organismes.

La majorité des apprenants (80) est inscrite dans les cours ICA (Instruction complémentaire pour adultes) organisés par le Service de la formation des adultes à Walferdange et à Ettelbruck. Les villes d'Esch-sur-Alzette et de Differdange organisent des ateliers de lecture et d'écriture en langue française et allemande. Le Centre culturel pour l'éducation populaire de Bonnevoie offre des cours d'alphabetisation en portugais. Plusieurs associations et notamment les initiatives pour l'emploi (Objectif Plein Emploi, Forum pour l'emploi et ProActif) offrent également des projets d'alphabetisation.

Les 25, 26 et 27 septembre 2011, le Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle et ANEFOR - l'Agence Nationale pour le programme européen d'éducation et de formation tout au long de la vie invitent à une conférence thématique européenne sur le thème des «Compétences de base pour adultes». La conférence sera organisée avec l'Université du Luxembourg en collaboration avec le «European basic skills network», l'Agence Europe Éducation Formation de France ainsi que l'Agence Education Formation Europe de Belgique. Par cette conférence le Ministère envisage de sensibiliser les acteurs nationaux et de leur donner l'occasion d'échanger des bonnes pratiques, d'apprendre de pairs et de créer des liens pour mettre en place de nouveaux projets. Cette conférence thématique constituera aussi une base à l'élaboration d'un cadre national pour le développement des compétences de base des adultes. Un tel cadre devrait s'appuyer sur une analyse scientifique ainsi que sur des exemples de bonne pratique au niveau national et européen.

Comme la grande majorité des jeunes à faible niveau de compétences de base est scolarisée dans le régime préparatoire de l'enseignement secondaire technique, différentes mesures sont prises afin d'élever leur niveau de compétences et de leur permettre d'atteindre une qualification professionnelle de base en vue d'une insertion sur le marché de l'emploi (école de la deuxième chance, classes d'insertion professionnelle aux CNFPC et dans les lycées techniques, mesures dans le cadre de la scolarisation des enfants étrangers). D'autre part, le nouvel enseignement fondamental devrait permettre, par une approche plus individualisée et plus intégrative, de diminuer le nombre d'enfants qui à la fin de leur scolarité n'ont pas atteint les compétences de base pour poursuivre leurs études et atteindre une qualification professionnelle. Le personnel spécialisé intervenant au sein des équipes multiprofessionnelles inscrites dans chaque arrondissement d'inspection, peut, selon décision de la commission d'inclusion scolaire, offrir une aide individuelle au sein de la classe, ou dans le cadre d'un «Lies-a Schreifatelier».

Dans le cas où des déficiences sont à l'origine des difficultés d'apprentissage de la lecture, les élèves bénéficient de programmes adaptés à leurs besoins, soit dans une classe de l'enseignement fondamental, soit dans d'une école spécialisée de l'Éducation différenciée.